

FACULDADE DE LETRAS DA UNIVERSIDADE DE COIMBRA
INSTITUTO DE ESTUDOS HISTÓRICOS DR. ANTÓNIO DE VASCONCELOS

Revista Portuguesa de História

TOMO IX



COIMBRA / 1960

Revista Portuguesa de História

R E D A C Ç Ã O

D.^{or} DAMIAO PERES

D.^{or} MANUEL LOPES DE ALMEIDA

D.^{or} GUILHERME BRAGA DA CRUZ

D.^{or} ARNALDO DE MIRANDA BARBOSA

D.^{or} MARIO J. DE ALMEIDA COSTA

D.^{or} PAULO MERA

D.^{or} Luís CABRAL DE MONCADA

D.^{or} MÁRIO BRANDÃO

D.^{or} SÍLVIO LIMA

L.^{to} JOSÉ S. DA SILVA DÍAS

S E C R E T Á R I O S D A R E D A C Ç Ã O

D.^{or} TORQUATO DE SOUSA SOARES

D.^{or} P.^e AVELINO DE JESUS DA COSTA

L.^{do} Luís FERRAND DE ALMEIDA

D.^{or} SALVADOR DÍAS ARNAUT

L.^{do} ANTÓNIO DE OLIVEIRA

Professores e Assistentes da Universidade de Coimbra

Revista Portuguesa
de Historia

FACULDADE DE LETRAS DA UNIVERSIDADE DE COIMBRA
INSTITUTO DE ESTUDOS HISTÓRICOS DR. ANTÓNIO DE VASCONCELOS

Revista Portuguesa de História

TOMO IX



COIMBRA / 1960

PUBLICAÇÃO SUBSIDIADA PELO
INSTITUTO DE ALTA CULTURA

Formes féodales et domaniales de la Colonisation Portugaise dans la Zone Atlantique aux XIV^e et XV^e siècles et spécialement sous Henri le Navigateur

C'est dans les possessions des Occidentaux en Palestine qu'apparaissent pour la première fois, dès le début des Croisades, des formes féodales de colonisation. Elles se retrouvent ensuite au Levant, notamment dans les établissements français et italiens de l'Empire byzantin et dans les îles de la Mer Egée. Les formes juridiques de possession vont de pair avec des fermes domaniales d'exploitation dont elles ne peuvent être dissociées. La tenure du sol colonial est du type féodal, alors que son exploitation est domaniale. Ces formes féodales et domaniales de la colonisation française et italienne sur les rives orientales de la Méditerranée sont des précédents des formes coloniales portugaises dont nous nous occupons ici C¹).

Les précédents italiens, surtout, forment le chaînon entre les formes d'organisation coloniale médiévales dans la Méditerranée

'O) «Pour une vue d'ensemble, cf. mes considérations sur «La continuité dans les concessions territoriales coloniales» dans C. Verlinden: *Précédents médiévaux de la colonie en Amérique* (Comisión Panamericana de Historia, Mexico, 1954), pp. 32-45. Sur les formes de colonisation féodales et domaniales en Palestine, cf. J. Prawer: «Colonisation activities in the latin kingdom of Jérusalem» (*Revue belge de Philologie et d'Histoire*, 1951); «The assise de tenure and assise de vente: a study of landed property in the latin kingdom» (*Economic history review*, Londres, 1951); «The settlement of the Latins in Jérusalem» (*Speculum*, Cambridge, Mass. 1952); «Étude de quelques problèmes agraires et sociaux d'une seigneurie croisée au XIII^e siècle» (*Byzantion*, t. XXII, 1952; t. XXIII, 1953).

orientale et les plus anciens phénomènes analogues dans la zone atlantique, notamment parce que le premier établissement colonial dans cette dernière zone a été le fait d'Italiens.

Le plus ancien cas que l'on rencontre dans la zone atlantique est, en effet, celui du Génois Lanzarotto Malocello dans l'archipel canarien. En 1336, ou peu avant, ce Génois au service du Portugal avait découvert quelques îles des Canaries dont l'une est encore connue aujourd'hui sous le nom de Lanzarote (2). Peu après, il prend service dans la flotte française, puis sert à nouveau le Portugal. C'est pourquoi lorsqu'il réapparaît dans les documents portugais, il porte le nom de Lanzarote de Framiqua (3). Dès le début de cette seconde phase de sa carrière au service du Portugal, il découvre l'île de Gomera, située dans la partie la plus occidentale de l'archipel canarien (4). Le 29 juin 1370, le roi Ferdinand de Portugal lui fait don des îles de Lanzarote et de Gomera et l'appelle «nosso vassalo» (5) ; le souverain voulait ainsi récompenser son collaborateur génois parce qu'il avait découvert ces îles et aussi pour les avoir conquises pour le compte du Portugal (6). Le but était que Lanzarotto en assure et la colonisation et la possession (7). La donation se fait en «livre e pura doacção antre vivos, per sempre valledeyra... pera ssey e pera todos seus erdeyros e successores». Elle était donc héréditaire- Elle concerne tous les droits réels (reales e corporales) «com toda jurdiçam, crime e cyvil, mero e mysto imperio e subjeçam assy nas pessoas como nos beês, afora apelaçam do crime que resalvamos pera nos» (8). Le pouvoir de juridiction du donataire est donc étendu, mais limité cependant par l'appel au tribunal royal dans les causes pénales. Non seulement, donc, la conquête s'est faite pour le compte du roi,

(2) C. Verlinden: «Lanzarotto Malocello et la découverte portugaise des Canaries» (*Revue belge de Philologie et d'Histoire*, t. XXXVI, 19*58).

i(3) *Ibid.*, pp. 11197 ss..

(4) *Ibid.*, p. 1203.

(5) J. Martins da Silva Marques: *Descobrimientos portugueses*, t. I (Lisbonne, 1944), n.º 115, p. 12(7).

(6) «as yllas que trobou e nos gaanou» (*Ibid.*).

(7) Désigné dans la charte de 1370 par le terme «pobrar» = peupler, ce qui ne veut pas dire que les îles étaient inhabitées, mais que des colons blancs n'y étaient pas encore établis. Cf. C. Verlinden, *op. cit.*, p. 1197.

(8) (Silva Marques: 7oc. *cit.*).

non seulement les îles sont tenues de lui, mais il en est également le suprême seigneur justicier. Cette situation est une situation féodale.

Un acte de confirmation de 1376 parle de la «senoria» de Lanzarotto sur les îles ⁽⁹⁾. Le Génois fait alors appel au roi pour qu'il le rétablisse dans ses fonctions de «capitom moor» des îles, titre qu'il avait perdu par suite des attaques des indigènes — les Guanches — et de concurrents venant d'Europe, c'est-à-dire les Castillans. Ce titre de «capitom moor» semble signifier deux choses: la première que Lanzarotto tient déjà son fief colonial en «capitania», institution sur laquelle nous serons bientôt plus informés par des chartes de donation ultérieures ayant trait à d'autres îles ou territoires; en second lieu que Lanzarotto pouvait diviser sa «capitania» en arrière-fiefs en faveur d'autres «capitâos», vis-à-vis desquels il était le «capitom moor», le capitaine en chef, le vassal direct du roi. Il convient, toutefois, de noter que le roi ne fut pas à même, à ce moment, de remettre son vassal en possession de son fief colonial; aussi lui accorde-t-il en compensation un fief de bourse au Portugal même, à savoir les revenus des savonneries de Tavira, Castro Marim, Alcoutim et Aldeia de Martim Longo en Algarve ⁽¹⁰⁾.

En 1385 un diplôme du roi Jean 1^{er} d'Avis nous apprend que Lanzarotto a été tué récemment dans rîle de Lanzarote comme «capitam moor das yllas na guerra e navegaçam» ⁽¹¹⁾. Son fils Lopo Afonso «cavaleyro, nosso vasallo» reçoit confirmation de la dotation de son père. Le fils porte des prénoms portugais; le père a donc fait, très vraisemblablement, un mariage portugais et est ainsi entré dans la noblesse portugaise. La chose est certaine pour le fils puisqu'il est appelé «eavalheyro». Lanzarotto lui-même n'apparaît pas de son vivant en cette qualité dans les diplômes

⁽⁹⁾ *Ibid.*, n° 137, p. 155. {Pour ce qui concerne les habitants, le roi avait décidé dès 1370 que «damollas e somettemolos por subjectos en todo e per todo ao dicto Llansarote da Framqua e todollos sos erdeyros e successores per todo sempre como a sus señores, ca querremos e outorgamos que ell faça e possa fazer daqui ao dyante das dictas yllas como da sua propria posiçam esguardando sempre os nossos direy tos reaaes e da nosa coroa» (*Ibid.* n° 115, p. 127).

⁽¹⁰⁾ *Ibid.*

⁽¹¹⁾ *Op. cit.*, n° 162, p. 186.

royaux, bien qu'il porte le titre d'amiral. Il était originaire d'une famille génoise de grands marchands (12).

*

**

Pour mieux comprendre l'institution portugaise de la «capitania» nous devons nous reporter à l'histoire du groupe des Madères pendant le XV^e siècle.

Ce groupe d'îles inhabitées, qui était déjà connu au XIV^e siècle des Génois au service du Portugal (13), fut redécouvert en 1425 (14) par les Portugais João Gonçalves Zarco et Tristão Vaz Teixeira, deux gentilshommes de la suite du prince Henri le Navigateur. C'est la raison pour laquelle le roi Duarte, qui monta sur le trône en 1433, donna les îles en fief à son frère l'infant. Il le fit par un diplôme daté de la première année de son règne (26 septembre 1433) au moment où la -colonisation proprement dite prenait son essor (15). Le roi décida que l'Infant «tenha e aia de nos em todollos dias de sua vida as nossas ilhas, a saber a ilha da Madeira, e do Porto Santo e da Deserta». L'infant tiendra son fief avec tous les droits et rentes qui y sont attachés, comme le roi lui-même les aurait exercés et levés, et il aura la juridiction civile

(12) On trouve de nombreux Malocelli dans R. Doehaerd : *Les relations commerciales entre Gênes, la Belgique et VOutremont d'après les archives notariales génoises des XIII^e et XIV^e siècles* (Bruxelles, 1941); cf. table dans le t. III.

(13) Of. mon étude mentionnée a la note 2.

(14) iF. Machado dans A. Baião, H. Cidade et M. Mûrias: *História da expansão portuguesa no mundo*, t. I (Lisbonne, 1937), pp. 276-280.

i(15) 'Ramos Coelho; *Alguns documentos do arquivo nacional da Torre do Tombo* (Lisbonne, 1892), p. 2. 'Silva Marques: *Descobrimientos*, t. I, n° 25'6, p. 272. 'Nous savons que la colonisation débuta alors par un passage d'un diplôme de la même date par lequel 'le roi donne le «spiritual das nossas ilhas» à l'Ordre du Christ, dont Henri est le «regedor e governador». Le roi diit que «agora novamenfce o didto iffante per nossa autoridade pobra» (*ibid.*, n.° 257, p. 273). Sur la signification de ce terme, cf. ci-dessus, n. 7. Le document cité en dernier lieu réserve aussi au roi «o foro e o dizimo de todo o pescado que se nas dictas ilhas matar que queremos que nos paguem» (*ibid.*). Les colons devaient donc au roi un cens et la dîme sur le -poisson. Sur les droits auxquels ils sont assujétis, cf. ci-dessous, pp. 6 seg..

et pénale à l'exception des sentences de mort et de mutilation judiciaire. Cependant le roi réserve à sa Casa do Civel de Lisbonne le droit d'appel aux jugements rendus par l'infant au civil. Henri le Navigateur peut entreprendre également tous travaux publics; il peut accorder des terres «in perpetuo ou a tempo ou aforar». Ce dernier terme vise les concessions à cens. Tout ceci doit se faire «sem perjuizo da forma do foro per nos dado aas dictas ilhas», c'est-à-dire sans préjudicier au privilège général que le roi a accordé aux îles de l'archipel. Ce privilège a établi certaines taxes au profit du roi que l'infant peut suspendre, mais qui seront payées à nouveau après sa mort. Les exonérations ne peuvent être accordées qu'à titre personnel. Le roi conserve également par devers lui le droit de battre monnaie.

L'analyse des relations entre le roi et le vassal colonial est ici beaucoup plus détaillée que dans les actes en faveur de Lanzasotto Malcello. Dans le premier cas, il y avait appel au tribunal royal pour les causes pénales; ici, la haute justice pénale échappe au vassal et, en outre, l'appel est prévu pour les affaires civiles. De plus, il existe une sorte de privilège constitutionnel royal pour tout l'archipel. Nous ne possédons pas le texte de ce document, mais des foros ou forais analogues sont conservés pour les capitánias ultérieures du Brésil ⁽¹⁶⁾. Un complément au foro de Madère, qui n'est pas parvenu jusqu'à nous, est, sans conteste, le privilège du 1^{er} juin 1439 par lequel Henri le Navigateur et les

⁽¹⁶⁾ C. iMalheiro Dias dans *Historia da colonização portuguesa do Brasil*, t. lili (IPorto, 1924), p. 3ili2: Forai pour la capitania de Pernambuco. Dans la *História da expansão portuguesa no mundo* (t. I., p. 290)

on trouve un extrait d'un diplôme du 7 mai 1493 confirmant un autre diplôme non daté, mais que l'éditeur attribue à Jean I^{er}, d'après une copie du XVIII^e siècle. Silva Marques qui reprend cette pièce (t. II, n^o 82, p. 109) va plus loin et la date de 142'6(?) sans en donner les raisons. Ce document dit que les colons de Madère ne doivent pas d'impôt au roi, mais nous savons par le diplôme de Duarte de 141313 qu'il avait accordé à toutes les îles du groupe un privilège prévoyant de tels impôts. En tout cas, il est impossible que le document publié dans *História da expansão* soit la charte constitutionnelle de Madère, car il est édicté pour l'île principale seulement, tandis que le diplôme de 1433 parle d'une charte constitutionnelle pour tout l'ardhipel. Il est aussi question dans le document visé de plusieurs capitaines, tandis que nous savons que les capitánias de Madère datent de 1440 et 1450. Cf. ci-dessous, p. 12. Il est donc prudent de ne pas utiliser de texte.

habitants de Madère, Porto Santo et Deserta sont exonérés pour cinq ans de la dîme et du portagem pour les produits expédiés des îles vers Lisbonne ou d'autres ports portugais ⁽¹⁷⁾.

Le 8 mai 1440 nous voyons, cette fois, l'infant accorder à «Tristão, cavaleiro da minha casa» une partie de Madère, dont les délimitations sont indiquées ⁽¹⁸⁾. Ce Tristão est très vraisemblablement le même que le découvreur de 1425. Il tiendra son territoire de l'infant ⁽¹⁹⁾. Il pourra le transmettre à son fils aîné ou au second et à leurs descendants en ligne directe. En cas de minorité de l'héritier, le prince ou son successeur désignera le remplaçant. Tristão et ses héritiers rendront au nom de l'infant la justice civile et pénale, à l'exception des sentences capitales et de mutilation judiciaire; l'appel est prévu auprès de l'infant. Ceci sera le cas pour les affaires civiles et les affaires pénales ordinaires, puisque, par le diplôme de 1430, la haute justice pénale était réservée au roi ⁽²⁰⁾. L'appel paraît donc assez compliqué. Si l'on combine les actes de 1400 et 1440 on arrive au résultat suivant. Il y a appel au tribunal de l'infant pour les affaires civiles et au delà à la Casa do Cível royale. (Peur les affaires pénales relevant de la basse justice, rappel se fait au tribunal de l'infant. La haute justice pénale échappe aussi bien à l'infant qu'aux arrière-vassaux.

Tristão reçoit également le monopole des moulins établis sur son fief. Il peut les faire ériger lui-même ou en donner le droit à des tiers. Ceci ne vaut pas pour les moulins à bras qui ne peuvent moulin pour un autre que le propriétaire sans l'autorisation du seigneur. Tristão ne peut laisser construire d'«atafona» ou moulin actionné par des animaux ⁽²¹⁾. Les fours à pains «em que ouver poya», c'est-à-dire ceux pour lesquels un droit banal était

⁽¹⁷⁾ ISilva Marques: *op. cit.*, t. I, n° 314, p. 400. Confirmé le 18 juillet 1449 (*ibid.*, n° 371, p. 468).

⁽¹⁸⁾ *Ibid.*, n° 318, p. 404.

⁽¹⁹⁾ ' «que elle a mantenha por mym em justiça e em direito» (*loc. cit.*).

⁽²⁰⁾ \Qf. ci-dessus, p. '5.

(21) Ceci montre que la première sorte le moulin dont il est question était le moulin à vent ou à eau, puisque «atafona» et «moulin à bras» en sont distingués. Il y avait donc des moulins à eau et à vent, des moulins dont la force motrice était fournie par des chevaux, des mulets ou des boeufs, et des moulins à bras.

dû, lui sont octroyés, mais les colons peuvent cuire du pain chez eux pour leur usage personnel à condition qu'ils ne le fassent pas pour des tiers. Le seigneur a le droit de vendre le sel à un prix fixé par boisseau (alqueire). 'S'il n'en a pas, les colons peuvent vendre du sel jusqu'au moment où Tri-s tão aura refait sa provision. Le donataire reçoit le dixième des rentes de l'infant sur son territoire. Ces rentes sont énumérées dans la charte fondamentale (forai) que l'infant a fait rédiger. Il y aurait donc eu un foro ou forai émanant du roi ⁽²²⁾ et un autre (pour Madère ?) émanant de l'infant. Cet acte aussi est inconnu jusqu'à présent. Les rentes sont héréditaires tout comme le fief. A condition de respecter le forai, le donataire peut distribuer des terres, mais elles doivent être mises en exploitation endéans les cinq ans, sous peine de passer à d'autres. Même si après cinq ans d'exploitation la terre . 'était improductive pendant cinq autres années, elle pouvait encore changer de mains. L'infant était donc très désireux de rendre le sol colonial rentable aussi vite et aussi intensément que possible. Il se réserve, en outre, le droit de partager les terres qui ne seront pas distribuées par Tristão et son successeur. Les colons peuvent vendre leurs terres et aller s'installer ailleurs, sans que le seigneur puisse les en empêcher. Lorsque quelqu'un a commis dans un fief de l'île un délit qui entraîne la flagellation et s'enfuit dans un autre, il doit être livré au 'tribunlal du lieu -où çl a commis le délit, si celui-ci le réclame. S'il s'agit de dettes, la peine sera appliquée là où le débiteur aura été pris.

Les habitants peuvent tuer le bétail devenu sauvage tant dans le fief où ils demeurent qu'ailleurs. Une exception est faite pour le bétail qui se trouve dans les «ilhetas» ou d'autres espaces enclos et qui y a été placé par l'autorité (senhorio) dans le but d'en faire l'élevage. Le bétail domestique peut être conduit d'un fief à un autre, mais il doit être attaché pour qu'il ne cause pas de dommage. 'Si cependant il y a dommage, le propriétaire doit le réparer.

Nous pouvons comparer l'acte que nous venons d'analyser avec celui du 1^{er} novembre 1446 ⁽²³⁾ pour Bartolomeo Perestrello à Porto Santo. Ce Perestrello, dont la fille épousera plus tard Ghri-

⁽²²⁾ Voy. ci-dessus, p. 5.

⁽²³⁾ Silva Marques: *op. cit.*, t. I, n° 3>53, p. 449. Aussi dans Ramos Coelho: *op. cit.*, p. 10.

tophe Colomb, était le fils de Filippo Pallastrelli de Plaisance qui se rendit vers 1385 à Lisbonne pour y faire du commerce. Le fils, né vraisemblablement vers 1400, prit le nom plus portugais de Perestrello ⁽²⁴⁾. Il semble qu'en 1428 il se soit installé une première fois à Porto Santo. C'est, du moins, ce qu'affirment tant Oà da Mosto qui l'a connu personnellement que João de Barros dans son *Asia* ⁽²⁵⁾.

Tout comme Tristão dans la charte de 1440, Bartolomeo Perestrello dans celle de 1446, apparaît comme «cavalleiro da casa» de l'infant. Lui aussi doit gouverner l'île — «minha hilha», dit le prince—'pour l'infant «com justiça e direito». La donation est héréditaire en ligne directe pour l'aîné ou le second fils, si celui-ci est suffisamment âgé pour servir. Le donataire rendra la justice civile et pénale, mais l'infant se réserve les sentences de mort et de mutilation. Perestrello détient aussi le monopole des moulins (moynhos de pam), à l'exception des moulins à bras qui, cependant, ne peuvent moulinier pour des tiers sans son autorisation. Un autre droit banal pour lequel il percevra un marc d'argent annuel concerne les conduites d'eau. Ces conduites étaient faites de planches et servaient à l'irrigation. Deux planches par semaine pouvaient remplacer le marc annuel. L'infant avait droit au dixième de cette taxe. Ceux qui montaient une machine (engenho) pour exploiter du minerai de fer ou d'autres métaux étaient redevables d'un marc. Les fours à pain qui cuisaient pour des tiers appartenaient à Perestrello. Lui aussi avait le droit de vendre du sel à un prix fixé par boisseau. Ici également d'autres habitants de l'île pouvaient en faire le commerce aussi longtemps que leur seigneur n'était pas approvisionné, mais ils devaient s'en abstenir dès que cela n'était plus le cas. La réglementation pour l'octroi de terres est la même que dans la charte précédente, et nous retrouvons aussi les dispositions concernant le bétail de l'acte de 1440.

⁽²⁴⁾ R. Caddeo: *Le rtavigazioni atlantiohe di Avise da Cà da Mosto, Antoniotto Uso di Mare e Nicoloso da Recco* (Milan, 1*928), p. 1/19; P. Peragallo: *Cenni intorno alia colonia italiana in Portogallo nei sec oli XIV, XV e XVI* (Gênes, 1907), v^o *Pallastrelli*; id., *7 Pallastrelli di Piacenza in Portogallo e la moglie di Cristoforo Colombo* (Gênes, 1898).

⁽²⁵⁾ Caddeo: op. *oit.*, p. 171; João de Barros: *Asia*, I^e decade, livre I, chap. 7. La datation de F. Machado: op. *cit.*, p. 280, c. à. d. 1423, ne semble pas convaincante.

Pour ce qui touche à rappel, l'infant semble avoir mis à profit la confusion que l'on constate dans la donation de 1440, pour élargir sa propre compétence. En 1440, immédiatement après la mention du droit d'infliger la peine de mort et la mutilation judiciaire, on trouve: «que a apelaçam venha para mym», sans que Ton puisse clairement savoir sur quoi l'appel portait. L'explication que j'ai fournie ci-dessus ⁽²⁶⁾ s'appuie sur la combinaison logique de la charte de 1433 avec la donation faite par le prince en 1440. En 1446 il est dit très clairement, après la mention de la peine de mort et de la mutilation judiciaire, «que esto venha perante mim». Il n'est plus parlé d'appel (apelaram), si bien qu'il semble que l'infant nie la compétence du tribunal royal dans ce domaine. Qu'il ait voulu tirer profit de la minorité du roi Alphonse V pour rendre son domaine insulaire en pleine expansion aussi autonome que possible est un fait qui apparaîtra plus clairement par la suite ⁽²⁷⁾.

Une disposition de la charte de 1446 doit encore être soulignée: la donation a été faite parce que l'infant voulait récompenser Ferestrello «por elle ster o primeiro que por meu mandado a dicta ylha pobrou». Ferestrello est donc entrepreneur de colonisation sur l'ordre du prince. Comme tel il a été très efficace. En moins de vingt ans on a produit des céréales, construit des moulins, établi des canaux d'irrigation, élevé systématiquement du bétail et commencé l'exploitation minière. Il n'est donc pas étonnant qu'Alvise da Oà da Mosto, le collaborateur Vénitien des dernières années de Henri le Navigateur qui avait visité Porto Santo en 1456, était d'avis que l'île avait eu un «buen tenitore»¹ ⁽²⁸⁾. Il ajoutait que Porto Santo produisait «fermento e biada per suo uso» et qu'elle était «abbondante di came di bovi, porei selvatichi e di infiniti conigli». Les «porci selvatichi» sont naturellement le bétail devenu sauvage qui est mentionné tant à Madère en 1440 qu'à Porto Santo en 1446. Oà da Mosto parle de même d'un produit résineux, «sangue di drago», de la pêche qui est aussi mentionnée à Ma-

⁽²⁶⁾ P. 6.

⁽²⁷⁾ Ceci n'empêche pas que le diplôme de 1433 ait été confirmé sans modification en mars 1440 par le roi Alphonse V (Silva Marques: *op. cit.*, n° 366, p. 464).

⁽²⁸⁾ R. Caddeo: *Prima Navigazione* (de Gà da Mosto), p. 171.

dère⁽²⁹⁾, de cire et de miel qui n'interviennent pas dans la charte de 1446. Le «sangdragon» était exporté, ainsi que nous rapprend Cà da Mosto⁽³⁰⁾.

A la mort de Perestrello en 145*8, ou peu avant, son fils qui s'appelait Bartolomeo comme son père, avait quelque sept ou huit ans et était trop jeune pour lui succéder. En attendant sa majorité, l'enfant fut remplacé comme capitaine-donataire par Pero Correa. La charte qui nous en informe montre que l'infant continue à attacher de l'importance à l'élevage à Porto Santo et aussi que le bétail s'était considérablement multiplié depuis 1446. Il y a maintenant des troupeaux dans toute l'île et des mesures sont prises pour que les propriétaires payent des dommages là où il convient. Des ruches sont mentionnées, ce qui rappelle la cire et le miel cités par Cà da Mosto. Ce progrès est le résultat des onze dernières années de l'administration de Perestrello⁽³¹⁾.

En ce qui concerne la forme juridique de la transmission de pouvoir, nous avons affaire à une vente par le fils mineur, Bartolomeo Perestrello II, représenté par sa mère et son oncle qui sont ses tuteurs. L'acheteur est Pero Correa, fidalgo de la suite de l'infant. L'objet est la «capitania» de Porto Santo que la charte de 1446 ne nommait pas encore de son nom technique⁽³²⁾. Cette «capitania» revient de plein droit au fils et successeur du premier donataire. C'est en son nom que le remplaçant dirigera et administrera⁽³³⁾. Puisque le jeune Bartolomeo perd le *dominium utile* de son île jusqu'à sa majorité, Correa lui versera les 10.000 réaux annuels qu'il reçoit de l'infant comme membre de sa suite. Ceci constitue le prix d'achat.

Certaines dispositions de la charte sont intéressantes parce qu'elles permettent de mieux comprendre des passages de documents

\(29) Cf. plus haut, p. 4, n. 115.

i(30) 7oc. *cit.*

(31) Ramos Coelho: *op. cit.* pp. 23-25; Silva Marques: *op. cit.*, t. I, pp. 548-550.

(32) Dans la charte de 1458 il est dit expressément que cette «capitania» était tenue par Perestrello de Tinfant «que a tevesse por mim segundo tinham os outros capitaães que por mim estam em as outras minhas ilhas». La «capitania» est donc présentée comme la forme normale de la donation d'une île ou d'une partie d'île dans la domaine insulaire de l'infant.

(33) «que em seu nome a manistre e governasse».

analysés antérieurement. Ainsi nous voyons cette fois qu'en matière de haute justice pénale l'infant s'est approprié l'appel. Le vassal ou capitão a donc la pleine compétence en matière de droit pénal, mais avec, au dessus de lui, l'appel à l'infant là où il s'agit de matières de haute justice.

•Cet acte a été confirmé l'année suivante par le roi (34). Nous apprenons alors que l'infant a réglé le mariage de Pero Correa avec une fille de Perestrello «capitam que era per elle da sua ilha de Porto Santo». A la demande de l'infant le roi confirme ensuite la charte précédente sans y changer quoi que ce soit et sans y faire d'ajoute. C'est ainsi que la modification qui s'était peu à peu introduite dans la compétence judiciaire de l'infant et de son vassal fut implicitement reconnue.

Une charte du 3 mai 1447 concernant des terres situées à Madère montre comment les arrières-vassaux du roi, vassaux de l'infant, accordaient eux-mêmes des terres à des tiers (35). João Gonçalves Zargo (ou Zarco), l'un des deux découvreurs de 1425 (36), est ici le donateur. Il prend le titre de «cavaleiro da caça do Infante dom Anrique e regedor por ho dicto senhor em a ilha da Madeira em ho Fonchall e seus termos». U n'est donc pas «capitão», mais bien «regedor». Cela ne l'empêche pas d'être seigneur de Funchal et du domaine que l'entoure. Le donataire est Gil Gonçalves «morador em a ilha». Il reçoit «pera todo senpre» une terre «pera a elle aver de aproveitar», donc avec l'obligation de la cultiver. La délimitation de cette terre par rapport à d'autres déjà attribuées est décrite minutieusement. Elle peut être vendue, donnée et acensée par le donataire et ses héritiers en ligne directe. Le donataire maintiendra ses droits à condition que la terre soit cultivée endéans les trois ans, ce qui constitue un laps de temps plus court encore que les cinq ans prévus dans la charte de 1440 pour la même île (37). D'ailleurs le même terrain avait été attribué antérieurement à quelqu'un qui l'avait laissé en jachère pendant sept ou huit ans, ce qui explique, sans doute, la rigueur de la clause de délai. La volonté de faire rendre le sol est si grande

(34), 1459 (17 août), Silva Marques: *op. cit.*, n° 438, p. 557.

(35) Silva Marques: *op. cit.*, t. I, n° 356, p. 453.

(36) (Cf. supra, p. 4.

(37) (Cf. supra, p. 7.

qu'il est défendu au donataire de tracer à travers sa terre un chemin qui puisse être utilisé par ses voisins. Enfin, il n'est pas superflu d'ajouter que le document a été rédigé par un notaire de l'île nommée par l'infant.

Une charte du 9 mars 1448 destinée à l'almojarife de Madère, t'est-à-dire à l'officier chargé de percevoir les rentes seigneuriales pour l'infant, montre à quel point l'administration fiscale était déjà productive ⁽³⁸⁾. Maciot de Béthencourt, que nous retrouverons aux îles Canaries ⁽³⁹⁾, a abandonné à l'infant ses rentes et droits seigneuriaux (*remda e senhorio*) sur l'île de Lanzarote dans l'archipel des Canaries. Il reçoit en échange 20.000 réaux blancs par an de rente héréditaire sur les revenus de Madère. Il s'agit donc d'une vente de Lanzarote à l'infant. Si des Castellans, des Français ou d'autres se rendaient maîtres de Lanzarote, l'infant demeurerait tenu de verser la rente sur Madère. Le clerc de l'almojarife de Madère doit enregistrer cette charte et le paiement peut se faire en argent ou en nature au choix du vendeur.

C'est le 1^{er} novembre 1450 seulement que João Gonçalves Zargo, que nous avons rencontré comme *regedor* de Funchal à Madère, recevra un fief étendu dans l'île ⁽⁴⁰⁾. Il s'agit de la partie de l'île qui n'avait pas été attribuée à Tristão dix ans plus tôt⁽⁴¹⁾. Ici à nouveau, tout comme en 1440 pour Tristão et en 1446 pour Perestrello, le terme «*capitania*» n'intervient pas. On se rappellera que nous n'avons trouvé le mot qu'en 1458 à Porto Santo ⁽⁴²⁾. Il n'empêche que, dans tous les cas où le terme manque, il s'agit cependant d'une «*capitania*» puisque, pour ce qui touche aux pouvoirs du donataire, le document de 1458 est une confirmation de celui de 1446 qui n'emploie pas le mot ⁽⁴³⁾. En 1450 également il est dit que la donation est faite pour récompenser Zargo «*por elle ser o primeiro que per meu mandado a dicta ilha povorou*» ⁽⁴⁴⁾. Toutes les autres dispositions concordent entièrement avec celles de la donation de 1440 en faveur de Tristão. ³

(38) \Silva Marques: op. *cit.* t. I, n° 359, p. 45'7.

(39) Je reprendrai cette question dans un autre travail.

<(40) Silva Marques: op. *cit.*, n° 385, pp. 483 sqq.

l(41) Cf. supra, p. 6.

t(42) Cf. ci-dessus, n. 3'2'.

(43) Voyez aussi ci-dessus, n. 32.

>(44) Cf. supra, p. 9, pour (Porto Santo en 1446.

L'acte de confirmation du roi Alphonse V, du 25 novembre 1451, est intéressant parce qu'il met fin à l'usurpation de compétence qu'Henri le Navigateur avait réalisée au détriment du pouvoir royal ⁽⁴⁵⁾. Le diplôme dit expressément: «honde diz na carta do dicto meu tyo que a apelaçom de morte ou talhamento de membro venha perante elle, queremos que vinham perante nos segundo he contheudo na carta del Rei meu senhor e padre susso escrita». En fait ce diplôme de 1451 confirme également le diplôme du roi Duarte de 1433 ⁽⁴⁶⁾ et même celui de 1449 qui semblait accepter la situation créée dans l'entretemps par l'infant⁽⁴⁷⁾. La crise provoquée par la minorité du roi dont l'infant avait voulu tirer profit appartenait au passé. Un diplôme du 18 janvier 1452 rétablit, d'autre part, l'autorité royale dans toute son ampleur pour l'autre «capitania» de Madère, c'est-à-dire celle de Tristão⁽⁴⁸⁾. Chose curieuse, rien de semblable ne s'est produit pour Porto Santo ! ⁽⁴⁹⁾.

João Gonçalves Zango que nous avons déjà vu attribuer une terre en 1447, le fait à nouveau en 1452 ⁽⁵⁰⁾. Cette fois la donation est faite à un couple. La terre devra être cultivée endéans les cinq ans et des chemins pour les voisins peuvent être aménagés. Par ailleurs, les conditions sont les mêmes qu'en 1447.

En 1452, Henri le Navigateur conclut lui-même un contrat qui a une réelle importance économique ⁽⁵¹⁾. L'infant fait savoir à João Gonçalves Zarco, «meu cavalleyro e capitán por mim na minha ylha da Madeyra», qu'il a donné à Diogo de Teyve, son «escudeiro», le droit de construire une machine à fabriquer le sucre ⁽⁵²⁾. Le prince lui-même appelle «contrat» l'accord intervenu (eu contraytey com Dioguo de Tteyve). Teyve doit abandonner le tiers de sa production à l'infant. Le premier livrera IVemgenho» c'est-

1⁽⁴⁵⁾ Silva Marques, t. I, n° 380, p. 488.

(46) *cf.* ci-dessus, p. 4.

1⁽⁴⁷⁾ *cf.* ci-dessus, p. 9, n. 27.

1⁽⁴⁸⁾ Silva Marques, t. I, n° 391, p. 490.

1⁽⁴⁹⁾ *Cf.* ci-dessus l'analyse du diplôme de confirmation de 1459 pour Porto Santo.

1⁽⁵⁰⁾ Silva Marques, t. I, n° 397, p. 499.

(51) *id.*, t. II, n° 222, p. 343.

(52) «que elle mande hy fazer hum engenho dagua em lugar que nom posa fazer nojo a outrem pera se nelle fazer açuquar». Il s'agit donc d'un moulin pour cannes à sucre actionné par l'eau.

-à-dire le moulin, le prince une presse (lagar). Les champs de cannes (canaveaaes) doivent être tracés par Teyve et la récolte entièrement travaillée. Si Teyve atteint ce résultat, il jouira d'un monopole, sinon l'infant peut accorder à un autre entrepreneur le droit de construire un moulin. Cela signifie donc très vraisemblablement que la production du sucre doit permettre aux moulins et aux presses de tourner à plein rendement. S'il devait y avoir surproduction de cannes, un autre entrepreneur aurait le droit de les travailler dans son propre moulin. L'ahnoxarijfe de l'infant percevra le tiers qui revient à ce dernier; Teyve doit fournir au prince «asy ho (= se. sucre) das formas como de panella apurado»; il s'agit donc, sans doute, de pains de sucre, qui sortent du moule et de sucre en farine, purifié dans des baquets. Gonçalves Zarco reçoit l'ordre de laisser construire l'engenho par Teyve.

Ce contrat ne revêt pas le moindre aspect féodal ou domanial. Il fait naître une espèce de société entre l'infant et son écuyer pour la production du sucre à Madère. C'est, de plus, l'acte officiel de naissance de cette production dans l'île. Peut-être est-ce du sucre de l'entreprise de Teyve qui a été montré en 1454 au Vénitien Cà da Mosto, avant que celui-ci s'associe avec l'infant pour faire du commerce en Guinée ⁽⁵³⁾.

■ En 1454, le 14 février, João Gonçalves Zarco prend pour lui-même pour sa femme et ses héritiers, quatre terrains dont les limites sont indiquées avec beaucoup de précision ⁽⁵⁴⁾. Ces terres sont prises suivant le «regimento» de l'infant, c'est-à-dire qu'elles seront cultivées dans le temps requis. Le notaire de l'infant enregistre cette appropriation et déclare que tout s'est passé selon les règles. Zarco prend ici le titre de «cavaleiro da cassa do Senhor Iffante dom Anreque e capitâ por elle em sua ylha da Madeira na parte do Fundhall e sseus termos».

La même année, le 3 mai, Diogo de Teyve, le producteur de

(53) CaddeO: op. cit., p. 167: «alcune mostre di zuccheri délia Isola di Madera». Cf. C. Verlinden: «Navigateurs, marchands et colons italiens au service de la découverte et de la colonisation portugaise sous Henri le Navigateur (Le Moyen Âge, 1958), p. 476.

(54) Silva Manques: op. cit. t. I, n° 403, p. 514. Il est, entre autres, fait mention d'une maison qui appartient à un certain Joham de Frolença (= Florença = Florence), peut-être un colon italien. Nous apprenons aussi que l'infant lui-même exploite des terres.

sucre que nous connaissons déjà, vend une terre qui lui avait été donnée par une charte du capitaine Zarco. Le prix en est de 2.000 réaux blancs. La terre est exempte de dîme ecclésiastique (dizimo a Deus). L'acte est rédigé par le clerc du notaire de l'infant, absent de l'île ⁽⁵⁵⁾.

Un document du 29 avril 1457 est intéressant parce qu'il montre comment l'infant attire aussi vers ses îles, pour y prendre part à la colonisation, des étrangers; il s'agit dans ce cas-ci d'un Allemand ⁽⁵⁶⁾. La charte est expédiée à Zargo en tant que capitaine et membre du Conseil de l'infant (do meu conselho). Il est intéressant de souligner qu'il est fait allusion ici à un pareil conseil dont nous n'avions encore j'amaï trouvé mention dans les documents et dont il n'est pas fait mention non plus dans la littérature sur Henri le Navigateur. Puisque Zargo en fait partie, il y a tout lieu de penser qu'il s'agit d'un conseil de gouvernement pour le domaine insulaire que l'infant tenait en fief du roi, domaine dont, nous Pavons vu, il essayait d'augmenter l'autonomie vis-à-vis de la couronne quand l'occasion lui en était donnée ⁽⁵⁷⁾. L'Allemand s'appelle Henri et est «cavalleiro de Samta Caterina». Il a obtenu un acte de Zargo par lequel il reçoit de la terre. Avec l'aide de sept à huit cultivateurs (lavradores) — peut-être aussi des Allemands — il plantera des vignes et de la canne, cultivera des potagers et bâtira des maisons et une chapelle. Un autre Allemand, André Allemam, possède une terre dans le voisinage de la concession du chevalier de >Ste. Catherine. Il assure Proliant qu'il a réellement mis sa terre en valeur et lui demande un acte de confirmation que l'infant adresse à Zargo. S'il devait y avoir une interruption dans la mise en culture de la terre, le capitaine devrait donner le sol non cultivé en *sesmaria*. Nous avons ici la première mention de cette institution portugaise à Madère. Nous y reviendrons un peu plus loin. Notons seulement pour le moment qu'une telle distribution en *sesmaria* de terres non exploitées endéans les cinq ans est prévue par une ordonnance du prince Henri pour Madère, mentionnée, mais non reproduite, dans l'acte du 29 avril 1457. La

<⁵⁵) *Ibid.*, n° 404, p. 513.

⁽⁵⁶⁾ *Ibid.*, n° 423, p. 541.

⁽⁵⁷⁾ Cf. supra, p. 9, la tentative contre l'appel au roi dans les affaires de haute justice pénale,

menace d'être transformés en sesmaria ne pèse pas sur les pâturages qui font partie de la concession accordée à Henri de l'Ordre de Ste Catherine. Celui-ci est redevable de la dîme des produits de ses terres, excepté pour le bois d'itf, la canne à sucre, les matières tinctoriales et la gomme dont toute la production est réservée à l'infant. Peut-être la gomme est-elle de la résine comme le «sangue di drago» déjà mentionné à Porto Santo. L'Allemand ne peut établir sur ses terres ni fours, ni moulins, ni moulins à eau pour travailler la canne (*engenho dagoa*), mais bien des fours de cuisine et des moulins à bras pour son usage personnel. L'acte de confirmation de l'infant a été à son tour validé par le roi le 18 mai⁽⁵⁸⁾.

Avec cet acte la série des documents concernant l'octroi de terres à Madère sous Henri le Navigateur a été analysée dans sa totalité. D'autres actes ne sont pas connus jusqu'à présent pour cette période. Une vue générale de l'évolution des concessions de terres coloniales par les Portugais ne pourra être fournie que lorsque les autres possessions portugaises dans l'aire atlantique auront été examinées.

Il est indispensable maintenant de s'arrêter un instant aux antécédents au Portugal de la sesmaria mentionnée dans l'acte pour Madère de 1457 analysé ci-dessus et que nous retrouverons ailleurs encore. M.^{el.e} V. Raü, professeur à l'Université de Lisbonne, a traité ce sujet dans son livre *Sesmarias medievais portuguesas* ⁽⁵⁰⁾. Sans vouloir suivre l'histoire de l'institution dans son ensemble nous examinerons seulement brièvement ici la forme qu'elle a prise dans la métropole aux XIV^e et XV^e siècles. Le roi Ferdinand, dernier prince de la dynastie bourguignonne avant l'accession au trône de Jean I^{er} d'Avis, promulgua, on le sait, en 1575 une loi sur les sesmarias. Celle-ci avait pour but de réagir contre la diminution des terres cultivées causées par le recul démographique à la suite de la Peste Noire, ainsi que par le développement de l'élevage au détriment de l'agriculture. La loi obligeait les propriétaires de mettre leurs terres en culture sous peine d'expropriation. Elle contenait également de nombreuses autres dispositions qui ne nous intéressent pas ici. Chose curieuse, le terme «sesmaria» n'était pas

»⁽⁵⁸⁾ Silva Marques: op. cit., n° 424, p. 543.

i⁽⁵⁹⁾ Lisbonne, 1946.

employé, bien que la loi fût connue sous ce nom ⁽⁶⁰⁾. Cependant c'est en application de cette loi que Jean I^{er} accorda des terres en «sesmaria». Nous voyons, par exemple, dans un diplôme de 1413 qu'il est question de terres qui n'avaient pas été exploitées par leurs propriétaires et qui sont attribuées en pleine propriété par un commissaire royal (sesmeiro) à des personnes qui, elles, acceptent de les cultiver en un temps déterminé. Ce commissaire détermine l'étendue des parcelles ⁽⁶¹⁾. En plus du roi, nombre de seigneurs accordent également des terres en sesmaria ⁽⁶²⁾.

Henrique da Gama Barros, dans sa classique *Historia da administração publica em Portugal nos séculos XII a XV* ⁽⁶³⁾, a traité assez longuement des sesmarias. Il montre qu'au bas moyen âge le labourage obligatoire imposé par la sesmaria se rencontre couramment dans la métropole. Rien d'étonnant donc à ce que le système passe aux colonies. Bien que l'institution n'apparaisse nommément à Madère qu'en 1457, il est évident—d'après ce que nous avons vu—que déjà en 1447 lorsque Zarco accorde «pera todo sempre» à un habitant de l'île la terre qu'un autre avait laissée en friche, il s'agit d'un cas d'application de la sesmaria. Le capitaine intervient ici au nom du seigneur, c'est-à-dire de l'infant, comme sesmeiro, mais il ne procède pas à un nouveau lotissement ⁽⁶⁴⁾. Même en 1440 il est déjà question de terres qui doivent être cultivées endéans les 5 ans sous peine d'être attribuées à d'autres ⁽⁶⁵⁾. Ceci aussi se fait en application du système de la sesmaria. Le «regimento» de l'infant dont il est parlé dans une charte de 1454 ⁽⁶⁶⁾ est vraisemblablement la mise en pratique du système à Madère. Dans la charte de 1457 pour Henri l'Allemand une ordonnance de même nature est mentionnée ⁽⁶⁷⁾.

⁽⁶⁰⁾ JRau: op. *cit.*, p. 76.

⁽⁶¹⁾ *Ibid.*, p. 81.

⁽⁶²⁾ *Ibid.*, p. 85.

⁽⁶³⁾ K. VIII (2^e éd. par T. de Souza Soares) (Lisbonne, ÍÔSO), pp. 322-354.

⁽⁶⁴⁾ Cf. ci-dessus, p. 11.

⁽⁶⁵⁾ Cf. ci-dessus, p. 7.

⁽⁶⁶⁾ /Cf. ci-dessus, p. 14.

⁽⁶⁷⁾ IGf. ci-dessus, p. 15.

*

**

Voyons main tenant la série des actes pour les Açores. Elle commence par un bref diplôme d'Alphonse V du 2 juillet 1439' (68) par lequel Henri le Navigateur reçoit l'autorisation de coloniser (pobrar) sept îles de l'archipel sur lesquelles il avait déjà fait débarquer des moutons. Ce procédé d'introduire d'abord du cheptel avant que ne commence l'exploitation coloniale véritable d'un territoire peu ou non habité se rencontre assez souvent.

En 1443 (5 avril) le roi, à la requête de l'infant, accorde à Gonçallo Velho «comendador das ilhas dos Açores» et aux colons l'exemption pour 5 ans de la dîme et du portagem sur les produits qu'ils transportent des îles vers le Portugal (69). Cette mesure correspond à celles prises pour les Madères en 1439 (70).

En 1447, nous voyons qu'Henri le Navigateur n'est pas le seul à s'intéresser aux Açores. Son frère Pedro, régent du royaume, possède à ce moment Mie de San Miguel (71). Les colons sont exonérés de la dîme sur le pain (ou le grain), le vin, le poisson, le bois, les légumes qui sont produits dans Mie ou envoyés au Portugal. Le but est d'encourager le peuplement de Mie du prince — sua ilha —, mais le prince Pedro, qui périt à la bataille d'Alfarrobeira en 1449, disparut de ce fait comme concurrent du Navigateur dans les Açores.

Particulièrement intéressante est une charte du 2 mars 1450, entre autres, parce qu'elle concerne la donation d'«a ilha de Jesu Christo», c'est-à-dire Terceira des Açores, à «Jacome de Bruges», «natural do condado de Flandes» (72). C'est Henri le Navigateur qui est le donateur. Il nomme Jacques de Bruges «meu servidor». A ce moment, l'île est inhabitée. Jacques s'offre comme entrepreneur de colonisation. L'infant dit que le Brugeois lui a demandé «minha real autoridade para ello», sa «royale» permission «como

(68) Silva ;Marques: op. *cit.*, t. I, n.º 13*1©, p. 401 et Ramos ;Coelho: *Alguns documentos*, p. 6.

i(69) ;Silva Marques: op. *cit.*, n° 334, p. 425.

.(70) iQf. ci-dessus, p. 6.

| (71) Silva Marques: op. *cit.*, n° 355, p. 452.

i(72) Silva Marques: op. *cit.*, n* 373, p. 470.

senhor das ilhas». L'adjectif «real» est particulièrement surprenant. S'agit-il d'un lapsus calami ou de quelque chose de plus ? Le Flamand pourra coloniser l'île avec l'aide de colons de son choix à la condition qu'ils soient catholiques. Ceci montre évidemment qu'il ne s'agit pas de Portugais, mais bien d'étrangers et, très vraisemblablement, de Flamands. Puisque Jacques est le premier entrepreneur de colonisation de Terceira, il recevra le dixième de toutes les dîmes de l'Ordre du Christ sur l'île et ses héritiers jouiront du même privilège. Le Brugeois obtient la «capitania» de l'île «como a tem por mim João Gonçalves Zargo na ilha da Madeyra, na parte do Funchal, e Tristão na parte de Machico e Perestrelo no Porto Santo, meus cavalleyros». Il est donc le quatrième capitaine d'Henri le Navigateur qui a, à ce moment, à son service en cette qualité deux Portugais, un Portugais fils d'Italien immigré et un Flamand. Les trois premiers sont des chevaliers (cavaleiros) de l'infant; le Flamand est son serviteur. Jacques et ses descendants tiendront la «capitania» «pella guiza que a estes cavalleiros a tenho dada e que da dita Ordem a hão». Ceci veut donc bien dire qu'entre l'infant et les donataires il y a encore l'Ordre du Christ dont l'infant est «regedor e governador». Toutefois, nous n'avons pas appris précédemment qu'une situation analogue existait à Madère.

Le prince accorde au Brugeois la totalité du pouvoir judiciaire à l'exception de l'appel en cas de peine de mort et de mutilation judiciaire qu'il se réserve à lui-même, «como nas ditas ilhas da Madeyra e Porto Santo» ⁽⁷³⁾. Jacques a deux filles de son mariage avec Sancha Rodrigues. L'aînée héritera la capitania si aucun fils ne naît du mariage de Jacques. Si l'aînée n'a pas de fils, c'est sa soeur qui deviendra héritière. Ceci constitue une faveur exceptionnelle, déclare l'infant, et il la légitime comme suit: «porque assim o sinto por serviço de Deos, e acrescentamento da santa Fé Catholica e meu, pelo dito Jacome de Bruges povoar a dita ilha tão longe da terra firme, bem duzentas e sessenta legoas do mar oceano, a qual ilha se nunca soube povoada de nenhuma gente que no mundo fosse ategora». Ceci montre combien il était difficile de recruter des entrepreneurs de colonisation pour des îles éloignées. Nous voyons aussi que le prince ne pensait pas

⁽⁷³⁾ !Of. ci-dessus, pp. 5, 9,

seulement à la colonisation et à ses propres avantages, mais en même temps au service de Dieu et au développement de la religion par le peuplement de territoires qui n'avaient jamais été habités.

(L'infant demande aussi aux maîtres et gouverneurs de l'Ordre du Christ qui lui succéderont de payer à Jacques et à ses héritiers le dixième mentionné plus haut sur la dîme qui leur a été allouée par le prince. Ceci prouve que l'infant a donné en fief en même temps que l'île, le dixième de la dîme et qu'il en a, sans doute, été de même sur les autres îles (74). L'infant demande enfin au roi d'obliger l'Ordre à payer, si c'est nécessaire.

Le 8 janvier 1453, le roi donne l'île de Corvo au duc de Bragance (75). Il le fait «de nosso moto proprio, livre voomtade e certa çiencia, poder absoluto, sem nollo ell pedimdo, nem outrem por elle». Cette bizarre formule semble montrer que le roi ne voulait pas prendre en considération les droits plus anciens d'Henri le Navigateur sur l'archipel. C'est, d'autre part, vers la même période, en 1451 et 1452, que les droits du roi en matière d'appel sur la haute justice pénale sont rétablis à Madère (76). Il n'est pas impossible que le langage inhabituel de l'infant dans la charte pour Jacques de Bruges de 1450 et spécialement la mention de la «real autoridade» du prince n'ait éveillé la jalousie du roi et de ses conseillers. Parmi ces derniers, le duc de Bragance, chef de la lignée des bâtards, n'aimait guère les fils de Jean I^{er}, dont il prit la place en tant que conseiller politique en même temps que son fils, le comte d'Arralólos, après la mort du régent Dom Pedro à la bataille d'Alfarrobeira (1449) (77). Le duc reçut Corvo sans payer la moindre dîme «assy despobrada como ella he ou viimdo a sseer poboada». Il n'y a même pas d'appel auprès du tribunal royal. Le roi se réserve seulement le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix. L'île ne peut être aliénée si ce n'est à un sujet portugais. La monnaie doit être celle du roi. Il s'agit donc d'une donation héréditaire en «ssimprez, pura, livre doaçam», mais elle comporte un côté féodal par le droit supérieur du roi en

(74) Cf. ci-dessus, p. 19, sur la position particulière de l'Ordre du Christ entre le prince et les capitaines.

(75) Silva Marques: op. cit., t. I, n° 398, p. 500.

(76) Cf. ci-dessus, p. 13.

(77) H. Livermore: *A history of Portugal* (Cambridge, 1947), p. 203.

fait de monnaie, de guerre ou de paix, ainsi que d'aliénation de territoire.

Un document du 12 mars 1453 ⁽⁷⁸⁾ nous apprend qu'on a eu l'intention de coloniser les Açores avec des exilés. Un certain Joham Vaaz de Mon temor o Novo avait été condamné, à la suite d'une inculpation de meurtre, à l'exil à São Miguel et ce sous la régence de Dom Pedro qui désirait peupler l'île. Le bannissement fut commué plus tard en une peine semblable à Ceuta.

Un cas analogue est rapporté dans un texte de 1454 (18 mai)⁽⁷⁹⁾. Un certain Afonso do Porto fut envoyé aux Açores vers 1448 par le corregedor d'Entre Douro e Minho qui exécutait, comme l'affirme le document, un ordre du régent Dom Pedro «que encaminhasse quaees quer homeens per degredo que podesse, pera lhe povoarem as dictas ylhas que entom começava de povorar». Peut-être la colonisation par des bannis dont il est ici question s'appliquait-elle à nouveau à San Miguel qui appartenait déjà en 1447 à Dom Pedro ⁽⁸⁰⁾. Afonso do Porto obtint, toutefois, la levée de son bannissement et put rentrer au Portugal.

Que ce bannissement ait visé effectivement San Miguel est rendu plus vraisemblable encore par un document de 1455 (10 avril) par lequel le roi remet la peine d'une femme de Lisbonne qui avait été bannie à S. Miguel parce qu'elle avait été accusée du meurtre d'un enfant, lequel, en réalité, avait été la victime d'esclaves maures. Ici aussi le bannissement avait été décrété par ordre de Dom Pedro. La femme s'était mariée aux Açores et son mari voulait rentrer seul au Portugal. Sa mère, à Lisbonne, demande et obtient l'annulation de la peine prononcée dix ans plus tôt. Si cette donnée chronologique est exacte, Dom Pedro aurait été en possession de San Miguel dès 1445 ⁽⁸¹⁾.

Le 19 mai 1460, par un mandement à Frey Gonçalo Velho «meu cavaleiro e capitão por mim em minhas ilhas de Santa Maria e São Miguel dos Açores», Henri le Navigateur règle la justice civile et pénale sur ces îles ⁽⁸²⁾. La juridiction civile appar-

⁽⁷⁸⁾ Silva Marques: op. cit. t. II, n° 223, p. 344.

⁽⁷⁹⁾ Id.: *ibid.*, t. I, n° 406, p. 517.

⁽⁸⁰⁾1 (Cf. <?i-dessus, p. 18.

⁽⁸¹⁾ Silva Marques: op. cit. n° 413, p. 524.

⁽⁸²⁾ *Ibid.*, n° 446, p. 569.

tient aux juges des îles. Il y a appel auprès du capitaine et, au dessus de celui-ci, auprès de l'infant. Il n'y a pas d'appel dans les affaires pénales de basse justice, mais la première instance est ici le capitaine. Dans les affaires de haute justice, il y a appel des jugements du capitaine auprès de l'infant et, en outre, auprès du roi. Tout appel supérieur doit être reçu par l'infant, ce qui revient à dire que l'appel direct au roi est défendu. Ceci est certainement à nouveau une interprétation personnelle de l'infant qui, d'ailleurs, y attache une telle importance qu'il prévoit une amende de 1.000 reis à payer à sa chancellerie en cas de non-observation. Il devait y avoir alors un conflit de juridiction entre l'infant et le tribunal royal, car on prévoit, immédiatement après, que si le notaire fait un faux, c'est-à-dire s'il rédige des pièces en contradiction avec les ordres du prince, il sera démis par le capitaine. Cette disposition a un rapport certain avec un conflit de compétence au sujet de l'appel, ainsi que le montre un passage antérieur où il est question d'«instrumentos de agravo» et de «cartas testemunhais» qui ne peuvent être établis que par le notaire. Le tribunal royal a donc vraisemblablement essayé de faire du notaire de l'infant un instrument de sa propre autorité. En outre, des licences de colonisation à Santa Maria et São Miguel doivent avoir été accordées par l'administration centrale, puisque l'infant donne l'ordre d'arrêter Diogo Lopes et Rodrigo de Bayona s'ils se présentent sur l'île sans une licence de sa main et de les lui renvoyer comme prisonniers.

En 1460, peu de temps avant sa mort, Henri le Navigateur prend une série de mesures concernant ses îles et tout d'abord, le 22 août, pour Jesu Christo (Terceira) et Graciosa dans les Açores⁽⁸³⁾. Il donne ces îles à l'infant Dom Fernando «meu muyto prezado e amado filho»⁽⁸⁴⁾ et à ses héritiers mâles en ligne directe, à l'exception de «espiritualidade», réservée à l'Ordre du Christ qui recevra dans ce but le vingtième des revenus de l'île, c'est-à-

⁽⁸³⁾ *Ibid.*, n° 450, p. 574.

⁽⁸⁴⁾ Fernando était un frère cadet du roi Alphonse V; il était le fils adoptif d'Henri le Navigateur. Il portait les titres de duc de Béja et seigneur de Moura. (Déjà le 14 novembre 1457 (Silva Marques, I, n° 425, p. 543) le roi lui avait donné les îles que ses bateaux et ses équipages pourraient découvrir, se réservant pour lui-même le droit d'appel dans les affaires de haute justice pénale.

-dire la moitié de la dîme du prince ⁽⁸⁵⁾. Dans chaque île un «vigairo» de l'Ordre veillera à l'administration ecclésiastique. Ces vicaires seront proposés par le donataire et nommés par l'Ordre. Le roi confirme cette charte le 2 septembre ⁽⁸⁶⁾.

(Pour ce qui touche à l'administration ecclésiastique des Madères elle est réglée par une charte que l'infant accorde à l'ordre du Christ le 18 septembre 1460 ⁽⁸⁷⁾. Il a donné, dit-il, ces îles au roi, mais il fait exception pour l'«espiritualidade» qui appartient à l'Ordre du Christ. Il déclare, en outre, qu'il n'avait pas accordé précédemment de charte concernant l'administration ecclésiastique, mais nous savons, par le document de 1450 pour Jacques de Bruges, que l'Ordre jouissait déjà alors de certains droits à Madère comme à Terceira. On établit donc ici en droit pour les Madères ce qui, en fait, existait déjà antérieurement. Une situation analogue existait dès 1450 pour Terceira, mais elle fut confirmée et quelque peu modifiée sous l'aspect quantitatif dans la donation à l'infant Ferdinand de 1460 qui, en outre, crée des conditions semblables à Graciosa ⁽⁸⁸⁾. A Madère, dit la charte que nous analysons, il y avait déjà un «vigario» ⁽⁸⁹⁾. Les chapelains étaient tenus de dire, chaque samedi, une messe pour le repos de l'âme de l'infant.

Le 18 septembre 1460 l'infant accorde les îles Santa Maria et São Miguel dans les Açores à l'Ordre du Christ ⁽⁹⁰⁾, ce qui est présenté comme la confirmation d'une situation existante. L'infant dit, en effet, expressément «dej e fiz doaçam ha muitos annos da minha ilha de Sam Miguel e da ilha de Santa Maria aa dieta hordem». Mais il n'y avait jamais eu de charte de donation et, avant que l'infant ne devînt malade, il avait réglé la situation judiciaire à Santa Maria et à São Miguel, et ce d'une manière très personnelle, dans la charte du 19 mai 1460, analysée ci-dessus ⁽⁹¹⁾. Il s'y adresse à «jfrey» Gonçalo Velho en tant que capitaine, mais

(85) Le passage relatif aux rentes de l'Ordre n'est pas clair dans la charte. Je l'interprète sur la base de la charte pour l'Ordre du 18 septembre 1460 (Silva Marques, n° 45*6, p. 5812) analysée ci-dessous.

i⁽⁸⁶⁾ ;Silva Marques: op. *oit.*, n° 451, p. 576.

⁽⁸⁷⁾ > *Ibid.*, n° 454, p. 579.

\⁽⁸⁸⁾)Of. ci-dessus, p. 19 et p. 22.

⁽⁸⁹⁾ Cf. ci-d/essus, p. 23, pour Terceira et Graciosa.

|⁽⁹⁰⁾ iSilva Marques: op. *oit.*, n° 455, p. 580.

⁽⁹¹⁾ Cf. ci-dessus, p. 21.

celui-ci est, en outre, membre de l'Ordre du Christ. Était-ce un moyen de faciliter la remise éventuelle à l'Ordre ? Était-ce même une espèce de garantie qui lui était donnée ? Nous ne pouvons répondre à ces questions. En tout cas, l'infant remet à présent les îles à l'Ordre avec une situation judiciaire plus normale que dans la charte du 19 mai. Désormais l'appel de haute justice ira au roi, mais «com apellaçom da hordem». Cela est infiniment plus vague que ce qui était dit le 19 mai, mais permet un arrangement à l'avantage de l'Ordre du Christ. Ici aussi des messes pour le repos de l'âme de l'infant devront être célébrées.

Encore le 18 septembre l'administration religieuse de Jesu Christo (Terceira) et Graciosa, dont la possession séculière a été donnée à l'infant Ferdinand le 22 août, passe à l'Ordre du Christ ⁽⁹²⁾ avec le vingtième des rentes de ces îles, ce qui servira à entretenir les «vigários» que l'Ordre y a. Une fois de plus, des messes devront être dites.

Toujours le 18 septembre, l'infant remet au roi les îles de S. Luís, S. Dinis, S. Jorge, S. Tomas et St.^a Iria dans les Açores ⁽⁹³⁾. Il les appelle également «minhas ilhas»; il conserve l'administration religieuse pour lui-même <et pour l'Ordre du Christ; il accorde à celui-ci le vingtième des rentes des îles et la nomination des «vigários» sur proposition du roi.

Dans son testament du 28 octobre 1460 l'infant fait don de Madère, Porto Santo et «Guinea com suas ilhas» au roi ⁽⁹⁴⁾ et l'institue son exécuteur testamentaire: «Item peço a el rey meu senhor por merçee que elle queira seer meu testamenteiro por que seu he todo o de que eu faço este testamento e o leixo por meu herdeiro de todo o que a my perteençer». Ici l'infant reconnaît au roi le dominium suprême sur toutes ses possessions. Il est plus singulier qu'il donne tout au roi sans tenir compte des donations qu'il avait déjà faites à l'infant Fernando et à l'Ordre du Christ en ce qui concerne Terceira, Graciosa, Santa Maria et São Miguel. Il présente donc désormais les choses comme elles

i⁽⁹²⁾ Silva Manques: *op. cit.*, n° 456, p. 581.

'⁽⁹³⁾ *Ibid.*, n° 457, p. 583. Ramos Coelho: *Alguns documentos*, p. 27, donne seulement le registre de cette charte, mais mentionne par erreur les îles du Cap Vert.

I⁽⁹⁴⁾ *Ibid.*, n° 461, p. 589.

devaient se présenter à l'esprit du roi: la décision finale sur l'attribution des îles ne peut appartenir qu'au souverain et à lui seul à cause du domaine éminent qu'il détient. Il n'en reste pas moins frappant que l'infant donne au roi des îles que celui-ci tenait déjà sous sa souveraineté ou suzeraineté et que cette donation, en ce qui concerne les quatre îles dont le domaine utile avait été donné à l'infant Ferdinand et à l'Ordre du Christ, ne pouvait donc, du moins dans l'esprit d'Henri le Navigateur, que porter sur le domaine éminent qu'en droit le roi possédait en tant que suzerain. En ce qui concerne les Madères données ici au roi, l'infant avait déjà déclaré dans sa charte du 18 septembre pour l'Ordre du Christ se rapportant à ses îles, qu'il les avait données au souverain. La Beurkundung de cette donation n'a donc eu lieu en fait que dans le testament.

Après la mort de l'infant (13 novembre) le roi donne, le 3 décembre 1460, à l'infant Ferdinand toutes les îles sur lesquelles portaient les chartes précédentes, y compris les deux îles des Açores attribuées à l'Ordre du Christ et, en outre, une série d'îles du Cap Vert qui n'étaient pas mentionnées dans les diplômes antérieurs ⁽⁹⁵⁾- Ces îles sont Madère, Porto Santo, Deserta dans les Madères, S. Luis, S. Dinis, S. Jorge, S. Tomas, St.^a Iria, Jesu Christo, Graciosa, S. Miguel et iSt.^a Maria dans les Açores, «ylha de Sam Jacobo e Felipe, ylha de las Mayaes, ylha de S. Christovam e ylha Lana» dans l'archipel du Cap Vert. Cette donation se fait «com todallas rremdas, 'direitos ie juridiçooes que a nos em ellas perbençem e de direito devemos daver assy como a de nos avia ho Iffamte dom Anrique, meu tijo, que Deus aja».

Le 19 septembre 1462' ⁽⁹⁶⁾ le roi donne une série d'îles à Dom Ferdinand qui porte maintenant, à côté de ses titres anciens, ceux qui appartenaient auparavant à Henri le Navigateur, c'est-à-dire duc de Viseu et seigneur de Covilham. L'infant se réclame de la donation antérieure de 1457 ⁽⁹⁷⁾. La nouvelle donation se fait «com toda juridiçom çivell, crime, reservando pera nos feitos crimes, alçada nos cassos em que caiba morte ou talhamento de membro». Le libellé n'est pas très clair, puisque la

<⁹⁵⁾ *Ibid.*, n° 464, p. 593,

>⁽⁹⁶⁾ Ramos Coelho: *Alguns documentos*, p. 3H.

⁽⁹⁷⁾ ICf, ci-dessus, p. '22, n. 84.

distinction entre «crimes», pour lesquels l'infant est compétent, et «feitos crimes» que le roi se réserve reste mystérieuse. Il suffit cependant de lire deux fois «nos» avant «feitos» pour que tout devienne aisé ⁽⁹⁸⁾. On peut alors traduire: «nous réservant dans les affaires pénales l'appel des causes entraînant la peine de mort ou la mutilation». Les îles dont il s'agit ici sont les cinq découvertes par Antonio da Noli: «cinquo per Antonyo de Nolla, em vida do Infante dom Anrique, meu tio, que Déos aja, que se chamam a ilha de Santiago e a ilha de Sam Felipe e a ilha das Mayas e a ilha de Sam Christovam e a ilha do Sali que sam nas partees da Guinea». La nomenclature présente ici quelques modifications par rapport à celle du diplôme du 3 décembre 1460 ⁽⁹⁹⁾ que j'ai analysée ailleurs ⁽¹⁰⁰⁾. En outre interviennent aussi «as outras sote... achadas por o dito Ifante, mieu irmão, que sam estas: a ilha Rasa e a ilha Brava, e a ilha de Sam Nycollao e a ilha de Sam Vicente e a ilha Bramca e a ilha «de Santa 'Luzia e a ilha de Sant Antonio, que sam atraves do Cabo Verde». Il s'agit donc de tout l'archipel du Cap Vert. Les droits de l'infant sur ces îles sont très étendus. Ils concernent «senhorio e povoadores d'ellas... com todos rrios, ancoraçoos, madeira, pescarias, corail, tyntas, mineiras, vieiros, peceos», c'est-à-dire tous les droits se rapportant à la navigation, à la pêche, la pêche du corail, l'exploitation des mines et des bois tinctoriaux. L'infant peut mettre en vigueur tous les «foros, direitos e trabutos», c'est-à-dire accorder des privilèges constitutionnels⁽¹⁰¹⁾ et appliquer des impôts.

Les sept dernières îles de l'archipel du Cap Vert furent découvertes par Diogo Affonso «escudeiro» de l'infant Ferdinand, ainsi que nous l'apprend un diplôme du 29 octobre 1462' ⁽¹⁰²⁾ par lequel le roi Alphonse V donne à son frère une île qui aurait été vue à l'ouest-nord-ouest de l'archipel canarien et des Madères par un certain Gomçallo Femamdes, originaire de Tavira. Cette île n'avait pas été retrouvée encore, mais le roi la cède néanmoins

⁽⁹⁸⁾ Plus loin la tournure revient d'ailleurs avec deux fois «nos».

⁽⁹⁹⁾ Cf. ci-dessus, p. 25.

⁽¹⁰⁰⁾ |Q_m Verlinden: «Navigateurs, marchands -et colons italiens au service de la découverte et de la colonisation portugaise sous Henri le Navigateur» (*Le Moyen Âge*, 1958), pp. 490 sq.

⁽¹⁰¹⁾ fcf. ci-dessus, p. 7.

⁽¹⁰²⁾ (Ramos Coelho: *Alguna documentos*, p. 32.

«com todallas remdas e dereitos, mando, jurdiçom, asi e pella guisa que ora tem (sc.l'infant) e 'ha as dictas sete ilhas de que lhe asi temos feita mercee».

Des îles tout aussi énigmatiques sont l'object d'une donation royale à Joham Vogado «cavalheiro de nossa casa e escripvam da nossa fazenda» faite le 19 février 1455⁽¹⁰³⁾. Il s'agit de Lono et Capraria, deux îles que l'on retrouve sur des cartes plus anciennes⁽¹⁰⁴⁾ et qui en réalité font partie des Açores, mais sous d'autres noms. L'aranga du diplôme est caractéristique: «A quamtos esta nossa carta virem fazemos saber que em aquellas partes do Mar Ouçiano, cuja conquista a nos he dada per privilegio do Sancto Padre, novamente sam achadas duas ilhas, as quaaes ainda nom sam povoadas per pessoa allguna, nem d'ellas temos feita merçee a pessoa que as aia de povoar e aproveitar, as quaaes, segundo a carta de marear, sam chamadas huna a ilha Lono e a outra Capraria, e porque a nos pertemçee princippalmente as cousas desertas e nom aproveitadas fazer povoar e aproveitar que per Deus nos he dado, enquamto per sua graça tevermos o regimentó des tes regnos e senhorios que temos...» Il est fait allusion ici pour la première fois à l'attribution par le Pape au roi de Portugal d'îles à conquérir dans l'Océan. En outre, il est fait mention de l'obligation imposée par Dieu au roi de coloniser ces îles. On se souviendra qu'une raison du même ordre avait été invoquée dans la charte d'Henri le Navigateur de 1450 pour Jacques de Bruges⁽¹⁰⁵⁾. De plus, il est curieux de noter que «Lono» et «Capraria» répondent en fait à Santa Maria et São Miguel des Açores, colonisées depuis longtemps⁽¹⁰⁶⁾.

Quoiqu'il en soit, Joham Vogado reçoit ces îles en «pura e ymrrevoguavell doaçam valledoira amtre vivos, iure hereditario, pera elle e todos aquellos que d'elle descenderem». Le roi garde seulement pour lui, comme c'est l'usage, l'appel des affaires de haute justice pénale «por quamto queremos e nos praz que todo

i⁽¹⁰³⁾ *Ibid.*, p. 28.

(i⁰⁴) Lrfjno est évidemment une déformation pour Lovo ou Luovo qui apparait sur les cartes dès la seconde moitié du XIV^e siècle. Capraria date de la même époque. Of. K. Kretschmer: *Die Italienischen Portolane des Mittelalters* (Berlin, 1901), p. 687.

(i⁰⁵), cf. *plug* haut, p. 20.

(i⁰⁶) Kretschmer: *loc. cit.*

ho all, asi crime como çivell, elle aia todo sem superioridade allguua». iLes colons jouiront des mêmes droits que ceux de Madère ⁽¹⁰⁷⁾. Joham Vogado pourra accorder à ses îles un «forai» ou privilège constitutionnel «ho quall forall que lhe elle asi deer queremos que seia firme e valha como se per nos lhe dado e outorguado fora». Le commerce (traucto) des produits des îles est libre «comtanto que nom seia com infices naquelas cousas que per a Santa Igreja he defeso com elles trauctar». Cette interdiction de faire du commerce avec les Infidèles découle des ordonnances papales. Nous y reviendrons dans un instant en traitant des droits accordés par le pape sur les domaines océaniques mentionnés plus haut. Enfin, le donataire pourra transférer la possession de ses îles à qui bon lui semblera «porquanto d'aguora pera sempre tiramos e avdicamos de nos todo señorío asi de direito como utili ou proveitoso, e todo poemos, trespasamos e mudamos no dicto Joham Voguado e seus successores pera todo sempre». Cette formule par laquelle tout pouvoir supérieur du roi risquerait de disparaître, est évidemment trop large, spécialement pour ce qui touche le droit (direito), puisque l'appel dans les affaires de haute justice pénale demeure l'apanage du tribunal royal. En fait, le roi risquait fort peu de voir diminuer son pouvoir, car les «vraies» îles de Santa Maria et São Miguel appartenaient à son frère Dom Ferdinand !

Les mentions de l'intervention du pape, dans la justification des conquêtes portugaises, et de l'Église, pour ce qui regarde le commerce avec les Infidèles, sont des allusions à la fameuse bulle *Romanus pontifex* du 8 janvier 1455 ⁽¹⁰⁸⁾ dans laquelle le pape traite de ces points. Cette bulle élargit le droit de conquête que le pape avait reconnu aux Portugais par la bulle *Dum diversas* du 18 juin 146'2 ⁽¹⁰⁹⁾. En 145'2, le pape visait seulement les Maures du Maroc; en 1455, il s'agit de tous les territoires au sud du Cap Bojador et du Cap Non. Pour la défense de commercer

⁽¹⁰⁷⁾ «todollos privilegios, liberdades, framquezas que per nos e nossos antecessores som dados, comcedidos e outorguados aos vizinhos e moradores da ilha da Madeira, que ora he do rifante dom Fernando».

⁽¹⁰⁸⁾ iSilva Marques: *op. cit.* t. I, n° 401, p. 503 sous la date erronée de 1454.

⁽¹⁰⁹⁾ IL. M. Jordão: *Buiarium patronatus Portugalliae regum in Ecclesiis Aiticae, Asiae atque Oceaniae*, t. I (1171-1(600) (Lisbonne, 1868), p. 22

avec les Infidèles, la bulle de 1455 fait exception pour le roi de Portugal qui pouvait se livrer à ce commerce pour autant qu'il ne s'agit pas de «ferramenta, lignamina, funes, naves seu armaturaram genera» ⁽¹⁰⁾. Ceci permet de comprendre ce que Ton entend par le commerce avec les Infidèles mentionné dans la charte de 1462¹ pour Vogado.

La demande de concession d'îles dont on ne sait même pas si elles existent, semble être devenue chose courante au Portugal vers ce moment. On dirait qu'il règne alors un désir fiévreux de découvertes. C'est ainsi que nous voyons en 1473 (12 janvier) l'infante D. Brites, veuve de l'infant Fernando, demander au roi pour ses enfants une île que l'on aurait vue de Santiago dans l'Archipel du Cap Vert et que Tinfant, son mari, aurait fait rechercher inutilement. Au cas où les vaisseaux de l'infante trouveraient cette île, elle lui serait attribuée pour ses enfants, tout comme son fils aîné a reçu les autres îles que son père possédait ⁽¹¹⁾. Les possessions insulaires d'Henri le Navigateur accrues des découvertes faites sous l'infant Ferdinand ont donc été transmises à son jeune fils.

Le 21 juin de la même année, Ruy Gonçaves da Camara, qui avait servi fidèlement le roi en Afrique, reçoit une île qu'il pourrait découvrir avec ses navires. La donation est héréditaire ⁽¹²⁾. Une fois de plus il s'agit d'une donation bien peu précisée. Il y a plus de précision dans un diplôme d'Alphonse V por Fernão Telles de 1474 (2<8 janvier) ⁽¹³⁾. Ce Fernão Telles est membre du Conseil Royal et gouverneur de la maison de la fille du roi. Il reçoit «quaaesquer ylhas que elle achar o aquelle a que as elle mandar

i⁽¹⁰⁾ Sur la bulle de 1455, cf. mon étude déjà mentionnée sur «Navigateurs, marchands et colons italiens au service de la découverte et de la colonisation portugaise sous Henri le Navigateur» (Le *Moyen Âge*, 19518, pp. 469 sq.) et, pour une analyse détaillée des relations entre le Pape et le Portugal, Oh. M. De Witte: «Les bulles pontificales et l'expansion portugaise au XV^e siècle» (Revue *d'histoire ecclésiastique*, t. XLVIII, 1953, t. XLIX, 11954, t. LU, 1956 et t. LILII, 19618), en particulier sur la bulle de 1455, t. LI, 1956, pp. 428-453.

⁽¹¹⁾ Ramos Coelho: op. cit, p. 37.

⁽¹²⁾ *Ibid.* (regeste). Texte dans M. Monteiro Velho Arruda: *Colecção de documentos relativos ao descobrimento e povoamento dos Açores* (Ponta Delgada, 1932).

⁽¹³⁾ *Ibid.*, p. 3«.

buscar novamente e escolher pera as aver de mandar povoar, nom semdo porem as taaes ylhas fias partes de Guynee». Il s'agit donc d'îles situées au delà de l'archipel du Cap Vert. Ici également il est question d'îles «nas partes do Mar Ouciano», tout comme dans le diplôme du 19 février 1462 mentionné plus haut. La mention de la mer océane est certainement le reflet, à nouveau, de l'idéologie qui se manifeste dans la bulle de 1456 où l'océan est mentionné à plusieurs reprises en rapport avec l'expansion portugaise ⁽¹⁴⁾. La donation est approuvée par le prince héritier qui — nous le verrons bientôt — a reçu entretemps les îles de l'archipel du Cap Vert. Le donataire devra admettre l'appel au souverain dans les affaires de haute justice pénale. A nouveau les colons obtiennent les privilèges accordés aux habitants de Madère, et Telles pourra octroyer un «forai». Il reçoit la liberté de commerce. Le roi renonce au dominium (senhorio), mais la formule est plus claire que dans la donation de 1462 pour Vogado et l'on voit qu'il s'agit du dominium utile (direitos como utili ou proveytoso). Telles obtient, en outre, les îles que «chamam as Foreyras» trouvées par Diogo de Teyve, que nous connaissons comme producteur de sucre à Madère, et son fils Joham. Celui-ci a hérité les îles de son père défunt et les a cédées par contrat à Telles. Le roi confirme ce contrat.

Fernao Telles obtient un nouveau diplôme le 10 novembre 1475 ⁽¹⁵⁾. Il y est prévu que si le donataire devait trouver l'île des «Sete Cidades» ou une autre île déjà habitée, la population de ces îles passerait sous son autorité. L'île des «Sept Cités» est l'une des îles légendaires de l'Océan Atlantique ⁽¹⁶⁾. Le roi avait autrefois accordé à Henri le Navigateur et ensuite à son propre fils le prince héritier, le privilège que personne ne serait autorisé à aller aux îles de Guinée ni ne pourrait y faire de commerce sans licence royale. Telles obtient un avantage semblable pour les îles habitées que lui ou ses bateaux pourraient découvrir, à condition «que as ditas ylhas nom seiam nos mares cercanos a Guynea, que ja ao dito meu filho tenho dado, e que atee o presentem nom seiam trautadas,

⁽¹⁴⁾ IOF. mon étu'de sur «(Navigateurs..., pp. 469 scfq.

⁽¹⁵⁾ Ramos Coelho: op. cit., p. 49 sq.

⁽¹⁶⁾ W. H. Babcock: *Legendary islands of the Atlantic* (New York, 1922), pp. 68 sqq., qui, d'autre part, ne donnait pas notre document.

navegadas por meus na'turaaes destes meus rregnos de Castilla e de Portugal». GLe prince héritier détient donc un privilège analogue pour tout le bassin des eaux guinéennes qui, dès cette époque, s'étendait jusqu'aux îles de Fernando Fo, Principe et S. Tomé à l'extrémité orientale du golf de Guinée ⁽¹¹⁷⁾. En outre, le roi est maintenant prétendant à la Castille et, en conséquence, il doit tenir compte des privilèges en matière de commerce colonial accordés non seulement aux Portugais, mais aussi aux Castillans. Ce dernier point concerne naturellement l'archipel des Canaries. Pour les privilèges commerciaux portugais, on songe immédiatement au type de monopole commercial accordé antérieurement «à Fernão Gomes ⁽¹¹⁸⁾.

Il s'agit encore d'une île à découvrir dans un diplôme du 30 juin 1464 par lequel Jean III donne à Fernam Domínguez do Arco, de Madère, la capitanie «de l'île en question. Cette capitanie sera tenue du roi comme celle de Madère ⁽¹¹⁹⁾. En 1465 (24 septembre) le roi accorde la capitanie de S. Tomé à João de Paiva ⁽¹²⁰⁾. «Par cet acte, l'institution de la capitanie s'implante jusqu'au golf de Guinée. Le 11 janvier 1486 nous voyons que João de Paiva dispose de la moitié de l'île, tandis que le 14 mars 1486 il apprend que l'autre moitié passera au futur époux de sa fille ⁽¹²¹⁾. Le texte de ces deux donations n'a pas été publié par Ramos Coelho, si bien qu'il n'a pas été possible jusqu'ici d'en connaître la teneur avec certitude. Cependant il n'est pas difficile de reconstituer hypothétiquement tout ce développement. La colonisation de S. Tomé commence en 1485 sous la conduite de João de Paiva. Celui-ci conserve pour lui-même une partie de la capitanie et se la fait confirmer par le roi en janvier 1486. Ensuite il demande au roi de réserver l'autre moitié au futur mari de sa fille. Ceci est dans la ligne de ce qui avait été prévu à Terceira pour les filles de Jacques de Bruges ⁽¹²²⁾.

/(ii⁷) [Fontoura da Costa, dans *História da expansão portuguesa no mundo*, t. I, pp. 357 sqq.

(us) *Ibid.*, p. 358. Quant aux prétentions d'Alphonse V sur la Castille, il faut souligner que l'acte a été rédigé à Zamora. 'Q. H. Livermore: *A history of Portugal* (Cambridge, 1947), pp. 206-207.

O¹⁹) (Ramos Coelho: op. cit., p. 5'6.

(²⁰) *Ibid.*

(²¹) *Ibid.* p. 57.

O²²) (Cf. ci-dessus, p. 19.

En 1486 (24 juillet) une donation est faite, à nouveau, à un Flamand, Fernao d'Ulmo ⁽¹²³⁾. Mais, avant de passer à l'étude de oet important document, nous devons attirer l'attention sur la présence de Flamands aux Açores après la concession accordée en 1450 à Jacques de Bruges que nous connaissons déjà. Ce sujet a fait l'objet autrefois d'une étude de J. Mees dans son livre *Histoire de la découverte des îles Açores et de l'origine de leur dénomination (fîtes flamandes)* ⁽¹²⁴⁾. Nous ne suivrons cet auteur qu'exceptionnellement quand il demande son information à ies sources littéraires tardives; nous nous occuperons surtout des sources diplomatiques qu'il a employées.

Mees pense que la charte accordée à Jacques de Bruges est fausse parce qu'elle prévoit la succession des filles. Cet argument ne tient pas, car il existe d'autres dispositions de même nature. Nous venons de le voir précisément pour São Tomé; nous le constaterons également pour la fille d'Antonio da Noli dans l'archipel du Cap Vert ⁽¹²⁵⁾. En pareil cas le but est uniquement que la capitane passe au futur époux de la fille. Mees croit voir une autre preuve de la fausseté du diplôme de 1450 dans le fait que Jacques de Bruges a eu un fils qui s'appelait Gabriel ⁽¹²⁶⁾, ce qui prouverait que le document aurait été rédigé pour faire valoir les droits des descendants des filles de Jacques. Ceux-ci, dans ce cas, auraient dû être particulièrement inintelligents puisque le document de 1450 prévoit expressément que la succession des filles ne joue que s'il ne naît pas de fils. D'où Mees tire-t-il que ce fils était né déjà en 1450 ? Il est vrai, toutefois, qu'il mourut avant son père ⁽¹²⁷⁾ et ne put donc revendiquer l'héritage. D'autre part, dire que Alvaro Martins Homem était déjà en possession d'une partie de l'île de Terceira du côté d'Angra avant la mort de Jacques, comme le fait Mees, constitue une hypothèse gratuite, puisque nous ne connaissons pas la date de la mort de Jacques.

A ce propos, la seule chose que nous sachions avec certitude est qu'il avait quitté Terceira avant le 2 avril 1474 et qu'à ce

i⁽¹²³⁾ Ramos Coelho, ip. 58.

,⁽¹²⁴⁾ Université de Gand. Travaux de la Faculté de Philosophie et Lettres, fase. 27, 1901, pp. 86 sq.

,⁽¹²⁵⁾ iQf. ci-dessus, p. 36.

,⁽¹²⁶⁾ Mees: op. *oî* p. 91.

⁽¹²⁷⁾ *Ibid.*, n. 2: document de septembre 1542.

moment il était considéré comme décédé. En effet, l'infante Dona Brites, veuve de l'infant Fernando, a réglé à ce moment la succession de Jacques ⁽¹²⁸⁾. L'étude du diplôme du 12 janvier 1473 a montré, en effet, qu'elle en avait le pouvoir puisqu'elle administrait le domaine insulaire de son fils mineur, l'infant Diogo⁽¹²⁹⁾.

L'infante déclare qu'étant donné que la veuve de Jacques de Bruges ne peut fournir aucune indication précise sur la disparition de son mari, elle a décidé que João Vaz Cortereal aurait la capitanie en récompense des services qu'il avait rendus à son défunt époux et à son fils D. Diogo. Il aura le droit de choisir l'une des deux parties de Terceira, celle de Fraya ou celle d'Angra. Cette dernière était depuis un certain temps déjà—¹ vraisemblablement depuis 1471 — attribuée à Alvaro Martins Homem. Jacques de Bruges était-il déjà 'décédé alors ? Impossible de le savoir; mais, à supposer même qu'il fût encore à Terceira en 1473, cela ne présenterait aucune difficulté, contrairement à ce que pense Mees. En effet, à Madère également la capitanie était divisée ⁽¹³⁰⁾. A S. Tomé, nous avons même vu qu'une capitanie, formant initialement une unité, avait été plus tard divisée ⁽¹³¹⁾ et nous montrons bientôt qu'au Cap Vert, Antonio da Noli ne tint qu'une partie de son île en capitanie ⁽¹³²⁾. Peut-être, au surplus, Alvaro Martins Homem a-t-il épousé la fille cadette de Jacques de Bruges et a-t-il été plus facilement reconnu, de ce fait, comme adjoint à la capitanie. Pourquoi faut-il songer plutôt ici à la plus jeune fille du Flamand ? Parce que la fille aînée avait épousé le noble anglais Duarte Paim, comme nous l'apprennent les *Saudades da Terra*, rédigées au XVI^e siècle par l'Açoréen Gaspar Fructuoso. Ce Paim réclama d'ailleurs la capitanie, mais ne l'obtint pas parce qu'il ne pouvait faire état de la charte de 1450 ⁽¹³³⁾, ce qui prouve qu'au moment du procès, les dispositions concernant les droits de son épouse n'étaient pas considérées comme illégitimes, mais comme non prouvés. Que les droits de la fille cadette auraient été res-

⁽¹²⁸⁾ iCharte publiée par Drummond dans *Aranas da ilha Terceira*, t. I, p. 49-3 et dans *Arquivo dos Açores*, t. XV, p. 159.

⁽¹²⁹⁾ (Cf. ci-dessus, p. 29.

⁽¹³⁰⁾ ICf. ci-dessus, p. 112'.

⁽¹³¹⁾ ICf. ci-dessus, p. 31*

⁽¹³²⁾ Qf. ci-dessous, p. 310.

⁽¹³³⁾ Mees, p. 89.

pectés ne doit pas nous 'étonner si elle était mariée avec Homem, puisque celui-ci possédait déjà une partie de Tile, lorsque Cortereal devint capitaine. Il avait, lui aussi, rendu des services dans les découvertes et, de plus, n'était pas un étranger comme Paim. Il dut d'ailleurs céder à Cortereal, qui la préférait, la part qui lui avait été précédemment assignée et il obtint l'autre fraction par une charte du 12 février 1474 ⁽¹³⁴⁾.

Remarquons, en outre, que l'hypothèse d'un mariage entre Homem et la fille cadette de Jacques de Bruges n'est même pas nécessaire, puisque nous avons des exemples de division de capitaine en d'autres endroits. O Terceira même la capitaine a été divisée encore ultérieurement, puisque Fernão d'Ulmo que nous connaissons déjà et dont nous parlerons encore, y était également capitaine, ainsi que le signale le diplôme déjà cité de 1486 ⁽¹³⁵⁾.

Un acte du 18 mai 1487 ⁽¹³⁶⁾ dit même qu'il possédait la partie appelée «Quatro Ribeyras» où passe le cours d'eau encore dénommé «Ribeira dos Flamengos». On cite encore un Flamand à Terceira, mais pas comme capitaine: Diogo Flamengo ⁽¹³⁷⁾.

Guillaume van der Haegen, autre Flamand, est signalé d'abord à San Jorge, puis à Fayal. III alla ensuite s'établir à Terceira à la suite de difficultés qu'il avait eues avec Josse de Hurtere, capitaine flamand de Fayal. Il avait cependant laissé d'autres Flamands à San Jorge. Bien que sa terre de Terceira produisit beaucoup de céréales et de guède, il retourna pendant quelque temps en Flandre où il exportait cette matière colorante. Il obtint la capitaine des deux îles de Flores et Corvo, mais ses exploitations agricoles n'y réussirent pas très bien. Il se réinstalla à San Jorge et y cultiva principalement le blé. Ses huit enfants donnèrent naissance aux différentes branches de la famille noble açoréenne toujours existante des da Silveira (= van der Haegen). C'est ainsi du moins que sa carrière coloniale est décrite dans *Historiographie des Açores* à la fin du XVI^e et au XVII^e siècle. Mees suppose que ses aventures dans pas moins de cinq Açores s'expli-

i(134) Drummond, *Annaes*, t. I, p. 490.

⁽¹³⁵⁾ *IC*, ci-dessus, p. 32.

⁽¹³⁶⁾ *Arquivo dos Açores*, t. VIII, p. 394.

1(137) Document de 1486 (28 février) (*Arquivo dos Açores*, t. VIII, p. 394),

queraient par la présence de ses descendants dans toutes ces îles⁽¹³⁸⁾. Ceci n'est évidemment qu'une possibilité et il n'est pas du «tout exclu que van der Haegen se soit établi successivement dans différentes Açores. L'historiographie des Açores au XVI^e et XVII^e siècles — Fructuoso, Chagas et Cordeiro — est unanime à le considérer comme l'ancêtre des da Silveira⁽¹³⁹⁾. Malheureusement aucun texte diplomatique dans lequel il jouerait un rôle, ne nous est parvenu.

Josse de Hurtere appartenait à une famille noble du Franc de Bruges et s'était établi aux Açores à la demande de l'infant D. Fernando⁽¹⁴⁰⁾. Celui-ci lui avait donné la capitanie des îles de Fayal et Pico que nous avons rencontrées sous leur ancienne dénomination de São Luis et São Dinis⁽¹⁴¹⁾ dans la charte de Henri le Navigateur du 18 septembre 1460 en faveur du roi Alphonse V⁽¹⁴²⁾. Nous ne savons pas quand cela s'est fait, car nous n'avons pas l'acte de donation. Josse de Hurtere doit être décédé vers 1495, car le testament de sa femme, Brites de Macedo, du 24 avril 1527, dit que son mari est mort trente deux ans auparavant⁽¹⁴³⁾. Son fils aîné, qui portait le même nom, obtint le 81 mai 1509 un acte de nomination comme capitaine donataire de Fayal et Pico⁽¹⁴⁴⁾. Vraisemblablement était-il, en fait, revêtu de ces fonctions depuis la mort de son père. Il épousa une fille de João Vaz Cortereal, capitaine de Terceira, que nous connaissons déjà. Son fils, Manuel de Hutra Cortereal lui succéda et son petit-fils fut le dernier des Hurtere à gouverner Fayal et Pico⁽¹⁴⁵⁾.

'Parmi les compagnons de de Hurtere à Fayal, nous retrouvons sous des noms plus ou moins déformés des Flamands comme Guillaume Bersmacher, Tristan Vernes — qui aurait été Bru-

⁽¹³⁸⁾ J- Mees: op. cit. p. 97.

⁽¹³⁹⁾ J. Cunha da Silveira: «Willelm van der Haegen, tronco dos Silveiras dos Açores» (*Revista Insular*, t. V, Ponta Delgada, 1949, n° 1 et 2); tiré à part.

i⁽¹⁴⁰⁾ 'Requête de 1571 au roi de Portugal présentée par J'eronimo Dutra Cortereal, un de ses descendants (*Arquivo dos Açores* t. III, jp. 409).

⁽¹⁴¹⁾ J. Mees: op. c/t, p. 83.

i⁽¹⁴²⁾. Cf. ci-dessus, p. 24.

i⁽¹⁴³⁾ *Arquivo dos Açores*, I, p. 164.

i⁽¹⁴⁴⁾ *Ibid.*, p. 1158.

K⁽¹⁴⁵⁾ J* Mees: op. cit. p. 108.

geois —, Antonio Brum et Joz da Terra ou Josse d'Aartryke ⁽¹⁴⁶⁾, les deux derniers fondateurs de familles açoréennes ⁽¹⁴⁷⁾. Aucun d'eux ne détenait une capitanie. Les Flamands qui jouèrent un rôle dans l'histoire de la capitanie furent donc Jacques de Bruges à Terceira en 1450, Fernão d'Ulmo (Ferdinand van Olmen ?) également à Terceira (Quatro Ribeyras) en 1486, peut-être Guillaume van der Haegen à Corvo et Flores, et certainement Josse de Hurtere et ses descendants 'à Fayal et Pico. Le rôle des capitaines flamands aux Açores au XV^e siècle a donc été réellement important.

J'ai signalé plus haut qu'à Santiago dans l'archipel du Cap Vert, une capitanie avait 'été accordée à un autre étranger, Antonio da Noli ⁽¹⁴⁸⁾. Bien que cette donation doive avoir eu lieu pendant la période qui a suivi la mort d'Henri le Navigateur et probablement sous l'infant Ferdinand, nous n'en sommes cependant informés que par une charte de 1497. Un diplôme du roi Manuel le Fortuné du 8 avril de cette année dit que «jpor parte de myce Antonio, Genoez, capitán da ilha de Santiago na parte da Ribeira Grande, ficou бага a dita capitania por quanto delle nom ficou filho barom que a per direito devesse herdar. Porem habendo nos enformaçam como ho dito mice Antonio foi o primeiro que ha dita ilha achou e começou de povoar, nos prouve de fazer mercee da dita capitania a Dona Branca d'Aguiar, sua filha, para ser capitam quem com ella casasse; ho qual casamento ha de fazer com aquella pessoa que lhe nos para isso escolhermos. E ha dita capitania lhe demos para filhos e netos barões lidimos»¹⁴⁹). Antonio da Noli, décédé peu avant, a donc été capitaine d'une partie de Santiago. Comme il n'avait pas de fils et en considération de ce qu'il avait été le premier entrepreneur de colonisation de l'île, la capitanie passera au mari de sa fille. Celui-ci sera Choisi par le roi ⁽¹⁵⁰⁾. La donation faite à Antonio da Noli doit se placer entre 1462 et 1466. En effet, le 19 septembre 1462

⁽¹⁴⁶⁾ *Ibid.*, ip. 109.

⁽¹⁴⁷⁾ J. Cunha da Silveira: op. cit

⁽¹⁴⁸⁾ Cf. oi-dessus, p. 33.

⁽¹⁴⁹⁾, E. de Bettencourt: *Descobrimientos, guerras e conquistas dos Portugueses* (Lisbonne, 1881), p. 67.

⁽¹⁵⁰⁾ ILe diplôme dit aussi qu'il à découvert l'île. J'ai, toutefois, montré que la découverte en est due à Cà d'a Mosto, Cf. C. Verlimden: «Navigateurs, marchands et colons italiens...» (*Le Moyen Âge*, 195'8), pp. 488 sqq.

il est mentionné dans la donation des îles du Cap Vert à l'infant Ferdinand ⁽¹⁵¹⁾, mais sans le titre de capitaine et sans qu'il soit dit qu'il fût déjà établi dans l'archipel. Mais en 1466 il y fait de la colonisation, puisqu'il reçoit l'autorisation d'importer dans l'île des noirs de Guinée comme esclaves et également de faire du commerce avec Madère et les Açores sans payer de droits ⁽¹⁵²⁾. De tels privilèges commerciaux avaient été octroyés à d'autres capitaines avant lui.

Revenons enfin au diplôme de 1486 pour Ferdinand van Olmen. Le roi Jean II y confirme un contrat passé le 12 juillet 1486 entre Ferdinand van Olmen et Joham Afonso do Estreito, dont le texte est reproduit ⁽¹⁵³⁾. Le Flamand est appelé «cavalleiro da casa del Rey nosso senhor e capitam na ylha Terceira», non pas «da ilha Terceira», ce qui montre bien que d'Ulmo n'était capitaine que d'une partie de l'île. (Il part «per capitam a descobrir a ilha das Sete Cidades per mandado del Rey nosso Senhor». Estreito est un habitant '(morador) de Madère. Dans le contrat on reprend un diplôme royal par lequel nous apprenons que van Olmen tient sa capitanie sur Terceira de Manuel, le futur roi Manuel le Fortuné, neveu de Jean II. Il a déclaré au roi «como elle nos (sc. au roi) queria dar achada huua grande ylha ou ylhas ou terra firme per costa, que se presume seer ia ylha das Sete Cidades, e esto todo aa sua propria custa e despesa». Il a donc l'intention de découvrir au nom du roi et pour lui, une grande île ou plusieurs îles ou même la côte d'un continent qu'il appelle, suivant la tradition, l'île des Sept Cités. Il semble évident que les doutes concernant la nature de ce territoire (grande île, plusieurs îles, côte d'un continent) prouvent qu'à ce moment des voyages portugais vers l'Amérique Centrale avaient eu lieu, mais que seules des côtes avaient été aperçues, sans qu'il y eût débarquement ou prise de possession. L'expédition se fera aux frais de van Olmen. Il demande qu'on lui donne l'île, les îles ou le continent que lui-même ou un de ses subordonnés découvrirait, qu'il s'agît de terres habitées ou non. Il y aura pleine juridiction, ainsi que l'appel des affaires de haute

⁽¹⁵¹⁾ iCf. ci-dessus, p. 25.

⁽¹⁵²⁾ iSenna Barcelos: *Subsidios para a historia de Cabo Verde e Guiné* (Lisbonne, 1899), p. 14.

⁽¹⁵³⁾ iRamos Coelho: op. cit. p. 58.

justice pénale et tous droits et rentes. Son successeur sera son fils aîné ou, s'il n'y a plus de fils en vie, sa fille aînée ou même, enfin, le parent le plus proche, homme ou femme. Le roi, par contre, aura le dixième de toutes les rentes et droits sur les terres à découvrir. Au cas où les habitants refuseraient de se soumettre, le roi enverra une flotte avec Ferdinand van Olmen comme «capitam moor» et ce dernier reconnaîtra le roi «por seu rey como nosso vasallo». Toutefois, étant donné le coût élevé de l'expédition, le Flamand cède la moitié de la capitanie et des terres à découvrir à Estreito, avec les droits que le roi lui a reconnus à lui-même. Les moitiés seront tirées au sort. Estreito peut céder sa part 'à qui lui plaît. Il doit, d'autre part, armer «duas caravellas boas de todo mantimento e cousas que lhe pertençem para tal armaçam». Le Flamand cherchera ces caravelles et les munira «com boos pillotos e marinheiros». Il paiera aussi les soldes. Estreito, lui, payera la loation des bateaux aux propriétaires. Tout doit être en ordre avant le mois de mars 1487 à Terceira. Les deux associés prendront chacun le commandement d'un navire et un chevalier allemand les accompagnera sur la caravelle de son choix ⁽¹⁵⁴⁾. Van Olmen naviguera pendant quarante jours dans la direction de l'ouest et Estreito le suivra en se conformant aux instructions écrites qu'il recevra du Flamand. Après 40 jours, Estreito prendra le commandement et van Olmen devra alors le suivre jusqu'à leur retour au Portugal. Dans les territoires découverts aucun des deux pourra édicter d'ordonnances administratives sans l'accord de l'autre et le roi interviendra, éventuellement, comme arbitre. C'est le droit portugais qui sera d'application. Estreito met immédiatement 6.000 réaux blancs à la disposition de van Olmen. Le roi confirme toutes ces dispositions.

Un second diplôme royal du 4 août 1486 accorde à Estreito les territoires qu'il pourrait découvrir lors de la seconde partie du voyage, c'est-à-dire après les quarante jours pendant lesquels van Olmen dirigera l'expédition ⁽¹⁵⁵⁾. Étant donné qu'Estreito équipe

(154), C'est Martin Behaim, qui résidait alors à Fayal. Il n'a vraisemblablement pas pris part au voyage, car il ne le mentionne pas sur son globe. Cf. S. E. Morison: *Portuguese voyages to America in the thirteenth century* (Cambridge, Mass. 1940), p. 45, n. 78.

>⁽¹⁵⁵⁾ *Ibid.*, p. 62.

les navires pour une période de six mois et que, après les quarante jours pendant lesquels le Flamand aura le commandement, la découverte se poursuivra jusqu'à la fin des dits six mois, et comme cela tend à «*acreçementamento da coroa rreal*», le roi lui donne satisfaction à condition que les terres découvertes l'aient été endéans les deux ans.

Comme Ta montré Morison, le voyage de van Olmen a été un échec vraisemblablement parce qu'il fut entrepris à une mauvaise saison. Il est cependant frappant pour la connaissance des distances que le Flamand ait prévu de naviguer vers l'ouest pendant quarante jours, alors que Colomb, cinq ans plus tard, eut besoin de 36 jours pour aller des Canaries aux Bahamas ⁽¹⁵⁶⁾. Quoiqu'il en soit, il s'en est vraisemblablement fallu de peu que van Olmen ne devînt le découvreur du Nouveau Monde ! En outre, les indications sur les 40 jours qu'il croyait nécessaires pour toucher des terres en naviguant vers l'ouest, montrent que les donations antérieures d'îles hypothétiques ont dû stimuler des voyages dans la même direction, voyages qui permirent de rassembler des idées sur la distance à parcourir. Enfin, on peut peut-être voir une dernière raison de l'échec de Van Olmen dans le fait qu'il aurait gouverné trop au nord-ouest et qu'il n'aurait donc pu profiter des vents alizés, comme le fit plus tard Colomb. C'est ce que suggère Las Casas dans un passage de *Y Historia de las Indias* (I, 13) où il est question du voyage de Hernán de Olmos à l'ouest de l'Irlande ⁽¹⁵⁷⁾.

'Différentes donations d'îles ont encore été faites avant la fin du siècle. Le 30 mai 1489 Jean II donne au duc de Beja le droit de commercer et le «*senhorio*» de la Guinée depuis le Cap de Ponta da Galé jusqu'à l'endroit où les premières relations commerciales avec le chef joloff Gudumel furent amorcées par Lourenço Díaz, habitant de Lagos et «*escudeiro*» d'Henri le Navigateur,

⁽¹⁵⁶⁾ iMorison: *op. cit.*, p. 48.

⁽¹⁵⁷⁾ «Item un marinero que se llamó Pedro de Velasco, gallego, dijo al Cristóbal Colon en Murcia que, yendo aquel viaje de Irlanda, fueron navegando y metiéndose tanto al Norueste, que vieron tierra hacia el Poniente de Ibernia, y esta creyeron los que allí iban que dlefoia de ser la que quiso descubrir un Hernán de Olmos, como luego se dira». Malheureusement Las Casas ne donne pas d'autres détails (Las Casas: *Historia de las Indias*, éd. Millares Carlo, t. I, Mexico, 1951, p. 69).

c'est-à-dire à 6 miles au delà du Cap Vert. La donation comporte tous les fleuves, îles et petites îles ⁽¹⁵⁸⁾. Une autre donation du roi Manuel à João Fernandes, du 28 octobre 1499, lui accorde la capitanie sur n'importe quelle île qu'il découvrirait ⁽¹⁵⁹⁾. Le 11 mai 1500, le même prince donne à Gaspar Corte Real les îles et territoires qu'il pourrait découvrir ⁽¹⁶⁰⁾.

Avant de terminer, je voudrais encore examiner deux diplômes de 1502 et 1506 pour des îles de l'Océan Atlantique. La première est une donation du roi Manuel, du 15 janvier 1502, à Miguel Corte Real ⁽¹⁶¹⁾. Celui-ci est «fidallguo de nossa cassa e nosso porteiro moor». Il a investi de l'argent dans une expédition de son frère Gaspar vers Terre Neuve, mais étant donné que son frère n'est pas encore de retour, Miguel demande l'autorisation d'aller à sa recherche, moyennant confirmation royale de l'abandon promis par son frère d'une partie du territoire à découvrir. Dans cette partie il aura la justice, les revenus et la capitanie. Au cas où son frère serait mort, le roi lui fait don de tout ce que son frère aurait pu découvrir.

Le 17 septembre 1506, un autre frère Corte Real, Vasqueanes, obtient un privilège analogue ⁽¹⁶²⁾. Le texte comprend la donation déjà mentionnée à Gaspar Corte Real de 1500 ⁽¹⁶³⁾. Celui-ci obtint «has capitánias com as cousas seguíntes, saber: a juridiçam civell e crime, com toda alçada e superioridade alta e baxa, sem d'elle nem de seus herdeiros e s'occes ores poderem apellar nem agravar em nemhun casso nem comthia que seia pera nos, nem pera outra nemhuua pessoa que nosso poder tenha». Ici donc, pas d'appel au roi; la justice est entièrement aux mains du donataire. Peut-être cela doit-il s'expliquer, comme dans quelques autres cas, par la distance ⁽¹⁶⁴⁾. Le roi se réserve seulement le droit d'envoyer un fonctionnaire dans les territoires de Corte Real pour contrôler sa gestion, sans que Corte Real puisse être suspendu. Il pourra bien être puni et il devra, éventuellement,

\⁽¹⁵⁸⁾ iRamos Coelho: op. *cit.*, p. 65.

<⁽¹⁵⁹⁾ *Ibid.*, p. 95.

i⁽¹⁶⁰⁾ *Ibid.*, p. 123. Cf. ci-dessous, |p. 40.

<⁽¹⁶¹⁾ *Ibid.*, *ip.* 131.

i⁽¹⁶²⁾ *Ibid.*, p. 150.

¡⁽¹⁶³⁾ Cf. ci-dessus, p. 40^

i⁽¹⁶⁴⁾ Cf. ci-dessus le diplôme pour Ferdinand van Olmen.

se rendre au tribunal royal dans ce but, tandis que son domaine sera entretemps régi par une personne qu'il désignera, mais qui devra avoir l'agrément -du roi. Le roi fera rédiger un forai dans lequel ses propres rentes sur le territoire seront déterminées. De ces rentes, Corte Real «touchera le quart. Si le roi faisait du commerce dans cette zone, un quart des rentes reviendrait au donataire. Cette clause jouera également si le roi afferme le droit d'y faire du commerce ou accorde des licences à cet effet. Au cas où le commerce serait libre, Corte Real pourra toucher seulement les droits normaux qui s'y rapporteront. Les moulins, le sel, les machines (engenhos), les conduites d'irrigation «e todo aquello que ios oapitaaes dias outras ylbas hora tem e hussarn per nossas doaçooes», tout cela lui appartiendra. Nous avons donc affaire ici à un diplôme qui décrit le contenu institutionnel type de la capitanie au début du XVI^e siècle. La succession régulière se fera par les mâles en ligne directe, mais la fille aînée également peut hériter s'il n'y a pas de fils, ou même le parent le plus proche, homme ou femme ⁽¹⁶⁵⁾. Il est expressément indiqué que la «ley memtall» qui exclut les femmes, ne joue pas. En fait, c'était le cas depuis longtemps pour les (donations de terres lointaines. Etant donné que Gaspar et Miguel Corte Real avaient entrepris l'expédition sur leurs propres deniers, que c'était aussi le cas pour Vasqueannes et que, «de plus, les deux premiers étaient décédés, leurs droits passeront à Vasqueannes et ses descendants, ainsi que ces droits étaient décrits dans les donations précédentes.

La concession de la capitanie était donc formellement considérée comme le paiement des investissements et du risque personnel que les découvreurs et les entrepreneurs de colonisation assumaient. Tel avait bien toujours été le cas antérieurement, mais jusqu'à présent cela n'était pas apparu aussi clairement que dans le diplôme que nous venons d'analyser ⁽¹⁶⁶⁾.

⁽¹⁶⁵⁾ ICf. la donation pour Van Olmen, ci-dessus, p. 3*8.

⁽¹⁶⁶⁾ Ramos Coelho: *op. cit.* p. 1152: «e avendo respecto e lembrança, como ho dicto Gaspar Corte Reall, seu irmão, foy ho primeiro descubridor das dictas terras, a sua propria custa e 'despessa, com muito trabalho e risco de sua pessoa, e domo finalmente com muitos creados e homes que consigo levava nisso acabou, e assi mesmo como depois Miguell Corte Reall, seu irmão, que foy nosso -porteiro moor, ymdo em busca do dicto seu irmão com navios e gemte, que a sua ipropria custa e despessa armou, no que gastou

*

**

Je termine ici la série non-américaine des concessions portugaises de territoires coloniaux dans la zone atlantique que je me suis proposé de passer en revue dans la présente étude. Bien entendu, pour obtenir une vue d'ensemble de l'évolution des formes féodales et domaniales de la colonisation portugaise dans la zone atlantique, il importe de poursuivre l'investigation pour le Brésil des capitannies et même de jeter un coup d'oeil sur l'Afrique continentale (167). Je ferai l'un et l'autre dans un volume qui paraîtra dans les travaux de l'Académie royale flamande des Sciences de Bruxelles.

Je voudrais néanmoins, en guise de conclusion provisoire, rappeler, dès à présent, quelques-uns des faits les plus importants que nous avons constatés.

'La plus ancienne tenure coloniale ici étudiée est celle concédée par le roi Ferdinand au Génois Lanzarotto Malocello. Elle nous a permis de voir que le système portugais de tenures coloniales s'est ébauché dès le XIV^e siècle, pendant ce que j'ai appelé ailleurs la première expansion coloniale portugaise, et non pas seulement à partir du XV^e siècle, comme on a cru généralement.

L'histoire des concessions coloniales aux Madères a été examinée en détail pour la période d'Henri le Navigateur. Nous avons

muito d'e sua fazemda, por buscar e achar e remir ho dicto seu irmão, e assi por nos servir no descu bri mento das ! dictas terras, em que trabalhou quanto possivell foy, no que outrossi a pos ho dicto seu hirmão falleço e acabou, e com elle muitos creados do seu pai e seus e do dicto Vasqueannes que comsigo levava; e esguardando isso mesmo como em todo este feicto ho dicto Vaasqueannes com sua propria fazemda, creados e homes seus sempre ajudou a hos 'dictos seus irmaãos, e ainda oje em dia de sua fazemda paga e satisfaz as dividas e carregos e obrigaçoões, que por esta caussa hos dictos seus irmãos leixaram, pellos quaaes respeitos dividamente he rrazam que o louvor e merecimento dos serviços em que hos dictos seus irmaãos suas vidas acabaram fique perpetuado no dicto Vaasqueannes Corte Reall e nos que d'elle descenderem, nos per esta (presenta carta decramos por socdesor da dieta nossa doaçam a ho dicto Vaasqueannes Corte Reall e a todos seus herdeiros e soccessores».

i(i87) Cf. ci-dessus, p. >16,

constaté que les formes domaniales et féodales de colonisation apparaissent alors avec (beaucoup plus de développement et de nuances qu'au XIV^e siècle et ce dans une connexion réciproque constante. En ce qui concerne ce que l'on peut appeler la politique personnelle de colonisation d'Henri le Navigateur, il est apparu que celui-ci a voulu profiter de la minorité d'Alphonse V pour assurer l'autonomie judiciaire de son domaine insulaire en écartant l'appel au tribunal royal. Tentative vouée à l'échec aux Madères, mais reprise aux Açores avec une persistance qui a laissé des traces jusque dans le testament du Navigateur en 1460. De même, un conseil particulier d'Henri pour l'administration de Madère est apparu dans un acte de 1457. Je me propose de revenir ailleurs sur ces tendances à l'autonomie relative des possessions insulaires des princes portugais, non seulement pour l'époque de Henri le Navigateur, mais aussi pour les dernières décennies du XV^e siècle.

Nous avons noté également que, si la *sesmaria* est attestée expressément pour la première fois à Madère en 1457, la pratique en remonte à 1440 au moins. Mais ici encore il est indispensable de tenir compte de l'évolution postérieure à l'époque que nous avons envisagée pour tracer un tableau d'ensemble.

En ce qui concerne les Açores, je me suis efforcé (aussi d'apprécier à leur juste valeur le rôle des tenanciers flamands de la couronne portugaise dans leur colonisation au XV^e siècle.

Enfin, je crois que le fait d'avoir traité d'ensemble les concessions d'îles et de terres à découvrir dans l'Atlantique occidental pendant les dernières décennies du XV^e siècle, ouvre des perspectives nouvelles non seulement sur l'évolution de la tenure coloniale conformément à l'esprit des institutions de l'époque, mais aussi sur l'importance réelle des navigations portugaises en direction de l'Ouest vers ce moment. De ce point de vue également, plus d'une question mérite d'être reprise ultérieurement, car il paraît bien que dans l'histoire de ces navigations on n'ait pas toujours suffisamment combiné les données cartographiques et narratives avec les sources diplomatiques. Mais ici, comme pour plusieurs autres aspects, l'analyse de l'évolution institutionnelle doit nécessairement précéder la construction d'ensemble. En ce qui concerne cette évolution, il apparaît cependant dès le XV^e siècle que les entrepreneurs de colonisation voyent surtout dans les concessions coloniales une récompense de leurs prestations, récompense que les plus impor-

tants d'entre eux essayent de rendre aussi effective que possible en accroissant leur autonomie. La couronne, par contre, s'efforce, et presque partout avec succès, de réduire cette dernière aux proportions qui conviennent au prestige et à l'autorité de la monarchie centralisée et de plus en plus absolue.

CHARLES VERLINHEN

Professeur à l'Université de Gand

Directeur de l'Academia Belgica
(Rome)

D. Henrique e a abertura da Fronteira Mundial

/. O conceito de Fronteira e de Fronteira Mundial

A historiografia norte-americana deve a Frederick Jackson Turner a libertação do domínio europeu. Em 1889, Turner afirmava que a história dos Estados Unidos estava sendo escrita do ponto de vista da costa atlântica e que a ocupação da bacia do Mississipi não encontrara, ainda, seu historiador. A história geral dos Estados Unidos, dizia, devia ser construída partindo-se do facto que o centro de gravidade da nação atravessava as montanhas nessa grande região (*).

Quatro anos depois, na Associação dos historiadores Norte-Americanos, Turner lia seu ensaio *The significance of the frontier in American history* (2), que revolucionaria o escrito histórico norte-americano por muitas décadas. Sustentava ele que a história da colonização do Grande Ocidente (norte-americano) e que a existência de uma área de terra livre, seu contínuo recolhimento e o avanço da colonização para o ocidente explicavam o desenvolvimento norte-americano. Houvera um constante retorno às condições primitivas nas fronteiras em contínuo avanço. Este perene renascimento, esta fluidez da vida norte-americana, esta expansão ocidental, com suas novas oportunidades, este permanente contacto com a simplicidade da sociedade primitiva haviam forjado a força dominante do carácter americano. Consequentemente, o que é

1) *The Early Writings* of *Frederick Jackson Turner*, IMadison, 1938, pág. 22.

(2) iPrimeiro publicado in *Annual Report*, 1893, Washington, 1894, e depois in *The Frontier in American History*, New York, 1920, várias vezes reeditado.

caracteristicamente norte-americano deriva da fronteira, das condições da fronteira.

A concepção de Turner exerceu enorme influencia sobre a historiografia norte-americana e é o foco de vasta bibliografia de panegírico, de interpretação, de controvérsia e de análise. Também no Canadá, na Austrália, na África do Sul, a ideia de fronteira, influenciando decisivamente na vida, na cultura e na formação institucional, vem sendo estudada e analisada, numa aplicação do conceito de Turner às histórias nacionais. Haveria sempre, em cada uma dessas zonas, um pequeno Oriente e um grande Ocidente, que vai sendo reduzido aos poucos, num longo processo histórico. Assim, todos os estudiosos de países de fronteira devem considerar o princípio da fronteira.

iCoube ao Professor Walter Prescott Webb, decano da Universidade do Texas, ex-Presidente da Associação dos Historiadores Norte-Americanos e autor de numerosa e excelente obra sobre a história dos Estados Unidos, ampliar o conceito de fronteira e apresentar, em 1952, em seu livro *The Great Frontier* (3), um desenvolvimento universal da tese nacional de Turner. Depois de explicar que o conceito norte-americano de fronteira não é o limite que separa Estados soberanos, mas a área livre que pode ser ocupada; que o movimento de fronteira é a invasão de terras desocupadas, próximas ou contíguas às já ocupadas, num movimento de cidadãos ou civis; que este processo se iniciou em 1607, mas cresceu no século dezanove e findou por volta de 1890, quando deixaram de existir terras livres, Webb sustenta que a fronteira, que tanto influiu na história dos Estados Unidos, é o factor determinante da moderna civilização ocidental. Não foram os Estados Unidos a única nação que teve acesso às terras devolutas e o conceito de fronteira deve ser ampliado e aplicado universalmente, pois existiu também uma fronteira europeia.

A Europa tinha uma fronteira, no sentido turneriano, antes de se iniciar a colonização americana ; fronteira muito mais ampla que a dos Estados Unidos, que nela se incluía, e a maior que o mundo conheceu. Essa fronteira foi tão importante como condição determinante da vida e das instituições europeias quanto a fronteira norte-americana na elaboração da história dos Estados Unidos.

(3) (Boston, Houghton Mifflin iCo., 1952. 4(34 págs..

A historia europeia seria diferente sem essa fronteira aberta pelos pioneiros e o seu fechamento, modernamente, encerra um período histórico.

Para melhor formular sua hipótese, Webb adoptou duas unidades: a da Europa, ou Metrópole, e a da Fronteira, que se lhe opõe; uma, região civilizada, e a outra consistindo num processo em movimento para ocupar terras virgens, com todos os efeitos sobre os que se movimentavam e um efeito reflexo sobre as antigas regiões donde se originavam os conquistadores e colonos. A Metrópole, segundo Webb, compreendia todo o mundo conhecido, *excepto a Ásia*, que era vagamente conhecida e não faz parte da sua argumentação. A Grande Fronteira consistia, portanto, de três e meio continentes (4) e milhares de ilhas descobertas por Colombo e seus associados. Não há necessidade, diz ele, de mostrar as condições de vida em 1500, nem demonstrar que a sociedade é estática, dividida em classes bem definidas. Havia grandes pressões sobre os meios de subsistência, a alimentação era reduzida e não podia o povo libertar-se daquele mundo encerrado em si mesmo. De repente, veio o milagre, não o céu, que somente se alcançava pelos portais da morte e que oferecia esperança às massas da Metrópole, mas a mudança de tudo, com o emancipador trazendo ricas doações de terras e mais terras, de ouro e prata e novos alimentos. A Europa, a Metrópole abriu a porta da Grande Fronteira e dentro havia tesouros nunca sonhados, suficientes para enriquecê-la. O longo problema de um povo meio esfomeado havia sido resolvido, numa perspectiva muito além da compreensão humana.

Colombo, o navegador genovês a serviço da Espanha, é apontado como o símbolo, como a chave que abriu a porta de ouro do Novo Mundo. Nós sabemos, porém, que ele era apenas um dos vários exploradores portugueses, espanhóis, ingleses, holandeses, escandinavos, homens todos da Metrópole e não de um país. Num curto período, Colombo e seus companheiros ergueram as cortinas da ignorância e revelaram à Metrópole três novos continentes, uma larga parte de um quarto, e milhares de ilhas dos oceanos. Trou-

f(4) *The Great Frontier*, pág. 9 No continente negro, só compreende a União Sul-Africana. Vide também do mesmo autor *The Western World Frontier*, pág. 103, separata de *The Frontier in Perspective*, editada por Walker D. Wyman e Clifton B. Kroeber, The University of Wisconsin Press, 1957.

xeram tudo isto — continentes, oceanos, ilhas e as depositaram, como um presente, aos pés da Metrópole empobrecida. O que trouxeram era a Grande Fronteira, um novo ingrediente na história. Era uma vasta propriedade que repentinamente era concedida à Metrópole e esta, como nova proprietária, devia decidir o que dela fazer.

Em primeiro lugar deve-se considerar que a Fronteira era cinco ou seis vezes maior que a Europa, e que piráticamente ninguém (!) nela vivia. Fora uns poucos habitantes primitivos, cujos direitos não foram e não necessitavam ser respeitados, era toda ela uma terra devoluta. Esta era boa para tudo e dela tudo se extraía: ouro e prata, peles e alimentos, na quantidade que se desejasse, bastando ter espírito de aventura e capacidade de trabalho. Pairando como um subproduto obtinha-se um extraordinário grau de liberdade. Mas imediatamente as divisões da Europa projectaram-se nas divisões da Fronteira e cada país tomou uma porção desta maior que ele próprio.

(Das guerras de eliminação que se sucederam entre 1689 e 1763 emergiram os três grandes Poderes Europeus—* Inglaterra, França e Espanha—como os grandes proprietários do mundo da Fronteira. Seu sucesso foi mais aparente que real, pois em menos de cinquenta anos a Inglaterra tinha perdido seu principal troféu, enquanto a Espanha e a França perdiam praticamente tudo. Embora por volta de 18)20 a Metrópole houvesse perdido seus títulos à maioria das novas terras, não perdera os benefícios que a Fronteira exercera sobre os velhos países. A Europa continuava a participar da riqueza e da oportunidade que a abertura da porta dourada possibilitara. A dominante influência da fronteira sobre a Metrópole, na civilização ocidental, é de tal importância que exige um tratamento especial.

Sustenta ainda Webb a hipótese do rápido crescimento da história moderna, motivada pela descoberta e abertura da fronteira. Qual era o carácter essencial da fronteira? Ela era, inerentemente, um vasto corpo de riqueza sem proprietários. De repente, esta grande área tornou-se acessível ao povo constrangido e empobrecido da Metrópole. Um fluxo crescente e contínuo de riqueza precipitou na Metrópole um pleno desenvolvimento dos negócios como o mundo antes nunca conhecera e provavelmente nunca mais iria conhecer de novo. Esse desenvolvimento iniciou-se quando

Colombo voltou da sua primeira viagem, cresceu vagarosamente e continuou em passo acelerado até que a fronteira desapareceu por volta de 1890 ou 1900. Pode-se dizer, assim, que o pleno desenvolvimento durou cerca de quatro séculos. A interação entre a Metrópole e a Grande Fronteira é uma das mais importantes chaves para a compreensão da moderna civilização ocidental. Várias instituições económicas, políticas e sociais foram criadas para atender às condições de pleno desenvolvimento.

A ideia-mestra de Webb consiste em considerar a fronteira como o factor predominante, e em acentuar que, após as descobertas, outros factores importantes, como o crescimento da população, a acessibilidade de terras e o aumento do capital começaram a favorecer o pleno desenvolvimento. As consequências da fronteira sobre o credo do homem europeu, que ele vê através de seus olhos norte-americanos, constituem outra história e resumem ou desenvolvem as ideias de Turner. Mais importantes, mas sem interesse para esta comunicação, são as consequências da Grande Fronteira sobre a Metrópole, especialmente em matéria de aquisição de propriedades imóveis e do direito.

A tese de Webb tem merecido muita atenção na historiografia de língua inglesa. No Segundo Congresso Internacional de Historiadores dos Estados Unidos e do México, realizado em Austin, em Novembro de 1958, sob os auspícios da Universidade do Texas, dedicou-se toda uma sessão ao conceito da Grande Fronteira. Como um dos comentadores daquela sessão, tive oportunidade de observar que a hipótese de Webb era mais uma tentativa de definição de um período histórico. Para isso, ele se isolara de todas as explicações anteriores e não quisera, voluntária ou involuntariamente, conhecer as linhas tradicionais da bibliografia histórica europeia sobre a formação do mundo moderno. A literatura de que se serviu é mais norte-americana que anglo-americana; dos estudos sobre a formação do «capitalismo» como período histórico conhece especialmente os de Earl J. Hamilton. Parece também que o conceito «capitalismo», como período histórico, lhe repugna, pois não se vê conexão entre seu conceito e este, que tanto tem prevalecido na bibliografia histórica deste último sléculo. Pelo paroquialismo das ilustrações, ou pela insistência em universalizar factos peculiares ou específicos da fronteira dos Estados Unidos, a tese de Webb parece uma concepção

texana da história moderna mundial. Mas apesar de originar-se de uma observação factual da história norte-americana e de basear-se em informação bibliográfica restrita, não se isola, não se confina nos limites do quadro histórico norte-americano; ela se amplia e expande, até chegar à abstracção de uma teoria geral do período histórico de 1500 a 1900, constituindo-se num quadro geral da história do mundo moderno ⁽⁵⁾.

Como disse o Professor W. K. Hancock, da Universidade 'Nacional da Austrália, e também participante daquele Congresso, Turner proclamou a significação da fronteira na história dos Estados Unidos; Webb proclamou sua significação na história mundial ⁽⁶⁾.

Segundo Webb, o período histórico que se abre com as descobertas caracteriza-se por uma nova força, um novo ingrediente histórico, a Fronteira Mundial, que gera, por sua vez, a prosperidade da Metrópole. Se aceitarmos esta ideia, sem as limitações da Fronteira desfalçada da África Tropical e da Ásia, ou restrita às terras devolutas, mas preenchida dos países populosos do Oriente; se evitarmos o paroquialismo norte-americano, que lhe tira a universalidade; se não determinarmos que o *boom* se iniciou com Cristóvão Colombo, cuja viagem foi uma decepção do ponto de vista económico e da Metrópole; se evitarmos a explicação isolada da Fronteira, como factor único do processo evolutivo da história moderna, poderemos considerar a abertura da Grande Fronteira como um novo factor que se une aos factores já conhecidos, que deram nascimento ao mundo moderno: a Reforma, a descoberta da América, a descoberta da passagem para as Índias Orientais pelo Cabo da Boa Esperança, a revolução dos preços e o capitalismo.

Apesar das críticas sustentadas, especialmente sobre a divisão da Metrópole e da Fronteira, a verdade é que no século quinze há uma Fronteira Única e a Metrópole está representada pela Península Ibérica, na qual é Portugal o pioneiro, liderado por D. Henrique. Os portugueses, conduzidos por D. Henrique, são,

!⁽⁵⁾ José (Honório Rodrigues, *Webb's Great Frontier and The Interpretation of Modern History*, comunicação apresentada ao UI Congresso Internacional de Historiadores dos (Estados Unidos e do México. Universidade de Texas, Austin, Novembro de 1958, mimeografado, '7 ipágs..

I⁽⁶⁾ *The Moving Metropolis*, comunicação apresentada ao II Congresso Internacional 'de Historiadores dos Estados Unidos e do México. Universidade de Texas, Austin, Novembro de 1938, mimeografa'do, pág. 1.

como disse o Professor J. H. Ferry (7), os guias de toda a Europa, e a eles cabe abrir a fronteira dos mundos não europeus, e possibilitar o início do progresso europeu, que Adam Smith atribuiu a esta iniciativa.

Webb construiu sua tese na base de duas ideias capitais, a de Turner, de que o desenvolvimento norte-americano se deve à existência de um grande ocidente livre e desocupado (apesar dos índios), e a de Adam Smith, de que a descoberta da América e a da passagem para o Oriente pelo Cabo da Boa Esperança foram os dois maiores e mais importantes acontecimentos registados na história da humanidade (8). Daí lhe vem a «boom hypothesis», ou seja a do rápido crescimento da história mundial pela fronteira, não só americana, mas mundial, excluídas a Ásia e a África Tropical. Não creio que nela se inspirasse directamente, mas atento à observação de Earl J. Hamilton (9), que observara ser a afirmação de Smith um exagero, a menos que tivesse se referido aos efeitos destes dois acontecimentos sobre as origens do moderno capitalismo, um dos mais importantes desenvolvimentos históricos, e neste caso seria incontrovertível.

Bem disse, em uma de suas observações críticas o Professor Hancock, que não era possível querer dar uma significação mundial à Fronteira, excluindo a Ásia e a África Tropical (10). Porque reduzir essencialmente a fronteira mundial à fronteira americana é que Webb data de Colombo o início da expansão económica europeia. A parte dominante na promoção do grande «boom» foi a princípio portuguesa, com o Oriente, e mais tarde espanhola, com as minas de Potosi. Na verdade, a viagem de «Colombo foi uma decepção; ele não trazia senão uns pobres índios e nenhuma especiaria. Verdadeiro sucesso foi, na época, a viagem de Vasco da Gama: ele trazia aquelas especiarias que a Europa tanto desejava;

(7) *Europa y su expansión del mundo*, «Breviarios», Fondo de Cultura Económica, 1952, pág. 3'2.

(8) *An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations*, 1.ª ed., 1776. Ed. de Londres, 1904, págs. 1^5-126.

(9) «El tesoro americano y el florecimiento del capitalismo (15W-1I7I0K>)\», in *El florecimiento del capitalismo y otros ensayos de historia económica*, Madrid, Revisita die Occidente, 1942, pág. 3. ¡Publicado originalmente na revista *Económica*, 1929, págs. 33'8-3'5'7.

(10) *The Movin: Metropolis*, traf. cit., pág. 7,

completara o cerco do mundo árabe, a comunidade mais ameaçadora para a Europa; permitira o comércio oriental, ampliando as possibilidades do progresso comercial; rompera definitivamente as fronteiras que limitavam a actividade humana e inaugurara a grande política mundial. A entrada do barco de Vasco da Gama no porto de Lisboa em Setembro de 1499, trazendo as especiarias das índias, a chegada ao estuário do Tejo, em Junho de 1501, de cargas importantes, o lançamento da âncora em Antuérpia, -em 24 de Agosto de 1501, do primeiro navio vindo de Lisboa carregado de pimenta e de canela, e a descarga, em Falmouth, no fim de 1503, de cinco barcos portugueses que traziam trezentas toneladas de especiarias de Galecut, marcaram a abertura de uma nova rota comercial entre os países do Ocidente e as regiões produtoras; uma rota marítima directa, sem baldeação, pelo Oceano, controlada pelos portugueses. Era o começo de uma nova era, com a fronteira em movimento alargando-se desde a tomada de Ceuta em 1415.

(Portanto, se se quer falar de fronteira mundial, não se pode esquecer a figura mais destacada das primeiras etapas da expansão ultramarina portuguesa, nem se pode dar a ela, como o fizeram muitos cronistas e historiadores, o segundo lugar depois de Colombo. Isso, disse G. Friederici, seria comparar termos desiguais. D. Henrique, não pertence à série de navegadores, como Colombo, Vespúcio, Caboto e outros, mas à classe dos grandes organizadores conscientes e dos enérgicos príncipes do Renascimento, de um Luís XI, de um Fernando, o *Católico* ⁽¹⁾). Foi sob sua direcção que se iniciou uma nova estratégia mundial, política, económica e militar, e da qual a exploração da costa ocidental africana e das ilhas atlânticas não foi senão o primeiro passo ⁽²⁾).

2. D. Henrique e a Fronteira Mundial

Como acentuou Toynbee, Portugal e a Espanha representavam o limite da Cristandade Ocidental, frente à Sociedade Siríaca, em sua fase final, isto é, quando os árabes recriaram o Estado Uni-

⁽¹⁾ . *Der Charakter der Entdeckung und Eroberung Amerikas durch die Europäer*; Stuttgart, 1913*6, vol. 2, pág. 95.

⁽²⁾ J. H. Perry, *ob. cit.* ipág. 12.

versai Muçulmano, no sétimo século da era cristã. Há duas feições características desta fronteira. Em primeiro lugar, foi então que o Cristianismo Ocidental sofreu forte pressão de uma civilização alie-nígena; em segundo lugar, coube exactamente a Portugal, respon-dendo a esta pressão, representar um papel preponderante na expan-são da civilização ocidental ⁽¹³⁾. Assim a Ibéria era o limite da civilização ocidental e o mundo afora a fronteira contra a qual avançaria Portugal, chefiado ,por D. Henrique.

O estímulo do embate provocou os avanços sobre a fronteira mundial. No encontro das duas civilizações, a síriaca (muçulmana, turca e árabe) e a ocidental, coube a Portugal flanquear, como Estado, pela primeira vez, e circundar o poder árabe, para abrir para o Ocidente a fronteira do mundo. Por isso reconhece Toynbee que «os pioneiros ibéricos [verdadeiramente portugueses] realiza-ram para a Cristandade Ocidental um serviço sem paralelo» ⁽¹⁴⁾. Eles expandiram o horizonte e, conseqüentemente, o domínio da Sociedade Ocidental de um obscuro canto do Velho Mundo até abraçar todas as terras habitáveis e todos os mares navegáveis. Foi devido a esta energia e iniciativa ibéricas que a Cristandade Ocidental cresceu, como o grão da mostarda semeada, da pará-bola, até tornar-se a Grande Sociedade: uma árvore em cujos ramos todas as nações da Terra se aninharam.

O mundo ocidentalizado de hoje, diz Toynbee, é uma realização dos pioneiros ibéricos da Cristandade Ocidental; e a energia oci-dental que praticou este feito foi despertada, sustentada e levada a maior intensidade ,pelo desafio da pressão síriaca sobre o «front» ibérico. Os navegantes portugueses e espanhóis que se tomaram presentes por todo o Mundo no primeiro século de nossa idade moderna (c. A. D. 1475-1575) foram os herdeiros dos fronteiros cujos espíritos tinham sido fortalecidos por trinta gerações de lutas estrénuas contra os Mouros nos limites ibéricos ⁽¹⁵⁾.

Destes limites voltaram antes os Francos para o coração da Gália, quando da conquista árabe; mais tarde, sob a liderança de Carlos Magno, eles fizeram sua ofensiva no lado ibérico dos Pirenéus, onde juntaram forças com os remanescentes dos Visigodos.

⁽¹³⁾ Arnold Toynbee, *A study o/ history*, Oxford University Press, UI, 202.

⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, II, 204.

⁽¹⁵⁾ *Ibid.*, II, 204.

na fortaleza «das Astúrias; assim, várias vezes era o limite do Ocidente que recuava diante da ofensiva muçulmana. Portugal e Castela foram, então, as fronteiras do mundo árabe. A reviravolta não é o fruto de Colombo, porque, já então, estava o Ocidente, deste lado, em ofensiva, avançando, atacando para abrir, para o Ocidente, as novas fronteiras do Mundo, as novas fronteiras da América, e as novas fronteiras dos novos caminhos que cercaram o mundo árabe, a comunidade mais ofensiva, para quebrar-lhe a força, e oferecer à Europa os recursos da África e do Oriente, que lhe dariam rápido e pleno crescimento.

A europeização do mundo é iniciativa portuguesa. Foi o crescente comando dos mares que permitiu o avanço, o movimento contínuo e crescente, o encontro e a vitória da civilização ocidental. Todo processo de crescimento da civilização ocidental, na fase moderna, deve-se especialmente a Portugal, e o herói que o lidera é D. Henrique. A conquista progressiva dos mares para fins práticos resulta na expansão geográfica; nem o mundo árabe, nem os mares constituem mais limites; são fronteiras que pedem exploração e conquista, avanço e integração. Cabe, então, a Portugal quebrar as muralhas, romper as defesas, forçar a entrada no mundo árabe, abrindo assim o mundo africano à Europa; explorar o oceano, vencer o mar, resolvendo os problemas da navegação, inventar o bateo «apropriado — um avanço tão rápido que durante três séculos pouco mais se criou neste género, para produzir todos os efeitos sociais da europeização do mundo. A ocidentalização é um movimento titânico, o mais importante fenómeno social dos tempos modernos, que só hoje vê seu fim próximo. Portugal, sob a direcção de D. Henrique, não só «transferiu o campo de acção e luta, como abriu o caminho para o esforço hercúleo do Ocidente, na elaboração de seu renascimento, e aboliu a soberania parvoquial europeia.

Não é possível datar todo o progresso económico, que Smith e Keynes atribuíram a Portugal e à Espanha, da descoberta da América por Colombo ou simplesmente da existência para o europeu da fronteira americana, como o faz Webb, embora procurando dar a esta fronteira uma natureza mundial, pelo acréscimo das ilhas e da África do Sul. Nasce tudo com D. Henrique, que inicia uma lida Heróica, e tenta estabelecer um Estado Universal, o primeiro desde o Império Romano. Uma civilização com possibili-

dades de avançar por mares nunca antes navegados subjuga, aniquila, vence e amplia fronteiras. No estágio do crescimento ela abre uma soleira que lhe oferece fácil acesso. Não importa que se limite às costas, pois a superioridade agressiva — o canhão e o soldado de infantaria, usados pelos portugueses— tende a ser neutralizada pela desvantagem crescente da grande distância da base de operação do agressor. D. Henrique irradia o poder europeu a extremidades desconhecidas. O império Romano se estendia do Mar Nórdico ao Negro; os portugueses e logo depois os europeus em geral têm diante de si uma fronteira que se estende do Atlântico ao Indico. As Cruzadas foram um longo período de educação, um prelúdio necessário à Idade Heroica de conquista marítima e de abertura de uma imensa fronteira de expansão e exploração, que D. Henrique inaugurou em 1420 e desabrocharia em sua totalidade por volta do século dezanove.

A emergência do moderno se deve a Portugal, conduzido por D. Henrique, que amplia o horizonte físico e mental da Europa. O encontro entre a Cristandade Ocidental e o Oriente foi promovido por um dos mais jovens e audaciosos filhos da civilização ocidental. Turcos e árabes bloqueavam todas as linhas terrestres de acesso às fronteiras da África e da Ásia. Foi este bloqueio que provocou a resposta ocidental, dada por Portugal, cercando, com a navegação de Vasco da Gama, continuação da obra de D. Henrique, o mundo islâmico.

Os navegantes portugueses descobriram a Madeira em 1420 e os Açores em 1432, desembarcaram em Calecut, em 1498, comandaram os estreitos de Malaca em 1511, e atingiram, em 1516, Cantão, e em 1542-45 as costas do Japão. Num século o empreendimento português não só estorvava a expansão islâmica para o Ocidente, como retirava do mundo árabe o domínio do Mar Indico. Como disse Toynbee, o bloqueio da Cristandade Ocidental pelo mundo árabe tinha sido não só flanqueado por terra, como invertido num bloqueio do mundo arábico pelo cristão, pelo comando do mar pelos portugueses. Por terra e pelo oceano ubíquo abriam os portugueses a mais vasta fronteira que a Cristandade Ocidental conhecera e pela qual se iniciaria a europeização ou ocidentalização do mundo e o conseqüente «boom» ou o rápido crescimento económico europeu.

Uma vasta fronteira para uma Metrópole única que se movia, dividida, e dividida impunha domínios seccionais da fronteira única.

Não importa que mais tarde perdessem os portugueses para seus rivais ocidentais, holandeses, ingleses e franceses, seu começo de império na África e no Oriente. São eles os abridores da fronteira; são eles os iniciadores do rápido progresso económico europeu. Já em 1578, quando D. Sebastião tentara completar a conquista de Marrocos, pagara sua agressão não só com a vida, mas com a própria independência de seu país, por sessenta anos. Os portugueses constituíram-se na primeira onda de invasores ocidentais, provocando, é verdade, a estagnação comercial do Mediterrâneo durante trezentos anos, depois da conquista do Oceano até a construção do canal de Suez, em 1869, mas promovendo, com suas funções móveis, flexíveis e dispersas por toda a fronteira mundial, o crescimento económico da Europa.

A fronteira não é, assim, uma terra desocupada, vazia ou devoluta; é também uma terra ocupada e populosa, que o mundo ocidental em marcha explora e contra a qual investe para fins de expansão económica. Nenhum investigador das actividades metropolitanas, como navegação, comércio e investimento, escreveu Hancock nas suas críticas a Webb ⁽¹⁶⁾, deixaria de incluir na fronteira os países populosos, nem omitiria, no seu exame sobre os efeitos da fronteira no crescimento acelerado dos povos europeus, países como a Índia ou a África Ocidental. Vêm a propósito as palavras do soldado de Diogo do Couto: «Dizei-me, senhores, há hoje no mundo terra mais fronteira, e em que seja necessário andarem as armas mais na mão que a Índia ?» ⁽¹⁷⁾ Ele «invernara vários invernos em fortalezas fronteiras», impondo o caminho da procissão ocidentalizadora, portuguesa e europeia. Já então se percebia a diferença de uma e outra fronteira, índica ou africana, esta mais parecida com a América, habitada por primitivos, ou vazia (*empty*), na caracterização de Tumer ou Webb.

Logo após a volta de Pedro Álvares Cabral, quando D. Manuel tomou o novo título de Senhor da Conquista, Navegação e Comércio da Etiópia, Arábia, Pérsia e Índia, teve conselho se seria proveitosa a ele uma conquista tão remota e de tantos perigos. Mas as pessoas notáveis que aprovaram este descobrimento de terras

⁽¹⁶⁾ *The Moving Metropolis*, mimeografado, pág. 7.

⁽¹⁷⁾ *O Soldado Prático*, ed. de Rodrigues Lapa, Livraria Sá da Costa, Lisboa, 1937, pág. 144.

populosas sabiam a diferença entre «descobrir terra não sabida, parecendo-lhe ser habitada de gentio tão pacífico e obediente como era o de Guiné e de toda a Etiópia, com que tínhamos cornunicação, que sem armas ou outro algum apercebimento de guerra por comutação de cousas de jquouco valor havíamos muito ouro, especiaria, e outras de tanto preço, e outra cousa era consultar se seria conveniente e proveitoso a este reino, por razão do comércio das cousas da índia, empreender querê-las haver por força de armas» (18).

Mas tamanho foi o ganho das mercadorias e tão grandes os proveitos no retorno (5, 10, 30 e até 50%), que o bem do proveito prevaleceu no Conselho. «Finalmente», acrescenta João de Barros, «el-rei se determinou, que pois Nosso Senhor lhe abra este caminho nunca descoberto, no qual seus antecessores tanto trabalharam, por continuação de setenta e tantes anos, ele o havia de prosseguir, e mais vendo ser já maior o fruto dele, naquela primeira ida de Pedro Alvares, do que eram os trabalhos passados e temores do que estava por vir. Quanto mais que as grandes cousas (e principalmente esta de que toda a Europa se espantou), não se podiam conseguir senão por muitos e mui vários casos e perigos, dos quais exemplos o mundo estava cheio, por ser cousa mui racional que os grandes edificios, para serem perpétuos e firmes, sobre profundos alicerces de trabalho se fundam» (19).

A descoberta do caminho marítimo para a Índia Oriental rematou dignamente o século em que se desvendou um novo mundo, se inventou a imprensa e ressurgiram a literatura e a arte antigas. Portugal, primeiro que qualquer outra nação, enfrentou o problema de que séculos tinham enfileirado os dados; quase cem anos consome em resolvê-lo; resolve-o. O momento de glória e triunfo que o transfigura se inicia e é presidido no esforço de 14/20 a 1460, pelo Infante D. Henrique. Seu pensamento era romper a dependência económica em que se aohava a Cristandade do Egipto. A senda aberta por D. Henrique guiou os reis que sucederam, apesar das seduções por outras vias e do sucesso de Colombo. Duas vastas fronteiras se abriram à exploração europeia, mas a Índia foi

(18) João do Barros, *Décadas*, ed. de António Baião, Livraria Sá da Costa, Lisboa, 11945, vol. I, >188.

(19) *Ibid.*, ipág. 192.

o objectivo inicial desejado e procurado e a América o casual e inesperado. Índia não designava, como hoje, a vasta península asiática, banhada pelo Oceano Indico, inserida entre o Indo, o Himalaia e o Ganges. Designava então mais terras, todas que se contavam de Madagáscar e Sofala a Oeste, até terminar no mundo de águas que Magalhães chamou Pacífico. Era essa fronteira aberta que a Europa desejava, para animar o comércio, estagnado pela submissão aos muçulmanos. A existência de um continente novo, e a não identidade entre o Oceano Atlântico e o mar que banhava a China e a Índia ao oriente só se tornou clara em 1513', quando Vasco Nunes Balboa descobriu o Pacífico. Por tudo isso, o 20 de Maio de 1496, quando Vasco da Gama chegou a Calecut, representa uma das maiores datas da história humana, pelas consequências que trouxe — o aniquilamento económico do muçulmano, o domínio da navegação, o deslocamento da história das margens do Mediterrâneo.

Em Setembro de 1499 Gama chegara a Belém, realizando o objectivo tão longamente desejado e tão seguidamente preparado. O sucesso foi extraordinário, pela chegada dos artigos que, estes sim, -eram verdadeiramente índicos, e não como os que Colombo e seus companheiros traziam e que nada tinham de comum com aqueles; e ainda pelos preços fabulosamente baratos por que chegavam a Portugal, comparados com as exorbitâncias que reclamavam egípcios e venezianos. Se Vasco da Gama gastou dois anos e dois meses, Cabral fez sua viagem em pouco mais de dezasseis meses, e os lucros da carga, a mais rica que jamais subira o Tejo, foram enormes. Agora, escreve Oscar Peschel, são os portugueses os senhores incontestes do Oceano Índico. Dominaram os maiores portos com fortalezas que tinham erigido; o comércio árabe estava aniquilado; o comércio Índico-arábico movia-se passando pelos seus canhões. Nem um barco se podia ver naquelas águas sem passaporte português, senão seria tratado como pirata. As cidades que os árabes plantaram na Costa de Moçambique tornaram-se suas tributárias, suas esquadras inquietavam os Golfos de Aden e Persa e abocavam o mar Vermelho. Os mercadores europeus, agora, só podiam comprar as especiarias em Lisboa. Este senhorio marítimo podia afirmar-se sem grande esforço, pois desde o aniquilamento da esquadra egípcia não havia mais frota asiática de guerra deste lado do Cabo Comorim, e devia transcorrer um

século antes das potências marítimas europeias inquietarem os portugueses naquelas águas remotas. Possuíam ainda os marinheiros mais ousados do mundo, e a nação respirava o fogo de uma era de heróis, pois os anais de suas conquistas índicas eram aviventados por feitos grandiosos e proezas descomunais ⁽²⁰⁾. Em 1528 D. Jorge de Meneses descobria Nova Guiné, o ponto extremo das navegações portuguesas, que nunca chegaram até à Austrália Continental.

Toda essa atividade imensa, multiforme, heroica, abria para a Europa, a Metrópole, as fronteiras do mundo. Cabe a iniciativa a um filho de Rei que o acaso do nascimento privou do trono, e que estendera sua vista para o mar. Estabelecera-se num recanto em que a Europa termina, convocara mestres, reunira discípulos e, olhando o Oceano infindo, viu os domínios que ninguém lhe disputara e atirou seus soldados à conquista. Era D. Henrique, o quinto filho de D. João I, o vencedor de Aljubarrota. Não lhe foi concedida bastante vida para assistir ao triunfo de seu plano de alcançar a Índia pela África. Foi D. João II, em 1481, que lhe encarnou o espírito e realizou o sonho de fazer de Portugal o senhor das terras e dos mares nunca dantes navegados.

Desde a vitória de Gama, em 20 de Maio de 1498, sucedem-se esquadras para a manutenção e consolidação das fronteiras abertas. Mas se Colombo e Magalhães abrem novos caminhos para o mundo, fora das linhas portuguesas, não foi só na Índia que os portugueses entalharam seu nome. Na América do Norte descobriram o Labrador e parte da Terra Nova; na América do Sul revelaram desde o Amazonas até a Patagónia, na África desde o cabo do Bojador ao das Agulhas, e desde o Cabo das Agulhas até Massauá; na Ásia Oriental, desde Ormuz até o Ceilão, nos mares austrais desceram até à solitária ilha de Tristão da Cunha; para o leste alcançaram a Nova Guiné, e seus habitantes negros e lanudos; pax a o norte, estenderam-se até o Japão, no Oceano Pacífico. Uma fronteira imensa, que faria progredir aceleradamente a Europa e iniciaria a europeização ou ocidentalização do mundo oriental ou novo, novo ou africano.

⁽²⁰⁾ O. Peschel, *Geschichte der Zeitalters der Entdeckungen*, Leipzig, 1930.

3. D. Henrique e o presente

Se *para* explicar o começo e o fim de um período histórico recorreu o historiador norte-americano ao conceito da Grande Fronteira, factor do impulso de prosperidade acelerada da Europa, não o poderia limitar à descoberta do Novo Mundo por Colombo, nem excluir a Ásia e grande parte da África. Deveria remontar às origens do movimento, a D. Henrique, e incluir todo o mundo. Walter Prescott Webb iquer reduzir o nascimento de um período histórico ao factor exclusivo da existência de uma Fronteira Mundial, esquecendo o momento em que o horizonte do mundo ocidental é ampliado e o homem triunfa sobre o Oceano, conquistando-o, não so por um caminho — o de Colombo, mas por outro igualmente novo e que foi o passo primeiro para transitar pelo Atlântico, encontrar uma passagem entre Cila e Caribdes e, com audácia, desafiar todos os vetos antigos, para unir, relacionar e afiliar povos e países separados, por mares desconhecidos, dando voltas de rumos que pareciam rodear o mundo sabido, para entrar no caminho certo, desejado pelo europeu para sua libertação e progresso económico.

Portanto, se a abertura da Fronteira Mundial infida ou caracteriza novo período histórico, é D. Henrique seu verdadeiro pioneiro, pelas manobras geo-políticas que imaginou, com audácia fria e quente esperança. O feito português de aprender a navegar o Oceano, escreve Toynbee, não foi somente um acontecimento decisivo no encontro entre o Ocidente e o Mundo Islâmico: foi uma peripécia na história humana, porque fez o Homem mestre de um meio de comunicação suficientemente capaz, pela sua ubiquidade, de unir toda a superfície habitada do planeta num lar para uma sociedade ecuménica que abraça toda a Humanidade ⁽²¹⁾.

.Lembra Toynbee que a unificação social do mundo promovida pela invenção portuguesa de um navio oceânico encontrou neste século novos instrumentos no avião e na transmissão pelo rádio; mas apesar do lugar de honra que a conquista do éter e do ar ocupam na lista das invenções científicas, é evidente que não se comparam, do ponto de vista social, à conquista do Oceano. Como meio para o fim social de unir toda a Humanidade em uma única

(21) *A Study of History*, VIII, <1954, pág. 471.

sociedade, a navegação aérea e a comunicação sem fio serviram apenas para apertar mais a rede mundial que a conquista do Oceano pelo Homem, já há muito espalhara pelo Globo. O passo decisivo na unificação do mundo foi a invenção de um tipo de barco de navegação oceânica (a caravela) e D. Henrique e seus companheiros não somente não necessitaram de sucessores, como não tiveram predecessores; pois a permanente unificação da superfície total do globo, fruto do seu trabalho, foi um feito social cujas consequências, em sua própria esfera, diferiam a tal ponto dos efeitos da irregular intercomunicação entre as civilizações do mundo antigo resultantes, nas épocas primitivas, das realizações dos pioneiros Minoanos na navegação dos mares internos e dos pioneiros nómadas na domesticação dos cavalos, que constituíram, virtualmente, uma diferença de espécie (22).

A similaridade do mundo, maior que sua desigualdade, que inspira a unidade do processo histórico e não destrói, necessariamente, a diversidade das formas históricas e -a variedade do desenvolvimento social e económico, em razão das condições específicas dos povos de países diferentes, data mais dos caminhos iniciados por D. Henrique que de qualquer outra invenção.

Vencer o Oceano, dominá-lo e navegá-lo, foi obra inicial de D. Henrique. Com ela se iniciava um novo período histórico, cujo fim vemos hoje, quando se comemora o quinto centenário de sua morte. A mudança da preponderância europeia, a corrida pela conquista dos espaços planetários, o lançamento do *Sputnik*, em Outubro de 1957, os jactos supersónicos, os mísseis balísticos, os satélites artificiais, os foguetes espaciais, a energia atómica, as inovações electrónicas, a automação, os calculadores, a revolução anti-colonial, a independência ázio-africana revelam que estamos, cinco séculos depois da morte de D. Henrique, diante de uma gigantesca mudança: as pesquisas no espaço substituem as explorações oceânicas, exigindo a mesma audácia, a mesma imaginação, a mesma heroicidade e grandeza.

As fronteiras não são mais terrestres, são planetárias. A fantasia do heroísmo revive o período henriquino, com a mesma loucura, o mesmo desafio, a mesma vivência, a mesma alucinação, a mesma insegurança, o mesmo prodígio, a mesma procissão de milagres.

(22) *A Study of History*, VIUI, pág. 470, n. 4.

A grande tarefa da história, como acentuava recentemente Theodor Schieder, 'é «dar o salto de um passado nacional para um futuro planetário e atingir a consciência do carácter multidimensional da história» (23).

Lisboa, 1960.

JOSÉ HONORIO RODRIGUES

(23) «Riennooveau ide la conscience historique», in *Documents. Revue Mensuelle des Questions Allemandes*, 191519, vol. 14, n. 3, págs. 294-301, e n. 4, p. 405-414.

Marchands et Marchands-Banquiers Portugais au XVII^{ème} siècle

Pour l'historien de l'économie portugaise antérieure à la Révolution Industrielle, le grand problème reste celui du capitalisme commercial portugais. Nous connaissons mieux chaque jour les conditions politiques et juridiques de la vie économique entre 1500 et 1800 (1). Des travaux récents nous ont apporté des lumières sur la politique économique, sur le trafic maritime, sa conjoncture et ses contraintes, sur les exploitations agricoles coloniales et les entreprises négrières, sur les réflexions des contemporains à propos de ces entreprises, de ces exploitations, de ce trafic (2). Par contre nous voyons encore assez mal la place, l'importance, les moyens, les techniques, les vicissitudes de ceux qui de plus en plus apparaissent comme les organes moteurs de toute cette vie: les marchands (3). Car les marchands semblent bien «dominer» toute cette économie maritime et coloniale, c'est-à-dire en avoir la gestion et les profits, être capable de l'orienter alors que d'autres facteurs — exploitants agricoles, coloniaux ou métropolitains, marins, pêcheurs, ne peuvent rien contre elle et contre eux, et sont entre leurs mains. Situation

O) On pensera aux livres déjà célèbres de Oh. R. 'Boxer sur Salvador de Sá et a celui de Jorge de IMAoedo SUIP Pombal.

i(2) Cf. les travaux parus ou à paraître de Vitorino Magalhães Godinho, Virginia Rau, Joël ISerrão, Frédéric (Mauro — et le projet de fichier des voyages maritimes élaboré au Colloque lusobrasélien de et approuvé au colloque d'histoire maritime de Paris de

i(3) Signalons Cependant la vaste enquête entreprise par Aintónio Gonçalves de Melo, Virginia Rau, Engel Sluiter, H. V. Livermore et les livres de J. Gentil da ISilva, *Stratégie des affaires à Lisbonne entre 1595 et 1607*, Paris, l'IDS'ô, 445 .p., et *Marchandises et Finances. II. Les Lettres de Lisbonne, 1563-1578*, Paris, 1959, 412 p.

asymétrique qui caractérise bien «l'effet de domination», pour reprendre une expression des économistes contemporains (4).

Hélàs les archives privées des marchands sont peu nombreuses, disons même inexistantes. Quelques exceptions brillantes confirment la règle. Nous avons montré déjà comment on pouvait, dans une -certaine mesure, combler cette lacune (5). Nous voudrions insister aujourd'hui sur une source dont on n'a pas encore tiré profit: les procès de l'Inquisition. Sans doute Antonio Saraiva a-t-il montré récemment tout l'intérêt de ces procès, conservés à la *Torre do Tombo* (6). Sans doute des études partielles ont-elles déjà été publiées sur ces procès. Sans doute avons-nous pu prétendre, après d'autres, qu'en atteignant par les procès d'inquisition les Nouveaux Chrétiens, on atteignait pratiquement l'essentiel de la bourgeoisie marchande portugaise, du moins au XVIIIème siècle. Mais on ne s'est pas assez arrêté à un élément capital des dossiers de ces procès: les inventaires des biens des condamnés. A. Baião en avait vu l'importance, qui dans ses *Episódios Dramáticos* (7) nous transcrit ceux du banquier Duarte da Silva, et de son beau-frère Jorge Dias Brandão (1646 et 1648). Notre collègue et ami I. S. Revah a été le premier, lorsque nous travaillions ensemble à la *Torre do Tombo*, à attirer notre attention sur l'intérêt qu'il y avait à dépouiller ces documents pour connaître les capitalistes portugais du XVIIIème siècle (8). Nous avons donc nous-même étudié une dizaine d'inventaires. Nous allons présenter avec quelque détail celui des biens de Fernão Martins (9). Puis nous dirons, plus

(4) Cf. IF. Perroux, *Esquisse d'une théorie de l'économie dominante*, in *Économie Appliquée*, n.º 2/3, avril-septembre 1948, et mon rapport au *Colloque Lusobrésilien* du septembre 1957 à Lisbonne.

(5) (Frédéric Mauro, *La bourgeoisie portugaise au XVIIIème siècle*, in *XVIIIème siècle*, n.º 40, 1958, pp. 235-257, et les discussions de la commission d'histoire au *Colloque Lusobrésilien* de Lisbonne.

(6) V.L. J. Saraiva, *A Inquisição Portuguesa*, Lisboa, Colecção Saber, 2.ª ed., 1956.

(7) *Episódios dramáticos da Inquisição portuguesa*, Lisboa, 2.ª ed., 1953.

(8) I. S. Revah a déjà écrit de nombreux articles et prépare un livre sur les Nouveaux chrétiens. Cf. par exemple *Une famille de «nouveaux chrétiens»: Les Bocarro Français*, in *Revue des Études Juives*, Janvier-Décembre 1957, pp. 73-87.

(9) *Torre do Tombo*: Inquisição de Lisboa, Processo 8606 (1656), *Inventário dos bens*, 40 folios écrits recto-verso.

rapidement, ce qui distingue les autres inventaires du sien. Pussions nous parvenir ainsi à dégager quelques types généraux d'inventaires et par conséquent de marchands.

Fernão Martins est un marchand nouveau chrétien né à Lamego, demeurant à (Lisbonne. Il est l'époux de Brites Rôiz, nouvelle chrétienne, originaire de Vila Nova de Portimão. L'inventaire de ses biens n'a pas exigé moins de vingt six interrogatoires entre 1651 et 1656. C'est un vrai bilan. Pourtant rien ne nous prouve qu'il soit complet; de plus il est dans le plus grand désordre. Sans doute commence-t-il par les biens, immobiliers puis mobiliers, puis passe-t-il aux créances, aux dettes et enfin aux opérations commerciales. Mais tout cela est écrit à la suite et l'on retrouve dans les opérations commerciales des dettes et des créances, qui auraient pu prendre place plus tôt. D'autre part les précisions quantitatives manquent souvent. L'interrogé ne se souvient plus exactement de ce qu'il possède ou de ce qu'il doit. Il renvoie aux papiers de ses archives, aux registres des autres marchands ou de la Douane. Il donne les quantités et les prix mais non les valeurs totales. Mais de quels prix s'agit-il ? Il ont pu varier depuis que Fernão Martins est en prison: nous sommes dans une période d'instabilité monétaire; — parfois-même ils manquent — . Quant aux quantités, — de sucre par exemple — elles ne sont pas toujours indiquées en arrobes — encore qu'on puisse discuter de la valeur de l'arrobe. Le nombre de caisses, même, n'est pas toujours mentionné. S'il l'est, notre connaissance reste vague car le poids des caisses est assez variable. Dirons nous qu'il faut compter 20 arrobes par caisse, à peu près ? Il semble que ce soit vrai, en gros, pour le sucre blanc ou moscouade; mais pour le «panelle» c'est trop: 10 arrobes, semble-t-il, suffisent. Comment évaluer le prix d'une «colcha de India» ? Pour Ha vaiselle d'argent dont ni le poids ni le prix ne sont indiqués on peut faire une évaluation forfaitaire en marcs. L'inventaire déclare: 1 plat, 1 jarre, 1 coupe d'argent: en tout disons vingt marcs. A 4 300 réaux le marc cela fait 86 000 réaux. Mais c'est une approximation et sans doute un minimum car nous n'avons pas compté le travail de l'artiste.

Surtout deux raisons doivent nous inciter à être très prudents devant les précisions donnés. La première tient aux conditions

mêmes de la déclaration. Il s'agit pour l'Inquisition de confisquer des biens — et pour le condamné de faire échapper ces biens à l'Inquisition. Fernão Martins a donc intérêt à diminuer sa fortune et même à augmenter son passif, ses dettes. Peut-être même a-t-il des comparses, des hommes de paille, qui acceptent bénévolement ou à charge de revanche, de passer pour ses créanciers ou de refuser d'avouer qu'ils sont ses débiteurs. Ce qui pourrait expliquer dans une certaine mesure l'importance du poste «dettes» dans l'inventaire. Mais la seconde raison d'être prudent devant ces chiffres tient à la mentalité même de l'homme du XVII^e siècle. Sans doute, sur ce point, a-t-il fait des progrès par rapport à l'homme du XVI^e siècle. Mais il n'a pas encore très bien le sens de la précision chiffrée, le sens du nombre qu'on trouvera au XVIII^e siècle, mais surtout aux XIX^e et XX^e siècles. Encore devons nous distinguer deux catégories de chiffres: ceux d'abord qui sent le résultat d'une sorte de statistique rudimentaire, comme on en peut faire au XVII^e siècle. De ceux-là il faut se méfier beaucoup, car l'homme du temps de Jean IV n'a pas l'esprit statistique; il ne sait pas encore dénombrer; il n'attache pas encore d'importance à des additions exactes. Autre catégorie de chiffres: ceux qui sont l'expression d'une créance ou d'une dette précise d'une opération particulière, où des intérêts, âpres, sont en jeu: dans ce cas on peut généralement avoir confiance: le chiffre est exact ⁽¹⁰⁾. Ici, devant quelle catégorie sommes-nous ? La seconde, avons nous la tentation de répondre. Oui et c'est en grande partie vrai. Cependant l'inventaire, fait en prison, touche à l'ensemble des biens du condamné. Il n'est pas une opération précise effectuée avec un autre négociant mais un rapport devant des juges. Il demande déjà un effort de dénombrement, de rétrospective, de statistique. Et dans cette mesure l'inventaire que nous avons sous les yeux est sujet à caution.

Du moins pouvons nous tirer de ce document une série d'informations qui n'engagent pas l'authenticité statistique. Ce sont celles qui concernent la nature, le volume et la géographie d'un

⁽¹⁰⁾ Cette distinction a été faite récemment devant nous par le (Professeur Postan, de l'Université de Cambridge, au *Colloque de Phistoire du navire et de Véconomie maritime* (Paris, mai 1959). Pour le sens du chiffre au Portugal, lire les travaux 'de J. Barradas de Carvalho.

certain nombre d'opérations commerciales et bancaires pratiquées par Fernão Martins et que devaient pratiquer tous ses confrères importants de (Lisbonne. En premier lieu des opérations d'achat ou de vente — ce sont les plus nombreuses — à Lisbonne même — où on le voit même aux prises avec des marchands français, d'autant que nous sommes après 1640 — ou avec l'Algarve, les Açores, le Nord du Portugal et surtout le Brésil. Il reçoit d'Algarve du fer et de la quincaillerie qu'il vend pour le compte de l'expéditeur.

«...Disse que o dito conde [de S. Lourenro] lhe remefceo do Algarve a esta cidade, em varias embarcações, por mão e em nome de Fantaleão Dias da Coroa, mercador, mora'dor em Lagos, quantidade de ferro, ferraduras, cravos e pregaduras e que tudo, elle declarante, se aqui recébeo e vendeo, sem disso tomar comissão, nem outro interesse algum, e tudo o dinheiro, que na dita fazenda se fez, mandou, elle declarante, entregar a seus criados...»⁽¹⁾).

Il reçoit du blé, de l'orge et des fèves de Francisco Ribeiro da Costa, de l'île Terceira, aux Açores.

Mais tout cela est exceptionnel. Au contraire les achats de tabac et surtout de sucre au Brésil représentent l'essentiel des transactions de notre négociant. Malgré l'imprécision des déclarations, nous apprenons qu'il doit plus de 200 caisses de sucre, soit environ 4 000 arrobes, soit plus de 8 000 000 de Féaux. Encore faut-il y ajouter tout le sucre dont la quantité n'est pas notée, comme par exemple dans le cas suivant:

«... Disse que com o dito seu Cunhado Belchior Rodrigues Ribeiro tem contas de partidas de caixas d'assucar suas que recebeo de cujo numero e inportancia se não lembra ao certo, nem de seu livro pode lainda constar porque não tinha ainda a corita feita, e que do (procedido dos ditos assucares se avião de pagar as letras referidas e por conta disso se fez devidor das quantias delias pellos aceites 'das difcas letras...» ⁽²⁾.

Comme le montre la fin de ce pass-âge, la lettre de change joue un rôle essentiel dans les transactions de notre marchand. Ache-teur de sucre, Fernão Martins joue de rôle de tiré, le principal

(n) iFolio 110, recto.

(12) Folio S, verso.

tireur étant son beau-frère Belchior Rodrigues Ribeiro, négociant à Bahia.

«...Disse que 'devia a Jorge de Sousa da Costa que servio d'alcaide nesta Cidade de huma vara, de que era proprietario e de presente não tem Officio, 2000 cruzados de huma letra a pagar ao dito, passada na Bahia por Belchior Rodrigues Ribeiro cunhado delle declarante, sobre elle dito declarante, que avia de pagar do procedido dos assucars que o dito seu cunhado lhe remeteo para pagar a dita letra e outras que logo declarava e desta ha correndo o termo, como constara do aceito delia...» (13).

Fernão Martins exporte peu vers le Brésil. Il échange parfois des textiles contre du sucre. Mais le bénéficiaire des lettres de change dont il est le tiré est souvent un autre exportateur, parfois même d'un autre port que Lisbonne. A preuve le cas suivant:

«...(Disse mais que com Lourenço de Faria, outrosi morador na Bahia, tem 'também contas de assucars, tabaco e gengivre seus, que avia recebido; por conta do procedido dos quais avia de pagar, elle declarante, a Jerónimo Sanches de Faria em Viana, irmão do dito (Lourenço 'de Faria, 1 000000 reis e, a Francisco de Barros no Porto, '3>00 000, de que o mesmo Francisco de Barros passou letra sobre elle declarante, a pagar à Antonio da Gama Nunes, morador nesta cidade, que ja esta comprida...» (14).

Cas particulièrement intéressant puisque, pour se faire payer par le tiré Fernão Martins, les deux bénéficiaires conviennent que l'un d'eux, Francisco de Barros tire une nouvelle lettre sur le tiré en faveur d'un bénéficiaire demeurant à Lisbonne. La lettre de change est bien ici un moyen de paiement. Le dernier bénéficiaire mettra sans doute une partie de la somme reçue au compte Viana et un autre au compte Porto. Nous sommes bien proches de l'endossement qui aurait évité ici une seconde lettre. Mais Raymond de Roover nous a déjà montré combien était tardive la généralisation de l'endossement !

Comme sur les autres places d'Europe, la lettre de change est

†13) Folio 5, recto.

(14) Folio 5, verso et 6, recto.

envoyée en plusieurs exemplaires numérotés et par des voies différentes pour éviter les inconvénients des pertes:

«...(Perguntado se esta lembrado pagar '10000 reis de alguma letra a Pero de Vargas, ourives desta cidade, passada .pello ditato Francisco Ribeiro o -valor recebido da lenha daquela cidade e se sabe sí era a letra da primeira, segunda, terceira ou quarta via...» (15).

Mais il n'y a aucune allusion à un paiement de foire, à un pacte de *ricorsa* et *a fortiori* à un escompte. Une technique de la lettre de change donc assez classique et pas trop en avance sur son temps.

Fernão Martins n'a pas forcément recours à la lettre de change. Avec certains marchands il est «en comptes» et seul, sans doute, le solde annuel est réglé par une lettre. Et encore! De plus il participe à d'autres opérations commerciales. Par exemple il possède le quart d'un navire:

«...(Disse mais que elle reo, tem hum quarto em hum -navio, por nome S. Raphaël, que, de presente, se esta concertando, no rio de Sacavam, para ir fazer viagem ao Brasil, e que lhe tem custado a dita quarta parte 10WO O'00 «reis — e que, em outra quarta parte do dito navio, hé senhor Simão Rodrigues 'Chaves, e a outra metade do dito navio hé de Pero Lopes, mercador, morador nesta ci'dadis. E que ainda se esta devendo ao mestre do navio parte dos gastos que fez com elle, na jornada que fez ao Brasil...» (16).

Il fait aussi des prêts et des emprunts. Des prêts, parfois sans reçu, par exemple à ce Pero Jacques de Magalhães pour 300 000 réaux «de que lhe não deu escrito por serem amigos». Est-ce un vrai prêt ou un moyen de sauver une partie de ses liquidités? Le prêt a été fait parfois à un magistrat, le *dezembargador* Luis Delgado de Abreu ou le D^{or} Gonçalo Fernandes da Sylva, *juis da India e Mina*. 'Celui-ci, d'ailleurs, devant juger d'affaires concernant Martins, ne veut pas être accusé de corruption et il tient à signer un reçu. Hypocrisie? Parfois le prêt est fait sur gage. Celui-ci peut être «huns escritos da alfandega». Une veuve emprunte

,(i5) Folio 23, verso.

((16)) (Folio 1, verso, et 2, recto.

à Martins 20 400 reis ou plutôt elle ne paie pas ce prêt qu'elle doit pour des vêtements de deuil qu'elle lui a achetés. Enfin la créance qu'il possède peut être en nature — sucres par exemple — lui même ayant déjà versé le paiement. Mais Fernao Martins fait aussi des emprunts qui lui servent soit à acheter des marchandises, soit à prêter. Dans ce cas il joue vraiment le rôle d'un banquier. Non seulement il a des factures à payer, mais encore il emprunte directement, à 6,25%:

«...IDisse que dieve a Francisco Lopes Correa, que mora na rua da iBitesga, 3 000 crusados por hum escrito seu, a resao de juro de seis e hum quarto, de que ainda lhe não tem pagado ditos alguns...» (17).

'Banquier, Martins est aussi assureur:

«...IDisse mais que a dita Maria Brandoa entregou, a ellie declarante, 170 000 reis em dinheiro, pera lhe mandar fazer hum seguro da Bahia Ipara esta cidade, dos quais entregou, elle declarante, segundo sua lembrança, 'a Valentim Lobo de Castilho, Provedor dos Seguros, 40 ou 49 000 reis, dos quais somente (tinha feito, a tempo de sua prisão, 15*0 0*00 reis de seguro; e tomou a dizer que o dinheiro que entregou ao dito Valentina Lobo, lhe parece serem os dittos 70 00(0) reis, de que o mesmo Valentina Lobo de 'Castilho dara conta, a cerca do que tiver ifeito de seguro, e não tem, elle 'declarante, duvida a que o dito Valentina Lobo de Castilho entregue — a di/ta Maria Brandoa a police do seguro e o restante do dinheiro que tiver em seu poder, por quanto tudo lhe pertence...» (18).

(Et, un peu plus loin, Martins paie 50 000 réaux d'assurances à Gaspar Pacheco pour le dédommager de la capture, par les Hollandais, de sa marchandise sur les côtes d'Afrique.

Ces remarques faites et ces éclaircissements donnés, est-il possible de reprendre le problème quantitatif, celui de la fortune de Fernao Martins ? Oui sans doute mais en donnant nos chiffres comme des limites, en général minimum au delà desquelles il faut aller. On peut comme dans tout bilan, distinguer un actif et un passif. A l'actif, d'abord les «immobilisations». L'inventaire nous

:(17) iFolio 4, recto et verso.

t(18) Folio 13, recto et verso.

donne trois loyers d'immeubles — dont un magasin à huile — 25 000, 12 000 et 20 000 réaux par an. A 5%, ces loyers représentent un capital de

$$500\ 000 - 240\ 000 + 400\ 000 = 1\ 140\ 000 \text{ réaux.}$$

'Par commodité et malgré l'orthodoxie comptable, nous pourrions rattacher là ces immobilisations:'

a) le quart de la propriété d'un navire qui représente 1 070 000 réaux.

b) quelques biens mobiliers rattachés aux immeubles: trois esclaves que nous évaluerons, étant donné les conditions du marché à l'époque, 250 000 réaux — et un plat, une jarre et une coupe, tous trois en argent que nous évaluons à 20 marcs soit 86 000 réaux. Martins déclare d'ailleurs qu'il ne possède pas d'objets en or.

Le total des immobilisations s'élève donc à:

— Immeubles	:	1 140 000 réaux
— Navire	:	1 070 000 »
— Esclaves	:	250 000 »
— Objets en argent	:	86 000 »
Soit	2 546 000 réaux

•Les 15 créances dont le montant est précisé représentent 865 000 réaux. Il est impossible d'évaluer l'argent liquide. Martins semble avoir touché récemment environ 700 000 réaux. Mais qu'en a-t-il conservé ?

Du «passif» il est assez difficile de se faire une idée. Si nous additionnons toutes les dettes, toutes les affaires où notre négociant est engagé nous dépassons largement 22 000 000 réaux et encore ne comptons nous pas tout ce qu'il n'a pas réussi à nous préciser quantitativement. Nous ignorons aussi ses stocks, ce qui nous empêche d'apprécier exactement le poids de son passif.

Cette pauvreté documentaire découragera peut-être le chercheur, surtout s'il sait qu'il a fallu dépouiller quarante folios soit quatre vingt pages pour arriver à ces maigres résultats. Cependant il ne faut pas désespérer. Nous avons là quelques chiffres précaires mais assez significatifs de l'ordre de grandeur de l'entreprise Martins. Naturellement ces chiffres ne prendront leur valeur que comparés à d'autres.

Déjà ici nous pouvons esquisser les traits caractéristiques du négoce de Fernão Martins: négoce maritime surtout et plus précisément d'importation et d'exportation tourné avant tout vers le sucre brésilien, grâce aux relations familiales, habituelles chez les Nouveaux Chrétiens, entre les deux rives de l'Atlantique. Négoce qui utilise la lettre de change traditionnelle, mais avec beaucoup de souplesse. Négoce qui ne s'interdit ni les marchandises multiples que le hasard lui fournit, ni le prêt à intérêt. Ici les précisions qualitatives sur les mécanismes commerciaux rejoignent les appréciations quantitatives. Portrait assez rudimentaire, au fond, d'un marchand moyen.

Élargissons maintenant le sondage. Prenons une dizaine d'autres procès en y comprenant celui d-éjà étudié par Baião de Duarte da Silva et de ses deux beaux-frères Jorge Dias Brandão et Rodrigo Aires Brandão. Tous sont engagés plus ou moins dans la marchandise. Mais tous ne donnent pas un inventaire de leurs biens. Témoin cet Afonso Ribeiro, né à Elvas, où il habite encore en 1666, qui a quelques pièces d'or et d'argent mais sans se souvenir de leur nombre. Pour ses autres biens il faut se reporter au «Livre de raison» qu'il a chez lui. Il possède aussi des logements. Mais nous ne pouvons en savoir plus ⁽¹⁹⁾.

Certains de ces marchands semblent bien misérables et on ne peut s'empêcher de penser que cette misère est peut être simulée. Exemple cet Afonso Roiz Moreno, né et domicilié à Abrantès qui en 1654 déclare qu'il ne possède aucun bien immobilier, aucun argent, mais seulement quelques meubles: six chaises — quatre coffres—du linge— un lit en bois de brésil et deux couvertures. Il n'a guère plus que ces pauvres «*sapateiros*» si fréquents dans les registres de l'Inquisition et que nous avons systématiquement négligés ⁽²⁰⁾. Attachons-nous à des juifs plus aisés. Nous pouvons, après avoir dépouillé leurs inventaires, nous livrer, comme pour celui de Fernão Martin à quelques calculs approximatifs. Ils aboutissent au tableau ci-joint.

Donnons quelques explications sur les accusés, placés dans l'ordre chronologique. Ayres Fernandes représente un cas parti-

¹ (19) Inquisição Lisboa, Proc. 8110, 'Inventario.

(20) 'Inquisição Lisboa, Proc. 113'92, Inventario.

NOMS	AVOIRS (en réaux)	CREANCES (en réaux)	DETTES (en réaux)	OBSERVATIONS
Ayres Fernandes (1604) Domicilié à S. Paul de Luanda	720 000	817 570	782 000	Avoirs = esclaves
André Gonçalves (1640) marchand toilier	510 810	924 270	696 470	Dit ne pas se souvenir de ce qu'il a comme stocks
Duarte da Silva (1646) marchand	+ de 31 500 000	171 032 000	12 375 400	Créances sur l'Etat = 2/3 du total
Jorge Dias Brandão (1648) marchand	1 650 000	2 338 000	1 000 000	Possède en plus le quart du chargement d'une caravelle
Rodrigo Aires Brandão (1648) marchand	?	2 595 000	?	Une part des créances sont gagées
Afonso Roiz (1654) (mercador de cousas da Índia)	+ de 832 375	271 000	208 000	Stocks: 314 125 (compris dans les avoirs)
Fernão Martins (1656)	2 546 000	+ de 865 400	22 000 000	avoirs: Immeubles 1 140 000 Navire 1 070 000
Fernão Gomes da Guarda (1671) marchand	3 287 900	5 766 000	2 250 000	Beaucoup de biens immobiliers
Pedro Roiz de Abreu (1704) «Lavrador de Cana» Domicilié à Rio de Janeiro	8 915 000	?	634 000	Esclaves: 1 100 000 Maisons: 2 625 000

culier ⁽²¹⁾. C'est un nouveau-chrétien de S. Paulo de Luanda. Il est mort dans l'île de S. Tomè. Son inventaire est *a priori* incomplet: parmi ses biens ne sont rapportés que les esclaves. C'est, il est vrai, la richesse essentielle des colons portugais en Afrique où le reste compte peu. Rapprochons le tout de suite du dernier de notre série, Pedro Roiz de Abreu, «*lavrador de cana*» et domicilié à Rio de Janeiro (1704) ⁽²²⁾. Maigre fortune où les esclaves jouent un rôle capital: 1 100 000 réaux représentant 10 «pièces». Ce lavrador possède aussi des immeubles pour 2' 625 000 réaux. A côté le bout de terre où il travaille compte peu, dans un pays immense où la terre est bon marché: 120 000 réaux. Ni commerçant, ni banquier, notre homme se contente d'être endetté (634 000 réaux) comme beaucoup d'agriculteurs.

Voici maintenant André Gonçalves, marchand toilier (*fanqueiro*) jugé en 1636-1640 ⁽²³⁾. Il n'a que trois quarts de sang juif, est né à Portalegre et domicilié à Lisbonne. Il a à peu près la même somme de créances que Fernão Martins, mais des biens plus modestes. Surtout ces dettes sont beaucoup plus faibles, à peu près égales à son avoir, inférieures à ses créances, quinze fois plus faibles que celles de Fernão Martins. Est-ce parce que sa situation est plus enviable que celle de Martins ? Cette raison ne doit pas être négligée. Mais le motif essentiel est ailleurs: Fernão Martins est un banquier, par définition à découvert, et qui compte bien que tous ses créanciers ne viendront pas se faire payer le même jour. André Gonçalves est un commerçant en gros, qui s'abstient du commerce de l'argent. Ses débiteurs sont:

«Gaspar Dias Ribeyro, merdador die pannos».

«Pero de Bayros, mercador de retroles».

«Francisco Dias que leva desta oidade a vender roupa da India a lAlentejo e a Beira...».

«João Dias, cunhado do sobredito que... vende roupa da India...»

«Isabel da Matta que... vende pano de linho e roupa da India...»

«(Margarida Antunes que... faz colchões...».

etc... ⁽²⁴⁾.

⁽²¹⁾ Inquisição Lisboa, Proc. 130817 et 13&12, 'Inventarios.

⁽²²⁾ Inquisição Lisboa, Proc. 79*10, Inventario.

⁽²³⁾ Inquisição Lisboa, Proc. 9.2171, Inventario.

⁽²⁴⁾ Fol. 2, verso, et suivants.

Les textiles, nous le savons, jouent un rôle essentiel dans le trafic d'outre mer. C'est la monnaie d'échange traditionnelle pour l'or, les esclaves, l'ivoire, le sucre. André Gonçalves est aussi en relations avec l'Angola, la Guinée, le Brésil. Il a «hum escrito», un billet à ordre, sans doute, de Miguel Coelho, «'homem do mar» qui a dû s'embarquer pour l'Angola. Le montant du billet est de 3 000 et quelques réaux. Le bénéficiaire est Diogo Gomes Lobo, «fanqueiro» lui aussi. Celui-ci a fourni à Gonçalves des «pannos da India». Le billet paie les «pannes da India» que Gonçalves a fourni à Diogo Gomes Lobo. En fait un quatrième personnage Manuel de iSeixal, marchand toilier lui aussi, a fourni la moitié de ces «pannos da India» et aura 19 000 des 38 000 réaux (25).

Pendant, comme beaucoup de marchands de cette époque, André Gonçalves étend son activité hors du textile. Il a, par exemple, envoyé en Angola cinq quintaux de «*buzios e outras cousas da sua logea*», en tout pour environ 80 000 réaux (26). A Rio il envoie pour 25 000 réaux (27). Sur le navire qui emporte des Jésuites vers le Rio da Prata il a mis

«...;Huma encomenda de canaquins, bombazinas e olandilhas, caças e outras cousas como constara do seu borrador, a qual encomienda esta entregue a Antonio Thome e Manoel Jorge, mestre e piloto da diittia embarcação pera elles a beneficiarem e trazerem o procedido e que os diittos dous homens são naturais de Matozinhos junto ao Porto...» (28).

Les dettes de l'accusé proviennent d'achats textiles dont certains à des marchands flamands: Guilherme Rozem, familier du Saint office, Francisco do Valle, Jerónimo do Vadre, pour les appeler, comme le fait l'inventaire, par leurs noms portuguisés (29). Quant à ses stocks il est incapable de les préciser (30).

'Prenons maintenant le cas, déjà décrit par Baião, de Duarte da Silva (1640) et de ses deux beaux frères Jorge Dias Brandão et Rodrigo Aires Brandão (1648). Avec Duarte da Silva nous sommes devant des chiffres infiniment plus considérables qu'avec les autres

(25) Fol. 11, verso, et 12, recto.

(26) Fol. 12, recto et verso.

(27) Fol. 13, verso, et 14, recto.

(28) Fol. 14, recto.

(29) Fol. 16 et 17, recto et verso.

(30) Fol. 18, recto et verso.

condamnés ⁽³¹⁾. Sans doute ses dettes sont elles de 12' 375-400 réaux alors que ediles de Fernão Martins atteignent 22 000 000. Dettes commerciales essentiellement, où on voit les marchands italiens, ceux de Rome en particulier, jouer leur rôle, mais où, aussi, le Brésil et les Açores apparaissent. Les stocks connus sont surtout formés de soie qui vient d'Italie.

Les créances, par dessus tout, impressionnent le lecteur: 171 032'000 réaux. Un tiers d'entre elles sont commerciales, signées sur la France, l'Allemagne, l'Angleterre, la Flandre. Mais les deux tiers sont des créances sur l'État. Et voilà ce qui caractérise notre homme: comme les précédents il est marchand et grand marchand international. Comme certains d'entre eux, il est banquier des comerçants. Mais à la différence des autres il prête largement au Roi. En cel'à il ressemble aux grands financiers français du siècle de Louis XIV qui cherchent plus leur profit dans le secours au Trésor Public que dans la participation aux affaires.

Les deux beaux-frères sont des satellites. La part de Jorge Dias n'est pas négligeable ⁽³²⁾. De Rodrigo Aires nous ne connaissons que les créances. Seuls ce sont de petits hommes d'affaires. Mais alliés à Duarte da Silva ils renforcent encore sa puissance. Le cas d'Afonso Roiz (1654) est plus intéressant ⁽³³⁾. Il est «mercador de cousas de India». Son «avoir» est relativement important: 380 000 réaux d'argent liquide et 315 000 réaux de stocks. Il a encore moins de capital fixe que les autres et la fortune immobilière dérisoire de 30 000 réaux. La maison où il habite ne lui appartient même pas.

Quant à Fernão Gomes da Guarda, né à Roda, dans la Manche de Castille, et domicilié à Lisbonne, il paraît plus gros ⁽³⁴⁾. Ne nous faisons pas trop d'illusions cependant. A la date où il passe en jugement — 1671 — la monnaie de compte est bien dévaluée depuis 1600: le réal a perdu plus de la moitié de sa valeur. La part des biens immobiliers dans sa fortune est considérable: 3 263 300 riéaux contre 24 600 pour les biens mobiliers. D'ailleurs l'homme semble faire peu de commerce, mais plutôt prêter de l'argent à 6,25%. Est-ce

⁽³¹⁾ Baião, op. cit., II, pp. 360-367.

⁽³²⁾ *Ibid.*, II, pp. 340-344.

⁽³³⁾ *Ibid.*, II, pp. 351-354.

⁽³⁴⁾ Inquisição Lisboa, Proc. 3470.

à cette date tardive, le signe d'une évolution ? Le bourgeois des années 70 sentant la crise venir se tourne-t-il prudent vers les investissements immobiliers ? Sommes-nous devant cette «trahison» de la bourgeoisie dont parle Fernand Braudel dans sa *Méditerranée* et à laquelle semblait avoir échappé le Portugal ? Il faudra encore beaucoup d'autres exemples et donc de dépouillements pour se prononcer.

*

◆ *

A partir de ces exemples il nous est déjà possible de classer des types de marchands. Laissons de côté tous ceux qui mêlés à la vie économique ne sont pas des marchands de Lisbonne: Ayres Fernandes, de Luanda, Pedro Roiz de Abreu, agriculteur à Rio et tous ceux que nous n'avons pas cités et qui mènent une existence chétive dans les petites villes de province ou dans de modestes métiers artisanaux. Il reste:

a) *Le marchand moyen* spécialisé dans un commerce déterminé: le textile par exemple. Tels sont André Gonçalves, marchand toilier «*fanqueiro*» (et il existe à Lisbonne une rue «*da Fanqueria*»), ou Afonso Roiz, *mercador de cousas da India*. Spécialité n'est pas pour eux exclusivité. Ils ne dédaignent pas d'acheter ou de vendre du sucre ou d'autres marchandises, ou de prêter de l'argent si l'occasion se présente. Mais l'essentiel de leur chiffre d'affaires est constitué par les marchandises de l'Inde pour l'un, par les tissus pour l'autre. A la fois marchands en gros et au détail ils sont aussi importateurs et exportateurs. Ils s'opposent aux simples boutiquiers qui ne se livrent qu'à un petit commerce de détail local. Certains d'entre eux, comme Fernao Gomes da Guarda, semblent à moitié retirés des affaires, ne faisant presque plus de commerce et se consacrant à la gestion de leurs biens immobiliers ou au prêt à intérêt.

b) *Le grand marchand*, tel Fernao Martins, d'un volume d'affaires beaucoup plus gros que le type précédent, plus introduit aussi dans les affaires maritimes et internationales, possédant une part de navire et des biens immobiliers non négligeables. /II n'est pas spécialisé dans un commerce mais les pratique tous. Ses engagements sont très gros et donc son passif très élevé car il pratique

la banque, fondée *sur* la confiance. Il est déjà dans une certaine mesure un marchand banquier influent de rayonnement national et international.

c) *Le grand financier*, tel Duarte da Silva. Marchand-banquier, il est autant banquier que marchand. Ses avoirs sont importants, ses dettes aussi. Mais il a un très gros volume de créances parce qu'il a prêté beaucoup à l'État. Il est donc plus intéressé encore aux finances publiques qu'aux finances privées. C'est une personnalité que le roi ménage et Duarte da Silva a été protégé par Jean IV contre les rigueurs de l'Inquisition. Il a des relations familiales dans le monde des affaires. Mais il ne néglige pas le commerce et accumule chez lui des stocks de marchandises précieuses, ce qui lui est permis par son volume de créances. Le commerce et la banque s'entraident ainsi comme l'aveugle et le paralytique. Et on comprend que le Portugal n'ait pas plus connu que le reste de l'Europe, au XVII^e siècle, de purs banquiers.

Pierre Jeannin dans un remarquable petit livre sur les marchands au XVI^e siècle ⁽³⁵⁾ a montré qu'on pouvait essayer de classer ceux-ci en catégories mais que cette classification était toute relative et très fragile. Il n'existe pas au fond de critères techniques pour distinguer les uns et les autres. Commerce de gros, de demigros ou de détail ? Tous s'y livrent. Commerce lointain, commerce national, commerce local ? Tous y participent plus ou moins. Commerce des marchandises, commerce de l'argent ? Ils sont inséparables. Le volume lui-même des affaires est changeant avec les périodes de l'année et les époques.

N'attachons donc pas une valeur trop impérative à la classification que nous avons proposée. Elle permettra d'éclairer nos problèmes. Elle ne devra jamais diminuer notre liberté de jugement. D'ailleurs fondée sur une dizaine de cas elle n'est qu'une hypothèse de travail. Un inventaire précis des procès, signalant avec précision les inventaires de biens qui les accompagnent devrait permettre un dépouillement systématique par de jeunes et enthousiastes historiens. Ainsi serait saisie dans son ensemble cette fortune nouvelle chrétienne où réside l'un des secrets de la puissance commerciale portugaise au temps du sucre et avant celui de l'or.

FRÉDÉRIC MAURO

⁽³⁵⁾ Ed. du Seuil, (Paris, H9517, 192 p.

A empresa colonial portuguesa na revelação da Amazonia

Escrevi, certa feita, que a Amazónia brasileira fora uma revelação de Portugal (*). Não ignorava, é certo, que os primeiros noticiários acerca da região constituíam capítulos interessantes da literatura exótica que espanhóis escreviam com o filão magnífico da América. O que me levava àquela afirmação estava contido no imenso esforço que Portugal realizara para empossar-se da região, vencendo todos os obstáculos físicos e humanos que se haviam levantado para dificultar-lhe a empresa. E nessa operação de tamanha envergadura, fora conhecendo, em minúcias, todo aquele imenso espaço territorial, nas peculiaridades que o distinguem e o tornaram um mundo estranho que vem despertando a curiosidade, o interesse e a cobiça sem freios de muitos.

A revelação era uma consequência da política de expansão e de incorporação política do espaço, defendido contra as surtidas dos concorrentes do velho Reino ibérico. E, como revelação, era igualmente uma continuação da obra do Infante sobre os mares distantes e sobre as terras desoonhecidas da África e do Oriente. O «Plano das índias», como façanha científica e política, não se reduzira, assim, ao encontro daqueles territórios longínquos. A parte americana do ultramar, parte que era integrada pelo Brasil, estava presente também. A revelação da Amazónia, portanto, compunha capítulo do mesmo empreendimento político-cultural.

No desenvolvimento do plano de empossamento e de exercício ininterrupto de sua soberania na Amazónia, Portugal teve de agir com ímpeto e com uma decisão firme. Em nenhum momento, aliás, no particular daquela área, esse ímpeto e essa decisão sofre-

0) Arthur C. F. Reis, *A Amazónia que os portugueses reconheceram*, Rio de Janeiro, 1957.

ram qualquer restrição. Foi obra constante e de resultantes admiráveis, que valia como verdadeiro prosseguimento da obra genial do Infante.

Quando, em 1750, Alexandre de Gusmão conseguiu a elaboração daquele diploma político de consequências imensuráveis que foi o Tratado de Madrid, assentando com os espanhóis sobre a soberania que os portugueses podiam manter de direito nos espaços sul-americanos, que haviam descoberto e estavam ocupando, a área amazónica em mãos dos luso-brasileiros era imensa. De certo houve, pelo Tratado, a cessão do trecho no Maraňan, entre o 'Napo e o Solimões. Até lá chegara a irradiação luso-brasileira. Apenas irradiação. Não se verificara, contudo, o exercício manso, ininterrupto, do domínio. A extensa faixa de terras e águas ficou, por isso, proclamada como área espanhola. A imensidade territorial que Espanha, concordando em que o ajuste de Tordesilhas já caducara, aceitava que permanecesse como parte integrante do império dos novos lusíadas, recordemos agora, quase alcançava os três milhões de quilómetros quadrados. (Nenhuma área brasileira, incorporada pelos bandeirantes e pelos criadores de gado aos outros mundos interiores do Brasil nascente, atingia as mesmas proporções continuadas.

Sucede, porém, que as demarcações da nova fronteira estabelecida no diploma de 1750 não foram executadas. Francisco Xavier de Mendonça Furtado, que chefiava as turmas portuguesas na Amazónia, viu-se impossibilitado de cumprir o seu dever de realizar a tarefa demarcatória. As turmas espanholas, que deviam descer ao encontro das portuguesas, no Rio Negro, pelo Orenoco-Cassiquiari, não compareceram no tempo devido. Tanto naquele sector como no sector português, os Jesuítas eram acusados de criar problemas que explicariam o fracasso do empreendimento.

No sul, as dificuldades apresentavam carácter mais sério, pois a índia dos Sete Povos das Missões, em armas, levantara-se enfrentando as forças aliadas luso-espanholas e impedindo que os trabalhos demarcatórios fossem efectuados.

Em 1761, ante toda a gravidade da situação, desapareceram Carvajal y Lancaster e Alexandre de 'Gusmão, criado novo clima nas relações das duas monarquias ibéricas pela ascensão dos Bourbons ao trono espanhol e pela actuação do Marquês de Pombal em Portugal, negado o tratado pelos que, nas duas Cortes, o conside-

ravam uma traição a cada uma das duas partes contratantes, portugueses e espanhóis firmavam novo diploma, anulando o anterior. Voltava-se ao *statu quo* anterior. Mais uma vez falhavam, sabotados impiedosamente, aqueles propósitos de boa vizinhança e de construção ordenada, serena, que garantiriam aos povos sul-americanos uma evolução natural em benefício de todos.

Em consequência, o estado de alarme restabeleceu-se em toda a extensão das zonas de fronteira. Impunha-se, pois, a preparação defensiva daqueles territórios. Essa preparação, ora por meio do povoamento que asseguraria a ocupação produtiva, ora por meio do policiamento continuado, visava a evitar surpresas ou repelir pela força das armas qualquer surtida dos confinantes. Em 1755, pelos actos régios de 3 de Março e 13 de Abril, D. José criara a Capitania de São José do Rio Negro, que mais tarde seria o Estado do Amazonas, e a Vigararia Geral do Rio Negro, raiz mais distante do actual Arcebispado amazonense. Por fim, em 30 de Junho de 1760, nomeara ouvidor para a região. Visara, com tais medidas, estabelecer a disciplina das populações que começavam a constituir-se em plena hinterlândia, garantir o território, impedindo a infiltração estranha, e organizar, pela presença do poder público, a sociedade e a economia regionais. Instalada a 7 de Maio dt* 1758, em Barcelos, por Mendonça Furtado, que na mesma data empossara o governador Francisco de Melo e Póvoas, a Capitania do Rio Negro, como a de São Pedro do Rio Grande e a de Mato Grosso e Cuiabá, valia, evidentemente, como uma base política para manter, naquele trecho do Oeste, que os sertanistas, os missionários e os funcionários civis e militares vinham desbravando, a soberania de Portugal.

Na efectivação dessa política, o Governador Melo e Póvoas, o Vigário Geral José Monteiro de Noronha e o Ouvidor Lourenço Pereira da Costa executaram um trabalho memorável. Percorreram a Capitania, estabelecendo vilas, povoados e paróquias, assistindo às agrupações humanas com as advertências e as medidas que lhes assegurassem bem estar e estabilidade, incentivando-se e assistindo-se para que enfrentassem o meio sem as vacilações perigosas aos interesses colectivos. Todavia, não era bastante. Impunham-se, ao lado dessas providências de profundidade e de rendimento sensível, é certo, aquelas outras da garantia militar da fronteira.

Mendonça Furtado, no período em que vivera na Amazónia,

dirigindo-a como Governador e Capitão-General e chefe ,da comissão portuguesa de limites, procedera a rigoroso inquérito acerca das suas condições existenciais e de seus problemas geopolíticos (2). A criação da Capitania do Rio Negro ligava-se às reflexões que apresentara naquela época. Voltando a Portugal, onde assumiu a secretaria dos negócios do ultramar, Mendonça Furtado não esqueceu a região e seus problemas, constantemente com ela se preocupando para que permanecesse integrada no Império. Seu substituto na governança do extremo-norte do Brasil fora Manuel Bernardo de Melo e Castro. Compreendendo a gravidade da situação que se abria com a anulação do Tratado de Madrid, o novo Capitão-General olhou o assunto com seriedade e serenidade. Preocupou-se mesmo com ele como, uma feita, confessou a Mendonça Furtado, dizendo-lhe que constituía o «objecto principal» de suas reflexões. Inteirando-se da situação, não demorou na prática de actos que consultassem aos melhores interesses nacionais em face dos perigos a que podia estar exposta a fronteira. Melo e Póvoas e Gabriel de Souza Filgueiras, que substituiu este no governo da Capitania, foram auxiliares preciosos para essa política executada sem vacilações.

Os espanhóis, no alto Rio Negro, no Cassiquiari e no Orenoco, realizavam uma obra de certa magnitude política, seduzindo o gentio que vivia em área indiscutivelmente luso-brasileira, plantando pequenos núcleos urbanos, iniciando a ocupação da zona fronteira com um sentido objectivo visível. D. José de Iturriaga, que chefiara a comissão espanhola de limites, dirigia, com um entusiasmo particular, essa tarefa (3). Manuel Bernardo, para evitar que tamanhos propósitos de D. José frutificassem em prejuízo da luso-brasilidade da região, mandou ocupar a zona das cachoeiras do alto Rio Negro por um destacamento, sob o comando do capitão Souza Delgado. Ano de 17'60. Já anteriormente pequenos desta-

(2) Sobre a acção de M. Furtado, cf. nossos livros: *Estadistas portugueses na Amazônia*, Rio, 1948, e *Limites e Demarcações na Amazônia Brasileira*, 2.º vol. Rio, ;1948.

(3) Sobre a acção de D. José de Iturriaga, cf. Tavera Acosta, *Anales de Guyana*, tomo I, págs. 108-1124; Antonio B. Cuervo, *Colección de documentos inéditos sobre la Geografía y la Historia de Colombia*; Dometnio Ramos Perez, *El tratado de limites de 1750 y la expedición de Iturriaga al Orenoco*; Lino Duarte Levei, *Cuadros de la Historia militar y civil de Venezuela*.

camentos volantes, chefiados por Simão Coelho Peixoto e Francisco Rodrigues estavam policiando as cachoeiras, observando a desenvoltura dos vizinhos e procurando controlar-lhes os movimentos. Devidamente instruído sobre sua missão, o capitão Delgado procedeu a uma severa investigação a fim de verificar das possibilidades locais para a defesa da fronteira, inclusive a cooperação que o gentio poderia trazer no caso de incidentes com os espanhóis, aos poucos vencendo as reservas, as indecisões, as desconfianças da bugrada, e por fim triunfando com maneirosidade nessa batalha silenciosa travada com os espanhóis que, até então, vinham obtendo sucesso na obra de sedução da multidão nativa.

Souza Delgado, na execução das ordens que lhe haviam sido dirigidas a 22 de Maio de 1701, montou uma casa-forte na ilha de São Gabriel e um armazém na cachoeira grande; estabeleceu as aldeias de São João Baptista, Santa Isabel, Senhor da Pedra, Nossa Senhora da Nazaré, São Sebastião, São Francisco Xavier, Santo António, em que fixou grupos indígenas que congregou para a soberania portuguesa; tomou posse dos povoados indígenas de São José, São Pedro, Santa Maria e São João Baptista (4). Realizou, assim, uma grande tarefa política, barrando a penetração espanhola.

Os espanhóis, é certo, não se tinham abalanzado a realizar uma acção militar, conquanto o sargento Francisco Fernandes Bobadilha, homem de confiança de D. José de Iturriaga, em carta ao alferes português, destacado acima das cachoeiras, tivesse ousado ameaçá-lo de um ataque, inbimando-o a abandonar a posição, e uma pequena guarnição espanhola tivesse sido localizada nas cercanias de Marabitanas.

Manuel Bernardo, em meio às várias preocupações que o atormentavam no governo, mantendo-se em contacto com as autoridades subordinadas da Capitania do Rio Negro, com o Capitão-General do Mato Grosso e Cuiabá, informado incessantemente de quanto ocorria nos sectores de fricção em perspectiva, manteve o estado de alerta. Às informações de que a casa-forte da ilha de São Gabriel não parecia suficiente para a defesa da fronteira norte,

í(4) A correspondência de Souza Delgado, arquivada na secção de manuscritos da B. A. Paraense, é copiosa e elucidativa sobre os successos a que nos estamos referindo.

ordenou, de acordo com o governador Valério Carreia, a construção de nova posição, na zona das cachoeiras, e outra no aldeamento dos Marabitana. Valério Córrela Botdho, que sucedeu a Gabriel de Souza Filgueiras, falecido no cumprimento do dever, no governo da Capitania do Rio Negro, portou-se dignamente, pondo de sobreaviso todas as forças da Capitania, enviando um destacamento para Solimões, reforçando os do alto Rio Negro, e preparando a população civil para qualquer emergência.

O capitão Filipe Sturm, que viera para os trabalhos demarcatórios, ao tempo de Mendonça Furtado, precedido de grande nomeada, foi o técnico escolhido para a efectivação dessas providências. Homem capaz, admirável no esforço que dispendeu nessa obra de defesa das fronteiras amazónicas, devidamente instruído, subiu o rio, disfarçado em canoeiro, indo até às posições espanholas de São Carlos, no Cassiquiari. Esteve no estabelecimento dos vizinhos, inteirando-se do que valia. iLevantou a carta do rio até o Cassiquiari, remetendo-a ao Capitão-General. E passando a dar cumprimento às instruções que recebera, devidamente estudadas as várias situações que pederiam oferecer mais segurança, levantou uma casia forte, de madeira, à margem esquerda do Rio Negro, entre os Marabitana, e outra em São Gabriel, junto à serra. A primeira foi denominada de São José de Marabitanas e a segunda de São Gabriel da Cachoeira. Sturm, porém, não ficara satisfeito com a obra realizada. Entendia que o apardamento defensivo da Capitania exigia outros estabelecimentos. Planejou, então, uma guarita no Issana, outra casa forte na margem direita do Rio Negro, abaixo de Marabitanas, para um cruzamento de fogos das duas fortificações sobre as embarcações inimigas que tentassem descer pelo rio em direcção a São Gabriel, e novos núcleos indígenas, dirigidos por autoridades militares que se amparassem em pequenos destacamentos.

Filipe Sturm, apaixonando-se pela causa da soberania portuguesa a que estava servindo, em vários relatórios que dirigiu a Manuel Bernardo e às autoridades governamentais do Rio Negro, indicou providências que entendeu necessárias e urgentes, para que a região não se visse envolvida pelo imperialismo espanhol. Sturm sugeriu mais a fortificação do Solimões e do Madeira. Sem estabelecimentos militares naqueles dois trechos da Capitania, o sistema defensivo não estaria completo. Os espanhóis, pelo Marañon,

teriam estrada fácil no Solimões. Os destacamentos de São José do Javari e de Tefé não pareciam suficientes. Haviam sido estabelecidos nos dias de Mendonça Furtado. No Madeira, ante o ousio dos espanhóis de Moxos e de Chiquitos, que punham em perigo constante a própria Capitania de Mato Grosso e Cuiabá, criada justamente para contê-los, não constituiria uma surpresa se des atingissem as águas do rio, tentando cortar as comunicações daquela unidade político-administrativa com o Grão-Pará. Ora, sabendo-se que todas as comunicações, todos os socorros para Vila Bela utilizavam o Madeira-Mamoré-Guaporé, é óbvio que a simples guarnição instalada por Mendonça Furtado em Borba, a Nova, não bastaria para manter livres aquelas comunicações (5).

Manuel Bernardo, aprovando todas as indicações de Filipe Sturm, ordenou que se reunisse em Barcelos uma conferência de que ele participasse juntamente com as autoridades responsáveis pela ordem na Capitania, inclusive o Governador, meditando sobre a conjuntura que lhe parecia sempre grave.

«D. José de Iturriaga, é verdade, de certo modo se vinha conservando numa atitude de mansidão. Seus agentes, todavia, não cessavam de trabalhar o espírito do gentio para levá-lo a abandonar qualquer ligação com os portugueses. Assim, em 1762, conseguiram seduzir os grupos de indígenas da região de Marabitanas, dirigidos pelos tuchauas Duerna e Caravuna, valendo-se do «Principal» Sicava, que lhes serviu aos propósitos, afirmando aos gentios que os destacamentos mandados por Melo e Castro, para aumentar as guarnições da fronteira, vinham com o objectivo de fazer-lhes guerra de extermínio ou submetê-los a escravização. Abandonando os aldeamentos, os Marabitanos incendiaram as habitações e destruíram as culturas iniciadas, indo abrigar-se no acampamento que os espanhóis possuíam acima de Marabitanas.

O comandante daquele sector da fronteira era o ajudante Francisco Rodrigues, que, de pronto, entrou a agir, tentando recuperar para a causa portuguesa os desertores. Pouco depois registava-se, porém, um facto desconcertante: os espanhóis, repentinamente,

(5) É copiosa, na secção de manuscritos da Biblioteca e Arquivo do Pará, a documentação que demonstra a actuação verdadeiramente notável de Sturm, inclusive sua correspondência com os governadores das Capitanias do Rir Negro e do Pará.

abandonavam o acampamento do Rio Negro, incendiavam-no, retirando-se para São Carlos.

Nenhum acontecimento de maior veio, logo a seguir, quebrar a paz reinante. Em 1763, todavia, firmada a paz de Paris, que restabelecia a harmonia na Europa ibérica, os 'territórios conquistados no período do conflito, deveriam, como já vimos, ser restituídos às soberanias de que haviam sido retirados. D. José de Iturriaga dirigiu-se a Manuel Bernardo, a 20 de Maio de 1763, para que fizesse evacuar o alto Rio Negro, entregando-o aos espanhóis, que ele entendia legítimos donos da região.

A 26 de Agosto, o Capitão-General Fernando da Costa de Ataíde Teive, substituto de Manuel Bernardo, deu a resposta, estranhando os termos da carta e mostrando a falta de fundamento das reflexões que continha. O Rio Negro, alegou, era um descobrimento, uma exploração e uma posse portuguesa, datando do período inicial da penetração sertanista do século xvii. Nenhum fundamento havia, portanto, para a evacuação.

Manuel Bernardo, precavido, e às perspectivas de novas reclamações de D. José de Iturriaga e da própria 'Coroa espanhola na Europa, antes de deixar o governo ordenara que, na Ouvidoria de Belém e na de Barcelos, ouvidas pessoas que pudessem testemunhar a ocupação antiga do Rio Negro pelos portugueses, fossem preparados Autos de Justificação, o que se levava a efeito ainda nesse ano de 1763-1764, perante os Ouvidores Dr. Feliciano Ramos Nobre Mourão e Lourenço Pereira da Costa. Ataíde Teive não revogou os actos de seu antecessor. Ao contrario, reforçou-os, procurando aparelhar a Capitania do Rio Negro para que dia pudesse prosperar e dispor dos recursos necessários à sua defesa. De logo, por exemplo, ordenou ao Governador Valério de Oliveira que reforçasse as guarnições da região das cachoeiras e fizesse vigiar o Rio Branco. Três canoas deviam ser empregadas nesse serviço, a ser realizado sob a direcção de um oficial capaz e de confiança.

Os espanhóis, a essa altura, começavam a criar preocupações na bacia do Solimões. Seus estabelecimentos, embora de pouca monta, estavam situados pelo Marañon e pelo Içaparaná. Rumorejava-se, no Solimões, que no Içaparaná, nas proximidades de São Paulo de Olivença, possuíam grandes plantações, escondidas pelo matagal. Dizia-se que haviam afirmado o propósito de levan-

tar povoação no sítio conhecido por Tabatinga. Ano de 1765. A defesa do Solimões fora iniciada pelo Governador Valério Correia, que expedirá para São José do Javari, tres anos antes, um grosso destacamento sob o comando do capitão Inácio Soares de Almeida. A essa primeira providência seguira-se a de levantar uma casa forte na mesma vila de São José do Javari, núcleo mais importante da região. O tenente Sebastião de Siqueira Pantoja fora encarregado da realização da obra, sendo o risco do estabelecimento traçado por Filipe Sturm, o homem providencial daquelas horas duvidosas da Capitania.

Feita de madeira, a praça, em breve, antes mesmo de estar concluída, ameaçava ruína. Ademais, verificara-se que não fora localizada em posição estratégica, que servisse às suas finalidades defensivas. O sítio Tabatinga, considerado melhor, indicado à consideração do Capitão-General, foi preferido. À ordem de Ataíde Teive, o alferes Francisco Coelho mandou ocupar a posição por um grupo de nove soldados, comandados por um sargento. Ano de 1768. Os espanhóis protestaram. Ataíde Teive mandou que a guarnição fosse mantida. S. Majestade aprovou a ocupação a 9 de Janeiro de 1769. O sargento-mor Domingos Franco fundara um povoado no mesmo sítio. A guarnição de São José do Javari passava, nessa mesma época, em sua quase totalidade, para Tabatinga, onde, anos depois, começaria a ser construída uma casa forte, no estilo das que se haviam levantado no alto Rio Negro.

No Içá, próximo à foz, os espanhóis mantinham um destacamento. Em 1766, devido aos rigores do clima e às dificuldades de comunicação com Ifasto e Popayan, de onde lhes vinham recursos, fora abandonado. Por ordem de Ataíde Teive, em 1768, uma guarnição luso-brasileira ocupou-o, denominando-o São Fernando do Içá.

À primeira vista parecia que os perigos estavam contornados. Os confinantes, se tentassem uma aventura militar, seguramente seriam contidos. Nem por isso, contudo, as autoridades descansaram das preocupações que lhes dava a fronteira. O governador da Capitania do Rio Negro, Joaquim Tinoco Valente, o Ouvidor Francisco Xavier Ribeiro de Sampaio e o Capitão-General João Pereira Caídas, cada um dentro de sua alçada, executaram providências, objectivando a segurança da região e sua melhor integração à vida nacional.

Tinoco Valente ordenou a fundação de novos núcleos urbanos, a ampliação da obra de catequese civil do gentio, ao mesmo tempo que procurava incentivar a lavoura.

O Ouvidor Ribeiro de Sampaio, objectivo, exercendo igualmente o cargo de Intendente do Comércio, Agricultura e Manufacturas da Capitania, empreendedor, mais ágil e altivo que o Governador, entregou-se à iniciativa de frutos óptimos, assistindo aos moradores nas suas iniciativas agrárias e mercantis, visitando o interior com olhos de ver.

O Capitão-General Pereira Caídas, confiando em Ribeiro Sampaio, aplaudindo-lhe os empreendimentos, de seu lado, à possibilidade de ter de enfrentar os espanhóis, tratou de aparelhar-se com as provas de que a soberania portuguesa no vale amazónico, na área deste, encontrava velhos fundamentos jurídicos. De ordem sua, por isso, uma vez que não encontrara no Arquivo paraense o auto do reexame a que seu antecessor Alexandre de Souza Freire mandara proceder, em 17-32, nos marcos plantados por Pedro Teixeira na confluência do Aguarico com o Napo, lavrou-se Auto de Justificação a 6 de Agosto de 1774, em Barcelos, em presença do Ouvidor Ribeiro de Sampaio. Depôs Francisco Xavier Mendes de Moraes, que jurou sobre os Santos Evangelhos, confirmou a diligência efectuada scib a direcção de seu mano, o sargento-mor Belchior Mendes de Moraes, esclarecendo que, então, fora encontrado um pedaço do marco chantado per Pedro Teixeira e levantado outro, a tudo assistindo, além do destacamento luso-brasileiro de que fizera parte, o Superior das Missões Jesuíticas espanholas, padre João Baptista Sana, que se encontrava acompanhado de três Religiosos de sua Ordem e de dois civis espanhóis ⁽⁶⁾.

Vivia-se, a essa altura, apesar das desconfianças e da vigilância que se efectuava sem cessar, uma tranquilidade assinalável. Duraria muito tempo? Logo no ano de 1775, sob a alegação de que realizavam indagações relativas às comunicações da bacia do Orenoco com a do Rio Branco, um destacamento espanhol, comandado pelo sargento João Marcos Zapata, penetrou pelo Uraricoera, atingindo o Rio Branco. Esse destacamento fora enviado por D. Manoel Centurion, que substituirá D. José de Iturriaga como

⁽⁶⁾ (Esses Autos guardam-se na secção de manuscritos da B. A. iParaiense.

Governador da Guiana. Homem activo, servido de forte ardor patriótico, D. Manoel Centurión, como seu antecessor, preocupava-se intensamente com o problema da colonização da fronteira. Desde 1771 recebera ordens para efectuar a incorporação dos territórios sobre que se exercia a soberania luso-brasileira ao império espanhol. Tinham-lhe faltado, todavia, apesar do entusiasmo por que as acolhera, os elementos necessários para a façanha. A aventura de agora, evidentemente, prendia-se ao propósito de cumprir aquela e outras várias determinações que lhe expediam de quando em vez.

O destacamento do sargento Zapata era composto de 13 soldados e 12 índios. Foi seguido por segundo destacamento, comandado pelo cabo Isidoro Bendon, de 10 soldados e 15 índios. As duas forças eram uma espécie de tropa de reconhecimento, que fazia as penetrações preliminares sob a alegação de que ia ao descobrimento da famosa Lagoa Dourada, que tanto dera que falar nos tempos iniciais dos descobrimentos, sendo <a causa de várias das expedições que haviam entrado pelo interior da América espanhola. Um terceiro destacamento, dirigido pelo alferes Antonio López, por fim, encerrava essa experiência imperialista, de pequeno porte, mas nem por isso menos perigosa, se considerarmos que, na realidade, podia ser o primeiro passo para uma empresa de envergadura, tanto mais quanto a região do Rio Branco, onde estiveram, continuava sem ocupação permanente de parte luso-brasileira.

É conveniente recordar, para a compreensão melhor da gravidade do episódio, que os luso-brasileiros, desde os inícios do século XVIII, vinham fazendo reconhecimentos na região, penetrando-a seguidamente, capturando bandos gentios trazidos para Belém e para o Maranhão a fim de servir nas propriedades agrárias dos colonos, colectando especiaria animal, pescando, sem, todavia, estabelecer posição permanente, apesar das ordens continuadas descidas de Lisboa para que se estabelecesse ali o domínio pela ocupação serena e estável. E em 1766, o alferes José Agostinho Diniz, por ordem do Governador Tinoco Valente, estivera no Mahu e no Uraricoera, comandando um grosso destacamento militar. Nada, porém, se fizera para executar aquelas ordens régias de ocupação ininterrupta, com um ou mais estabelecimentos permanentes. A penetração espanhola de agora, insistamos, oferecia

muita gravidade pelo que podia significar para o futuro da soberania sobre aqueles espaços, abertos ao apetite do mais ousado.

E foi compreendendo justamente o perigo que trazia a empreitada espanhola que, tanto o Governador Tinoco Valente como o Capitão-General Pereira Caídas, uma vez cientificados da ocorrência, apressaram-se em tomar providências, procurando evitar perigo maior.

Os espanhóis dos dois primeiros destacamentos pouco realizaram : situaram uma posição no Uraricoera, lugar que denominaram Santa Rosa, e outro, quatro dias acima da boca do Tacutú, que denominaram São João Baptista.

O capitão Filipe Sturm, o técnico arguto e avisado que servia em todas as horas difíceis com sua acção decisiva e com suas reflexões amadurecidas na experiência com o meio e com a gente da hinterlândia, foi mandado betar fora os invasores. A jornada não deu grandes trabalhos. Porque os espanhóis nenhuma resistência ofereceram, entregando-se à primeira intimação de Sturm. Sucede, porém, que além daqueles dois grupos invasores, havia o terceiro, o do cadete Antonio López, que descia as águas do Tacutú. Nem mesmo a força do cadete tentou, porém, qualquer resistência. O cadete, depois de ter procurado conquistar grupos indígenas no Pirara, para com eles estabelecer um núcleo de ocupação, descera o rio para o Tacutú, por cujas águas viera baixando. Na boca do rio, teve então a dolorosa surpresa de encontrar a guarnição luso-brasileira do capitão Sturm, que principiava a fortificação do lugar. Sem forças para uma operação militar, entregou-se.

A empreitada espanhola mangrava no nascedouro. Dela resultava, no entanto, que as autoridades luso-brasileiras, aproveitando a oportunidade, iniciavam o cumprimento das velhas instruções baixadas pelo Rei e pelo Conselho Ultramarino para fortificar a região, incorporando-a pela ocupação militar e pela ocupação realizada através os estabelecimentos indígenas e coloniais. O capitão Filipe Sturm, traçando a planta de uma casa forte, levantou-a na boca do Tacutú, artilhando-a com as peças que trouxera para a luta que se esperava travar com os espanhóis invasores e com as peças que lhe haviam caído em mãos no momento da rendição do cadete Antonio López. A casa forte, no estilo dos estabelecimentos militares que se estavam construindo pela hinterlândia, recebeu o nome de São Joaquim. À sua sombra protectora começou, a

seguir, a plantação de povoados indígenas com os bandos selvícolas que vieram trazer obediência à Coroa.

A partida, como vimos, não fora jogada com grande risco. Não correria sangue. Nem por isso os espanhóis se renderam à evidência de que era um facto consumado a soberania luso-brasileira. D. Manoel Centurion, ciente do que se passara, visivelmente irritado, enviou, por intermédio do capitão de infantaria D. António Barreto, que desceu a Barcelos, um protesto contra o que ele considerava uma violação do direito das gentes por parte dos luso-brasileiros, que estariam rompendo a paz reinante entre as duas monarquias ibéricas. O Governador Tinoco Valente repeliu o protesto, respondendo com uma exposição minuciosa, documentada, convincente, sobre os direitos que assistiam à Coroa portuguesa para a ocupação da região riobranquense e para o aprisionamento das forças espanholas que, essas sim, haviam violado a paz e a harmonia reinantes entre as duas nações.

Com a aprovação de Pereira Caldas, o Ouvidor Ribeiro de Sampaio ouviu sertanistas, principais indígenas, heróis anónimos das façanhas descobridoras do hinterland, fazendo Autos de Justificação do domínio português. Ano de 1775. Entre outros, depuseram os sertanistas Francisco Xavier Mendes de Moraes, Francisco Xavier de Andrade e Constantino Dutra Rutter.

O Ouvidor Ribeiro de Sampaio, além dessa providência de natureza jurídica, devidamente esclarecido por copiosa documentação de que se valeu, principiou a escrever uma «Relação Geográfica Histórica do Rio Branco da América Portuguesa», em que registara todo o esforço dos luso-brasileiros no seu propósito de descobrimento, exploração e domínio da região.

Quanto aos espanhóis, não se conformando com a situação de facto e de direito alcançada pelos luso-brasileiros, trataram de modificá-la pela força das armas. O substituto de D. Manoel Centurion na governança da Guiana, o tenente-coronel José Linhares, preparou-se para uma surtida militar, procurando a ajuda das autoridades superiores de Caracas e Cumaná. O vice-rei de Nova Granada deu-lhe ordens positivas para a façanha. José de Linhares solicitou, então, 300 homens devidamente equipados, para uma campanha de um ano. Essa força devia reforçar as que já haviam sido expedidas para São Carlos, objectivando todas elas uma incursão sobre Marabitanas e São Gabriel e posteriormente sobre

a região do Rio Branco. O reforço não foi, porém, enviado ao tenente-coronel. E o resultado imediato é que a empreitada belicosa não foi realizada. Fala va-se, nos arraiais espanhóis da fronteira, a esse tempo, que os luso-brasileiros preparavam-se para uma incursão de alto estilo sobre as posições contrárias. Ao invés, por isso, de um ataque, os espanhóis, diziam, ocupavam-se de preparativos defensivos, colooando de sobreaviso todas as guarnições da fronteira e reforçando São Carlos (7).

Com a chegada do aviso régio de 11 de Junho de 1777, expedido de Madrid, encerraram-se os receios. Preparava-se, na Europa ibérica, o Tratado de is. Ildefonso, que devia pôr termo às diferenças reinantes na Sulamérica. A Amazónia, ocupada efectivamente em larga extensão pelos luso-brasileiros, que lhe procuravam dominar a agressividade, constituía uma esplêndida página do empreendimento colonial português no Novo Mundo, consequente à obra pioneira do Infante.

ARTHUR CEZAR FERREIRA REIS

1(7) Quijano Otero, *Memoria historica sobre limites entre la República de Colombia y el Império del Brasil*, págs. 92-13. (Bogotá, 1069.

A política diplomática da corte do Rio de Janeiro em relação à Banda Oriental do Uruguai (1808-1812)

Mesmo que vários navegantes portugueses houvessem explorado o estuário do Rio da Prata desde o ano de 1531, foi somente depois que Portugal conseguiu a sua independência da Espanha, em 1640, que começou uma determinada marcha portuguesa para aquele território da parte meridional da América do Sul, onde era impossível fixar, até então, a linha de demarcação do Tratado de Tordesilhas de 1494. Precedido per uma lenta extensão da colonização para o sul do Brasil, foi em 1678 que o Conselho Ultramarino deu a sua aprovação para a fundação da Nova Colônia do Sacramento, cuja construção começou em janeiro de 1680. Sete meses depois os espanhóis de Buenos Aires com uns 3 000 índios das reduções jesuíticas tomaram de assalto o reduto português, sendo este devolvido aos portugueses pelo Tratado Provisional de 7 de maio de 1681.

Desde esta data houve uma contínua disputa sobre as fronteiras do sul do Brasil e o território da banda oriental do rio Uruguai, entre as duas Cortes de Madrid e Lisboa. A questão jurídica ficou sem solução. Nova guerra na Europa resultou na evacuação da Colônia, em 1705, e, pelo Tratado de Utrecht, Portugal tomou a receber a Colônia e «seu território». O que constituía exactamente o território da Colônia foi impossível determinar. Cada Corte insistia no parecer mais favorável aos seus interesses.

Em fins de 1723, os portugueses chegaram a Montevidéu, fazendo uma fraca tentativa para ali estabelecer um forte. Expulsos pelos espanhóis, estes fortificaram a nova posição, que logo reduziu a Colônia à situação de uma praça encravada dentro de território espanhol. Novo rompimento entre Espanha e Portugal, em 1735, deu origem a um sítio à Colônia e nesta ocasião os portugueses, fracassando no seu ataque a Montevidéu, fortificaram a posição

do Rio Grande —■ à entrada da Lagoa dos Patos —, e dali foram ao sul da Lagoa Mirim, onde construíram a fortaleza de São Miguel.

Em 1747, inicia-se um período de melhor entendimento e aproximação entre as duas Cortes, do que resultou o Tratado de Madrid de 1750. Devido ao melhor conhecimento da geografia e cartografia, os portugueses levaram vantagem no que respeita às fronteiras entre as duas potências na América do Sul. Quando as comissões demarcadoras de limites chegaram ao local, os espanhóis verificaram que os seus adversários já estavam um pouco distantes do Rio da Prata, e, apesar de perderem a Colónia, iam receber o vasto território dos Sete Povos das Missões.

Os portugueses obstinaram-se em não aceitar o verdadeiro braço do rio Ibicuí, a entrega dos Sete Povos, enquanto não estivessem completamente pacificados, e Pombal recusou a entrega da Colónia, citando as elevadas despesas com os demarcadores e as intrigas dos jesuítas na sublevação dos índios. Assim foi »ab-rogado o Tratado de Madrid pelo Tratado de El Pardo de 1761. Com uma nova guerra, Portugal perdeu a Colónia, a fortaleza de Santa Teresa — construção em fase final —, São Miguel e a vila do Rio Grande. Pelo Tratado de Fontainebleau as coisas deviam voltar ao *status quo* antes das hostilidades, mas a Espanha alegando a falta de Portugal em respeitar as condições de antigos tratados ficou na posse do território conquistado, contentando-se somente em entregar a Colónia.

Desde esta época Pombal cogitou a incursão portuguesa no território ocupado pelos espanhóis, embora declarasse publicamente que seus militares agiram sem sua autorização. Assim foi conquistada a vila do Rio Grande em 1776. Os espanhóis reagiram mandando uma frota de 8 000 homens que tomaram a ilha de Santa Catarina e a praça isolada da Colónia. Sòmente a chegada da notícia de um armistício salvou os portugueses no Rio Grande.

Afastado Pombal do governo, Espanha e Portugal concluem o Tratado de San Ildefonso, pelo qual Portugal perde a grande vantagem que tinha em 1750 no sul do Brasil. Os Sete Povos e Colónia pertencem à Espanha e a fronteira recua para o norte. Na demarcação deste Tratado como na de 1750, os comissários portugueses recusam aceitar a fronteira do rio Piratini, porque este não foi citado pelo Tratado, de maneira que a demarcação nunca chegou à sua conclusão.

Quando, em 1801, as hostilidades romperam, a Espanha tomou Olivença a Portugal. Mas, na América, um grupo de 40 aventureiros gaúchos conquistaram os Sete Povos das Missões e as forças regulares estabeleceram-se no Jaguarão. Portugal conservou o território conquistado, alegando que isto incluía as estâncias dos povos índios que ficavam ao sul do rio Ibicuí, (*) posição contestada vivamente pelos espanhóis. Por fim insistiram os espanhóis que o governador do Rio Grande e o vice-rei do Rio da Prata haviam concluído em 1804 um acordo sobre as fronteiras, mas um estudo da correspondência da época destrói o fundamento desta tese⁽²⁾.

Ocupando Montevidéu e Buenos Aires, os ingleses ofereceram a fortaleza de Santa Teresa aos portugueses, caso estes quisessem tomar conta dela e guarnecê-la ⁽³⁾. No ano seguinte, o Príncipe Regente desanexou o Rio Grande do governo do Rio de Janeiro, erigindo-o em capitania geral, ficando-lhe subordinado o governo da ilha de Santa Catarina. Pela mesma carta patente foi nomeado governador e capitão general o conselheiro D. Diogo de Souza, que se distinguira nos governos de Moçambique e do Maranhão.

Com a transferência da Corte portuguesa para o Rio de Janeiro, iniciou-se logo um período de grande actividade com relação aos assuntos do Rio da Prata. Rodrigo de Souza Coutinho, novo Ministro de Estado dos Negócios Estrangeiros e da Guerra, mandou um officio ao Cabildo de Buenos Aires oferecendo-se para tomar o vice-reinado «de baixo da Sua Real Protecção» e caso «não sejam ouvidas [as propostas] então S.A.R. será obrigado a obrar de mão commum com o Seu Poderozo Alliado...» ⁽⁴⁾. Ao

⁽⁰⁾ Joaquim iFelix dia IFonseca a Francisco João Rossio, 22 nov. 1801, S. Nicolau, Arquivo Nacional do Rio de Janeiro (citando daqui em diante domo AN), Col. 104, XHI, 1613-154; Silva Gama ao Marquês de Sobre monte, 19 jan. '1805, P. Alegre, *ibid*, jpp. 1913-196; *idem a idem*, 4 mar. 11806, *ibid*, pp. 120-121.

⁽²⁾ Siva Gama a Sobremonte, 12 jan. 1806, *ibid*, p. 207.

⁽³⁾ Silva Gama ao Conde dos Arcos, 16 nov. 1606, AN, Col. 104, XIV, 147.

⁽⁴⁾ /Sousa Coutinho ao (Cabildo de Buenos Aires, 13 mar. 1808, Arquivo Histórico do Itamarati, III, 30 (Ministério das Relações Exteriores, Rio »de Janeiro, citado daqui em diante como AHI), lata 343-4, maço 3, SECRETOS, fis. 1-2.

mesmo tempo o Marechal Joaquim Xavier Curado foi enviado a Buenos Aires e Montevideu com o pretexto de iniciar as relações comerciais mas, na realidade, o motivo da viagem era a entrega destas praças às forças portuguesas. «O Príncipe Regente Nosso Senhor He Servido q V. S.^a logo q receber este Avizo mande pôr promptos a marchar, mas sem fazer movimento algum, todos os Corpos Militares dessa Capitania, os quaes devem marchar para os confins do Rio Grande, e dali para o lugar onde requerer a sua assistência o Brigadeiro Joaquim Xavier Ourado...» Nesta conformidade escreveu-se aos Governadores de São Paulo e de Santa Catarina ⁽⁵⁾. Souza Coutinho escreveu a Curado que «na ultima extremidade, e com grande pena, S. A. R. desembainhará a espada, e fazendo cauza comum com os Seus Alliadcs poderá procurar pela Guerra successos, e vantagens, q S. A. R. apreciará muito menos do q aquellas felices transaçoes, q' possão pôr esses Povos de baixo do seu Egidio, e fazer q com a sua Real Protecção lhes procure toda a segurança, e comodos do comercio, q devem dezejar»- ⁽⁶⁾.

O efeito dos officios e da chegada de Curado ao Rio da Prata foi o de causar alvoroço em Buenos Aires e também o aumentar ainda mais a hostilidade entre o Vice-rei Liniers e o Governador de Montevideu. iLiniers proibiu que Curado entrasse em Buenos Aires sem credenciais ⁽⁷⁾ e o Cabildo, então, respondeu a Souza Coutinho que «esitas ofertas seductoras no son capaces de trastornar la fidelidad de los habitantes de la America Española; tampoco las amenazas pueden infundir el menor recelo en sus animos acostumbrados a arrostrar toda clase de peligros...» ⁽⁸⁾.

Chegando o Almirante Sir Sidney Smith ao Rio, no dia 8 de maio, Souza Coutinho preparou, com ele, um projecto de invasão que seria apoiada com tropas inglesas, que esperavam em Cork,

⁽⁵⁾ Souza Coutinho a Curado, 115 mar. 18108, *ibid*, fis. 2-3; *idean* a Paulo José da Silva Gama, *ibid*, fis. 4-51.

⁽⁶⁾ *Idem* a Curado, 8 maio 18108, *ibid*, fis. 7^8. Ver também: Walter A. de Azevedo, «A missão secreta de Curado», *Revista do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro* (citado daqui em diante como *RIHGB*), vol. T92, p. 173.

⁽⁷⁾ Santiago Liniers a Curado, B. Aires, 26 abr. 18108, AHI, lata 1712, maço 2.

⁽⁸⁾ Cabildo de Búlenos Aires a Souza ICoutinho, 14 maio 1(808, Arquivo Nacional da Torre do Tombo, Lisboa, *Ministério dos Negócios Estrangeiros* (citado daqui em diante como TT, MNE), maço 41; AHI, lata 1S3, maço 2.

na Irlanda (9). Smith também arranjou um secretário para a Princesa Dona Carlota Joaquina, o famoso Dr. José Presas, recém-chegado de Buenos Aires. Entretanto, antes de conseguir pôr estes pianos em fase activa, chegaram notícias do motim espanhol em Aranjuez, de maneira que foi necessário mudar o rumo do projecto, já que o governo britânico decidira apoiar a Junta de Sevilha e desviar para a Espanha as tropas destinadas à América do *Sul (10).

Ao enviar as credenciais a Curado, Souza Coutinho exigiu que avisasse a Liniers «para tomar todas as medidas para impedir que os franceses não venham ao Rio da Prata... exige q o Ex.mº Vice Rey lhe entregue com consentimento do Povo Hespanhol a Guarda da margem Septentrional do Rio da Prata, athe a Paz Geral...» (11).

Em conselho com Dona Carlota, D. João, Smith e Souza Coutinho decidiram emitir manifestos em favor dos direitos de Dona Carlota ao trono da Espanha, os quais foram distribuídos por toda a América Espanhola. Apesar dos grandes esforços que neles se despenderam, os manifestos só aumentaram a confusão e a desconfiança quanto aos propósitos da Corte do Rio de Janeiro (12). Ao mesmo tempo, os comandantes militares portugueses foram avisados — em consequência da revolta espanhola em Aranjuez—«que os espanhóis vieram a ser aliados e que não era necessário tentar contra eles nada do que estava projectado» (13).

Presas, ao receber as respostas dos manifestos, ficou muito animado com a possibilidade de Dona Carlota ir ao Prata (14), mas

i(9) John Barrow, *The Life and Correspondence of Admiral Sir Sidney Smith* (Londres, 1848), II, 281.

(10) José Presas, *Memórias secretas de D. Carlota Joaquina* (Rio, 1940), pp. 2*6-29.

K(11) Souza Coutinho a Curado, 2*7 jul. 1808, SECRETOS, 11-12; *idem* a Liniers, 27 jul. 1808, *ibid.*, l'0-lil; Curado a Liniers, Mon te vi deu, 2 set. 1808, Arquivo do Museu Imperial, Petrópolis, R. J. Brasil (citado daqui em diante como AMI), XXIII, 243.

(12) Diego Luis Molinari, *Antecedentes de la revolución de mayo*, IU (Buenos Aires, 1926), '6-1*2 e apêndice vii-xx. Também em AMI, XXIII, 2'3;7, 23.8, 23*9, 240. Ver também: Caio de Freitas, *George Canning e o Brasil* (São Paulo, 195*8), I, 2*08-2*5*8.

i(13) (Souza Coutinho a Silva Gama e outros, 13 set. 1808, SIEIOREITOS, 19-2*0.

i(14) Presas a (Sidney Smith, AMI, XV, 28*6, 12 out. 180*8.

Souza Coutinho mostrou pouco interesse quanto ao projecto, ordenando, então, que se conservasse a maior amizade com os espanhóis. Para proteger o Brasil contra um iminente ataque francês, a defesa da costa foi posta sob o comando do Almirante Smith ⁽¹⁵⁾.

Presas, então, como se deduz da leitura das cartas que escrevera à Princesa ⁽¹⁶⁾, convenceu-a do sagrado dever de uma viagem ao Prata, — para a salvação dos interesses dos espanhóis, ponderava ele. Ao mesmo tempo, o Almirante Smith, que agia em nome de Dona Carlota Joaquina, preparava-se para levá-la a Buenos Aires num navio inglês, tendo ele autorização de ceder a margem esquerda do Rio da Prata a D. João, em troca de que o Rio Amazonas fosse aberto aos espanhóis.

Nessa conjuntura interveio o Ministro inglês, Lord Strangford, que se opôs tenazmente ao projecto, mostrando ao Príncipe o perigo de ficar em poder da Princesa o controle do Rio da Prata, o que fatalmente acarretaria prejuízos ao Brasil ⁽¹⁷⁾. D. João cedeu parcialmente às súplicas de sua esposa, permitindo que fosse ao Prata «quando V.A.R. for chamada de modo formal e autentico» ⁽¹⁸⁾, mas uma semana depois, devido à insistência de Strangford, proibiu a viagem sem a autorização de Sua Majestade Britânica ⁽¹⁹⁾. Ao mesmo tempo D. João pedia a demissão do Almirante Smith do cargo que exercia no Brasil, vindo o secretário Presas a sofrer a mesma sorte ⁽²⁰⁾.

Enquanto D. João impedia que sua esposa partisse precipitadamente para Buenos Aires, ele, no começo de 1809, mandou o futuro Conde de Palmeia, Pedro de Souza e Holstein, a Cádiz, tentar conseguir o reconhecimento de «os direitos Eventuais» da Princesa à coroa da Espanha, na ausência do legítimo rei, D. Fernando VII. Também Palmeia devia avisar aquele governo de que, após a restauração da Espanha, S.A.R. não procuraria «de Se

i⁽¹⁵⁾ ISouza 'Coutinho a Silva Gama e outros, 22 out. 1808, SECRETOS, 23/215.

O⁽⁶⁾ Presas a Carlota, 21 e 216 set. e 1 out. 1808', A/MI, XIV, 2185.

(17) Alan K. Manchester, *British Preeminence in Brazil* ((O Chapel Hill, N. C., E. U. A., '19i33), pp. 12*0-11215.

I(i8) D. João a ICarlota, 20 nov. 11008, AiMI, XIV, 2107.

(19) *Idem a idem*, 28 nov. 180*8, A1MI, XIW, 272

■⁽²⁰⁾ ID. João ao Rei da Inglaterra, 28 nov. 1180*8, TT, MINE, maço 48.

compensar na America das perdas que a Sua Corôa de Portugal havia soffrido na Europa...». E ainda, Palmeia devia lembrar aos espanhóis que seria conveniente a restituição de Qlivença (21).

Embora uma pequena facção em Buenos Aires, chefiada por Felípe Contucci, tentasse conseguir que Dona Carlota fosse declarada Regente (22), os resultados foram nulos. E com a revolução em Buenos Aires, em maio de 1810, a situação mudou por completo. A Gazeta de Buenos Aires de 7 de junho noticiava que «os Portugueses tem exedi do na margem meridional do Ibdcu y os limites que pelo deslinde de 1804 devião guardar, ocupando todo o territorio pertencente aos Espanhóis até a margem do Quaray»i(23).

Com os protestos dos ministros inglês e espanhol no Rio, Diogo de Souza pode dar as explicações satisfatórias de que estas terras pertenciam aos portugueses desde 1801, e que nunca existiu uma demarcação de fronteiras entre as duas coroas (24). Foi, contudo, impossível desvanecer a desconfiança que reinava em Buenos Aires quanto à intenção dos portugueses e em Montevidéu o Governador Elío fizera os mesmos protestes no ano anterior.

Buenos Aires, com seu plano de incorporar todas as antigas províncias do vice-reinado do Rio da Prata, ameaça reconquistar as Missões Orientais, e com esta notícia começou uma acção para fortalecer as guarnições do sul do Brasil (25). O Príncipe Regente declarou que não perderia «hum só palmo de terreno de que desde a ultima guerra se acha de posse». Ao mesmo tempo parecia «que Montevidéu mostrava alguma disposição a proclamar a Princeza e a reclamação de soccorros» (26). Neste caso, Diogo de Souza já recebera ordem «que ainda no caso de lhe ser pedido auxílio na

(21) Linhares a Palmeia, 9jan. 11809, AJHI, lata 1'70, maço 2.

(22) Ver: correspondência de Contucci a Carlota, B. Aires, 1809, AMI, XVI, 301.

(23) «Extracto de alguns Artigos transcritos em diversos Papeis Periodicos», Diogo de Souza ao iCon'die das Galvêas, R. Grande, 24 nov. 18110, AN, Col. 608, I, 22S.

(24) Linhares a Diogo de Souza, 9 ago. 1010, *ibid.*, pp. 107.

(25) Conde das Galveias ao Prinoipe Regente, 9 nov. 18110, TT, MNE, maço 3'6.

(26) Linhares a Diogo de Souza, 27 out. 1810, AN, Col. 608, I, 177. O que parece ao autor é que os portugueses avançaram desde as vertentes dos rios Ibicuí e Quaraí até à margem setentrional do último, um acto que, de facto, seria ilegal, embora a extensão 'de terreno fosse pouca.

forma que já lhe ordenei pelas Authoridades Governador, ou Cabildo de Monte Video estabelecidas, pelo Senhor Rey Femando VII, que V. M. não Marche, nem avance em seu socorro, se não quando conheça, que esta requisição não he fantástica, mas que procede de huma grande mayoridade do Povo Espanhol, o que realmente reconhecem, e proclamão os Direitos Eventuaes de S.A.R. a Princesa Nossa Senhora, pois que de outro modo seria não so huma temeridade o attacar, m-as seria até contrario à boa fé que S.A.R. professa achando-se ligado pelos vinculos de Amizade à Alliança que o unem a SS. MM. Britânica e Catholica» (27).

Sitiada pelas forças de Buenos Aires, Montevideu decide aceitar as ofertas de auxílio do Brasil. O Governador Vigodet, porém, escrevia pedindo dinheiro e espingarda «pues de tropas abundo... y que no debe admitirlo (tropas portuguesas)» (28). Diogo de Souza respondeu que as suas espingardas se destinavam às suas próprias tropas, e que carecia de fundos locais, mas estava pronto para entrar numa operação conjunta (29). Ao mesmo tempo opinava que a Princesa deveria ir a Montevideu com a permissão de seu marido, o Príncipe Regente (30). E o ministro espanhol no Rio repetia as mesmas palavras (31).

A esse tempo, anunciava que o Príncipe Regente aprovara a resposta de Diogo de Souza ao Governador de Montevideu e que «he necessario ter em vista o Gabinete de Londres, que não se explica claramente sobre estes objectos; e por isso, e para rebater os Revolucionarios de Buenos Aires, só pode o Mesmo Augusto Senhor dar os socorros estipulados pelas Tratados expedidos pelos proprios Espanhoes». Não podendo exceder os limites, Souza devia avisar os governadores de Montevideu e Paraguai que se achava autorizado a entrar no território deles com as suas tropas, uma vez que estes ou o vice-rei Elío lhe pedissem. Para fornecer auxílio em forma de espingardas ou dinheiro seria inútil, pensava o Príncipe Regente (32).

(27) Linhares a Diogo de Souza, 2º ago. 1810, SECRETOS, foi. 63.

(28) (Vigodet a Diogo de Souza, 24 dez. 1810, AN, Col. 608, I, 282.

(29) (Diogo de Souza a Vigodet, *ibid.*, foi. 213 (6 jan. 1811).

(30) Diogo de Souza a Linhares, 7 jan. 1-811, *ibid.*, foi. 214.

(31) ICasa Yrujo a Carlota, 1-7 fev. 1811, AMI, XXIV, 528.

(32) Linhares a Diogo de Souza, 22 fev. 1811, SECRETOS, foi. 89-92.

Logo depois, Souza Coutinho, agora Conde de Linhares, mandou Souza atacar Belgrano com a condição de retirar-se logo. Tal acção daria uma prova de confiança e boa-fé ao Vice-rei e ao Governador de Montevidéu ⁽³³⁾. E mais tarde explicou: «Igualmente sabe Sua Alteza Real que se entrarem Tropas Portuguezas no Territorio Espanhol, sem que os Governadores Espanhoes as requierão, que certamente os mesmos Governadores não de reclamar contra esta acção, e lhe não de dar as Côres mais feias em Espanha e em Inglaterra, que também de certo modo indirecto protege os de Buenos Ayres...» Quanto à conduta dos governadores espanhóis, Linhares observou que «em tudo mostram a maior desconfiança do Governo Portuguez, que de modo algum se fazem ver adherentes aos Direitos Eventuaes de S.A.R. a Princeza Nossa Senhora», e advertiu que «de modo algum lhe convém proteger nem a Independencia de Buenos Ayres, nem os seus principios revolucionarios ... » ⁽³⁴⁾.

Efectivamente, veio o protesto do Ministro espanhol com o envio de 1 000 homens para cortar a retirada de Belgrano do Paraguai, quando o governador Velasco havia pedido duzentos. Dizia Casa Yrujo «el Gobierno Español no sufrirá la entrada de Tropas Estrasgeras en su territorio del Vireynato de Buenos Ayres, como pretexto ni motivo alguno, excepto en el caso que fuesen solicitadas por el Virey» ⁽³⁵⁾.

Esta nota enfureceu Linhares, que imediatamente mandou Souza retirar suas tropas do lado ocidental do rio Uruguai e a Casa Yrujo fez lembrar os «repetidos Actos de boa fé...», prometendo levar ao conhecimento da Regência de Espanha a injusta provocação do seu Ministro. E «finalmente S.A.R. dará novas ordens para que se não dê soccorro algum ao Vice Rey e Governadores Espanhoes...» ⁽³⁶⁾.

Neste estado de coisas, Lord Strangford propôs uma mediação entre Elfo, que só tinha influência em Montevidéu, e a Junta de Buenos Aires. O Príncipe Regente concordou com este plano, contanto que ele pudesse entrar na negociação e com a condição

⁽³³⁾ *Idem a idem*, 1 mar. 1811, *ibid.*, fol. 92-94.

⁽³⁴⁾ *Idem a idem*, 20 abr. 1811, *ibid.*, fol. 100-U04.

⁽³⁵⁾ Casa Yrujo a Linhares, 2 maio 1811, IA/MII, XXIV, 526.

⁽³⁶⁾ Linhares a Casa Yrujo, 3^o maio 1811, IAIMI, XXV, 547.

de estabelecer a liberdade de comércio de Montevideu e de Buenos Aires, declarando ao mesmo tempo «/que não quer adiantar os Seus Limites de hum so palmo de terra» (37).

Neste intervalo, Elío resolveu arriscar-se e tomar a responsabilidade de pedir tropas portuguesas a Dona Carlota Joaquina. Estas tropas, explicou Elío, «puedan abrirse la comunicaci3n con esta Plaza, y entrar con inter a sugiecion y arreglo à mis ordenes pues de otra maneira ni debo ni puedo admitirlas... repito conviene sobre manera la celeridad pues sin ella seria inútil el socorro...» (38). Elío justificou seu procedimento em outra carta a Dona Carlota dizendo que «el Supremo consejo de Regencia acaba de prevenir à leste gobierno, que en el extremo caso de ver la inminente perdida, y riesgo de entregar la Plaza, ocurra a los auxilios y fuerza qule logre obtener de los Portugueses» (39).

Os despachos de Elío e Souza produziram uma grande inquietude na Corte do Rio, permitindo a Souza «obrar de baixo de toda a sua responsabilidade, como julgar mais conveniente ao Real Serviço...» (40). Urna semana mais tarde — «Ordena S.A.R. que V. S.^a se ocupe logo de salvar a mesma Praça, e de pacificar o Territorio áquem do Uruguay entrando immedia tamen te V- S.^a com a maior força sobre o Territorio Espanhol» (41).

Elío aceitou a condiç3o de mediaç3o portuguesa com Buenos Aires (42) e, para essa Junta, Linhares tratou de expedir uma comunicaç3o para conseguir o mesmo objectivo (43) tendo, ainda, de explicar perante Lord Strangford o motivo da intervenç3o (44). Com esta preparaç3o entraram as tropas portuguesas na Banda Oriental em 15 de julho. Linhares achou provável que tanto Montevideu como Buenos Aires aceitassem a mediaç3o e neste caso

(37) Linhares a 1>iogo de Souza e à Junta de Buenos Aires, 30 maio 1811, *ibid.*

(38) Elío a Carlota, Montevideu, 1 maio 1811, AJMI, XXIV, 5'22.

(39) *Idem* a *idem*, 4 ago. 1811, *ibid.*

(40) Linhares a Diogo de Souza, 1 jun. 1811, AMI, XXV, 547.

(41) *Idem* a *idem*, 9 jun. '1811, SECRETOS, 122-125*.

(42) Elío a Carlota, 9 jul. T8U1, 1AiMI, XXIV, 52'2.

(43) Linhares a Diogo 'de Souza e à Junta dis B. Aires, 6 jun. 1811, AiMI, XXV, 5'62.

(44) Linhares a Strangford, 3 e 7jun. 1811, AMII, XXV, 647.

se retirariam as tropas de Buenos Aires para além do rio Uruguai e o exército de S.A.R. para dentro dos seus Reais Domínios ⁽⁴⁵⁾.

>Em 20 de outubro de 1811, depois de várias tentativas e discussões tanto no Rio de Janeiro como no Prata, assinou-se um armistício entre o governo de Buenos Aires e o Vice-rei Elío. Ambos reconheceram Fernando VII como seu legítimo soberano, prometendo Buenos Aires enviar auxílios para a Espanha. As tropas de Buenos Aires desocupariam definitivamente a Banda Oriental «de modo que el Paraná sera el limite que divida el territorio de ambos gobiernos». Pelo artigo 19, «El Ex.^{mo} señor Virrey se ofrece à que las tropas Portuguesas se retiren à sus fronteras, y dejen libre el territorio Español consiguientes à las intenciones del S.^{or} Principe Regente manifestadas à ambos gobiernos.» E, conforme os desejos dos portugueses e ingleses, estabeleceu-se a liberdade de comércio em Montevideu e Buenos Aires ⁽⁴⁶⁾.

Um pouco antes de partir para a Espanha, para onde havia sido chamado a fim de apresentar comtas do seu governo, Elío se queixou «de la estraña conducta que observan las tropas Portuguesas, que al mando del General D. Diego de Sousa se hallan en Maldonado, y del comportam.¹⁰ poco decoroso de dho. General con respecto a mi persona-» 'Comentando os roubos de gado e bois, Ello estrañou que as tropas não estivessem às suas ordens, declarando «que retiradas ya las tropas de B.^s Ayres en virtud del tratado, el vecino que esperaba gozar de tranquilidad tiene que abandonar suas chozas, y estancias huyendo de los Portugueses.» ⁽⁴⁷⁾

Em meados de novembro, Elío entregou o governo de Montevideu a Gaspar Vigodet. Este não quis proceder hostilmente contra Buenos Aires como queria Dona Carlota, alegando que tal acção seria contra os termos do armistício ⁽⁴⁸⁾. Também o príncipe regente julgou que o reconhecimento dos direitos eventuais da Princesa, agora reconhecidos pela Regência da Espanha, não tocava a frações daquela monarquia (Buenos Aires). Quanto à fronteira do Brasil meridional, só depois da pacificação geral

⁽⁴⁵⁾ Linhares a Diogo de Souza, 29 jul. 1811, IAIHH, lata 1811, maço 6

⁽⁴⁶⁾ Armistício de 20 de outubro de 1811, (AHI, lata 193, maço 3.

⁽⁴⁷⁾ Elío a Carlota, 26 out. 1811, AIMT, XXIV, 522.

⁽⁴⁸⁾ Vigodet a .Carlota, 16 nov. 1811, IAIMI, XXIV, 518.

da Europa é que se podia estudar o assunto. E Diogo de Souza, antes de retirar-se, devia receber um grande número de portugueses e espanhóis aprisionados, além da restituição dos bens dos negociantes portugueses de Buenos Aires, inclusive os escravos fugidos. Conseguido tudo isto, Diogo de Souza podia retirar-se para os domínios de S.A.R., «pondo-se de acordo para assim o fazer com os Generaes Espanhoes Vigodet e Goyeneche aquem V.S.^a fará constar isto mesmo, e q tem ordem de demorar-se se elles assim o requererem. Finalmente remeto a V.S.^a as notas que me entregou o Marquez de Casa Yrujo sobre as queixas feitas pello Vice Rey Elio, sobre queixas formadas contra violencias praticadas pello nosso Exercito, e SA.R. ordena q as fassa examinar, e indemnizar o q for de justissa, bem oerto q SA.R. está bem persuadido, e informado da boa, e severa disciplina em que V.S.^a tem conservado o seu Exercito, e q nada se pode imputar a V.S.^a cuja conducta tem merecido inteiram.¹⁰ a Real Aprovação.» (49).

Enquanto Buenos Aires concordava em retirar-se da Banda Oriental, tal plano encontrava oposição no «Jefe de los Orientales», José Artigas. No dia 2' de Janeiro de 1812, Diogo de Souza queixava-se à Junta de Buenos Aires que Artigas ainda se encontrava na Banda Oriental, tendo tido vários choques com destacamentos portugueses. E pediu, ainda, à Junta que obrigasse Artigas a cumprir com o estipulado na convenção. E, também, lembrou à Junta que as Missões Orientais eram da coroa portuguesa desde 1801. E mais, que só quando Artigas despedisse suas tropas e a Junta entregasse os desertores portugueses, podia ele iniciar a sua marcha para o Brasil. A seu ver, a Junta devia reconhecer a boa-fé dos portugueses e declarar que não atacaria as terras do Príncipe Regente sem ordens da Espanha (50).

Buenos Aires, então, protestou contra a presença das tropas portuguesas (51), como era natural, sendo seu objectivo removê-las para poder atacar Montevideu. Vigodet, por sua vez, chamou a

1(49) Linhares a Diogo de Souza, 1 dez. 1011,1, AiMU, XXV, 547.

1(50) iSouza à Junta de Buenos Aires, '2 jan. 1812, Registro de Diogo de Souza, AHI, lata 343, maço 0.

i(51) «Memorandum do 'Governo Supremo ao Capitão General 'de Montevidео», 1 jan., 1812, Carlos Calvo, *Anales históricos de la revolución de la América Latina* (Paris, 1864), II, 42.

atenção para a falta de remessa de moedas a Montevideu e a presença de tropas orientais na Banda Oriental ⁽⁵²⁾. Buenos Aires contestou que o movimento de Artigas fosse espontâneo e que não se podia enviar moedas desde que o território do Alto Peru estava ocupado por uma força hostil ⁽⁵³⁾. Finalmente Vigodet informou a Junta que seria inútil protestar contra a presença dos portugueses já que Artigas continuava a ser socorrido por Buenos Aires.

Falecendo o Conde de Linhares, em 26 de Janeiro de 1812, sucedeu-lhe o Conde das Galveias, que mui difficilmente poderia manter a posição independente adquirida por seu antecessor junto a Strangford. E quase nesta mesma data o Príncipe Regente foi abalado com a notícia de um choque dos insurgentes de Artigas com os portuguezes e do revés sofrido por estes. E fora também verificada nitidamente a disposição que a Junta de Buenos Aires mostrava para com Artigas, por um artigo publicado na Gazeta de Buenos Aires de 3 de Janeiro.

Galveias escrevia: «Como porem as idéias, que aqui se podem ter devem ser imperfeitas à vista d'aquellas que V-S. de mais perto deve ter adquirido sobre a extensão de sinceridade dos Hespanhoes, a qual he tanto mais duvidosa quanto se conhece a antiga animosidade, e revalidade de Nação a Nação, e a má fé dos Hespanhoes para com nosco, ainda quando tinhão, como nós, a felicidade de possuir hu Governo Monarchico, e legitimo, ccomo entre outras occazioens se vio no da Campanha do Roussillon, pode V.S. regular a grande confiança, que merecem, sendo para notar que a sua má fé, ainda agora mais se verifica, e confirma, quando se vêm as accuzaçoens, que nos fazem de dispoziçoens de ambição, e de conquista, quando todos sabem, que as nossas Tropas, entrárão ali á força das sollicitaçoens do Ex Vice Rey Elio, e que longe de entrar como Exercito Conquistador, somente o fez como pacificador, debaixo de cujos principios se tem religiozamente conservado; e he portanto que S.A.R. deixa á perspicacia, e judiciozo descer - nimento de VJS. conduzir-se em tão arriscada conjunctura, qual he a que ahi appresenta hum estado de Governo Revolucionario, com aquella prudencia, e prevenção, que se requer, afim de não

(52) Vigodet à Junta de Binenos 'Aires, 6 jan. 1812, *ibid.*, 44-'4>6.

(53) Junta de Buenos 'Aires a Vigodet, 15 jan. 1812, *ibid.*, 48-611.

ser illudido por quaesquer estratagemas, que se possam ter premeditado contra a nossa segurança.»

E Galveias continua: «'Segundo pois, o Ministro de Hespanha, como V.S. verá da Nota, que remetto por Copia, q V.S. vá em tudo de accordo com o Capitão General Vigodet, e que quando elle julgue ja desnecessária a presença de V.-S., e do seo Exercito, e requiera como tal que VJS. se retire para o Territorio Portuguêz, o faça VJS. sem demora ou pretexto algum, expediente este, em que parece também concordar -Lord Strangford; Ordena S.A.R. que VJS. assim o pratique, tendo sempre em vista aquillo, que mais nos convenhar, e espreitando constantemente até que ponto se pode contar com a boa fé de Vigodet,... devendo ser o principal fim dos cuidados de V.S. prover á prezervação das Fronteiras dos Dominios de S.A.R. para que não fiquem expostas á Invazão de hum Inimigo, mais temivel pela perversidade de seos Revolucionarios Sentimentos, do que pela força de suas Armas; não podendo ja duvidar-se dos Planos de Artigas sobre o Paiz de Missoens, nem do verdadeiro espirito de revolta, que continua a animar a Junta de Buenos Ayres, cujas Estipulaçoens na convenção que se ajustou, não tinham outro fim que o de Ganhar tempo...» (54). Também S.A.R. esperava que ele tomasse vingança contra o insulto cometido pelo General Artigas.

Perturbado pela ruptura do armistício, Strangford começou a agir. Recebendo continuamente informações de Buenos Aires, passou-as a Casa Yrujo, que formalmente pediu que Galveias ordenasse a retirada de Souza para o Brasil (55). Strangford, então, tratou de acalmar Casa Yrujo, lembrando-lhe que o Príncipe Regente só interviara na Banda Oriental para promover a segurança das fronteiras do Brasil e que as tropas seriam retiradas desde o momento que cessasse o perigo (56).

Finalmente, e com bastante atraso, Lord Strangford recebeu instruções da Inglaterra. Uma comissão britânica havia partido

»(34) tGalveias a Diogo de Souza, 6 Lev. 1812, Arquivo do Instituto Histórico e Geográfico Brasileiro (Rio 'die Janeiro, citado daqui em diante como AIHGB), lata 109, ms. 183(1).

,(55) iCasa Yrujo a Galveias, 19 fev. 11812, *Contribución Documental para la Historia del Río de la Plata*, Museo Mitre (Buenos Aires, 1913), I, 1518-161. *Idem* a Strangford, 21 fev. 1812, *ibid.*, 1613-1-05.

(56) Strangford a Casa Yrujo, 5 mar. 1812, *ibid.*, 1(62-1(63.

da Inglaterra para mediar entre a Espanha e suas colônias, com a esperança de proteger os direitos de Fernando VIII. Os portugueses não teriam permissão para tomar parte na mediação e deviam evacuar a Banda Oriental até que a comissão tivesse concluído seus trabalhos (57). Também Strangford conseguira uma nota do governo inglês, dirigida ao Príncipe Regente, pedindo a demissão do secretário de D. Carlos Joaquina, José Presas, pois bem sentia o quanto este era prejudicial aos seus planos. Apresentada esta nota, no começo de março, D. João teve que aquiescer e Presas dentro de um mês partia para Cádiz (58).

Foi então que Strangford sugeriu a Galveias que seria possível estabelecer um armistício com Buenos Aires para afastar as tropas deste governo das fronteiras portuguesas simultaneamente com a retirada das tropas de Sua Majestade dentro do seu próprio território. A Inglaterra, explicou o Ministro Britânico, podia iniciar as suas negociações e neste caso a segurança dos Estados de S.A.R. não seria esquecida. Reflectiu no verdadeiro objectivo da intervenção— o de ajudar as autoridades legítimas espanholas contra os insurgentes ou de proteger as fronteiras portuguesas. Pensou ainda que o Príncipe Regente já havia mostrado generosidade para com as autoridades de Montevidéu e que agora ele tinha razões para suspeitar da boa-fé do General Vigodet, que estava tratando as tropas portuguesas mais como inimigas que como aliadas. Isso mostrava uma política tortuosa, quase insultante, continuava Strangford, e, pela correspondência do ministro espanhol, Galveias sabia que a presença das tropas portuguesas inspirava a mais viva inveja, tanto ao Ministro como a Vigodet. Achou que a correspondência de Montevidéu estava em termos pouco dignos para com o seu aliado, e que mesmo na convenção efêmera que eles haviam concluído com Buenos Aires, «il n'etoit pas seulement question ni des Troupes de S.A.R., ni de ses Intérêts, ni de la securité de ses Etats. Or est ce que c'est pour tels alliés que S.A.R. doit répandre le sang de ses Sujets et épuiser les resources de Son Empire ?» (59).

Nesta altura, parece que a Corte do Rio de Janeiro, mal agra-

(57) Manchester, pp. H31-132.

(58) Presas, pp. 159-191.

(59) Strangford a Galveias, 13' ahr. H812, AHI, lata 181, maço 3.

decida pela Espanha, perdera o seu interesse em proteger os domínios de Sua Magestade Católica. O astuto Vigodet escrevia à Princesa, com bastante subtileza, como «un hijo habla a su madre», pedindo que não mostrasse a correspondência ao Príncipe Regente. Queixava-se de que alguns actos do General Souza davam a impressão que este havia usurpado a sua autoridade, achando Souza:

«demasiado vigoroso en la observancia literal de la ordenanza [que] le priva también del decidido amor de sus soldados que... sienten demasiado la austeridad con que justamente se trata en todas partes a la tropa del Ejército... ¡Se han hecho algunas reclamaciones por los habitantes de la campaña sobre vexaciones causadas por partidas del ejército, considerando que semejantes desordenes son casi inevitables me he contentado con exponérselo así al general Sousa, que no ha llenado mis deseos en esta parte» (60).

Apesar de haver escrito desta maneira, dois dias depois, Vigodet voltou, novamente; porém, desta vez, em tom diferente. Agora estava muito contente com as medidas que Souza havia tomado contra as forças de Artigas. Vigodet gostaria que D. Carlota conseguisse ordem do Príncipe para Souza guardar a ribeira oriental do Uruguai, sempre apoiando os pontos de Paysandú e Belén. Com tais medidas Vigodet não teria medo das forças situadas no Paraná, como constava, por notícias, que uma tropa de mais ou menos 1.300 homens, sob o comando de Artigas, estava disposta a invadir a Banda Oriental. No estado actual das forças, Vigodet achava pouco provável a invasão (61).

Nesta situação, Strangford resolveu tomar por sua conta a mediação com a Junta de Buenos Aires. As condições, que deviam limitar-se à retirada das tropas tanto de Buenos Aires como as portuguesas, foram estabelecidas com o Ministro inglês, então presente. Strangford, porém, recusou aceitar qualquer tentativa para recobrar os 600 mil cruzados de propriedade portuguesa, confiscada por Buenos Aires (62).

(60) Vigodet a 'Carlota, 17 abr. 1#1;2, AMI, XXVIII, 673. Para os pareceres de Souza, ver: Souza a Galveias, 12 e 29 mar. 1812, *RHGB*, XLI, 363-3*65 ; 366-870.

l(6i) Vigodet a Carlota, 19 abr. H812, AMI, XXVIII, 673.

f(62) Minuta de José Joaquim de Silva Freitas, feita em presença de Lord Strangford, 17 abr. 1812, AHI, lata 181, maço 3.

Renovando a correspondência com Buenos Aires, interrompida desde a morte de Linhares, Galveias lembrava os leais e generosos sentimentos que tinha o Príncipe Regente, que desejava «extinguir de huma vez a opinião que ainda possa existir de que as Suas Tropas entrarão no Territorio dos seus Visinhos e Alliados por principios de ambição e criminozas vistas de Conquista.» E, explicando os propósitos da sua missiva, Galveias declarava:

«Accrescem porém «este momento as vivas sollicitações, que por parte do Governo Britannico se tem feito a SJA.R. para concorrer, e unir-«e ao generoso empenho em que SJM. Britannica se acha de aplanar, e terminar completamente as terríveis dissensões que subsistem entre alguns dos Vassallos de S.M. 'Catholica e a Metropole, projecto para cuja saudavel e pronta conclusão reputa o Governo Britannico como hum grande obstaculo á situação hostil, que apresentação nesta conjunctura as Tropas Portuguezas com as de Buenos Ayres... e para tratar ahi deste arranjamto Foi Nomeado pelo Mesmo «Augusto Senhor o Tenente Coronel João Rademaker, que tendo residido muitos anos na Corte dfe Copenhaguen como Encarregado dos Negocios de Portugal, mereceo últimamente pelo seu reconhecido préstimo, probidade, e intelligencia a honra de ser escolhido para Mestre de «SS. AIA. RR.» (63).

Assim Rademaker recebeu ordens para:

«negociar hum Armisticio, até á concluzão definitiva diaquella Negociação começada pela Grande Bretanha... Cumpre pois que VJM. partindo deste Porto, na Embarcação que para isso se acha destinada, se dirija ao da Colonia do Sacramento, não somente para dalli dirigir com mais segurança ao Governador, e Capitão General D. Diogo de Souza os Officies, e participaçoes, que deve transmittir lhe, mas também para alli colligir todas as possiveis noçoens do estado, em que se achão os Exercitos, e do progresso das Operaçoens do conhecimento das quais não rezultando oonsidie-

(63) Galveias à Junta de B. Aires, 18 abr. 1812, *ibUd.* C. K. Webster, *Britain and the Independence of Latin America* (Londres, 1938), 1, 67 e Manchester, *op. cit.*, p. 13;2, identificam Rademaker como oficial do exército britânico, facto que parece não concordar com os manuscritos do Itamarati. Também o nome de Rademaker não consta do Registo dos Officiais do Exército Britânico do ano de 1812. Na Carta Régia à Junta de Buenos Aires, 18 abr. 1812, AH11, lata 181, maço 3, diz «o Tenente Coronel João Rademaker, que Me servio por muitos annos como Encarregado dos Negocios na Corte de Dinamarca...» Ver também: Tarquinio de Souza, *História dos Furcadores*, II, 62-64.

raçoens a ten¹ di veis, que devão demolíalo, passará VJM. a Buenos Ayres, entrando alli com Bandeira Parlamentaria, para depois ser admittido ao tracto die sua Negociação; e durante ella se entenderá V.M. sempre com o mencionado Governador e Capitão General, e regularse na que a cada hum consista fazer a bem do nosso projecto... tratará *VJM* de arranjar o pretendido Armisticio, não admittindo outra alguma condição, que não seja a da immediata remoção das Tropas para as suas respectivas Fronteiras, em que se conservarão no mais stricto, e excrupuloso Systema de Armisticio...»

E ainda estava:

« au tho rizado a annunciar que a Grande Bretanfoa, assim como he nobre motora deste arranjamiento de pacificação, não verá igualmente com indif-ferença qualquer acto da parte da Junta de Buenos Ayres, que possa ser conducente a alterar a integridade dos Estados de SiA'R. nas Fronteiras, achandose elles garantidos solemnemente pelos Tratados de Alli an Ça concluidos entre as Cortes do Rio de Janeiro, e de Londres.»

Após concluir a negociação, Rademaker tentada o levantamento do arresto dos bens dos portugueses. So, «na ultima extremidade» deveria o Tenente Coronel arribar a Montevideu, evitando assim contacto com Vigodet ⁽⁶⁴⁾.

Escrevendo para Diogo de Souza, Galveias notava os reforços de tropas que Artigas recebia e ao mesmo tempo mostrava desconfiança na sinceridade da conduta do General Vigodet. Queria Galveias mandar mais tropas para enfrentar o inimigo mas o erário não permitia tal manobra. Também S.A.R. decidirá cooperar com o governo britânico no projecto do armistício com a Junta de Buenos Aires. O negociador só teria poderes de concluir um ajuste que estipulasse a retirada das tropas de ambas as potências para suas respectivas fronteiras, e com isto a Grã-Bretanha iria garantir a integridade das fronteiras portuguesas. Rademaker devia consultar com o general e procurar que Montevideu fosse incluído nas condições para que não ficasse exposto ao inimigo. Mesmo que S.A.R. não tivesse obrigação de fazer causa comum com os de Montevideu, Diogo de Souza devia procurar arranjar um armistício entre eles e os de Buenos Aires. Mas, apesar de quaisquer condições de armistício, era o desejo

⁽⁶⁴⁾ Galveias a Rademaker, 18 abr. l>8ilí2, AHI, lata H8Ü, maço 3.

de S.A.R. que o General Souza se retirasse para as suas fronteiras, e ao mesmo tempo Galveias prometeu cuidar do envio de dois mil homens de socorro para o exército do sul. Terminou ele avisando a Souza para que não se comunicasse com Vigodet antes que o agente do armistício o informasse oficialmente (65).

Comparando o despacho dirigido ao General Souza e as instruções a Rademaker, deduz-se que Souza estava mais a par quanto aos objectivos da Corte do Rio de Janeiro. Também se pode deduzir que Galveias confiava em Souza para orientar Rademaker logo que este chegasse à Colónia do Sacramento.

Entrementes, no Rio da Prata as hostilidades cresciam entre o exército português e a Junta de Buenos Aires. Numa áspera nota esta lembrou a Souza que ele havia declarado que só tinha intenções pacíficas :

«...aun que erifró con el titulo de paoifica'dior, toma el carácter de Conquistador, baxo las insinuaciones de los Gefes de Montevideo, y con el (pretexto de asegurar los derechos eventuales de la Serenissima Sra. Infanta de España D.^a Carlota todos los partes, y avisos anuncian que VJE. abanza en nuestro territorio, trata como enemigos á nuestros Compatriotas, hoStilisa nuestras Partidas, y se dirige á batirse con nuestras divisiones. La guerra, Exmo. Sr., puefdie ser funestra á ambos Países...» (66).

Buenos Aires opinava que seria mais fácil conseguir o reconhecimento dos direitos depois da retirada das tropas portuguesas. O que não está claro aqui é se Dom Diogo já pisava no territorio além do Uruguai ou se a Junta se referia à Banda Oriental. Também Vigodet escrevera a Carlota queixando-se do procedimento do General Souza.

E por falar nos direi tes de Carlota, o Conde de Palmeia conseguiu nestes dias o reconhecimento dos direitos eventuais de Dona Carlota por parte da Junta de Cádiz que admitiu «os Direitos das Perneas á Sucessão» (67). Conclui-se, também, que Dona Carlota procurava convencer a Vigodet da necessidade de atacar Buenos Aires. Este explicava-lhe porque tal empresa seria difícil e ao mesmo tempo pedia—já havia feito o mesmo pedido antes

(es) iGalveias a Diogo de Souza, 19 abr. 1812, lata 1'72, maço 4.

(66) Junita de B. Aires a Souza, 2*8 abr. 1812, AIN, Gol. 608, I, fol. S6.

(67) Palmeia a Carlota, N.º 17, 1 maio 1812, AMI, XXVIII, 630.

a Dom Diogo — duzentos homens do Rio Grande para guarnecer Maldonado, cujos habitantes pareciam estar dispostos a uma revolta ⁽⁶⁸⁾. E Diogo de Souza sabia que as tropas dele eram inferiores às de Buenos Aires, mas esperava mais soldados do Brasil como Vigodet esperava da Espanha. Só então podiam os dois levar adiante os seus projectos. ⁽⁶⁹⁾.

Depois de uma viagem difícil, Rademaker escreveu de Montevideu:

^Depois do dia em que partimos do Rio de Janeiro até este em que tenho a honra de escrever estas poucas palavras a V.^a Ex.^a, com a «pressa e .incommodo de quem está abordo de hum navio, temos experimentado tempestades quasi continuas, e algumas tremendas, particularmente na entrada do Rio da Prata, em que os ventos do Sudoeste (los Pamperos) nos puzerão em grandes perigos; por cujo motivo nos abrigamos em Maldonado, e julgando, depois de quatro dias 'dile demora, quie poderíamos seguir nossa viagem, estando o vento mais brando e... -nos¹ contrario, sahimos desse porto; mas quando nos achamos a par deste, foi tal a tormenta que nos acometeu que unánimemente se julgou que só entrando nelle nos poderíamos salvar 'ck> perigo imminente em que estávamos. Com esta urgencia entrámos, e nelle fomos muito bem acolhidos, havendo participado ao Governador que hiamos com despachos para o General Comandante das tropas Portuguesas; que estão no Uruguai, havendo feito huma marcha que faz admiração pela sua rapidiez. iDizem que da parte opposta haveria Seis mil homens de tropas regulares, a die oito a nove, armados dom as armas de que poderão lançar mão. He hum Exercito devastador, e tando mais temível para os povos, quanto hie menos regular.

Julguei tomar sobre mim huma resolução que me parecese indispensável ao bom exito da Commissão de que SJAJR., o Príncipe Regente Nosso Senhor houve por bem encarregar-me, e he entregar os despachos para o General ao Commandante desta embarcação, que os vai levar à Colonia, enquanto eu sigo a minha viagem em hum Bergantim 'de guerra Inglez. Talvez que sem esta circunstancia teria sido impossível cumprir com as ordens de V. Ex.^a, visto o oiume com quie as embarçaçoens de guerra desta Cidade vigião a navegação deste rio» ⁽⁷⁰⁾.

Chegou Rademaker a Buenos Aires em 26 de maio. Na mesma noite apresentou suas credenciais à Junta e um despacho oficial

i⁽⁶⁸⁾ Vigodet a Carlota, 21 maio 1812, AMI, XXVIII, 6*¹73.

⁽⁶⁹⁾ Souza a Vigodet, 2il maio 1012, AN, Col. GO®, I, fis. 2'75-2'77.

⁽⁷⁰⁾ Rademaker a Galveias, Montevideu, 17 maio 1012, AHI, lata 181, maço 3.

de Lord Strangford, que oferecia mediação com a condição de uma garantia inglesa. Rademaker deu a notícia à Junta de Buenos Aires que a Corte do Rio já havia enviado ordens para Diogo de Souza se retirar para o Brasil. Na mesma noite da sua chegada, Rademaker assinou um armistício com a Junta, cujos três artigos estipulavam:

I

^Cesarán inmediatamente las hostilidades entre las Tropas de SJA.R. el Principe Regente de Portugal ú otros cuerpos armados portugueses, y las Tropas ú otros cuerpos armados de la dépend.® diel Exmo. Gob.º Provincial de éstas Provincias, y al efecto se mandará con toda la diligencia posible el correspond.º aviso de este ajuste, y convención á los Exmos. Gráles en Xtafe de los respectivos Exros.

(II

Se observará un Armisticio ilimitado entre los dos Extos, y en el caso de que por algunas circunstancias infelices (que no pueden preVeerse, y que no permita Dios que sobrevengan) fuese necesario recurrir a las Armas, quedan obligados reciprocam.º, y en fuerzas de este Armisticio los Exmos Gráles de los Extôs opuestos en pasarse los respectivos avisos de la roptura de ésta convención tres meses antes de poder romperse de nuevo las hostilidades, esperando mui sinceramente que esta clausula de pura cautela en ningún tempo será necesaria.

III

iLuego q.º los Exmos Gráles de los Exercitos hayan rece vi do las noticias de esta convención darán los ordenes necesarios, así para cortar toda acción de guerra, como para retirar las tropas de sus mandos á la mayor brevidad posible dentro de los limites aquellos mismos que reconocian Como tales antes de empezar sus marchas el E&to. Portugués acia el Territorio Español y en fe de que quedan inviolables ambos territorios en quanto subsista esta convención, y de que será exactamente cumplido quanto en ella se extipula, firmamos este documento en Buenos Ayres a veinte y seis de Mayo de mil ochocientos doce. Nicolas d/e Herrera João Rademaker» (71).

No mesmo dia da assinatura do Armistício, Diogo de Souza escreveu a Rademaker respondendo à sua carta de Montevideu,

(71) AHI, lata 181, maço 3. Também em *Gazeta de B. Aires*, 27 maio 1812.

explicando que já havia forçado todas as tropas de Buenos Aires a passarem ao outro lado do Uruguai, e que ele agora tinha plenos poderes para tratar dos negócios políticos e militares desta parte da América. Souza propôs um arranjo com Buenos Aires no qual suas tropas seriam retiradas de Entre Rios na época em que os portugueses se retirariam para o Brasil. Pensou o general português que se devia reestabelecer a convenção de outubro do ano passado, oferecendo-se ele próprio como mediador entre Vigodet e Buenos Aires, e que tanto Buenos Aires como a Corte do Rio de Janeiro aceitariam o arranjo. Também preveniu Rademaker que Buenos Aires, depois de ocupar Montevideu, atacaria o Brasil. Aconselhou ele que Rademaker fizesse todo o possível para evitar isto e que seguisse as intenções do Príncipe Regente ⁽⁷²⁾.

O Triunvirato de Buenos Aires enviou ordens em 27 de maio para o seu comandante de tropas, Manuel de Sarratea, para a estreita observação do Armistício. Sarratea, sentindo a responsabilidade sobre si, perguntou a Souza se pretendia retirar-se para o território português «o quedarse en el nuestro» ⁽⁷³⁾. E em vista da relutância de Souza em retirar-se, a Junta, bastante preocupada, interrogou Rademaker se o mesmo tinha de facto os plenos poderes e se o armistício era válido ⁽⁷⁴⁾. O negociador português respondeu que saíra do Rio de Janeiro com autorização para concluir um armistício e que a resposta do General não devia influir sobre o acto que considerava como «firme e valioso em todas as suas partes porque estou certo que muito lealmente se cumprirá por todos os empregados portugueses em conformidade com a vontade de IS.A.R.» ⁽⁷⁵⁾

Nesta altura Dom Diogo escreveu que já havia ordenado a cessação de hostilidades e que iria retirar-se para o Brasil. Sentiu que Rademaker não tivesse vindo à Colónia para ser orientado quanto ao estado militar e político do território em questão. E ainda pensou que ele, Souza, podia concluir o armistício entre

(72) Souza a Rademaker, Barra do Arroyo de S. Francisco, 26 maio 1-8(12, AHI, 343/3'/4, (foi. 312.

\ ⁽⁷³⁾ Enrique Ruiz-i-Guifiaú, *Lord Strangford y la revolución de mayo* (B. Aires, 19&7), pp. 22S1-2'2(6: Sarratea a Souza, 9 jul. 1812.

⁽⁷⁴⁾ Herrera a Rademaker, 8 jun. 1(812, AHI, lata 181, maço 3.

t⁽⁷⁵⁾ Rademaker a Herrera, 9 jun. 1812, *ibid.*

Montevideu e Buenos Aires, informando a Rademaker que, de facto, Buenos Aires era generoso em mandar evacuar suas tropas do território português, quando já não havia nenhum soldado lá. Apesar de tudo, retiraria suas tropas na esperança que Rademaker fizesse um pacto com Buenos Aires para a evacuação do seu exército, segundo a Convenção de 1811 ⁽⁷⁶⁾.

A negociação do armistício foi feita sem que a pessoa mais interessada no assunto fosse inteirada previamente. Foi Souza quem informou a Vigodet que tudo aconteceu por causa da posição de Portugal frente à Grã-Bretanha e a instância do ministro inglês. Agora o general português pretendia entregar a fortaleza de Santa Teresa à pessoa indicada pelo Capitán General para recebê-la ⁽⁷⁷⁾. Vigodet, por sua parte, logo reclamou, escrevendo:

«¿Nadie mejor que VJAJR. comprenderá el grado de amargura y sensación, que me habia causado como à todo este benemérito Pueblo semejante novedad, día sin duda es obra no solo de los apuros y 'desastrosa situación, à que los van reduciendo cada vez mas las tropas del Exercito del Perú, y de las desgraciadas resultas que temían fun'diadam.^{te} de los ataques decisivos, que se preparaba à darles el Gener.¹ Portugués, sino también del artificio, seducion, è intriga de estos infames, y algunos prepotentes Partidarios suyos que tienen en esa Corte, por cuyo vil arvitrio han sorprendido el candor y buena feé 'de SJA.R.¹ el Principe Regente.»

Ao mesmo tempo Vigodet mostrou o grande desejo de manter o exército português no território espanhol ⁽⁷⁸⁾, e o Cabildo de Montevideu expressou os mesmos sentimentos ⁽⁷⁹⁾.

Foi então que Rademaker tentou arranjar um armistício entre Montevideu e Buenos Aires, e ao mesmo tempo escreveu a Souza para retirar-se às fronteiras do Rio Grande ⁽⁸⁰⁾. Herrera, representando a Junta portenha, escreveu a Strangford que esta tentativa fracassara por causa dos poderes insuficientes e falta de instruções de Rademaker para intervir na mediação. Ruiz-

⁽⁷⁶⁾ Souza a Rademaker, 11 jun. 1812, AiHI, 343/3/4, foi. 34.

⁽⁷⁷⁾ Souza a Vigodet, 9 jun. 1812, *ibid.*, fis. 32-33.

⁽⁷⁸⁾ Vigodet a Carlota, 22 jun. 1812, AIMI, XXVHHI, 6713i.

⁽⁷⁹⁾ (Cabildo de Montevideu a Carlota, 16 jul. 1812, AMI, XXIX, 706, doc. il.

⁽⁸⁰⁾ Rademaker a Souza, B. Aires, 13 jul. 1812, AIN, Col. 608, I, fol. 56.

-Guiñazú, historiador argentino, é de opinião que o fracasso de Rademaker foi mais o resultado de ele não entender a sua missão do que falta de poderes ⁽⁸¹⁾. Portanto, parece mais provável que a Junta de Buenos Aires já havia realizado es seus objectivos — a retirada das tropas portuguesas da Banda Oriental — e que agora só esperava o momento propício para subjugar Montevideu.

De qualquer maneira, Herrera deu a Rademaker as condições pelas quais Buenos Aires aceitaria um armistício com Montevideu. Pensavam os portenhos que «el Jefe» de Montevideu romperia qualquer convenção uma vez que recebesse as ordens dos superiores. Já que Montevideu sempre seria o trampolim para um ataque a Buenos Aires, esta Junta achou impossível aceitar a mediação proposta pelo Príncipe Regente pondo Buenos Aires e as demais províncias sob a subordinação de Montevideu. Em vez disto, Buenos Aires propôs nove artigos para o armistício, sendo o mais importante que Montevideu constituísse uma província representada num congresso a ser estabelecido ⁽⁸²⁾.

Escrevendo à Corte, Diogo de Souza queixava-se da falta de transporte e doença que impediam a sua retirada. Ao mesmo tempo indicava que os pontos estratégicos para a defesa do Brasil ficavam dentro da Banda Oriental. Trezentos homens em Santa Teresa, que agora iria abandonar, na sua opinião, economizariam quatro mil, porque, sem esta fortaleza, vários pontos do Rio Grande teriam que ser mantidos. Também estava contra a retirada até o rio Ibicuí. Souza implorou ao Príncipe Regente que não ratificasse o Armistício sem haver incluído o governo de Montevideu na negociação, com suas fronteiras estipuladas segundo a Convenção de 20 de Outubro de 1811 e com a condição adicional que nenhum governo podia entrar na província de Entre Rios sem aprovação do outro. O Armistício, nas condições em que estava, só, segundo Souza, entregaria Montevideu a Buenos Aires ⁽⁸³⁾.

Também fracassaram os planos de Carlota e Souza para estourar uma contra-revolução em Buenos Aires. O chefe, Martim de Álzaga, e muitos outros foram enforcados e parece que Diogo de

⁽⁸¹⁾ Ruiz-Guiñazú, pp. 24*0-241.

⁽⁸²⁾ Herrera a Rademaker, B. (Aires, 15 jul. 1812, AHI, lata 1&l, maço 3.

⁽⁸³⁾ Souza a Galveias, Barra do Arroyo die S. Francisco, 13 jun. 1812, *RIHGB, XLI*, 373-380.

Souza estava envolvido na conjura. Pelo menos existem na correspondência deste general várias cartas a Possidónio da Costa, comerciante português residente em Buenos Aires, que lhe enviava informações e oferecimentos de ajuda financeira ⁽⁸⁴⁾.

Entrementes, no Rio Grande, Galveias mal podia defender a nova situação criada por Rademaker com Strangford, que exigiu por parte do seu governo a evacuação do território espanhol ⁽⁸⁵⁾. Galveias então escreveu a Rademaker, dizendo:

*q

«?A celeridade desta Negociação, quando se tratava de hum objecto, que devia offerer grandes discussões, suposto o pé em que V7M.^{ce} tinha de o propor, na conformidade de suas Instrucções, contra as quaes obrou V*M.^{ce} quando prescindio de previas communicações com o General D. Diogo de Souza, não podia deixar de causar grande surpresa sendo igualmente notável a maneira conciza com que V.M.^{ce} comunica este facto, escrevendo sete dias depois de concluido o ajuste do Armisticio, cujas condições ommittio V«M.^{ce}, assim como nada referio sobre as circunstancias, e tracto do Negocio, nem do modo com que veio tão promptamente a este resultado; ao mesmo passo, que nessa mesma occazião se receberam aqui os Impressos de Buenos Ayres, entre os quaes vinha o annuncio, que o Governo fazia do Armisticio que ahi se ajustara, publicado na Ministerial Extraordinaria de 27 die Maio, que he concebido em termos por extremo indecorozos á Soberania e Independencia de SJA.R., e necessariamente contrarios ao espirito, que devia ter regulado aquella Negociação; o que não podendo escapar á comprehensão de V.M.^{ce}, tomou ainda mais notável o seo silencio nesta materia; e tudo fazia entender a S.A.R. que a simplicidade, e laconismo com que V.M.^{ce} communicava o Negocio, provinha necessariamente da pouca segurança em que V.M.^{ce} tinha aquella primeira occazião de correspondencia, que se lhe offercia, e que todavia não queria perder: Esperava consequentemente S.A.R. que não tardarião a chegar todos os detalhes que V.M. havia de dar da Negociação, para á vista delles se conhecer a conveniencia, ou inadmissibilidade delia; por que não era praticável que V-M.^{ce} tivesse assim Negociado hum Armisticio, que não ficasse dependente da Real Ratificação, parecendo, por isso mesmo mui deceleradas as disposições, e ordens que se dêrão para a retirada das Tropas, em quanto S.A.R. não approvava os termos da Negociação, que bastava, que no emtanto produzisse o beneficio da suspenção das hostilidades, e isto era tanto mais regular, e conforme; quando ainda não ficava completamente reconhecidas por ambas as partes, qual era a linha divizoria dos Limites de Buenos Ayres, para em conformidade se designar a marcha retrograda dos respectivos Exercitos; nãoção

⁽⁸⁴⁾ 'Souza a Possidónio da Costa, 28 maio 1812, AN, Col. 008, I, fol. 56.

⁽⁸⁵⁾ Galveias ao Príncipe Regente, 27 jul. 1812, AHI, lata 1-7*6, maco 2.

que o General D. Diego de Souza se occupou de dar logo a V.M.^{ce} no primeiro Officio que lhe escreveu, logo que soube da Missão de V.M.^{ce}, e que chegaria muito a tempo, se V.M.^{ce} tivesse sido menos acoderado no laijuste do Armisticio.

(Estava-se pois nesta idéa, quando chegou o Officio de V.M. N.º 2, com data de 11 de Junho, isto hie, nove dias posterior ao primeiro, no qual nada avançou V.M.^{ce} as nossas noções, mas antes pelo contrario parece tiramos toda a esperança de as havermos pelas suas ultteriores participaçoes, pois que já trata de sollicitor as Reaes Ordens para o seo regresso, como dando tudo por terminado, quando ainda falta o cunho da Real approvaçào, — na indispensável formalidade da ratificaçào.

(Em taes termos Julgou S.IAR. que, não podendo huma semelhante convençào ir por diante laquelle estado em que ella se appresenta por agora á Sua Real Consideraçào, era indispensável dar-lhe aquelles principios de precizào, e clareza, que só podem tomar admissi veis taes ajustes; e consequentemente Ordena que V.M. haja de proseguila com o Official (Confederente que se manda do Exercito, munido das Insbrucçoens necessarias do General que V.M. deve considerar e cumprir, como parte integrante das que recebeo aqui, sendo pelo dito official que V.M. ha de receber este Officio, logo pois que elle ahi chegue, e tenha sido convenientemente appresentado e recebido pela 'Credencial que leva começará V.M. por fazer sentir á Junta quanto foi offensive ao Decoro, e Dignidade de SIAJR. o Anuncio produzido na Extraordinaria Ministerial de 27 de Maio, pois que tendo-se omittido alli os verdadeiros principios, que induzirão a 'S.AJR. aprestar-se ao ajuste do Armisticio, se inculca que elle fora sollicitado com certa humiliaçào, anticipando-se por parte de SA.R. a retirada do seo Exercito, o qual se pedia que não fosse estorvado na sua passagem etc., termos estes, que representavão a mais dezagradavel, e perigosa poziçào ao nosso Exercito, quan'do elle occupava então os pontos mais vantajosos, e havia forçado as Tropas de Buenos Ayr.es a repassar o Uruguay, de maneira que contendo aquelle annuncio falsidades as mais notorias, e por isso mesmo intoleráveis, tem VJM.^{ce} Ordem de requerer huma satisfaçào pelo insulto proveniente da Puiblicaçào d'aquelle Papel, á qual SiA.R. Espera que a Junta se não negará para dar hum testemunho da sua bõa fé, e dos verdadeiros sentimentos de conciliaçào de que se acha animada. Se este ponto se terminar satisfatoriamente, como he para dezejar, tornará V.M. hábil e decorosamente sobre os passos, que já deu na Negociaçào alfim de a entablar nos principios em que VJM.^{ce} a devia ter estebelecido seja quanto aos motivos, que determinarão a SIAJR. a dar este passo, seja na fixaçào de hum Armisticio, que haja de durar até á conclusão do arranjamento, que S.M.B. se tem proposto conseguir, como era expresso das Instrucçoens que VM.^{ce} levou, e da Credencial de que foi munido, pois que sendo com o principal intuito de facilitar pela nossa parte tão digino, e importante empenho, que se traota d'aquelle Armisticio, vai em conformidade o prazo, que se lhe assignala, ao mesmo passo hum

illimitado, como V*M.^{cc} ajustou nos não pôde convir de modo algum, ficando no cazo de romper--se de hum a outro momento, — com qualquer pretexto, logo que as Nossas Tropas tenhão abandonado as importantes poziçoens, que occupavão, como talvez que se haja verefiCado em grande parte.

(Discutido clara, e convenientemente este Artigo, passará VJM.^{cc} a sustentar que o estacionamento dos dous Exércitos dentro de suas respectivas Fronteiras se deve entender segundo o Tratado de 20 de Outubro de 11811, em que o Paraná ficou dividindo o Territorio pertencente ás Provincias do Rio da Pirata na actual separação de Governo, em que se achão; nem S.IAJR. consentiria em admittir nem reconhecer a Buenos-4Aiyres outra linha de Fronteiras no estado presente dias couzas: e era isto tão conforme á Geral intelligencia, que foi neste espirito que o Governador e Capitão General D. Diogo de Souza, respondeu a intimação do Armisticio, que lhe fizera D. Manoel de Sarratúa, ao mesmo tempo que recommendou a VJM.^{cc} esta indispensável declaração.

De outra sorte longe de se procurar com esta Negociação hum meio de aplanar as diissençoens existentes, ella só teria servido para lhes dár novo calor, e tómalas intermináveis, quando fosse practicaved que S.A.R. aceitasse hum ajuste, de que era immediato resultado aquello de evacuem as Suas Tropas huma vasta extensão de terreno para ser logo occupado pelas da parte Contendor, que neste caso, não somente não retrogradarião, mas terião muito que avançar; como V.M. mais attentamente terá tido agora occazião ide reconhecer.

Este Artigo sendo o que essencialmenJte poem a Negociação em hum pié capaz de prometter hum util resultado, he necessário que seja tratado com toda a firmeza, dexteridade, e attenção, como tal, Espera S.A.R. que V.M.^{cc} e o Official Conferente se exforcem por estipúlalo de huma Maneira conveniente, e com o devido acerto: mas como afinal se não considerar este Artigo como conidição *sine qua non*, importa então que de qualquer duvida ou repugnancia que ali encontre se prevaleça V.M.^{cc}, para addiar, e prolongar a Negociação, mostrando que tem necessidade de recorrer a novas ordens da Corte, visto serem mui restrictos os seos poderes, pois que deste modo se evita hum rompimento immediato, e se ganha o tempo necessário para se tomar aqui aquellas medidas, e precauçoens que parecerem conducentes a estabelecer a nossa defeza naquelle pé de segurança que convém.

Quando se tracte afinal de .por as Estipulaçoens do Armisticio por escripto, para poder receber a Real ratificação, cumpre que no preambolo se faça somente menção do Nome de S.A.R. o Principe Regente Nosso Senhor, omitindo o de *SJMB* visto que não he absolutamente necessario tractar-se alli daquelle Soberano, posto que elle tenha sido Motor desta

Negociação, e que se estabeleça, por prazo do Armistício, aquelle que durar o tracto da Negociação de aocomodamento entre as Provincias Hespanholas, e a Metropole, em que S.MJB. se acha tão dignamente empenhado.

A Escuna que conduz o Official conferente ficará á disposição de VJM.^{ce} para que ella transmitia V.M.^{ce} aquellas participações da nova (face da Negociação, as quaes háo de regular-nos sobre a espectiva de hum resultado agradável, ou de hum rompimento; e devo repetir a V.(M.^{ce} que he da maior importancia alongar quanto ser possa este termo de Negociação, cuja grande vantagem está em ganhar tempo, como já tenho explicado a V.M.^{ce})⁽⁸⁶⁾.

Quando Rademaker pediu seu passaporte para voltar ao Rio de Janeiro, parecia ter havido um mal-entendido ou motivo secreto na sua retirada apressada. Um pouco antes Diogo de Souza havia declarado que iria continuar suas marchas para o Rio Grande apesar de não se sentir comprometido pelo Armistício enquanto este não levasse a Real aprovação. 'Em vista disto, Rademaker notificou à Junta que se o exército português deixasse de cumprir suas obrigações, então Souza, somente, seria responsável pelas consequências⁽⁸⁷⁾.

Em meados de setembro, Galveias escreveu a Rademaker que só agora a Convenção chegara com aparência de formalidade para poder receber a real ratificação. Como Rademaker havia sido instruído antes, devia ele começar novas negociações, e no Rio se supunha que estas já estavam adiantadas. O Príncipe Regente decidira ratificar o Armistício para que a presença, dizia Galveias, das tropas portuguesas não impedisse as negociações em progresso e ao mesmo tempo para aderir às instruções do «seu grande e fiel aliado» que havia tão veementemente insistido na remoção destas tropas. Rademaker recebera ordens para continuar seus esforços até que concluísse uma nova convenção segundo suas prévias instruções⁽⁸⁸⁾.

(Buenos Aires preocupava-se tanto com a conduta do General Souza que a Junta enviou despachos para Galveias e Strangford explicando que este procedimento era prejudicial ao bem-estar de ambos países. O ministro inglês respondeu em 6 de outubro que

(se) Galveias a Rademaker, 9 ago. liSl'2, AHI, lata 181, maço 3'.

i⁽⁸⁷⁾ Ruiz-Guiñazú, pp. 227-228.

(88) (Galveias a Rademaker, 13 set. 1812, AHI, lata 181, maço 3.

o Príncipe Regente já havia ratificado o Armistício e que qualquer rompimento de uma parte ou outra seria extremamente desagradável à sua Corte ⁽⁸⁹⁾. O Armistício de '1812 foi o primeiro ajuste feito pelo governo de Buenos Aires agindo como estado soberano, assim conseguindo um reconhecimento implícito tanto da Corte do Rio de Janeiro como da de St. James.

'Neste estado de coisas, Souza cansava-se de receber ordens de Rademaker para a evacuação do território — já lhe dissera que o faria quando praticável. Na opinião de Souza, Rademaker caíra na armadilha de Buenos Aires, a qual forçaria o Príncipe Regente a ratificar o ajuste. O general iria até Bagé e de lá a Porto Alegre. Pensou ele que a fronteira do Brasil meridional era o Quaraí ⁽⁹⁰⁾ e nisto tinha uma certa razão visto que ambos os exércitos deviam retirar-se para as suas respectivas fronteiras antes de suas marchas. A região entre os rios Ibicuí e Quaraí foi ocupada por Souza em Junho de 1810, uns treze ou quatorze meses antes da ocupação da Banda Oriental.

O Tenente Coronel Rademaker voltou para o Rio no primeiro de outubro e pouco depois sua conduta foi oficialmente desaprovada. Caiu na desgraça do Príncipe Regente e mesmo Lord Strangford declarou que havia fracassado na sua missão. No entanto, Rademaker declarou a Strangford, em confiança, que a estranha conduta tanto de Galveias como de Souza ao intentar romper o Armistício de 1812 foi motivada por suborno, recebendo ambos uma considerável soma para influenciar o Príncipe Regente a rejeitar o Armistício. Este suborno provinha de um grupo de espanhóis europeus, chefiado pelo Álzaga, que foi fuzilado. Nesta época Strangford não levou muito a sério estas acusações, mas uns vinte meses depois da morte de Galveias, encontraram-se entre seus papéis certas cartas do partido de Álzaga com anotações de grande quantidade de dinheiro recebido pelo ministro português. Também havia uma lista da soma que Galveias havia recebido pelas várias promoções de civis e militares ⁽⁹¹⁾.

i⁽⁸⁹⁾ (Ruiz-Guiñazú, ipp. 229-230.

l⁽⁹⁰⁾ 'Souza ao Conde de Aguiar, Q. G. de Cunhapiru, 11 set. 1812, *RHGB*, XDI, 381-384.

⁽⁹¹⁾ Strangford a Castlereagh, Rio, 12 mar. 1814, Gregorio F. Rodríguez, *Contribución Histórica y Documental* (B. Aires, 1(921-22), I, 8-9.

Com a retirada das tropas luso-brasileiras, Buenos Aires não perdeu tempo em escrever a Vigadet. Depois de referir a impossibilidade de a Espanha enviar tropas adicionais e as boas relações que a Junta mantinha com a Corte do Brasil, relações estas que impediam mais apoio a Montevideu, Vigadet foi informado que a margem oriental do rio Uruguai já estava ocupada com tropas patriotas, prontas a continuar suas marchas. Outra vez ofereceu a Montevideu representação de província num congresso nacional e a segurança de bens e pessoa foi prometida. Estas condições, treze no total, seriam redigidas sob garantia do ministro britânico à Corte do Brasil ⁽⁹²⁾.

Imediatamente, protestou Vigadet a Strangford que, longe de pacificar as Províncias do Rio da Prata, o Armistício ajudou a revolta e preparou o terreno para desastres e desgraças horríveis. Vigadet culpou o ministro por ter forçado a Corte do Brasil a suspender as hostilidades, comprometendo, assim, a segurança da praça. O Capitán General também se queixou de que não foi avisado oficialmente do tratado nem se fez representar, — ele, a única autoridade legítima no Prata. Agora, acho-u-se com direitos de pedir, novamente, auxílios da Corte do Brasil, uma vez que os rebeldes já conseguiram um armistício que eventualmente anularia os direitos da Princesa do Brasil ⁽⁹³⁾.

Um pouco mais tarde tornou a escrever ao ministro inglês, implorando que este intercedesse e punisse severamente Buenos Aires por ter enviado tropas contra Montevideu. Vigadet pensou que os portenhos estavam usando a garantia e amizade de Sua Majestade Britânica e do Príncipe Regente de Portugal para destruir um aliado britânico. Pediu a Strangford que permitisse à Corte do Brasil reocupar as posições que tinha antes do Armistício ⁽⁹⁴⁾.

Em resposta, Strangford evitou tocar no item principal — a permissão para a entrada das tropas portuguesas na Banda Oriental. Ele havia julgado que o Armistício não seria ratificado. No entretanto, a chegada dos termos do ajuste coincidiram com a recepção de novas ordens de Londres e então o assunto tomou

⁽⁹²⁾ iRuiz-Guiñazú, (pp. 1241-24a.

<⁽⁹³⁾ *Jbid*, pp. 245-247: Vigadet a Strangford, 29 ago. H8H2.

\⁽⁹⁴⁾. *Jbid*, pp. 247-239: *idem a idem*, 8 set. L812.

novo aspecto. Em conformidade com suas ordens, Strangford, recomendou a ratificação ao Príncipe Regente. Nunca mencionou o ministro a falsidade de Buenos Aires, declarando que seu único desejo era manter a paz no Rio da Prata e que estava sumamente satisfeito quando se ajustou a Convenção de 20 de outubro de 1811. Explicou que a presença das tropas portuguesas ameaçou seriamente o restabelecimento da paz e a já iniciada mediação, sem mencionar seus motivos desagradáveis. O aliado português, continuou o ministro britânico, não seria capaz de sustentar uma guerra grande e a presença das tropas era ofensiva para a Espanha. Mesmo Vigodet, um pouco antes, havia-se queixado e foi então que ele aconselhou o Príncipe Regente a retirar suas tropas para dentro de suas próprias fronteiras ⁽⁹⁵⁾.

O sucesso de Lord Strangford no Rio de Janeiro foi notável. Não somente frustrou, enquanto lá esteve, os planos dos portugueses a restabelecerem-se no Rio da Prata, mas travou, também, os planos de Dona Carlota Joaquina. A conclusão lógica seria que ele devia ter ajudado o governo monárquico e aliado contra os republicanos de Buenos Aires, mas vê-se que a Inglaterra, por sua vez, se preparava, também, para desfrutar as possibilidades económicas da região. Não se pode conceber que Montevideu pudesse defender-se sem auxílio do Brasil. A expedição dispendiosa de Diego de Souza realizou pouco, apesar de seus grandes esforços, e mesmo assim teve que retirar-se para o Brasil em circunstâncias pouco dignas. A única vantagem possível da campanha foi a fixação da fronteira meridional do Brasil pelo rio Quaraí, e isto mesmo já fora realizado antes da entrada na Banda Oriental, em meados de 1811. E finalmente, como preveniu Diogo Souza, Montevideu caiu em poder das forças de Buenos Aires em 20 de Junho de 1814.

JOHN A. HUTCHINS
U. S. Naval Academy

⁽⁹⁵⁾ *Ibid.*, pp. 20*5-2512: Strangford a Vigodet, 13 out. 1812.

Os mercadores alemães de Lisboa por volta de 1530

Para a história económica e social de Portugal e do seu mundo ultramarino uma das tarefas mais importantes é o conhecimento pormenorizado da estrutura da população dos portos portugueses, especialmente de Lisboa. Em que grau é possível, desde o século xv, falar duma burguesia portuguesa, em que medida aumentou o afluxo de estrangeiros, até que ponto pode falar-se dum processo de naturalização e quantos estrangeiros ilá ficaram para se aproveitarem duma situação momentaneamente favorável? Naturalmente o estudo da história das colónias das várias nações tem que contar, com dificuldades consideráveis. A conservação dos documentos portugueses é muito fragmentária. É preciso procurar possibilidades de completar as fontes portuguesas nos arquivos dos outros países. O investigador tem que contar com as dificuldades das várias línguas e escritas. Mas no fim sentir-se-á muitas vezes compensado com resultados que ajudam a avançar a investigação um passo mais adiante. O estudo seguinte, sobre a colónia alemã existente em Lisboa por volta de 1530 funda-se em documentação — além da de Lisboa — de Simanaas, Antuérpia, Augsburg e Nuremberga.

II

Magalhães Godinho, nas suas investigações sobre as crises económicas do século xvi (*), acha os anos de 1517 até 1523 da importância dum «tournant mondial»⁽²⁾. Destaca como os factores

^(*) Vitorino Magalhães Godinho, *Crises et Changements géographiques et structureaux au XVII^e siècle*, em *Studi in onore di Armando Sapori*, Milano, 1957, pp. «179 ss.

⁽²⁾ Id., *Le Tournant mondial de 1517-1524 et l'Empire portugais*. Centro de Estudos Históricos Ultramarinos — Portugal. *Studia*, 1, Lisboa, 1958, pp. (H84 ss..

mais importantes que influíram na evolução dessa época a expansão brusca do império turco com a anexação da Síria e do Egipto, o nascimento do império de Carlos V com a conquista do México e do Peru pelos espanhóis, o início da Reforma, o começo das empresas comerciais dos franceses contra portugueses e espanhóis, o «démarrage» industrial de Veneza e o desenvolvimento industrial da Inglaterra, especialmente de Londres. Vejamos, perante este fundo de conjuntura esboçado, a situação de Portugal, especialmente de Lisboa. Sobre a evolução do comércio de especiarias e drogas na capital portuguesa à custa de Veneza não há dúvidas; entre 1617 (o ano em que os turcos invadiram o Egipto) e 1530 Veneza viu-se obrigada a render-se totalmente no comércio da especiaria, a favor de Portugal (3). Infelizmente, até agora ainda não se conhece a história pormenorizada da Gasa da Índia, a das armadas que saíram para as Índias Orientais e a dos mercadores que emprestaram ao Rei o dinheiro para fretar «os navios. São somente fragmentos que se acham mencionados nas publicações. Ao princípio os florentinos, — os Marchione, Frescobaldi, Gualterotti e Serinigi — (4) tinham as melhores posições, fazendo-se o negócio em estreita colaboração entre as casas de Antuérpia e de Lisboa. Já em 1508 os Affaitadi de Cremona se mestraram como competidores dos florentinos, notabilizando-se sob a chefia de João Francisco até 1528 e depois sob o seu sobrinho e genro João Carlos. Desde 1514 os Affaitadi com os Gualterotti e o grupo cristão-novo dos Mendes exploraram a maior parte do monopólio português das especiarias. Estes não contribuíram com todo o capital, mas fizeram participar outras casas em número de 6 até 12. A companhia limitou-se à venda das suas quotas na Flandres e o resto podiam as outras casas vender nas várias partes

i(3) lid., *Le repli vénitien et égyptien et la route du cap*, em *Hommage à Lucien Febvre, Éventail de l'Histoire vivante*, offert par l'amitié d'Historiens, Linguistes, Géographes, (Economistes, Sociologues, (Ethnologues, II, (Paris, 1963, p. 2*916.

!(4)* Icf. J. Denucé, *ItaliaanSche Koopmansgeslachten te Antwerpen*, \Amsterdam, 1934, pp. II s., 57 s.; Clemens Bauer, *Untermehmung und Unternehmungformen im Spätmittelalter und in der beginnenden Neuzeit*, Jena, 1935, pp. 40 s.; Duarte (Gomes), *Discursos sobre los comercios de las dos Indias*. Edição organizada e prefaciada por Moses Bensabat Imzalkal, Lisboa, 1943, p. 1317.

cta Europa. Depois do pleito contra os Mendes em 1532, os Affaitadi ligaram-se com outro grupo de cristãos novos e com os Giraldi.

Os alemães, de vez em quando, tentaram suplantam o comércio mencionado (5). Dispondo de géneros tão importantes como o cobre, a prata e os cereais, e sendo a Europa central e do Norte o meroado mais favorável para a venda da pimenta, »entraram por vezes em concorrência com os italianos e portugueses. Conhecemos as negociações de representantes portugueses em Augsburg, como Torné Lopes, em 1515, e depois Rui Remandes, em 1519-20, com os Fugger e outras casas, trocando pimenta por cobre (6). Concluiu-se então um contrato sobre 6.000 quintais de pimenta, de que os Welser tomaram metade e os Rem um quarto. Também os Fugger tinham uma parte (7). Depois, quando se iniciaram as largas negociações para o consórcio da irmã de D. João III com Carlos V, o Rei propôs ao® »Fugger pagar »o dote »em pimenta, 30 000 quintais, a entregar em três prestações nas feiras de Antuérpia, de Setembro de '15*2*1, no Ano Novo e na Páscoa de 1522 (6). Mas nesta altura os Fugger não tinham grande interesse nos negócios de Lisboa. Nessa época realizava Magalhães a sua expedição, ao serviço do rei espanhol, a circum-navegação do continente sul-americano em busca duma nova rota para as ilhas das especiarias. Quando a *Vitória* voltou, em 1522, foi o alemão Henrique Ehinger, do grupo dos Augsburgueses, quem comprou

(6) Cf. *Lo q ha escrito Zuriga 19. Set. (1524)*: «...q no se ha cõertado con los alemanes en lo dia pimienta y se carga pa enbialla en nonbre del Rey y p los mercaderes de liisboa sy no se hazen pt^{do} con ellos...» (»Arquivo Oene ral de (Simandas, *Estado*, 368, fols. 2'2-24).

(6) Arquivo Nacional -da Torre (do Tombo, Lisboa, *Corpo Cronológico*, Parte 1, Maço li7, Doc. 1216 '(caita de Tomé Lopes a El-ÍRei, de 213J5^15'15), varias cartas idle IRui Fernán des nos maços 25' e '2'6; cf. também Bjaamcamp Freire, *Maria Bran loa a do » Cristal*, em *Arquivo Historico Portuguez*, VI, 1190*8, pp. 379 s.; Santarém, *Quadro elementar das relações políticas e diplomáticas de Portugal*, OE, pp. 336 s.; *Tagebuch des Lukas Rem*, em *24/25 Jahresbericht des Vereins für Geschichte von Schwaben und Neuburg*, Augsburg, 1861 ; Konrad Häbler, *Die überseeischen Unternehmungen der Welser und ihrer Gesellschafter*, Leipzig, r9'03, p. 34.

(7) 'Denuoé, *Italiaansche Koopmansgeslachten*, p. i8'5.

(8) Konrad »Häbler, *Die Geschichte der Fugger'sehen Handlung in Spanien*, Weimar, 18917, p. 310; J. Lúcio de »Azevedo, *Épocas de Portugal Económico, Esboços de História*, Lisboa, 1<947, p. 124.

parte do carregamento dia nau ⁽⁹⁾. Nos anos seguintes, os Welser, Rem e Hierwart compraram ao Rei de Portugal grandes quantidades de pimenta e outras especiarias ⁽¹⁰⁾. Quando Carlos V procurou interessar os seus súbditos na armação de novas frotas com destino às Molucas, contou também com o dinheiro dos alemães, concedendo aos Welser, em 1525, um privilégio que lhes deu a liberdade de tráfico nas terras ultramarinas de Espanha ⁽¹¹⁾. Assim vemos que os Fugger e os Welser participaram quase com 3 quartos na armação dos navios com que Fray 'Garcia de Loaysa nesse ano saiu para as Molucas.

Na primavera de 1506 partiu outra «armada sob o comando do veneziano Sebastião Caboto, mas desta vez com pequena participação dos alemães. Entretanto, reavivadas as discussões a respeito da linha demarcatória entre as possessões dos portugueses e dos espanhóis, Carlos V, não querendo entrar em conflito com o seu cunhado D. João III, assinou em 1529 o tratado de Saragoça, pelo qual as Molucas, em troca duma indemnização, ficariam nas mãos dos portugueses ⁽¹²⁾.

Essa evolução das possibilidades ultramarinas teve consequências para a actuação dos alemães no mercado das especiarias. Lisboa, onde chegariam no futuro todas as frotas de drogas, especiarias e jóias orientais, despertou outra vez mais interesse, e assim vemos como, devido a este desenvolvimento, vários mercadores alemães de Antuérpia estabeleceram feitorias na capital portuguesa. Em 1526, no mês de Fevereiro, a companhia de Joaquim Pruner e Kilian Rietwieser nomeou seus irmãos Hans Pruner e Hans Rietwieser plenipotenciários em Lisboa ⁽¹³⁾. Os Pruner

⁽⁹⁾ Karl H. Panhorat, *Deutschland und Amerika. Ein Rückblick auf das Zeitalter der Entdeckungen und die ersten deutsch-amerikanischen Verbindungen unter besonderer Beachtung der Unternehmungen der Fugger und Welser*, München, 192a, p. 95.

⁽¹⁰⁾ iP. Wiganfd, *Wetzlarische Beiträge für Geschichte und Rechtsaltertümer*, »I, p. 3104; *Die Welser. Des Freiherrn Johann Michael v. Welser Nachrichten über die Familie iür den Druck bearbeitet (von Ludwig Freiherr von Welser)*, 'I, p. 105.

⁽¹¹⁾ Konrad Häbl-er, *Die überseeischen Unternehmungen der Welser und ihrer Gesellschafter*, ILeipzig, 1903, p. 4®.

<⁽¹²⁾ Of. Alfredo Pimenta, *D. João III*, Porto, 1936, p. 144.

⁽¹³⁾ Jacob Strieder, *Aus Antwerpener Notariatsregistern*, p. 43 s. (Nr. 36, 12-3-151216).

eram de Berlim, os Rietwieser de Würzburgo. Kilian Rietwieser foi em ISIS a Leipzig, onde fez fortuna, e depois deslocou a sua actividade para Antuérpia.

Um dos alemães mais activos residentes em Lisboa nessa época foi Jorge Herwart, originário de Augsburgo'. Os Herwart pertenciam ao «patriciado» de Augsburgo, cuja actividade mercantil já está documentada no século XIV ⁽¹⁴⁾, tendo relações importantes com o mercado italiano. Um certo António Herwart fez, em 1494, a viagem a Espanha e Portugal com Jerónimo Münzer. Nessa altura o seu irmão mais velho, Jorge, tinha a direcção da empresa. 'Estes Herwart são conhecidos como participantes do sindicato do cobre, de que eram membros também os Fugger, os Baumgartner e os Gossenprot. Jorge Herwart morreu em 1508; sobreviveu-lhe seu irmão Cristóvão, que nos anos seguintes adquiriu uma fortuna bastante grande, de tal modo que, em 1522, pertencia ao grupo dos dez cidadãos mais ricos de Augsburgo. Cristóvão Herwart fez grandes transacções em sociedade com outros, emprestou dinheiro ao governo neerlandês ⁽¹⁵⁾, ao Rei D. Fernando, combinando as negociações bancárias com o negócio de géneros. Em sociedade com os Bimmel e os Fugger, Herwart explorou durante vários anos as minas de prata de Schwaz, no Tirol. Uma das feitorias mais importantes foi estabelecida em Antuérpia, sendo ali feitor, em 1522, Lucas von Stetten, e mais tarde seu irmão Cristóvão von Stetten. O comércio com pérolas e pedras preciosas adquiridas em Espanha e Portugal figurou entre os negócios mais interessantes da feitoria.

Na família das Herwart o nome de Jorge não 'era raro. Já mencionámos um Jorge Herwart, morbo em 1508. Outro Jorge, filho de Marx Herwart, casou, em 1524, com Verónica Bimmel. O Jorge Herwart de Lisboa era meio-irmão de Filipe, Mateus, Paulo e Pedro Herwart ⁽¹⁶⁾. Já em 1511 o achamos em Lisboa,

i⁽¹⁴⁾ Jacob Strieder, *Zur Genesis des modernen Kapitalismus. Forschungen zur Entstehung der grossen bürgerlichen Kapitalvermögen am Ausgange des Mittelalters und zu Beginn der Neuzeit*, 2.º Ed., München-Leipzig, 1935, pp. 107 ss..

⁽¹⁵⁾ 'Richard Ehrenberg, *Das Zeitalter der Fugger. Geldkapital und Kreditverkehr im 16. Jahrhundert*, 3.ª Ed., Jena, 1922, pp. 21'8 ss..

⁽¹⁶⁾ .Gf. (Augsburgo, Arquivo Municipal, *Schuld- und Klagsachen*.

então como representante da casa dos Fugger (17). Entre os nomes dos mercadores que entregavam prata ao tesoureiro da Casa da Moeda encontramos o seu, sob a forma de «Elberte» ou «Embertin» (18). Em Março de 1526, Joaquim Pruner deu poder a Francisco de Witte, de Haarlem, para receber do mestre Dierik Ysebrantszon 18 rubis, que Herwart, em Lisboa, entregou ao mestre numa carta para Pruner (19).

Herwart tornou-se o mercador especialista em jóias mais eminente de Lisboa, chegando a fazer contratos com o Rei para que toda a pedraria que se comprasse fosse para os dois (20). Herwart tinha o seu representante na Índia Oriental e possuiu nos arredores de Lisboa uma oficina para lapidar pedras preciosas (21). Há duas fontes alemãs que nos dão uma ideia deste mercador. Uma é o *Geschlechterbuch* da família von Stetten (22) fundado por Cristóvão von Stetten, nascido em Augsburg em 1506 e morto em 1556. Este Cristóvão von Stetten, filho do mercador Miguel von Stetten, entrou, em 1523, ao serviço da casa de Cristóvão Herwart de Augsburg (23), na feitoria de Antuérpia, em que o irmão mais velho, Laux von Stetten, já tinha uma posição de confiança. Depois de haver servido quatro anos os seus chefes, deram-lhe toda a responsabilidade nas coisas comerciais, não somente a guarda dos livros, da caixa, dos gastos mas também a gerência «das compras e vendas e a resposta às cartas para Veneza, Augsburg, Nuremberga, Breslau, Leipzig, Lisboa, Sevilha, Espanha» (24).

(17) Häbler, *Die Geschichte der Fugger sehen Handlung in Spanien*, p. 26.

(18) *Apontamentos para a história da Moeda em Portugal*, Lisboa, 1878, Jorge Elberte: 1517, Março 21, Junho 9, Outubro 6; Jorge Embertin: 1521, Julho, 5, Agosto 17 e 20, 1524, Junho 18.

(19) Stieder, *Aus Antwerpener Notariatsregistern*, p. 465 (Nr. 38, 28-3-Ü526).

(20) Cf. (Apêndice).

(21) Hannah S. M. Amburger, *Die Familiengeschichte der Koeler. Ein Beitrag zur Autobiographie des 16. Jahrhunderts*, em *Mitteilungen des Vereins für Nürnberger Geschichte*, 30, 1931, p. 22-9.

(22) iQf. *Stetten-Jahrbuch*, IMGML, Id Band. *Deren von Steten Geschlechterbuch MDXXXVIII*, bearbeitet und herausgegeben von Albert Haemmerle, p. 18 (Citaldo: *Stetten-Jahrbuch*).

(23) *Stetten-Jahrbuch* II, p. 52' s..

(24) *Stetten-Jahrbuch* II, p. 52 s.

Uma das especialidades da casa dos Oerwamt de Augsburg consistia no trato das pérolas e é interessante saber que também o genro de Cristóvão Herwart, Sebastião Neithart ⁽²⁵⁾, desenvolveu a sua actividade nesse campo no mercado de Sevilha ⁽²⁶⁾. Oe que quantidades se tratava revela-nos um episodio contado por Cristóvão von Stetten. No ano de 1*5127, von Stetten, voltando de Antuerpia a Augsburg, trazia consigo 100 libras de pérolas. Nessa ocasião refere que, no mesmo ano, apresentou a conta de «ó quintais e tantas» libras de pérolas ⁽²⁷⁾, que, importadas de Espanha, ele tinha comprado em Antuérpia. Durante uma outra estadia nesta cidade recebeu a notícia de que o feitor da companhia de Cristóvão Herwart em Lisboa tinha feito um contrato com Jorge Herwart a respeito de todas as drogas sobre que Herwart contratara com o Rei. Além disso, o feitor, chamado Ambrosio Esel, tinha muitas contendias com alguns fidalgos a quem comprara pedras preciosas, especialmente um grande diamante, que pagou demasiado caro; tendo a intenção de anular a transacção, foi assassinado ⁽²⁸⁾. A casa tinha então dois homens para ocupar o posto de Lisboa: Cristóvão Pissinger ⁽²⁹⁾, que nessa época fazia uma viagem a Espanha com o encargo de chegar a Sevilha, e Cristóvão von Stetten. Os Herwart de Augsburg julgavam, então, o negócio de Lisboa tão importante, que queriam que von Stetten fosse ajudado por Pissinger. Mas Pissinger, como von Stetten escreve, temia as contendias de Jorge Herwart e a Inquisição. Assim, Cristóvão von Stetten fez a viagem a Lisboa sozinho, no Outono de 1530, atravessando a França e chegando à capital portuguesa dentro de 15 dias.

Chegado a Lisboa, perguntou pelos alemães (que estavam ao serviço da companhia de Augsburg), -especialmente Cristóvão Raiser e o irmão de Ambrosio Esel, mas não se encontravam na cidade;

^{y(25)} Casou -em 1'513 com Helena Herwarth, *Stetten-Jahrbuch*, (TI, p. 51, n. 1.

¹⁽²⁶⁾ ;Sobre Sebastião (Neithart cf. ;Ehrenberg, 11. c., I, pp. 220 s., Arquivo Geral de índias, Sevilla, *Contactaria*, leg. 2'710; *Indiferente*, leg. 1092.

⁽²⁷⁾ «Albert Haemmerle crê que não eram pérolas autênticas mas pérolas «de Corães ou perlmutter», mas quem conhece o mercado de Sevilha nessa época sabe que nele houve trato de pérolas das índias.

⁽²⁸⁾ *Stetten-Jahrbuch*, UI, p. 6(7).

⁽²⁹⁾ 'Sobre os Pissinger: cf. Strieder, *Aus Antwerpener Notariatsarchiven*, indice.

tendo comido carne na noite de S. O Bartolomeu, haviam sido denunciados por Jorge Herwart, por inveja, de modo que todos tinham fugido, excepto Jobst Tetzdl⁽³⁰⁾, que foi preso. Refere von Sbetten que os que serviam naquela companhia foram absolvidos graças à intervenção do Tesoureiro-IMor Fernão Alvares, «filho dum cristão novo», «porque ¡El-Rei nos devia dinheiro». O próprio von Sbetten vestiu-se com as roupas de seda que tinham pertencido a Ambrosio Esel, montou numa mula^(30a) e com a sua catta credencial fez a visita oficial ao Rei, a quem teve de responder «com muitas circunstancias». Vê-se pela descrição de Stetben que estes representantes das grandes casas se 'apresentavam dum modo quase diplomático. Pensa-se que a feitoria dos Herwart de Augsburgo se compunha de algumas pessoas, entre elas um ou outro jovem alemão, como também o primo de Cristóvão von Sbetten, Ludwig Meyting, que, duas semanas depois da chegada de IStetben, veio a Lisboa com os navios do Rei, via Flandres, para servir como «moço». Este Meyting veio com «muita prata e letras de câmbio para El-Rei».

(Nas memórias de Cristóvão von Sbetten, Jorge Herwart não é por ele bem tratado. Stetten chama-lhe patife; temendo que este tivesse vindo para descobrir a sua actividade conflituosa, Herwart recebeu-o com boas palavras, mas na realidade deu-se ao trabalho de o prejudicar. Nessa época declarou-se em Lisboa uma epidemia de peste que causou muitos mortos. O Rei e sua esposa, irmãos e toda a corbe, fugindo ao perigo, foram para «Palmeda»⁽³¹⁾, o que prejudicou von Stetben, que assim se via restringido nas possibilidades de fazer os seus negócios. No entanto, von Stetten aproveitou-se das ocasiões que lhe surgiram e comprou pedras preciosas, tendo-o ajudado as memórias de Pissinger e os conselhos dos seus amigos de Lisboa. A maior parbe destas pedras foi enviada por Stetten a Pissinger para Sevilha, no original ou pelo menos em cópias. Continuando a epidemia, também oficiais da Casa da Índia saíram de Lisboa e foram para «Santis»⁽³²⁾, ao sul da cidade, na ribeira do Tejo. Vendo que os negócios escasseavam cada

*⁽³⁰⁾ Escrito «Detzel». iProvavelmente um membro da família dos Tetzdl do Nuremberga.

(30^a) Von Stetten escreve *Esel*=burro.

⁽³¹⁾ iPalmeda: provavelmente Palmeia, vila no distrito de Setúbal.

⁽³²⁾ Santis = Santos.

vez mais, von Stetten, em companhia de Jobst Tetzl, retirou-se para a quinta de João Brandão (feitor português «em Antuérpia»), situada em Benfica, esperando fora da região da peste os 40 dias precisos para poder entrar na corte.

Entre os acontecimentos sucedidos durante esta estadia, von Stetten menciona a chegada duma baleia morta, a Belém, no dia 23 de Janeiro de 1531; era tão grande que um homem a cavalo não podia ver o dorso do animal. «Da gordura desta baleia se fizeram 60 toneladas de pingue. Na noite de 26 de Janeiro deu-se um terremoto tão terrível, que não houve uma casa em Lisboa que ficasse sem dano. Cerca de 800 pessoas pereceram. Seguiram-se outros dois terremotos, às 5 horas da manhã e ao meio-dia de 27 de Janeiro; a população da cidade, assustada, fugiu. Na quinta, os muros tiveram fendas, mas não houve desmoronamento. Nessa altura apareceu um profeta pressagiando o fim do mundo dentro de 15 dias, por meio de outro terremoto. A consequência foi o povo, ainda mais apavorado, deixar as casas para ficar nas praças ou grandes jardins. Von Stetten também viveu assim durante 14 dias, com toda a criadagem, no campo. Este período de incerteza e pavor continuou por quatro semanas havendo todos os dias tremores de terra, que foram causa da continuação da epidemia, tornada tão violenta que só num dia morreram 300 pessoas. Entretanto, Veit Hõrl, feitor dos Fugger em Espanha, veio para negociar na corte e também com Jorge H/erwart, a quem o Rei tinha confiscado um grande diamante, pela sua dívida, que importava em cerca de 30 000 ducados. Hõrl tencionava comprá-lo com outras joias para os Fugger e além disso estava encarregado de contratar com o Rei sobre um câmbio; não pôde, porém, realizar o seu intento.

Hõrl veio ter com Stetten e quando finalmente lhe foi concedida audiência na corte, juntamente com Herwart, Stetten queria acompanhá-los a Palmeia, mas os oficiais não o deixaram entrar: aproveitou (então a intercessão de Lucas Girdali, feitor dos Affaitadi, com quem, chegado a Palmeia, passou a habitar na Casa da Câmara, por falta de outras instalações. Gastou dez dias a solicitar a liquidação da soma — 24 000 ducados» — que o Rei devia aos chefes de Stetten. Por mediação de Lucas Girdali, Fernão Alvares ofereceu-se para pagar em vários prazos, à razão de 12 % por ano. Assim foi concluído o contrato alguns dias depois. Por mediação

de Francisco Lobo⁽³³⁾, feitor dos Schetz⁽³⁴⁾, e de Hans Welser⁽³⁵⁾, teve ocasião de fazer inscrever o alvará do Rei na Casa da Índia, estabelecida então, como dissemos, em Santos, nos arredores de Lisboa, onde lhe foram concedidos 13' % de interesse. Verifica-se que, entre outros negócios, Stetten tratava com trigo, chegado em navios, provavelmente da Flandres, e, além disso, negociava um contrato para comprar uma grande quantidade de especiarias depositadas na Casa da Índia, compreendendo 1.100 quintais de cravo, 700 de canela, 200 de «mazis», 300 de noz moscada e mais 10 000 quintais de pimenta, '1/3* para si, 2/3 para Francisco Lobci, pagando 1/13 logo em seguida, o outro terço um ano depois na Flandres e o último terço dentro de dois anos; o Rei precisava nessa altura de dinheiro para armar os navios destinados à Índia Oriental. A situação para a conclusão do contrato, segundo Stetten, era favorável, porque os Fugger lhe pediram que mandasse dinheiro de Lisboa para Flandres⁽³⁶⁾; havia assim a possibilidade de utilizar este dinheiro. Mas infelizmente o contrato não foi concluído, e o Rei enviou a sua especiaria para a Flandres ao feitor português. Os chefes de Stetten somente receberam 1.000 quintais de pimenta em pagamento da dívida real.

Entretanto Stetten recebeu uma carta de Augsburgo para liquidar a feitoria de Lisboa, enviar Meyting a Sevilha e Cristóvão Raisser, outro auxiliar, à Índia Oriental. Raisser saiu de Lisboa para a Índia no mês de Março, com muitas mercadorias e com a

⁽³³⁾ Von Stetten escreve «Lolbo»: *Stetten-Jahrbuch*, p. 62.

⁽³⁴⁾ Os Bdhetz: Fernand Donnet, *Notice historique et statistique sur le raffinage et les raffineries de sucre à Anvers (XV^e au XIX^e siècle)*, Anvers, 1892, pp. 6 s.; E. Daenell, *Zu den deutschen Handelsunternehmungen in Amerika im 16. Jahrhundert*, em *Historische Vierteljahrschrift*, 13, 1910, pp. 133 s.; J. Demieé, *Anvers et l'Amérique latine dans l'histoire*, em *Ulenspiegel*, 1934, p. 52; J. Strieder, *Aus Antwerpener Notariatsarchiven*, índice; F. Sommer, *Os Schetz da Antuécipia e de S. Vicente*, em *Revista do Arquivo Municipal*, ano IX, col. XCIII, S. Paulo, 1943, pp. 75 s.; E. Simões de Paula, *As Ruínas do Engenho São Jorge dos Erasmos*, em *Revista de História*, São Paulo, 1956, pp. 539 s.

*⁽³⁵⁾ Hans Welser: *Ludwig Freiherr von Welser. Eine Urkunde zur Geschichte des Nürnberger Handels*, Würzburg, 1912, p. 10.

⁽³⁶⁾ «Wolten sy mir 50 — Sonnenkron par dahin senden». *Stetten-Jahrbuch*, p. 63.

ordem de vendê-las, devendo, em vez de Fock⁽³⁷⁾, que até então servira como agente de casas alemãs, comprar pedras preciosas. Raisser só chegou até ao Cabo da Boa Esperança, donde, por motivo de doença, voltou a Lisboa. Aqui ficou até à terminação do contrato com os seus chefes, pois entrou ao serviço dos Fugger. Meyting não chegou a Sevilha ; foi acometido de peste e morreu em Lisboa. Foi sepultado em São Domingos, onde os alemães tinham as suas sepulturas. Impressionado, e assustado pela morte do seu companheiro, 'Stetten apressou-se a preparar a partida retirando-se para outra quinta, onde pôde terminar as escritas necessárias que deixou a Francisco Lobo. Von Stebten partiu com a posta uma semana antes de Pentecostes. Viajando por Medina dei Campo, Valladolid, Saragoça, Barcelona, Perpignan e Lyon chegou a Augsburgo três semanas depois de Pentecostes. Por não haver recebido a recompensa que tinha esperado, deixou o serviço. A propósito disso refere Stetten que Sebastião Neithard, genro e sócio de Herwart, fora o causador deste tratamento pouco nobre.

Justamente durante as semanas em que iStetten se achava em viagem para a Alemanha, Jorge Herwart, em Lisboa, por intermédio do embaixador espanhol Lope Hurtado de Mendoza ⁽³⁸⁾, tentou vender um grande diamante à corte 'espanhola. Lope Hurtado escreve que Herwart pedia pelo diamante 160.000 ducados, a pagar em quatro anos, uma parte em dinheiro, a outra em aljôfar :<y en sacas de trigo y esclauos para llevar a las índias despues de acabado el concierto q su mgt tiene com qules qujer mercaderes las otras dos». Um preço elevado, 160.000 ducados, mas o embaixador julgava que Herwart daria o diamante por menos de 100.000 ducados. Louvou-o muito o embaixador: «la mejor cosa es que ay en la xpriandad». E continuava: «y el Rey es parte en esto porçj Jorge Herbart tiene hecho un partito con el rrey que toda la pedraria q se comprare sea por los dos/ y este diamante dize Jorge Herbart que le compro su factor en la India en cierta manera y que no ha de aver parte el Rey/ veiese por justicia/ ya lo q me han dcho a my mercaderes el Jorge la tiene mejor...» Lope Hurtado oferecia-se como mediador, e para melhor promover

(37) Trata-se do feitor Ida casa dos Hirschvogel de Nuremberga.

(38) Arquivo Geral de Simancas, *Estado*, SW, f. 45, s. f.

o negócio, Herwart procurou obter um alvará especial do Rei para vender o diamante, que entretanto se achava depositado em poder do Tesoureiro-Mor Femão Alvares ⁽³⁹⁾.

Não se sabe se o negócio se fez. Em todo o caso, Herwart continuou a sua actividade em Lisboa. Quando Jerónimo Koeler, jovem mercador de Nuremberga, fez a sua viagem a Lisboa em 1534, encontrou também Herwart. Sobre esta viagem escreve Koeler nas suas memórias, das quais tiramos o seguinte ⁽⁴⁰⁾. Em 1533 foi a Antuérpia onde fez um contrato com o mercador Hans Paur, originário também de Nuremberga, que provavelmente podemos identificar com aquele «João Dahur», que nos anos de 1523 e 1624 entregou prata ao tesoureiro da Casa da Moeda para mandar cunhar ⁽⁴¹⁾. O facto de Paur ter o seu agente em Lisboa, Eberhard Eberdeis, deve ser uma prova das boas relações que este mercador de Antuérpia mantinha com a capital de Portugal. Estando na cidade de Schelde, Koeler não se sentia muito, bem; as saudades obrigaram-no a mudar de domicílio, e assim, fez, no ano de 1534, uma viagem a Lisboa. Munido de dinheiro e de cartas de recomendação a Eberhard Eberdeis, Koeler tomou contacto com vários membros da colónia alemã, assim como com Marcos Hartmann, feitor de Lázaro Niirmberger de Sevilha, Miguel Maynard, Jacob von Strossen e «Georg Herbert», de quem conta Koeler que a sua quinta se encontrava a um quarto de légua de Lisboa. Herwart tinha uma oficina de diamantes onde se lapidavam 365 pedras de cada vez. Tinham a intenção de especializar Koeler em lapidar diamantes, mas não se realizou. Koeler ficou 3 meses em Lisboa, cujos habitantes avaliou em 300.000, dois terços mouros, um terço brancos- ⁽⁴²⁾. Durante este tempo foi com Eberdeis a «Villa Franca e a Santarém para ver algumas joyas». Por fim o condestável do rei quis fazer Koeler um arcabuzeiro ⁽⁴³⁾, mas o nuremberguês seguiu para Sevilha.

1(39) Cf. Apêndice.

'(40) IOf. IAmurger, 1. c., pp. 229s.

'(41) *Apontamentos para a história da moeda em Portugal*: 15213, Setembro, 17; 1524, Abril, 14.

<(42) Amurger, 1. c., p. 230.

'(43) «dia wolt des Konigs conestabal einen buchsmaister au9s mir machen».

Hans Primer, feitor da companhia dos Primer e Rietwieser de Antuérpia, morreu em Lisboa a 23 de Setembro de 1531, deixando uma casa no valor de 1.500 ducados de ouro, uma máquina para lapidar diamantes que lhe fora dada em penhor pelo preço de 11 600 reais e cujo preço real era de 12 ducados de ouro mais ou menos, um cavalo no valor de 20 ducados, 6 (anéis de ouro com diamantes e rubis avaliados no total de 60 ducados, ainda um anel com armas no valor de 4 ducados mais ou menos, e livros em língua latina. Devido a uma enfermidade, faltaram a Pruner as forças para continuar o seu trabalho; então a companhia procurou outro feitor, ie, a partir do dia 1 de Fevereiro de 1531, Marcos Hartmann de Ulm viu-se obrigado a servir a companhia durante nove anos como feitor ⁽⁴⁴⁾. Encarregando-se dos negócios de Hans Pruner, cobrou dívidas de Michiele Hahn e Lenard Nardi, pagou somas à feitoria dos Wclser de Lisboa, a Tourhaim Hegielinck, ao velho «mestre Hans» ourives, a Albrecht Rademann, a Lucas Gira'ldi, a Jerónimo Seiler ⁽⁴⁵⁾, ao confessor de Pruner, ao boticário, ao barbeiro, ao médico, ao deão e aos directores da capela de São Domingos.

Mas as relações entre Hartmann e os seus chefes não se desenvolveram ifavorãdmente; já no mês de Maio de 1532 a companhia lhe tirou os poderes para dá-los a Anton de Lannoy, então em Antuérpia, e a Jorge Hemelricx van Bombergen, residente em Lisboa ⁽⁴⁶⁾. No mês de Março «Speidell Andrea Alantsen», feitor da casa nuremberguesa de Andreas Hirschvogel, tinha dado uma letra de câmbio sobre 3.000 ducados a Hartmann para pagar na feira da Páscoa de Bergen op Zoom; mas a letra não foi paga, e então Joaquim Pruner, representante da companhia dos Pruner e Rietwieser, deu o seu poder a João Huyser ⁽⁴⁷⁾ para cobrar a soma de Hirschvogel. Em 25 de Outubro de 1532 a companhia dos Pruner e Rietwieser fechou o convénio com Hartmann ⁽⁴⁸⁾

⁽⁴⁴⁾ (St ris der, *Aus Antwerp&ener Not artat sarchiven*, p. 57, (Nr. 5'2) e 73 s. (Nr. 83, 25-10-H532, e nr. 85, 25-10-15312).

⁽⁴⁵⁾ Jerónimo Seiler cf. Ehrenberg, 1. c., II, ipp. 220 s., 3311 s., II, S'1 s., *Die Wclser*, II, pp. i91 Panhorst, 1. c., p. 106.

⁽⁴⁶⁾ Strieder, 1. c., p. 04 '(Nr. ÓO, 7-5-1532).

⁽⁴⁷⁾ João Huyser: provavelmente aquele João Häuser (ou de las Casas) que no segundo decénio representou, em Lisboa, a Casa dos Imhof; cf. Kellenbenz, *A estadia de Ulrich Ehing&er em Lisboa*, no prelo.

⁽⁴⁸⁾ J Cf. (Strieder, 1. c., p. 73< i(»Nr. 83, 25-10-15312).

onde Jerónimo Koeler o encontrou *como* feitor de 'Lázaro Nürnberger de iSevilha (49).

III

Em conclusão: este estudo deu-nos uma visão de conjunto da vida e actividade da colonia alemã de Lisboa numa época em que, graças ao tratado de Saragoça e às dificuldades que existiam nas rotas orientais dos venezianos, o monopólio português das especiarias continuou na sua posse. Mostraram-se estes alemães como competidores notáveis dos italianos e cristãos novos, não somente os Welser, Fugger e 'Riem, mas também o grupo dos Herwart, especialmente Jorge Herwart, que, além disso, aparece como especialista no mercado importante das pedras preciosas.

Jorge Herwart foi um dos poucos alemães que viveram em Portugal durante largo tempo. Outros, como Cristóvão vcn Stetten, somente lá viveram para aproveitar-se de ocasiões temporariamente favoráveis. O facto de ios Herwart de Aug^hburgo, depois de frustrar-se um grande contrato com o Rei, terem dissolvido a sua feitoria de Lisboa, mas terem continuado os negócios de Sevilha, parece-me significativo para a primazia dos italianos e portugueses, quer dizer dos cristãos novos, no mercado de Lisboa. Além disso, o desenvolvimento das questões entre o Império turco e as posições portuguesas na Índia Oriental conduziu a uma crise do monopólio português das especiarias em favor dos venezianas. Apesar de a expansão ter continuado — como mostra o exemplo da construção da fortaleza de Dio (50) em 1535 — parece-me significativo o que 'escreve Luís 'Sarmiento de 'Mendoça, -embaixador 'espanhol, em carta de 7 de Maio de 1537 : «Al Serenissimo Rey le a venido una nueva cierta de que esta muy fatigado y assi mismo lo dixo el Señor Ynfante don Luys y tiendo muy secreto per que les conviene para su contra'taçi-on de la 'espeçeria y es que un rrey alia de la yndia de donde le traen la espeçeria prendió un Capitán del rrey de Portugal que ¡tenia cargo de una grand cantidad de espeçeria con otra companhia de mercaderes, de aca diz en que hera grand cantidad, Y «asi los Portuguesies con la dicha 'espeçeria lleváronlo alia por via del Turco, y sábese que esta en Costantinopla por que

(49) ¡Amburger, 1. c., p. 231.

(60) Magalhães 'Godinho, *Crisis et changements géographiques*, p. 98Q.

se sabe aqui por cartas de los mismos cativos que an embiado por via de Vençia, y dixomie iel Señor Ynfante que perdia el rrey de presente mas de quinientos mili ducados en las baxas que se harían de los contratos de su lespeçeria', por que no los 'tienen hechos por que vendra aquella espeçeria por via del Turco a Venecia, y sera causa que por la misma via se haga adelante questo «es lo que syempre aca se a temido y asi dize el Señor Ynfante que terne que sera causa que se acabe de perder el trato de la yndia ques el cavdal de todo lo de aca, crea vuestra Señoría que despues que vino esta nueva no therna dia .el rreyno para de consejos, yo de a ver visto aqui tanta novedad sospecharía otra cosa y asi andando en rrastro de saber lo que hera supe esto del Señor Ynfante don ILuys» (51). Então os venezianos conseguiram, à custa dos portugueses, novas possibilidades de apoderar-se de partes da produção 'oriental de especiarias e drogas, tendo em conta a flutuação de tais possibilidades, como parece mostrar a evolução dos rendimentos da alfândega de Ormuz (52). 'Para os alemães e flamengos de Lisboa que continuavam a sentir-se atraídos pelo mercado desta cidade já houve, nesses anos, além dos géneros orientais, outras coisas que lhes interessaram: foi o açúcar das Ilhas atlânticas «e do Brasil. No ano de 1533 instalou-se o primeiro «engenho» na ilha de São Vicente, nos arredores de Santos, sob a direção de Martim Afonso de Sousa. Um dos participantes daquela empreza foi João von Hülsen que era provávelmente originário de Huís, um lugar nos «arredores de Krefeld (53).

HERMANN KELLENBENZ

(51) |Arquivo Geral de Simancas, *Estado*, leg. 371, f. 62; Hermann Kellero benz, *Zur Problematik der Ostpolitik Karls V.*, em *Karl V. Der Kaiser und seine Zeit*. Herausgegeben von Peter Rassow und Fritz Schalk, Köln-Graz, .18*00, pp. 13(0 s.

| (52) Magalhães Godinho, *Crises et changements géographiques*, p. S«86.

(53) Karl Heinrich Oberacker, *Der deutsche Beitrag zum Aufbau der brasilianischen Nation*, São Paiulo, .18(56, p. 40; E. Daenell, *Zu den deutschen Handelsunternehmungen in Amerika im 16. Jahrhundert*, em *Historische Vierteljahrschrift*, 13, 1010, p. 185.

APÊNDICE

Eu el Rey faço saber ja quantos este meu aluara vire q eu ey por bem e dou licença q Jorge heruart alemão venda a qual quer príncipe/ ou pessoa ou'tra de qualquer calidade q seja/ o diamão grande q pesa sesenta mangelys sobre q se trata demanda entre/ o procurador de meus feitos e o dito Jorge/ e esto peio maior preço q se pollo dito diamão poder achar/ e que lho asy comprar sayva certo q por yso não Reçiuo ninhu desprazer ante me dello prazera e ofinal preço por q se o dito diamão ouuer de vender se fara e asentaría cõ fernão aluarez meu th^{ro} moor e esprivam de minha faz^{da} en cujo poder ficara depositado/ o precio porq se asy vender atee se determinar finalmente a dita demanda q se sobre ele trata e porq todo me praz como dito he e se manda dar este p mim asinado ã môte moor o nouo a XIIIJ de mayo p anriqz a fez de MDXXXI este qro q se guarde posto q não pase p la chiancel^{1*1®} se embargo da ordenação ã cõtrayro fernão daluarez o fez escriuir

El Rey.

(Arquivo Geral de Simancas, *Estado*, leg. 3>69, f. 45)

Os Jesuítas, as suas Missoes Guarani e a Rivalidade Luso-Espanhola pela Banda Oriental, 1715-1737 *

I

As negociações europeias de paz que puseram termo à Guerra da Sucessão de Espanha foram seguidas na região do Rio da Prata por dois acontecimentos muito importantes: no dia 11 de Julho de 1715 estabeleceu-se em Buenos Aires uma feitoria britânica e, no ano seguinte, em 4 de Novembro, a *Colónia do Sacramento* foi

* Cf. estudos anteriores do mesmo autor: *The political and economic activity of the Jesuits in the La Plata region. The Hapsburg era* (Estocolmo, 1958); «Panorama de la sociedad del Río de la Plata durante la primera mitad del siglo 18» in *Estudios Americanos*, N.º 92/93 (Sevilha, 1959).

Abreviaturas principais:

- A CS = Archivo del Colegio del Salvador, Buenos Aires.
AG'BA = Archivo General de la Nación, Buenos Aires.
ARSI = Archivum Romanum Sordietatis Ihesu, Roma.
Astráin = Astráin, A., *Historia de la Compañía de Jesús en la Asistencia de España*, Vol. 7 (Madrid, 19215).
BNBA = Biblioteca Nacional, Buenos Aires.
CBAC = *Campaña del Brasil. Antecedentes coloniales*, Tomo I (Buenos Aires, 1931). —
C. de J = Companhia de Jesus.
MAC = Rau, V. e Gomes da Silva, M. ÍF., *Os manuscritos do Arquivo da casa de Cadaval respeitantes ao Brasil*, Vol. 2 ((Coimbra, 1958).
MCA = *Manuscritos da Coleção de Argetis*, Tomo 5 (Rio de Janeiro, 1954).
Pastells = Pastells, P., *Historia de la Compañía de Jesús en la Provincia del Paraguay*, Tomos 6 e 7 (Madrid, 1946-48).
RC = Real Cédula.

finalmente entregue aos portugueses. Este último acontecimento deu-se em conformidade com o art. 6.º do tratado de paz assinado entre Espanhóis e Portugueses no dia 6 de Fevereiro de 1715 e o primeiro em virtude do *Asiento* concedido aos ingleses pela Espanha em 1713. Ambos os sucessos iriam embarçar os Espanhóis nas suas tentativas para guardar os recursos da região do Rio da Prata como um monopólio espanhol sem, de facto, tentarem explorá-los (*).

Visto a economia daquela região ser exclusivamente pastoril, baseada nas manadas de gado bravo, *ganado cimarrón*, que vagabundeavam nas planícies, os dois acontecimentos contribuirán! para acelerar a velocidade da exploração destes recursos. Outrora, o gado bravo das planícies para além de Buenos Aires, a *Vaquería* dos *Porteños*, constituía o abastecimento principal da exportação de couros, por exemplo, pelos navios da França antes desta ter de ceder à Grã-Bretanha os direitos sobre o *Asiento*. Tornou-se, porém, cada vez mais claro que este abastecimento se ia esgotando, e, a partir de 1775 por decreto do Governador de Buenos Aires, a *Vaquería* ficou, por esse motivo, «fechada» para exploração.

Em lugar disso, a *Vaquería* do outro lado do rio, na Banda Oriental, tornou-se um pomo de discórdia entre portugueses da Colónia do Sacramento, com a sua exportação florescente de couros, sebo e carne salgada, e os *porteños*, ávidos de vender couros à feitoria britânica. Mas havia também mais dois pretendentes a esta *Vaquería del mar*: os lemprendedores negociantes de gado de Santa Fé, junto ao rio Paraná, e as 30 Missões Guarani dos jesuítas, situadas em ambos os lados e entre os rios Alto Paraná e Uruguai. A concorrência entre estes quatro pretendentes aos recursos do gado bravo na margem setentrional do Rio da Prata estava estreitamente ligada à evolução da questão da fronteira luso-espanhola nesta zona das Américas, até que se tornou um facto, nos meados do século, o desaparecimento de um tal «*benefício de graça*», que era constituído pelas manadas de gado bravo.

As pretensões das missões jesuíticas à *Vaquería del mar* baseavam-se na suposição de que as manadas de gado bravo na vizi-

(0) «Colocar Colonia del Sacramento en manos lusitanas, era igual que habérsela entregado a Gran Bretaña». iSierra, V. D., *Historia de la Argentina, 1700-1800* (Buenos Aires, 1959), p. 517. Cfr. *ibid.*, p. 5U e Pantaleão, O., *A penetração comercial da Inglaterra na America Espanhola de 1713 a 1783* (São Paulo, 1946), p. 158.

nhança da Colónia do Sacramento, ibem como as das proximidades da Lagoa dos Patos, tinham a sua origem no gado que possuíam antigamente as missões estabelecidas no território Tape e que tiveram de abandonar quando da evacuação forçada ctesas missões por volta de 1630. Quando, em 1716, o Padre Castañeda, Superior das Missões, investigou as pretensões à *Vaqueria del mar*, os padres interrogados fizeram referência a um empreendimento confiado aos jesuítas pelo Governador de Buenos Aires em 1690, que era o de mandar uma expedição das suas Missões Guarani para conduzir para o norte, longe dos portugueses, o gado bravo que vagabundeava nia vizinhança da Colónia do Sacramento. Segundo os padres jesuítas afirmaram, não era de supor ter o Governador mandado ou mesmo tolerado tal coisa, se tivessem existido outros pretendentes legítimos, *accionaros*, ao gado bravo da Banda Oriental⁽²⁾).

Mas também havia outra possível explicação da origem da riqueza em gado da Banda Oriental, que era a do gado introduzido pelo Governador Hernandarias de Buenos Aires, em 1611 e 1617, o qual teria Sido o autêntico progenitor das manadas que existiam mais tarde no sudoeste do Uruguai. O *Cabildo* de Buenos Aires, ao considerar, em 1709, a concessão de uma licença para recolher *cañado cimarrón* no litoral, ao pé da Colónia do Sacramento, baseou caracteristicamente a sua autoridade para conceder urna tal licença no facto de Hernandarias ter introduzido o gado quando governador da provincia do Rio da Prata, cem anos mais cedo. De 1714 em diante o *Cabildo* de Buenos Aires siia concedendo um número cada vez mais elevado de licenças, *acciones*, para recolher gado bravo na imargem setentrional do Rio da Prata. Os primeiros a receber tais licenças, expedidas para um determinado numero de animais, foram os habitantes de Santa Fe. O *Cabildo* de Buenos

(2) Mõmer, M., *Activities*, I, 1161, 11812. MÜAIC, V, 1163-1710: Interrogatório «Castañeda» em Julho de 17116. Os entrevistados foram os próprios jesuítas, «Atento a que los indios son poco fidedignos, y no a ver otros españoles en estos desiertos, que puedan declarar en este negocio». O Padre Lauro Nuñez, jesuíta muito experimentado, declarou categoricamente que «La pretensión de los Idle S.^{tas} iFéé acerca de las vaquerías del mar, no tiene fundamento por su parte. Porque nunca an tenido derecho a ellas, ni la Ciudad, ni vesino alguno de ella. Los indios de n-ras IDoctrinas an vaqueiado en ellas desde el año de mil seiscientos y setenta y siete ô setenta y ocho...».

Aires, porém, reteve para si próprio os direitos legais e exclusivos aos ditos recursos. Mas desde há muito era costume dos *Santafesinos* recolherem gado bravo nas planícies de Entremos, com licença expedida pelo seu próprio *Cabildo*, e, dado que a necessidade de um novo fornecimento estava a aumentar gradualmente, não se sentiam inclinados a aceitar o rio Uruguai como limite legal das suas incursões para recolher gado. Além disso, «encontravam-se entre «eles «alguns descendentes do Governador Hernandarias que fizeram valer os seus direitos pessoais à progénie das suas vacas. O Colégio dos Jesuítas de Santa Fé também fazia parte dos *accioneros*, pelo menos no que dizia respeito ao *ganeêdo cimarrón* em Entremos, por terem passado para ele umas propriedades e uns direitos dos muitos descendentes de Hernandarias. Convém tomar em conta o facto de que as extensas planícies que se estendiam entre o rio Paraná e o Atlântico estiveram em grande parte inexploradas até 1720. Os poucos índies Charrua e outras tribos eram os verdadeiros donos daquela solidão. Por conseguinte, é fácil compreender que o direito às manadas «errantes de gado e os limites geográficos entre jurisdições antagónicas nestes território deviam ter constituído um assunto muito difícil de resolver legalmente (3).

Mas, quaisquer que fossem as objecções legais que pudessem levantar-se contra «as suas pretensões à *Vaquería del mar*, todos os pretendentes estavam «ocupados na exploração sempre crescente desta riqueza ilimitada. As necessidades e «os motivos dos *porteños*, dos *santafesinos*, dos portugueses e dos jesuítas das Missões, não eram, porém, idênticos.

«Para as Missões Guarani era essencialmente uma questão de alimentação. As suas colheitas eram frequentemente más e os

(3) Cfr. Mörner, 'M., *Activities*, II, 11 (160-7, «137. O jesuíta Bartolomeu Jimenez, Procurador do Paraguai, -ao IRei, em 1 de Outubro de 1716, sobre as (pretensões do Colégio de Santa Fé (Pastells, V, I, 94-8). (Leonhardt, .C., «Establecimientos jesuíticos en (Corrientes y Entre Rios» in *Boj del Inst. de Investig. Históricas*, Tomo li5, (Buenos Aires, 1932) pp. 1*01-4; (Cervera, M., *Historia de la ciudad y provincia de Santa Fé, 1573-1853*, III, 9'318 e *passim*: um relato confuso e desfavorável aos jesuítas. Coni, E.A., *El gaucho* (Buenos Aires, 1945) pp. '82-3. «Ooni, E. A., *Historia de las vaquerías de Río de la Plata, 1555-1750*» (Buenos Aires, 1956), pp. 65-6. MICA, V, 187-235 : Interrogatório do jesuíta, Padre «Superior Benítez, Agosto-Setembro de 1722. Repeidiu-se a hipótese da progénie do gado do Governador Hernandarias.

jesuítas tinham, por isso, de recorrer a um abastecimento regular de carne para a provisão de víveres para as suas comunidades. Como disse o Padre Cardiel, jesuíta que chegou às Missões em 1731: «El siglo pasado no ponían tanto empeño los Padres en las sementeras, ni hasta el año 20 de éste: porque las dilatadas campañas que hay desde los pueblos hasta el Mar estaban llenas de vacas sin dueño...». Em 1716, as Missões tinham uma população total de 121.000 pessoas, das quais 56.000 habitavam as dezassete missões situadas em ambos os lados do rio Uruguai. A maior parte destas comunidades tinha 1.000 até 2.000 pessoas, mas algumas, por exemplo Yapeyu e San Miguel tinham muitas mais. Segundo o Padre Cardiel, comiam-se cerca de vinte vacas todos os dias nas missões mais pequenas e cerca de quarenta nas maiores. O Padre Cardiel calculou que cerca de 100.000 cabeças de gado eram anualmente conduzidas da *Vaquería del mar* a esta região para serem consumidas. Enquanto (existiu este reservatório, não se julgou necessário guardar manadas consideráveis de gado doméstico, pelo menos nas missões mais ao sul. O Padre Cardiel disse que cada missão, quando precisava de carne, costumava enviar à *Vaquería del mar* uma expedição de cinquenta até sessenta índios, cada um dos quais levando cinco cavaleiros. Servindo-se de uma pequena manada de gado domesticado como isca, faziam a recolha, o *rodeo*, e usualmente, depois de trabalharem dois ou três meses, os índios voltavam com cerca de 6.000 ou 6.000 animais (4).

A carne era também, naturalmente, a alimentação principal das outras comunidades da região do Rio da Prata, mas, em relação à população total das Missões Guarani, estas comunidades eram bastante insignificantes como centros de consumo. Até mesmo

(4) A citação foi tirada de Furlong, G., *José Cardiel S. J. y su Carta-Relación, 1747* (Buenos Aires, ÍS'SB), p. 143. Cardiel, *Breve relación*, in Hernández, (P. *Organización social de las doctrinas guaraníes de la Compañía de Jesús* (Barcelona, 1913), -II, 15132-3: «Mientras duraron estas vacas, que llamaban la Vaquería del mar, por estar a sus orillas, estaban los indios muy bien asistidos, sin que necesitasen dehesas de ganado manso. Todo el cuidado estaba en tener muchos caballos para ir a la vaquería: y ésta era la dehesa y estancia de los treinta pueblos: y aunque por los malos tiempos se perdiesen las cosechas, aquí hallaban refugio para todo: porque el indio es muy aficionado a la carne, y más de vaca...».

a população de Buenos Aires não 'era maior do que ta de qualquer grande missão. Era o valor comercial dos couros, da gordura e do sebo que convidava os *porteños*, os *santafesinos* e os portugueses a explorar a *Vaquería del mar*.

A exportação de couros do Brasil era antiga e a «exportação dos da Colonia de Sacramento também tinha sido sempre considerável desde a sua fundação, <em '1680. Os couros provenientes da *Vaquería del mar* tornavam em grande parte a ser «exportados de (Portugal para a 'França >e os Países Baixos. Duas circunstâncias importantes, porém, impediram que os próprios portugueses da Colônia do Sacramento desempenhassem um papel mais activo na exploração. Em primeiro lugar faltavam cavalos nesta colônia fundada e mais tarde tornada a fundar por expedições navais. Em 1716 o Governador da Colônia do Sacramento pediu seis cavalos ao seu colega de Buenos Aires. Mas nem mesmo esta petição modesta foi atendida. Os IEspanhóis compreendiam bem o valor fundamental dos cavalos ! Em segundo lugar, conforme a interpretação espanhola do tratado de paz de 1715 (dada pelo Governador García Ros de Buenos Aires) o território da Colônia do Sacramento tinha sido reduzido à parte que ficava ao alcance dos canhões da fortaleza. A tarefa de impedir a saída dos portugueses deste pequeno território foi especialmente confiada a um piquete espanhol, a guarda de San Juan. Os habitantes da Colônia do Sacramento tinham, por isso, de depender do contrabando feito por aqueles que podiam agir mais livremente, para obter couros, gordura e sebo para exportação (5).

Os *santatesinos* eram muito experimentados na recolha e condução de gado bravo >em Enterrias e 'eram também peritos em atravessar cursos de água tão largos como o Paraná e o Uruguai. Além disso, davam-se bem com os guerreiros Charrúa, os quais constituíam, por seu lado, uma ameaça constante para as missões jesuíticas e para o seu gado. Mas conduzir manadas imensas da *Vaquería del mar* «até á margem oeste do rio Paraná, mesmo pelos *santalesmos*, representava sempre um grande risco. Por isso, quando começaram a levar as suas expedições laté aos territórios

(5) Simonsen, R. iC., *História económica do Brasil, 1500-1820*, (São Paulo, 1(944), il, p. 2'62-2&S; iConi, *Gaúcho*, p. 189; Sierra, *Historia*, pp. 514-i7, 75-16.

a leste dos rios Uruguai e Negro, os *santafesinos* ficavam satisfeitos por vender couros, gordura e sebo aos portugueses, fregueses situados, como convinha, mias à mão.

Pelo que diz respeito (aos *porteños*, sem dúvida, 'também estes, às vezes, participavam no contrabando com os portugueses. Mas os seus fregueses principais iam a Feitoria britânica e os *navios de registo*, isto é, navios ocasionais mandados de Espanha. Entre o ano de 1716 e o de 1719, quando a Guerra de Albemarle quebrou pela primeira vez os direitos do *Asiento*, os ingleses estabelecidos em Buenos Aires exportaram 107.630 -couros e 1.081 *quintales* de sebo. Dos 61.000 couros concedidos à Feitoria inglesa pelo *Cabildo*, apenas uma parte muito pequena veio da Banda Oriental. Quanto, porém, aos restantes 46.630 couros, que não tinham sido comprados por intermédio do *Cabildo*, o mais provável é que tivessem vindo precisamente da Banda Oriental, onde «era mais fácil encontrá-los do que na margem ocidental. De facto, o *Cabildo* de Buenos Aires andava muito preocupado por causa de todos os negociantes sem licença que vendiam couros aos ingleses a preços mias baixos do que aqueles exigidos pelos *accioneros* e estabelecidos pelo *Cabildo* (6).

II

As novas exigências causadas pelo *Asiento* e pelo regresso dos portugueses à *Colónia do Sacramento* logo conduziram a uma mudança importante nos métodos de exploração. Em vez de expedições temporárias que só recolhiam gado bravo durante dois meses por ano, bandos de homens ocupavam-se agora em caçar e matar gado na Banda Oriental durante o ano inteiro. Regra geral, estes homens iam empregados de um grande negociante de gado de Buenos Aires ou Santa Fé. Mas, pouco a pouco, apareceu uma outra categoria de pessoas, brancas ou mestiças, que também ganhavam a vida a matar gado para vender couros aos portugueses, mas sem fazerem parte da comunidade. Estes eram *Gauderios* ou *Gauchos*. Não é para admirar que as manadas de gado bravo

(6) Coni, *Gauchos*, pp. 84-6; iStu-der, EoF.S. id-e, *La trata do negros en el Río de la Plata durante el siglo 18* (Buenos Aires, 1958), cuadro 8-, p. 202; Sierra, *Historia*, pp. 52-3; *Acuerdos del extinguido Cabildo de Buenos Aires*, 21 de Março e 7-8 de Agosto de 1716.

viti mia das con t;n.uia d\amenite par todas aqueles homens e também os *gauchos*, sie assustassem e andassem sempre de um lado para o outro, com prejuízo da reprodução da 'espécie. Pelo menos, fod assim que os jesuítas, num inquérito de 17'2'2, tentaram explicar o desgaste rápido da *Vaquería del mar* (7).

Logo -no principio, os jesuítas, corno é nía tural, seguiram com ansiedade estes acontecimentos. Na Congregação Provincial em Córdoba, no mês de Outubro de 17'17, propôs-se que um dos procuradores então eleitos se avistasse com o Rei e o Conselho das Índias para tratar da questão da *Vaquería del mar*. As Missões Guarani estavam absolutamente dependentes deste abastecimento de gado, mas segundo o proponente, os *santafesinos*, desde ha dois anos, tinham levado dali centenas de milhares de animais. A acta da sessão indica que a Congregação sabia bem como a situação era séria, mas que julgava necessário ter provas suplementares antes de tomar providências. A razão fundamental da discussão é clara: já em 1716 os *santafesinos* exploravam em grande 'escala ia *Vaquería del mar*. O *Cabildo* de Buenos Aires tinha sido informado de que André López Pintado 'estava na Blanda Oriental oom 400 pessoas, pelo menos (8).

Ê de notar, porém, o facto de que os próprios jesuítas, ou os índios sob 'a sua tutela, segundo o inquérito já citado de 1722, tinham deixado, a partir de 1717, que os espanhóis recolhessem gado bravo na Banda Oriental, para evitar alterações e violências. Dez anos antes, lafirmou uma das testemunhas, o Padre Superior das Missões até recusou ao próprio Colégio dos Jesuítas de Corrientes licença para recolher gado bravo na *Vaquería deti mar*. Decorridos, todavia, mais cinco anos, os índios, por medo, permitiram que os espanhóis o fizessem. 'Segundo afirmou outra testemunha, Gabriel Patiño, jesuíta das Missões desde há mais de vinte anos, os espanhóis de Buenos Aires e de Santa Pé só duas vezes recolheram gado bravo secretamente na Banda Oriental, facto que

(7) MCA, V, lISfr-tëS'S: Interrogatório do Superior Banítez, die 17'22; Coni, E. A., *Gaúcho*, pp. 93-51.

(8) ARIST, Congregationum Provinciarum, vol. IS8 (XVIII 'Congr. Prov. Paraquariae). (Leonhardt, *Establecimientos*, que se refere na pág. 105 a este documento, supõe que as terras mencionadas são *entre* os rios Paraguai e Uruguai. Mas o documento alude claramente ias planícies extensas «ultra fluvium Vruguaium».

os 'Guarani não bardaram a divulgar, mas desde 1717 que os índios permitiam que eles passassem, talvez só para evitar males ainda piores. No entanto não deve dar-se a este relatório a interpretação de que os negociantes de gado costumavam na realidade pedir às Missões Guarani ou aos jesuítas, licença para recolher ou matar gado bravo na Banda Oriental. Talvez aqueles que estavam em boas relações com os jesuítas a pedissem, mas apesar das alegações dos que iniciaram o inquérito de 1722, é impossível ter sido de aceitação geral que a *Vaquería del mar* alguma vez pertencesse às Missões Guarani ou que tivesse habitualmente pedido licença a estas missões. Havia apenas uma certa falta de interesse pelo assunto em Buenos Aires e em Santa Pé, enquanto houvesse à mão recursos semelhantes ⁽⁹⁾.

Não obsibanbe ta inoerbezia acerca da origem e da posse legal da *Vaquería detf mar*, é >evidenbe que os governadores de Buenos Aires gostosamente acerbavam o facto de ela ser aproveitada pelas Missões Guarani. Compreenderam quanto as Missões dependiam deste abastecimiento e, além disso, que elas eram sempre um baluarte valioso contra a agressão e a expansão portuguesa. Em consequência, o Governador García Ros, quando, a 7 de Dezembro, escreveu a sua bem conhecida carta ao Rei, para protestar contra a restituição da Colónia do Sacramento, incluiu um trecho referente às missões. Afirmava que, se fosse permitido aos portugueses

(9) MCA, V, 187-235. Como de costume nesites interrogatórios, a pergunta fornecia a maior parte da resposta; por ex. o § 8: «Si saben o han oído decir, q. los Españoles de Bs (Ay.⁸ y Sta fee nunca entraron a vaquear o recoger vacas cimarronas en dhas vaquerías del Uruguay, asta agora cinco años mas o menos, y esso por puro condicendim.¹⁰ de dhos Ynldlios, a fliin de evitar maiores males de violencias, persecuciones etc.». Testemunhos mencionados, *ibid*, pp. 216, 221. (Na *Breve relación*, p. 533, o Padre Cardiel repete uma tradição duvidosa mas típica da argumentação jesuítica: «hacia los años de 17120, un español benemérito de las Misiones, pidió licencia para ir a vaquear para sí a esta vaquería dllel mar... Pidió licencia este español, porque sabía que no eran vacas comunes sino originadas de las que en su transmigración dejaron los indios, y multiplicadas en tierras no de particulares, sino en que se habían criado los indios en su gentilismo, que à *natura* eran suyas: y mandan las leyes Reales que no se quiten á los indios que se convierten. Díosele licencia, y cogió como treinta mil». Depois outros a pediram, não a receberam e seguiu-se então uma disputa com Buenos Aires. Segundo o que diz este autor jesuíta, não só o gado, mas também a terra da longínqua Banda Oriental, pertenceu aos guaranis.

entrarem no interior da Banda Oriental, comprometeriam seriamente o abastecimento de carne das Missões Guarani e unir-se-iam com os charruas, velhos inimigos dos guaranis ⁽¹⁰⁾.

As tribos Charrua —• minuanes, guenoas, etc. — que viviam espalhadas em ambos os lados do rio Uruguai, naquela altura estavam em fooco. A pedido dos jesuítas, o Governador de Buenos Aires aoabou por mandar uma expedição militar para limpiar Entremos dos charruas que lá viviam. Mas esta expedição de 1.500 homens, na sua maior parte guaranis das missões, sob o comando do oficial espanhol Piedra Buena, enquanto andou em campanha, desde Novembro de 17H5 até Janeiro de 17il6, não obteve êxito. Encontrou apenas bandes muito pequen-cs de charruas, pois a maior parte destes índios tinha-se refugiado, provavelmente, no 'outro lado do rio Uruguai, que a expedição não atravessou. A insubordinação do seu oficial substituto oibrigou-o finalmente a retirar e conseguiu chegar à missão jesuítica de Yapeyú com algumas baixas. Os *santafesinos*, que, não há dúvida, até certo ponto costumavam pactuar com os charruas contra as Missões Guarani, eram contrários à campanha, mas incapazes de impedi-la. De 17il6 em diante, por conseguinte, a fúria dos charruas manifestou-se também contra os «traíçoeiros» *santafesinos* e os territórios, de Entremos tomaram-se ainda mais inseguros. Assim, urna aliança entre os portugueses e os charruas poderia ser muito perigosa não só para as Missões Guarani dos jesuítas mas também para todas as províncias espanholas do Rio da Prata ⁽¹¹⁾.

Como apontou o Procurador da província jesuítica do Paraguai, Padre Barbolomeu Jiménez, em Madrid, no ano de 17'16, os charruas poderiam aliar-se aos abipones, cavaleiros selvagens inimigos da margem ocidental do rio Paraná e fornecer aos portugueses da 'Colónia do Sacramento os cavalos de que tinham tão desesperad ora necessidade. O Padre Jiménez, num *memorandum* impor-

i⁽¹⁰⁾ 'Carta de iGancia Ros in CBAIC, I, 4153-8. Ver também o Cabildo de (Buenos Aires ao Rei, 116 de (Dezembro de 11'7)15 (*Pastells*, VI, 39-40). Sierra, *Historia*, pp. 54-5'5.

'⁽¹¹⁾ Pérez Colman, CB., *Historia de Entre Ríos. Epoca colonial, 1520-181Q* ('Paraná, 1SQtê) vol. I, pp. 112-7; *Ibid.*, pp. 4111-424, reproduz-se o relatório da expedição escrito pelo seu capelão, o Padre jesuíta Policarpo IDufo. Ver também Sallaberry, JF., *Los charruas y Santa Fé* (Monbeviideu, 19'26), pp. 179-221.

tante, propos diversas medidas para fortalecer a posição da Espanha na região do Rio da Prata: a construção de galés para patrulhar a costa ; a remodelação da administração ; os vagabundos obrigados a trabalhar; e mais negros comprados aos ingleses para cultivar a terra. Também as próprias missões jesuíticas poderiam prestar serviços valiosos, como tantas vezes já tinham feito no passado: sob o comando de oficiais espanhóis, as suas tropas poderiam vigiar os portugueses e pacificar, talvez, os selvagens. O Rei prontamente ordenou ao Governador de Buenos Aires que se aproveitasse esta proposta jesuítica ⁱ(¹²).

Quer o governador se tivesse servido logo dos guaranis, quer não, não tardou a haver encontros entre os índios e os portugueses. Já em Fevereiro de 1717 o Governador de Buenos Aires informou que tinha recebido urna queixa do seu colega da 'Colónia do Sacramento de que um bando armado de guaranis tinha recolhido gado a umas dez léguas da Colónia (¹³).

Os jesuítas espanhóis, por seu lado, informaram em 1718 que os seus índios tinham encontrado dois acampamentos portugueses muito longe da Colónia do Sacramento. Ajudados por selvagens a quem tinham dado armas, os portugueses estavam a matar gado para obter gordura e sebo. Estas notícias eram devidamente transmitidas a Madrid. Devem ter dado ainda mais razão às ordens que o Governo mandava repetidamente ao Governador de Buenos Aires para que vigiasse tudo que os portugueses fizessem e fortificasse os portos de Montevideo e Maldonado antes que estes os fortificassem. A reacção do próprio Governador Zabala às informações dos jesuítas foi a de dar ordem aos guaranis para que destruíssem todos os acampamentos improvisados dos portugueses

(¹²) IRIC ao Governador Zabala, 11 de Novembro de 1717*6 (*Pastells*, VI, (Memorandum do Padre Jiménez, 14 de Fevereiro de 1717, *ibid.*, 13<6-145, É o mesmo documento e reproduz-se também *in Verbatim* in MICA, V, 155-163, embora o editor, J. Cortesão, o classifique como anónimo e de 1710 aproximadamente. IRIC ao Governador Zabala, 13' de Novembro de 1717), na iGBAC, I, 4*6:5-6<: «...procureis cultivar a los Religiosos de la Compañía de Jesus para que tengan disimuladamente prompts a mi Real servicio los Pueblos de sus doctrinas, que En otras ocasiones se han experimentado sumamente utiles y pueden ser necesarios en las ocurrencias que puedan sobrevenir.» iCf. RC de 27 de Janeiro (de 1720, *ibid.*, 4*69.

¹³) O Governador García Ros ao Rei, em 11 de Fevereiro de 1717, in *Pastells*, VI, 134-5. Cfr. *ibid.*, 154.

quando da sua 'expedição anual à *Vaquería dél mar* no mês de Outubro. Um padre jesuíta e um irmão leigo, Marcos de Vil'ldas, acompanhados pelo tenente Francisco Gutiérrez e uns soldados espanhóis, puseram-se a caminho com 400 guaranis. Encontraram um acampamento português sem ninguém e incendiaram este e -algumas pilhas de couros ma Véspera do Ano Bom de 1718. Mais tarde, durante um encontro com os irritados portugueses, estes quase iam matando o próprio Villodas. Levaram-no à Colónia do Sacramento, que 'estava nas proximidades, mias passado pouco tempo puseram-no em liberdade. O Governador Zabalia considerou o incidente uma violação do tratado de paz. Os portugueses, por seu lado, queixaram-se de que lhes tinham roubado uma quantidade de cavalos. Do governador Zabala receberam uma resposta branda, mas negativa ⁽¹⁴⁾.

Os portugueses, evi dan temente, ficaram seriamente perturbados com as actividades dos guaranis. O Governo Português tomou, por isso, ia medida bastante exfracrdinária de enviar directamente ao Padre Tiamburini, Geral dos Jesuítas, em Roma, ias suas queixas contra as missões des jesuítas lespanhóis. O Padre Geral mandou çmediatamente, em Maio de 17'20, uma carta, 'escrita para mostrar o seu desagrado, ião Provincial do Paraguai e «ordenou-lhe que pusesse fim aos incidentes com cs portugueses. Dizia o seguinte: «Aviendo llegado <a mi noticia q algunos sujetos de esa :Prov.^a que discurro deben ser los q viuen en las Doctr.⁸ del Rio Paraguay ô de la Plata han fomentado los animos inquietos de algunos Indios p.^a q inquieten a los vasallos del Ser.^{mo} Rey de Portugal, q habitan la Colonia del Sacram.¹⁰ no puedo dejar de significar a VR.^a el disgusto, q me ha causado tan sensible novedad, por el que sé q ha recibido el mismo Rey, quien se ha dignado de darme imme-

i⁽¹⁴⁾ | O -Governador Zabala ao Marqués Grimaldi, 'em 4 de Julho de 1718, in *Pastells*, VI, 1'710-1. O Conselho das índias ao Rei, em 4 de Novembro die 1719: *ibid.*, 190-3. 'Relatórios 'die Marcos de Villodas, em 9 de Janeiro e 2 de Fevereiro de 1'711-9, in MIÛA, V, 1'TO^Ç. Foi um «Religioso», i.e., provávelmente um jesuíta que se encontrava entre os portugueses, «quem salvou a vida ao ferido Villodas. Ver também o testemunho do 'Superior das Missões Guarani, Padre Bernardo Nussdorffer, num interrogatório «de 171(5, *ibid.*, 31'2. O Governador Zabala ao 'Governador Gomes Barbosa, em 22 de Março e 21 Ide iDezembro de 1719: MIAiC, III, 2-24, 2516-7. Nestas cartas, em vez de «japes» leia-se «tapes», i.e., 'guaranis.

chatamente la queixa ... Por quanto he tenido informe particular de que no solo oon 'el consejo y dirección, sino también oon el concurso personal de los nuestros, se han executado las invasiones dibas, en que sucedieron robos, y iaun muertes yendo per Gap.ⁿ ide los inquietas uno de los Jesuítas, 'es preciso, que el que en esta va como orden serio y no unas, passie >a precepto, y assi mando ¡absolutam.^{te} en virtud de S.^{ta} Obedien.^a pena de pecado mortal q ninguno ¡de los nros (ayude con su consejo, y mucho menos incite y concurra con su persona o influxo, â semejantes inquietudes, 'antes bien q hagan tudo lo possible para 'apaciguar los animos q reconocieren inquietos y ¡mal aficionados a los vasallos del Rey de Portugal...». A carta não dá a impressão de que o Padre Geral 'estivesse ao comente da situação complexa que existia na região do Rio da Prata, e 'em que os jesuítas .espanhóis e também os jesuítas portugueses -andavam profundamente çimplificados (15).

Aconteceu ao mesmo tempo, iem Madrid, que o Padre Jesuíta Daubenton, Confessor real, deu um conselho importante ao Reá referente às negociações com Portugal acerca da Colonia do Sacramento. Insistiu na necessidade de aderir à interpretação do «al cancelados - canhões - da - for ta leza » na questão da demarcação, porque «Si les concediesse a líos portugueses las tierras, que piden, fueran dueños de 'todas las (Bacas de aquellas tierras, sacando Navios cargados de Cueros; siendo también dichos Portugueses de grandissimo perjuicio a la nuesitra Chrihiandad de el Paraguay...» (16).

(15) O Duque de Cadaval, Conselheiro do Rei de Portugal, em 6 de Março de 1720 .pensava, com respeito à Colónia do Sacramento, que «em escrever ao Geral da (Companhia nada se peddia, mas ganhar-se-ia pouco» (MAC, II, 264). Que eu saiba a carta do Padre 'Geral Tamburini, de 7 de Maio de 1720, ainda não foi publicada: consultei excertos extraídos pelo Padre Hernández na Biblioteca Nacional, Madrid. 'Encontram-se no ACS.

i(16)» Parecer do Padre Daubenton, da/do em 10 de Junho de 1720 e em 7 de Março de 1721: OBA1C, I, 470-2. Bermejo de la Rica, A., *La Colonia del Sacramento*, (Madrid, 1920) pp. 15(9-012. Daubenton, durante alguns anos, tinha empregado a sua influência junto do Rei a farvor 'da provincia jesuítica do Paraguai IA Congregação Provincial de 1(717 resoflveu, por consequinte, exprimir-lhe a sua especial gratidão (tAiRSI, Congreg. Provine., vol. 68: XVI. Congr. Prov. Paraquariae). Ver também Duprey, J. *Voyage aux origines françaises de YUruguay*, (Montevideu, 1962), pp. 36-7.

Em Buenos Aires, o Governador Zabala tinha «chegado, em 1720, à conclusão que o único meio de confinar os portugueses dentro do seu pequeno territorio >e de cortar a sua comunicação com gaúchos e charruas seria servir-se em grande escala dos guaranis das Missões «...para que subsbenádos de un destacamento dei Pressi dio, corriesen la Campaña y castigassen a qualquiera que encontrasen del Partido Portugués...». Vencidas as apreensões de que os índios pudessem abusar dos privilégios, mandou que expulsassem os portugueses do interior. Parece pouco provável que houvesse quaisquer guaranis entre as tropas que, sob comando do Capitão Martín de Echauri, tinham feito fugir de MaiLdonado em 1720 os invasores franceses. Também parece pouco provável que os houvesse nas outras operações contra os franceses, pois a sua vigilância se dirigia antes contra os portugueses na Colónia do Sacramento (17).

Entretanto, 'os recursos da *Vaquería dei mar*, aos quais concorriam avidamente todos os interessados, espanhóis, portugueses, guaranis, os ingleses da Feitoria e até franceses, iam-se esgotando rapidamente. A pedido do *Cabildo* de Buenos Aires, o Governador Zabala, «em dotis decretos promulgados entre Agosto e Outubro de 17'20, proibiu os *porteños* e também os *santafesinos* de explorarem ia *Vaquería del mar* durante um período de quatro anos. O *Cabildo* «de Buenos Aires teria, certamente, preferido que os guaranis também tivessem sido incluídos na proibição, mas, no caso deles, o Governador Zabala pediu simplesmente que recolhessiem gado bravo com moderação ie só para a sua própria subsistência (18).

Neste estado de coisas, três dos pretendentes acharam conveniente 'entrar em negociações uns com os outros. Por essa razão,

(17) Zabala ao Rei, 2 ide (Setembro de 1721, in *Pastells*, VI, 243-4. RC de 1'8 de .Maio Ide 11722 ao Governador Zabala: CBAC, I, 476-8. Testemunho do (P.º Nussdorffer, citado na nota 14. Segundo o que diz o Padre, 200 guaranis foram mandados em 11721; Zabala diz ter ordenado o envio de 600 índios.

i(18) Pedido do *Cabildo* de Buenos Aires datado de 12 de Agosto; decreto de Zabala, em Buenos Aires, em 1® de Agosto; e em Santa Fé (enviado também «para as Missões Guarani) em 15 de Outubro. Ver Zabala, R. e Gandía, E. de, *Historia de la ciudad de Buenos Aires* (Buenos Aires, 1937), vol. III, 19-23; Coni, *Vaquerías*, -pp. 70-1.

dois representantes do *Cabildo* de Duien'os Aires e dois do *Cabildo* de Samba Fé encontraram-se ao principio de 1721 com o Reitor do Colégio dos Jesuítas de Buenos Aires, o Padre Jerónimo Herrán e o Procurador das missões, Padre Lourenço Daffe. Em primeiro lugar, chegaram a um acordo sobre a demarcação que há muito tempo se tornava necessária entre «as extensas jurisdições» das duas vilas. O rio Uruguai devia constituir a linha de demarcação do outro lado do rio do Paraná. Em seguida resolveram que, todos os anos, quem oferecesse em leilão o preço mais elevado para se apoderar do monopólio, poderia recolher 50.000 oabeças de gado na Banda Oriental. No rio Uruguai encontravam-se três superintendentes, representando os dois *Cabildos* e as Missões, para garantir que não se excedesse o número permitido de animais. Logo que o gado estivesse em Santa Fé, 12.000 animais deviam ser reservados para serem consumidos pelos *porteños*, 6.000 pelos *santafesinos*, e os restantes poderiam ser vendidos sem restrição. Os *Cabildos* permitiriam que os jesuítas recolhessem o gado preciso para abastecer as suas missões, mas não lhes seria permitido vender qualquer gado. Em poucas palavras, a situação dos jesuítas continuava a mesma. A convenção deu-se, provavelmente, em Janeiro mas o registo que temos traz a data de 3 de Março de 1701. Chamou-se-lhe, vulgarmente, a «Concordia» e foi aprovada por uma Cédula real em 8 de Julho de 1722⁽¹⁹⁾.

Enquanto se realizava a «Concordia», o Governador e o *Cabildo* de Buenos Aires também tomavam medidas para limpar o litoral da Banda Oriental dos homens que procuravam gado bravo e dos gaúchos que lá viviam em número sempre crescente. O Governador Zabala promulgou em 10 de Dezembro de 1721 um decreto que os proibiu de ali ficarem, com excepção de um número muito reduzido de *Peones* que tomavam conta do abastecimento da gordura e sebo dos *porteños*. É provável, como sugere E. A. Comi, que esta medida, que nunca realmente se pôs em vigor, tencionasse

⁽¹⁹⁾ «Testimonio de la (Escritura de (Concordia», em 3^o de Março de 1721, in *Pastells*, VI, 234-6; 'Confirmação real: *ibid.*, 277-8; Sierra (*Historia*, II, 81-2) segue a versão de Pastells. A versão de Corii, E. A. (*Vaqueras*, 7H-2) e a (de Porto, A., (*Historia das Missões Orientais do Uruguai*, vol. I, Rio de Janeiro, 1940, 211-2) diverge um tanto. Cervera M., (*Historia de Santa Fé*, II, 100-1), autor santafesino, observa amargamente sobre a Concordia: «Era repartir lo ageno».

principalmente atingir os portugueses, com quem os *Peones bagamundos* costumavam negociar. Mas ao mesmo tempo também se enquadrou na política geral para reduzir a exploração da *Vaquería del mar* (20).

'Por outro lado, a contínua 'exploração destes recursos pelos guaranis das Missões, lambona em conformidade com a «Concordia» e permitida pelo Governador de (Buenos Aires, seria capaz de causar descontentamento em Buenos Aires. Pode-se considerar quase certo que os jesuítas-, conscientes do desgaste rápido da *Vaqueria dei mar*, aproveitavam a sua posição privilegiada para recolher mais do que o número usual de gado a fim de aumentar a *Vaqueria* das missões que eles tinham de reserva. Acerca disto se falará mais tarde. Eim todo o caso, o *Cabildo* de Buenos Aires, ao receber informações sobre as actividades de uma expedição guarani na outra margem, convenceu o Governador a enviar o Capitão Juan de San Martín para a Banda Oriental a investigar o que se lá passava e a pedir que os guaranis se retirassem, «con toda urbanidad y cortesía». O relatório do Capitão San Martín, em Março de 17'2'2, era desanimador, pois tinha encontrado a *Vaqueria del mar* completamente devastada e pilhas de ossos por toda a parte. Não admira que o *Cabildo* iniciasse uma campanha para pôr termo às 'expedições jesuítas-guaranis, pelo menos durante dois anos.

Os jesuítas, porém, esitavam prontos a defender a sua causa. O Provincial, Padre Aguirre, referiu-se com razão aos termos da «Concordia» e também ao facto de que, enquanto o contrabando se desenvolvia inevitavelmente «entre espanhóis e portugueses, a hostilidade luso-guarani era uma salvaguarda contra este contrabando indesejável. Como contra-ofensiva, até pediu que o Governador proibisse de entrar na Banda Oriental tanto os *porteños* como os *santaesirtos* (21).

(20) CBAC, OE, 474-15; Coni, *Gaúcho*, pp. 93-95. O seu relato in *Vaquérias* é menos pormenorizado. (Cf. Zabala e Gandía, *Historia*, III, 3'0, que não conseguiram encontrar motivo para a medida tomada pelo Oveador.

(21) Zabala e Gandía, *Historia*, III, 31-3. O Padre Aguirre ao Governador Zabala, 9 de Julho de 1722 in MCA, V, ltil-6, fala dos fins contrários dos «Capitulares q. al presente componen los dos M. 111.» Cavildos» —o que faz crer que alguns *Cabildantes* recentemente eleitos eram responsáveis pela mudança de atitude para com os guaranis depois da «Concordia».

O Provincial também deu ordiem para que o Superior dias Missões Guarani se informasse junto dos jesuítas das missões para provar mais uma vez que os guaranis tinham direito à *Vaqueria del mar*. Deu instruções pormenorizadas sobre ia preparação das testemunhas e ia inclusão de leigos, corno, por exemplo, o mula'to Marcos Moneada, velho empregado dos jesuítas. O Superior Boni fez cumpriu prontamente o seu dever, como se vê pelo inquérito de Setembro de 1722. Quanto ao resto da disputa entre o *Cabildo* e as Missões, sabe-se que, finalmente, em Março de 1723, o Governador Zabala obrigou as partes contrárias a acabar oom ela, provavelmente tendo os termos da «Concordia» como base ⁽²²⁾.

As instruções, porém, que o Padre Aguirre deu ao Superior têm outros pontos de interesse. O Provincial disse que resolveu estabelecer uma missão 'especial para alguns charruas (guenoas), que eles próprios tinham pedido. «Por las lespediales instancias de los guenioas asi Xptiamos como infieles... 1 también por tenerlos de nuestra parte seguros, para que defiendan las vaquerías del mar, de los que sin razón, Justicia ni derecho tiran a destruirlas, y a despojar de su provicion y derecho a nuestros indios: he determinado el que se junten en un Pueblo separado; y para que sea con acierto tengo señalados al P. Claret y al Juan de Yegros, a quienes desean los Infieles, para que reconozcan algún puesto a proposito, donde se puede fundar idho Pueblo, 'de manera que puedan ser socorridos de los demas, como pide la caridad y utilidad de todas las Doctrinas; pues todas serán interesadas en que defiendan dhas Vaquerías».

'No entanto, em 1722, o Provincial Aguirre não pensava em suspender as expedições para a *Vaqueria del mar*. Pelo contrário, mandou um grupo de indios bem armados juntamente com dois jesuítas

(22) AGBA, IC. de J., legajo 3(170(3^2;2), p. 990: «Memorial del OP. Prov.' Joseph de Aguirre para tel P. ¡Superior del Parana, y Uruguay, y sus Consultores en la Visita de 17!2'2». No § 3 afirma-se que «Antes que declaren dhos testigos, serán bien instruidos, y enterados del referido derecho de nuestros Indios, leyéndoseles los papeles, que se formaron en tiempo del P. Pablo Castañeda sobre esta mesma materia, que esltan en el Archivo del Officio del Superior...». Tinham de fazer três exemplares do interrogatório: um para os arquivos da provincia jesuítica, um para a *Procuraderia* em Buenos Aires e um outro para os procuradores que ram a Roma. O texto do interrogatório encontra-se in MCA, V, 187-,2135.

para esdclitar as pessoas enviadas ià *Vaquería del mar* a recolher gado. Visto que o Procurador jesuíta em Buenos Aires devia informar este grupo de índios acerca dos bandos de espanhóis ou portugueses que talvez tentassem roubar gado aos guaranis, o Padre Aguirre esperava que a escolta pudesse desviar qualquer assalto ⁽²³⁾.

III

A partir de 17'20, aproximadamente, as Missões Guarani começaram a fazer tentativas para se tornarem independentes dos recursos muito reduzidos da *Vaquería del mar*. Alguns anos antes tinham já resolvido arranjar outra *vaquería*, propriedade exclusiva das Missões, num lugar que so difícilmente poderia ser invadido por estranhos. Escolheram um sítio não muito longe da cos'ba, ao sul do rio Pelotas e cerca de 400 Kims. a leste das missões meridionais. Cercavam-na montanhas e florestas e chamaram-lhe *Vaquería de los Pinares*. É bastante de admirar que tanto a lembrança da devastação das Missões Tape como a proximidade da pequena vila portuguesa de Laguna não tivesse dissuadido os jiesuítas de escolher este sítio, mas aparentemente confiavam ma sua inacessibilidade. De qualquer modo levaram à *Vaquería de los Pinares* 80.000 cabeças de gado e deixaram-mas lá para se reproduzirem. O Provincial Aguirre e o seu sucessor Luís de la 'Roca ordenaram que alguns jesuítas e o seu -empregado, Marcos Moneada, que era entendido na criação de gado, inspeccio-nassem repetidamente a *Vaquería de los Pinares* para saber 'tudo o que ia acontecendo. Não há indicação alguma de que os jesuítas informassem as autoridades espa-

(23) iCfr.: (Astrain, VII, '627 e IFurlong, *José Cardiel*, p. 203-4. Referência no § 5 do «Memorial» adi ma menciona do. *Ibid.*, -§ '6: «No obstante la ajuda de los /Guenoas, para que todos índios vaqueen con seguridad en los (parajes donde ai Vacas, que es azia Montevideo, Castillos, sal-dra -para escoltar las tropas que recogeren, un trozo de Indios bien armados con dos sujetos... para hacer espalda a los Vaqueros y embarazar los designios de los Portugueses e ¡Españoles que intentaran despajar de las tropas a los nuestros, conforme el aviso, que el P. Proc.^{or} de Misiones de (Buenos ay.⁸ les dara de la gente, que saliere ¡para dlho efecto». Cfr. AGBA, C. de J., leg. 4, p. 212: «Memorial del P. Prov.' (Luys de la Roca para el P. lSup.' de las (Doctr.⁸ Thomas Rosa... Agosto de 117)215», § 5. «Ordenará VJR. que salgan a vaquear los Pueblos, y que traigan q.^{to} ganado pudieren, y para cuitar lances con los Españoles irá escolta competente y un iSugetto de los Nuestros que cautele las ocasiones de disturbios».

nhoias dias medidas que la-ndaviam a tomar, 'e procuravam também, a todo o 'custo, ocultá-las dos portugueses. Oa«dia missão tinha já uma 'estância bastante 'extensa de gado domesticado, mas por causa dos índios terem tão pouco jeito para criar gado, julgou-se absolutamente necessário «arranjar um grande reser via torio de gado bravo a fim de garantir um abastecimento regular de carne. Visto que os jesuítas espanhóis contavam que o gado, deixado em paz, aumentaria para 500.000 cabeças dentro de oito anos, compreende-se fácilmente o que para eles significava a *Vaquería de los Pinares*. Mas as suas grandes 'esperanças desvaneceram-se por completo. Os acontecimentos que «estavam na base deste desastre (considerado do seu ponto de vista) eram os seguintes (24).

A descoberta de oiro na região de Cuiabá, «em Mato-Grosso, por volta de 1720, criou de repente no Brasil um importante mercado interno para produtos animais. Uns anos mais tarde, outro centro mineiro, em Goiás, juntou-se a 'estas afastadas povoações, que iam rápidamente aumentando e que 'estavam absolutamente dependentes «de um «abastecimento regular de carne. Às vezes, os mineiros passavam fome, enquanto na Colónia do Sacramento e Laguna, as duas povoações portuguesas mais perto do sul, havia oame salgada e também couros, que eram os produtos principais desitas povoações. Mas não havia qualquer caminho por via terrestre entre Laguna e 'São 'Paulo para que o gado pudesse ser

(24) JCardiel, *Breve relación*, ip. '534. Note-se a sua observação de que logo que os Jesuítas souberam que a *Vaquería del mar* tinha sido invadida pelos Espanhóis «se 'habían dado a Coger cuanto antes de ella lo que pudies«en, y «formar estancias en las oercanías de los pueblos». *Memorial* Ido Padre lAguirre em H7212, § 7; *Memorial* «de Rojea «para o 'Superior (Rosa em Abril de 1'724 (AIGWBA, |C. «de J., leg. 4, p. 89), § 12: «Despachará V. 'R. dos sujetos... a registrar la vaquería de los Pinares, y los podra acompañar como Practico el (Mulato Marcos de Moneada»; *ibid*, 21«2: *Memorial* «de Roca em Agosto de 1725, § 8: «Se visitara la 'Vaquería de los Pinares, y se registrará si ay multiplicio y el origen de su falta si la huiere y en caso de «reconocerse necesidad de toros los darán el Yapeyu y la Cruz prora teando su costo por los Pueblos». Um escritor jesuíta contemporâneo citadlo por Teschauer (*História do Rio Grande do Sul dos dous primeiros séculos*, lili, Porto Alegre, 19'22, p. '69) dá o ano de 1709 como o do inicio da *Vaquería de los Pinares*. Segundo (Francisco de Souza e Faria, foi em 1712 (*Rev. do Inst. Hist. e Geogr. Braz*, vol. 09, ip. 28'8). Cfr., porém, Porto, *História*, I, 2U2, nota 4. Em todo o caso, o mais provável é que os Jesuítas tivessem conduzido a maioria do gado para lá durante a terceira década «do século XVDI>I.

conduzido até aos novos centros de consumo. Em 1727, porém, o Governador de São Paulo mandou abrir uma estrada de Curitiba para o sul. Em cumprimento desta ordem, o sargento-mor Francisco de Sousa e Faria foi a Laguna, onde, sem dúvida, já tinham chegado boatos de haver manadas errantes de gado algeus, nas proximidades do Rio Pelotas. (Nos princípios de 17/28, o sargento-mor Faria, com cerca de 90 homens, começou a subir a serra marítima e depois de andar durante quase um ano alcançou finalmente a *Vaquería de los Pinares*. Ao pé de uma cruz de madeira, colocada por Marcos Moneada, ergueu um marco com a seguinte inscrição: «Viva El-Rei de Portugal ¡D. João o 5.^a — anno /1729», e assim tomou posse da terra — e do gado. A expedição ficou uns seis meses neste distrito e então retomou o caminho para Curitiba, onde chegou finalmente em Setembro de 1730, depois de sofrer muitas privações. O sargento-mor Faria, o primeiro a aproveitar-se deste recurso, avaliou o gado em 200.000 cabeças, aproximadamente. Boatos acerca do que tinha acontecido não tardaram a chegar às Missões. Quando em Maio de 1730, o Provincial Herrán ordenou ao Superior das Missões que tomasse a seu cargo uma das inspecções de rotina da *Vaquetía (de los Pinares)*, estava ansioso também por descobrir alguma coisa sobre a nova estrada que, segundo se dizia, os portugueses tinham aberto através da *Vaquería*. Neste trecho das suas instruções, lê-se: «Señalará V.^a R.^a un P.^e para visitar la vaquería nueva de los Pinares, advirtiendole que reconosca todas sus ensenadas, ô rincónadas, para que trayga noticia muy individual asserca del multiplicio y extension de las vacas, como del camino que se dice han abierto los Portugueses por aquella vaquería»⁽²⁵⁾).

Mais iseriia impossível refrear os portugueses. Em 1781, um grande negociante de gado, Cristovão Pereira de Abreu, foi da Colónia do Sacramento a Laguna e, seguindo na esteira do sargento-mor Faria, entrou na *Vaquería de los Pinares* e levou daí 500 animais para juntar às suas manadas. Construiu pontes, etc.,

⁽²⁵⁾ Porto, *História*, I, 2^o14; Calmon, P., *História do Brasil*, (EU, (São Paulo, 1^o9413) p. 1180-2; Simonsen, *História económica*, II, 2154-7; IH, 6^o, 7/5, 96. Relatório da viagem pelo próprio Faria, datado de 21 de (Fevereiro de 1738, e outros documentos respeitantes ao jesuíta português Diogo Soares in *Rev. do Inst. Hist.* © Geog. Braz., vol. 6^o9, 217-309. Citação do *Memorial* de Herrán, 22 de Maio de 1730 ((AJGBA, (C. de J., Idg. 4, ip. 498) § 4.

e «assim tornou ia estrada montanhosa de Curitiba um tanto mais fácil para >os s'élis sucessores, que seriam numerosos. Quanto às Missões Guarani, tinham de considerar a Vaquería irrevogávelmente perdida. Segundo o jesuíta Cardiel, os portugueses' es apresaram-se ia matar todo o gado simplesmente para obter couros, sebo, gordura <e línguas, mas é provável que muitos (aniimais fossem conduzidos a Curitiba ou sucumbissem no caminho (26).

Este conflito entre os jesuítas espanhóis e os portugueses provocou as apreensões são só dos jesuítas mas também, até certo ponto, dos portugueses. Em Junho de 1701, o -Padre Diogo Soares, jesuíta português e cartógrafo famoso, então nia Colóniia do Sacramento, enviou ao Rei de Portugal uma carta em que ailvitrou a fortificação de Rio Grande, na foz da Lagoa dos Patos. Convinha fazer isso em parte para lestabelecer um 'entreposto muáito necessário na 'estrada para Colónia do Sacramento, e em parbe para desviar uma possível ofensiva dos 'espanhóis e dos jesuítas espanhóis através da -estrada recentemente aberta pelos próprios portugueses. Pereira de Abreu, todavia, quiando escreveu sobre o mesmo assunto, desdenbasaimiente pôs de parte a hipótese do risco de um ataque guarani. O acesso das Missões para a *Vaquería de los Pinares* era muito estreito, -declarou ele, de maneira que seria fácil impedir a sua passagem. Além disso, os índios eram cobardes: derrotá-los seria fácil. «Menos nos devemos persuadir que peçaõ socorro aos Hespanhoes, pelo grande ciume que os PP. teem de que estes lhe entrem nas Aldeias, temendo perde-las».

Estas considerações 'estratégicas devem contudo <enquadrar-se no contexto da situação política da região do Rio da Prata, situação que tinha sofrido uma mudança importante por causa da construção da fortaleza de Momibevideu em 17*24. Vamos então considerar de novo a margem do Rio da Prata (27).

(26) 'Relatório da viagem escrito pelo próprio /Gristovão Peneira Jde Abreu, publicado juntamente dom o de Faria, p. 255 e ss.. Diz que, ao princípio, as pessoas que viviam em Laguna não ousavam utilizar o caminho, «por umas vozes vagas que corrião de haver gentio dos FP en dima da Serra», mas 'depois de explorar o terreno, ICristovão Pereira 'de Abreu conduziu por lá a sua expedição. Cardiel, *Breve relación*, p. 534.

(27) íCarta de Diogo Soares, de 2i7 de Junho de l'73-l, publicada por J. da Costa Rego Monteiro (*A Colónia do Sacramento, 1680-1777*, H, 80-2): «...abertos os 2 caminos novos... tenha IHespanha, e os Padres das Missões

IV

Foi turnia tentativa portuguesa para se apoderar do excelente porto de Mombevideu, em novembro de 1723, que finalmente fez com que os espanhóis entrassem em acção. O Governador Zabala agiu com muita energia e em Janeiro de 1724 as forças portuguesas tiveram de retirar-se. Logo depois começou a construir-se a fortaleza de San Felipe de Montevideu, servindo-se para isso de 1.000 guaranis que tinha pedido às Missões. Embora estes índios fossem pouco a pouco substituídos, até 1729 um número bastante elevado deles ficou em Montevideu continuamente ocupado neste projecto e os jesuítas queixaram-se de que o trabalho valioso dos guaranis não tivesse sido devidamente recompensado. Tivessem razão de queixia ou não, a verdade é que o Governador Zabala, num relatório que enviou ao Rei em 28 de Junho de 1724, exprimiu em palavras muito calorosas a sua gratidão para com os serviços que os Jesuítas e os guaranis tinham prestado. Um tal reconhecimento dos inegáveis serviços prestados à Coroa, considerado sob o ponto de vista da posição delicada dos jesuítas como alvo de todas as acusações violentas que lhes eram feitas naquela altura no Paraguai, por Amtequera e os seus adeptos, poderia ser considerado testemunho assaz valioso ⁽²⁸⁾.

huma porta para se introduzirem nos nossos sertões e Minas». Sobre o Padre Soares, cfr. Leite, S., *História da Companhia de Jesus no Brasil*, IX, {Rio de Janeiro, 1949} 130-7. Segundo o relatório de Cristóvão Pereira de Abreu, acima mencionado, havia entre as (Missões e a *Vaquería de los Pinares* «uma quebrada com matos mui espessos, e é por onde os ditos PP ha poucos annos, com muito trabalho, e força de braço, e machado, abríão caminho para passar os primeiros gados... o affectado temor, que nos querem introducir os apaixonados 'de sermos invadidos pelos Tapes, se não pode reaar em nenhum tempo, assim pela estreita garganta por onde sabemos entrão naquellas terras, com 510 armas se lhe pôde cortar o passo: domo por ser aquella nação tão traidora como cobarde... como á poucos annos se vio nas differenças que ti verão com os iParagaes >(=i *Comuneros* do Paraguai)».

i⁽²⁸⁾ Sierra, *Historia*, HT, 79181 ; *Diario de Bruno do Zabala sobre su expedición a Montevideo* (Montevideo, ISSO) p. 37: «Luego que llegué a Montevideo empesé a construir la referida bateria... con el seguro de que vendrían los indios tapes como lo tenia preuenido pero auienose retardado estos la concluy... EI dia '25 de Marzo llegaron l.'OOO indios tapes, y el Inmediato empesaron a trauajar en las demas fortificaciones Delineadas...». Segundo o testemunho do Superior Nussdorffer em 1713'5, 4.000 índios tinham

A fundação de Montevidéu! foi, de facto, um golpe severo nas esperanças portuguesas de penetrar e conquistar a Banda Oriental e a situação estratégica da Colónia do Sacramento tornou-se precária. Mas não era fácil intimidar os portugueses e a sua primeira tentativa, em Novembro de 1712, para estabelecer uma povoação no rio Grande de São Pedro, na foz da Lagoa dos Patos, pode considerar-se uma resposta às medidas 'tomadas pelos espanhóis na Banda Oriental. Também se tornavam cada vez mais conscientes das realidades geopolíticas de toda a região entre os rios Paraná e o Oceano Atlântico. Em 1727, o Governador de Rio de Janeiro, Vaia Monteiro, enviou para Lisboa um mapa baseado nas informações dadas por um índio das Missões Guarani, e feito pelo jesuíta português Luís de Albuquerque, para mostrar as posições daquelas missões. Estes pormenores suplementares, sobretudo das sete missões que tinham sido estabelecidas entre 1686 e 1707 na margem meridional do rio Uruguai, aumentariam provavelmente as apreensões dos portugueses ainda mesmo que a possibilidade de arranjar um contrabando lucrativo com estas missões tivesse momentaneamente surgido. Um historiador distinto, Jaime Cortesão, comentou: «Por muito surdos que fossem aos brados que chegavam do Brasil, o Rei e os seus conselheiros, perante o gráfico do P.^e Luís de Albuquerque e do seu colaborador o índio Tape, não poderiam deixar de compreender a ameaça que as aldeias da margem esquerda do Uruguai representavam. Se a Colónia do Sacramento era, aos olhos dos espanhóis, um espinho cravado na garganta do Prata, as aldeias dos Tape, sob o mando e o comando dos jesuítas, valiam por um cutelo cravado no flanco do Rio Grande» (29).

sido recrutados, «pero como los Portugueses, oyendo venían indios trataron de -dexar su intento», '2 JOO'O homens foram mandados regressar pelo Governador. O número de 1.000 trabalhadores índios dado por Zabala parece, todavia, -mais provável do que o de 2.000 que se pode deduzir do relatório de Nussdorffer <Pastells, VII, 309-10>.

!(29) Jaime Cortesão, *Alexandre de Gusmão e o tratado de Madrid*, I, 1.^a <P. (Rio de Janeiro, 1952), p. 304; O Governador Luís Vaia Monteiro, em 1727, alvitrou que «se poderá fazer muito negocio no Rio Grande, a fraude, por via dos Padres da Companhia, e índios Tapes...». Ver também, Calmon, *História*, III, 117H 13. Com respeito aos Sete Povos e aos motivos que ocasionaram a sua fundação, ver Mõmer, *Actividades*, I, 164. 1&5.

Tanto na região do Rio Grande como na da Colônia do Sacramento os rivais mais sérios dos portugueses a respeito do domínio sobre as planícies e as manadas errantes eram os mesmos: os cavaleiros guaranis das Missões jesuíticas espanholas. Na realidade, a posse de cavalos era a chave do domínio e os guaranis tinham muitos: em 1728, a estância para a criação de gado da Missão de Yapeyú tinha pelo menos 1.838 cavalos. Em 1725, todavia, os portugueses da Colônia do Sacramento ainda tinham uma grande falta de cavalos, mas esta situação estava prestes a mudar. Naquele mesmo ano compraram secretamente a um espanhol nada menos do que 600 cavalos e pouco a pouco penetravam cada vez mais na Banda Oriental. Já não estavam completamente dependentes da ajuda dos charruas ou dos *gaúchos* ou *changadores*, como às vezes «os portugueses chamavam a estes homens. Além disso, logo que o caminho entre Colônia do Sacramento, Laguna e Curitiba foi aberto, não só gado mas também cavalos e mulas passavam para as cidades longínquas de São Paulo e Cuiabá. É claro que pelo menos uma parte destes animais veio das «estâncias para a criação de gado que tinham sido estabelecidas nas proximidades da fortaleza da Colônia do Sacramento. Sabe-se também que os *santafesinos*, empreendedores como sempre, entraram em contacto com os negociantes de Laguna, de maneira que, não obstante as grandes distâncias e os muitos perigos, gado, cavalos e mulas passavam de Santa Fé e Bajada até Laguna. Já em 1723 se lê numa carta enviada de Laguna que um espanhol ia a caminho de Santa Fé com a intenção de informar «aos mercaderes da dita cidade a maior facilidade que poderão ter no negócio com os portugueses» nesta povoação, pela muita inconveniência e perdas que tem os ditos mercaderes» sempre que a Guarda de San Juan conseguia impedir os seus negócios com os portugueses «da Colônia do Sacramento. Embora em 1729 um destacamento enviado pelo Governador Zabala conseguisse interceptar uma manada de gado e mulas vinda de Santa Fé com destino a Laguna, o dignitário espanhol não se iludia quanto às possibilidades de acabar por completo com o contrabando⁽³⁰⁾.

⁽³⁰⁾ O número de cavalos em Yapeyú foi tirado de um inventário feito durante a visita do Provincial Rillo, em 28 de Maio de 1728. Os cavalos são citados como «cauallos vaqueros» (AIGBJA, |C. de J., leg. 4, «p. 4ill). Sobre o

Quando, em 1733, o Secretário de Estado, José Patiño, escrevia as instruções que o novo Governador de Buenos Aires, Miguel de Salcedo y Siemalita, tinha de observar com respeito à Colónia do Sacramento, insistiu particularmente na necessidade de despojar os portugueses dos seus cavalos. Miandou que as estâncias onde criavam cavalos e mulas fossem destruídas sem piedade. Como era de esperar que os portugueses se oporiam a medidas tão rigorosas, ordenou, além disso, que o Governador se servisse dos guaranis das Missões, que, sob pretexto de recolher gado para o seu próprio uso, poderiam destruir as estâncias, e também conduzir o *ganado cimarrón* da Colónia do Sacramento até ao dis'brito de S. Domingos Sanano, onde este gado poderia ser aproveitado pelos *porteños*. E, com o fim especial de conservar d'soladcs os portugueses, urna vez que tivessem sido, tanto quanto possível, despojados do seu gado e dos seus cavalos, o Governador poderia organizar umas operações combinadas dos espanhóis de Montevideo com os guaranis das sete missões meridionais ⁽³¹⁾.

Rio Grande em '1726 ver Rego Monteiro, *Colónia*, II, 17<8-9. O Vice-Rei Albuquerque escreveu do Rio de Janeiro, em 12 de Janeiro de 1724, ao Governador da Colónia do Sacramento acerca do perigo de que cavaleiros guaranis experimentados pudessem afugentar o gado do distrito da Colónia do Sacramento (*Documentos concenientes a la fundación de Montevideo* in *Rev. del Archivo General Administrativo*, Montevideo, 'I, 1885, p. 41). Sobre «changador» ver Coni, *Gaucho*, p. 147; Cortesão, *Gustão*, I, l.^o R, p. 302. Azaróla Gil, J. L. E., *La epopeya de Manuel Lobo* (¡Madrid, 1931), 218-2 2^o, reproduz em tradução espanhola um documento muito interessante: «Consulta del Consejo Ultramarino acerca del nombramiento de personas para el puesto de capitán de caballos de la nueva Colonia del (Sacramento ...26 de febrero de 1729» no qual se faz referência a algumas incursões portuguesas. Rego (Monteiro, *Colónia*, I, 200-3. RC ao Governador Zaibala, 212 de Janeiro de 1728, in GBAC, OE, 493-4. Consejo de Indias —carta resumida de Zabala, 30 de Novembro de 1729, in *Pastels*, VI, 000-1; Cf.: carta de Zabala, 8 de Junho de 1730, *ibid.*, 603-4.

⁽³¹⁾ Instruções de Patiño, de 8 de Outubro de 1733, in MOA, V, 244-52. Refere-se a urna carta do Cabildo de Buenos Aires, de 15 de Abril de 1733, que o informou de que os portugueses da Colónia andavam a estabelecer povoações e estancias para a criação de gado, «en las distancias de los Caminos que tenian ya abiertos para comunicarse don el Brasil sacando por ellos tropas de Mulas mansas, y ¡Caballos para el uso y serbicio de sus Minas ... respecto de que no Pu/dden los Portugueses disfrutar las Campañas, sin hallarse prohibidos de Cavallada, se ha de poner especial cuidado en destruir, y aniquilar toda la que tubieren en dichas Estancias, como también las yegüadas de que

Entretanto, a destruição da *Vaquería del mar* ça-se rápidamente consumando. De 1726 até 1738 os navios enviados conforme o *Asiento* e as *Natios de registro* levaram quase 200.000 couros, na sua maioria provenientes, mão há dúvidia, do Uruguai, e o número exportado pelos portugueses mão podia ter sido miernor. Além diisio, tinha aparecido mais «um pretendente 'aos recursos da *Vaquería del mar* que 'diminuiriam dia <após dia. Esse pretendente era a pequena vila recém-nascida de Montevideu, que a este respeito surgia pela primeira vez como rival da sua cidade-mãe, Buenos Aires.

O 'estabelecimento de Montevideu também fez com que o ódio latente des charruas contra os espanhóis deflagrassie e se 'transformasse em guerra .aberta. Em 1730 mataram imuitos cidadãos de Montevideu e até um destacamento de soldados espanhóis mão foi capaz de pôr termo às hostilidades. Foti então que os jesuítas, e ãão pela primeira vez na história da região do Rio da Prata, se ofereceram às autoridades 'espanholas para lhes servir de pacificadores. O Padre Miguel Jiménez, embora estivesse a ponto de ser sacrificado, conseguiu finalmente levar a cabo esta 'tarefa difícil. Assim, pacificamente, venceu os interesses portugueses, que, sem dúvida, estavam por trás dos movimentos destes pobres selva-

se hubieren probeido para su cria y V.«S. contemplare que .para este efecto, y para obserbar, y sobstener los mobimientos que pueda tener contra estas operaciones la Guarnición de la Colonia, se nezeciten algunos Indios de las Misiones que están a cargo 'de los Paídres de la Compañía, ... podrá V.S. de antemano prevenir lo comben!ente para que con disimulo, y pretesto de que van a sacar Ganado para su sui(s)tentto, se aserquen los necesarios á las partes, y lugares que por VJS. se les señalare, y se logre por este medio el aniquilar y retirar el Ganado que tubieren de esta Clase sin que logren el Efugio de recogerlo de los limites de su Cañón...». Caso as outras medidas não bastassem para pôr termo às actividades dos portugueses, «conbemdrá el que confiriendo y tratando V.S. este punto con id 'Provincial, 6 Superior que sea de las Misiones de la Compañía, se arregle el tiempo y forma en que podra egecutarse esta diligencia, para que se den la mano los Españoles que salieren a este efecto, desde Montevideo con los Indios de los Siete Pueblos... pues no mediando mas distancia que la de 1'2'0 leguas(?) de estos à Montevideo, podrá practicarse esta diligencia de tiempo, en tiempo en la estación dlle año que fuere mas propicia y podrá también por este medio lograrse el castigar, y escarmentar à los Indios que al abrigo de los Portugueses frequentan sus 09tilidades por aquellos parages».

gens, por mais 'irregulares que ©sises movimentos pudiessiem parecer (32).

Em 1730, enquanto esita luta 'aindia continuava, um negociante de gado chamado Juan de Rocha 'esitava a recolher gado na Banda Oriental para o *Cabildo* de Buenos Aires quando es charrúas o assaltaram. Resolveu sieguir para o norte, com o fim de atravessar o rio Negro. Aí, porém, os guaranis fizeram-no p'arar e disse-ram-lhe que agiam segundo as ordens des jesuítas. Quando o *Cabildo* de Buenos Aires pediu aos jesuítas que explicassem a sua atitude, declararam que ao norte do rio Negro o gado já não era *cimarrón*, mas sim domesticado, e, no caso em questão, pertencia à missão de Yapeyú. Assim fixaram uma clara linha entre o que restava da *Vaquería del mar* e as estâncias dos guaranis e jamais abandonaram a posição então definida, embora o termo «domesticado» não se deva tomar num sentido muito literal (33).

O certo é que o jesuíta Cardiel explicou num dos seus relatórios que a vasta 'extensão de 'terreno entre a missão de Yapeyú e o rio Negro, que se chamava *Estancia de Yapeyú*, não tinha naquela altura senão *ganado cimarrón*. As manadas desta estância tinham sido conduzidas da *Vaquería dei mar* e por esta razão consideravam-nas propriedade da Missão. Os índios costumavam vigiá-las, para impedir que fugissem, e usualmente concentravam-nas, por isso, em qualquer cotovelo formado por um grande rio e um seu afluente, *rincón*, onde 'era mais fácil guardá-las. Per volta de 1731, os jesuítas, segundo o que disse o Padre Cardiel, resolveram pôr em execução um movo projecto para garantir o abastecimento de carne das Missões. Do gado bravo que se encontrava dentro dos limites da chamada *Estancia de Yapeyú* 40.000 animais seriam fechados numa autêntica estância para a criação de gado capaz de abrigar 200.000, pois se esperava que o gado aumentaria para este número dentro de oito anos. O processo repetir-se-ia também

(32) Mõmer, «Panorama», p. 20@. (Bauza, F., *Historia de la dominación española en el Uruguay*, 3.^a ed., vol. I, (Montevildeu, 1929), 225. Um relato da missão do Padre Jiménez encontra-se nas *Ânuas* *da província jesuítica do Paraguai, H'73'0-1'734, e reimpresso in MCA, VI, 164-Ta. Dizem que o índio charrua que fñencionava matar o Padre Jiménez pensou em pedir asilo na Colónia. Uma carta de Zabala ao Rei, em 6 de Maio die 1733, dá como data da paz 17'32 (*Pastells*, VII, 103-4).

(33) 'Coni, *Gaúcho*, pp. 147-8; Coni, *Vaqueras*, p. 77.

dentro dos limites da chamada *Estancia de San Miguel*, situada a leste da *Estancia de Yapeyú*. Todio este gado domesticado formaria ta movía reserva dias Missões. Já não seriam necessárias expedições (armadas para recolher *ganado cimarrón*. Em compensação, esperava-s/e quie ambas ias es'tâncias de Yiapeyú e San Miguel vendessem gado às outras missões siempre que preciso, a um preço que incluiria o cusito da (entrega. Tialvez o projecbo delineado assim pelo tFadre IOardiiel não se tivesse posto em «execução (tão abruptamente como o relatório pode levar a crer, mas sim de uma forma mais gradual. Em todo o caso, porém, vê-se claramente que, de 1705 até 1740, a crise aguda causada pela perda da *Vaquería del mar* e da *Vaquería de los Pinares* foi vencida ⁽³⁴⁾.

V

Acabámos de *fazer* referência ás instruções rigorosas que o novo Governador de Buenos Aires, Miguel de iSalcedo, recebeu em 1733 de José Patino, .dirigente (enérgico da polítiaa colonial da Espanha. As negociações acerca «de uma linha de demarcação à volta da fortaleza, em que Miguel de Salcedo e o seu vigoroso colega da Colonia do 'Sacramento, Antonio «Pedro de Vasconcelos, tomaram parte, não tiveram êxito. Em abril de 1705, portanto, José Patino enviou para Miguel «de Salcedo a ordem surpreendente de que assaltasse e tomasse a Colónia do Sacramento, embora não tivesse feito uma declaração de guerra. Òbviamente, José Patiño não avaliou bem o valer das fortificações construídas pelos portugueses desde 17116, ie, fiando-sie nias experiências de 1680 e 1705, julgou

(34) Cardiel, *Breve relación*, pp. 534-5. Resolveu-se que cada uma das novas estâncias seria vigiada «por «los indios pastores ó estancieros, ... que fuesen de confianza y maior cuidado, y que para... prevenir cualquier desorden, injusticia y «destrazo en el futuro, se pusiese allí un Padre Capellán con su decente capilla, y un hermano «Coadjutor». Ver também Furlong, *José Cardiel*, p. 144. Sobre a venda de gado das novas estâncias determinou-se que «se fuesen vendiendo a cada pueblo en sus necesidades tantas cuantas el P. Superior de todos juzgase ser neoesarias, aunque no tuviese con que pagarlas, esperando a cuando pudiese». Ver também Vadell, iN.(A.† «(La estancia de Yapeyú: sus orígenes y antecedentes», in *Estudios*, vol. 183, n.º 445 (Buenos Aires, 1950). O inventário de Yapeyú em H7'2J8 '(Ver nota 30) dá o número de 11.0010 «bacas del Casto» mas acrescenta: «las Vacas de la Estancia grande no se sabe él num.º p.† que no se pueden contar».

que ia -empresa seria bastante fácil 'e que Miguel die Salcedo a poderia levar a cabo oom as tropas que 'tinha ao seu dispor, entre as quais se encontravam guaranis das Missões. De facto, o número de soldados e milicianos da Colónia do Sacramento não pode ter sido muito inferior ao número de soldados e milicianos do lado espanhol, sam incluir os indios. Quanto às forças navais, mal chegaram para garantir um bloqueio efectivo da fortaleza. Por conseguinte e também por causa das dissensões existentes no ineficaz Alto Comando espanhol e da admirável tenacidade dos portugueses, a fortaleza conseguiu resistir a um cerco que durou 22 meses, sem qualquer combate importante. Os piones danos que sofreram ios sitiados foram, sem .dúvida, a destruição pelos espanhóis, ao principio do cerco, de todas as suas uestancias para a criação de gado e 'também as outras propriedades rurais. Segundo urna fente portuguesa contemporânea, os espanhóis roubaram-lhes 18.443 cavalos, pelo menos. Embora isto pareça exagero, o desenvolvimento da criação de cavalos mas imediações da fortaleza deve ter sido muito rápido. Conforme a mesmia fonte, 87.000 cabeças de gado foram também levadas para aumentar as manadas dos espanhóis. A fome -da população e da guarnição da Colónia do Sacramento, miais -especialmente depois de chegarem tropas de reforço, ia atingir proporções terríveis.

Finalmente, 'em 1707, chegou a obtida de que os governos de Portugal e Espanha tiinham feito um 'armistício, como resultado da mediação dos franceses, ingleses e holandeses, que não queriam que io caso da Colónia do Sacramento e um insignificante incidente diplomático conduzissem a um conflito 'armado ma Europa entre os dois poderes ibéricos (35).

É curioso motar que ainda antes de receber de José Patiño a ordem para assaltar a 'Colónia do Sacramento, o Governador Salcedo já tinha pedido ao Provincial jesuíta que 3.000 índios estivessem prontos para o serviço em Setembro. O documento (*consulta*) duma reunião 'em Julho de 1735 entre o Provincial e os seus conselheiros mostra que os jesuítas julgaram um tanto curto o prazo concedido para os itreimar, mas não hesitaram em obedecer.

(35) ICortesão, *Gusmão*, II, 2.^a P., 7(0-2). Sobre o cerco ver as obras die J. da Costa Rego Monteiro, Bermejo de la Rica, J.M. Monferini (dn *Historia de la Nación Argentina*, dir. por R. Levene, IIV, il.^a P.) e outros.

O 'Provincial disse, comífculo, que desta vez ele não queria que os índios servissem sem serem pagois, como «tinha acontecido durante as oaimpanbais anteriores. A sua atitude 'era evidentemente uma reacção às medidas tomadas pela Coroa com o objectivo de aumentar o tributo que pagavam os índios das Missões. Um comissário real, Juan Vázquez de Agüero, 'tinha acabado de chegar a Buenos Aires para este fim ⁽³⁶⁾.

Já 'as primeiras 'escaramuças se tinham dado, quando, ao princípio de Novembro, os 3.000 índios chegaram ao acampamento espanhol, nas imediações da Colónia do Sacramento. Pode dizer-se que o seu verdadeiro comandante 'era o bávaro Padre Thomas Werle, Procurador das Missões em Buenos Aires, «embora oficalmente fosse apenas o seu capelão e tradutor. A 3 de Novembro foi ferido mortalmente por uma bala de canhão, acontecimento que indubiitavelmente abalou o moral dos índiics. Em Janeiro de 1736 uma expedição naval portuguesa reforçou os valorosos sitiados da Colónia do 'Sacramento e «os •espanhóis retiraram-se das suas posições avançadas. Enltão os índios entraram secretamente etm contacto com os portugueses e venderam 'aos sitiados esfomeados carne te outros géneros. Quando os espanhóis tentaram impedir os índios de fazer o contrabando, houve derramamento de sangue. A morte do Padre Werie, o aborrecimento dos índios por causa do cerco que durava já há quase 'três m'esas, e o cansaço proveniente das prolongadas desordiems paraguaias, tudo isso poderia explicar o seu mau comportamento. O Governador Salcedo ficou furioso. «No ay horcas vastantes para castigar tal excesso» — exclamou, e intimou o Padre Daffe a que ordenasse imediatamente a retirada dos índics para as suas missões. Como o Governador explicou ao Secretário de Estado, José Patino, o que ele receava 'era na verdade o eclodir .de hostilidades entre ia parte europeia -do exército e a parte índiia. Sem adquirirem fama nem pagamento, os índios retiraram-se.

Nos seus relatórios, o Padre Cardiel faz crer que a retirada

⁽³⁶⁾ ¡BNBA, Manuscrito n.º 62 («Consultas de ^de 17131 hasta 1*74^7») : «...añadió uno que se cobrassen los sueldos; y assi lo determinó el P. Prov.!» viendo la necesidad de los Pueblos, y el poco o ningún útil, q.º ha traído a los Indios tantos centenares 'dte millares, como han Cddido al Rey; y el premio es querer aumentarlos el Tributo».

dos índios poderia ter sido responsável pelo malogro do cerco. Mas há poucas irazóas para concordar com ele. O moral dos índios já 'estava (abalado e, além disso, uma (tentativa para temar de assalto «a Colonia do Sacramento teria encontrado fogo mais intenso e fortificações mais fortes do que no assalto feito com êxito em 1680. Por outro lado, se não tivessem sido retirados, os índios traiçoeiros teriam ido, talvez, auxiliando os portugueses a vencer o seu maior problema: a questão do abastecimento de víveres (37).

Um resultado permanente do cerco da Colónia do Sacramento foi o acabamento da fortificação do Rio 'Grande de São Pedro, que uma expedição chefiada por José da Silva Pais tinha iniciado em 1737, em conformidade com instruções reais, quiando parecia que ios portugueses teriam de tomar sèriamente em con/ta a possibilidade da queda da Colónia do Saaramiemento. Cristóvão Pereira de Abreu também tomou parte na últimia fase da fortificação do Rio Grande, e, segundo se diz, teve algumas escaramuças insignificantes com bandos de guaranis que vaguevam nas vizinhanças.

A grande 'importância estratégica das medidas tomadas pelos portugueses na região do Rio Grande não passou despercebida ao Governador Salcedo. Entre ou'tras notícias sobre este assunto, o Governador recebeu um relatório pormenorizado de um oficial que ele 'tinha lá mandado sob qualquer pretexto pouco depois do acordo do seu governo com o governo português. Em Maio de 1737, ou ainda maiis cedo, sugeriu ao Procurador jesuíta em Buenos Aires «que vayan los índios a echar à los Portugueses de la laguna grande, y a baquear per allí». O Governador, (todavia, não fez o seu requerimiento formal ao Provincial iaté 29 de Janeiro de 1738. Conforme o ssu plano, os indios das Missões, sob o pre-

(37) Rego Monteiro, *Colonia*, I, 239. Salcedo a Patiño, em 2 de Março do 173(6, in *Pastells*, VII, 243-4. A relação portuguesa «reproduzida in CBIAJC, I, situa a morte dio jesuíta depois de 2>8 de Novembro, mas deve ser um erro '(5T5). IDiz-se que 3'00 índios desertaram por este motivo. Segundo o cronista jesuíta Pedro 'Lozano '(*Historia de la conquista del Paraguay, Río de la Plata y Tucumán*, II, Buenos Aires, '1BI7I3, 4H6) os índios tomaram parte no cerco «durante quatro meses, «sin tirar sueldo ni hacer costo al Real Erario, pues ellos mismos traían 'los «víveres, armas y caballos». Salcedo a Lourenço Daffe, 2® de IFevereiro, in MOA, V, 3'34. Cfr. *Pastells*, VIII, 307. Cardiel, *Costumbres de los guaraníes* '(in Muriel, D., *Historia del Paraguay desde 1747 hasta 17167*, Madrid ÍDIS), «p. 541; o mesmo, *Breve relación*, p. 5182, e Furlong, *José Cardiel*, p. 15&.

texto de recolher gado para o seu consumo, guerrilhariam oomtra os portugueses no Rio Grande <e roubar-lhes-iam o maior número possível de cavalos e gado, até o Governador 'estar -em posição de tomar outras medidas, em (especial a de um ataque naval, para expulsar ios portugueses do Rio Grandie. Há urna evidente semelhança entre esta sugestão feita aos jesuítas pelo Governador Salcedo e as instruções ipor ele próprio recebidas em 1730 a respeito da «Colonia do Sacramento. Num relatório que enviou em Fevereiro de 1738 ao Marquês de Torrenueva, o Governador disse estar muito impaciente ipor receber a resposta do Provincial⁽³⁸⁾.

A resposta que enfim recebeu do Proviaiai Bernardo Nussdorffer, jesuíta alemão muito iperexperimentado, lera firme e sem rodeios. Depois de afirmar ao Governador a boa vontade que, não só os Jiesuítas, mas tiambém ios índios ipinham para servir sua Magestade Católica, tanto quanto era possível, o Provincial levantou as seguintes objecções ao plano do Governador Salcedo. Em primeiro lugar, o armistício devia ser respeitado tanto pelos índios como pelos espanhóis, pois, se fossem a agir militarmente, seria desobedecer às ordens reais, pelo menos aos olhos do público. «Y aun podria ser ocasion de la perdida de todos estos pueblos si á los de lia Corona de Portugal se les ofrece un dia de usar de repressalias y salir con sus intenciones antiguas que han tenido contra estos pueblos, y parece que con esto se les dará causa de distinguir lehfcre los intereses de los Vasallos de Su Ma«g.^d, Españoles, de los ipde nuestros Indios, ir contra ellos solos en venganza ipde lo hecho contra la suspension de armas, Y tener paces con aquellos». Em segundo lugar, os guaranis, na guerra, tinham sido sempre chefiados por oficiais espanhóis; sem estes oficiais não saberiam conduzir uma campanha. Em terceiro lugar, a altura do ano já não convinha para acções militares por causa

⁽³⁸⁾ Salcedo a Torrenueva, '2*7 de Ipevereiro de H'738, in *Pastells*, VII, 305-6. «JConsultas» citadas na nota 36, 4 de Maio de 1'737: «Juzgaron los mas conveniente, que se ifuesse con Escolta, y un P.^c a sacar las Vacas de la rinconada dle el Mar, contq.^c se han alzado los iportugueses. Y el Pro.^{or} de B.* Ayres ha escrito que el Gov.^{or} le ha dho, que vayan los Indios a echar a los Portugueses la laguna grande, y a baquear por allí. Se notó una, ú otra dificultad; y se creyó conveniente, que se procurasse por escrito el orden o beneplacito del Gov.^{or}. Mas nada se determinó» 'Rego Monteiro, *Colonia*, I, 290-/7.

do tempo Mo ie do miau 'estado dos caminhos. Em quarto lugar, os portugueses já 'tinham arranjado boas fortificações e tinham muita artilharia. «iLos indios solos, sin Cabos que les dirijan, é iguales armas ofensivas, sin artillería á cuerpo descubierto no irán mas que al matadero». Como argumento final, o Provincial acrescentava: «iLo que V. <S.^a me insinua en la suya que Yo les de las ordenes que hain de observar... parece aun mas impracticable, porque aunque yo ó cualquier otro de ios Misisioneros mis Subditos tuviera la scienda y practica militar y compréhension necesaria para tales cosas (que llanamente confieso que no la tengo ni aun los primeros principios) pongo 'en la oompridhiemsicn de V. S. que no se com-padece con el -estado de 'Sacerdote y Religioso Missiemaro...». O Provincial acentuou «este ponto, voltando a pedir 'oficiais espanhóis, no caso de, apesar de tudo, o piano se iniciar, «aunque sea ten 'trage de Indios» (39).

As objecções do Padre (Nussdcrrfer, portanto, bastaram para impedir que o 'Governador movimentasse o seu plano imprudente, e *por* isso terminam o relato que tentamos dar 'dia conlribuição dos Jesuítas espanhóis e das suas missões para a rivalidade luso-espanhola na região do Rio ida Pirata desde a segunda restituição da Colónia do Sacramento até se malograr a tentativa espanhola para tomar este baluarte durante os anos de 1736 a 1737. Este último episódio, além disso, parece ter sddo quase um presságio dos acontecimentos da Guerra 'Guarani depois de 1750.

VII

Ê possível tirar idiversas conclusões de carácter geral da análise que tentámos fazier neste artigo, como, por exemplo, as que seguem.

O papel desempenhado pelas Missões Guarani na exploração da *Vaquería del mar* foi sempre considerável. E não era apenas uma questão de satisfazer as exigências do consumo imediato, como os porta-vozes oficiais des Jesuítas costumavam afirmar. Aproveitavam-na também para povoar ias suas 'extensas reservas de gado: a *Vaquería de los Pinares*, e as chamadas testâncias de Yapieyú e S. Miguel. Contudo, se ias Missões tivessem sido as únicas a

(39) Carta de NusadoiTier, 1*5 jde 'Abril de 1738, in CBAC, I, 531-2, e Bauzá, *Historia*, II, <6&2-5.

explorar a *Vaqueria*, a velocidade de exploração não teria ultrapassado, muito provavelmente, a velocidade de reprodução. Quando, porém, os portugueses e os espanhóis também começaram a explorá-la, esse «benefício gratuito» estava condenado a desaparecer.

Como hábeis cavaleiros armados, os índios das Missões estorvaram seriamente a penetração portuguesa no interior da Banda Oriental. As autoridades espanholas compreenderam bem o seu valor e serviram-se dos guaranis para fazer incursões contra as propriedades rurais dos portugueses. Todavia, os acontecimentos já passados, e mais especialmente os de 1736, devem ter salientado o facto de que os guaranis já não poderiam ser considerados soldados completamente efectivos. Isso não quer dizer que qualquer dos rivais tenha estado então ao corrente desta circunstância: refere-se como um simples facto. Como resultado da modernização de armas e fortificações e da superioridade de tropas vindas da Europa, os guaranis deixaram de ser as principais forças armadas ao dispor da Espanha na região do Rio da Pirata. Não era por serem menos guerreadores do que nos tempos dos seus triunfos no século XVII; era por causa das mudanças que tinham influenciado os métodos de guerra até nesta remota zona.

O período que analisámos pôs em evidência o valor da contribuição das Missões para a acção da Espanha na defesa e alargamento da sua posição na região do Rio da Prata. Contudo não se deve pensar que as Missões serviam cegamente de instrumento nas mãos da Coroa Espanhola. Dentro dos limites que correspondiam pouco mais ou menos à autonomia que as Missões Guaranis gozavam desde 1649, os jesuítas que dirigiam as Missões costumavam seguir o seu próprio caminho, tendo sempre em mira garantir o abastecimento de víveres para os seus índios e a integridade dos extensos territórios das Missões.

É de notar que os jesuítas se encontram em ambos os lados da luta luso-espanhola, seja esta «fria» ou «quente», na região do Rio da Pirata. Os interesses contrários são lúcidamente expostos pelo P.^e Diogo Soares no seu estudo sobre o dilema estratégico de Portugal. Segundo um autor jesuíta moderno, P.^e Serafim Leite, «o Jesuíta português secundava os interesses de sua Pátria, os das Missões, espanhóis, os interesses da sua. Distinção (esclarecedora, legítima e necessária, que nem sempre se fez e em que importa

insistir». Se, por acaso, acontecia >os jesuítas «despanhóds» serem alemães ou belgas de nascimento, nem por isso faltavam à sua fidelidade à Coroa- Espanhola ⁽⁴⁰⁾.

A série d) e acontecimientos, externos, internos, grandes e pequenos, que temos seguido desde 1715 até 1737, teve consiequências importantes que tornam possível a sua avaliação pela posteridade. Pelo que respeita às Missões Guarani, os Portugueses viam cada vez melhor que elas constituíam um obstáculo no caminho da sua expansão para o Sul. Especialmente os chamados Sete Povos causavam-lhes apreensões. Ao mesmo tempo, es Por tugues» es mostraram .aos seus adversários espanhóis que a Colónia do Sacramento já não podia sier fácilmente conquistada pela força das armas. Esta compreensão das dificuldades per parte d) e ambos preparou a atmosfera política para a operação radical que se efectivou com o Tratado Luso-Espanhol de Limites de 1750—acordo de funestas consequências para as Missões Guarani dos Jesuítas espanhóis-, e, por fiim, para toda a Companhia de Jesus.

MAGNUS MÖRNER

Universidade de Estocolmo

ÇTrad. de Kay Keighley)

⁽⁴⁰⁾ Leite, S., *História da Companhia de Jesus no Brasil*, VI, (Rio. 1945) pp. 5126-7.

Sobre a determinação de latitudes no hemisfério sul, na náutica portuguesa do século xvi

i

É bem sabido que os pilotos dos descobrimentos procuraram e conseguiram determinar latitudes a bordo dos navios, recorrendo a observações da altura do Sol ou da estrela polar. As primeiras regras reunidas para, à custa destes dois astros, se resolver o problema de mais aguda importância para as navegações desse tempo, constituem os chamados regimentos do Sol e da estrela do norte, pela primeira vez transcritos em dois guias náuticos que foram impressos em Lisboa antes de 1520 (respectivamente: c. 1509 e tc. 1606). Sabe-se, porém, que muito antes das prováveis datas da impressão desses folhetos, já os dois processos para se avaliar a aquela coordenada geográfica estavam ao serviço dos navegadores, pois há documentos escritos que testemunham a prática de observações do Sol e da polar a partir, pelo menos, de 1485(*)•

O processo em que se recorria ao Sol vinha exposto em alguns tratados de astronomia medieval, nomeadamente nas obras de Massala e de Ibn Assafar sobre o astrolábio (2) ; nos *Libros del Saber de Astronomia*, compilados por ordem de Afonso X de

C1) Viajam-se: Luciano Pereira da Silva, *Obras Completas*, Vol. I (Lisboa, 1943) e Vofl. II (idem, 1946); Fontoura da Cosita, *Marinharia dos Descobrimientos*, 3.ª ed., Lisboa, 1960; e o nosso opúsculo: *O primeiro guia náutico português e o problema das latitudes na marinha dos séculos XV © XVI* (*Coimbra, 1910).

(2) Para Massala veja-se R. T. Gunther, *Chaucer and Massala on the Astrolabe*, (Vol. V da *Early Science in Oxford*), Oxford, 1921, pág. 21. Do texto de Ibn Assafar há tradução atualizada moderna, in M. I. U. Valliçrosa, *Assaig d'Historia de les Idees Fisiques i Matematiques a la Catalunya Medieval*, Barcelona, 1931, págs. 38-39.

Casitda ⁽³⁾ ; no tratado sobre o quadrante, de Roberto Amgliés ⁽⁴⁾ ; etc.. Mas os astrólogos que, na segunda metade do século xv, tiveram em Portugal de adaptar os ensinamentos desses livros às condições da sua utilização na náutica, logo os enriqueceram com novas regras a usar por observadores que se encontrassem em condições não previstas nos textos a que recorriam (a Sul do trópico de Câncer e, mais tarde, no hemisfério austral).

O método exligia o conhecimento da declinação do Sol na data da observação, e este elemento podia ser obtido em alguns almanaques e algumas efemérides dos séculos anteriores, mas com a desvantagem de se chegar ao seu valor indirectamente, depois de se terem efectuado alguns cálculos suplementares. Por isso os astrólogos que se ocuparam do regimento do Sol tiveram também de elaborar tabelas donde as declinações do astro se pudessem tirar, para todos os dias de um ano, por leitura directa.

O recurso à estrela polar para o mesmo fim, sintetizado no chamado regimento do norte, não tinham despertado o interesse dos astrólogos medievais: deve-se ao labor dos técnicos e pilotos das navegações quatrocentistas, mostrando-nos, de resto, quanto eram seldctivas as observações que eles faziam dos pequenos movimentos aparentes das estrelas. É certo que, ao analisarmos este regimento de um ponto de vista teórico, não podemos deixar de lhe apontar incorrecções, logo apreciadas com rigor, ainda no século xvi, por Pedro Nunes ⁽⁵⁾ ; mas também se reconhece que elas, em geral, não podiam afectar a precisão consentida pelos instrumentos de observação, aliás satisfatória para esses primeiros tempos de navegação astronómica.

•Com o regimento do norte (durante algum tempo aproveitado apenas para o cálculo da distância navegada, em latitude, desde o porto de partida ao lugar de observação ⁽⁶⁾) e com o regimento

⁽³⁾ IEd. Rico y Sinobas, Madrid, 5 volumes, '1863' —1867, p. ex.: Vol. III, pág. 78 e ss..

⁽⁴⁾ J. Tannery, *Le Traité du Quadrant de Maître Robert Anglès*, Paris, 1897, § 32 e ss..

⁽⁵⁾ *Petti Nonti Salaciensis Opera, quæ complectuntur, primum, duos libros, in quore priore tractantur pulcherrima problemata*. Basilac, 1566, págs. 92-93.

⁽⁶⁾ Veja-se António Barbosa, *Novos Subsídios para a História da Ciência Náutica Portuguesa da Época dos Descobrimentos*, 2ª. ed., Porto, 194]8, págs. 105

da declinação do Sol, puderam es pilotos, ainda no século xv (7), aperfeiçoar a arte náutica e diminuir os riscos das longas derrotas descritas em mar aberto. Mas apesar desses dois regimentos lhes resolverem satisfatoriamente o problema, os navegadores procuraram e lograram encontrar outros meios de atingirem o mesmo resultado: algumas indicações que esporadicamente encontramos em textos escritos durante o século xvi, mostram-nos que, eventualmente, teria sido experimentado um processo de determinação de latitudes em que se observavam *directamente* alturas meridianas de algumas estrelas de declinações conhecidas, e facilmente identificáveis no céu (8). Devemos reter este facto, não obstante o processo, tal como se verificou com as soluções que para o problema foram, mais tarde, apresentadas por Pedro Nunes (9), nunca ter chegado a conquistar junto dos pilotos aceitação comparável àquela de que disfrutaram! os regimentos.

Quando, ultrapassado o equador, as caravelas e as naus começaram a cruzar em todos os sentidos o Atlântico Sul, os marinheiros tiveram inicialmente de se limitar ao regimento do Sol. A estrela polar, que nos primeiros três quartos do século xv se tinha progressivamente avizinhado do horizonte, à medida que as embarcações se aproximavam da linha equinodiai, fazia agora, para pilotos que navegassem além do equador, todo o seu curso no

e ss.; E. G. R. Taylor, *The Haven F indiné Art*, Londres, I págs. .1(511 e ss.; e A. Teixeira da Mota, «L'art ide naviguer en Mediterranée du XI>I.º au XVII.º siède, et la création de la navigation astronomique dans les océans», in *Le Navire et VÉconomie Maritime*, trabalhos do UI IColóquio da História do Navio... apresentados por (Michel Moliat, Paris, S. E. V. P. E. N., 19518, págs. 127 e ss..

(7) Esta afirmação tem sido muitas vezes impugnada, mas sem razão: bastaria a crítica às observações feitas no mar, que encontramos na carta de mestre João adiante referida, para nos convenceremos de que já no século XV se observavam latitudes nas viagens marítimas portuguesas.

(8) . Defendemos este ponto de vista numa comunicação apresentada ao 1 Congresso Internacional de História dos Descobrimentos (Lisboa, 1960) le num trabalho intitulado *Alqumas Considerações sobre o Problema das Latitudes na Náutica dos Descobrimentos* (Coimbra, 191610). Recentemente encontramos confirmada, num manuscrito inédito, essa nossa opinião; estamos a preparar o estudo e a edição desse texto para o Vol. 3(0 da *Revista da Faculdade de Ciências* da Universidade de Coimbra.

(9) No «Tratado de defesa da carta de marear», in *Obras*, ed. da Academia das Ciências de Lisboa, Vol. I, Lisboa, 194C, págs. 2U'8 e <23'0.

hemisfério invisível; por isso a determinação de uma latitude só podia ser feita à custa do Sol, às 12 horas solares verdadeiras de cada dia.

Os navegadores deixavam, portanto, de ter a possibilidade de confirmar os resultados das observações diurnas com outros valores obtidos durante a noite, como até então fora possível fazer sempre, medindo alturas da polar. E, o que era ainda bem mais grave, se acontecia o oéu cobrir-se de núvens à hora da passagem meridiana do Sol (circunstância desfavorável que podia repetir-se em dias sucessivos), ficavam de todo privados do conhecimento de um dado indispensável para manterem os navios na roita mais conveniente.

Em tais condições, os pilotos procuraram interessadamente no céu austral uma estrela e uma constelação que pudessem ser utilizadas na náutica como ao norte do equador eram usadas a polar e a constelação Ursa Menor, a que ela pertence, ou algumas estrelas de que soubessem as distâncias angulares ao equador. De todos os grupos de estrelas do novo hemisfério, a que lhes pareceu mais adequada para tal fim, embora com limitações que adiante serão referidas, foi a constelação que desde as primeiras décadas do século xvi recebeu a designação de Cruzeiro do Sul, nome que perdurou na Astronomia até os nossos dias. Estudando-a com atenção, cedo reconheceram que, aproveitando a circunstância de estarem quase alinhadas com o polo duas das estrelas que lhe pertencem, podiam com facilidade deduzir da altura de uma delas, quando tomada em determinadas condições, a latitude do lugar de observação. O procedimento a adoptar traduziu-se no chamado regimento do Cruzeiro do Sul, que aparece pela primeira vez no *Livro de Marinharia* de João de Lisboa, e vem (depois repetido no *Regimento da Navegação* de André (Pires e em vários outros textos, em particular nas legendas sobre a náutica que se encontram em algumas cartas desenhadas por cartógrafos do século xvi (Lázaro Luís, Bartolomeu Velho, Vaz Dourado, etc. ⁽¹⁰⁾).

Este regimento foi objecto de estudos mais ou menos extensos

⁽¹⁰⁾ A. Cortesão e A. Teixeira da Mota, *Portugaliae Monumenta Cartographica*, Vols. '1(1 e III, 'Lisboa, 11959-1WO, respectivamente tEsts. 224 e 326 (Vol. II), e Ests. 25)7 e 276 (Vol. III).

de vários autores, sendo de elementar justiça salientar, entre esses trabalhos, aqueles que lhe dedicaram dois dos grandes historiadores da arte náutica dos descobrimentos portugueses: Luciano Pereira da Silva C¹¹) e Fontoura da Costa (1²). Acontece, porém, que sendo a lição do *Livro da Marinharia*, entre as que são facilmente acessíveis, a que está mais completa (os textos escritos nas legendas das cartas, por exemplo, limitam-se a dar indicações muito sumárias), é também a que nos chegou somente através de uma cópia bastante adulterada, não surpreendendo por tal razão que algumas palavras possam ser acrescentadas ao que os dois investigadores citados escreveram sobre o assunto, depois de corrigidos vários lapsos que ali se comietoram, à luz da cópia que do mesmo trecho passou ao manuscrito de André .Pires. Acresce ainda o facto de nenhum dos historiadores nomeados ter prestado suficiente atenção a oito regras, em tudo análogas às do regimento do norte, que podem ser lidas no final do capítulo dedicado por João de Lisboa ao Cruzeiro do Sul, e que igualmente passaram por cópia ao *Regimento da Navegação*.

Foram estas as duas razões que determinaram o presente trabalho: nele nos ocuparemos, em primeiro lugar, da origem do regimento, passando depois a fazer uma revisão dos trechos que naquelas duas obras se referem à constelação; finalmente, insistiremos na interpretação dos parágrafos finais desse texto, pois se nos afigura que eles vêm preencher uma lacuna até agora existente na história da astronomia náutica dos descobrimentos portugueses.

2

(Numa ordem cronológica, a primeira referência minuciosa que possuímos sobre as estrelas das proximidades do polo antártico, encontra-se na carta datada de 28 de Abril de 1500, que mestre João, físico, bacharel em artes e, além disso, -cirurgião do rei, escreveu do Brasil a D. Manuel, num castelhano aportuguesado <1³>).

O¹) In *Obras Completas*, Vol. I / (Lisboa, 11943), págs. 4'19 e ss. e Vol. II (Lisboa, 1946), págs. 31315 ie ss..

(1²) *Marinharia dos Descobrimetos*, 3.^a ed. Lisboa, 1960, -págs. 1U'8 e ss..

(1³) Veja-se Fontoura da Costa, *loc cit*, a*pub. pág. ,102; ooi Carlos Malheiro 'Dias, *História da Colonização Portuguesa do Brasil*, Vol. III, Porto, 1923, págs. 102-105.

Pelo contexto deste documento pode-se deprender que o astrólogo teria seguido embarcado na armada de Pedro Alvares Cabral com a missão de acompanhar os trabalhos astronómicos dos pilotos e de os repetir por su as mãos, quando necessário; assim ficada habilitado a propor as ccrrecções convenientes para se remediarem os defeitos porventura existentes nas práticas usuais, como de resto o prova na carta, toda ela dominada pela preocupação de fornecer ao rei esclarecimentos sobre questões cosmográficas e sobre o valor dos resultados obtidos nas determinações de latitudes.

Quanto a este último problema, a crítica de mestre João é deveras exigente, concluindo até pela impossibilidade de se praticarem a bordo observações de estrelas com precisão suficiente para delas se deduzirem valores aceitáveis para a coordenada. O astrólogo estimava em quatro ou cinco graus o erro corrente de uma operação desse género, a que -corresponderiam incertezas, na localização dos navios, da ordem dos quinhentos quilómetros; se este reparo traduzisse a verdade, os pilotos seriam forçados a reconhecer, mais tarde ou mais cedo, que tal método, em princípio aceitável, era, afinal, absolutamente inútil na prática.

Temos, no entanto, algumas razões para supor que esses números apontados para o erro vulgar das alturas de estrelas, tomadas no mar, estão fortemiemente exagerados. D. João de Castro avaliava em dois graus o limite superior das imprecisões a temer com o Sol e o astrolábio, calculando que em condições favoráveis esse limite nem sequer ultrapassaria meio grau ⁽¹⁴⁾ ; ora, em determinados casos, Castro entendia que as observações do Sol deviam ser substituídas por pontarias à polar, feitas com a balestilha ⁽¹⁵⁾ ; e conhecido o cuidado com que ele pesava os resultados das operações feitas a bordo diariamente, não é de crer que aconselhasse o uso desta prática, se ela fosse tão incerta como mestre João afirmara. De resto, as conclusões deste foram obtidas de valores que não ofereciam confiança, pois, como já neutro trabalho tivemos ensejo de salientar, todos eles tinham sido deduzidos em condições desfavoráveis; mestre João ia diminuindo pela doença e viajava num barco pequeno e muito carregado, mais sensível, portanto,

⁽¹⁴⁾ *Roteiro de Lisboa a Goa*, dd. Andrade Corvo, Lisboa, 1882, pág. 63.

⁽¹⁵⁾ *Ibidem*, pág. 3S4, nota (2). Este passo será transcrito adiante.

aos balanços do mar, que ele aponta como razão de não ter podido observar as alturas de algumas estrelas austrais (16).

Todavia, é de sublinhar o facto do astrólogo ter aproveitado a primeira oportunidade que se lhe ofereceu para mandar para Lisboa tão pormenorizadas informações sobre os problemas de que devia ocupar-se, pois por aí se avalia a importância em que eles eram tidos. O que também se infere, aliás, da urgência em fazer chegar a Portugal essas informações, pois a carta foi com certeza remetida pela caravela que se apartou da armada para trazer a reino a notícia do descobrimento do Brasil: na verdade, por debaixo do endereço que se lê no sobrescrito, vem anotado por letra diferente da que escreveu o texto, mas seguramente do século xvi, o nome do remetente, observando-se: «De mestre Johã q vay a Calecut»; estas palavras mostram que, quem as escreveu, supunha estar ainda em viagem para a Índia o correspondente do rei.

Se o tempo destruiu lamentavelmente outras notas de interesse astronómico e náutico que mestre João tenha redigido no decurso dessa longa viagem, podemos ao menos admitir que o tivesse feito, através de uma carta que D. Manuel endereçou ao rei de Espanha em 1505: ao descrever aí, de um modo sumário, os sucessos das armadas portuguesas que atingiram o Oriente entre 1500 e 1505, não deixa o rei de Portugal de falar dos trabalhos de astronomia náutica que nelas se levaram a efeito; e é exactamente na de Pedro Alvares Cabral que situa as «observações [astronómicas] feitas pelos marinheiros», acrescentando que elas lhes permitiram conhecer «o polo antártico, o Canopus e muitas outras figuras de estrelas» (17). A julgarmos pelo conteúdo do relatório remetido do Brasil, mestre João não deve ter sido alheio a estas afetividades, que o rei distinguia com uma referência especial.

No texto que dele possuímos o astrólogo detém-se algum tempo a descrever as «estrelas do Sul», embora pelas razões já referidas (balanços do navio e consequentes incertezas nos resultados das observações), se desculpe de não dar a altura de cada uma delas; mas intercala um desenho (reproduzido na fig. 1) com a posição relativa das estrelas que se observavam junto do polo, e ocupa-se,

(16) (Veja-se o trabalho citado na nota (8), pág. 2^o).

(17) P. Feragallo, *Carta de éi rei D. Manuel ao Rei Católico, narrando-lhe as viaçens à Índia de 1500 a 1505*. Lisboa, 189*2, pág. 11.

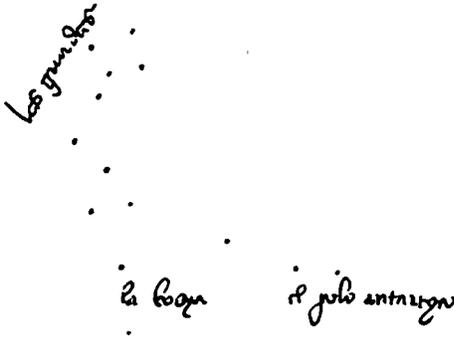


Fig. li — Desenho do céu austral, na carta de mestre João. A indicação «las guardas» refere as estrelas α e γ do Cruzeiro; «la boya», indica uma estrela que o astrólogo aproximava da «busina» do norte, talvez a anotada por debaixo da palavra, e que pode 'bem ser a ξ IPavonis; enfim, as palavras «el polo antartico» situam-se entre a estrela $u.$ da Hidrus e a κ Octantis. Compare-se com a fig. 2.

em particular, das quatro que formam uma cruz bem nítida, reunidas também por outros observadores que se lhe seguiram na mesma constelação,—o Cruzeiro do Sul:

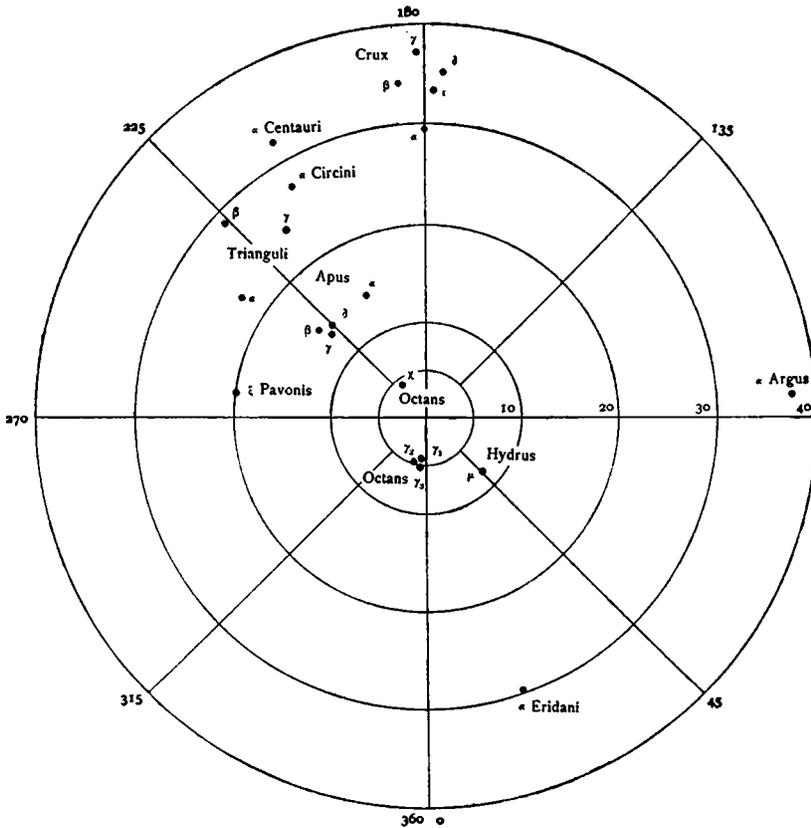
«[...] solamente mando a vosa alteza como están situadas las estrellas del [Sul], pero en que grado esta cada una no lo he podido saber, antes me parece imposible en la mar tomarse altura de ninguna estrella [...]; tornando Señor al proposito estas guardas nunca se esconden antes syenpre andan en derredor sobre el horizonte, e aun esto dudoso que non se qual de aquellas mas baxas sea el polo antartico, e estas estrellas principalmente las de la cruz son grandes casy como las del carro, e la estrella que esta en riba de la cruz es mucho pequena, [...]».

Este trecho foi muito bem comentado e explicado por Luciano Pereira da Silva ⁽¹⁸⁾, a quem se deve a identificação de algumas das estrelas representadas no desenho anexo à carta: além das quatro principais da constelação Cruzeiro do Sul (α , β , γ e δ Crucis) e da muito menos brilhante ϵ Crucis (assim é hoje designada a estrela que mestre João diz estar «en riba de la cruz» e ser «mucho pequena»), Luciano Pereira da Silva pode ainda distinguir nesse apontamento: a α Centauri; as β e γ Apodis (Pássaro da Índia); e as α , β e γ Trianguli. Na figura 2 estão indicadas todas estas estrelas, tendo-se fixado as suas posições para o ano de 1500, de acordo com as coordenadas para alguma delas

⁽¹⁸⁾ «A Astronomia das Lusíadas», in *Obras Completas*, Vol. I, pág. 439.

fornechas pelas tábuas de Paul Neugebauer (19), e com recurso às cartas do céu impressas nas *Tabulae Caelestes* de R. Slchurig (20).

A comparação das figuras 1 e 2 não só confirma a identificação feita por (Luciano Pereira da Silva, como nos mostra que as restantes estrelas indicadas naquele esboço quinhentista seriam, possivelmente: a α Centauri, a α Apodis e a x Octantis, além da estrela u da constelação Hydrus; por debaixo da palavra «la» na indá-



i(19) *Tafeln zur astronomischen Chronologie. 1: Sternkarten von 4000 vor Chr. bis Gegenwart nebst Hilfsmitteln zur Berechnung von Sternposition zwischen 4000 vor Chr. und 3000 nahe Chr.* Leipzig, 1913.

i(20) *Tabulae Caelestes continentes omnes stellas caeli borealis nec non australis nudis oculis conspicuas*, Leipzig, 2.^a ed., [1909].

cação «la bosya» (21), foi ainda representada por mestre João um outro astro, que pode muito bem ser a γ Pavonis.

É certo que algumas destas estrelas são de 3.^a, 4.^a e, mesmo, 5.^a grandezas; mas não cremos que o seu diminuto brilho seja motivo para duvidarmos da possibilidade de terem sido repetidas vezes observadas por mestre João. Basta lembrar um passo do *Livro de Marinharia* onde se diz que nas proximidades da estrela Atair (a Aquilae) se podiam distinguir outras vinte de muito menor cintilação (22) ; esta observação é exacta, mas no número apontado entram algumas estrelas que estão hoje classificadas como de 5.^a e 6.^a grandezas. Veremos que também à própria ζ Crucis se atribui a 5.^a grandeza no capítulo em que, na mesma obra, João de Lisboa se refere ao Cruzeiro do Sul (23).

Todavia, o Cruzeiro do Sul era uma constelação muito afastada do polo; e alinda que poucos anos depois, como veremos, os navegadores viessem a obter latitudes pela determinação da altura de uma das suas guardas (a ou γ Crucis) quando passava pelo meridiano do lugar, seria natural que também procurassem resolver o problema de um modo semelhante ao que usavam no hemisfério norte, recorrendo à polar; tornava-se para tanto necessário encontrar, nas proximidades do polo austral, uma estrela cujo ângulo horário, quando ela atingia determinados pontos do seu círculo diurno aparente, pudesse ser inferido pela posição ocupada, no mesmo instante, por outros astros de fácil identificação.

Mestre João não se refere expressamente a este problema, mas há na sua carta algumas palavras que nos levam a pressentir que com ele se preocupava. Depois de dizer que as estrelas do Cruzeiro andavam sempre acima do horizonte, acrescenta: «e aun esto dudoso que non se qual de aquellas nas baxas sea el polo amtar-tyco»; como no desenho escreveu a indicação «el polo antartico» por debaixo de duas estrelas que supomos serem a γ Octantis *eau* da Hidrus, cremos que a elas se referia naquela frase;

(21) IL. (Pereira da Silva *Obras Completas*, vol. II, pág. 237.

(22) (Ed. Brito Rebelo, Lisboa, 1903, pág. 45.

(23) Nos seus comentarios Duciano Pereira da Silva justifica ainda um esclarecimento prestado pelo físico de D. Manuel. (Diz elle que as duas guardas da γ Crucis (hoje designadas por a e γ Crucis) «nunca se escondem, antes syempre andan ien derredor sobre el orizonte»; esta indicação correspondia à verdade, em 1510, para a época do ano em que as observações foram feitas.

e com razão para a dúvida, pois o polo situava-se então entre elas, como se vê na figura 2.

No ifinal do trecho que da carta transcrevemos, pode-se ainda ler a seguinte nota : « la estrella del polo antartyco, o sui es pequena como a del norte, e la estrella que esta en riba de la cruz mucho pequena». A estrela do polo antártico seria, talvez, a α Octantis, que é de todas as assinaladas a mais próxima do polo; pelo menos, 'é fora de dúvida que ele a não incluía na oruz, como indica a segunda parte da (frase. Oeste modo, uma só objelcção pode ser feita à identificação proposta: mestre João atribui a essa estrela um brilho comparável ao da polar, quando na verdade é nítida a diferença entre as suas grandezas; não esqueçamos, porém, que o observador não podia fazer a comparação *de visu*, e que, além disso, o facto da / Octantis se situar numa região do oéu onde estão localizadas poucas estrelas visíveis a olho nú, e nenhuma de brilho intenso, podia tê-lo levado a supô-la de grandeza superior àquela que, na verdade, tinha.

3

Dos textos conhecidos o primeiro que, depois da carta de mestre João, se ocupa do Cruzeiro do Sul (e já com este nome), é, como dissemos, o *Livro de Marinharia*; um dos parágrafos onde a constelação vem referenciada é seguramente da autoria de João de Lisboa; mas o capítulo mais extenso em que se expõe o seu regimento, pertence a uma parte da obra que também se supõe escrita pelo piloto, em 1514 ou ainda antes ⁽²⁴⁾.

A única cópia manuscrita que do *Livro de Marinharia* conhecemos, está eivada de lapsos e arbitrariedades, que tornam difícil, por vezes, a interpretação de informações nela contidas, e de resto com insubstituível valor, sobre a arte náutica praticada nos primeiros anos do século XVI a bordo das embarcações portuguesas. Estão exactamente nesse caso os parágrafos que versam sobre o Cruzeiro do Sul e os problemas que podiam ser resolvidos através da sua observação (determinação da hora durante a noite e determinação na latitude de um lugar).

[²⁴] Ver Brito Rebelo, «Tntrddução» ao *Livro de Marinharia* ide João de Lisboa, ed. dit., pág. XXXVI.

Por um acaso feliz, André Pires copiou quase integralmente para o seu *Regimento da Navegação*, que se conserva num Códice da Biblioteca Nacional de Paris ²⁵, esses parágrafos de João de Lisboa; e ainda que na cópia de Pires sejam também frequentes os deslizes do calígrafo, a comparação das duas lições permite-nos corrigir muitos erros, e restituir assim o texto a uma forma que supomos mais próxima da que deveria ser a inicial.

Vamos em seguida transcrever as duas versões, dando na primeira coluna a redacção do *Livro de Marinharia*, mas fazendo imprimir em itálico as palavras ou frases com variantes no *Regimento da Navegação*; na segunda coluna vão estas variantes; apontamos em notas as indicações das páginas do volume, e das folhas do manuscrito, donde se fizeram as cópias:

João de Lisboa, *LIVRO DE MARINHARIA*, ed. Brito Rebelo, Lisboa, 1903.

* CAPITULO QUINTO. EM QUE [SE] DECLARA COMO HAVEIS DE TOMAR O (CRUZEIRO DO SUL ⁽²⁶⁾).

It. Porque nos é necessário quando andamos *na parte do sul*, *sabermos* assim mesmo *a verdade* das agulhas, e assim saber quanto vos *afastais* da linha direita, que é o meridiano vero, ordenei *de experimentar da parte do sul* e achei ser conforme ao polo ártico. *A regra é a que segue.*

* Pg. 22.

André Pires, *REGIMENTO DA NAVEGAÇÃO*, Bibl. Nacional de (Paris, Códice 44340.

* CONHECIMENTO EM QUE SE DECLARA COMO DEVES TOMAR O (MAR A ESTRELA DO SUL.

** *Hás-de saber que/*
/na parte do sul da
equinocial, sabermos/ /diversidade/
/te afastas/

/da
parte do Sul/
/E a regra/ /esta/

* fl. 27 v.

** fl. 28 r.

(²⁵) Códice 4434(0 '(IFonds Portugais, n.º 40) da Bibliotheca Nacional de Paris. Estamos a preparar a edição deste códice.

(²⁶) Este primeiro parágrafo com referência ao Cruzeiro do Sul aparece incluído no «Tratado da agulha de marear, achado por João de Lisboa» (ed. cit. págs. 20 e ss.); vem repetido, com variantes, a partir da fl. 28 r. do ms. de André Pires, mas sem nome de Autor.

REGIMENTO DO CRUZEIRO
DO SUL⁽²⁷⁾

*Quando navegais da parte do Sul é necessário que tenhais conhecimento das estrelas, s. soell e solibar, as que estão mais propinquas ao Sul e mais por escusar trabalho da estrela ⁽²⁸⁾, que ora indo vós sem mim estareis duvidoso de as conhecer, determinei fazer declaração do Cruzeiro, por ver mais largo sinal que do que todos têm conhecimento; o qual por muitas vezes *Petro Anes que Deus tem e eu experimentamos muitas vezes com o norte*, e achamos, estando lem parte que bem vi a mos *ambos dos ditos sinais estão em uma linha com os polos do mundo, isto por uma agulha*, estando em Cocthim. E por este Cruzeiro ser o mais manifesto sinal dos navegantes, e em ele não *haver embaraço*, determinei *de sobre ele fazer operação pela agulha que se faz ao norte*.*

♦ REGIMENTO DO CRUZEIRO DO SUL. E DE COMO DEVES TOMAR A ESTRELA DO SUL ⁽²⁹⁾.

It Saberás que neste Cruzeiro do Sul andam 5 estrelas; as 4 são de segunda grandeza, e a uma é de quinta grandeza, ie está mortificada *

* Pg. 37,

Quando vieres navegando da parte do Sul da equinocial/ /tenhas/ /das estrelas, sollibar ou de outras que achares mais principais, o polo não movido/ /mais por escusar estrela/ /vindo/

/ser/ /claro/ /do que/

/Pede Anes/ e o guanchino e eu por muitas vezes experimentamos com/

/os sinais em uma linha com o polo do mundo/ /e isto por/

/havetem embaraços/

/de fazer dele declaração como fiz ao norte/

♦ DO CRUZEIRO DO SUL

* FL 29 r

⁽²⁷⁾ No texto de João de Lisboa falta esta epígrafe.

⁽²⁸⁾ Já Brito Rebelo, editor de João de Lisboa, anotou este passo: em sua opinião, o autor queria dizer que ia explicar o uso do Cruzeiro para evitar aos pilotos o trabalho de observarem a constelação repetidas vezes, até que conseguissem, por si próprios, chegar àquelas regras.

⁽²⁹⁾ Todo o trecho que vem a seguir e termina com as palavras «tinham dos polos», falta no manuscrito de André Pires.

©m respeito das outras. E ©sta 'figura deste iCruzeiro conhecerás por uma espera plana, que para isso fiz (30), na qual assinei as ditas estrelas na latitude que tinham dos polos (*1).

Quando houveres de tomar edte Cruzeiro, *de aguardar* que esteja feito, s., que esteja direito e esteja a estrela da cabeça com a do pé em linha perpendicular; então está a estrela do pé e a da caibeca em uma linha *com o polo* do mundo, s., está norte-sul; e *então* hás-de tomar altura, e estando assim e *está* a estrela do pé afastada do polo do mundo 30 graus, e tem de declinação da linha equinocial 60 graus. E estando assim direita, como dito é, então farás tua operação exactamente como fizeste da parte do norte. E se caso for que o Cruzeiro declinar, logo o verás pela figura, que se irá acostando (32), o qual se vê melhor *que no norte*. E se não for bem direito, *não o vês*, porque é fora de linha Como o polo; e assim *hás-de entender que quando* agulha tomar do sudeste e do sueste pelas quartas da caixa *já dita*, tanto tomara a flor de liz opositamente da parte do norte, e *assim que quanto se tomar* de uma parte tanto se tomará *da outra*.

It. *Quando/*

/hás-de aguardar/

/com a do polo/

/então/

esta/

/está

/que no norte/

/não o tomes/

/hás-de ter quando/

/ou do/

/já dita atraz/

quanto tomar/

/ assim*

/da outra, ao contrário/

(30) Quer dizer: João de Lisboa desenhara as estrelas num planisfério do céu, que na verdade anda junto com a única cópia conhecida da obra.

(31) «JA latitude dos polos» designa o arco hoje chamado distância polar. O parágrafo que acabamos de transcrever vem repetido, com ligeiríssimas variantes, na pág. 2'2 do *Livro de Marinharia*.

(32) No texto de André Pires, inseriram-se duas figuras, muito reduzidas, indicando a disposição da Constelação nos dois casos.

E quando vieres a tomar a altura do Cruzeiro, 'tomarás pela estrela do pé, por ser mais propinqua ao polo; e não podendo baver esta, (tomarás pela da cabeça; e tomando a do pé, verás quantos graus tomas; e se tomares 310 graus estarás na bnha equinocial; e se tomares os 30 graus, como dito é, os que menos tomares de 30 serás apartado ao norte na linha equinocial; e sendo altura em 36 graus, os mais que passarem de 30 graus serás apartado da linha equinocial à parte do Sul. f, isto por que quantos graus forem tomados mais de 30 graus, sois ao Sul da equinocial; \e quantos menos forem de 30 graus, tantos estás apartado para a parte do norte da equinocial; [e] tomando 30 graus, sois na equinocial. E por esta razão saberás pelo 'Cruzeiro quanto és afastado da equinocial. E asstfm se pode este Cruzeiro tomar em todos os 8 lugares, dando-thes nas linhas 15 graus, acima ou abaixo, segundo lugar onde estiver; por esta maneira, como dito é, farás com este Cruzeiro como com o norte.*

REGIMENTO DA ESTRELA IDO SUL, PAIRA ;SABERES O QUE ALEVANTA OU ABAIXA, E ;FIAZ DEZ GRAUS (DE ROTA, A REDOR DO POLO DE ALTO E BAIXO.

[1.^a] It. Quando as três estrelas estão no pé, está a estrela do ;Sul *abaixo 5 graus.*

[2.^a] It. Quando as três es/trelas forem na linha acima do pé,

* fl. 29 v.

E quando houveres de tomar/

/pela cabeça/

/são os que tomares/

/e não tomando/

/forem/

/e sendo tornada altura em 35 ou mais, os que passarem de/

/para o Sul/

/Sul da linha equinocial/

equinocial (35)/

/30 graus, sois na

/saberéis/

/sois/

/todos os outros lugares/

/segundo o lugar onde estiverem; e por/

/que dito é/

/com o/

©STE É O (REGIMENTO DA ESTRELA DO SUL, O QUE ALEVANTA E ABAIXA; E FAZ EM RODA, (DE REDOR DO POLO, DE ALTO E BAIXO, 10 GRAUS.

/abaixo do eixo 5 graus/

(35) O texto de André Pires tem aqui uma lacuna.

Sobre a determinação de latitudes no hemisfério sul, etc. 193

- está a *estrela abaixo* do eixo *21/2 graus*. / a *estrela dianteira* baixo/ /2 *graus*
e 1/2/
- [3.^a] It. Quando as 3 estrelas forem no braço *de les sueste*, está a estrela em seu lugar. *Mais sabe que quando as/*
/de leste/
- [4.^a] It. Quando as três estrelas forem na linha acima do braço, está a estrela acima do polo *21/2 graus*. /2 *graus e 1/2/*
- [5.^a] It. Quando as três estrelas forem na cabeça, *está acima do polo a estrela 5 graus*. /*está a estrela/*
acima do polo/
- [6.^a] lit. Quando forem na linha de nordeste e sudueste, está a a estrela acima do polo *21/2 graus*. **/E assim há~de saber que quando/*
/2 graus e 1/2/
- [7.^a] It. Quando as três estrelas forem no braço *da leste*, está a estrela igual com o seu polo, em seu lugar. /*de leste/*
- [8.^a] It. Quando *as estrelas* forem na linha *abaixo da leste*, está a estrela abaixo do seu polo *21/2 graus* ⁽³⁶⁾. /*as 3 estrelas/*
/abaixo do braço da leste/
/2 graus e 1/2/

* Fl. 310 r.

O problema da autoria dos parágrafos que acabam de ser transcritos, foi estudado por vários autores, podendo hoje considerar-se resolvido; vamos sumariar as conclusões a que eles chegaram, citando oportunamente os seus nomes e os trabalhos em que nos apoiámos.

Na versão do *Livro de Marinharia* afirma-se que as regras do regimento tinham sido muitas vezes experimentadas pelo piloto Pero Anes e pelo mesmo autor do texto: encontrando-se ambos em Cochim, tinham podido concluir que os enunciados estavam correctos, a partir de observações sucessivas da pólar e das guardas do Cruzeiro, utilizando para esse efeito uma bússola. Luciano Pereira

⁽³⁶⁾ Em qualquer dos escritos segue-se a este o regimento das horas, que omitimos por não nos interessar o seu estudo neste trabalho.

da Silva ⁽³⁷⁾ esclarecen as operações que os dois pilotos devem ter efectuado para saberem que os «ditos sinais» (isto é: as duas guardas) estavam «em linha com os polos». Apontando a caixa da agulha para a 'estrela polar, quando esta se encontrasse no meridiano ⁽³⁸⁾, através das fendas que nela existiam em correspondência com os pontos Norte e Sul da sua rosa dos ventos, deduzia-se o valor local da variação da agulha; se depois se fizesse uma pontaria às estrelas a e 7 do Cruzeiro do Sul, quando este, como o texto diz, se encontrasse «empinado», concluiu-se que estas duas estrelas estavam então no meridiano do lugar, ou seja, no rumo norte-sul ⁽³⁹⁾.

Para a identificação e para a biografia de Pero Anes, com quem João de Lisboa fez estas observações de certo modo delicadas, e que não estariam ao alcance de pilotos vulgares, contribuíram com vários trabalhos 'Sousa Viterbo, Brito Rebelo, Luciano Cordeiro, Jaime Cortesão e Frazão de Vasconcelos ⁽⁴⁰⁾. Dos factos e documentos para que estes historiadores chamaram a atenção apuram-se, sobre as actividades de piloto de Pero Anes, as seguintes indicações:

a) Pero Anes acompanhou Diogo Cão na segunda viagem capitaneada per este navegador às costas africanas do Atlântico Sul: o seu nome figura, ao lado dos nomes do capitão da armada e de outros participantes na expedição, na inscrição gravada por alguns marinheiros, que se destacaram das naus e subiram o curso do Zaire, em uma rocha situada junto às quedas de água de leíala ⁽⁴¹⁾.

⁽³⁷⁾ *Obras Completas*, Vol. II, págs. 335 e 3*519-3)00.

⁽³⁸⁾ N₀ regimento do norte ensinava-se a fixar esita posição à custta da orientação definida pelas guardas da Ursa Menor.

⁽³⁹⁾ iNote-se que, à latitude de Cochim, aproximadamente situada no paralelo 10.º Norte, podia esta coordenada ser obtida pelo regimento do norte e, em certas 'épocas do aino, também pelas regras do IGruzeiro do Sul. É bem possível que João de Lisboa induisse, nas experiências que diz ter realizado com Pero Anes, determinações da latititude simultâneamente pela a Crucis e pela « Ursae Minoris».

⁽⁴⁰⁾ Veja-se Fontoura da Costa, *Marinharia dos Descobrimetos*, ed. cit., págs. 124 e ss., onde vêm citados todos os textos de que vamos servir-nos, com excepção do trabalho de Frazão de Vasconcelos, publicado depois da 2.ª ed. daquela obra, última que foi feita em vida do seu (Autor).

⁽⁴¹⁾ Luciano 'Cordeiro, *Questões His tórico -t Colari ai s*, Vol. II, Lisboa, 1193/6, págs. 2199 e ss..

b) As suas qualidades de piloto conhecedor do seu ofício, foram reconhecidas pelo rei D. Manuel, na carta de mercê em que o nomeou patrão da carreira da Índia, com a tença de quatro mil reais em cada ano: «A quantos esta nossa carta virem fazemos saber que avemdo nos respeito ao muy to serviço que pero anes nosso piloto [...] nos tem fifecto nos descobrjmentos e armadas nosas asy da índia corno doutras terras e ilhas de que o encarreguamos como pijHoto em a qual cousa deu sempre de sij booa conta e recado como homem que de sua arte tem muijta pratica e saber [...]».

Esta carta está datada de 13 de Fevereiro de 1503 ⁽⁴²⁾.

c) Um documento truncado, e sem data, que Frazão de Vasconcelos divulgou ⁽⁴³⁾, daria uma garantia do grande interesse de Pero Anes pelos problemas da navegação astronómica, se não bastassem para o caucionar as palavras de D. Manuel que acabam de ser transcritas. Trata-se de uma carta dirigida pelo piloto ao rei onde, depois de se queixar de um mestre Diogo, que se recusara a comunicar-lhe um processo expedito para obter longitudes no mar⁽⁴⁴⁾, pede ao monarca para dar ao «dito mestre» ordem de lhe ensinar «o que no dito caso» sabia ⁽⁴⁵⁾.

d) Dos dizeres da carta de D. Manuel, citada em b), e da sua data, depreende-se que Pero Anes já tinha viajado até a Índia,

(42) Publicada por Brito Rdbelo na «Introdução» ao *Livro de Marinharia de João de Lisboa*, ed. dit., pág. jLXXIV, doc. iIX.

*⁽⁴³⁾ «Um documentito que importa à história da marinharia dos descobrimentos», in *Petrus Nonius*, Vol. I (15(317).

⁽⁴⁴⁾i A mestre Diogo se refere Sousa Viterbo, *Trabalhos Náuticos dos Portugueses*, Vol. I, ipág. fil7. A carta de Pero Anes diz que mestre Diogo aprendera o processo de um alemão, a quem chama mesitre João; é identificado por iSousa Viteibo no Vol. II da mesma obra, pág. '285-286. Nada se sabe, poi^ém, quanto ao método visado na carta.

|⁽⁴⁵⁾i Transcrevemos da carta: «Pero anes pilloto faco saber a vossa alteza, que pollo desejo que [t]enho de saber a minha arte eu vim a entender que mesbre Diogo ensina a algumas pessoas a longitud de leste e oeste a qual o dito mestre Diogo ora veo a aprender a socasar [isto é: induzir, segundo parecer de Silva Marques, transmitido -por Frazão de Vasconcelos] de huu mestre joaham allemã que aqui estaa e eu me meti com elle per todos os modos que pude para que me jnsi[nas]se e o dito mestre joban [sic] nÕ quer e me diz que sem [man] dado expresso de vossa alteza o nã ha de fazer[...] vossa alteza [...] mande ao dito mestre [...] me ensine o que no dito caso sabe [...]».

como piloto, antes de Fevereiro de 1503; mas ignora-se em qual das armadas, anteriores a este ano, teria participado ⁽⁴⁶⁾. Sabe-se, porém, que foi ele o piloto mor daquela que, sob o comando do visor-red D. Francisco de Almeida, largou de Lisboa em Março de 1505, como salientou Jaime Cortesão ⁽⁴⁷⁾, abonando-se na leitura de João de Barros.

Como João de Lisboa foi para o Oriente como mestre da nau Santiago, incorporada na armada de Tristão da Cunha, que partiu do Tejo no ano imediato ⁽⁴⁸⁾, os dois pilotos ter-se-iam encontrado e discutido o regimento do Cruzeiro do Sul (como afirma o *Livro de Marinharia*) y entre 1506 e 1508, pois parece ter sido este último o ano da morte de Pero Anes ⁽⁴⁹⁾.

e) Ainda de uma carta, esta remetida de Cochim ao rei D. Manuel por Pero Fernandes Tinoco, em 18 de (Novembro de 1505 (⁵⁰), fica-se a saber que Pero Anes não só não oferecia dificuldade em instruir sobre as regras do regimento do Sul quem quer que manifestasse o desejo de as conhecer, como também dava conta ao rei dos resultados das suas observações mais importantes. É de salientar que os factos referidos por Tinoco tiveram lugar em data anterior à da chegada de João de Lisboa à Índia.

Com fundamento nestes dados, e principalmente no último, entendia Jaime Cortesão que a primazia na elaboração do regimento deveria ser atribuída a Pero Anes; opinião que logo teve a concordância de Fontoura da Costa, e que supomos também inteiramente justificada.

Todavia, no manuscrito de André Pires, a autoria do regimento é aparentemente repartida por três navegadores, pois se afirma que ele fora experimentado muitas vezes por «Pero Anes e o guanchino

⁽⁴⁶⁾ IAS primeiras armadas da Índia 'foram as seguintes: Vasco da Gama; Pedro Álvares 'Cabral, partida em 1500; João da Nova, 1501; de novo Vasco da Gama, em 1502; Afonso de Albuquerque, 1503; Lopo Soares, 1504; e D. Francisco de Almeida, em 1505.

⁽⁴⁷⁾ *História de Portugal*, ed. Barcelos, Vol. IV, pág. 22/2.

⁽⁴⁸⁾ Brito (Rebelo, 7oc. cif., pág. 135, doc. XIM.

⁽⁴⁹⁾ Jaime Cortesão (no 7oc. *cit.*) infere esta data da leitura de Barros, como adiante veremos*

⁽⁵⁰⁾ *Cartas de Alonso de Albuquerque* (in *Colecção de Monumentos Inéditos para a História das Conquistas dos Portugueses em África, Ásia e América*, tomo IX), Vol. II, Lisboa, 1875, págs. 339-340.

e eu». Como o -capítulo em que esta frase aparece foi transcrito de João de Lisboa (embora tudo leve a crer que para a transcrição serviu uma cópia diferente, e possivelmente mais cuidada, da que esteve ao dispor de Brito Rebelo para preparar a sua lição impressa), não duvidamos que a primeira pessoa ali referida seja, não o redactor do *Regimento da Navegação*, mas João de Lisboa, autor do original que André Pires copiou.

Todos os historiadores que fizeram uma comparação dos dois textos se inclinaram, sem hesitar, para esta opinião; mas coube a Jaime Cortesão mostrar que o «Guanchino», citado por Pires como colaborador de Pero Anes, não passa de um desdobramento deste, referindo-se-lhe o apelido em seguida ao nome, como aliás era corrente; isto se explicaria por um simples e fácil lapso cometido na cópia do passo em causa, sendo muito provável que no original estivesse: «...Pero Anes, o guanchino, e eu [João de Lisboa] experimentamos muitas vezes...».

Aceitamos inteira mente este oportuno esclarecimento prestado por Jaime Cortesão, aliás confirmado pela leitura de dois passos de João de Barros, que o mesmo historiador chamou em seu apoio. Na verdade, este cronista aponta «Pedreanes o guanchino» como piloto da nau de D. Lourenço de Almeida, que esteve empenhada no desastroso combate naval travado na barra do Chaul⁽⁵¹⁾-

Na falta do nome de Pero Anes na escassa lista dos sobreviventes desse recontro, inferiu ainda Jaime Cortesão que o piloto teria nele encontrado a morte. Se esta data do seu falecimento é apenas conjectural, embora extremamente provável, podemos seguramente afirmar que em 1514 já não era vivo, pois nesse ano João de Lisboa, ao citar-lhe o nome no seu tratado da agulha, escreveu, como vimos: «Pero Anes, que Deus tem».

Em conclusão: Pero Anes deve ser considerado como autor do regimento do Cruzeiro do Sul, a que chegou nas duas viagens, pelo menos, que fez ao Oriente: a primeira, antes de 1503, referida por D. Manuel na carta em que o nomeou patrão da carreira

(⁵¹) *Décadas da Ásia*, Dec. II, Liv. II, Cap. VIII, 1.º, Lisboa, 1777, págs. 199-2100. Diz João de Barros: «D. Lourenço de (Almeida vendo que a náu de (Pero Barreto com as outras se <hiam sahindo, e o rebocar da galé não surdia avante, mandou a Pedreanes o Guanchino, Piloto da náu que fosse ver o que os detinha, porque per fóra não viam cousa alguma».

da Índia; a outra, em 1505, com a armada de D. Francisco de Almeida, onde ia por piloto mor, como diz João de Barros e Pero Tinoco confirma. João de Lisboa ter-se-ia limitado a registar o regimento nas suas notas, depois de o ter aprendido de Pero Anes e de o ter discutido com ele.

5

Na parte que, nos textos de João de Lisboa e de André Pires, podemos considerar como de introdução ao regimento, há uma frase onde se dá a entender que, antes de se ter procurado solucionar o problema das latitudes, durante a noite e no hemisfério Sul, pela observação de uma das guardas do Cruzeiro, já os pilotos tinham tentado aproveitar para o mesmo fim duas estrelas que são designadas pelos nomes de «soell» e «sollibar». Estas duas palavras, embora estropiadas na transcrição, sugerem os nomes árabes ISuhail e Salabar respectivamente da estrela α da constelação Argus (também chamada Canopus) e da β Eridani (ou Achemar).

A redacção da frase em que as duas estrelas vêm citadas não é muito clara; é certo, porém, que o autor afirma ser indispensável, para se navegar em mares situados a Sul do equador, o conhecimento de algumas estrelas «principais» (isto é: que pudessem ser facilmente observadas e reconhecidas) desse hemisfério, citando dentre elas, em especial, a Suhail, a Salaibar e as guardas do Cruzeiro; e se João de Lisboa promete apenas ocupar-se destas últimas, como na realidade veio a fazer, não é impossível que para a omissão scilicet a maneira de proceder com as duas primeiras o tivesse decidido a circunstância de estarem já muito divulgados os respectivos regimentos.

Esta conjectura pode, em parte, supor-se confirmada pelo facto de se conhecer uma regra para a utilização da Canopus na resolução daquele problema: vem no mesmo *Livro de Marinharia* ⁽⁵²⁾, e ensina que a altura meridiana dessa estrela deveria ser tomada quando as *oc* e *y* do Cruzeiro se colocassem no rumo leste-oeste, seguindo-se indicações inteiramente análogas às que adiante encontraremos para a Crucis, sobre o modo de calcular a latitude \hat{O}

(52) E'd. cit., <pág. 41.

custa da altura meridiana observada e da declinação do astro ⁽⁵³⁾. O fundamento da regra corresponde a uma observação correcta, visto que a diferença das ascensões rectas das estrelas visadas era, aproximadamente, de 90° (em 1500, a a Argus tinha, em números redondos, 94° de ascensão recta; a mesma coordenada para a e γ Crucis situava-se, respectivamente, em valores à volta de 180° e 181°. Veja-se a figura 2).

É bem possível que um regimento análogo a este, hoje perdido, existisse para a estrela a Eridani, e que João de Lisboa o tivesse também em vista, ao referir-se naquele passo às duas estrelas ⁽⁵⁴⁾.

Depois destas observações, o texto entra numa explicação sobre a maneira de se utilizar qualquer das estrelas principais do Cruzeiro do 'Sul numa determinação de latitude, muito embora os esclarecimentos 'prestados só estejam completos quanto à *cc* Crucis. Vamos acompanhar esta parte do capítulo, aproveitando e resumindo algumas das considerações que Luciano Pereira da Silva e Fontoura da Costa lhe dedicaram.

Deve desde já ser observado que a maior dificuldade em aproveitar a altura máxima de uma estrela para a determinação da latitude, consistia em ser difícil saber-se exactamente o instante em que o astro atingia o meridiano do lugar, para se fazer a observação nesse momento. Em certos casos era possível inferir a passagem meridiana do rumo simultaneamente definido por duas estrelas bem conhecidas; era este o fundamento do regimento da Estrela do Norte, e vimos que por este caminho se chegara também à regra apresentada no *Livro de Marinharia* sobre a estrela Canopus; e há ainda um terceiro exemplo desta maneira de proceder, registado num regimento análogo a respeito da estrela Barca

⁽⁵³⁾ A declinação aí fixada para a a Argus em $31^{\circ} \frac{1}{6}$, está errada; mas já estaria aproximadamente correcta se em vez desse valor aí estivesse escrito $51^{\circ} \frac{1}{6}$ (valor exacto em 1500: 52° S.), podendo a incorrecção ser atribuível a compreensível erro de copista. Esta observação deve-se a Fontoura da Costa.

⁽⁵⁴⁾ | (Lembraremos que a diferença das ascensões rectas da a Eridani e da a Centauri, já apontada no desenho de mestre João, era muito próxima de 180° (iFig. '2); quando a linha definida pelas duas estrelas atingia quase a direcção norte-sul, estavam elas aproximadamente no meridiano, podendo ambas ser aproveitadas para a determinação de latitudes, pois se conheciam as suas declinações.

(*x Ursae Maioris*) que se encontra também na obra de Lisboa e vem repetido num manuscrito da Biblioteca Nacional de Paris ⁽⁵⁵⁾.

Ora no caso do Cruzeiro do Sul essa indicação podia ser dada pelas próprias guardas da constelação, tirando-se partido da circunstancia delas terem quase a mesma ascensão recta. Na verdade, segundo Paul Neugebauer ⁽⁵⁶⁾, as coordenadas equatoriais das duas estrelas tinham, em 1500, os seguintes valores:

$$\begin{array}{ll} \alpha \text{ Crucis: } p = 29^{\circ}.7 & \text{AR.} = 179^{\circ}.97 \\ y \text{ Crucis: } p = 35^{\circ}.7 & \text{AR.} = 181^{\circ}.08 \end{array}$$

onde *p* designa a distancia polar (complemento da declinação) e AR a ascensão recta.

Assim, α e *y* Crucis definiam uma linha que passava muito próxima do polo antártico; quando essa linha se orientasse no sentido norte-sul, as duas estrelas estavam piráticamente no meridiano, podendo então ser tomada a altura de uma delas para se deduzir a latitude do lugar, uma vez que era conhecida a correspondente distância polar. É o que se expõe no parágrafo que, na versão de João de Lisboa, se intitula «Regimento do Cruzeiro do Sul. E de como debes tomar a estrela do Sul» ⁽⁵⁷⁾ e no manuscrito de André Pires se repete sob um título maiis abreviado: «Do Cruzeiro do Sul» ⁽⁵⁸⁾.

Depois de descrever a constelação, este texto diz-nos que a observação devia ser realizada quando o Cruzeiro «estivesse feito» ou «empinado» (como talvez mais expressivamente se vê na variante da nota (3*3)), esclarecendo-se que nesse momento as estrelas «da cabeça e do pé» (*a* e *y* Crucis) deveriam situar-se numa «linha perpendicular» (relativamente ao horizonte), colocando-se «em uma linha com os polos do mundo», — expressões que equivalem a afirmar que elas se situavam então no rumo norte-sul. O texto insiste na importância de se respeitarem estas indicações, recomendando-se

⁽⁵⁵⁾ João de Lisboa, *loc. e ad cit.*, pág. 41; e Ms. da Biblioteca Nacional de Paris, Fonds Portugais n.º 58, (fl. 1º7 r. e 17 v. citado por Fontoura da Costa, loc. cit., pág. 144.

⁽⁵⁶⁾ Veja-se a obra citada na nota (19).

⁽⁵⁷⁾ Ed. cit., pág. 37.

⁽⁵⁸⁾ Códice citado, fl. 2º v..

mais abaixo: «E se não for bem direito [quer dizer: se as duas estrelas não estiverem naquela direcção] não o temes».

Quando a linha das guardas atingisse a orientação referida, o piloto deveria tomar a altura da estrela «mais propínqua ao [mais próxima do] polo» ou «estrela do pé» [a Crucis], per ser «grande e bem clara», a que se atribui uma distância polar de 30° . Este valor estava errado em pouco mais de SO' , visto a distância polar da α Crucis ter decrescido durante o século XVI, e o texto ter sido estabelecido pouco depois de 1500, ano em que aquela coordenada valia, como escrevemos, $29^\circ.7$.

A exposição apresenta em seguida as regras ipara se chegar ao valor da latitude φ a partir da altura h observada, podendo ser resumidas deste modo:

- 1º). Se $h = 30^\circ$, o observador estaria no equador: $\varphi = 0^\circ$;
- 2º). Se $h > 30^\circ$, ter-se-ia $\varphi = h - 30^\circ$ de latitude Sul;
- 3º). Se $h < 30^\circ$, seria $\varphi = 30^\circ - h$ de latitude Norte.

O regimento diz logo depois, mas sem entrar em pormenores, que nas mesmas condições se podia recorrer à «estrela da cabeça» (γ Crucis), de que já no parágrafo anterior se fixara em 35° o valor da distância polar, embora com erro mais forte do que o cometido para a coordenada atribuída à «estrela do pé». Verifica-se, de resto, que o autor considerava ainda legítimo utilizar, na prática, qualquer das duas restantes estrelas que fecham o quadrilátero do Cruzeiro, pois dá delas as distâncias polares ⁽⁵⁹⁾, e adverte o piloto comum, a quem a explicação se dirigia: «se quizeres tomar as outras, também as podes tomar». Mas o facto delas se não encontrarem exactamente no meridiano quando as guardas tomassem a posição fixada no regimento, afectaria mais fortemente as latitudes que porventura se calculassem a partir das suas alturas; e do próprio contexto se depreende que o seu autor, decerto por essa razão, considerava mais aconselháveis as determinações em que se usasse uma das guardas.

Num outro passo do regimento são-nos explicadas, embora de maneira não muito clara, as suas vantagens de ordem prática. Depois

⁽⁵⁹⁾ Aponta 34° para a situada no «braço de les/te» (δ Crucis) e 33° para a do braço «daloeste» (β Crucis).

de se dizer que, para aplicar o processo, o piloto não encontraria outras dificuldades além das que correntemente se lhe deparavam ao usar o regimento do Sol, aorescenta-se: «E este Cruzeiro é necessário aos navegantes que às vezes se enleiam ao [quer dizer: no] cambar das sombras, e [o] não fariam se tivessem conhecimento do Sul, por que ele lhes diria onde são; e, assim, às vezes, temo® o Sol perpendicular, e não podemos aproveitar a altura do Sol [...]».

Esta observação esclarece-se à luz de uma das redacções do regimento da declinação do Sol, que se encontra no guia náutico do princípio do século XVI ⁽⁶⁰⁾ : para a determinação de uma latitude através das regras que constituem esse regimento, o observador tinha de conhecer o hemisfério em que se encontrava, e de saber distinguir o sentido Norte ou Sul da orientação das sombras no momento em que Observava; uma troca desse sentido, ou seja, um «cambar de sombras» sem que o piloto dele desse conta, levá-lo-ia a recorrer a uma regra não aplicável ao caso verificado na observação, o que, como é evidente, conduziria a um valor falso para a latitude calculada a partir da altura medida. Esta dificuldade era corrente quando o Sol culminava no zénite ou muito próximo do zénite do lugar em que fora feita a operação, pois era então muito difícil, em consequência do balanço da nau, distinguir se as sombras produzidas se orientavam para o Norte ou para o Sul.

Nessas condições, seria mais seguro recorrer ao regimento do Cruzeiro do Sul, e é isso exactamente o que no passo transcrito se aconselha. Por palavras análogas D. João de Castro recomendava, para esses casos, o mesmo procedimento, num comentário que subpôs ao texto do *Roteiro de Lisboa a Goa*. Referindo dois exemplos de operações em que, encontrando-se o Sol em alturas vizinhas de 90°, se tinham delas deduzido latitudes que depois verificara estarem erradas, D. João de Castro observa nessa nota:

«[...] e sempre acontecerão estas dúvidas quando quer que nos achemos debaixo do Sol, ou quase, por q por razão de o termos perpendicular nos faz muitas mostras e aparências, que causam engano aos q em tal tempo quere saber a elevação do polo per seo meo, pelo q em taes tempos senão deue usar do estrola'beo, mas aproveitar-nos da balestilha, e estrela do norte;

⁽⁶⁰⁾ *Regimento de Munique*, ed. facsimilada de Joaquim Bensaúde, II.^a ed., Munique, 1914, págs. 4 e ss..

e se caso for que venhamos estar debaixo do Sol de banda do sul da linha então podemos obrar com a balestilha pelo cruzeiro; e até nos apartarmos do Sol 6 graos conhecidamente, não deixaremos o estormento da balestilha, [...]» ⁽⁶¹⁾.

6

No regimento da Estrela do 'Norte há duas regras, referentes às culminações da polar, irteiramente análogas às indicações dadas por Pero Anes e João de Lisboa a respeito da passagem superior meridiana da a Cruais. Mas, além dessas regras, o regimento do Norte incluía ainda instruções para os pilotos aproveitarem alturas extrameridianas da mesma estrela; davam-se nelas os termos de correcção a introduzir nessas coordenadas, medidas quando a polar atingia determinados pontos do seu círculo diurno, para poderem ser aproveitadas no cálculo de latitudes. Qualquer dessas posições da polar era inferida, de maneira indirecta, da orientação que, no mesmo instante, definiam as duas guardas da constelação Ursa Menor ⁽⁶²⁾.

Quando os pilotos começaram a utilizar a α Crucis para medir latitudes austrais, decerto não deixaria de lhes acudir a ideia de estabelecerem para ela regras análogas àquelas que, no correspondente regimento, tinham em vista as seis posições extrameridianas da polar. De resto, para o caso do Cruzeiro do Sul, era mais expedita uma observação da «estrela do pé» em certos círculos máximos distintos do meridiano, visto que ela definia com a γ Crucis uma linha contendo o polo antárctico da esfera celeste como já observamos.

De um passo truncado comum aos manuscritos de João de Lisboa e de André Pires, parece estar implícita a aceitação deste proceda mento, facto que Fontoura dia Costa foi o primeiro autor a salientar. Na verdade, depois de se exporem as regras

⁽⁶¹⁾ *Roteiro de Lisboa a Goa*, ed. cit., pág. 354, nota '(2).

⁽⁶²⁾ Procurar (fazer pontaria à estrela em um desses pontos sem tomar como referência o rumo das guardas, era na prática procedimento ctondenável; de facto, toma-se muito difícil reconhecer, por uma mirada directa, quando a polar atinge o círculo (horário conveniente).

que ensinavam a aproveitar uma observação meridiana, o texto continua :

«E assim se pode este Cruzeiro tomar em todos os outros lugares, dando-lhes nas linhas 15 graus acima ou abaixo, segundo o o lugar onde estiver; por esta maneira, como dito é, farás com o Cruzeiro como com o norte».

Assim, o autor entendia que o observador podia deduzir a latitude tomando a altura da α Cruéis em qualquer dos rumos numerados de I a VIII na figura 3; nas «linhas», isto é, nos rumos II, IV, VI e VIII, deveria tomar 15° como diferença entre a altura do polo e a medida na observação, valor que deveria entrar como correcção negativa quando a estrela estivesse situada «acima» (rumos II e VIII), e positiva nas outras duas direcções; se a estrela fosse observada nos «braços» (isto é: nos

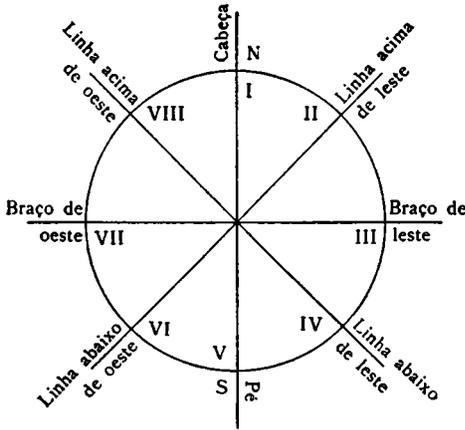


Fig. 3—Rumos referidos no regimento da estrela do Sul (γ^2 Odtantis ?) = I — Cabeça; II — Linha acima de leste; III — Braço de leste; IV — Linha abaixo de leste; V — Pé; etc..

rumos III e VII), é de presumir que a sua altura se considerasse igual à do polo, embora o texto o não diga; para o rumo V, que corresponde à culminação inferior, mas que também não vem referido nos dois períodos há pouco transcritos, teria o piloto de juntar 30° à altura lida no instrumento. Assim, se designarmos por h a altura observada para a α Crucis em dado lugar e em

cada um daqueles rumos, podemos resumir e completar as indicações daquele trecho deste modo:

Crucis observada nos rumos:

I
II e VIII
III e VII
IV e VI
V

Fórmula a aplicar:

$\varphi = h - 30^\circ$ ⁽⁶³⁾
 $\varphi = h - 15^\circ$
 $\varphi = h$
 $\Phi = h + 15^\circ$
 $\Phi = h + 30^\circ$

Mas este conjunto de regras, obtido por semelhança com o regimento do norte, ocasionaria agora erros muito fortes, como vamos mostrar. Na verdade, suposto que, para a determinação de uma latitude, é observada com o ângulo horário t uma estrela de distância polar p , a latitude procurada só pode ser dada pela fórmula

$$\varphi = h - p \cos t + \frac{p^2}{2} \operatorname{tg} h \sin^2 t \quad (1)$$

no caso de ser p suficientemente pequeno para que se torne legítimo considerar insensíveis os termos onde figuram cubos ou potências superiores da distância polar. O regimento do norte equivale a considerar, em vez de (1), a fórmula

$$\varphi = h - p \cos t \quad (2),$$

cometendo-se um erro insignificante, em virtude do pequeno valor de p neste caso, em face da ordem de precisão das observações realizadas com os instrumentos rudimentares a que se recorria na náutica dos séculos xv e xvi.

Mas se a distância polar da *a ursae minoris*, avaliada em $3^\circ 30'$, tornava admissível, pelas razões apontadas, a utilização da fórmula (2), para o caso da *a do Cruzeiro do Sul*, com $\varphi = 30^\circ$, essa relação conduziria a resultados profundamente errados; e nem mesmo a igualdade (1), mais correcta, seria ainda satisfatória, em virtude de se não deverem desprezar, em geral, as terceiras potências de p , da ordem dos 6° .

⁽⁶⁴⁾ Esta regra já fora indicada no texto anterior.

Mas supondo que era legítimo recorrer (2) para se chegar às correções a introduzir nas alturas da estrela, reconhece-se sem dificuldade que alguns dos valores estimados no texto para o termo p e os t estão muito errados; assim, para as linhas «acima» e «abaixo» do rumo leste-oeste definido pelas duas guardas (portanto: rumos II, IV, VI e VIII), o valor absoluto desta correção é da ordem dos 21° , isto é, difere em cerca de 6° daquele que no regimento se registou.

No entanto, temos razões para admitir que os pilotos logo reconheceram não ser legítimo basear a determinação da latitude em alturas extra-meridianas da estrela α Crucis. Em primeiro lugar, não so acontece que o texto do regimento dedica maior atenção ao caso da passagem meridiana (o que pode ser ti do como indicação da preferência que a essa regra se dava), como também se recomenda expressamente aos marinheiros, como sublinhamos, que não tomassem a altura da estrela enquanto as guardas não estivessem «empinadas». Mas além disso no parágrafo final do mesmo capítulo, vem incluído um regimento, desdobrado em várias regras inteiramente semelhantes às da Estrela do Norte, e que seria aplicável, como ma epígrafe se diz, «à estrela do Sul», embora se não diga de que estrela se trata; quer dizer, os navegadores poderiam substituir a observação da α do Cruzeiro fora do meridiano pela desta estrela, e com evidentes vantagens do ponto de vista prático.

Vamos deter-nos um pouco sobre este regimento, que não foi estudado por Fontoura da Costa ou Luciano OPereira da Silva; ele representa, como se verá, um testemunho valioso quanto à preocupação de rigor que já dominava os técnicos da marinharia portuguesa.

Compõe-se o texto de oito regras, e não é difícil reconhecer que elas se não referem às estrelas do Cruzeiro. No título diz-se que a «estrela do Sul», de que elas tratam, «faz dez graus de rota, a redor do polo», o que depois se confirma pelo primeiro e quinto itens do texto, em que são apontados S^p para a distância angular meridiana da estrela ao polo $'$ (distância polar da estrela); era, nenhuma das estrelas do Cruzeiro estava nessas condições, pois todas elas tinham em 1500, como já se escreveu, distâncias polares superiores a 29° .

Por outro lado no texto das regras fala-se sempre de três

estrelas, que ocupariam as várias linhas de rumo desenhadas da figura 3 simultaneamente: no primeiro item escreveu-se: «quando as três estrelas estão no p>é»; no segundo «quando as três estrelas forem na linha acima do pié»; etc.. Esta indicação, tão repetidas vezes escrita, sugere que os três astros se encontrariam muito próximos, ou em linha com o polo, sendo mais provável, no entanto, o primeiro caso; de qualquer modo, nunca em rigor se poderia afirmar que um desses -casos se verificaria com três estrelas das que compõem o Cruzeiro.

Se, guiados por estas indicações, procuramos no céu austral três estrelas vizinhas, e em tais condições, que uma delas tivesse aproximadamente, em 1500, a distância polar de 5°, vamos encontrá-las na constelação Octans; são as hoje catalogadas sob as designações γ_1 , γ_2 e γ_3 Octantis ⁽⁶⁴⁾, acontecendo até estarem então duas delas piraticamente alinhadas com o polo, tendo ambas uma ascensão de quase 360° (γ_1 e γ_3). Esta última circunstância podia ser de grande interesse para as observações, pois significa que os dois astros estavam muito aproximadamente alinhados com as *oc* e *y* do Cruzeiro do Sul; tal pormenor não vem referido no regimento, mas é de supor que os pilotos dele se aproveitassem, a fim de precisar as posições da «estrela do 'Sul» nos rumos designados em cada uma das oito regras de que ele se compõe.

Dispomos, no entanto, de um elemento mais seguro para comprovar a identificação proposta. Das três estrelas daquela constelação é precisamente a γ_2 que, no movimento diurno aparente, chegava em primeiro lugar aos rumos de observação; cabia-lhe justiça, por consequência, o nome de «estrela dianteira», pelo qual parece referir-se-lhe André de Pires na segunda regra do regimento; e acontece que, das três, é ela exactamente a que tinha em 15-00 uma distância polar mais próxima dos 5° ali considerados (na figura 2 vai desenhado o círculo menor correspondente a esta distância polar).

Finalmente: a fórmula (2) podia ser usada no caso da γ_2

⁽⁶⁴⁾, (As três estrelas estão hoje classificadas na casa da quinta grandeza, mas não cremos que tal seja motivo bastante para pormos em dúvida a sua possível utilização. A estrela γ_2 é assinalada em todos os textos e figuras que à constelação se referem, e o próprio João de Lisboa referia já o seu diminuto brilho.

Octantis com erros já admissíveis, e muito inferiores aos que resultariam da sua aplicação ao caso da a Crucis. Com 5° de distância polar, os lapsos cometidos ao ser desprezado o quadrado de p na relação (1), eram inferiores a 20' para valores moderados de h (isto é: para $h < 45^\circ$, limite nunca atingido nas condições habituais em que os pilotos observavam). Por outro lado, a estimativa da correcção p eos t para rumos distintos dos cardeais (regras 2.^a, 4.^a, 6.^a e 8.^a), apenas ficaria então errada em cerca de 1°.

Comparando os textos de João de Lisboa e de André Pires, podem-se restituir as regras deste regimento, como já escrevemos, à redacção que deve ser a original; mas há uma excepção a citar: a validade da sexta regra é apontada para o caso das estrelas se encontrarem no rumo nordeste-sudeste, ou seja, para usarmos a maneira de dizer que parece ter sido então a mais corrente, quando as três estrelas estivessem na «linha acima daloeste». Quanto ao resto, os dois manuscritos apenas divergem essencialmente em dois pontos: na terceira regra, onde João de Lisboa se refere erradamente ao «braço de les sueste», o que André Pires corrige para «braço de leste»; e na penúltima, onde está certa a indicação do *Livro de Marinharia*, pois a regra é válida para o «braço daloeste», como aí se escreveu, e não no «de leste», como se lê em André Pires.

7

De tudo que ficou dito nas páginas precedentes, podemos resumir agora as conclusões de maior interesse:

1. °). O estudo do céu hemisfério austral, iniciado logo que os navios dos descobrimentos entraram a devassar o Atlântico Sul, foi feito com minúcia por mestre João, quando em 1500 acompanhou Alvares Cabral na sua viagem à Índia. A esse astrólogo e físico do rei D. Manuel se deve o primeiro desenho correcto que do Cruzeiro do Sul se conhece. Mas mestre João procurou também encontrar, mais próxima do polo antártico, uma estrela (a «estrela do Sub») que pudesse ser usada para determinações náuticas da latitude.

2. °). Os pilotos aprenderam a determinar latitudes austrais por observações meridianas da a Crucis (cu, 'eventualmente, de qualquer das outras estrelas do Cruzeiro do 'Sul), da Canopus e,

possivelmente, também da a Eridani. Das duas primeiras conhecem-se os respectivos regimentos, e sobre a última pode supor-se que existiria um texto análogo, em virtude da referência que lhe faz João de Lisboa. É fora de dúvida, no entanto, que os navegadores preferiam trabalhar com a estrela do Cruzeiro que está mais próxima do polo, pondo em prática regras que devem ter sido estabelecidas por Pero Anes.

3. °). (No *Livro tile Marinharia* de João de Lisboa e no *Regimento da Navegação* de André Pires, encontra-se um regimento que nos mostra terem os pilotos insistido em encontrar uma «estrela do Sul». Mas enquanto que para mestre João se pode supor que essa estrela fosse a α Octantis ou a β da Hydrus, é de admitir que naquele texto, sem dúvida mais recente, embora de autor desconhecido (Pero Anes ? João de Lisboa ?), se considerasse nessas condições a γ Octantis.

4. °). O regimento referido adapta-se satisfatoriamente a esta última estrela, compondo-se de enunciados em tudo análogos aos usados, a norte do equador, para as observações da estrela polar. No entanto, da falta de indicações sobre estas regras em obras da época, é legítimo supormos que elas só excepcionalmente seriam aplicadas.

Luís MENDONÇA DE ALBUQUERQUE

A Capitania da Baía

(Continuação)

PARTE III

Comércio e Transporte

/CAPÍTULO I

A Companhia Geral do Comércio do Brasil e a política económica da metrópole em relação à colónia. O abastecimento de víveres à Baía.

Não pode compreender-se a colonização brasileira, no sentido mais lato do conceito, durante toda a Segunda metade do século XVII, sem esta Companhia. Com efeito, ela esteve, de 1649 a 17120, da sua instituição à sua extinção, estreitamente ligada à vida económica e política da colónia.

O século XVI viu surgir companhias de comércio e colonização, se por «colonização» entendermos a pura e simples exploração colonial que não recorra propriamente à utilização de colonos: a Companhia das índias Orientais, instituída na Inglaterra nos fins deste século (1699), e que possuía o monopólio do comércio indiano por 15 anos, poderes sobre as terras de que se assenhoreasse e muitos mais favores que a toda poderosa Rainha Isabel lhe concedeu; a Companhia do Canadá e da Acádia, que os franceses fundaram na mesma época (1599), com o fim, sobretudo, da colonização do Canadá.

Foi no século XVII que este modo de exploração das possessões transmarinhas se desenvolveu. Basta que nomeemos as companhias que maior projecção tiveram na nossa vida económica e política: a das índias Orientais, criada pelos neerlandeses em 1602, justamente quando lutavam contra as duas coroas ibéricas reunidas. Escusado é dizer que a luta era, além de política, comercial. E a Companhia das índias Ocidentais, fundada em 1621, também pelos holandeses e que visava os mesmos fins da precedente. Foi, como se sabe, esta última que levou a efeito a conquista de Pernambuco em 1630, servindo de pretexto a guerra com a Espanha, extensiva a Portugal pela sua situação política.

Ora, o ataque contínuo das armadas batavas e outras aos navios comerciais portugueses levou os nossos economistas à criação da Companhia do Comércio do Brasil. O P.^e Antonio Vieira influiu não pouco para a sua fundação. O comércio brasílico ia de .progresso em progresso. Não era decerto a metrópole—ou o Governo—, a braços com a luta desigual e longa com a Espanha, que poderia defender eficientemente esse comércio. Além disso, era notório o êxito financeiro das companhias estrangeiras. Estes factos presidiram à fundação, em 1649, da Junta do Comércio — nome por que aparece designada nos documentos e publicações da 'época a Companhia — pela qual, afinal, Portugal se integrou na política colonial do tempo, pelo que toca ao económico ou a alguns dos seus aspectos. Pelo alvará de 10 de Março de 1649, D. João IV aprovou os estatutos do novo organismo (¹).

Oaí para diante, a Companhia, na medida que lhe foi possível, passou a defender o comércio brasileiro e a coordenar os esforços individuais.

Não foi somente no interesse do comércio da colónia com o Reino que se fundou a Junta do Comércio. Numa época em que o resisuirgimentlo económico -de 'Pctftugail preocupava os governantes, sem dúvida que o comércio devia ser o fim essencial a que visava o novo lorgianisimio. De tresito, ia sua dieisigniação bem o justifica. Nio entanto, hiavia cuitro, ide não somenos importancia, ie, nio fundo, relacionado aom laqueie: combate aio domínio holandês no Niordesite 'brasílico, aiinda qule veladaimielmte. Com efeito, sabe-se qule a Junlta influiu grandemente na derrocada daquele domínio.

A Companhia devia durar 20 anos, porém prorrogáveis se o desejassem os accionistas. Entre estes havia cristãos novos, isto é, judeus portugueses refugiados na Holanda, mas que, todavia, mantinham interesses e relações com o nosso país. Foi a presença desses cristãos novos no seio da instituição, presença essa que se devia sem dúvida ià influência do P.^e António Vieira — o homem admirável que teve a coragem moral de tomar a sua defesa, — foi »a presença dos cristãos novos, dizíamos, que deu à Companhia do Comércio uma vida atribulada, pelo ódio que sobre si atraiu da Inquisição, até là sua extinção total em 17120.

(¹) Cf. Andrade e Silva, op. cit., vdl. de 11648-116516, pág. 41.

A certos encargos se obrigava a Companhia: «...farão, nos primeiros dous annos, itrinta e seis Naos de guerra, de vinte até trinta peças de artilharia, e dahi para cima, guarnecidas de gente de mar, e guerra, com tudo o mais necessario...» (2). Estes vasos de guerra destinavam-se ao comboio dos navios mercantes que se dirigissem para o Brasil e de lá regressassem. E sempre que eles se achassem na colónia, deviam concorrer para as obras de restauração dos portos que 10 neerlandês flossie abandonando — o que, realmente, a Junta do Comércio cumpriu com tudo o rigor.

Compensação: os vinhos, farinhas, azeite e bacalhau portugueses constituíam monopólio da Junta. Ninguém mais podia, portanto, exportar estes artigos para o Brasil. Mais tarde, e quanto à importação, foi-lhe concedido o estanco do pau brasil.

Não pode afirmar-se, é evidente, que a instituição da Companhia do Comércio agradou aos -colonos brasileiros. Ao contrário. Os privilégios que lhe foram outorgados mereceram da sua parte vivos protestos. A política de monopólios nunca agradou a ninguém. E os colonos de Santa Cruz vinham sendo alvo dessa política há tempos: os espanhóis jamais entenderam as relações económicas da metrópole com as colónias senão como sujeição destas àquela. Às possessões portuguesas tornaram extensivas as suas restrições económicas. E Portugal restaurado, por inércia ou hábito, ou, ainda, por necessidade, prosseguiu na mesma linha de pensamento e acção, que veio a atingir o zénite com o Marquês de Pombal, no século XVIII. Com a Companhia, isienhora do estanco dos vinhos, recrudesceram as medidas proibitivas da aguardente local, facto que prejudicou não só os colonos, mas também a própria Fazenda Real: «Antes da criação e instituição da Companhia Geral do Comercio tinha a Fazenda Real... seis mil cruzados de Renda no Contracto do Vinho de Mel e aguardente que na terra se lavra, e vendo os homens de negocio, que em razão desta bibida, tinham menos gasto os vinhos, que vinho de mar em fora requererão ao Governador General que entam hera deste Estado António Teles da Silva e a esta Camara mandasse extinguir e prohibir o dito vinho de mel...» — reza uma -carta do Senado da Baía a El-Rei ID. João IV, de 10 de Junho de 11651, acerca dos «procedimentos e excessos - des Ministros da Companhia Geral e dos

(2) (Andrade e Silva, *op. cit.*, pág. 32.

Feitores deste Estado» (3). Dum modo que podemos dizer geral, os colonos acharam-se lesados na sua liberdade comercial e industrial. O sistema de frotas, isto é, da navegação conjunta para o Brasil, tanto na ida como na volta, estatuido em definitivo em 1660, st teve em vista proteger os navios mercantes contra os assaltos dos corsários, também não deixou de obedecer a um ideal de fiscalização mais rigorosa do comércio, a fim de se evitar o contrabando. Isto, é evidente, lesava tanto os colonos como os negociantes metropolitanos, bem que aqueles fossem os mais atingidos e prejudicados. Privados do tráfego livre com o estrangeiro —os navios estrangeiros só de arribada forçada podiam permanecer nos portos do Brasil e penas rigorosas recaíam sobre aqueles dos colonos que lhes facilitassem comércio, a partir de 1601, — os colonos tinham que, forçosamente, negociar com comerciantes portugueses, e com os poucos estrangeiros que obtinham do Governo de Lisboa a mercê de incorporarem os seus navios nas frotas da Junta do Comércio... Por tudo isso, foi com júbilo indescritível que se soube no Brasil da paz enfim firmada entre Portugal e a Espanha, reconhecendo esta a independência daquele, porque a cessação das hostilidades vinha, supunha-se, abrir o comércio do Rio da Prata, tão ansiado tanto pelos colonos portugueses de 'Santa Cruz, como pelos espanhóis de Buenos Aires.

Em vão protestaram os portugueses do Brasil contra os privilégios da Companhia. No entanto, em um ponto foram ouvidos:

Sabemos como, antes da criação da Junta do Comércio, o fornecimento de víveres, tais como o azeite e o bacalhau, era deficientíssimo. Nunca houve géneros destes que bastassem ao consumo local. Com o vinho e farinhas sucedia o mesmo. A situação piorou com a Junta, detentora do seu estanco. O Capitão Bernardo de Aguirre, que servira na Capitania da Baía e se encontrava na metrópole em 116511, prestou ao Conselho Ultramarino a declaração seguinte, de que existe cópia no A. H. U., acerca do preço dos ditos géneros alimentícios na cidade da Baía:

«A minha partida da Bahia de Todos os Santos foi em 2'5 de Janro. deste corrente anno, em o qual tempo não hauia naquella Praça nenhum dos generos de vinho, azeite, farinha, e ;bacalhao, porque forão tão poucos os que leouu a frota da Compa. Geral, e

(3) *Docs. Hist. I do Arq. Municipal*, vol. I, 1638-111073, pág. 40-46.

tão ruins qualidades q com serem estes tanto não chegarão a sette mezes, por cuja cauza, os tauerneiros forão leuandando o preço dos vinhos, e azeites, pelo preço que querião, como o vinho, em Outub.¹⁰ do anno passado se comessou a vender em tauerinas geraes a quatro, e a seis patacas de 320, até iDezb.¹⁰; e o azeite ocultam.^{ie} se vendia a seis patacas de 320, e quando quis partir, se me vendeo para minha matalotaje, o Comissário dos vinhos da dita Compa., e o outro dos azeites; o dos vinhos, por mea cañada de lã, q são tres quartilhos daqui, me leou tres patacas selladas; e o dos azeites, por -mea cañada de azeite, que vem a ser tres quartilhos daqui me leou quatro patacas de trez.^{tos} e vinte, e isto por grandes intervenções; e assy que está aquella iPraça no mais mizerauel estado que ser possa, por falta destes quatro generes; o bacalhao se vendeo aos tauerneiros logo quando chegou a frota a Bahía, a razão de çinco patacas de 320 por arroba, e m.¹⁰ má faz.^a, que não durou dous mezes, e a farinha por este mesmo preço, e tão ruim q era mais para gerar peste q p.^a se comer; e o bacal'lhao o vendião os q compravão là Compa. por tres vinteis o arratel, q vem a ser a razão de seis patacas de 320 por arroba, e m.¹⁰ má faz.^a, e se à minha partida o comerá se venderá por todo o preço que elles quizerão, as farinhas as vendia a Compa. aos padeiros, por cinco patacas a arroba, 'de 320, e de tão ruim genero, que paremia huía pouca de cal amassala...» (4).

Por aqui se vê o quanto era aflitiva a situação da vida da Bala, dois anos volvidos sobre a fundação da Junta do Comercio. Urna carta, datada de 8 de Maio de 1650, que os officiáis da Câmara da Baía endereçaram a D. João IV, apenas um ano após a criação da Junta, era já de queixas contra o organismo, pela forma e preço por que eram vendidos os quatro géneros alimentícics em causa (5). Nos demais centros seria a mesma, naturalmente. Do Rio Grande do Norte a iS. Vicente, a zona em que operava aquela instituição, a imiai's rica día icolonia, os moradores, em unisisiono, prcitesitaram contra a carestia e ainda carencia dos artigos referidos. É de presumir e até de aceitar que a Companhia collocasse no país produtos de má qualidade, adquiridos a preços baixos na origem, com o fito em lucros pingues. Tais processos são de todos os tempos, de forma

(4) IA. H. U., *Bala*, caixa 6,

(5) *Docs. Hist. do Arq. Mun.*, ivol I, pág. 213' is segs.

alguma privativos daquele. Que os colonos tinham razão, o facto de em 165*8 ter sido retirado o estanco dos ditos artigos à Companhia, sob pródiga indemnização, comprova-o.

A Junta do Comércio, em verdade, revelou-se, desde os primeiros tempos, ávliida de lucros. Em 1663¹, pretendeu que os Governadores Gerais, assim como os das capitánias, se não intromettessem no corte e no preço do pau brasil, de que a Junta, como é sabido, tinha o monopólio, com o pretexto de que tal causava prejuízo à mesma (6). Sem embargo, pela resposta dada a (D. Afonso VI pelo Governador Geral Conde de Óbidos, vemos que o que a Junta desejava era impedir que a gente poderosa tivesse interesses no trato do produto, ainda então dos mais valiosos da economia nacional e internacional, para assim adquiri-lo a preço ínfimo: «Que o inconveniente, que se offereçesse a elle Conde VRey representar a VJMag.^{de}, escrever a Carta referida: porque a Comp.^a Geral não manda fazer páo brasil; e seus Administradores o comprão a quem o corta, e lho vende em todas as Capitánias daquelle Estado. E se os Governadores, ou Capitães mores o fazem, para lho vender, e para isso metem os cabedais, de que resulta hauello para se lhe vender, pois se tira muytas Legoas pia terra dentro; e prouauelm.^{te} faltará se elles o não fizere, e lho vendem pio preço ordinariamente cõmum, antes he benefício, que a Comp.^a recebe, que motiuo de queixa se pode ter dos Governadores, e Capitães mores...» — lê-se na consulta do Conselho Ultramarino, de 22 de Novembro de 1*664, com fundamento na missiva do Conde de Óbidos, datada de 22 de Julho do mesmo ano(7). Em face disto, D. Afonso VI limitou-se a ordenar a observância rigorosa dos «regimentos». Não impediu 'aquellas autoridades ultramarinas o continuarem a commerciar com o precioso pau de tinturaria, o que é bem prova ida asserção que acima formulamos (8).

A Companhia lutava com tremendas dificuldades de ordem vária. Via-se jem apuros para cumprir os compromissos que assumira. Após a Restauração, o Governo tivera muita dificuldade em conseguir gente de mar, tripulantes para as embarcações que conduziam contingentes armados para o 'Brasil, contingentes «esses que

(6) A. H. U., *Bala*, caixa 9.

i(7) A. H. U., *Bala*, caixa 10.

;(8) Idem, *idem*, idem.

chegaram a contar 400 homens. A Companhia, sem dúvida, neste particular, teve que enfrentar as mesmas, quiçá maiores dificuldades. É bom notar que cada embarcação necessitava para cima de quarenta marinheiros e oficiais. Era tamanha a sua falta, que, em 1652, o mercador Stalport, proprietário da Nau 'São Francisco, que conduzira ao Fio de Janeiro o Governador D. Luís de Almeida, querendo reenviá-la ao Brasil com outro navio que aprestava, na frota da Junta, em princípios de 1653, pediu ao monarca, por intermédio do Conselho Ultramarino, licença para «mandar nas dittas duas embarcações a quarta parte da gente do mar Estrangeira, de nações (amigas, e confederadas, procedendo a fiança necessaria a tornarem a vir nellas para este Reino». Lançava-se, desta vez, mão a marinheiros hamburgueses e franceses em especial, pela absoluta impossibilidade de se recrutar portugueses. A licença, claro, foi concedida ao Stalport (J). 'Sabemos de outros casos ocorridos antes, aos quais nos referiremos em capítulo próximo.

Isto, decerto, não foi estranho ao facto de a Junta não haver equipado nos dois primeiros anos, como se comprometera, 36 vasos de guerra, e ter somente enviado urna em lugar de duas frotas anuais à colónia, o que ocasionou prejuízos enormes aos colonos. Os portos de menor movimento e os mais distantes, esses, quase não foram visitados pelos navios da Companhia. A carência dos produtos da Europa fez-se sentir imediatamente. Em Pernambuco, boa parte dos géneros mercantis locais abarrotavam os armazéns, à espera de transporte para Lisboa. A situação foi descrita pelo Conselho Ultramarino nos termos do teor seguinte: «Pernambuco — diz uma consulta daquele organismo, de 31 de Março de 1651, — ha mais de dous annos que tem detida a mayor parte dos productos que a terra dá, de cujo comercio os naturais vivem, e dos deste Reino, não teve mais provimento, que os que acazo lhe entrarão quando por ally passou a armada da Bahia, porque outro socorro se perdeu lá vista. Para a Bahia sahio a frota da Junta ha anno e meo, e quando os Deputados delia fação muito mais do que podem, não tornarão a ter lá outra, mènes que por todo Outubro. Isto mesmo e com mayor dilação por ser mais longe, succede ao Rio de Janeiro. E as faltas e apertos que daqui se seguem, sentirão mais outras Praças daquele Estado, por não serem tão principaes nem

(⁹) A. H. U., *Baía*, caixa 6.

tão frequentadas, e viverem os moradores delias, do q libes vay das tres nomeadas por segundas maos das couzas deste Reino.

'Prometeo a Companhia por contrato, por servir VM.^{te}, e por entender que o poderia fazer, mandar duas frotas cada atino, ñas duas monções, mas conforme ao referido, quanto a que se agora apresta, chegue aquelle Estado, vir a mandar duas em dous annos, damno, e perda irreparauel ao commercio, as Alfandegas, a este R'én/o, e aquelle Estado, o que pedie toda a atençaõ a seu remedio».

A causa principal deste estado de coisas era a falta de gente de mar, além da dificuldade que se observava na consecução de artilharia para os navios: «Iguamente padece a navegação — continua aquella consulta — porque os armadores des navios se vão tirando déliés, e os professores de 'Nautica, buscão outros modos de viver, e he muito pouca a gente que hoje segue esta profissão, o que não deuera ser, pois >a temos usado e ennobreçido de duzentos annos a esta parte, tanto em serviço da Igreja Catholica, credito de nome Portuguez, utilidade do Reino, e da Real Faz.^{tu} dos (senhores?) Reis 'delle, ie oom admiração e enveja de íboda Europa» (10).

Por aqui se vê que havia em Portugal uma crise de marinheiros, cuja acuidade, todavia, devia ter sido exagerada pelos contemporâneos.

No primeiro triênio da sua instituição, a Junta do Comércio apenas armou 19 navios, que partiram para a colônia americana em Outubro de 1649. Só duas frotas lá mandou nos três anos seguintes, chegando a contar apenas com 12 unidades, a esse tempo. Em 1655/6, porém, conseguiu aprontar uma luzida armada de 36 navios, que comboiaram 139 ^embaircações mercantes na itornaviagem, assim distribuídas: 50 da frota da Baía, 33' da de Pernambuco, 24 da do Rio, e mais 32 que, não tendo querido esperar pelo comboio, no intuito de chegarem primeiro aos portos metropolitanos e venderem os produtos de que eram portadores por melhor preço, foram na maior parte presa de corsários. O relatório desta viagem acha-se publicado no final do volume *Nova Lusitânia*, de Francisco de Brito Freire, que foi capitão-general da armada. Este foi, sem dúvida, o período áureo da Junta.

A Companhia do Comércio era obrigada a fornecer aos Governadores do Brasil os navios de que estes precisassem para remeter

•00) IA. H. U., *Baía*, caixa 6.

ao Reino correspondência ou comunicados de urgência. A tal, porém, faltou algumas vezes, jem razão, justamente, da carência de veículos marítimos: «Ao Cons^o OPareçe, que VMg.^{de} deue ser seruido mandar ordenar a Junta do comércio que ordene a seus administradores que na forma do cap.¹⁰ 19, dem as embarcações neces.^{as} para os auizos que os governadores ouuerem de mandar a este Reyno, tocantes ao 'Seruiço de VM.⁽¹¹⁾, porq do contrario se poderão seguir grandes prejuizcs ao mesmo seruiço de VM.⁽¹²⁾, e ao bem daquelle estado [Bras/7]» — reza uma consulta do Conselho Ultramarino, de 23 de Abril de 1668, sobre o assunto que se versa ⁽¹³⁾.

O movimento maior era com a Baía, porque a mais próspera das capitánias. Por isso, também, o terem partido dali os maiores clamores contra a deficiência das frotas da Companhia, que, ainda por cima, chegara ao ponto de cobrar direitos do açúcar a que não dava comboio. Duma carta dos officiais da Câmara da Baía, de 1 de Junho de 1661, a BI-'Rei, «sobre a Compa. geral enuiar todos os anos os nauios de combqy p.^a conduzirem cs que se forem auzentando nos portos daquelle estado [Brasil], e q em sua falta se possa formar na Bahia hua freta dos nauios q nella se acharem porq do contr.^o se perde o commercio e se deminuë as rendas Rea es», extraímos o seguinte:

«¶Duas defeculdades se podem oferecer a este fim, primeira o perigo de hir hua frota de nauios desarmados, a segunda não ser justo que a Companhia geral leue direitos de assuq.^{ros} a que não da comboy, esta se desfaz, Com VMag.^{de} ocupar os seus iGa]leões em seu Real seruiço: aquella com a esperiência dos sucessos das frotas armadas e dezarmadas que deste estado tem hido, a esse Reino, porque he bem notorio que antes da •Compa. geral alcançarão as frotas do Rio de Janeiro nome de felisissimas, não contando demais que de nauios mercantes e também he bem notorio que muitas das que depois foram com as armadas da junta padeceram o estrago que ainda oye sente o negocio, de modo que mais segura oz nauios dos asucares indo unidos a inserteza dos tempos em que dhegam a costa do do que as forças da armada que os goarda, se os espera Algua enemiga, e se isto assim he e não tendo infaliuel a segurança

(¹¹) IA. H. U., *Baía*, caixa lil.

no poder; partindo deste porto sem os inimigos da coroa de V!Maig.^{de} o saberem e indo em frota não podem temer os piratas que accidental^m.¹⁶ encontram e chegando a tempo que se não espera em Portugal podem hir sem Receyo de os não esperar na costa armada Algua enemiga» (12).

A experiencia mostrava que o facto de a Companhia comboiar os navios mercantes não era indicio seguro de viagem feliz. E, por vezes, tal servia apenas de chamariz de flibusteiros. De resto, o bom sucesso da travessia dependia não tanto do poder da armada como da ausencia de inimigos, como .diziam os baianos. E isto, como é óbvio, só se conseguia com manter-se o maior sigilo possível na partida das embarcações rumo ao continente, 'facto que nem sempre sucedia com as frotas da Junta. No entretanto, os moradores da cidade do Salvador de 'bcm grado se entregariam à incerteza do êxito da travessia, contanto que a Junta do Comércio lhes garantisse as duas frotas anuais. A Câmara da capital não se cansava de envidar todos os esforços nesse sentido. Em 16 de Novembro de 1669, por exemplo, expôs -a EI-'Rei a situação aflitiva dos negociantes da praça e povo em geral, porquanto o ano agrícola foi o melhor que se verificava de há muito a esta parte, e não tinham possibilidades de exportar os produtos que atulhavam os armazéns, por virtude da eterna carência de embarcações; solicitou ao monarca a mercê de interceder junto da Companhia no sentido do envio para a Baía do maior número de navios que fosse possível e a proibição de irem alguns fora da armada, perqué exigiam; fretes exorbitantes. O Conselho Ultramarino, no parecer de 13 de Fevereiro de 1670, limitou-se a fazer-se eco da exposição e pedido, lembrando a conveniência que havia, para conservação dos «povos» do Brasil, do comércio do Reino e da navegação, no proibir-se a nacionais e estrangeiros mandassem navios para a colónia fora das armadas da Junta (13).

Além disso, outros aspectos da actividade desta instituição mereceram da parte dos moradores da Capitania da Baía protestos veementes: o «'estanco», por exemplo, que fazia «nas .praças de Caixas de Assucar...tomando as a Companhia não somente nos

(12) IA. H. 'U., *Baía*, caixa 18.

(13) A. H. IU., *Baía*, caixa 12.

Navios que vem por sua ordem senão nos outros Mercantes» que carregavam na Baía e noutros portos coloniais, facto este que obrigava os colonos a vender à Junta o seu açúcar pelo menor preço ⁽¹⁴⁾.

E nisto decorreram os anos.

Que a Junta do Comércio lhaja correspondido aos fins que se almejam, pelo menos em parte, não há dúvida. Prestou serviços inestimáveis à Restauração portuguesa, tanto no ponto de visita económica como no político. O P.^e Anitónio Vieira, que não deixava de ser um político e um economista de génio, pôde referir-se-lhe no teor seguinte, ao Conde da Ericeira, nos fins do século XVII, quando S'ê encontrava no ocaso da vida: «Quanta fosse a utilidade e eficácia... bem o mostrou a Companhia Ocidental, a qual foi trazendo sempre do Brasil o que bastou para sustentar a guerra de Castela, conservar o Reino, restaurar Pernambuco, e ainda hoje acudir com prontos e grandes cabedais às ocorrências de maior importanda» ⁽¹⁵⁾. Esta a -melhor crítica que se lhe pode fazer.

Com efeito, as grandes companhias de comércio e colonização, que em muitas e diversas partes do globo actuaram em Seiscentos e Setecentos, têm sido alvo de críticas nem sempre lúcidas ou justificáveis. Num tempo em que a insegurança nos mares era uma dura realidade; em que os capitais eram insuficientes e os Estados lutavam com dificuldades financeiras enormes motivadas pela falta de recursos; em que grandes problemas políticos preocupavam os Governos — «esses empreendimentos, reunindo capitais particulares, proporcionavam os elementos necessários à garantia do comércio e da ocupação de regiões longínquas», como opina, com propriedade, o notável economista brasileiro Roberto Simonsen ⁽¹⁶⁾. Representaram uma solução do problema colonial iem dado momento histórico, o que não quer significar, de modo algum, que foram a única solução possível.

E nisso se funda, em verdade, toda a utilidade da Junta do Comércio. Se de 1623 a 1636 as armadas holandesas das Companhias das Índias Ocidentais e Orientais apresaram à volta de 545 vasos nossos e espanhóis ⁽¹⁷⁾, tal se deve em grande parte, ao

⁽¹⁴⁾ *Docs. Hist. Arq. Min.*, vd. 1.^o, pág. 36 e seg..

⁽¹⁵⁾ IApud Joaquim Ferreira, *Sermão e Carta do P.^e António Vieira* pág. 14.

⁽¹⁶⁾ *Op. cit.*, vol. II, pág. 189.

⁽¹⁷⁾ Rebelo da Silva, *História de Portugal*, vol. IV, pág. 622.

menos, à falta, então, de organismo ibérico idêntico que com as mesmas armas combatesse os adversários. Uma vez instituída a Junta do «Comércio, e sem embargo dos reveses de quando em quando, o Portugal restaurado viu a 'garantia e o fomento do comércio da importante «conquista» que era o Brasil, sofrendo menor número de baixas nas embarcações e conseguindo, no dizer de António Vieira, não apenas «sustentar a guerra de Castela, conservar o Reino, restaurar Pernambuco» — o que é muito, — como ainidia os cabedais necessários, indispensáveis «às oorrêndias de maior importância».

A colonização, como dos «próprios factos apontados se depreende, e a despeito das deficiências observadas, lucrou alguma coisa com a criação da Companhia do Comércio. Os esforços individuais, até então dispersos, passaram a ser coordenados e conjugados pelo novo organismo. A defesa do comércio tornou-se efectiva, não obstante a crítica, em contrário, dos contemporâneos. Os portos foram restaurados e mantidos no melhor estado de conservação que foi possível. A construção naval, na cidade do ;Salvador como noutros pontos, não foi dificultada pela existência da Companhia. Pelo contrário. As dificuldades que «ela teve quanto à consecução de unidades navais e seu apetrechamento, bem assim o facto de não ter podido dar vazão, sozinha, aos produtos «coloniais, não deviam, em verdade, haver deixado de influenciar governantes e governados no sentido do desenvolvimento da indústria naval reinol e ultramarina. Meio foi esse, em certa medida, de obviar às deficiências da Companhia do Comércio. Que a realidade que se nos impõe é esta: a época da vigência da Junta é também aquela em que a construção naval «atingiu maior relevância iem ;Santa Cruz. Além disso, é «bom notar que, mercê desta instituição económica — a primeira no género entre nós — novos e importantes capitais entraram na possessão americana, facultando o prosseguimento da acção colonizadora em todos os aspectos. Que a Companhia do Comércio contribuiu, outrossim, para a fixação no Brasil de algumas famílias — as dos seus numerosos funcionários, — o que lhe empresta significado que supera a esfera do económico.

CAPÍTULO II

O Comércio

O Problema do comércio com os estrangeiros. As relações mercantis com o Rio da Prata. As frotas. O comércio com a África portuguesa. A Baía e o Norte do Reino.

A doutrina da balança do comércio, de que, como se sabe, o colbertismo e o sistema de contrato inglês são fórmulas de realização, bem assim a subsequente, inevitável política proteccionista e intervencionista fundamentaram e orientaram o comércio peninsular desde O século XV.

Entre nós, pede afirmar-se que a partir da -conquista de Ceuta assim se entenderam as relações mercantis. À maneira que a expansão progredia através do litoral ocidental africano e ilhas do Atlântico, logo colonizadas, seguramente se afastava o mercador estrangeiro do seu tráfego marítimo. Desde a primeira hora, o Governo chama a si a direcção do trato com as novas zonas, tratando de escalonar pela costa de África as necessárias feitorias — entrepostos comerciais de largo alcance. A isso «conduziu, em grande medida, a consciência da fraqueza da nossa indústria em confronto com a dos povos nórdicos, aos quais fomos obrigados a comprar muitos dos artigos que nos serviam de moeda para a aquisição dos géneros exóticos —armas, tecidos, quinquilharias, artefactos de cobre, etc.. A única forma de garantir aos nacionais o monopólio do comércio dos países descobertos, conquistados ou colonizados era impedir o seu acesso aos negociantes -estrangeiros. Às razões puramente económicas juntaram-se, mais tarde, as de natureza religiosa: o mercador do Norte europeu representava um perigo para a unidade religiosa do mundo português, por isso que era herege. Esse perigo é muitas vezes apontado nos manuscritos seiscentistas, ultrapassada «já a fase de maior rivalidade entre católicos e protestantes.

Fosse como fosse, todavia, a verdade é que, desde cedo, Portugal vedou aos estrangeiros as rotas marítimas que levavam às fontes do comércio ultramarino. Um forte poder naval e uma acção diplomática bem orientada foram as armas e os meios utilizados

para a consecução desse objectivo. Na era dos Descobrimentos e Conquistas, por isso, Lisboa fervilhava de mercadores de todos os quadrantes do Velho Mundo, em busca dos preciosos produtos da África, da Ásia e da América, para ali trazidos nas naus lusitanas, além dos da terra. Assim se garantiram os interesses (fiscais da Coroa portuguesa, bem como ¹⁰ da 'economia nacional.

No século XVII, por maioria de razão, houve que perseverar na política de protecção ao comércio nacional, evitando-se tanto quanto possível o acesso dos estrangeiros aos mercados que dominávamos. Com efeito, holandeses, ingleses e franceses, povos mais industrializados do que nós e senhores dos mares, constituíam um perigo enorme no campo do comércio colonial. As rivalidades entre aquelas potências industriais, mercantis e políticas, a que não era estranha a doutrina mercantilista, então dominante na esfera do económico, foram-nos todavia favoráveis na medida em que desviaram as suas atenções das nossas possessões e fontes de produção, em diversos períodos. Explorando hábilmente tais rivalidades, Portugal pôde, com maior ou menor fortuna, ser quase o único senhor do tráfico marítimo das suas colónias, ao longo da época da Restauração e ao diante.

A esse tempo, o Brasil, porque fonte preciosa dos artigos que verdadeiramente dominavam o comércio transmarino — açúcar, tabaco, pau brasil, — constituía a maior preocupação dos dirigentes do Império. Defender as suas comunicações marítimas com a Europa e a África, bem assim o seu território duma invasão pelo mar — sempre possível — foi o problema central da política ultramarina portuguesa. Prova-no-lo o espírito dos tratados firmados com as nações inimigas da Casa da Áustria, a partir do reinado do Restaurador. E desde então se envidaram esforços no sentido de se manter o Brasil pronto a rechaçar qualquer tentativa de invasão do exterior, ao mesmo tempo que se consolidava a posição de Portugal no Nordeste brasileiro, no continente, em África: «Por carta de vinte e sete de Fevereiro deste anno, se servio V.A. mandar anisarme, que ainda que a respeito de os Principes de Europa terem crecido consideravelmente de poder no mar, e na terra, nam havia cousa que obrigasse a nenhum receyo; estivesse eu com todo o cuidado, e tivesse disposto a deste Estado da maneyra que conuinha, para todo o acontecimento...» — escrevia, em 20 de Agosto de 1672, ao Regente D. Pedro, o Governador Geral do Brasil Afonso Furtado

de 'Castro de Mendonça. Desta feita, o 'Governador pedia o envio para a (Baía de munições e armas — 4.000' mosquetes e arcabuzes X').

(Pdo sistema das frotas, pela determinação das escailas e exclusão da navegação estrangeira para as conquistas, se pretendeu e se pôde conseguir, em grande parte, o monopólio do comércio daquelas. Mas as necessidades da política externa da Restauração forçaram a permitir que negociantes estrangeiros navegassem para o Brasil fora do corpo das armadas, contanto que se munissem da necessária ilioença dia Coroa de Portugal. E, incorporados naqueile, alguns o cons'egiuiratm. Contudo, num caso e noutro, os mercadores nacionais reagiram sempre e com rara energia, no que foram, aliás, secundados por organismos e entidades oficiais. Em 11662, D. Afonso VI determinou que nenhum navio estrangeiro devia navegar de e para o Brasil fera das armadas, a partir de '20 de Maio daquele ano; as 'licenças não passadas devaiam ser recolhidas. A medida foi extensiva aos comerciantes portugueses — além do mais, isto constituía uma forma de calar as reclamações dos estrangeiros (2). Meses depois, todavia, Sua Majestade mandou passar licença a António Rodrigues Moga d oiro, para poder enviar de Lisboa para o Brasil a embarcação denominada *Mercador de Londres*, comandada por João Hill, devendo-se-lhe ali conceder «todo o fauor, e ajuda, para breuemente fazer a viagem a este Reyno...» (3). Em face disto, o Conselho Ultramarino, na sua consulta de 24 de Novembro de 1662, lembrava ao Rei os inconvenientes de irem vasos mercantis às conquistas, em especial estrangeiros, fora das frotas: «Por muytas vezes, e varios tempos, se representarão a VMg.^{de} os danos grandes, que se seguião de hirem Nauios Estrangeiros às Conquis tas, e consequentemente a pouca segurança de sua fazenda, e direitos, que a ella se pagão nas Alfán-

(1) IA- H. U., *Baía*, caixa 112.

(2) Ida ordem ou decreto existe cópia ido teor seguinte: «Copia. Por justas considerações de Meu seruiço, houue por bem de rezoluer, se não concedão daquy em diante 'Licenças, para hirem, nem voltarem Nauios (Estrangeiros, e Portuguezes do Brazil fora do Corpo das Armadas, e se recolhão as de que não estiuerem passados pila Chancelaria os Aluaras delias. O iConcelho Ultramarino, o faça executar daquy em diante nesta conformidade, não me propondo semelhantes requerimentos. ÍEm Lxa. a 20 de Mayo dé |1'062. 'Rey.» (A. H. U., *Baía*, caixa III).

(3) A- H. U., *Baía*, caixa 11.

degas, quando os «Nauios ãauegão sem frota, e no bem comum, e comércio de seus Vassallos, que se vay enfraquecendo muyto, e em se não dar ocasião, ja que os inimigos desta Coroa, cõ as prezas, que itomão de nauios sos, se hirem engraçando «cada ves mais, e os Vassallos de V.Mg.^{de} empobrecendo»—lê-se na 'dita consulta' (4). Por aqui se vê que os interesses fiscais da Coroa e a necessidade de proteger o comércio dos nacionais eram os fortes motivos que se invocavam para impedir ou, pelo menos, limitar a navegação estrangeira para as colónias portuguesas.

Os próprios baianos temiam deveras a concorrência dos mercadores de outras nações, quer fossem de passagem, quer fossem permanentes. Em 11073', Bernardo Vieira Riavasco expôs a D. Pedro, Regente do Reino, por carta, os danos que ia presença de cônsules estrangeiros na Baía acarretaria aos naturais: eles pretendiam, com certeza, eximir-se ao pagamento das «contribuições, fintas, e donativos» que os moradores pagavam. Além disso — e o que era pior, — seriam «grandes as carregações» que os estrangeiros remeteriam «às pessoas, que no Brasil 'assistissem com seus negocios». Demais, difícil seria impedi-lo aos próprios portugueses, que certamente o fariam '«debaixo do mesmo negocio dos Estrangeiros' (5).

Onze anos mais tarde, a Câmara da Baía «escreveu ao Governador Geral, Marquês das (Minas, uma missiva acerca dos estrangeiros residentes no Salvador, acusando-os de «levarem a moeda» que «corria na Baía. O Governador remeteu a D. Pedro II a cópia «da catta do Senado, fazendo-a acompanhar de missiva em que expunha todos os inconvenientes do comércio promovido pelos estrangeiros: os «principais eram o fazerem transportar a -moeda para fora da colónia e o impedirem «o negocio dos mercadores Portugueses» por virtude dos «grandes cabedaes» de que eram possuidores. Esta indicação é verdadeiramente valiosa, em razão «de nos servir para uma melhor compreensão do magno problema dos comerciantes das mais nações europeias, que nos disputavam o comércio do Brasil.

Em virtude dos tratados firmados com os Governos da Inglaterra, França e Holanda, o Marquês das Minas houve por bem «não alterar cousa alguma» do caso dos residentes estrangeiros da capital

(4) Idem, *idem*, *idem*.

(5) (A. H. IJ., *Bata*, Caixa 13.

(6) A. H. U., *Bata*, caixa 15.

de Santa Cruz, limitando-se a expô-lo a Sua (Majestade e indicando os seus graves inconvenientes.

O Procurador da Corca, a quem se deu vista da carta do Governador do Brasil, exarou ali o parecer a seguir transcrito na íntegra, o qual, não tendo nenhum elemento novo, constitui no entanto uma confirmação do que vimos referindo, e, além disso, oferece-nos uma interpretação curiosa da questão dos tratados da Restauração e suas consequências:

«Este negocio lhe de suma importancia e de perigozas consequências, e com pouca recommendação se fas merecedor de hũa grande aduertencia p.^a o seu remedio, porq â primeira ley se descobrem os inconuenientes prez.^{tes} e os danos ifuturos; p.^a conseruação das conquistas he m.^{to} mais precisa a cautela dos estrangeiros, porq com o seu trato e o seu negocio lhes hão de tirar os cabedaes q he o neruo mais firme em q se sustentão, e não sei se passará auante a sua Cobiça, q ainda mal se poderá euitar comprando só os asucares e os tabacos nos portos do Reyno, q.^{to} mais nauegandoos dos 'Ultramarinos, o seu demasiado trato serue de os enriquecer a elles e de nos empobrecer a noz, e a experiencia assim o mostra no saque da moeda q tirão do Reyno, no uicio das drogas q nelle metem, e nos mais danos q continuam.^{te} se experimentão q todos necessitão ha m.^{to} de remedio, se as liberdades q logrão ouuerem de continuar em obseruancia das Cappitulaçoens das pazes, não pode fazemos maior dano a guerra, antes a glória q aquirimos com tantas uictorias, se esquecerá com o descuido dos meyas porq nos deuemos conseruar na paz, as Capitulaçoens das pazes não podem ser tão longas q permitão liberdade tão nociua, e se deuem entender o mais estricto q for possiuel, e consideradas ellas aonde tocão se deue buscar o remedio a tão sensiuel da-no. ILx^a. 17 de Nou.^{ro} de 1684 ^ (rubrica)» i(7).

O 'Conselho Ultramarino, porém, avisadamente, aconselhou Sua Majestade a mandar observar os tratados, e neste sentido se devia ter escrito ao Governador Geral do Brasil (8).

(7) i A. H. U. y Baía, caixa 15.

(8) Idem, *idem*, idem.

De 1671 a 1684 ia situação do ooméraio estrangeiro eim apreço não se alterou. Prova-no-lo um acervo de documentos que até nós chegaram. E datado de 161711 possuimos um documento valiosíssimo, da autoria dum comerciante provavelmente da cidade do Porto, infelizmente desconhecido. Embora sua profissão fosse a de «medir couados», como éle próprio confessa na sua carta — que de missiva ao Regente se trata, —• revela um prof undo e raro conhecimento do problema do comercio brasileiro e português do seu tempo.

Sendo o comércio brasílico o mais importante do Império, necessário se tornava não apenas conservá-lo na posse dos portugueses, comío laiinda desenvolvê-lo para s'eu benefício, impedindo-o aos vassalos de «outros Princepes», aos quais os tratados de paz haviam concedido a faculdade de se aproveitarem desse comércio. Impunha-se achar meio de, sem quebra dos tratados, retirar ou, pelo menos, diminuir o lucro que os estrangeiros obtinham do tráfego marítimo com o Brasil, em manifesto prejuízo da mercancia nacional.

Fundamentalmente, a solução do problema comercial brasileiro, portanto português, estava em conseguirem-se as condições mediante as quais os portugueses reinóis passassem a ter toda a conveniência em «hirem ao Brasil», e, inversamente, a não tivessem os «habitantes do Norte» —• esses temíveis e indesejáveis concorrentes.

•Com efeito, era certo que estes frequentavam os portos da América Portuguesa por um conjunto de circunstancias favoráveis: podiam ir e vir fora da frota, pelo que traziam os fretes pelo preço que lhes convinha; navegavam para ali, no melhor tempo, os productos de Portugal e «as fazendas da sua terra»; regressavam a Portugal, carregados de artigos coloniais, também na melhor altura; desencaminhavam os direitos tanto do que levavam como do que traziam: as embarcações 'estrangeiras tinham «muittas partes aonde simulladamente» transportavam mercadorias. Quer dizer: não era só o negócio lícito que interessava os nossos rivais, porém também o contrabando.

Por outro lado, os estrangeiros, não sendo obrigados a incorporar-se na frota, iam, ao contrário dos portugueses, mais que uma vez ao Brasil no decurso do ano. «Adiase o Brasil na abundancia de tantos mauios valendo menos o q vendem os Portuguezes, e valendo mais o q levão os estrangeiros fora deste Concurço»—era este o resultado do sistema mercantil em que vivia

¶ Nação. Todavia, eram estes que ofereciam desvantagens, pelo que tocava aos fretes, porquanto: «Aos Nauios (Portugueses, temlhe Conta os fretes medindo a despeza que lhe fás o seu Nauio regulando o tempo da viagem e o da demora. Os estrangeiros não podem carregar pello presso dos Portuguezes, nem lhe terá Conta; porq medem a dilação da viagem portindo das suas terras em direitura a Portugal, e de Portugal ao Brazil de donde hão de Voltar outra vez aos portos de V. A. e delles antão Nauegarem para as suas terras». Se os homens de negócio da Baía, do Brasil, se serviam das embarcações das mais nações europeias interessadas nos produtos coloniais, era, consoante o autor do documento que vimos fielmente seguindo, — «por não faltarem ao retorno das fazendas dos seos constituintes mandandolhe ordem nos dittos Nauios estrangeiros p.^a que Carreguem nelles...», visto como es tais constituintes «não olhão o tempo da frota, senão o mais conueniente â venda dos seos generos...».

Por tudo isso, impunham as realidades que se permitisse aos portugueses à navegação livre de e para 'Santa Cruz: «Não poderá hauer outro remedio, se não deixar V. A. hir os Nauios Portugueses ao Brazil quando quizerem, sem esperar por frota». Só assim se conseguiria vencer a con corren ci a dos nórdicos, e garantir-se, verdadeiramente, o monopolio do comércio brasileiro: «iDeste modo leuão os Portugueses ao Brazil os nossos fructes pello discurco do anno e tirão cõ isto q os Naueguem os estrangeiros quando o Brazil está delles mais necessittado, e assim Vallerão o mesmo pera os Moradores, huns, e outros, e os estrang.^{ros} não terão o lucro que hoje, nesta parte [têm] pellas razões referidas. Os frettes dos estrangeiros terão o mesmo preço q os dos Portuguezes, potrq achandoçe o Comercio Liure p.^a Nós não darão os IMercadores do Brazil, mayor ganho aos esitrag.^{ros} pois se segura melhor a sua fazenda em Nauios de naturaes».

Realmente, as frotas já não eram necessárias. A guerra, a pouca segurança nos mares brasileiros que ela motivara, desapareceram.

E, por isso mesmo, o impos-to chamado «comboio», destinado à armada que acompanhava a frota mercantil, já não tinha sentido. Não obstante, não havia que bani-lo, nem esse, nem o do «consulado» — lançado para a armada á qual cabia a defesa das barras. Só que, em verdade, deviam ambos destinar-se a duas esquadras que teriam a missão de proteger os vtasos de icomérciio das ilhas ladja-

centes até aos portos do Reino — onde pirateavam turcos e mouros, pondo em sério perigo a navegação portuguesa: «...deue V. A. sendo serui do aproueitar estes dois ef feitos de Comboy e Consulado fazendo duas armadas hua por Conta do Consulado, outra por conta do Comboy p.^a que hua délias segure cada seis mezes do anuo a nauegação dos Nauios Mercantis da altura das Ilhas athe as Nossas Barras».

Finalmente, não devia permitir-se viesse do Brasil, só, nenhuma embarcação com menos de 20 peças de artilharia. Além disso, as que se encontrassem munidas de 20 peças ou mais deviam dar «aos outros [navios] a ordem de Nauegar e pellejar fazendo lhe farol de noite e bandeira de dia». Destarte, as frotas costumeiras seriam desnecessárias.

Estas medidas, no parecer do atilado comerciante seiscentista, teriam ainda o condão de impulsionar a construção naval portuguesa: «e também este meyo será conueniente, p.^a q se continue a fabrica dos Nauios portugueses...».

O Procurador da Fazenda, tendo que se pronunciar sobre o conteúdo da carta a que nos referimos, formulou o seguinte parecer, que se acha exarado no mesmo documento:

«Vi e li muy tas vezes este papel, e sobre elle formey varios discursos, ponderando os inconuenientes cõ as utilidades, e o que pude alcançar depois dos diferentes iuizos. foi. que o papel me parece contlhem hua materia importantissima e q o arbitrio que nell-e se propoem mostra hua melhora m-uyto infaliuel porq sam muito certas as razois com q se medem os interesses e com q se evitaram os danos do -comercio, isto he o q entendo. Lxa. 2 de m.⁰⁰ de 671 (rubrica)»⁽⁹⁾.

Sem embargo da lucidez e do cunho de verdade do depoimento e alvitres do negociante português, as frotas não foram abolidas, nem se impediu de todo ao estrangeiro de mercadejar com a colónia lusitana da América do Sul. A segurança no Atlântico podia, dum dia para o outro, deixar de existir, num século tão violento como era o de Seiscentos. As condições da política exterior de Portugal não autorizavam a romper com os tratados — -um dos factores da relativa paz de que gozávamos nas cobiçadas rotas marítimas para as -conquistas.

(⁹) íA H. U., *Baia*, caixa 12.

Deste modo, es mercadores estrangeiros continuaram a dirigir-se para Santa Cruz, especialmente para a zona açucareira — e não foram tão poucos como à primeira vista pode supor-se. Constituíram, durante toda a segunda metade do século XVII, um problema enorme para a política e comércio de Portugal — comércio que tinha na ausência duma base industrial de valor a principal fraqueza.

'No entanto, não há dúvida que a crítica ao sistema das frotas, conquanto não primasse pela unanimidade de pontos de vista, contribuiu para medidas que vemos serem tomadas por fins do século XVII, tendentes a tornar o sistema menos rígido. Com efeito, a 3 de Abril de 1674, foi determinado que os navios dos armadores da cidade do Porto e da vila de Viana pudessem navegar do Brasil para o Reino fora da frota, na companhia dos que tivessem 26 peças de artilharia: «Adoncio Pereira da Cosita, e Domingos Giz. Santos, mercadores, e moradores na Cidade do Porto, fizierão petição a V. A. neste Cons.^o em que dizem que sendo V. A. servido por ordem Sua de 3 de Abril de 1674, fazer merce aos Moradores da dita Cidade q os Navios de sua pertença, e da Villa de Viana, podessem sair do Brasil fora do corpo da frota, em comp.^a dos que tivessem 26 peças, se animaram... ta mandar fabricar hua Nao de 650 toneladas com 30 peças de artilh.^a e 6 pedreiros com todos os petrechos neces.^{ros}, com condestables, e hu capitão e thenente de valor, com sesenta pessoas de maração...» — lê-se numa consulta do Conselho Ultramarino, de 27 de Julho de 1676 ⁽¹⁰⁾.

Como se vê, esta disposição teve a virtude de fomentar a indústria naval, aumentando o número das unidades de grande calado que facilitavam os transportes. Demais, há notícia de armadores de outros portos metropolitanos haverem beneficiado da mesma medida, o que a tornou verdadeiramente nacional. De feito, em 1679, a Maximiliano Bustorff, mercador e morador em Vila Nova de Portimão, se concedeu licença para enviar a Santa Cruz, fora da armada, uma embarcação sua com as características das dos comerciantes do Porto e Viana ⁽¹¹⁾ — dois dos principais portos do Reino que mantinham relações comerciais intensas com a possessão sul-americana.

⁽¹⁰⁾ A. H. U., *Baía*, caixa 13.

⁽¹¹⁾ Idem, *idem*, idem.

De resto, já em 1674-72 se estabelecera a liberdade do comércio dos nacionais para as províncias ultramarinas, facto de que se ocupa uma consulta do Conselho Ultramarino de 14 de Março de 1672, contando que os veleiros utilizados fossem de determinado porte ⁽¹²⁾.

'No domínio do comércio com os estrangeiros, é 'deveras interessante o que se teve em vista restabelecer com os colonos da Argentina. As relações mercantis entre o Brasil e a região do Rio da Prata foram sempre ambicionadas pelos colonos portugueses e espanhóis. Interrompidas após o movimento restaurador de 1640, pretendeu-se reatá-las logo que se firmou a paz entre os dois povos peninsulares (16618).

O Brasil, mais do que o Reino, encontrava-se sem moeda. O comércio com Buenos Aires é que introduzia a prata na colónia: «Quasi toda a moeda que nelle [Brasil/7] ha, he do Perú, vinda pello Rio da Prata, no tempo que os Vassallos desta Coroa frequenta vão aquelle porto... e são muy raras as que ha, de sagouia, Mexico, e sevilha...» — reza uma consulta do Conselho Ultramarino, de 24 de Maio de 1652, sobre a «lei das patacas» ⁽¹³⁾. Era esse comércio

i⁽¹²⁾ É do teor seguinte o parecer em que baseamos a nossa asserção: «Snor. Tendo V.A. resoluto o Comercio liure dos Vassallos deste Reyno para as Conquistas, segundo o porte dos Nauios, em que nauegassem; e em virtude desta resolução (sic) se tem passado as ordens. E porque nella fas V.A. presente, que mandará segurar os Mares desta Costa, até as Ilhas, com Nauios da Armada; e os do Brazil, e mais Conquistas, começarão a vir do mez de Abril, q embora vem: e aquy ha noticia certa dos muytos Turcos, que andão nesta Costa, pois chegão a Correr até os barcos de pescar: com que Pareçeo ao Conselho acharse obrigado a representar a V.A. esta materia, para que VA. ordene ipla. parte a que tocca, a preuenção que se deue fazer, para não Correrem risco os Nauios Portugueses, que vierem demandar as barras desta Costa, sem acharem quem os defenda, e recolha com toda a segurança. Em Lxa. a 14 de Março de '672 l(assinatura)». Despacho: «Dazte neg.^{co} tenho mandado se «trate com todo o cuidado. Lxa. 2(6 de m.^{co} de '672 (r.r.)). (A. H. U., Baía, caixa 12).

i⁽¹³⁾ A. H. U., Baía, caixa 6.

Em princípio do século, Pyard de Lavall afirmava ser o Brasil abundante em dinheiro, que vinha «todo do (Rio da Prata) *COp. cit.*, II, pág. 2'31). Vale a pena notar que, por 1621, os portugueses residentes em Buenos Aires eram «muchos mas que los castellanos». iDentre eles havia activos negociantes — os chamados *peruleiros*, por negociarem com o Peru — que mantinham relações intensas com a Baía, Rio e Pernambuco. Através deles se introduzia a prata no Brasil. Escravos, açúcar e materiais de construção, em especial, constituíam os produtos que de (Santa Cruz transportavam para a cidade

lucrativo que, terminadas as hostilidades entre os dois países vizinhos, imediatamente se quis reatar e activar. Ao Brasil, além do mais, apresentava-se como solução ao problema da moeda, que o afligia de há muito, facto este assinalado em numerosos documentos seiscentistas.

A 14 de Novembro do lamio de 1668, passou-se, ao Salvador, regimento ao mestre do veleiro *São Lourenço e Almas*, a fim de se deslocar ao Rio da 'Prata «com as novas das pazes», e ali chegou, efectivamente, a 19 do mesmo mês. Chamava-se Manuel de Sousa Madeira. Naturalmente, Manuel de Sousa foi incumbido de perscrutar o ambiente comercial de Buenos Aires, e de relações mercantis tratava a correspondência de que foi portador.

Em 25 de Junho de 1609, o Governador Geral Alexandre de Sousa IFreire endereçou ao Regente uma extensa carta, de que extraímos o seguinte: «O Brazil se perde por falta de moeda: com qualquer meyo que possa haver de hirem alli [*Buenos Aires*] embarcaçoens se ha de trazer pratta, ainda que sejam exactissimas as diligencias dos officiaes Reaez. E ainda no caso que esta nam venha, sempre he utilidade grande deste Estado hauer a communicaçam daquella Provincia, pello muito que os vaçallos de V. A. vam a interessar nos generos que levarem, E trouxerem. Por cuja consideraçam me pereçoer representar a V. A. que será grande conveniencia de seu Real serviço, e bem deste Estado, hauer comercio com aquelle Rio, ainda que seja somente simplex commutaçam de generos a generos de (hua, e outra parte. ...)⁽¹⁴⁾.

Por aqui se vê que aos colonos de Vera Cruz muito importava a aquisição do mercado platino, ainda que fosse para permuta de «generos a generos». De resto, o contrabando seria, então, mais fácil...

As tentativas iniciais não deram os efeitos convenientes, em razão das medidas rigorosas que a Espanha tomara em defesa do comércio pia tense, ou, melhor, da prata: «...Mas nam quis o Governador [*de Buenos Aires*] admittir proposição alguma de Comercio;

platina. E, ao que parece, o couro, além da moeda, era o artigo argentino que mais valor tinha na nossa (America i|Cf. Jaime Cortesão, *Expansão territorial*, dn *Hist iExp. Port, no Mundo*, Illtl, ipág. 138-139; e (Pÿrard de (Lawai, *op. cit.*, pág. 23' &).

⁽¹⁴⁾ Aw H. U., *Baía*, oaixa 11.

par € s tarem ail y mais i nvi olavelm en t e que nunca, as ordens de El-Rey de Castella; a respeito do Contrato dos Geno vez»—‘informava, na mesma carta, o Governador Sousa Freire (15).

Nioubra carta, 'escriba a 3> de JuThio do mesmo ano de 1669, Sousa Freire informava (Sua Alteza o quanto desejavam os colonos espanhóis o reatamento das relações comerciais com o Brasil. Entendiam aqueles, porém, que só por determinação do Governo Central espanhol tal seria possível. Por isso, ISousa Freire solicitava a Sua Alteza levasse o assunto ao conhecimento do «Embaixador de Castella» .(16)- E porque a matéria era de «tanta consideração», por meados de 1670 io Gov/ernador do Bnaslil, Alexandre ide Sousa Freire, ivoltou a dirigir-se ao Regente, informando-o do envio de outro mercador a Buenos Aires, «com o protexto de mandar buscar... os escravos, e madnheyiros» que lá tinham ficado, num patacho, ali chegado justamente quando estava prestes a regressar ao Rio de Janeiro outro veleiro que «ally fes negocio» — facto este denunciador de como, ao mesmo tempo que da Baía partiram os esforços no sentido do restabelecimento do contacto comercial com a cidade platina, outro tanto se promovia miais a Sul, no Rio. O comerciante da Baía, todavia, fora menos feliz que o seu colega do Rio. Com efeito, bem que o Governador e outras entidades de Buenos Aires houvessem mostrado desejos de o auxiliarem, «dous nauios de Registo Castelhanos», ali chegados havia pouco, «o dificultarão por todos os meyas». Por isso, foi obrigado a regressar à Baía com a carga que levava, alguns pesos e alguns escravos dos que lá haviam ficado: «IValtou com algus negros dos que lâ

(15) Idem, *idem*, idem.

(16) A carta em referencia 'é do teor seguinte: «Senhor. De mais do que represento a VA. na ? será com esta sobre o Sucesso ido nauio, que mandley ao Rio da prata, e Comercio, que tanto conuem a este Estado, introduzir, naquel'la Prouincia; me paredeo remetter a V.IA. as copias inclusas idas Cartas, que tiue do IGouernador, e IReytor da Companhia. IAquelles povos desejam muyto a comunicaçam do Brasil; e toda a esperança de a lograr fundam na conueniencia, que podem ally ter os vassailos de VA.; e aqui Su a Real fazenda: Seruindose VA. de mandar encarregar ao Embaixador de Castella este negocio, que tambem elles procuram: pois so assy entendem se poderá facilitar qualquer meyo à communição dos generos de hua, e outra parte. VA. mandará o que -for mais seruiço Seu. A 'Real Pessoa de VA. guarde Nosso 'Senhor como todos seus vassallos hauemos mister. Bahya, e Julho 3 de 1669. ! (assina tura)». '(A. H. U., *Baía*, caixa ,11).

tinhão ficado, e tudo o anais que mandey : o mercador trouxe alguns pesos, e eu nem do que lâ me ficou {da outra vez], e neste (Pataxe mandey, itiuue mais que perda»¹—informava o Regente o Governador Sousa Freire.

A dificuldade estava somente na licença de entrada no porto platino. 'Não havia nada que obstasse a que os espanhóis negociassem a sua moeda — o verdadeiro objective de todo o esforço dos portugueses: «Este Estado se perde por falta de moeda, e os Castilhanos a ham de metter nos nossos nauios, em hauendo qualquer modo, de poderem entrar na quelle porto». E isto porque, na verdade, o comércio da Baía, do (Brasil, outrossim importava grandemente aos colonos argentinos, fartos e refartos de restrições económicas. «A ElRey de Castella tem representado, quanto lhe conuem a permissam, e todos escreuem aqui a varias pessoas, que soleçitem a V. A. alcançar do seu Rey, a comutação de generos, a generos: pois debayxo delia seguirão grandes utilidades a este Estado [Bras/7]» — lê-se no documento que vimos acompanhando» (17).

Que ambas as colónias, pois, anelavam o restabelecimento de relações económicas entre si, não há diúvida. E não há negar, nem duvidar, que eram utilíssimas tais relações às duas colónias. Mas a política económica da Espanha não permitiu que elas entrassem na senda da normalidade. É que, além do mais, o país vizinho necessitava sobremodo da prata que por Buenos Aires poderia escoar-se, a fim de equilibrar as suas finanças comprometidas por longos, infundáveis anos de guerra na Europa.

A resposta de Portugal às dificuldades criadas pela Espanha neste sector foi a fundação, em 11Ó7&-UÓ80, da Colónia do Sacramento, nas margens do Rio da Prata — esplêndida zona de activo contrabando, — bem assim a intensificação da pesquisa de metais prediosos através dos vastos sertões do (Brasil. De feito, a criação daquela obedeceu a imperativos de ordem económica — domínio do comércio do couro, aquisição da prata,—•£ d<e expansão do território.

Paralelamente ao esforço envidado no sentido da consecução do

K¹⁷) A.H. U., *Baía*, caixa IH2. É de notar, porém, que Buenos Aires contava com forte núcleo de gente portuguesa, pronta a comerciar com seus parentes do Brasil...

mercado platense, outro se orientou no sentido do estreitamento, fomento e libertação do tráfego marítimo das parcelas ultramarinas entre si.

'Por provisão de 6 de Novembro de 1664, foi concedido «aos Mestres, e Senhorios de seos Navios» que se deslocassem a Angola, partindo dos portos brasileiros, e transportassem «de dous Cauillos para sima», a especial mercê de serem «preferidos no despacho acs mais Nauics», consoante se colhe do parecer do Conselho Ultramarino de 8 de Abril de 1677, referente ao comerciante da Baía Manuel Soares Ferreira ⁽¹⁸⁾. A disposição, atentas as condições do comércio da época, não deixa de se nos apresentar como de largo alcance. Está, ide resto, relacionada com a situação político-militar da Angola da última metade do século XiVII, período caracterizado pelas guerras atrozes e decisivas contra o Rei do Congo, D. António Manimuluza, do Rei do IDongo ou Angola, D. João Airi, e do Rei da (Matamba, D. Francisco Guterres, além de outros potentados, todos vencidos pelo mestiço Capitão >Luís ILopes de Sequeira — o qual, «mais do que ninguém, contribuiu para a fixação do domínio português em A n g o l a » A s necessidades militares impunham a introdução do gado cavalari na importante possessão portuguesa de África, cada vez em maior número. E estreitar ainda mais as relações de toda a ordem entre Angola e o Brasil foi uma das maiores preocupações dos dirigentes, como meio de se conservar na Coroa Portuguesa a fonte de es ora varia sem par, qual era Angola. O desenvolvimento desta colónia, por aquela época, esteve subordinada inteiramente ao de Santa Cruz. É até curioso notar que, nas oasiões de maior perigo, ao Governador do Brasil se dirigiam as autoridades da colónia de Angola em primeiro lugar, pedindo os socorros indispensáveis. Foi o que ocorreu em 1688-89, quando a Rainha Ginga, que entretanto lograra reconstituir o desmantelado reino da Matamba e fazia «opressões... aos iSouas confidentes e Vassallos» do Rei de Portugal, pondo em sério perigo as vidas e haveres dos colonos lusos. A esse tempo, com efeito, o Governador de Angola solicitou ao do Brasil, imediatamente, «duzentos homés fardados, e sincoenta Cauillos», a fim de «castigar a Ray-

⁽¹⁸⁾ A. H.U., *Baía*, oaixa j13'.

⁽¹⁹⁾ Gastão de jSousa (Dias, *O Reino de Angola...*, in *Hist. Exp. Port, no Mundo*, III, pág. 210.

nha Ginga». A prontidão com que na Baía se conseguiu o socorro, mesmo com más consequências para a Fazenda Real, denuncia bem o interesse que ali havia pelas coisas angolanas: «...notarão uniformem.^{te} [as *peçoas grafas do Salvador, para o efeito ouvidas*], que sem embargo do estado em que se achaua a fazenda de V.Mag.^{de}, se deuia acudir com o Socorro, inda q aquella se empenhasse de nouo na quantia das despezas desta leua» — lemos na missiva a respeito endereçada a D. Pedro II, pelo Governador Geral do Brasil, o Arcebispo D. Frei Manuel da Ressurreição, a 15 de Março de 1689 (20).

A Baía e Pernambuco, porque regiões açucareiras por excelência, dominaram os mercados de escravos de Angola, por todo o século XVIII. A partir, porém, da descoberta das minas auríferas, essa posição perde-se a pouco e pouco a favor do Rio de Janeiro. É que, então, conquanto ilícitamente, os negreiros sulinos passaram a adquirir os escravos com ouro. O açúcar, o tabaco e a aguardente do Nordeste foram ultrapassados pelo metal amarelo como valores monetários. A diminuição das exportações baianas para Angola, e das importações de cativos desta origem, alarmou as autoridades e os colonos do Salvador e seu termo. Efectivamente, no limiar da centúria de Setecentos, fazendo-se eco do sentir geral, o Governador D. Rodrigo da Costa dirigia-se a Sua Majestade nos termos seguintes:

«Senhor

'«)Sem embargo, do que em carta de 20 do Corrente desta via, Represento a V.Mag.^{de}, a Ruina, que está ameaçando o Brasil [*Baía*] na falta de Escravos, que cadaves por ser mayor para a cultura das canas, tabacos, e Engenhos; torno agora a Repetir o .mesmo obrigado da noticia, que honte me deu o m.^{te} [o mestre] de hum Pataxe, que do porto de Loango (21) chegou a este da Balhia, de que pondose dous navios là carga, para esta Cidade, na de Loanda, não houve quem nelles quixesse carregar hua sô cabeça; em cuios termos foi preciso aos mestres delles, mudarem a viagem para o Rio de Janeiro; não sô pello excessivo preço, que lá tem; senão porq antecipa dam.^{te} mandam os

(20) IA., H. U., *Bata*, caixa H6.

(21); Pertence actualmente à República do Congo.

moradores, e homes de negocio do mesmo Rio, o Ouro, com que se comprão os ta es Escravos, do que fica gravem.¹ e prejudicada a f.^a de V.Mag.^e, pello descaminho, que pode haver em este ir por quintar; e o bem comum de seus v assa lios, por não terem sahida os generos, con q comerciavão com Angolla. V.Mag.^e mandará Rezolver sobre este particular, o q for mais conveniente a seu R.¹ Serviço. A IR.¹ Pessoa de V.Mag.^e g.^{de} [*garde*] NjS.^{or} como seus vassallos havemos mister. B.^a 26 de Junho de 1703. Dom Rodrigo da Costa» (22).

'Não obstante a vigilância que necessária mente houve que exercer-se sobre a saída do ouro brasílico, «por quintar» ou não, a verdade 'é que a Baía foi sobrepujada pelo Rio na época mineira ou ao menos em certos períodos desta época como mercado importador da mão-de-obra escrava e nas relações mercantis com a possessão do outro lado do Mar-Oceano. Não tarda & decadência do açúcar, bem assim a deslocação, para o Sul, da importância económica e política da colónia, quando a mineração verdadeiramente começa a disputar ao Nordeste a mão-de-obra, bem como o comércio que ela implicava.

A 'Baía vendia a Angola tabaco, aguardente, mandioca farinada ou não—em menor quantidade desde o seu cultivo ali, como vimos, — açúcar, cavalos, couros, carne e óleo de baleia, madeiras de construção. Angola fornecia-lhe escravos. Um vai-vem contínuo de embarcações dum lado a outro do Atlântico: patachos, sumacas, naus, de fabrico baiano ou metropolitano. Que estas trocas comerciais tiveram a inestimável virtude de fomentar a construção naval brasiliense, sobretudo baiana.

O volume das transacções acompanhou o incremento da obra colonizadora. E parece-nos lícito colocar o valor destas transacções logo a seguir ao das que se faziam com a metrópole, como no-lo sugerem as crónicas coevas (23), bem assim numerosos documentos. E com verdade e razão se pode afirmar que sem Angola não havia Baía, como o P.^e Viieira asseverava relativamente a Pernambuco.

O sistema económico português envolvia, pois, em 'estreita colaboração o Brasil e Angola, em especial. Nem de outra forma se

(22) IA.H-U., *Baía*, caixa 30-

(23) iQf. Rodha 'Pita, op. *cif.*, págs. 39 e 70.

poderia ter procedido : Maurício de Nassau, ao enviar poderosa esquadra à conquista de Angola, mostra compreender lúcida e o problema da continuidade da obra da colonização e valorização de Pernambuco... ou do Brasil, que a sua raça pretendia dominar por inteiro...

Fora, porém, não ficavam, nem ficaram as restantes colônias africanas. (Só que, mercê de circunstâncias várias, elas desempenharam papel mais modesto na economia nacional de Seiscentos e a sua colaboração com a grande possessão americana, em verdade, foi menos profícua. Todas as conquistas de África foram chamadas a contribuir para a grande Obra da valorização de Vera Cruz, segundo as suas possibilidades e conforme as circunstâncias de momento.

A 'Costa da Mina e a da Guiné foram, depois de Angola, as grandes fornecedoras de cativos. Eram dali, por meados e fins do século XVII, levados para Cabo Verde e São Tomé, de onde, baptizados ou não, seguiam para a Baía e outros portos brasileiros (24). Não obstante a luta tenaz e porfiada que se desenvolveu naquelas paragens, entre ingleses, holandeses, franceses, espanhóis, etc., pela posse dos mercados de escravos, ao findar aquele século corriam «a costa da Mina m.ios Nauios (Portuguezes, ainda q cõ risco» (25). A necessidade de combater os mais povos europeus com as mesmas armas e manter, tanto quanto possível, abertas as vias de comunicação com os mercados da escravaria e a posse dos territórios explica e justifica a criação de companhias de comércio e colonização: 'a Companhia de Caichieu e Rios de 'Guiné (1676), que se sabe ter durado até 1680 e arrostado com enormes dificuldades, algumas das quais levantadas pelos negreiros de Cabo Verde >(26) ; negociava produtos guineenses e caibo-verdeamos, em escravos para o Reino, o Brasil e índias de Castela. Em 1690 foi fundada a Companhia de Cabo Verde e Cacheu de Negócios dos Pretos, que pretendia reconciliar os interesses dos negociantes dos entrepostos daquele arquipélago e Cacheu; volvidos três anos, essa companhia deu origem a outra, denominada Companhia Real de

>(24) A. H. U., *Baía*, caixa 20.

f(25)j (idem, *idem*, caixa 10..

l(26) Cf. Renato Mendonça, *A Influência Africana no Português do Brasil*, pág. 160.

Guiné e das índias, à qual se concedeu autorização para introduzir negros nas possessões espanholas da América; renovada várias vezes, foi extinta em 1706 (27).

Os mercadores brasileiros jamais simpatizaram com o monopólio dos escravos, dado aos citados organismos. É de crer, até de aceitar que nunca o respeitassem, exercendo o contrabando — fórmula de transacções comerciais aliás praticada por todos. Por outro lado, o vasto e fecundo movimento seiscentista da compra de escravos angolanos não se compreende, em parte, senão em função das dificuldades do tráfico das costas da Guiné e da Mina.

Fosse como fosse, todavia, o certo é que à vida económica da Baía — o mesmo é dizer que do Brasil — muito importou o comércio daquelas regiões — para as quais exportava os mesmos géneros que para Angola, e importava muito da mão-de-obra de que estava sempre 'faminta (2*).

i(27) Idem.

'(28) Quando em illóÇÃ se desenhou a possibilidade da construção duma fortaleza ou feitoria em terras de Ajuda, logo Sua Majestade escreveu a D. João de Lendastre, ordenando-lhe ouvisse os mercadores da [Baía «sobre as conveniências» que daí adviriam ao Brasil, isto é, à sua economia... Este facto é bem a prova de como se não entendia a África divorciada ou em oposição a iSanta Cruz:

«Dom Joam de Lancastro lAmigo. Eu EIRey vos envio muito saudar. Mandando ver no meu 'Concelho Ultramarino o que se me Representou sobre o 'Rey de lAljudâ consentir que se faça na sua terra hua IFeytoria, ou (Fortaleza. Me pareceu ordenavnos 'que ouvindo os homens de negocio sobre as conveniências que Rezultarão de se fazer esta fortaleza a esse Estado e dos Meços que offerecerem para se edifficar e sustentar o seu iPrezidio, infformeis o que se vos offerece. Escrita em Lxa. a 2 de Dezembro de il'OftS. Rey. Conde de Alvor P. Para o Gou.^{or} g.¹ ido Estado do Brazil».

À margem esquerda: «Se^{or}. Dopapel que mandei fazer pellos homens de negocio desta praça [Raía], que com esta Remeto a IV.,Mag.^c, lhe seram presentes as conueniências, que podem RezuTtar a este Estado, sobre a fortaleza, que o Rey de (Ajuda permite se faça naz terras, e dos meynos que se propoem, assy para se jella edificar, como para asustentação do !prezidio que hã deter. A Real Pessoa de V. Mag.^c g. de Nosso Senhor como Seus Vassallos hauemos mister. B.^a e de Junho j1.^o dle lbÇÇ. Dom João de Lancastro.»

Despacho: «¡Haja uista o Proc.^{or} da faz.^{ta} Lxa. 27 de Junho de 1699 '(rubricas).» Resposta do Procurador: «Segundo a resolução de S. Md. de pozta na Consulta (induzza, se deue experar a 'informação do ¡Gou.^{or} de S. Thome, p.ra q junta com esta se examine, oq. mais conveniente para o

(Provavelmente, os «tumbeiros» baianos promoviam as célebres viagens triangulares: do Salvador rumavam, por exemplo, para S. Tomé, daqui para Angola, de onde regressavam ao porto de origem. Os porões carregados de produtos brasileiros na viagem de ida, na torna-viagem abarrotavam da triste mercadoria humana. Em lastro 'é que não é de supor que regressassem. E assim se explica que no mesmo navio negreiro se transportassem escravos de diversos pontos e mercados da costa oidental africana.

Moçambique também se encontrou na órbita brasileira. Sua importância, porém, para a Baía não foi grande. Goa estava para Moçambique, como a Baía estava para Angola. O sistema ultramarino português possuía, verdadeiramente, duas cabeças: a Baía e Goa, uma para cada hemisfério. Mas a unidade do Império exigiu a sua colaboração, em diversos aspectos. Por isso, estando embora mais ligada a Goa, a colónia de Moçambique não deixou de contribuir para a valorização de Santa Cruz — em rigor, o ponto de convergência de todas as energias nacionais.

Real Geru.º (ru'brica)». «Pela segunda informação do G.º de S. Thome me parece ainda mais impraticavel a erecção da fortaleza; posz diz q sefaça nas terras do Rey dos popos, q anda em guerra Cõ o de IJudá, q.a pedio; querendo q.este Rey tire, de pedir a nossa amisade, o ajudarmos a seo inimigo: E q.¹⁰ ao meyo, q apon tão os Merc.ºs da B.ª se me offerece dizer, q agora correm a costa da Mina m.ºs Nauios Portuguezes, ainda q cõ risco e cÕ acomp.* só os seos o farão, ie não sem elle, ficando por este moldo liure aos estrang.os, e só vedada aos Portuguezes; como oestá a costa de Guine cõ a Comp.* de Cacheo; E assim meparece, q ao Rey de Ajuda se assista cõ missionários, e sem fortaleza; poez estes m.to mais fruto colhem de seo trabalho sós, doq acompanhados, em rasão de q regulármete o procddim.to dos seculares oppõe se à doutrina dos Religiosos. i(Rubrica)».

Com esta opinião concordou o Cons. Ultram., conforme consta do mesmo documento. (IA. H. U., *Baía*, caixa 19.)

Por aqui se vê que os negociantes do 'Salvador pretendiam formar uma companhia para a exploração do comércio de Ajuda, quis a fortaleza asseguraria. A tal se opuseram o Governador de S. Tomé e, sobretudo, as chancelarias do Reino: a companhia beneficiaria apenas os seus membros e os estrangeiros, como sucedia com a de Cacheu... Os missionários surgiram ainda como o melhor meio de penetração da influência lusíada, com todas as suas vantagens espirituais e materiais.

Só 24 anos mais tarde se erigiu a fortaleza, quando a necessidade de braços exigiu ainda maior aproximação entre Vera Cruz e a África. A Construção foi entregue ao Governador da colónia sul-americana pois que princípios e orientações não haviam mudado. (Cf. Renato Mendonça, op. cit, pág. 61).

Perdida temporariamente Angola (1641-1648), os negreiros baianos e outros foram buscar escravos a Moçambique—chamando, destarte, esta conquista a cooperar na estrutura atlântica do comércio do açúcar, a contribuir para o ressurgimento económico ao qual se empenhara a Nação. Por alvará de 24 de Março de 1680, foi estabelecido que «o Comércio de Moçambique e Rios de Sofala fosse hure a todos» os portugueses, assim do Reino como do Ultramar — medida que se nos afigura tomada em atenção, sobretudo, ao tráfico negreiro para a América Portuguesa (29).

A escravatura do africano foi a grande base da união entre os colonos -portugueses dia América e da África—ia quase única razão das suas trocas materiais. Se o pele-vermelha se tem adaptado ao duro labor dos campos e das minas, o tráfico negreiro não teria interessado tanto: o português, concentrando as suas atenções e energias materiais no Brasil, teria, decerto, abandonado a maior parte, ao menos, das possessões africanas. Porque aquele foi incapaz de solucionar o problema da mão-de-obra, foi forçoso conservar estas, que forneciam os braços indispensáveis à subsistência e continuidade da colonização e aproveitamento do Brasil — que não se podia desterrar, por imperativos históricos, económicos e morais.

E, por isso mesmo, o Brasil nasceu sob o signo da agricultura e do comércio marítimo a distância — como a Mãe-Pátria — que lhe possibilitou, a um tempo, colocar boa parte dos produtos daquela e adquirir os braços necessários ao seu desenvolvimento.

Não era possível a economia de produção do Brasil sem o escravo africano, nem, em larga medida, o seu comércio, como vimos. Por isso, o ciclo do açúcar 'é também o ciclo do escravo de África. E note-se que era importante o comércio interno de escravos: a Baía foi um dos principais centros de irradiação de cativos para toda a colónia. Por outro lado, no plano comercial não é de desprezar o tráfico de escravos do Brasil para as possessões espanholas vizinhas: o Rio da Prata vê chegar negreiros baianos e outros antes de 1640, e depois, sempre que se proporcionava a ocasião; o Orenoo é outro ponto de contrabando activo de marcadores e negreiros do Brasil... (30).

<29) \A. H. U., *Baía*, caixa 15.

(30) Diz Georges Lefranc na sua *Histoire du Commerce*, referindo-se ao século xvii: «...le commerce interlope rayonne à partir du Brésil vers

De notar é o facto de os armadores da Baía terem sabido resolver o problema da gente de mar e artilheiros. O comércio marítimo de longo curso exigia um grande número deles. Navios desarmados eram presa fácil de corsários, como é de compreender e numerosos documentos atestam. A metrópole não podia fornecer todos os marinheiros e artilheiros necessários às numerosas embarcações baianas. «Felo memos, até à década 1660-1670. Por volta de 1640 havia no Reino muita falta de gente de mar e artilheiros. «A falta que nesta Coroa ha de artilheiros, e por Rezão delia andão ariscados os nauios q nauegão com gente noua» — lemos em documento datado de 1635 ⁽³¹⁾. Neste ano, permitiu-se ao comerciante Manuel de Sousa levar 10 ingleses e 12 alemães na nau *São Cristóvão*, para o Brasil. Também se concedeu licença ao mercador vianês André Henriques, naquele ano, para utilizar «seis artilheiros das Nações amigas», na nau que aprestou para a Baía ⁽³²⁾. Só por fins do século cessam os pedidos deste jaez. Assim, é de aceitar que na Baía o problema foi solucionado em grande parte com naturais da terra e escravos, desde cedo.

Solucionados este e outros problemas que ia miavegação implicava, a Baía pôde entregar-se ao comércio marítimo a distância e de tal modo, que é forçoso não classificá-la como capitania agrícola e pecuária, tão só.

Por outro lado, é indubitável que Salvador e seu termo constituíram o mercado por excelência dos mercadores reinóis.

É interessante notar que os moradores da Capitania da Baía foram chamados a contribuir para a restauração de portos do Reino, com dinheiro, o que denuncia, insofismavelmente, a importância das trocas comerciais que mantinham entre si.

-Com efeito, a carta a seguir transcrita, de que existe cópia no A. H. U., prova a afirmação:

«Honrrado Marq.⁸ Am.^o... Por ser muy Conu.^{te} continuarse
Com a obra da estacada, e caez da Villa de Vianna: Vos enco-

La Plata, vers le Pérou et vers TORénoque, Cependant que les Hollandais et les Français sont peu a peu supplantés en Amérique centrale et en Amérique du Nord.» '(pág. 88).

⁽³¹⁾ A. H. U., *Baía*, caixa 2.

⁽³²⁾ Idem, *idem*, *idem*.

mendo muyto que façaez contrebuir aoz moradores dessa Capitania, o que lhe foi repartido para a ditta estacada e caez, e que hauendose cobrado algum dinheiro por Conta desta Contrebuição, mandeiz tomar conta delle, e com a breuidade o Remetaez ao Reyno por Conuir muyto que obra tão necessaria e de tão grande Utilidade ao Comércio e 'Segurança daz embarcaçõez que Surgem naquelle Rio Lima, não pare, e de todo se aperfeioe. Escrita em Lx^a. a 23 de Jan.^{ro} de 685. Rey» (33).

Por uma consulta do Conselho Ultramarino de 3 de Março de 1689 sabemos que o «lançamento» feito aos colonos da Baía, para os trabalhos do porto da vila que hoje é a cidade de Viana do Castelo, importou em 10.000 cruzados — quantia deveras apreciável para a época (34).

O florescimento dos burgos da beira-mar do Norte de Portugal, verificado ao longo da -centúria de Seiscentos, está esitritamente relacionado com o comércio do açúcar, do tabaco e madeiras brasileiras, tanto quanto com o dos escravos. Porto e Viana encontraram-se à frente do tráfico por mar com os ancoradouros activíssimos do Brasil — dos quais, como no-dó garantem documentos irrefragáveis, São Salvador da Baía ocupava o primeiro lugar, — apenas sobrepujados pelo burgo lisboeta, ao Sul.

Do dito se infere que, sem embargo das lacunas que necessàriamente houve na ies>trutura do comércio brasileiro, explicáveis, aité justificáveis pelo condicionalismo poli tico-económico interno e externo, esse comércio progrediu durante a era da Restauração — que, em verdade, nele encontrou um dos seus mais sólidos incentivos e alicerces. Um iniludível afã se notou no sentido da obtenção de mercados, do alargamento da esfera comercial — o que verdadeiramente constitui uma das características mais notáveis da colonização da Baía, do Brasil, na última metade do século XVII. Ao 'desenvolvimento da produção correspondeu um aumento visível das exportações, traduzido pelo incremento do tráfico negreiro, da marinha, e, mesmo, pelo movimento comercial com o estrangeiro.

\(33) IA. H. U., *Baía*, caixa 16.

(34) *idem*, *idem*, *idem*.

As medidas tendentes a libertar o tráfico marítimo das peias que o embaraçavam, as quais vimos serem tomadas de onde a onde, não deixaram, por seu turno, de fomentar as relações mercantis — de que a Baía largamente beneficiou, como porto principal que era.

(Continua)

JOSÉ PINHEIRO DA SILVA

M I S C E L A N E A

Cartas de Martim Afonso de Sousa (1534-1539)

INTRODUÇÃO

Martim Afonso de Sousa viajou duas vezes de Lisboa até à Índia, primeiro em 1534, quando Aluminante do Mar da Índia, e depois em 1541, quando Governador da Índia, desta vez juntamente com S. Francisco Xavier. Oas cartas que escreveu durante a sua primeira estadia (1534-1539) dezassete ainda existem. Destas, Luciano RIBEIRO publicou quatro no seu importante artigo, *O Primeiro osroo de Dio (Stadia, I [1958], 201-271)* e o falecido professor J. D. M. FORD publicou um fragmento de uma outra nas suas *Letters oi John III, (Cambridge, Mass., 1931), 255-256.*

O período é importante na história da Índia Portuguesa e foi descrito pelas crónicas contemporâneas de Gastanheda, Correia, Barros, Couto e Zinadim e pelo próprio M. A. de Sousa na sua autobiografia, a *Breussima, e summaria relação, que fez de sua Vida e obras o grande Martim Affonso de Sousa (Archivo Bibliographico, [Coimbra, 1877], 107-108, 139-146)*. Para estas fontes, ver SCHURHAMMER, *Franz Xaver. Sein Lében und seine Zeit, I (Freiburg, Herder, 1955), 673-674.* Mencionamos apenas os acontecimentos principais: a guerra em Cambaia (Gujarât), a conquista de Damão, a doação de Bassein (1534), a construção da sua fortaleza, a expedição desastrosa do Sultão Bahâdur de Cambaia contra Chitor, a sua fuga para Dio, onde pede a ajuda dos portugueses contra os Mogores, dando licença para ali construírem uma fortaleza (1535), a construção da fortaleza de Dio, a guerra no Malabar contra o iSaimorim e o seu aliado, o rajá de Repelim (Eddapalli) (1536), a morte de Bahâdur, as vitórias de M. A. de Sousa contra os mouros do Malabar ao pé de Coulete (Kollam) (1537) e em Vêdalai, que salvaram a Cristandade da Costa da Pescaria estabelecida há pouco no Cabo Comorim, e o primeiro cerco de Dio (1538).

Das nossas 17 cartas, 14 são originais e três são copias (n.^{os} 6, 15 e 16). Todas (exceptuando o n.^o 16) se encontram na Torre do Tombo, em Lisboa: 12 na *Colecção de S. Lourenço*, t. I, uma na *Colecção de S. Vicente* e uma nos volumes da *Chanoelaria de D. João III*. Há uma descrição de 15 destas cartas na nossa obra, *Die zeitgenössischen Quellen zur Geschichte Portugiesisch-Asiens und seiner Nachbarländer zur Zeit des hl. Franz Xaver* (Leipzig, 1932), n.^{os} 165, 171, 178, 180, 181, 183, 190, 193, 212, 223, 226, 245, 335, 392. A *Emmenta*, muitas vezes mencionada nas nossas notas, publicou-se sob o título *Emmenta da Casa da Índia* no *Boletim da Sociedade de Geographia de Lisboa*, 25 (1907), 233-241, 265-273- 311-319, 331-339, 366-375, 424-436; 26 (1908), 1-32.

GEORG SCHURHAMMER, S.J.

ROMA

CARTAS

1. Para D. João III, Rei de Portugal.

No mar (*), ao largo da costa da Guiné, 12-1A-bril-1534.
I, 352-356).

(Ca/. S. Lotir.

+

«Senhor

Deos seja muyto louvado, estas tres naos <ie V. A. (2) sam bem navegadas a tegora, e asy prazera a ele que o seram até as pôr com salvamento na Yndya. He é pera ter em muyto, segundo o tempo que trouxemos desvayrado até

'0) Acerca da viagem ver G. Correa, *Lendas da Índia*, III (Lisboa, 1862), 5718-58H.

(2) A armada, sob o comando de M. A. de Sousa, era composta de cinco navios, três dos quais pertenciam ao Rei: A *Raynha* (Capitão, M. A. de Sousa), a *Sanota Cruz* (Capitão, Diogo Lopes de Sousa) e o *Sancto António* (Capitão, Tristão Gomes da Mina); os dois outros pertenciam a Duarte Tristam (IFORD, 154): o *São Miguel* (Capitão, António de Brito) e a *Sanota Maria da Graça* (Capitão, Simão Guedes) (CORREA, III, 579; LUIZ DE SOUZA, *Anaes de D. João Terceiro*, [Lisboa, 1844] 432 ; FIGUEIREDO FALCÃO, *Livro em que se contém toda a fazenda* [Lisboa, 1851], H516). A armada largou de Lisboa no dia 12 de Março de 1534.

passar as Canaryas, porque des que partymos de Lysboa nam nos durou o nordeste senam hum dya e huma noy te e logo nos acalmou e saltou o vemto a travesya e bem ryjo. He aynda que as naos agora partam muy deferemte do que soyam e muy desempachadas, todavya saem de porto domde nom podem deyxar de vir carregadas, de maneyra qu'eu tyve receo por sermos tam perto de terra, e mays eu que sou já escaldado dela. Asy que aquela noyte, que foy a de sabado, o vemto começou / a crecer he o tempo emtrar muy ryjo, de maneyra que por nos nom perdermos huns dos outros mandey tomar as velas pera payrar aquela noyte e 'fyz synal às outras naos, e asy as tyvemos aquela noyte oo[m] mar bem grosso. E de ve V. A. d'agradeder muyto o Comde da Castynheyra (³) o cuydado que tem de vyrem estas naos desempachadas e lestes como vem, que s'yso nom fora pasáramos trabalho ou alyjaramos camto tynham de sa jemte d'armas, que é a mor pydade do mundo. Asy que o mar nos nom fez nynhum nojo polas naos vyrem asy marynheyras.

Ho outro dya cm amanhecemdo vymos fazer-se à vela huma das naos de Duarte Trystam, em que vynha Symam Gedez (⁴), he de ariybar ymdo a terra. Logo pareceo que ya desaparelhada, he pera arrybar sobr'ela era por em comdyçam de tornar toda a armada a Lysboa, quiera poudo servyço de V. A., e pareceo-me tambem que nam devyam de ter muyto aperto poys nos nom vyerom demandar. Fyz-m'á vela com vemto já alguma cousa mays largo, / he as outras naos, senam a em que vynha Amtonyo de Bryto. E porque me fycava a balravemto he eu nom podya yr sobr'ela a saber porque se nam fazya à vela, mandey lá huma caravela que vem com augoa (⁵) a saber se avya mester alguma cousa. Mandou-me Antonymo de Bryto dyzer que deram de noyte huma pola outra e que yam desaparelhados, que se nam podyam aparelhar senam em Lysboa e que s'yam lá; he eu estyve amaynado até esperar seu recado. Ela fez-se à vela damynho de Lysboa (⁶) e nós fizemos noso camynho com bem ruy[m] tempo sempre até às Canaryas, com chuyveyros muy iyjos e pés de vemto que nam podyamos ter vela. E porem asy vyemos em doze dyas às Canaryas e day pera cá, Déos seja louvado, ty vemos muyto bom tempo, do que o derradeyro de Março eramos cymcoenlta legoas avamte do Cabo Verde, e day pera dyamite tambem levamos muy bom tempo.

Estas tres naos sam muy boas e muy companheyras e sam de muyto bom tamanho, que sam já gramdes pera nom recear o mar e nam sam tam grandes que / sejam trabalhosas d'aparelhar, e sam asy naos pera tudo. V. A. devya, de meu fraco comselho, mandar fazer todalas que se fyzerem deste tamanho, porque as muyto gramdes perde-se muyto tempo co[m] elas no navegar, que, se amaynam a huma trovoada, prym'2yro que gym'dem se pasa meo dya e se pasa o vemto com que omem podya fazer camynho e

•(³) ID. António de lAtai'de, primeiro Conde da Castanheira; Vedor da fazenda desde 1530.

(⁴) A *Sancta Mañã da Graça*.

(⁵) A caravela da água que trouxe a Lisboa esta carta.

(⁶) O *São Miguel* regressou a Lisboa, consertou-se aí e alcançou Moçambique antes dos outros navios. Sobre o acidente ver CORREA, III, S79.

sayr das calmaia⁹; e as maya pequenas nam tem gasalhado e mays á omem medo. Agora nom ahy mays que fazer saber a V. A.

Aqy vay Oomygo Dyogo Botelho, e porqu'ele vay tam manso e tam desejoso, o que eu nele conheço, de servyr V. A. na Ymdya, de feyçam que mate algum rasto se se tras ele achou dalguma cousa, e aqy trabalha tam bem em tu do, que nom acho nyngem dyante dele, me pareceo rezam escreve-lo a V. A. E verdadeyramembe ele lá em terra m'aborrecya, mas agora acho dyllyjemte, e tambem hé pera aver dó dele que tem servydo he emtomou tudo. Eu certo creio que nam foy nynhuma má temçam senam pequyce. Lá na/Ymdya lhe devya V. A. de fazer alguma mercê s'ele o fyzer congele dyz (7).

V. A. ouve por seu servyço qu'eu fose à Yndya por mays *rezões* que libe eu dey pera amdar debayxo de Nuno da Cunha, e com regymento seu e co9 poderes que m'ele dise. Jagora que nam parece que hé estar-me resgatamdo, como fazem camtos escudeyros, vós mandays que vos vam servyr, quero lembrar a V. A. qu'eu vos vou servyr da feyçam que aynda nynhum omem da mynha maneyra foy à Ymdya, porque Dom Luys de Meneses hya (8) com seu yrmão mays velho (9) he que tynha desbaratado muytos mouros e fora toda sua vyda capytam, e com dez myl cruzados de partydo; todos estoutros que lá tyveveram este carrego que eu levo eram omens que a Ymdya fez, e que os capytães-mores dela davam este carrego por serem seus parentes e lhes estar muy bem ser tudo por sua mão deles. Mas nynhum deles era omem a que V. A. tyvese obrygaçam nem que tyvese as calydades que eu tenho, mas pode muyto mays comygo dyzer-me V. A. que era voso servyço / yr eu à Ymdya c'a todas estoutras cousas, porque eu tenho que nem tenho outra omra senam servyr-vos, mas ysto é de ser também lembran'do-se V. A. cam levemente vos sirvo e vos tenho servydo des camto á que eu comecey a emtemder alguma cousa. E Vosa Alteza deve de ter muyto gosto de me fazer omra e mercê, poys me cryey comvosco e nom sou nada nem no poso ser senam feyto por vosas mãos⁽¹⁰⁾; e lembre-se Vosa Alteza que todolos daquele tempo vós, Senhor, omrastes he acrecentastes, he aynda que o eles mereçam muy bem eu nom desmereço tamto, nem se pode V. A. queyxr de my que como o voso pão sem suor do meu ro9to. E tambem a voltas dysto nom deve a V. A. d'esquecer camto deyxey só por gosto que tynha de vos servyr; e mays, Senhor, nam pode ser mor omzena c'a fazerdes-me mercê, que eu camto mays tyver mays terey que

(7) Sobre ele e a sua célebre viagem de regresso a Portugal tem 1535-1536, num pequeno barco, ver Lopes de CASTANHEDA, *História do Descobrimento e Conquista da Índia pelos Portugueses*, 1. 8, c. 103, (Coimbra, 1933), 371-373; As outras fontes são indicadas por SCHURHAMMER, *Franz Xaver*, I, 56'8.

(8) D. Luís de Meneses 9eguiu para o Oriente em 1521 como Almirante do Mar da índia (*Emmentia*, 312).

(9) D. Duarte de Meneses, seu irmão, era o Capitão-Mor da armada que, em 1521, partiu de Lisboa para a índia e também foi Governador da índia em 1522-24.

(10) ' Cf. a sua autobiografia, 89-90, 10'5-10'7 e Correa, III, 5<79-5:81.

gastar em voso servyço, que nos omen s com'eu as mercês do seu rey é depoyto que o rey tem neles pera camdo lhe for necessaryo. Esta hé a deferemça que ahyá die fazer V. A. nos omens que / vos tiver amor: e certo eu esta esperamça tenho em V. A.

E porque em Purtugal nom ahy ornem pequeno nem gramde que cuyde que eu vou à Ymdya senam pera fycar por Governador, e nyngem nam no cuyda -mays qu'eu, porque sey de my, cam verdadeyramenbe vos ey de servyr em tudo e camta Oomfjamça V. A. deve ter de my, vos peço, Senhor, que vos lembfeys de mynha omra, poys m'eu nom lembro dela senam de vos servyr, he em cam gram descredyto fycarya antre a jemte mandamdo V. A. outro Governador à Ymdya, E ve r d a d ey ra m ente eu nom ousarya mays d'aparecer coma quem acaba de se desemganar que o nom tymhieys em conta nem lhe que-lyeys fazer mercê nem omra. E lamce V. A. conta os governadoresque foram da Ymdya e as calydades que tynham e nam vos espamtareys pydyr-vos que vos syrveys de my nyso, porque a cryaçam só qu'eu tyve comvosco é a mor obryaçam do mundo pera vos eu servyr bem, poys -as outras cousas qu'eles tyve rom eram com'os omens, nom fazyam mylagres senam em se salvar de camtas cousas fazyam mal feytas. E nam pode ser que V. A. me nam tenha em tam boa comta com'as regateyras, que mays me deveys / qu'elas. Mas eu sou tam confyado na vyrtude de V. A. e na espyryemqya que omem dyso vê cada dya, que toma mercê que eu nom desmerecer V. A. folgará de m'a f-azer, e que nom á de folgar nada de me ver perdydo e desomrado; e também confyo muyto em como vos ey de servyr, e nysto eu vô descamsado, rogamdo sempre a Noso Senhor que a vyda e real estado de V. A. guarde e aoresente por muy tos ymfyndos anos.

(De cymco graos da lynha (*), a -derradeyra oytava de Pascoa.

As reaes mãos de Vosa Alteza beyjo.

MARTYM AFONSO DE SOUSA»

Endereço: -f AlnRey noso senhor.

2. Para D. António de Ataíde, Conde da Castanheira.

No mar, ao largo da Costa da Guiné, 12-Abril-15134 (Co/. S. Lour., I, 305-308 v.).

«Ylustre e muyto manyfyco Senhor

Na boa vemtura de Vosa Senhoria, (Déos seja louvado, somos muy bem navegados ategora, e asy o espero eu nele e na sua Bemta Madre de sermos até à Ymdya. Des que nos botastes fora nos durou aquele tempo asy galemo, e asy mea calmarya aité sesta-feira à noyte, que podyamos ser até

O¹) Na carta 4 diz ter esorito esta ao largo da costa da Guiné; os cinco graos colocam o navio ao norte do Cabo das Palmas, a largo da costa da actual Libéria.

vymte legoas de terra. E logo se nos ifez o vemto oes-noroeste temdemte, até nos saltar o sudueste, que nos fizemos na volta do noroeste. E o saibado à noyte carregou o vemto muyto oeste, e com cerraçam e chuyveyros ouve medo de nos apartarmos, e mandey tomar as velas e fazer synal às outras naos pera pagar aquela noyte. He eu vos certefyco que se as naos vyeram como elas soyam d'yr, *Que nas* vyramos em trabalho e alyjamos esas arcas desa iprove jemte d'armas, que nam pode ser mor pyadade; que de camto mal là dezyamos de / V. S. por que nos nom deyxaveys meter vynho, tamto bemydemos entam de vós. He eu asy o escrevo al Rey que lhe nom pode V. S. fazer mor servyço, cá vyrem as naos marynheyras como vem, que nam vay nyso mays que vimdo hum temporal por-se em comdyçam de se perder toda huma armada.

Estyvemos aquela noyte em payro até a menhã, que vynos yr a Graça ⁽¹²⁾ já lomje à vela demandar a terra dereyto, de que nós podyamos ser vynte Cymco legoas até trymta. ¡Logo me pareceo que ya desaparelhada, mas tambem me pareceo que nom yam [em] muyto aperto poys nos nom vyeram demandar, que o poderam muy bem fazer se lhes fora necessaryo. Asy que eu nom arrybey sobr'ela por nom por em comdyçam d'arrybar toda armada, que fora huma ruym cavalgada tomarmos lá. ¡Fyz-m'à vela com vemto já mays largo e as outras naos, se nam Amtonyo de Bryto; e nisto pasou huma caravela por ele e mandou-me dyzer qu'estava desaparelhado, que dera huma nao pola outra aquela noyte e que lhe parycyá que a Graça era no fundo: e ysto era porque nam vyam senam coa tro naos, que *Santa Cruz* esta/va hum pouco lomje he eles nam na vyam e cuydavam que era aquela que arrybava. Tomey entam amaynar porque nos fycava a balravem'to e nam podya yr sobr'ele, e rnandsy lá a caravela d'augoa que m'acompanhou ategora sempre muy bem; he aquele pyloto que vem nela é muy bom ornem, V. S. lhe deve lá de fazer mercê he encarrega-lo em alguma cousa. E mandey-lhe que dysese Amtonyo de Brito s'avya mester alguma c*ousa, porqu'eu espararya até que s'aparelhase. Mandou-me dyzer que se nam podyam aparelhar senam em Lysboa, que s'yam lá nom avyam mester nada. Fyzeram-se emtam à vela he eu tambem para fazer meu camynho, he atee Canaryas trouxemos vemtos escasos e muy ryjos e com muy tos chuyveyros, mas todavya em doze dias ouvemos vysta delas e fomos ve-las. Daly pera cá, Déos seja louvado, tyvemos muy bom tempo, que oje que sam dous dyas d'Abryl, que eu esta começo a escrever, somos tamto avamte com'os Bayxos do Ryo Gramde ⁽¹³⁾, e jagora nom vou esperando senam a prymeyra calmarya que tyver pera tomar a augoa e despachar a caravela ⁽¹⁴⁾.

Faço saber a V. S. que vem muy ta / mays jemte nestas naos do que lá cuy da vamos: que nesta mynha vem dozemtás e coremta pesoas, e na nao de Tiystam Gómez ⁽¹⁵⁾ vem dozemtás e oytemtá e coatro pesoas. Asy qu'esta

⁽¹²⁾ O navio de Si mão Guedes.

⁽¹³⁾ Entre as Ilhas Bijagós e Bissau, na Guiné Portuguesa.

⁽¹⁴⁾ A caravela tinha de regressar a Lisboa.

⁽¹⁵⁾ O *Sancto Antonio*.

caravela d'augoa nos foy gram cousa. E também Dyogo López ⁽¹⁶⁾ traz mays jemte do ordenarlo hum bom golpe, que dos mays destes e 'destas ornem nom sabya parte senam des que partymos. Estas naos se quyseram yr prover d'augoa às Ganaiyas. Dyse-l'hes que mylhor serya no Cabo Verde qu'era terra d'El-Rey, domo fomos. Naquela paraje soube augoa que avya porque fuy às nao³ he achey que avya muy ta augoa, e com oytenta pypas que na caravela vam, repartydas por cada nao segundo a jemte leva, eu «spero em Deos de chegarmos à Ymdya com cyncoemta pypas d'augoa cada nao. Asy que lhes desfyz tomarmos porto porque hé muy oudyosa cousa.

Estas naos sam muy boas, Deos as salve, e muy companheyras, mas destas empreytadas s'acha omem cá muy mal, porque como aya hum pouco de mar ou huma nao pende, fazem logo muyta augoa polos altos, que vem muy mal calafetados. Parede-me que avya V. S. de mandar que fose tudo / jomays, qu'emfym hé mays proveyto. Nom vos podeys agora queyxr que nam escrevo myudamente. Nom dou eu agora vamtaje a Eoam Verdade; hé que nam vay por capytolos, mas pouco a pouco s'yrá omem fazemdo.

IAtgora foram novas da vyaje, agora as quero dar a V. S. de my, que, Deos seja louvado, vou muy bem a voso servyço e muyto contente desta jemte fydalga que aquy vay, que sam sem nynhum pejo e que vygyam e remam seu remo muy bem, e que me parece que am de ser omen s per toda cousa.

De Martym de Crasto ⁽¹⁷⁾ vos dygo que vou o mays comtemte omem do mundo de o levar em myn'ha companhia porqu'é omem pera descansar sobr'ele calquer cousa e pera dar em tudo tam boa conta de sy como ele sempre deu. Hé omem muyto pera se servyr El-Rey dele. Huma do-usa vos dygo, que tem V. S. nele hum muy gram servydor e que toda mercê que lhe lá fyszerdes ele vo-la á d'agradecer bem, e também a my será muy grande: ipor yso lembre-se V. S. lá dele.

De Dyogo Botelho vos dygo que o levo tam manso com'algum cordeyno. Parece-me que sou o mor omem para meter syso que á no mundo, porque nam tam somente na mynha nao mas na nao de Trystam Gómez / fyz sesudo hum de Melo que hya na sua nao, qu'era brabysymo; -por yso se là ou ver alguns descabrydos mandarmos cá. E porem todavya eu ey dó do Dyogo Botelho e acho omem de bem e trabalhador, e que me parece que se nele ouve algum erro foy pequice, porque a my me parece verdadeiramente qu'elle nam tem nynhuma temçam má, he ahy nom á mal fazer bem.

Eu, Senhor, vou tam descamsado de saber certo camto desejays de me fazer mercê, que gram parte da saudade e do trabalho me tem ysto tyrado. E porem nom poso deyxar de lembrar a V. S., qu'eu sou de perto de

i⁽¹⁶⁾ O Capitão da *Sanefa Cruz*.

(17) Era filho ds Pedro de Castro e D. Brites de Melo e devia ser capitão de Temabe (*Eminentia*, 334), mas em Fevereiro de 1537 foi ferido na escaramuça em que o Sultão Bahâdur foi morto. (Lopo de 'SOUSA COUTINHO, *História do Cerco de Diu*, [Lisboa, 1890], 82). E renunciou ao lugar (*Registo da Casa da Índia* publ. por L. Ribeiro, I [Lisboa, '1954], n. 360.

coremta anos e que nom á omem em Purtugal desd'o mays alto até à maya tiyste regateyra que nam ouyde que vou pera ser Governador da Yndya. Ora vede que será nom lamçando eu pedras à jemte ! No me fazer El-Rey esta mercê aquy pemde toda mynha omra e todo meu ser, e olhay em cam grande descreyto fycarya ante a jemte, e oamto pera nunca mays alevamtar cabeça. V. S. coma meu Senhor e tamto meu parente, e mays tam zeloso de fazer bem a todos, vos peço que vos lembre mynha omra, qu'eu tenho posta cm vosas mãos; e que sey muy bem que pera humas dousas meãs acharey / muybos que m'ajudem, mas ja pera esta V. S. só com'a quem lhe á de doer e symtyr mynha desonra á de ser filho: que cos bens meãos dos omens muytos outros fôlgam, mas cos gramdes nyngem. IAsy que eu nom tenho outra esperança senam o que vós, Senhor, aveys de fazer por my, e aynda que eu seja desta casta da ruym condyçam, poucos aveys de ter que vos ajam de servyr como eu. E nysto nom quero falar mays que pera V. S. tudo estoutro era escusado, mas eu descamsó alguma cousa em vo-lo lembrar.

As muyto manyfycas mãos de V. S. e da Senhora (Comdesa beyjo. De oynco graos da lynha, a derradeyraoytava de Pascoa, camdo as naos soyam lá de partyr.

MARTYM AFONSO DE SOUSA»/

Endereço: -f- Ao ylustre e muyto manyfyco Senhor ho Senhor Conde da Castnyheya.

De Martym Afonso, do camynho no ano de 1534.

3. *Para D. António de Ataíde, Conde da Castanheira* (18).

À entrada do porto de Dio, 15-Nov.-1534 (*Col. S. Lotiz*, I, 438-441).

«Ylustre muyto manyfyco Senhor

Já Vosa Senhoria sabe cam mal escrevo por partes e cam pouco me pareço com foam; á-me V. S. de tomar com mynhas tachas aynda que sam muytas, senam saberdes que sou voso servydo verdadeyramente, e mal me faça Déos se huma das cousas que mays symto desta terra hé estar tam lomje de vós, de vos poder servyr e pagar, na moeda qu'eu pudesse, a vontade he a obra qu'em V. S. achey. E mays a verdade hé que des que omem vay tem do algum syso nam folga senam com ve[r] qu'iem lhe quer bem e com quem tem alguma rezam, que todo o al sam cousas d'até vymta

i(18) Os dinco navios de M. A. de Sousa chegaram a 'Goa em 'Setembro de 1534. Dez dias depois, Sousa largou de Goa com uma armada para fazer guerra a Cambaia; no caminho conquistou Damão e devastou a costa até Dio para obrigar Bahâdur a fazer a paz (Autobiografia, »107-d.O8, 139; CASTANHEDA, 1. 8, d. 81-32).

Cymco anos. Prazerá iDeos que me dará aynda algum descamsco e a V. S. muy ta vyda, que o al nom vos é de faltar pera verdes que servydor temdes em my e que amygo, qu'este hé o proprio nome, porem ysto á mester que seja cedo porque ornem vay já envelhecemdo.

Prymeyro que fale em outra nynhuma cousa quero dýzer a V. S. as myntyras que vos lá meu cunhado ⁽¹⁹⁾ foy dyzer, que arrybara sem eu querer chegar a ele. Ele estava tam fora de sy he como hé cousa de medo nam hé pera espantiar parecer-lhe yso e muyto mays, mas ele vos mymtyo muy falsa mymtyra, qu'eu me fyz à vela pera yr omd'ele estava e nam pude porqu'ele estava a balravemto de my; emtam mandey lá a caravela que podya meter mays d'elo qu'eu. Mandou-me dyzer que nam querya nada senam yr-se q Lysboa aparelhar e nam quys chegar omde eu estava por lhe nom estorvar a yda, tam cargados estavam./ Dê Vosa Senhoria juramento aos mestres e pylotos das outras naos e vereys se vos dyzem. Ouve grande menencorya de vos asy myntyrem, que a my nam me pesarya de perder senam dýamte V. S., porque cuydo que o temdes em my nam me pude conter lhe nam dysese que nam era bom mymtyr; hele tolheu-m'a fala.

Eu chegey [a] esta terra, >Deos seja louvado, de saude. Escrever a V. S. myudamenbe o que me dela parece je o que atégora pasey, parece-me escusado, poy-lo escrevo al-Rey ⁽²⁰⁾. Aly verá V. S. meu fraco parecer, e certo cá ysto é a mor cousa do mundo :e nam se pode crer, mas nós damo-nos nela de feyçam que hé a mays prove cousa que nunca se vyo, e todos os que servem al-Rey sen hum so real. Huma cousa dygo a V. S. e asy o escrevo al Rey, e pal'amor de Deos que nom paseys lá por yso. A Ymdya está de feyçam que se nam pode soster nela gerra tres anos, porque nom ahy ornem que queyra entrar em armada; e todos os que nelas nam amdam sam rygos, he os que amdam nam tem que comer, nem ahy hum so reail peralhes pagar, he a gemte vê já ysto e todos buscam sua vyda; he amdam premdendo os omens pera os meter nos navyos. A mor falta [que] qua há hé quem escreva verdade al-Rey, porque os emganos que á qua dos omens que se lá vemdem nom hé Cousa pera crer. Por iso, Senhor, tyray lá bem a causa [?] aos omens que vos lá gabarem. Cá tudo se desfaz em vaydade, nam quer mays Nuno da Cunha ⁽²¹⁾ senam escrever que tem tamtos navyos e que mandou tamtas velas ou levou comsygo, e a mayor parte de tudo ysto sam navyos de remo que gastam cousa de nam crer nos remeyros e nos mantymmentos; e os mays destes navyos vam vazios e gastam tamto como se fosse cheos e a jemte que neles vay podya caber na metade deles, he era muyto mais onra pera nós porque hé já huma qualha tam conhecyda e sabem todos / os nosos comtrayros canta jemte levamos, que pudyamos bem escusar usar de manha com eles. Eu vos seguro que, segundo eu quá tenho vysto, que na Ymdya se gastam cymcoemta myl cruzados e muy perto

⁽¹⁹⁾ Isabel de Albuquerque, irmã de M. A. de Sousa, era mulher de António de Brito (A. Braancamp Freire, *Brasões da Sala de Sintra*, I [Coimbra, 192il], 226).

⁽²⁰⁾ Carta 4.

⁽²¹⁾ Governador da índia (1529-1538),

deles, que se podyam muy bem escusar, e alembram-se pouco do proveyto d'El-Rey. O que quá mays compre hé paz com toda esta terra, he ysto hé o que eu dygo que nam pasem por yso, que se ahy emvemom terrá El-Rey omde meter 'dynheyro, se cá ou\rer quem se doya dele; terryamos nosos navyos varados em térra muyfco bem corryxydos, duraryam dez myü anos, he estaryamos prestes pera calquer cousa que compryse, e nam amdaryamos espancando o mar sem fazer u[m]a, mas todos queremos ter que contar nos coalheyros às custas d'El-Rey.

Eu ma[r]cho o mays emganado omem do mundo com este carrego que cá trouxe ⁽²²⁾, que nele nom ahy nyn'huma omra e muyto ymfymdo trabalho e gasto; he sabeys que hé, que Dyogo da Sÿlveyra á já hum ano que o quygera deyxar se lhe Nuno da Cunha dera lycença porque omem cá hé hum seu moço. (Por yso, Senhor, poys eu nom tenho outra esperança senam em vós, lembray-vos lá de mynha onra; -porque eu vos juro òs samtos avam-jelhos qu'eu nom ey de servyr mays este carrego que até ver a resposta destas, e se m'El-Rey nom faz pera em tam mercê da -governança desta terra, poys eu sou pera ela coma meus vezynhos, qu'eu m'yrey de quá aynda que m'El-Rey nom de lycença, porque nynhum proveybo levo des[te] carrego senam gastar tudo o que m'El-Rey dá d'ordenado e ser hum escudeyro de Nuno da Cunha. Olhay, Senhor, poys que asy hé, por my e nam q-ueyrays que agora, que sou já velho, vá de cá pro ve e desomraio. E se El-Rey ó que Nuno da Cunha o serve quá bem, como ele certo faz, e á por seu servyço te-lo quá / hé muy bem, mas a my dê-me -lycemça pera me yr. Ora, Senhor, niom quero falar mays nysto senam ponho-me em vossas mãos, e lembre-se V. IS. de quanta ydade sou e quamtos fylhos tenho, e oam doudo sou que nam me fazendo mercê nam faço senam servyr, e que 90u cheo de fylhos e que nunca me quys emcabarroar [?] nem agravar, que se o fyzera, já m'El-Rey tyvera feyto mercê e cuyiara qu'era leu pera mays: qu'emfym bem sey eu que asy se quer Purtugal, mas parece-me tam mal esta arte que aynda que vejo que m'aproveytarya nam no posso fazer. Ora poys ysto nom abasta, abaste a mysyrcordya de Deos. Bem sey cam escusado hé a lembrança que agora vos faço de vos lembra des lá de -fazer mercê a mynha molh-er ⁽²³⁾, porque eu sey bem o cuy dado que V. S. dyso à de ter lembrança he por amor de nós por cam vyrtuoso vós soys, mas nam faço ysto senam para vos pydyr que até em cousas que nam vam nada lhe faça V. S. comprymentos, porque as molheres sam muy desconfyadas e mays ssmdo estramgeyra ⁽²⁴⁾. Nysto nom quero também mays falar qu'eu sey bem camto mylhor V. S. o á d-e fazer do que vo-lo eu sey pydyr.

Cá temdes hum parente fylho do Senhor d'Amcyães, voso segundo Ooyrmão, chamado Vasco Pyrez de Sampayo ⁽²⁵⁾, omem muyto pera V. S. de o ter

⁽²²⁾ Como 'Almirante do Mar da índia.

⁽²³⁾ D. Ana Pimentel.

I⁽²⁴⁾ Era uma senhora espanhola.

I⁽²⁵⁾ Em 1531, quando cap:tão 'die um navio, -foi a ;Dio com Nuno da Cunha ie, em 1535, lutou contra os Mogores nio rio Indo (ISOUSA COUTINHO, 31, 62-63). Em 15 de Março de 1540 era-lhe prometida a capitania de Dio

por paremfoe e »die o aju-dar em tudo o que puder, porqu'efle tem cá muy bem servydo e de quem se faz quá muyta comita. Nam lhe falta senam ter quem asoalhe suas cousas, cabe nele todo carrego omrrado e toda a jemte quá conhece ysto dele, he a my foydyta acha-lo eu porqu'ele toé capytam duma galé he amda agora comygo, he é grande cousa achar ornem com quem fale suas cousas e de quem se fye. Neste feyto de / Damão ⁽²⁶⁾ a piymeyra escada que ss arvolou foy a que l'he eu a ele dey he lá dos primeyros que por ela emtrarom. Ele manda pyiyr Ormuz na vagante de Manuel de Sousa pera agora logo e merecyta muyto bem, ora veja V. S. que siará daquy a doze anos, 'he é dyta comtemtar-se hum ornem com ysto a qu'El-Rey tem obiygaçam de fazer mercê. Ajude-o V. S. que fareys muy gram virtude he ele nam tem nynguem senam a V. 'S..

Em Manoel de Sousa ⁽²⁷⁾ nam falo porque hé escusado, ele fala per sy. A Joam de Sousa ⁽²⁸⁾, Heytor de Sousa ⁽²⁹⁾, faça V. S. por lhes fazer alguma mercê que servem muy bem, he emfym o que fyzerics nos vosos yso aveys d'achar e carytas bene ordynata a *se ypsum* [/] *ymcypít*.

Torno-vos, Senhor, a lembrar que nam ey de servir este carrego mays qu'atá reposta destas, e nam ou vera quem no poderá ser senam estes que o foram Dyogo Sylveyra e Amtonyo de Myranda que tyveram a grande dyta serem capytães duma nao e saberem-lhe o nome; e aynda Dyogo ida Sylveyra o emgeytava. Ora muyto bom hé mandar-me a my El-Rey a cousa que Dyogo da Sylveyra emgeyta, e mandar-me à Ymdya onde o filho segundo de varam nom é razam que venha, e fez bem porque quá nom vay ornem nom ache muy tas bombardas: qu'estoutro dya fui só' goardia de Deos e D'El-

(*Registo da Casa da Índia*, n. 317). No dia 10 de Dezembro do mesmo ano, porém, Gaspar de Melo escreveu de Goa ao Rei: «Cinco dos meus irmãos aqui morreram em vosso serviço. Nem sequer um deles recebeu uma mercê, com excepção 'de Vasco Pirez de Sampaio, a quem este ano oferecestes Dio, mas morreu antes.» (*Corpo Chronologico*, 1-68-98).

⁽²⁶⁾ A conquista da cidade.

*⁽²⁷⁾ Nos meados do século XVI, havia pelo menos 14 pessoas com este nome na índia. O nosso Manuel de Sousa era primo de M. A. de Sousa e ide António de Aitaide, e capitão de Dio, como diz M. A. de Sousa na carta 9. Acompanhou Nuno da Cunha a Dio em 1531 como capitão de um navio; voltou em 1535 e lá ficou como capitão da fortaleza. Em Fevereiro de 1537 foi morto juntamente dom o sultão Bahádur. (SOUSA COUTINHO, 31, 64, 76, 78, 82).

⁽²⁸⁾ Como M. A. de Sousa escreveu na carta 11, era filho de João de Sousa, prior de Rates, e irmão de Tomé de Sousa, Vedor 'da Casa Real L. Ribeiro publicou, uma carta dele em *Studia*, I, 215-216.

i⁽²⁹⁾ Heitor de Sousa de Ataíde seguiu para a índia em 1533 como capitão da caravela *Sphera*, (*Emmentia* 334). Era filho de João Lopes de Almeida (R. de FIGUEIRÔA REGO, *Gente de guerra que foi à índia no século xvi*, [Lisboa, 1929], 19). Em 1546 combateu em Dio e em 1550 em Coehim ('SCHURHAMMER, *Quellen*, n. 2542, 4592). Morreu nas Ilhas Maldivas em 11554 (SILVA REGO, *Documentação: índia*, VI, [Lisboa 1951], 111).

-Rey som dar huma barra e tres ou coatro pefl ouros passaram por amtr'as pemas dos remeyros, afora outros que nos pasavam polos focynhos; eles sam bem aconselhados.

Cá me fez 'Deos huma grande mercê na tomada duma fortaleza ⁽³⁰⁾. Eu sey bem que V. S. á de ter dyso tamto contenttamento como eu. Foy muy gram dyta porque, alem da cousa em sy ser grande e muy omrada, foy logo no pryncypio / e gemte fycou cremdo em my, o ganhar no começo boa fama é gram negocyo pera o credyto da gemte e mays desta que no desean más byen c'arruydos o quystyones.

V. S. m'á de fazer huma grande mercê porqu'estas cousas sam-m'a my c*á muy necessaryas, e nam á d'esquecer a V. S. Comygo amda hum omem muy valemte omem que á quynze ou dezaseys anos que quá serve El-Rey a mor parte do tempo sempre capytam dum bargantym qu'é cousa de gasto e de nynhum proveyto, e agora amda aquy comygo num e preza-se muyto dyso, e tra-los sempre muyto bem comoertaldios. Nam quer outra mercê d'El-Rey senam que o tome Com moradya. Ohama-se Mateus Pereyra ⁽³¹⁾, foy paje de Joam Radrygues de Sá. Beyjarey as mãos de V. S. mandar-me hun alvará em que o á El-Rey por seu, qu'elle o merece muy bem.

Estes mancebos fydalgos que comygo vyerom provarom cá muy bem, e Femam de Sousa ⁽³²⁾, fylho de Crystovam de Tavora, é mays fyno ca hum coral e trepa por huma escada coma dyabo; eu fydo a V. S. por ele. Dyogo Rodrygez ⁽³³⁾, o pyloto que veo comygo, é muy bom omem e muy bom ofycal de seu ofycyco, que nom pode ser mays, merece certo mercê he omra; a que nele muy bem cabe, que hé pyloto-mor da Ymdia, V. S. lho dyvya d'aver, qu'em Purtugal nom ahy homem pera yso com'ele e a my fará gram mercê.

Eu mando dá esta<pymenta que tenho d'ordenado. Á de ser comprada as mynhas custas, e se aynda sobr'yo á de aver quebras nam vyrá a ser nada; / pera El-Rey hé muy pouca cousa e pera my hé muyto fazer-me mercê que seja sem quebras. Beyjarey as mãos de V. (S. aver-ma fazer lá pagar yso a mynha molher. qu'eu me contentarya d'achar lá dynheyro pera pagar as dyvydas qu'eu cá ey de fazer.

Ordene-me V. S. lá esas casas à sua vomtade e nam perquam por bayxo

⁽³⁰⁾ Damão.

⁽³¹⁾ Em 1538 era capitão da fusta *Santa Maria do Monte*, na armada de D. Garcia de Noronha {*Col. S. Lourenço*, IV, 249}.

⁽³²⁾ Este célebre fidalgo, companheiro fiel de M. A. de Sou9a durante este período, é frequentemente mencionado ñas crónicas contemporâneas. Em 1545 obrigou Ruy López de Villalobos a entregar-se; em 1546 encontrou-se com 'S. Francisco Xavier em Amboíno e desde 1548 até 15&1 foi capitão die Sofala ('Gf. SCHURHAMMER, *Quellen*, Index). Era irmão de Lourenço Pires de Távora.

⁽³³⁾ Seria o mesmo piloto Diogo Rodrigues que Sousa Viterbo mencionou nos *Trabalhos nautioos portuguezes* (Memorias da Academia Real, Vod. 5-2, [Lisboa, 1898], 276), e que foi feito cavaleiro por Afonso de Albuquerque?

qu'eu mam quero senam grandes escudarrões d'armas de pedrarya e compytyr co'Ymfamte Dom (Femando se fora ho meu vezynho nas suas casas. (Eu amdo tiam oleado de ver como me cá acho e tam corrydo de ver que cousa (hé este carrego, que nam sey o que lhe escrevo nem menos sey dizer o que me compre, por yso nom quero yr mays -pola istorya adyante senam fycar rogando a Déos que vos dê muyta vyda e muyta saude. Beyjo as mãos de V. S. e da Senhora Comdessa.

iDesta barra de Dyo aos xb de Novembro de 1534.

MARTYM AFONSO DE SOUSA.»

4. *Para D. João III, Rei de Portugal.*

[Dio, 15-Nov.-1534]. Fragmento, ed. FORD., *Letters of John III* (1931), (255-256 ⁽³⁴⁾).

«Depois que escrevy a Vossa Alteza da costa da Guiñee, Deus seja muyto louvado, trouxemos muyto boa viagem, sem temporaes e sem doenças, nem outra nenhuua necessidade das que nesta viagem soem d'aver, ainda que foy muy vagarosa por acharmos tempos contrairos e muytos levantes na costa do Cabo de Boa Esperança, que nos trouxe muytos dias em paio. E veidadeáramente hé o mor emgano do mundo em cuidar que ha hy monção de levantes e ponentes como hé fora dos tropicos, porque, agora que diziam que era a força dos ponentes, payrey vinte dias com levantes muyto rijos. E isto mesmo achey no Brasil, que também me diziam que avia hy monções; mas os hornees enfadanse d'esperar o tempo, e arribam, e emtam nam tem outra escusa sanam dizerem que ha hy estas monções; asy que eu ey que em todo tempo se pode vir à India, vindo -per fora da Ilha de Sam 'Lourenço, porque por dentro, quando as naos vem tarde, chama o canall o vento a sy, e a hy sempre levantes, a in'da que per dentro he muyto mais segura a navegaçam. E os mais dos erros que estes pilotos nestas navegações fazem, h'é por nam quererem aver vista da terra do Cabo de Boa Esperança, asy pera hyr por fora como por dentro. As vezes cuy-dam que levam huua rota, e eles vão muy desviados d'ela; e -avendo vista ida terra, se trazem alguu erro, enmendam-o; e d'aly se marquam pera fazerem seu caminho pera a India certo, ou ao menos com pouco erro. E ysto de ve Vosa Alteza de mandar dar Regimento aos pilotos, que ajam vista d'esta terra em toda maneira, porque hé cousa que compre muyto a voso serviço. E porque eu tive cá esta pratica com eles, e alguus me diziam que, imdo por fora, se nam ouvesem vista d'eslta terra, avela-yam da Ilha de Sam Lourenço, pera d'aly se marquarem; e ysto nam val nada, porque muytos se fizeram já por fora da ilha, e eram por dentro, e outros por dentro, e eram por fora; e todo este erro vem de nam aver vista da terra. E nam pase Vosa Alteza por isto, e mande-o poer em pratica dos

(³⁴) (Parece que a data é a mesma da carta 3.

pilotos; porque nenhum mao recado se faz senam por isto. Nam se espante Vosa Alteza de vos falar tam sal tamen te nas cousas de navegaçam, porque eu cuydo que tendes poucos em Portugual que a emtendam milhar que eu; e mais trabalho muyto pola saber, pois he pera vos servir com yso.»

5. *Para o Dr. Pero Vaz, Vedor da fazenda em Goa* ⁽³⁵⁾.

Chaul, 17-AbriM535 (*Col. S. Lour.*, I, 327-328v).

+

«Senhor

Huma carta de Vosa (Mercê me derom aos doze d'Abryl. Ho que m*a deu me dyse deyxava lá hum canhycimento d*El-Rey. Eu lhe beyjo as mãos myl vezes polo que nela me dyz, qu'eu vejo verdadeiramente que deseja Vosa Mercê que heu acerte, e sempre vos tyve por meu Senhor. E mays aveys de falar verdade a vosos amygos e servydores, poys estays lybre das payxões d:a Ymdya, que sam esperanças he receos, que diaqui vem falarem os amena cá todo9 ao som do padar.

E camto à armaçam pera Pegu o que mays o moveo foy pryncypalmente pergunta-lo eu alguns meus amygos e nam lhes parecer mal. Amtr'os coays hé o pryncypal, porque hé o com quem eu mays rezam tenho, foi Manoel de Sousa, e ajuntou-se também a yso ser cousa que m'a my El-Rey nom defemde, que nom hé tam pouco compyr ornem seus mandados. / Porque tratar nam no defemde El-Rey senam ao seu Governador ou a ofycyays que tenham sua fazemda na mão, he o que El-Rey nom á por mal qu'eu faça nom me parecya que errava muyto em o fazer. Que o dar estas lycenças nam no cy eu por tam mao senam polas pessoas a que se dam, que o dynheyro que eu cy hé pera gastar em servyço d'El-Rey, e o que Trystam de Ga ⁽³⁶⁾

⁽³⁵⁾ M. A. de Sousa esteve em Baçaim quando, em 23 de Dezembro de 1534, Bahâdur, por intermédio do seu embaixador, cedeu aos portugueses este lugar com o seu território; e também esteve quando assenitaivam as primeiras pediras da fortaleza, enquanto o sultão, com imenso exército, avançava contra Chibor, para defendê-lo de Humâyun, imperador mogol. Durante a monção (Fevereiro-Dezembro de 1535), porém, M. A. de Sousa e a sua armada tiveram de ficar em Ghaul, ao pé das fronteiras de Cambaia, pois não se podia confiar em Bahâdur. Durante a sua estadia em Chaul, Sousa quis enviar ao Pegu um navio com mercadorias, mas o Dr. Pero Vaz, Vedor da fazemda, ouvindo falar no assunto, escreveu-lhe uma carta para avisá-lo de que isto era contra as ordens do Rei. Em resposta, M. A. de Sousa enviou a carta que segue.

(se) Tristão de Gá, feito prisioneiro do rei de Cambaia na batalha desastrosa de Chaul, em r5'07, quando D. ¶Lourenço de Almeida foi morto. Tornou-ae

trouzer será o que lhe a ele bem vyer; que bem sabe El-Rey e todo mundo que se eu trago vinhos 'de Purtugal e sedas e outras mercadoryas que nam hé senam pera as vemder omde mays valerem, he a ysto chama-se tratar. Eu avya que nam errava e por ysto o fazya, que verdadeiramente eu, Senhor, trago o pomto em nam errar: e crea Vosa Mercê que s'eu vyese a ter o quarrego nesta terra que dyzem que nam avyam de dyzer: *Omnys homo curryt*. Eu tynha já o oomtrato feyto camdo e9ta carta de Vo9a Merce me derom e mercadoryas compradas, 'de maneyra qu'eu nam podya deyxar de perder tres ou coatro myl pardaos, mas o que farey poys a Vosa Mercê asy parece hé todo o lucre que vyer / da-lo-ey pera El-Rey pol[o] custo. Nom quero tyrar desta armaçam nynhum ganho poys a Vosa Mercê bem nom parece, qu'eu desejo de vos comtemtar, porque sey que vos nom comtemta senam o bom. Àsy fyca a hyda pera El-Rey e nam pera my. Agora vos fyco em mays obrygaçam e vos tenho por mays meu Senhor, porque o que me Vosa Mercê naquela carta escreveo 'foy com'a d'omem amygo verdadeyro, e peço-lhe muyto por mercê que asy o faça sempre, porque me nam pode fazer em nynhuma cousa tamanha mercê, e me mande com que o sirva porque sou voso servydor verdadeyro. Nam falo aquy a Vosa Mercê em muytas cousas que tynha que vos escrever; deyxo-as pera o começo do veram. Beyjo as mãos de Vosa Mercê.

'Deste Chaul aos xbij de Abryl de 1535.

A servyço de Vosa Mercê,

MARTYM AFONSO DE SOUSA»/

Endereço: + Ao muyto prezado Senhor, ho Senhor Doutor Pedro Vaz, veador da fazemda d'El-Rey noso senhor nestas partes da Ymdya.

Do 'Capytão-mor do mar.

Por outra mão: -f Esta hé a carta que eu disse a Vosa Mercê.

6. *Para D. João III, Rei de Portugal.*

Lâthi (Kâthiâwâr), 1-Novembro-15'35 (Co/. S. *Lour.*, I, 294-300 v.), ed.

Studia, I, 234-239. Apenas existe uma cópia ⁽³⁷⁾.

feitor de Dio dois anos mais tarde e era frequentemente mandado ao dito rei como -embaixador; por exemplo em <1513, 1515 e 15'3'3 (CORREA, I, 76>8, 957; III, 495; *Cartas de Albuquerque*, I, [Lisboa, 1884], 240-241; II, [1898], 151).

⁽³⁷⁾ No dia 2*3 de Junho de 15'3'5, Francisco Lourenço, um prisioneiro português de Bahâdur, que o acompanhou até Chitor e conseguiu fugir, chegou a Chaul e informou M. A. de Sousa de que o sultão tinha sido vencido e se retirava com toda a pressa para Dio perseguido pelos Mogores vitoriosos (CASTANHEDA, 1. 8, c. 97). Nos meados de Agosto chegou outro prisioneiro do sultão e trouxe de Bahâdur uma carta em que este pedia ajuda. Seguiram-se outras mensagens e finalmente, no princípio de Setembro, M. A. de

7. *Para D. António de A taide, Conde da Castanheira.*

[Lâthi] Acampamento do exército do rei de Cambaia, 1-Novembro-1535
(*Col. S. Lotir*, I, '83-83 v.), ©d. *Studia*, II, 240-241 ⁽³⁸⁾.

8. *Para D. António de Ataíde, Cortóle da Castanheira.*

Dio, 4 a 12-Dezembro-1535 (*Col. S. Lour.*, I, 27-8-2'82 v.), ed. *Studia*, 'I, 1241-245 (Parte). A edição de *Studia* é indompleta: omite o importante passo acerca da comenda de Nuno Furtaldio, a morte do irmão de iSou9a, João Rodrigues, e a carta do seu outro irmão, Pero Lopes. Além disso, o editor indica a primeira data, quando a primeira metade da carta foi escrita, como sendo *14-Dezembro-1 534*, enquanto o texto manuscrito tem claramente *4-Dezembro-1535*. A 2.^a via não menciona esta primeira data e tem, aqui e ali, algumas variantes, mas a substância dos dois textos é a mesma. Publicamos portan to aqui esta *via*. A ¡1.^a via foi publicada pela primeira vez na *Revista de História*, Vol. IV (1915).

9. *Para D. António de Ataíde (2.^a via).*

Dio, 11:2-Dezembro-1535 (*Col. S. Lour.*, I, .283-286 v.).

«Ymlustre e muy manyfico Senhor

(Eu cuydei que estas cartas que tinha escrytas partisem loguo, por yso nam escrevy mais larguo a V. S. porque emtam nam tinha tempo pera yso. E depois socederam as cousas d'el-rey de Cambaia <de feiçam, que (Lhe foy

Sousa partiu para Dio onde, passados uns dias, chegou também Simão Ferreira, secretário de Nuno da Cunha. No dia 25 de Outubro assinaram um tratado. (Bahâdur permitiu aos portugueses que construissem uma fortaleza em Dio e os portugueses prometeram ajudá-lo contra os seus inimigos (BOTELHO, *Tombo do Estado da Índia*, in LIMA FELNER, *Subsídios*, [Lisboa, 1868] 218-223; CASTANHEDA 1. 8, c. 98-102). Nos fins de Outubro, em virtude do tratado, M. A. de Sousa e mais 40 portugueses acompanharam Bahâdur contra os Mogores e (Sousa enviou de Lâthi, a 20 léguas ao norte de Dio, esta carta. Sobre os acontecimentos : Autobiografia, 140-142«

⁽³⁸⁾ Esta pequena carta «do acampamento do exército do rei de Cambaia» era enviada, segundo parece, de Lâthi, como a carta anterior que a acompanha.

necesario tomar-se aquy a <Dyo⁽³⁹⁾ arrale achey aynda este navyo por partir, com que eu muito folguey he ditremyney de mamdar este meu criado com estas minhas cartas, porque a gemte que nele vay me hé toda sospeita por parte de Nuno da Cunha, que tam grande odio me tomou por este neguocio idie (Dyo⁽⁴⁰⁾, que outra nenhuma quebra ouve nunca am'tre nós nem rezam pera yso. He posto que me ele bebese ho sangue se pôdese he que dê muy eraros synais dyso, sô eu tildo em tam maa comta, quamto hé esta parte de mali sofydo, que aynda que ele tyvese toda a culpa sey que avyam de dar a mim laa, que quá bem sabem a verdade, he por yso eu gramjeo este neguocio de ifeiçam que pareça que amtre nós nam há quebra nynhuma senam toda boa comfyrmidaiç. He por aquy verá V. S. que a todos se nos muda a comdiçam, ha minha mollher em vos dar as esporas he vós em as tomardes hy eu soffrer. Praza a Oeus que me pague El-Rey mylhor ysto he quam bsm no quá syrvo do que até quy me tem paguo: que se me deu grande ordenado foy fazer-me despemseyro dele, que idou eu hò demo hum reall se me dele fyqua, e mor o trazia Dom Estevam⁽⁴¹⁾ e Dom Luis⁽⁴²⁾. He se me laa ham emveja a ele, ajam, porque eu juro aos samtos Avamjelhos que nam tem ninhuma rezam. Parece qu'eu nacy pera syrvyr he trabalhai toda mynha vida sem dyso tirar outro ymterese senam o guosto qu'eu levo em syrvyr El-Rey noso senhor, / mas eu confyo tamto nele he iem quam vertuoso hé, he na lembrança que Jhe V. S. de mim há de dar, que 'estes trabalhos he gastos que eu quá faço m'á de pagar com muita omra he muyta mercê.

De quá vay tamta jemte he quá também há tamtos que escrevam as miudezas desta terra que he escusado escreve-las eu a Vosa Senhorya nem a El-Rey senam soo que nesta terra he agora necesarsa mays jemte que nunca com estas fortalezas que se fazem, sscilioet: Dyo he Baçaym am d'escomber em sy hum grande golpe de jemte, porque lhe hé necesarea he quá há mui pouqua: porque aguora aquy combatido ho mato por totalas partes, he com parecei que nam há quá na Yndya homem que haquy nam seya, nam pasam de mil he quynhemtos omeens he nam sey aimda se chegam. He se lá dyserem a Vosa Senhorya outra cousa myntem-vos muy grande myntyra como vos diram

(39) As forças superiores dos Mogores obrigaram Bahâdur a voltar a Dio. Acerca da expedição, além desta carta e da Autobiografia, ver LOPO COUTINHO, 63-64; Garcia da ORTA, que acompanhou M. A. de Sousa nesta ocasião, *Coloquios dos Simples e Drogas da India*, II, [Lisboa, 1895]., '15-16, 140; CASTANHEDA, 1. '8, o. 108, 12'0; CORREA, III, 651-558; COUTO, Dec. 4, 1. 9, c. 10; BARROS, 'Dec. 4, 1. «6, c. 16. iSegundo Lopo Coutinho e Correa, Bahâdur retirou-se até Ahmadâbâd.

(40) Nuno da Cunha não podia perdoar M. A. de Sousa por ter chegado a -Dio, privando-o a ele, Governador, da honra de receber de Bahâdur a concessão para construir uma fortaleza em Dio.

(41) D. Estêvão da Gama, que em 15*24 seguiu para a índia como Capitão-Mor da armada, e futuro Capitão de Malaca.

(42) D. Luís de Meneses (Cf. carta 1).

outras muytas que nam sam verdade. Este meu cryado que vay dará a Vosa Senhorya dysto muy largua comta he asy des tes negoucyos die iDyo.

iDespois que est'outra a Vossa Senhoria escrevy ⁽⁴³⁾ se partyo el-rey de Cambaya ⁽⁴⁴⁾ do lugar domde estavamos com nova dos mogoures he nos fomos asy retraemdo, porque ell-rey dos mogores ⁽⁴⁵⁾ trazya muy grosa jemte he elle mui pouqua, he chegamos a huma cydade gramde omde esta huma fortaleza boa ⁽⁴⁶⁾ omde el-rey pousou, hy eu ahy demtro dom ele, porque sempre pousava nas suas casas. He el-rey dos mogoures tomou huma tresnoutada com dez mil de cavallo he veo-lhe tomar as espias de maneira que nam ouve tempo pera mays que pera nos armar he sayr por huma porta he eles emtrarem por outra. Como / el-rey sayo ao campo quysera-se ir, hy eu lhe dise que se nam fose, porque segumido a sua jemte amdava amedorentada dos mogores, que, se começase a camynhar, que se poryam em fogyda he que lha mataryam, he que elle corrya mui gram iysco: senam que, ou dese neles poys vynham camsados, ou se fyzese forte nhum alto que ahy estava até vyr ha noy te, que elle sabya a terra he os seus, he os outros mui mal, he que emtam se .podya yr muito a seu salvo. Pareceo-lhe elle ysto mylhor porque tynha pouqua confiamça na sua jemte por quam maa de pelleja hé ⁽⁴⁷⁾. He como foy de noyte fomo-nos sem nos elles sygyrem nem acometerem-nos omde estavamos, senam poseram-se a rouibar ho lugar he queymarem-no. Neste meio tempo nunca me el-rey deyxou de ter pola mão, nem bolya paso sem mym, chamam do-me senpre irmão, hy eu fazemdo-lhe feros he rebolaryas, que fiquey amtre elles tydo em muy gramde comta, mas querya mais dous maravydys. Daquy nos tornamos a Dyo⁽⁴⁸⁾ omde fico ajudamdo a fazer esta fortaleza he gastando dese dinheiro que busco emprestado, posto que éll-rey me fez mercê ide oyto myi e oytocemtos pardaos, mas *quyd sit inter tantos?* ⁽⁴⁹⁾.

Syam Fferreira ⁽⁵⁰⁾ vos dyrá laa setemta ⁽⁵¹⁾ mymtyras he tudo ho que vos delle dyserem crede agora, porque verdadeyramente açoutava quá este ornem como hum mynino; he ysto abastaa quam to a este capitolio porque gramides sam as esdreturas que nelle falam.

(«) Carta 7.

⁽⁴⁴⁾ Bahâdur.

⁽⁴⁵⁾ Humâyun.

⁽⁴⁶⁾ Ahmadâbâd.

⁽⁴⁷⁾ A 1.* via tem «por cam má hé de peleja».

⁽⁴⁸⁾ Conforme a *Chronica Geral dos successos do Reyno de Gusarate a quem chamão Cambaya*, escrita por um português ao serviço de Bahâdur, o sultão já nos meados de 'Dezembro de 1535 estava outra vez em Dio com M. A. de Sousa, pois conclui o seu manuscrito com as palavras: «o Rei fugiu para Dio, onde actualmente está, no dia 2>7 de Dezembro de '1535, esperando que os portugueses o ajudassem» (Schurhammer, *Quellen*, n. IS'2).

⁽⁴⁹⁾ «Sed haec quid sunt inter tantos?» (*João* 6, 2).

⁽⁵⁰⁾ O secretário do Governador.

⁽⁵¹⁾ Na 1.ª via: *sesemta*.

V. S. está llá errado nhuma cousa, he porque sey quam desejoso hé Id'acertar vo-llo escrevo,/ he 'tambem porque hé servyço d'EIU-Rey. Hy hé que se nam asemte nynhum gromete de sobresaemte pera a Irndya -porque nunca nynhum dellles he marynheyro, he hé do mayor engano do mundo, nem omem d'armas, senam fyquam huma gemte bragamta sem se nunca querer embarcar pera nynhum-a parte, he fycam pollos palmares he hacupam hos solidos he emchem os calemos, que parece que estaa a Ymdya chea de gemte. Trabalhe Vosa Senhorya por asemtar gemte lympha, he tenha o olho em crystãos novos, porque se vem quá muitos todos ha chatynar. Estas cousas nam ñas escrevo ha El-Rey porque me parece que habasta ha V. S. ⁽⁵²⁾.

Beyjo as mãos de Vosa Senhorya polla mercê que me faz do conselho que me em sua carta daa he pol-a lembrança que dyz que tem laa das mynhas cousas. Eu nam tenho outra esperança senam a vosa, he ha p-ryncipall rezam que haa, hé quam virtuoso soees he o que fazees a todos com quem nam tendes ¡tamta rezam como -dommyguo. ⁷ L-embre-se V. S. que nam tendes nyngem mais voso parem te qu'eu, que hajaa de poer sua pessoaa he fazemda -por Vosa Senhorya como ho eu ey de fazer, he ysto hé asy senam nunca me Deus desta terra leve. Eu escrevo nest'outra a Vosa Senhorya como mamdo peidyr a Ell-Rey a comemda que fycou de Nuno Furtado ⁽⁵³⁾. Peço-vos que me ajudeys he lembre-vos quam pobre sam, he cam pouco tenho, he de que y da de he quamtos fylhos, he eu nam sey outras horatorias senam esitas pera vos dyzer,/ he ter mui bem syrvydo a Ell-Rey pera merecer toda mercê que me fyzer.

Meu irmão João Rodryguez hé falecydo ⁽⁵⁴⁾. 'Deus sejaa louvado com tudo, que destas romaryas, em que omem amda, este hé o mais certo galardam que ho mundo daa. Dar-lho haa Deus, que hasy ho espero eu, poy morreo pelejando contra os ymyguos -da ffé he em syrvyco do se-u Rey. IFycaram-lhe quatro myl cruzados, que nam tinha mais nem nos podya ter, segundo elle acudya a muyta jemte necesytada em Malaqua omde elle estavaa. A estas Cousas amda omem quá avemturado cada dya, he agrave-se mui embora Dom Francysco Lobo he Dom 'Pedro Mascarenhas he dem-lhe quantas terras fycaram de Pedro da Cunha todas juntas he a mym muita da merda.

Pedro López ⁽⁵⁵⁾ m'escreveo que Vosa Senhorya querya hum pedaao desa terra do Brasyl qu'eu llá tenho ⁽⁵⁶⁾. Mamde-ha tomar toda ou ha que

⁽⁸²⁾ O trecho seguinte até *Estas yam jaa* é omitido na edição de L. Ribeiro.

⁽⁵³⁾ Nuno Furtado de Mendonça foi à índia como Capitão tdo *São Bartolomeu* (Correa, UI, 54'0; Figueiredo Falcão, 156). 'Sousa também fala da sua morte nas cartas 6 e 7.

⁽⁵⁴⁾ João Rodrigues de Sousa foi morto em 15'34 na famosa 'batalha oom a armada do rei de Ujong Tanah no rio Muar em que D. Paulo da Gama também encontrou a morte (Castanheda, 1. 8, c. 78; Couto, Dec. 4, 1. '8, c. 11).

⁽⁵⁵⁾ Seu irmão.

⁽⁵⁰⁾ Em 6 de Outubro 'de 1534, M. A. 'de Sousa foi nomeado *donatário* das *capitanias* do Rio de Janeiro e São Vicente no Brasil e o decreto fod oon-

quyser, que (esa será pera mim ha mayor mercê he a mayor homra do mundo ⁽⁵⁷⁾).

(Estas yam jaa por asynar se eu nam acertara *agora* de vyr, porque me levou el-rey daquy tam de-presa, que nam tive tempo pera mais que pera me embarcar inhuma fusta, porque nam sabe vyver sem mym. Ffoy-me Deus topar com hum rey que fcem tam pouquo syso com'eu: (S'eu com este nam medro jaa nam medrarei com nymguem./

IDE Manoel de Sousa, voso prymo he meu, nam se pode mais escrever senam qu'á Vosa 'Senhorya de ter muito guosto ymfymdo de ter hum tall parem te he todos ho de vemos ide ter os que com ele temos reram; he certo que quá nem em nynhuma parte hahy cousa por grande que seya que nele nam Caiba. Elle fica agora aquy nesta capitanya de Dyo, a que se elle offrece a muyto gasto he a muito trabalho. He nam crea Vosa Senhorya que lha deram pera lhe fazer mercê, senam porque era joguo forçado porque na Ymdya nam avya outrem pera huma cousa com'esta.

Joam de Sousa se ffaz quá hum omem omrado, he dyguo-vos que gasta muyto he serve muy bem. He Vosa Senhorya deve de trabalhar por lhe ffazer fazer mercê, porque a merece muy bem, hy eu vos juro aos Avangelhos que elle hé hum omem dos omeens a que mays jente dá de comer he que mays homradamente estaa; e asy tambem o ffaz Femam de Sousa, ffilho de Crystovam «de Tavora, que hé omem pera guovemar o mundo. Eu lhe dey huma capitania 'de huma galé he coube nele tam bem, qu'asy quyrya eu que me saysem todallas cousas que eu ffizesse. He certo qu'eu levo muito gosto destes mamcebos que comyguo vyeram sayrem tamto omeens de bem como saem. Manoell de Sousaa ⁽⁵⁸⁾, f filho de Dyogo ide Sepulvada, há de ser hum omem muito homrado, he Martym Correa ⁽⁶⁹⁾, f filho d'Amryque Correa. Escrevo y sto a Vosa Senhorya porque quando cousas suas lhe vyerem ter à mão que ffolgusys de lhe ffazer merdê porque a merecem e sam pera / tudo. Gaspar de 'Sousa ⁽⁶⁰⁾, ffilho de Symam de iSou9a que foy veador do Comdestabre, está aquy gastando hun pouco de dinheiro que trouxe em dar de comer a sesemta homens: he certefico a Vosa Senhorya que hé omem homrado he pera quallquer cousa hé sesudo. Lembre-se Vosa Senhorya laa delle porqu'ê muy deseparado.

Os syrvyços de Manoel de Macedo ⁽⁶¹⁾ sam mui sabydos, hy eu ey que

firmado em 20 de Janeiro de 15'3'5 (Cf. *História da Colonização Portuguesa do Brasil*, III, Porto, 1924, jH07, 220).

⁽⁵⁷⁾ A 1.^a via acrescenta aqui: «ODE 'Dyo, oye 4 de Dezembro r53'5».

¹⁽⁵⁸⁾ Manuel de Sousa de Sepúlveda, que se tomou famoso pela sua morte trágica depois do naufrágio do *São João*, em 24 de Junho de 1552.

i⁽⁵⁰⁾ Martim Correa partiu para índia em 1535 (*Emmentz*, 334); de 1548 até '15'5'0 foi Capitão de Dio e em 15'il regressou, doente, a Portugal (Schurhammer, *Quellsn*, n. 4592).

•⁽⁶⁰⁾ Morreu no primeiro cerco de Dio, lutando heroicamente contra os turcos (Sousa Coutinho, 189-191); o seu irmão, Álvaro de Sousa, obteve uma viagem ao Pegu (Schurhammer, *Quellsn*, n. 49'8).

<⁽⁶¹⁾ Capitão de Chaul (1533-,!5135).

hé escusado escreve-los a Vosa Semhorya, senam sey-lhe dizer que lhé hum ornem muy 'homraidio he que quá serve muito bem El-Rey, he que deseya muito syrvyr. Vosa Semhorya faça delle comta porque hé amem muito ryco <he mu'ito pera yso. Elle ffyca quá este armo porque o ffizeram fyoar, omdie despemde muybo he tudo há por muito bem empregado 'pois hé em syrvyço d'TEI-Rey.

•Nosso Senhor a vyda e estado die V. S. acrecemte por muitos annos.
De iDyo oje xij dias de iDezembro de 15315.

Servidor de V. S.

(MARTYM AFONSO DE SOUSA.)/

Endereço: + Ao ymlustre e muyto manyfido senhor, o (Senhor Conde da Gastamheira.

Por outra mão: -f- De Martim Afonso. Do anno de il 535.

10. *Para Fernam d'Alvares de Andrade* [?] (62).

Cochim, 24-Dezembro-d'53'6 (*Col. S. Vicente*, 13, 435-430).

+

«Sennhor

Se eu ouvese d'escrever a Vosa Semhoria tudo o que vos devia d'escrever, nom acabaria daquy a hum ano, e homem qua tanbem por o seu piolhete tem neguocio e tanto trabalho, que eu vos juro aos santos Avamgelhos que huma soo ora nom tenho de desquanso, e há tres messes que estou aquy, ou muy perto deles, com huma armada (63) e sem dinheiro nem mantimentos, e muita guerra ie muito neguocio com os senhores deste Malavar, que hé o moor trabalho que nenhum, porque são eles muy vaguarosos e muy mentirosos; porem enmendam isto com meter os cans na mouta e arre darem-se a fora e quererem que nós soos ffaçamos tudo isto. Este neguocio daquy do Malavar hé ele de muito periguo e de mui pouco proveito, e o Governador por este respeito lançou-mo (às costas, sendo coussa a que ele ouvera de vir, e que nenhuma aguora ma índia tanto compre, porque o ser todo moso

(62) (Concluimos da carta lió que esta foi esorita a Fernam d'Álvares de Andrade. Desde Abril até Setembro M. A. de Sousa permaneceu em Goa, mas mal acabou a monção já dirigia a sua armada para o Malabar a fim de lutar contra o Samorim e o seu aliado, o rajá de Repelim. (Na Carta recomenda alguns dos fidalgos que o acompanharam nestas guerras.

(63) Largou de Goa em 119 de Setembro com 15 navios de vela (Barros, Dec. 4, 1. 7, c. 19).

quá e delaa lié esta pimenta, e a este ffin fiaremos tudo o que se quá faz. E cuido eu que se aquy nom viera que a carregua passara mui gram risco. Tenho que dar muitas graças a Deus, que despoi-s que aquy cheguey se socederom as cousas a pedir de bota; e nom me meto eu agora em contar a V. &. as novas de como foy e de como pasou, porque as sprevo a El-Rey ⁽⁶⁴⁾ omde as vós aves de ver, e vaom tambem de quá tantos que vo-lo dyrão que escusarão homem deste trabalho, amtre tantos outros como aguora tenho.

E ey medo que ajaes por graça dizer homem trabalhos e cuidados, mas mal me ff aça 'Deus se eu nom queria ante cavar com huma eixada, qua servir a El-Rey da maneira que o aguora syrvo; porque, ainda que ele hé com muito trabalho, o moor de todos hé, e o que me a mim aterra, faltarem-me itodaldas cousas, ide maneira que nom poso ffazer o que devo/nem nada do que entendo, porque tenho eu as mãos atadas com nom ter dinheiro nem provimento nenhum do que pera a armada hé necesario. Se o peço ao veador da fazenda, diz-me que o nom tem, e diz muy gram verdade, e Nuno da Cunha tem muy -pouco Cuidado dyso, e a mor graça do mundo hé que vos ouvy eu já laa dizer, Senhor, que Nuno da Cunha entendia mui bem as cousas da fazenda e tinha muy boom cuydado delas. He muy gram verdade mas isto ha-se d'entender da sua, que da dEl-Rey nunca se vio moor orfindade nem deseparo. E olhay, Senhor, que tornam toda esta culpa a vós, porque anda 'Nuno da ICunha por quá deitando fama, que nom tem outro amiguo nem quem o sustenha quá se nom vós, e tem cheo todo mundo que -anda iem contrato de casamentos de huma ffilha vosa com hum seu ffilho, e que eu saiba a verdade destas cousas nom a sabe outra gente.

Isto se vay tudo a perder, tem muita necessidade de lhe acudir El-Rey e de se nom esquecer tanto das cousas que se quá ffazem mal feitas nem tambem dos serviços que lhe quá fazem. Este mal tem esta terra que hé tam longe, que quando laa os serviços cheguam parecem já mui pequenos, guastos à longura do caminho; e yso mesmo ff az as culpas, asy que vem a ficar tudo cage hum, e que quem leva mais dinheiro ese vay millhor livrado. Emquanto ysto asy for El-Rey nom será servido, e ey medo que nom seraa servido bem nem mal, porque ysto de quá vay de feição de ey medo que se acabe muito asynha se lhe nom acuidem.

Eu, Senhor, nom pude nunca de Nuno da Cunha ffazer boom amiguo despois destas cousas ide Dio e também ffuy eu vendo mais as cousas de quá e entendo-as. E o descuido que pera o serviço dEl-Rey noso senhor avya, e pola obriguação que lhe eu tenho, ffoy muy necesario lembrar e Nuno da ;Cunha algumas que ele nom ffazia e outras que ffazia, e isto com toda ten-perança do mundo, e nom em lugares públicos, senom diante o secretario dEl-Rey e o seu ouvidor geral. Nom toma ele bem nenhuma «destas cousas e pesoulhe muito de lhe eu ver o joguo e guanhou-me grande odyo: isto nom pera que totalas cirymonyas e rissos nom aja antre nós como se fossemos os mores amigos / do mundo. Dou esta conta a Vosa Senhoria porque amtes vos quero eu estar saneado destas cousas e que saibaes,

(64) Carta II.

que nom hé por minha culpa «senom pelas muitas culpas suas; e ysto nom diguo eu homens que de quá vão, mas a enxarcia das naos o dyrá.

Vosa Senhoria m'escreve numa sua carta que estei descansado das minhas cousas. Eu o estou muito pois vos tenho laa, nem quero ffalar nelas. Bem sey que á-vos ide ffolguar de iter huum servidor como eu homrado, tanto mais omrra vosa há de ser.

Á que tyenpo envejeey em Cas» til ha que an dês vos laa iem briguas e em bandos sem eu laa estar, «porque eu ese hé o meu tiro a vosear todos eses, ainda que eu sey que pera tanto cavalhero chegua cavalguada es esta. E pois as cousas laa andam em guerra e mete-nos quá em cabeça que em pasar El-Rey alem, mando a Vosa Senhoria huma tenda *ubi ffilius hominis reclinet caput* ⁽⁶⁵⁾. Leva-a Bento Laboreyro voso vasallo; e já isto vay bem começar eu a peytar, porem olhay Senhor que nom me cornais a ysqua.

O Doctor Pedro Vaaz vay oom fundamento grande ide ser voso servidor, e sey eu que avês v6s de folguar com a sua amizade, soo por quam linpamenbe elle quá viveo ⁽⁶⁶⁾. iPfolgue V. S. de lançar mado dyso, porque vos seraa ele muy boa ajuda per'as cousas de quá, porque has entende ele mui bem. Nem me pesará a mim que entenda ele, que ffiz eu este mexerico, porque se mostrou ele quá muito meu amigo.

Ambrozyo do Reguo ⁽⁶⁷⁾ hé voso servidor e quis ele que vo-flo escrevese, e hé o ele certo. Tambem me nom pesará «de lhe V. S. dizer que o ffiz eu.

João de Sousa se ffez quá homem muy omrrado e tem tele servido muy bem e guastado como diabo. Tenho-o eu ajudado o que pude com minha ffazenda, que eu quá com al nom poso, que este meu carreguo hé huma muy graciosa cousa. Ora aguora cuida eu que o ajudo muito mais em ffazer esta lembrança a V. S. e pedir-vos que lhe façaes laa fazer mercê, porque alem de V. S. fazer virtude hé obra de misericordia: eu vos juro aos santos Avangelhos que o fazes a quem o merece a El-Rey./

Tambem vos lenbro Heitor de Sousa, que nom tem outrem senom V. S., e vay-se ele já pondo como sol e hé neesaryo socorer-lhe; te lenbre-vos que põe o Ataide arriba do Sousa, que nom pode mays ffazer polos Ataides.

Laa vay huum homem velho que se chama Symão Caeyro, ⁽⁶⁸⁾, que há muito que quá anda e tem quá ssrvydo, e alem e em sesenta partes. E estes todos, Senhor, nom tem com que se salvar senom apeguaren-se a esta

⁽⁶⁵⁾ «Filius autem hominis non habet ubi caput reclinet» (*Lucas* 9, 5'8).

⁽⁶⁶⁾ Este trecho é uma das razões para dar à carta 1«1 a data de .153^6 e não a de 1537.

⁽⁶⁷⁾ Em 1522 Ambrósio do Rego embarcou para a China; iem 1527 era feitor e alcaide-mor na costa de Coromandel; em 1533 regressou a Portugal para voltar em 1536 como «Capitão do *Sancto Antonio* (Castanhaia, 1. 6, c. i, 13-15; 1. 7, o. 16; Correa, III, 459; Figueiredo Falcão, li57).

⁽⁶⁸⁾ Em 1526 Simão Caeiro acompanhou Pero Mascarenhas de Malaca à índia, como seu ouvidor geral e foi seu procurador no processo contra Lopo Vaz de Sampaio, na controvérsia sobre a sucessão no governo de índia (Castanhaia, 1. 7, c. 27-28, 31, 5>0).

taboa de vosa virtuiie, que ffazês por todos os que o merecem. Pedio-me, Senhor, que fizese esta lenbrança a Vosa «Senhoria dele, e faço-lha eu porque me parece serviço de Derus.

«Nom m'escreva V. S. tantas santidades, quantas me escreveo nestas cartas que me aguora derom, porque me parece que há de vir loguo tras aquylo que tome as cousas em paciencia como da mão de «Deus e eu são muito impaciemte. Noso Senhor a vida e estado de V. S. acrecente por muitos anos como eu desejo.

De Cochim a xxiiij^o dias de Dezembro 'de 1536

MARTYM AFONSO DE SOUSA»

11. *Para D. João III, Rei de Portugal.*

Cochim, 24-Dezembro-153'6 (*Col. S. Lotiz*, I, 442-443v.), ed. *Studia*, I, 2117-230.

A carta tem a data de 24-Dezembro-1537, mas o contexto mostra que foi escrita em 24-Dezembro-153'6, como a anterior. Por exemplo: 1. na carta 10, o autor diz que manda ao rei todas as notícias acerca da guerra no Mallabar; isto é o que ele faz na presente carta, descrevendo a luta contra o Samorim e o seu aliado, o rajá de Repelim, em 153>6; 2. em ambas as cartas se diz que o Dr. Pedro Vaz -está de partida para regressar a Portugal; 3. afirma-se que OBahâdur, que foi morto a 14-IFevereiro-153'7, está a in'ia vivo; 4. o autor diz que recomendou Vasco Pires de Sampaio ao rei há (dois anos, o que ele realmente fez na carta 3, 'datada de 15-Nov3mbro-1534; 5. não se refere à sua grande vitória em Coulete, em Fevereiro-153/7.

12. *Para D. António de Ataíde, Conde da Castanheira.*

Cananor, 15-Janeiro-1537 (*Col. S. Lour.*, I, 341-341 v.).

«Ylustre e muito magnífico Senhor

Despois de ter escrito a V. S. me sudedeo ysto quá que escrevo a El-Rey noso senhor ⁽⁶⁹⁾. E porque vós o avês ide ver me lescusso deste trabalho, senom dizer-vos que fica a Yndya de feição que nom há cousa pera aver doo senom dela: porque aquy onde ando há cinco meses que sostenho esta armada neste Malavar buscando dinheiro enprestado, e tenho-o escrito ao Oovemador trezentas vezes que acuda a ysto ou mande com que se sostenha. Nom tam soamente nom veio, mas antes mandou por duas gualês c'os capitães e gente

(69) Carta 11.

que traziam, que era a mor fforça que nesta armada andava, e com lhe escrever que se lhe eu nom dese licença que se ffosem; e eu já aguora nom tenho nem posso aver com que a soster nem ele nom no manda. Asy que hy nom há mais que ffazer que vara-la .em Cochim, pois tudo hé perdido. Beyjo as mãos de V. S.

De Cananor a xb dias de Janeiro de 1537.

IMARTYM AFONSO DE SOUSA»/

Endereço: Ao ylustre e muyto magniffico Senhor, o Senhor Conde da Castanheira etc. meu senhor. IIª vya.

13. *Para D. João III, Rei de Portugal.*

Codiim, 16-Jan.-153*8 (*Corpo Chronologico*, 1-60-66).

+

«'Senhor

iFfrancisquo d'Azevedo ⁽⁷⁰⁾ a seis annos que amda mesta terra. Dos tres que ho eu vy servir certeffiquo a Vosa Alteza que forão tam 'bem e Oom tamto trabalho que ninguém averá imveja. Vay aguora pedir mercê a Vosa Alteza. Elle a merece tão bem, que será empregada nelle. Não lhe estranhe V. A. yrse neste tempo da Imdia porque é casado e não está bem aos homens de sua calidade amdarem nesta terra e terem-na molher em Partuguall[!] tão pobre sem elles qua terem com que servir V.A. Noso Senhor a vida e reall estado de V. A. guuarde e acrecemte.

iDe Cochim aos XVI di[as] de Janeiro de 153'8.

MARTYM AFONSO DE SOUSA»

Endereço: A El-rey nosso Senhor.

(7º) Francisco de Azevedo Coutinho era segundo filho de Pero Lopes de Azevedo, que em 1519 foi morto pelos mouros perto de Arzila (Bernardo Rodrigues, *Anais de Arzila*, I, Lisboa, 1915, 271-273; *Chane. D. João III: Doações*, 3*9, 72). Casou com D. Ana, filha de Aires Pereira de Lisboa (Andrade Leitão, *Famílias de Portugal*, I, 274, 2'82). Em 1541 obteve duas viagens a Maluco, para onde foi em 1544 com Jordão de Freitas. Quando estava de volta em il54'5 com o sultão Hairun, encontrou em Malaca S. Francisco Xavier e depois acompanhou D. João de Castro a Dio, onde, no dia 10 de Novembro de 1546, foi morbo na batalha célebre que salvou aqudla praça (Leonardo Nunes, *Crónica de Dom João de Castro*, Cambridge, Mass., 1936,131).

14. *Para D. António de Ataíde, Conde da Castanheira.*

•Costa do Malabar, H8-J<aneiro-«ll5i3i8 (Col. S. Lour., II, 33<9-34'0v.).

«YÛustre e muito magnifyco Senhor

'Se Vosa Senhorya folgua de quá yrem boas novas de mym, como me na sua carta dyz, nam no erra, que verdadeyramente qu'eu ey que nam temdes vós moor servydor nem mays certo qu'eu. E bem sey eu que vos am de lysomgiar e crymonyar outros mays qu'eu, mas a pesoa e a fazemda de nynhum deses à Vosa Senhorya de ter tam derta camdo lhe compryr com'a de mym. E se isto asy nam fose também seiya comtra natura, que homde afhya tamto parentesquo e tamta comersaçam, forte cousa avya de ser ho porqu'ysto avya de quebrar. Asy que eu por esta mesma rezam ey que nam tenho nymguem senam a vós, e eu ey isto por tam certo que todalas palavras que nysto guasto me parecem escusadas.

(Dyz-me V. S. em sua carta que folgua El-Rey muito d'ouvyr boas novas de mym e leva nyso g ram de gosto e grande comtemtamento. Veidadeyramente eu lhe mereço tudo porque o syrvo com a alma e / com ha vyda. Muy to perto estamos de ver se hé asy, porque som eu já velho para me paguarem com palavras. Dyz-me V. S. tambem que nam crea nada do que me quá dyzem do capytam-moor desta terra. Eu asy o faço porque nam cuydo eu que estando nela El-^Rey há de marndar outrem, nem quá nam afyrma nymguem nada senam hus huma dousa outros outra; senam o voso Pedr'Omern que dyz que vem Vosa Senhorya e que vós lho dysestes. Ora se vos lá dyserem alguma cousa nem no creaes, porque per yqy verés que cou9a hé lomguas vyas.

Escreve-me V. S. que seya muyto amyguo de Nuno da fCunha e muito obydyemte. Já me comtemtaram obydicemte porqu'asy lho som eu, e se lá dyzem outra cousa hé muy gram memtyra, porque, como estou omde elle está, ho acompanho e cryrmoneo como ho mays tryste escudeyro que quá há, mas amyguo nom sey eu, por omde se V. S. fumda que o seya eu, s'eu aimda que tenha descomtemtamento delle, ho que dyzês que credes qu'eu nam terey, eu nam sey por que rezam vos parece, Senhor, que o eu nom devo de ter muyto dele, que segumdo as obras que m'ele quá faz nynhuma rezam hahy pera nós seremnos muyto manos. INão deyxo eu de ter muito em mercê a V. S. esta lembrança porque a faz elle coma msu Senhor he deseysoso qu'eu nam erre,/ mas fa-la-eys hum pouquo dom quem está fora do joguo, porque se V. S. se vyse neste Malavar, omde eu amdo com muy ta pouquo armada e muito pouqua jernte, e muilta guerra e muito que fazer, e nam podier fazer nada, senam amdar-s'omern desomrramdo e nam syrvyndo El-Rey; e o Governador nam quer dar lycença a nymguem que se venha pera quá, e se se vem hé loguo destroydo, e se se vay de quá tem na mercê muy certa, doutra maneyra symtyiya V. S. isto do que me escreve. E tentam o syr-vycyo d'El-Rey por estas teymas vay todo costa abayxo, que malí me faça Deus, se se vyo numqua cousa tam perdyda com'esta térra está, espy-cyallmemte este Malavar, que 'hé quá a força toda e o que mays se deve

arrecear. Mas fojem os governadores todos dela e vam-se a Cambaya que hé doce, e deyxam quá perder tudo isto, que hé domde vay a pymemta a Purtuguall. He parece-me a mym que poy El-Rey nam come outro fruyto de quantos guastos de jemte e dynheyro faz senam este, qu'auy s'avya de guastar o tempo que se nos quá vay sem fazer nada, que hé todo. Há agora auy nesta costa cemto e vynte ou cemto e trymte fustas destes mouros malavares com muita artelharya e marynha /d'yrypmygardeyros, e saem dum porto coremta he cymquoenta e fazem camto nojo podem; he eu vou tras eles e doutro porto saem outros tantos e vam pera outra parte e fazem outro tamto nojo, e homem nam sabe a quais acuda. He entam esta guerra hé a mor graça do mumdo, porque no mar nam lhes pode homem fazer cousa nynhuma porque sam eles muy remeyros e numqua os homem alcança. A guerra que se lhe avya de fazer qu'ê emtrar-lhe nos ryos homde eles estam he queymar-lhe os lugares e os navyos havya de ser com jemte toda da Imdya, que o Governador leva comsyguo nam temdo nada que fazer, esc reve mdo-lhe eu a nycysdade de quá. Asy qu'eu juro a Deus a V. S. que nam sey cousa que nam dera por m'achar fora desta terra, agora com tam pouquo poder como eu nela tenho: mas par Deos se se o syrviço d'El-tR'ey nela nam faz sua hé a culpa.

A jemte que veo este anno nesta armada foy muy boa he asy luzio loguo, e crea-me Vosa Senhoiyya o que vos dyguo, que gorometes de sobresalemte hé o moor enguano que há no mundo; e nam vos dygua nymguem que camdo cá cheguam que sam marynheyros, que hé a mor myntyra do mundo, porque eles sam bragamtes / que numqua emtraram em mar, e pera ser marynheyro á myster que seya muytos annos goromete. He eu vos certyfyquo que estes sam os que se lamçam quá aos mouros he nam já outros nynhuns, porque sam jemte sem bbryguaçam he como lhes falece hum vyntem que comam loguo sam hydos.

'Fumdo tamto este bom despacho e bom havyamento que V. S. lá dá a estas naos, qu'ey que fazeys ho moor syrviço a Deus he a El^Rey que pode ser, porque vem na jemte tam sam he tam imteyra qu'aproveyta loguo em cheguando, o que nam soya de ser asy. He também favorece-se esta terra muy to com ha vynda das naos cedo, porque camdo tardam loguo hos nosos imyguos começam a reynar: asy que deveys de ter muyto gosto do que toda a jemte de quá vos por isto rogua, he am-vos todos por tam bem escamçado neste my^ter, que lhe parece que ir e vyr à Imdya que nam hé nada.

Escreve-me V. S. que as cartas do prymeyno anno foram em mylhor ordem qu'as outras he que serya pelos negoceos que tynha em Dyo. Eu nam tynha acupações nynhuas, que 'hahy estava ho 'Governador sobre quem tudo pemdya, mas amdava eu fora com El-Rey de Cambaya he de camynho pode-se muy malí escrever devaguar;/ he mays ho gosto he o comtemtamento, hé o que faz desacupaçam no espyto pera homem escrever myudezas, he este tynha eu entam muy pouquo e agora muyto menos, porque me vejo eu com coremta annos ou muy perto deles e vynte myl cruzados guastados ides que nesta terra estou, e ora me dyzem que vem Dom Garcya ⁽⁷¹⁾, ora que fulano ou

(71) D. Garcia de Noronha, 'Governador da índia (1538-1540).

cyrano, he nom hahy soiryemen/to que «baste a isto, amies estou espantado de mym como nam tenho dado com ha carregua no chão. E porem hey eu por tamanha mercê estas lembranças que me V. S. lá faz que nysto veyo craramente camto meu Senhor soys. Polas novas que me V. S. mamda de meus fylhos lhe beyjo as mãos. Praza a Deus que veyaes tam¹ to iprazer 'dios vosos como a Senhora iCom dessa 'deseya. As mãos 'de Vosa Senhonia e as suas beyjo.

iDesta costa do Malavar, oye 18 de Janeiro 1538.

MARTYM AFONSO DE SOUSA»/

Endereço: + Ao ylustre je muyto manyfycio Senhor, o Senhor Cornde da Castanheyra. 1* vya.

15. *Carta de cavalaria para Aridrê Luís.*

(Beadala '(Vêdalai), .1 -(Fevereiro-1538 |(*Chanc. D. João III: Privilegios* 1, 1917 v.).

O documento informa que, a 2-Agosto-15&2, André luís Ribeiro, moço da câmara, filho de Francisco luís Ribeiro, apresentou um 'alvará, escrito por Martim Afonso 'de Sousa em (Beadala, a 1 -Fevereiro-l 538, o qual testemunhava como ele, Sousa, apresou a armada do rei de Calicut, 47 fustas, das quais nem uma só escapou, sob o comando dos capitães Pate Marcar, Cunhale Marcar e Ale Abraham, com 400 ipeças de artilharia, todas itomadas, sendo muitas de metal. Eram 7.'00'0 guerreiros, muitos deles mosqueteiros. Martim Afonso ide Sousa atacou-os, por mar e por terra, onde se encontravam, alcançando-os e destroçando-os à força de armas, pelo que muitos morreram combatendo e defendendo-se. Nesta ocasião André Luís foi feito cavaleiro, o que juntamente se confirma.

Ver outros alvarás idênticos em SCHURHAMMER, *Quellen*, n.º* 313, 324, 479, i5'&6. Acerca da batalha ver SCHURHAMMER, *Die Bekehrung der Paraver*, in *Archivum Historicum Societatis Iesu*, 4 (1935), 216-219, onde são indicadas as outras fontes.

16. *Para Fernam tf Alvares de Arídrade* (72).

Goa, 15-Novembro-1538 (Évora, Biblioteca Pública: 103-2-20, f. 55V.-56).

**Carta do Governador Martim Afonso de Souza
ao dito Fernão dalürz em Portugal.**

Sor

Se eu ouesses de Escreuer a Vm conforme a como eu dezeio de I vos seruir acabaria nunca mas eu sou pouco lisonieiro E | m.^{to} mão escritor, aueis me de

(72) O famoso *escrivão da fazenda* de iD. João III; seu tesoureiro-chefe (*Corpo Diplomático Portuguez*, V [Lisboa, 1874], 398).

tomar cõ minhas tachas, porq nehûadestas des | bota o conheçim^{to}. de q.^{taa} Ms. me la fazeis e quanto meu S.^{or} sois || Eu fiz o q na uossa carta maçonçelhais, q he ficar este anno nesta terra, on I de ha tanta necessidade q se não pode dizer, E uerdad.m.te q eu ey, q de homem tanto | meu S.^{or} como uos sois não me pode uir conçelho, q não seia m.^{to} de minha hon | ra, se a pode auer em homem tam deshonnrado do seu Rey, como eu p ^{Ta} estoutro | anno me irej se me Ds. der vida, porq* segundo as uoltas em q homem qua | anda não ha de fazer m.t* conta delia. E irmeey entodelas man.^{ras} do m.^{do} | porq crea Vm. q isto he o cõ q mais siruo aelRey nosso S.^{#r} q cõ ficar. E | se eu la prestar p.^{ra} algũa couza sera p.^{ra} uos seruir, porq dezeio eu m.^{to} I de uos mostrar esta uontade por obra em algua couza, porq palauras, uou ia conhecendo q^{to}. maos rapazes são. As nouas de qua onde uaj Diogo Botelho I me escuzão escreuellas ; senão todauia uos pesso, por Ms. S.^{or} q pello q deueis a | eIRey E a uossa obrigação trabalheis em q se socorra esta terra bem hõa I uez, p.^{ra} se escuzar pedirem no de quã, nem mandarem no de lâ outras m.^{Uaa} I uezes, porq crede uerdad.^{ra}m^{te} q esta em muj gran fadiga, E perdoe Ds a quem | em tal estado a pos. —

Pero de Andrade vosso seruidor, anda qua em minha compa | nhia de q eu leuo m.^{to} gosto, por ser couza uossa, pessouos por ms. q uos lembreis delle, E olhaj q he uosso parente, E q uos certefico q hade ser | homem honrrado ; E lembrouos também q os peccados da moçidade ia Daudi I pedia a nosso S.^{or} q se não lembrasse delles, por isso se algum erro fez per | doaylho porq leua m.^{to} honrrado caminho.

Mygel de yala moço fidalgo E da camara del Rei nosso S.^{or} uosso • grande seruidor, andou qua sempre em minha companhia. Elle he m.^{to} | ualente homem, e muj sezudo E cabe nelle toda a couza honrada; faça | lhe Vm. la fazer ms. porq a mereçe elle bem, e pode lâ requerer por | elle muj sem uergonha, e 11a que não tem outra esperanza senão ; em uos, e eu a receberej também por muj grande.

Gaspar Melio anda em minha companhia E serve m.^{to} bem por- | q sou eu boa t.^a de uista, elle he ualente homem, pediõme q uos fizesse || esta lembrança por elle porq se espera ajudar delia, toda a M. q la fizerdes a | reççeberej eu. Beijo as mãos a Vm. De Goa a 15 de nouembro de | 1538. | Seruidor de Vm. Martim A.^o de sousa —

Nota — Leitura do Dr. Armando de Gusmão, Director da Biblioteca Pública e Arquivo Distrital de Evora, a quem agradecemos o envio do texto completo do documento.

17. *Pasta D. Antósnro de Atakte, Contile da Castariheira* (74).

(Angra, 116-Julho-15319 (Co7. S. *Lotz*, I, 409-409V.).

«Ylustre he muyto manyfydo Senhor

Huma carta de Vosa Senhoria ouve aquy nesta ylha⁽⁷⁵⁾, he agora ey vefdadieyramente que soys meu amygo canuto pode ser e cambo a nezão o

⁽⁷⁴⁾ IM. A: de Sousa (largou de (Codhim em Janeiro de 1530, na *Raynha*

(75) Terceira (iGf. iFord, *Letters*, 3i20, and Stihurhammer, *Quellen*, n. 1243).

requerer e deyxto ysto -pera seu tempo ie pera quanto vós saybays também quamto o eu sou voso. As lembranças que me na sua carta faz eu nam sayrey delais, nam aquy nam 'tenho mays que dyzer porque, co[m] ajuda de Deos, eu serey lá muy cedo. Quamto hé ser recebydo e a tudo o al vós, Senhor, ordenay o que vos parecer que yso será o bom e die yso nam sayrey eu. O alvorço que temdes -pera my vos nom agradeço porque eu vos juro a Déos verdadeyro que vo-lo pago na mesma moeda. Beyjo as mãos de Vosa Senhoria.

•Desta ylha aos x dyas de Julho.

Eu nam party logo porquie Pedr'Anes ⁽⁷⁶⁾ me 'dyse que mandava El-IREy, que se nam partyse daquy nao sem navyos d'armada ⁽⁷⁷⁾. Estou esperando por ela, que aynda armadas me nam querem deyxar.

MARTYM AFONSO DE SOUSA»/

Endereço + Ao ylustre e muyto manyfyoo Senhor, o Senhor Comde da Castynheyra, meu senhor.

Por outra mão: -f (De Martym Alfonso, »'das Ylhas, do ano de 11539.

í⁽⁷⁶⁾ Pero Anes do Canto, Capitão-Mor da armada-escolta (Ford, 320).

⁽⁷⁷⁾ Por causa dos piratas (franceses (Cf. Ford, 3»1'8, 342; Schurhammer, *Quellen*, n. 1243).

Le «regimento» de la «Mesa da Consciência» du 24 novembre 1558

(Dans un petit guide publié il y a plus d'un demi-siècle, mais que l'on consulte encore aujourd'hui avec profit, Pedro de Azevedo et Antonio Baião, citant un mémoire de Francisco Manuel Trigoso de Aragão Morato, célèbre canoniste et historien (*), déplorait la disparition d'un «regimento» de la «Mesa da Consciência» du 24 novembre 1558, cité encore par José Anastácio de Figueiredo en 1790 dans sa *Synopsis chronologica* (2) et «de que, écrivait ces auteurs, Trigoso mais feliz do que nós, conseguiu ver uma cópia» (3).

Il arrive aux chercheurs les plus expérimentés de se laisser comme hypnotiser par la difficulté et de négliger les solutions les plus simples. 'Le «regimento» en question figure dans la collection bien connue de textes législatifs portugais réunie par Trigoso lui-même et qu'il légua par testament à l'Académie des Sciences de Lisbonne, où elle est conservée aujourd'hui (4). Il s'agit d'une copie datant des dernières années du XVIII^e siècle ou plus probablement du début du XIX^e. Nous ignorons si cette copie fut faite par Trigoso lui-même, mais la lecture courante du texte tout comme les corrections apportées sur le manuscrit nous garantissent que la transcription a été faite avec soin. Nous jugeons donc que ce

O) Sur ce personnage voir *Memórias de Francisco Manuel Trigoso de Aragão Morato*, ed. Ernesto DE CAMPOS DE ANDRADA, Coimbra, 191313'.

i(2) T. TI, p. 30.

l(3) *O Arquivo da Torre do Tombo*, Lisbonne, 1905, p. 153.

(4) Reservado 111-2/3, doc. 60, 4ff. papier. Dans l'édition que nous donnons de ce texte nous avons respecté l'orthographe et l'accentuation, suffisamment claire. (Nous avons seulement numéroté les différents articles pour en faciliter l'étude. Le texte est précédé d'un titre qui, certainement, n'appartient pas à l'original: «Treslado do Regimento de que hão de usar o presidente e deputados da Meza da Consciencia e Ordens».

document mérite d'être publié dans la *Revista portuguesa de Historia* en attendant, peut-être, la découverte d'un texte plus autorisé. Pour la pleine intelligence du texte, il aurait fallu que celui-ci soit accompagné de nombreuses notes, mais c'est là un travail qui requerrait une connaissance approfondie des institutions civiles et religieuses du Portugal du XVI^e siècle ou demanderait des recherches minutieuses et prolongées que nous ne pouvions entreprendre. Nous nous limiterons donc ici à une présentation sommaire des articles du «regimento».

Suivant l'ordre des 40 articles ou «capítulos», nous voyons le «regimento» accorder successivement à la «Mesa da Consciência» compétence administrative pour la réforme des ordres religieux et, spécialement, des monastères augustiniens et bénédictins (n.º 1 et 2); la surveillance des hôpitaux et autres institutions charitables (n.º 3 et 4) ; le rachat des captifs (n.º 5 et 33 à 36) ; les testaments faits en faveur du roi (n.º 10); le contrôle des fondations pieuses de la Couronne: chapelles et «mercearias» (n.º 11 à 14); l'inspection de l'Université de Coimbra, — nous sommes à l'âge d'or de l'inquisition et de la censure ! — (n.º 15) et les bourses d'études (n.º 16 et 17). Le «regimento» aborde ensuite la réforme des ordres militaires, la surveillance des chevaliers et «freires» (n.º 20, 30 et 31), — perpétuel souci des princes et rois de Portugal depuis le XV^e siècle ! — le jugement de leurs délits (n.º 21 et 22); la collation de certains bénéfices de ces ordres (n.º 23) et l'administration de leurs biens (n.º 32). (De là, il passe tout naturellement aux îles et possessions portugaises d'outremer; à l'évangélisation et la propagation du culte dans ces régions (n.º 24 à 28), domaine historiquement lié à l'ordre militaire du Christ, pour revenir, -enfin, à la provision des bénéfices dans les églises soumises au patronat royal au Portugal (n.º 29).

Cette vaste matière correspond, en somme, parfaitement au titre que Jean III, son créateur, avait donné à cette espèce de commission consultative et administrative. «Mesa da Consciência», c'est bien de cela qu'il s'agit: régler avec une compétence et un soin tout spéciaux des affaires où le roi se sentait particulièrement responsable en raison de leur caractère religieux. Et pourtant, on sait la mauvaise réputation que s'acquies rapidement la «Mesa da Consciência» auprès de la hiérarchie ecclésiastique tant à Rome qu'au Portugal. Dès 1545, un mémoire rédigé à Rome à l'intention du

nonce Luigi Lipomano se rendant au Portugal, s'exprimait en termes sévères au sujet de la nouvelle institution. «Comandano e limitano e fanno e diffanno, disait le mémoire romain, cose grandissime contra prela ti e tutti li altri ecclesiastici non avendo giurisdizione alcuna dal papa ne da legati suoi et essendo meramente giudici incompetenti di cio che fanno» (5). 'Au Portugal, les députés ecclésiastiques aux Cortes de 1564 demandaient: «que se vejão os regimentos que tem <e se os não há que se lhes dem e se não entremetão em despachos nem outras couzas, somente nas de descargo de consciencia de Sua Alteza, e lho digão somente, e isto lhe diga o prezidente e se não entremetão em couzas de justiça entre partes» (6).

Ces critiques trouvent probablement leur racine dans les articles 8, 9 et 18 du «regimento» que nous n'avons pas encore cités. En se rapportant au texte, on verra que les deux premiers points recommandaient aux membres de la «iMesa» de soumettre au roi n'importe quelle question «acerqua das cousas da Igreja destes reynos que se de vão prover pera Nosso Senhor ser melhor servido» ou «que vos pareça que toque a minha consciência». A une époque où la distinction entre les deux autorités, spirituelle et temporelle, était loin d'être aussi clairement établie qu'aujourd'hui, une commission donnée en termes aussi généraux devait ouvrir la porte à la confusion des juridictions et inviter aux abus de pouvoir. L'article 18 chargeait la «Mesa» de l'examen des bulles envoyées de Rome au roi non pas, certes, pour les soumettre à un *placet* préalable, — ces bulles étaient sollicitées par la Couronne —, mais pour en étudier le contenu et pourvoir à leur exécution (7).

En comparant le «regimento» que nous publions avec celui du 23 août 1608, qui gouverna la «Mesa da Consciência» jusqu'à son

(5) *Corpo Diplomático Portuguez*, t. V, Lisbonne, 1874, p. 139. Ce texte est reproduit par Fortunato DE ALMEIDA, *História de Portugal*, t. Mil, Coimbra, 192*5, p. 55 et *História da Igreja em Portugal*, t. III, parte II, Coimbra, liÇflÔ, p. 'H1.

(6) Lisbonne, Bibi. Nac., ms. 81(02, f° 1'Ov-M et Fortunato DE ALMEIDA, ouvr. cité à la note précédente, p. l'2.

(7) iNous avons rencontré un exemple de ces sortes d'examen: A1NTT. Convento de Tomar, maço 18 (ancienne cote des archives de Tomar: Arm. 2, gav. 12, n.º 6). Lisbonne, 8(?) avril 1585, original avec signatures des membres de la «Mesa».

abolition en 1833, on ne peut manquer d'être frappé du peu de place qu'occupe dans notre texte les questions de procédure. Alors que le règlement de 1608 descend dans ce domaine jusqu'à des prescriptions parfois minutieuses, celui de 1558 se borne à traiter du mode de transmission des pétitions présentées à la «Mesa» (n° 37) et à prescrire la tenue de certains registres (n.° 38 et 30). Faut-il en conclure que le «regimento» du roi Philippe H (MJ d'Espagne) reflète un état plus évolué des institutions ou, seulement, que le «regimento» de D. Sébastien s'en remet tacitement sur ce point de la procédure au règlement primitif du roi Jean III que, chose curieuse, il ne mentionne en aucune façon ? On peut se demander encore jusqu'à quel point ce «regimento» primitif se retrouve dans celui de 1608, qui affirme explicitement en être une refonte. C'est là une question à laquelle il nous serait pour le moment bien difficile de répondre. Jettons plutôt en terminant, un regard, sans doute un peu nostalgique, sur l'horaire patriarcal que la Couronne, en ces temps lointains, imposait à ses fonctionnaires (n° 40).

(La seule indication que nous possédions sur le «regimento» de Jean III,—indication antérieure au fatal tremblement de terre de 1765, où disparut probablement ce texte —, est une brève mention du théatin Luís Caetano de Lima (f 1757), qui nous affirme que le «regimento» en question datait de 1532 (8). C'est l'année qui est toujours citée comme celle de la création de la «Mesa da Consciencia». En attendant qu'un heureux hasard, qui est souvent la providence des chercheurs, vienne, peut-être, nous révéler ce texte qu'il serait si utile de connaître, nous espérons que la publication du règlement de 1558 attirera à nouveau l'attention et suscitera de nouvelles recherches sur cette institution si importante et si mal connue de l'ancien Portugal: la «Mesa da Consciencia».

CHARLES-MARTIAL DE WITTE, O. ;S. B.

1(8) «O regimento del Rey D. João 3º he do ano de L5i3i2». Lisbonne, BibL Nac., ms. 27>4, fº 8v.

(Eu el-Rei faço saber a vós, presidente e deputados da Mesa da Consciência e Ordens que as cousas em que hei por meu serviço que entendais são as seguintes:

t¹] Entendereis na reformação das ordens asi de homens como mulheres destes reinos e deveis fazer hum livro ^(^a) em que sejam intituladas as ordens e quantos mosteiros há em cada huma assim de homens como de mulheres e sabereis a fundação e a obrigação dos mosteiros da ordem de São Bento e de Santo Agostinho e que não estão reformados ou estão tomados pera comendas ou em poder de comendatarios pera andarem juntos no dito livro e me poderdes delles fazer as lembranças pera serviço de Nosso Senhor.

[2] Dos mosteiros que ja estão reformados tereis lembrança para saberdes se estão na reformação e a guardão ou estão em algum descaymento pera se prover nisso assim por via de seus prelados como de qualquer outra maneira que pareça necessaria e proveitosa.

[3] Entendereis na reformação dos hospitaes que ja estão reformados pelos Padres de Santo Eloy para verdes se estão no modo dos mosteiros e asi mesmo entendereis nas gafarias, albergarias e outros lugares pios.

[4] Sabereis os hospitaes que mais há no reino que tenham renda e sabereis quanta tem e a qualidade delia pera se forem de qualidade que pareça que se deva entender na reformação delles se prover nisso como parecer mais serviço de Deos e meu e bem dos hospitaes.

[5] Entendereis nas cousas dos cativos pera se fazer na maneira que se ora faz; de que se fará regimento da maneira que estava ordenado.

[6] Vereis as ordenaçoes pera se saber aquellas em que aja cargo de [f^o lv] consciencia não se desfazerem e se haver provisão do papa assi como for necessario para se usar delias e porquanto elRey meu Senhor e avô, que santa gloria aja, tinha começado a entender nesta materia dos escrúpulos que se nella vos offerecerem (?), me fareis lembrança pera se verem e decidirem pelas pessoas que eu pera isso ordenar como me parecer.

[7] Também vereis as que se podem escusar por não siervirem ja pera se desfazerem e se não praticarem.

[8] Eareis especial lembrança de qualquer que vos parecer ou se offereça á cerca das cousas da Igreja destes reynos que se devão prover pera Nosso Senhor ser melhor servido e as cousas estarem no estado que devem e mo lembrareis pera á cerca disso se prover como seja mais serviço de Deos e bem das cousas da Igreja.

[9] De qualquer cousa que vos pareça que toque a minha consciencia e em que eu por meu descargo deva entender e prover me fareis disso lembrança cada vez que se offerecer caso pera isso pera melhor descargo meu ou alguma que se faça que vos pareça que eu são encarregado para se aver de emendar e ver em qualquer maneira que melhor for.

[10] Vereis os testamentos das pessoas que eu acceptar pera os mandar comprir e fareis com que aja effeito o cumprimento delles.

>^(^a) Ms. *juízo*.

[11] IA visitação das cappellas del Rey Dom Aifomso quarto e fareis acabar o regimento que sobre isso está começado porque no antigo são informado que há algumas cousas que já não servem e viereis seu testamento e me dareis rezão delle.

[12] E o mesmo comprireis nas cappellas del Rey Dom Diniz que jaz em Odi vellas e dos reis que jazem na Batalha e em Alcobaça [s^o 2] e no mosteiro de Santa Cruz de Coimbra pera se saber como se cumprem as obrigações que deixarão. E assi del Rey Dom Manuel que santa gloria aja e del Rey meu Senhor e avô e do principe meu senhor e padre e dos ifantes meus tios que jaziem no mosteiro d>e Bellem.

[13] O provimento e regimento das mercearias que o iffante iDom Luis meu tio, que santa gloria aja, ordenou no dito mosteiro de Bellem.

[14] Hey por bem que se provejão as mercearias da Casa da índia da maneira que se provem as mercearias del Rey Dom Alfomso o quarto que estão na see desta cidade de Lixboa.

[15] iNa visitação da Universidade de Coimbra da maneira que o tenho ordenado.

[16] Vereis os frades e leigos a quem faço esmola pera aprenderem nos estudos, se tem habilidade e as qualidades conforme ao regimento que he dado e que se faça nisso todo o exame que parecer necessário pera passar no modo em que o tenho ordenado e do que nisso vos parecer me fareis rdlção.

[17] E a mesma diligencia fareis quando alguma das ditas pessoas me pedirem ajuda pera livros ou grãos e eu o ouver por bem de lha fazier.

[18] IA cerqua das bulias que me forem concedidas pera se verem logo que vierem e se dar ordem ao éfeito delias e vereis as que me ja forem concedidas e fareis treslada-las todas em hum livro para nelle se verem quando cumprirem e não ser necessário pedirem-s:e as proprias pello perigo que pode haver de se perderem.

[19] Vereis a bulla das ordens menores, ha maneira que se tem pellos ordinários nas cartas pera não serem dadas senão a latinos conforme a direito e do que nisso vos parecer me dareis rezão.

[20] i El Rey meu senhor e avô tinha começado a entender no que tcqua á cerqua da regra, statutos e diffinições da ordem de Nosso Senhor Jesus Christo. Porque importa muito a serviço de Nosso Senhor e a bem das almas das pessoas do habito da dita ordem proseguir-se o que estava começado por Sua Alteza entendereis neste negocio hum dia na semana o qual será o que vos parecer e no dito dia entendereis assi mesmo em cada huma das ditas, digo das outras ordens de Santiago e Avis porque tenho sabido que há nellas a mesma necessidade de se reverem as regras e estatutos delias.

[21] Os perdões que pedirem freires clérigos de cada huma das ditas ordens serão despachados por vós e terey lembrança de no-los (^b) remeter e não a outras pessoas.

[22] Hei por bem que os feitos dos freires clérigos das ditas ordens assi eiveis como crimes que os juizes delias processarem nesta corte se despachem finalmente

'(^b) Ms. *vo-los*.

nessa meza e que os dos leigos assi crimes como eiveis se despachem na Rellação pelo juiz que pera isso tenho ordenado.

[23] Hey por bem que nos adjutorios, cappellarias e thezourarias que não se dão perpetuas e se passão com dlauzula «emquanto o eu ouver por bem e não mandar o contrario» se dem os despachos ás partes para se lhes fazerem suas proveções sem ser necessário dar-se me disso antes conta visto como quando as assinar [fº 3] poderei ver vosso parecer.

[24] E a mesma ordem guardareis pera melhor aviamento das partes nas dignidades, conezias, vigairias e outros quaesquer beneficios das ilhas e terras das partes do Brasil.

[25] Asi mesmo ey por bem que vejais as cousas spirituaes que os prelados das ilhas e das partes da India e do Brasil me escreverem de que comprir reposta assi no que tocar á conversão dos inifeis como a ampliação do culto divino e bem de seus cargos das quaes me dareis conta antes de se fazerem as taes repostas.

[26] Examinar-se-ão nessa mesa todos os cappdlães que ou verem de ir á Mina, Axem, Arguim, Congo, Angola, Brasil e a quaesquer outras partes da minha ohrigação.

[27] E o mesmo se fará nos capellaens das nãos da India que vão ida por vinda e assi dos que ouverem de ir nas armadas.

[28] Todos os capellães que ouverem de tomar serão primeiro examinados nessa mesa conforme ao que el Rey meu senhor e avô, que santa gloria aja, tinha ordenado.

[29] E o mesmo se fara nos clérigos que ou ver de prover de beneficios de meu padroado.

[30] As visitações de cada huma das ditas ordens e dos conventos de Palmella e d*Avis se proverão nessa mesa e farmeis lembrança das pessoas que nellas hão de servir de visitadores e escrivães e assi todas as mais lembranças que pera bom governo das ditas ordens e descargo de minha consciencia nellas vos parecer que se me devem fazer ora seja para nellas prover, se [fº 3v] forem da minha jurisdição, ou pera pedir a Sua Santidade o suplemento que parecer necessario.

[31] Provereis dos mestres de gramatida, canto, de 1er e escrever nos lugares em que os eu ordenar e em que os ja ha.

[32] A confirmação dos prasos das commendas e bens da mesa mestral de cada huma das ditas ordens e assi as quitações dos tres quartos e meias annatas passarão por vosso despacho.

[33] Vereis os petitorios e licenças das rendiçois dos cativos.

[34] Tomareis assento na composição antre a orden da Trindade e a rendição dos cativos.

[35] iFareis tirar a limpo as graças e indulgencias dos cativos de que se não achão bulias originaes authenticas.

[36] Vereis de principio o negocio e a bulia dos resgates para se tomar nisso algum assento.

[37] Todas as petiçoens de partes que se ouverem de despachar nessa mesa se darão ao escrivão delia o qual as apresentará na dita mesa e tanto que forem despachadas dará elle mesmo ás partes os despachos e repostas com que a dias sairem.

[38] IFareis fazer deus livros em hum dos quaes ey por bem que se escrevão todos os casos das duvidas que se moverem e determinarem nessa mesa muito declaradamente: o caso da duvida que se moveo e a determinação que se nelle tomou e os fundamentos com que vós nella resolvestes e assinareis ao pee da dita determinação pera se a todo o tempo poder ver. E no outro livro se assentarão todos os clérigos freires de cada huma das ditas ordens que se proverem de beneficios scilicet *(?) don [f^o 4] de são naturaes, de que beneficios forão providos e por quanto tempo e por cujo fallecimento vagarão e assi os exames que lihe (forão feitos).

[39] Outrosi se asentarão no dito livro todos os exames que se fizerem aos clérigos e pessoas que por bem deste regimentó aveis de examinar.

[4^o] O tempo e horas que aveis de gastar no despacho destas cousas asima declaradas assi no verão como no inverno he o seguín be: as menhãs de todos os dias que não forem santos estareis no dito despacho entrando no verão ás sete horas e acabando ás dez e no invernó ás oito e acabando ás onze e ás tardes estareis no dito despacho huma e outra não, entrando no verão às tres horas e acabando ás seis e no invernó a hua e acabando ás quatro de maneira que assi mesmo nas ditas tardes estareis as ditas tres horas no dito despacho.

Escrípia em Lisboa a vinte e quatro de novembro — Pantaleão Rebello o fez — de mil e quinhentos e sincoenta e oito. Valerio Lopes.

A data numa inscrição medieval de Coimbra

Quando, para alargamento da rua Visconde da Luz, então denominada «do Coruche», a edilidade coimbrã deliberou cortar bárbaramente parte da capela-mor e da colateral da banda da Epístola na veneranda igreja de Santiago, apareceram nos escombros da demolição, efectuada no ano de 1851, duas velhas inscrições lapidares que, por benemérita interferência do futuro visconde do Ameal, foram oferecidas ao ainda incipiente museu da Real Associação dos Architectos Civis e Arqueólogos Portugueses (*).

A data exarada numa dessas lápidas, aquela a que se refere esta nota, item provocado dúvida aos que a estudaram, pela grafia do segundo C correspondente às centenas. (De facto, iessa letra tanto pode ser interpretada como um C angular em que tenha sido interrompido o traço vertical para formar um terceiro C de menores dimensões, como pode atribuir-se uma tal anormalidade à fantasia do canteiro que a insculpiu.

Assim, Augusto Mendes Simões de Castro, no seu *Guia histórico do viajante em Coimbra* (2), não duvida poder atribuir a essa inscrição a data de '13*87 da era hispânica e o autor do *Catálogo da secção portuguesa da Exposição Universal de Paris de 1867* (3), onde esta pedra figurou, julga-a da era de 1287.

Os seus dizeres lestão gravados em quatro linhas de caracteres de transição que não tenho encontrado posteriormente aos últimos anos do século XIUI. E como a percentagem dos caracteres unciais aqui empregados é aproximadamente de 8 para 30 caracteres visigóticos, ela não deve ir muito além do ifinal do século XII, pois que no

0) Aquele a que se refere esta nota não figura, por motivo que desconheço, no catálogo desse museu, impresso no ano de 1891.

(2) Pág. 125 da edição de ISSO.

(3) Citado por Simões de Castro

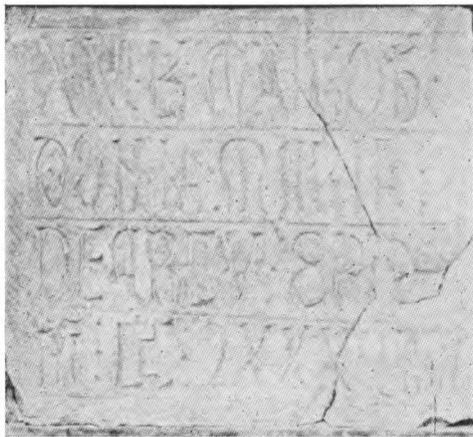
século seguinte já aqueles podem ser computados em metade, até que para o ifina! dessa centuria se constitui definitivamente o alfabeto uncial.

Ora, se déssemos como certa a data de '1349 <(era de 1387), teríamos de admitir que nos meados do século XIV ainda eram empregados caracteres visigóticos, como o L semelhante >ao algarismo 2 que vemos na 4.^a linha e não me consta ter atingido uma tal longevidade.

•Recordo-me, entre outras, de inscrições já completamente escritas com caracteres unciais dos anos de 1300 (Coimbra), 1302 ((Lisboa e Alcobça), 1307 i(iSintra), 1308 ((Porto), 1314 '(Lisboa), 1320 (Coimbra), 1324 (ISintra), 1345 e 1348 (Porto), etc., onde, portanto, os caracteres visigóticos já não aparecem. Julgo, pois, improvável que em 1349 (era de 1387) tais caracteres ainda fossem empregados, e em tão grande número.

E Coimbra <era um centro muito importante para lá se escrever ainda com caracteres obsoletos.

J. M. CORDEIRO DE SOUSA



Inscrição do Século XIII (Museu do Carmo)

*Fotografia do
Ex.^{mo} Sr. Coronel Azevedo e Silva*

Acerca da chamada «Crónica dos feitos de Guiné» de Gomes Eanes de Zurara *

ÍNão sei die obra da nossa literatura histórica que tenha levantado tantas questões e suscitado tantas hipóteses como esta crónica, desde que, em 183*9, Ferdinand Oenis assinalou a sua existência na Biblioteca Nacional die Paris e, dois anos depois, foi publicada por iniciativa do Visconde da Carreira (*).

(Desde o seu nome à data da sua daboração; desde a ordenação das matérias ao seu valor histórico; tildo tem sido visto sob os prismas mais diversos e à luz dos criterios mais divergentes.

Importa, porém, antes de analisar esses problemas, que são de ordem externa e de ordem interna, determo-nos um pouco na apreciação da personalidade do autor, e da sua obra.

Não há nenhum dado que nos permita estabelecer com rigor a data no nasoimento de Comes Eanes de Zurara, filho de Johane Annes da Zurara, cónego das igrejas de Évora e de Coimbra (?).

* (Esta nota foi comunicada à Academia Portuguesa da História em sessão de 1 de Março de 1957, como antecipação do estudo introdutório à Crónica de Zurara, a editar pela referida Academia.

i⁽¹⁾ *Chronica do Descobrimto e Conquista de Guiné*, escrita por mandado de El-rei D. Afonso V, sob a direcção científica, e segundo as instruções do ilustre Infante D. Henrique, pelo chronista Gomes Eannes de Azurara; fielmente trasladada do manuscrito original contemporâneo, que se conserva na Biblioteca Real de Paris, e dada pela primeira vez à luz por diligência do Visconde da Carreira, Enviado Extraordinario e Ministro Plenipotenciário de S. Magestade Fidelissima na Corte de França; precedida de uma introdução, e illustrada com algumas notas, pelo Visconde de Santarém; e seguida d'um Glossario das palavras e phrases antiquadas e obsoletas. Pariz, 1841.

(?) Vide António J. Dias Dinis: *Vida e obras de Gomes Eanes de Zurara*. Vol. I — Introdução à Crónica dos Feitos de Guiné, pág. 18 e segs.; e o artigo do mesmo autor: *Em torno da naturalidade e filiação do cronista Zurara* (fúne-

Apenas por uma passagem da *Crónica do Conde D. Pedro de Menezes*, em que o cronista diz ter ouvido contar os feitos de Álvaro Fernán des Palenço — «ainda que pequeno fosse» — poderemos talvez deduzir que teria então — isto é, em 1428 — dez a doze anos, tendo, portanto, nascido entre 1416 e 1418 ⁽³⁾.

•Nada se sabe da vida de Gomes Eanes até se topar com ele na corte, ao serviço de d-rei D. Duarte ⁽⁴⁾. Teria então 15 a 22 anos.

A circunstância de dizer que, «vivendo elRey Duarte», vira muitas vezes os «gramdes requerimentos» do Infante D. Henrique ⁽⁵⁾, dá a entender que desempenhava então quaisquer funções na chancelaria régia. Talvez as de simples escriba ou copista que, assim, estaria em contacto prolongado com os diplomas — o que lhe teria servido de aprendizagem do ofício, que mais tarde desempenha, de guarda da livraria real ⁽⁶⁾, onde certamen'te tomou o

matrim, 'Ano IV, Braga, 195'8, págs. 169 a 205). O documento que refere a filiação do cronista foi publicado por Esteves Pereira, em aditamento à edição da *Crónica da tomada de Ceuta* por ele dirigida, a págs. 295-297 (Documento XI).

i⁽³⁾ Formulamos esta hipótese partindo da convicção de que os feitos de Palenço a que se refere o Cronista ('Crónica cit., Livro II, cap. XVI, pág. 535 do tomo II da *Collecção de livros inéditos* da Academia das Ciências), se relacionam com a viagem a que se refere um alvará de D. Duarte de 7 de Maio desse ano (Vide Dias Diniz: op. cit., pág. 450. O diploma de D. Duarte foi publicado in *Descobrimientos Portugueses* de Martins Marques, Suplemento, pág. 115). O argumento em que Dias Diniz se baseia para fazer retroceder o nascimento do Cronista para antes de 1410, baseado no diploma, pelo qual, em 1446, o regente D. Pedro sanciona a nomeação de Gonçalo de Azurara, que fora porteiro-mor da Câmara da Duquesa de Coimbra, para escrivão da almotaçaria ds Santarém *(ibid.*, pág. 27), não o julgamos convincente, pois podia não se tratar do filho do Cronista. iDe facto, nos cinco diplomas de Afonso V, que se lhe referem, é sempre assim chamado, ao passo que o filho do Cronista se designa, pelo menos na carta de legitimação de 1483, Gonçalo Gomes de Zurara (*ibid.*, pág. 98). E impressiona ainda a circunstância de, em nenhum dos documento atrás referidos, o rei indicar a filiação de Gonçalo de Azurara, tratando-se de um filho do Cronista, tão seu valido.

>⁽⁴⁾ Vide Dias Diniz, op. cit., pág. 31.

i⁽⁵⁾ *Crónica da Conquista de Ceuta*, cap. XLII, pág. 130 da ed. cit., Vide Dias Diniz, op. cit., pág. 31.

i⁽⁶⁾ Realmente, em carta de quitação de 1452, D. Duarte refere-se à «nossa livraria que está em a çydade de Lixboa, de que ell tem cargo per alvará de mandado». (Publ. por Braamcamp, in *Arquivo Histórico Português*, VI, págs. 430-431 e por Esteves Pereira, *Crónica* cit., pág. 2'88. Vide também Dias Diniz, op. cit., págs. 63-64 e 86-90).

gosto da leitura daqueles livros que constituíam então o alimento intelectual dos homens do século. E assim se justifica a observação de Mateus de Pisano, de que, depois de passada a juventude, se abrasou em amor pelo estudo — «*scientiae cupiditate flagravit*» (7).

Este testemunho — comenta com agudeza o Dr. Rodrigues Lapa — «vem confirmar um defeito que se nota na sua obra : um autodidatismo serôdio, mal ariien'tado, que rompe intempestivamente nas suas páginas e se alastra 'em citações de fácil erudição — pecado vulgar nos homens que aprenderam tarde» (8).

Ido mesmo modo, o Prof. Joaquim de Carvalho observa que «as suas *Crónicas* não exprimem a formação de quem aplicou a juventude no estudo das *artes sermonciales* ou se preparou discendentemente para a vida sacerdotal». E acrescenta: «A sua cultura é essencialmente leiga e .mostra sinais de haver sido adquirida autodidáticamente» (9).

Mas talvez fosse esse mesmo -autodidatismo, que se revela — como nota ainda o Prof. Joaquim de Carvalho—«na variedade algo dispersiva dos conhecimentos, na curiosidade oom que dirigiu o olhar para a alvorada do pre-humanismo, na predominância da atitude retorizante, em detrimento da lógica (ou pofemizante), que era a da tradição escolar» (10) — talvez fosse esse mesmo autodidatismo, dizia, a razão de um príncipe exoeccionalmente culto, como era el-rei D. Afonso V, o ter solicitado para ajuntar e escrever os feitos de seu avô desde as pazes com Castela, «considerando como o tempo escorregava cada vez mais, e que tardando de serem escritos poderiam as pessoas que alii foram falecer, per cuja rezam se perderia a memoria de tam notavees cousas» C¹¹).

Realmente, o espírito de Gomes Eanes pende para as realidades sensíveis; e por isso estava indicado para cronista dos sucessos de que o testemunho vivo é a principal fonte de conhecimento.

(7) In *De bello Sept ensi* (*Inéditos de Hist. Portuguesa*, I, pág. 27). Vide também Joaquim de Carvalho: *Estudos sobre a Cultura portuguesa do século XV*, vol. I, pág. 187; e Rodrigues Lapa: *Lições de Literatura Portuguesa. Época Medieval* 3.ª edição, págs. 372-3713'.

(8) *Ibidem*, pág. 373-.

i(9) Op. cit., pág. 1<87.

i(10) *Ibidem, ibidem*.

X¹¹) *Crónica da Tomada de Ceuta*, Cap. HUI, pág. 13.

De facto, sempre o depoimento, directamente recolhido, esteve na base do seu processo histórico.

Ora, este método, que exige um conjunto de qualidades em que ocupam lugar proeminente a simpatia e a afabilidade — aquela «bondade e doce natureza» que um filho do Infante D. Pedro lhe atribua ⁽¹²⁾—não é isento de dificuldades. Zurara s'ente-as e procura vencê-las: «Ca he cousa çerta que nos feitos que muitos viram e sabem, nunca homem tantas vezes pode preguntar que sempre riam ache cousas novas que saber, e isto porque cada hum conta o feito por sua guisa» ⁽¹³⁾.

Por isso entende «que he mais segura parte preguntar a poucas e çertas pessoas, que demandar a todos o que perfeitamente nam am rezam de saber» ⁽¹⁴⁾.

'Gomes Eanes de Zurara era, portanto, o homem naturalmente indicado para registar os feitos de guerreiros e navegadores, segundo desejo expresso e premente de um monarca como D. Afonso V, que considerava ser obrigação principal do seu estado galardá-los ⁽¹⁵⁾.

Antes, porém, de D. Afonso V — «ao tempo que primeiramente começou de governar seus regnos» — o ter incumbido de ajuntar e escrever aquelas coisas notáveis, «per tal guisa que ao tempo que se ouvessem ide ordenar iem oarPnica fossem achadas sem fallecimento» ⁽¹⁶⁾, já o Infante D. Pedro, «teendo carregado do regimento destes regnos», lhe tinha dado informação sobre o feito de Ceuta, «com emtemçom — diz o cronista — ide o assentar logo tildo em crónica segutrido Ideito fiz alguum começo» ⁽¹⁷⁾.

— Quando ?

— Certamente antes de 1448, em que D. Afonso V assumiu o governo do reino.

Mas é a alusão ao tempo em que esse monarca *primeiramente*

I⁽¹²⁾ Carta de 11 de Junho de 1450, publicada por Esteves Pereira no apêndice de documentos à *Crónica da Tomada de Ceuta*, págs. 294-295 (Doc. X).

I⁽¹³⁾ *Crónica da Tomada de Ceuta*, ed. cit., cap. 'III, pág. 13'.

I⁽¹⁴⁾ *Ibid.*, pág. 14.

I⁽¹⁵⁾ Vide, a este propósito, os documentos IIv e XVII publicados na *Crónica da tomada de Ceuta*, págs. 2'89 e 3'05.

I⁽¹⁶⁾, *Ibid.*, pág. 13'.

<I⁽¹⁷⁾ *Ibid.*, pág. 45.

começou a governar os seus reinos >⁽¹⁸⁾, que nos dá a data do início da preparação sistemática da crónica, preparação essa que consistia em reunir notícias em cadernos «com tençam de as acreçentar em quaesquer lugares em que for achado per verdadeiro juizo que o mereçem» ⁽¹⁹⁾.

E foi assim, ao que parece, que Gomes Eanes de Zurara iniciou a sua actividade de cronista.

Ele mesmo se apresenta como continuador, por ordem de rei, do velho cronista Fernão Lopes. Mas esta deliberação de D. Afonso V não pode deixar de nos causar uma certa estranheza, visto que, um ano depois, em 1449, concedia ao velho cronista, em cada hum mes em toda sua vida, em a sua portagem de Lisboa, quinhentos reais de mantimento», «pelos grandes trabalhos que elle ha tomado, e ainda ha de tomar em a 'Chronica dos feitos dos Reis de IPortuiga'1» ⁽²⁰⁾.

¿Será este diploma, que só conhecemos através do registo que Damião de Góis encontrou em um livro da Portagem de Lisboa, mera confirmação de um diploma anterior?

¿Seja porém como for, não pode deixar de nos impressionar a circunstância de ser justamente no capítulo em que menciona a ordem de rei de reunir testemunhos para a continuação da crónica de D. João I, que Gomes Eanes se refere ao velho cronista como a alguém que já não é deste mundo: «...Ihuua notável pessoa que chamavam Fernam López...» ⁽²¹⁾.

(Trabalha-se naturalmente de alteração posterior, tais como outras feitas em outros capítulos desta mesma crónica ⁽²²⁾, pois é certo

⁽¹⁸⁾ Tem-se interpretado esta expressão como significando o princípio do governo efectivo de D. Afonso. (Mas não quereria antes Zurara referir-se à primeira parte do seu governo, que decorre entre 1446, isto é, o ano em que D. Afonso lhe entrega o governo do reino, e 1448, em que o jovem rei assume, de facto, a plenitude do poder? Não será este, realmente, o sentido do adverbio *primeiramente*, de outro modo supérfluo?)

⁽¹⁹⁾ *Crónica* cit., pág. 13. Não obstante, só em 1449 começaria a sua redacção propriamente dita, pois que afirma tê-la começado a escrever «*trinta e quatro annos depois da sua tomada*» (*Ibid.*, pág. 11, I Cap. II).

⁽²⁰⁾ *Ibidem*, pág. 334, doc. XXIX (de 11 de Janeiro).

⁽²¹⁾ *Ibidem*, cap. III, pág. 12.

⁽²²⁾ Estas alterações resultam do próprio método de trabalho do nosso cronista, que, como vimos, escrevia em cadernos, *com tençam de os acreçentar ou minguar*.

que o antecessor de Zurara não só era vivo, como era ainda — e foi-o até 1454—*guardador das scripturas de tonbo*.

Um facto me parece inconbesitável : ter o novel cronista aproveitado largamente o trabalho deixado por Fernão Lopes — o que, diga-Sie de passagem, era absolutamente legítimo.

De facto, nem é concebível que este não tivesse escrito nada para a continuação da Crónica de D. João I, tanto mais que a 2.^a parte já devia estar pronta em 1444 ou 1445, nem se nos afigura possível que Zurara tivesse conseguido, sem dispor de elementos já elaborados, preparar e redigir a Crónica da tomada de Ceuta, tal como se nos -apresenta, no espaço de um -ano (23).

— Teria também o propósito de concluir a história do reinado de D. João I?

Várias passagens d-esita crónica o comprovariam, se não fosse de admitir tratar-se de alusões feitafc por Fernão Lopes que, inadvertidamente, o seu sucessor teria deixado passar ao utilizar o material por ele já elaborado (24).

iSeja porém como for, o certo é que em algumas dessas passagens Zurara distingue perfectamente esta -crónica da Crónica geral do Reino (25). Mas se alguma vez foi solicitado para a escrever, o certo é que nunca chegou a realizar esse propósito (26).

(23) Realmente, no seu último capítulo ('CV), Zurara diz tê-la terminado a 23 de Março de 1450. Mas como então (Fernão Lopes ainda era vivo, teremos de admitir que, ou o velho cronista consentiu que o seu sucessor utilizasse a parte já elaborada por ele, ou que, ao aludir à conclusão da crónica, Zurara quisesse apenas referir-se àqueles Cadernos que escrevera com a intenção de acrescentar ou minguar posteriormente, como vimos na nota anterior.

(24) Assim, no capítulo primeiro, depois de proclamar as virtudes de D. João I, diz: «cuja estoria nos seguintes capítulos escrever entendo» (pág. 7), e no capítulo -CIIII, observa também que «diria aqui muitas cousas açerca das grandes virtudes del (Rey, se nom ouvesse descrever as suas homrosas emxequeas com todallas outras çerimonias, que pertencem aa sua sepultura, omde me parece que tenho rezoado lugar pera fallar de minha emteemçom» (pág. 2'70).

I(25) Por exemplo, quando diz, referindo-se à invenção da escrita: «E de como esta escriptura foi primeira-mente achada, e as razões porque acharees ao diamte em nosso prologo, *onde começamos a tallar das outras cousas do regmo*» (cap. OIiV, pág. 2'72).

(26) Chegou, porém, a pensar nisso, como se depreende claramente, por exemplo, do seguinte passo do capítulo V d-a *Crónica dos tertos de Guiné*, em que diz sobre certas coisas relativas à vida do Infante D. Henrique,

(Mesmo assim, dois caminhos se abriam à sua actividade historiográfica: a die cronista dos feitos do Algarve de além-mar, e a de cronista dos feitos de Guiné.

Particularmente interessado na conquista e manutenção das praças marroquinas, não admira que D. Afonso V mostrasse muito maior interesse por aquele aspecto da actividade de Gomes Eanes de Zurara. Mas, nem por isso, se desinteressou da crónica das nossas actividades marítimas, que foram empreendidas por «ordenança e mandado» do Infante D. Henrique. E, por isso, diz o cronista: «me mandou sua senhorya que me trabalhasse de as ajuntar e ordenar em este vellumie porque os leedores mais perfeitamente passam aver délias conhecimento» (27).

Oaí resultou a organização da chamada *Crónica dos feitos de Guiné*, que chegou até nós através do códice pergamináoeo que se conserva na Biblioteca Nacional de Paris.

É este códice — precedido de uma carta que, em 23^o de Fevereiro de 1463, Gomes Eanes di'rigiu a D. Afonso V — escrito em letra da segunda metade do século XV, toda da mesma mão.

'Segue-se o índice dos capítulos e, depois, o retrato do Infante D. Henrique, enquadrado em ramos de carrasco com folhas e frutos, formando, na parte inferior, /dois medalhões, onde, sob a folhagem, avultam duas pirâmides sobrepostas pela divisa «*talant de bien faire*».

A crónica começa por uma página ornamentada com a mesma cercadura de ramagens de carrasco, tendo ao fulndo o escudo nacional ainda com a cruz de Aviz, sobrepujado pela de Cristo.

A letra com que abre o capítulo está também adornada com o mesmo escudo, cuja forma D. João II abandonou no segundo trimestre de 1486—o que, como justamente obsierva o Dr. Duarte Leite, nos permite fixar o termo *ante quem* do manuscrito (28).

que «na crónica geeral do regno as entendo de tocar cada hua em seu próprio lugar» (pág. 33 da edição de Paris), ou do trecho do capítulo LI em que, referindo-se a um conflito entre o rei do Castela e o de Navarra e outros senhores, por Causa do Condestável Álvaro de Luna, diz: «... segundo todo esto mais largamente poderees saber na crónica geeral do Regno, porque die necessidade se devem os dictos feitos ally de tocar» '(pág. 235 da edição de Paris).

(27) *Ibidem*, Cap. I, pág. 5.

(28) *Acerca da «Crónica dos feitos de Guíneo»*, págs. '63-64.

Finalmente, o *explicit* diz ter sido acabada «esta obra na livraria que este Rey dom Alfonso fez em Lixboa, dezooito dyas de fevereiro, seendo scripta em leste primeiro ve'llume per Joham Gonçalvez, scudeiro e scrivam dos livros do dicto senhor Rey... no anuo de Jhesu Christo de mil e quatrocentos e cinquenta e 'tres annos», isto é, cinco dias antes de Zuírara escrever ao Rei a carta inserta no princípio do volume.

Como teria saldo do reino este códice, que já nem João de Barros nem iDamião de Gois conheceram ?

O Visconde de Santarém, baseado numa informação dada por Fr. Luís de iSousa, na *Historia* de S. Domingos, diz não poder haver a menor dúvida de que o referido códice é o que ele viu em Valonea ; mas julga ter sido enviado ao rio de Nápoles, D. Afonso o Magnánimo, não pelo Infante D. Henrique, mas por D. Afonso V (29).

A noticia dada pelo erudito cronista dominicano tem incontes-tável interesse; mas, para a apreciarmos convenientemente, não podemos esquecer as condições em que a transmi te. Vieij ames :

Fr. Luís de Sousa descreve os tumulos dos infantes, na Baítalha; e é a propósito dos labores da sepultura do Infante D. Henrique, entre os quais «se veem huus trassos pequenos, de que naoem huus raminhos que na feição e fruticos parecem de carrasco», que se refere a «hum livro que mandou escrever do successo destes desoobriamientos, em que usava, com a miesma letra, differente corpo de empresa, mas muito aventajado em agudeza de significação e graça. Erão huas piramedes...».

ie o cronista continua: «Este livro enviou o Infante a hum Rey de Naipoles : e nós o vimos na cidade de Valença de Aragão entre alguas peças ricas que ficárão da recamara do Duque de Calabria, ultimo descendente por linha masculina daquelles Principes» (30).

Icontrariando a opinião do Visconde de Santarém, o Proif. Costa Pimpão entende que não podia ser esse o códice parisino, pois neste aparecem também os ramos de carrasco, havendo, portanto, não «um corpo de empresa diferente, mas dois corpos de empresa bem

K²⁹) Vide a sua Introdução là *Chronica do Descobrimeto e Conquista de Guiné* págs. XIII e XIV.

| (30) *Historia de S. Domingos*, Parte I, Livro VII, cap. IS, pág. 33i2 da edição de 1*6123.

evidentes, al'ém de um retrato» que Fr. Luís de Sousa não menciona, o que — observa — «é para estranhar» (31).

Considerando, porém, que o cronista dominicano só se refere ao códice incidentalmente, a propósito do túmulo do Infante, não nos deve causar estranheza que não se referisse ao retrato, que, de resto, não vinha a propósito mencionar. Além disso, a referência a um diferente «corpo de empresa», embora não seja exacta, não me parece ser bastante para invalidar a hipótese de se tratar do códice parisino, pois o que o cronista quer acentuar é que nele figuravam umas pirâmides. E por outro lado, a circunstancia de, no «incipit» do volume, se declarar que nele «som scriptos todollos feitos notavees que se passaram na conquista de Guínee, per mandado do... if faute dom Henrique», explica perfeitamente a referência feita pelo dominicano a «hum livro que (*o Infante*) mandou esorever do sucesso destes descobrimentos» (32).

Que admira, pois, que se formasse a tradição de que esse livro fora oferecido pelo próprio D. Henrique ?

(Não nos demoraremos a mencionar as diferentes hipóteses formuladas sobre este códice, ou as observações que a seu respeito fizeram o Visconde de Santarém, Julio Mless, Gama Barros, Jaime Cortesão, ou José Bragança, nem mesmo a analisar as teses que os Profs. Costa Pimpão e Duarte Leite expuseram em trabalhos que tiveram o grande mérito de chamar a atenção dos estudiosos para aspectos que antes apenas tinham sido entrevistos. Basta ao nosso propósito pôr o problema ou os problemas que o texto do códice de Paris levanta, e tentar a sua solução.

Na carta que Gomes Eanes de Zurara escreveu a D. Afonso V, quando lhe enviou este livro, diz: «...sitando vossa mercee o anno passado em esta cidade me disisiestes quanto desejavaes veer postos em scripto os fechos do Senhor Tffante dom Henrique vosso tyo», ... «porem que me mandavees que me trabalhasse muy verdadeiramente saber a maneira que sempre tevera em sua vida com *todo*

(31) ¹A «Crónica dos feitos de Guínee» de Gomes Eanes de Zurara e o manuscrito de Cortez-d'Estrées. *Tentativa de revisão crítica*, pág. 76.

(32) ¹Hist. de S. Dominées cit., pág. 33>2. ¹Não devemos, de resto, deixar de ter em conta que ¹Fr. Luís de Sousa escreve muito tempo depois de ter visto o códice, baseando-se talvez apenas em reminiscências.

o outro processo de seus factos. IE que, avendo de todo comprida enformaçom, me ocupasse de o soverer na melhor maneira que podesse». E o cronista conclue: «Empero Senhor, esforçando-me com aquella voontade que aos boos servidores as cousas graves faz parecer ligeiras e boas d'a ca bar, trabalhei-me de lhe dar fim o melhor que pude ainda que eu vos confesso que em o fazer nom pus tamamiha deligenda como devera por ouJtras occupações que no prosseguimento da obra se me recrecerom».

Tiernos, assim, uma informação concreta : num só ano, o cronista conseguiu—apesar de lhe terem surgido entretanto outras occupações — reunir os elementos de que podia dispor sobre «todo o outro processo» dos feitos do Infante D. Henrique, e ainda redigir a crónica, ou o seu primeiro volume, que João Gonçalves, escudeiro e escrivão dos livros dei-rei, copiou nesse mesmo ano.

'Não seria isso impassível em espaço de tempo tão exíguo, se a crónica não estivesse já, em grande parte, redigida ?

Ora, o pequeno preâmbulo que antepos ao capítulo I reza assim: «Aqui se começa a crónica na qual som scriptos todollos feitos notavees que se passaram na conquista de Guíñee per mandado do muy alto e muyto honrado principe e muyibo virtuoso senhor o Iffante dom Henrique...». E prossegue: «A qual crónica foe ajuntada em este vellume per mandado do muyto alto e muyto excellente principe e muito poderoso senhor el Rey dom Affonso o quinto de Portugal».

Chegámos a pensar que esta frase continha a referència a uma crónica jem que, por ordem do Infante, foram escritos todos os feitos notáveis que se passaram na jconquista da Guiné — a qual crónica teria sido, depois, incluída neste volume por ordem de D. Afonso V.

A verdade, porém, (é que a expressão *crónica* está certamente com o sentido de *narração oidenakda cronológicamente*, sem implicar a ideia de qualquer .texto, muito embora existisse pelo menos o de Afonso Cerveira, a que o próprio Zurara se refere mais de uma vez ⁽³³⁾).

⁽³³⁾ Realmente, Zurara diz no Cap. XXXII que Cerveira «esta estorya primeiramente quis ordenar» ^f(pág. 1>6*5); e no Cap. LXXXI'V fala «no primeiro livro que fez 'Affonso Cerveira, pelo qual prosseguimos esta estorya» {págs. 392-393)*. Transdreve estas mesmas e outras referências de Zurara a Cerveira o Prof. Costa Pimpão (op. cit., págs. 3'5-3i7).

E, assim, o que o nosso cronista *junta em volume* por mandado de D. Afonso V são os feitos que, por *maridado do Infante D. Henrique*, se realizaram na conquista da Guiné.

Isto mesmo parece querer dizer a lição abreviada que deste *incipit* nos dá Valentim Fernandes ⁽³⁴⁾.

De facto, ao escrever que «Elrey Dom Affonso mandou colleger esta coránica de seu ityo s. (*scilicet*) que lulle ordenou no descubrimiento de Guynee», quereria talvez exprimir que D. Afonso V mandou coligir esta crónica (*dos feitos*) que seu tio (*o Infante D. Henrique*) ordenou no descobrimento de Guiné.

Seja porém como for, o certo é que, quando começou a redacção desta obra, Zurara dispunha não só da crónica de Afonso Cerveira sobre os feitos da Guiné, mas também, certamente, de escritos relativos à vida de D. Henrique, cuja redacção já anunciara na Crónica da tomada de Ceuta, ao dizer, no capítulo XIII (referindo-se aos feitos desse Infante), que «sempre teve muy grande desejo de guerrear aos imfices, no qual viveo e aturou toda a sua vida *como ao diamte será oomtfarfo*» ⁽³⁵⁾, e ainda ao dizer, no capítulo LXXX, que, a 'Deos prazendo, contará suas virtudes <<*distintamente* em seu proprio lugar». ⁽³⁶⁾.

Já vimos que Zurara, na carta dirigida a D. Afonso V, que antecede a crónica no códice de Paris, se refere claramente ao desejo del-rei, de que o cronista indagasse a maneira que o Infante D. Henrique sempre tivera em sua vida *com todo o outro processo de seus feitos*.

Não quereria Cl-Rei referir-se especialmente aos feitos de Guiné ?

Vejamos o que diz o próprio cronista no capítulo I «que he o prologo, no qual o autor mostra qual será a sua entençaõ em esta obra».

Depois de observar que D. Afonso V considerava os feitos do Infante «*especyaaes antre muytos que alguuns principes christaãos em este mundo fezerom*», declara ter-lhe ordenado que com toda a diligência se ocupasse na presente obra, «cá posto que grande parte *doutros feitos seus* sejam semeados per as crónicas dos reis que iem

⁽³⁴⁾ Vide *O Manuscrito «Valentim Fernandes»* editado pela Academia Portuguesa da História, pág. 133.

⁽³⁵⁾ Pág. 45.

⁽³⁶⁾ Pág. 219.

seu tempo forom em Portugal, assy como o que elle fez quando ;el Rey dom Joham seu padre foe tomar Gepita, como quando píer sy, acompanhado de seus irmãos e dou)tros miuytos je grandes senhores foe descercar a dieta cidade, e depois regnando el Rey dom Eduarte de gloiyosa miemorya, per seu mandado foe sobre Tanger, onde se passaram muytas e muy nctavees cousas, de que em sua estorya he feita mençam», «*todo o que se segue* foe feito per sua ordenança e mandado, nom sem grandes despesas e trabalhos, a elle propriamente pode seer atribuyda.«E comsiirando el-iRey nosso senhor que nom conviinha ao processo de *hua soo conquista* seer contado per muytas maneyras, posto que todas concorram em hum eiffeito; porem me mandou sua senhorya que me trabalhasse em as ajuntar e ordenar em este vellume, porque os leedores mais perfeitamente possam aver delias conhecimento» (37).

«E por que nós em os seguiintes feitos recebemos de Deos grande beneficio... por em o *poeremos em lembrança por louvor de Deos*, e notável memor y a *daquel senhor que já em cima nom&amús*, e por honra de muytos boos criãdos seús, e outras boas pessoas do rtosso regno, que em os dictæ feitos vertuosamente trabalharom. E por que a diota crónica *specialmente he entitullada* a este senhor, que-remos logo começar em seus costumes e vertudes, e ainda nas 'feições corporaaes... » (38).

— Que concluir daqui ?

— Que o objectivo de Zurara, de acordo com a vontade de D. Afonso V, é historiar os feitos de D. Henrique — mas só os que foram praticados per *sua ordenança e maiidado*, isto é, aqueles que a ele propriamente podem ser atribuídos, excluindo do seu propósito *outros feitos seus*, que constam das crónicas dos reis, e os que praticou na tomada e no descercamento de Ceuta, bem como na expedição contra Tanger, *dle que em sua historia é feita menção*.

E que assim era, de facto, prova-o também a seguinte passagem em que o cronista, referindo-se a muitas coisas de *rezoada grandeza* praticadas pelo Infante, diz que as deixa «sob sillencio por nom afastar minha scriptura do que primeiro promety; nom porem que

(37) Págs. 3 a 35.

(38) Págs. 7 e S.

de todo as queira callar, porque na cronica geeral do regno as entendo de tocar cada hua em seu proprio lugar» (i³⁹).

Trata-se, portanto, de urna crónica dos feitos que propriamente se devem à iniciativa do Infante D. Henrique, em que são lembrados *muitos bons errados seus ie outras boas pessoas do nossio reino que nesses feitos virtuosamente trabalharam.*

Não obstante, como é *especialmente intitulada a este senhor*, começa por descrever os seus costumes, as suas virtudes, e as suas feições corporais.

— Não concordará isto com o propósito del-rei, expresso na carta que o cronista lhe dirige ?

— Creio bem que sim.

E por isso não me parece possível falar num livro dos feitos do Infante, independente da crónica dos feitos de Guiné, pois ambos constituem o texto do códice parisino, provavelmente organizado em obediência a uma instante ordem real.

— Porquê ?

Sendo então ainda vivo o Infante D. Henrique, esta deliberação de D. Afonso V não pode deixar de nos impressionar.

Julgamos, no entanto, poder explicá-la pelo mesmo receio que o levava a ordenar a Zurara que continuasse a escrever os feitos de D. João I (40).

‘Certo é que a ordem foi dada em 1452; e, embora o cronista não o diga na carta que dirige a D. Afonso V, o plano de trabalho implicava o encerramento do volume em 1448 — ano em que el-rei houvera «jenteira mente o regimento 'de seus règnes», «com fnteçom — diz Zurara — de fazermos outro livro que chegue ataa fim dos feitos do Iffante, ainda que as cousas seguintes nom foram trautadas com tanto trabalho e forteileza como as passadas» (41).

De facto, a história dos feitos termina, neste volume, em 1448.

É certo que, excepcionalmente, se fazem nele alusões a acontecimentos posteriores; mas, considerando que o volume foi escrito entre 1452 e 1453, isso não deve surpreender-nos.

Acontecie porém que, além dessas alusões, houve claramente a

i³⁹) Flág. 33L

I(40) Vide atrás, pág. 239.

i(41) Cap. LXUVI, págs. 455 e 456.

preocupação de actualizar certas notícias, especialmente as referentes ao Infante D. Henrique.

— Pof qui em ?

O problema é intrigante.

'Desde logo, havendo alusões à sua morte, a crónica foi certamente remodelada depois de 1460. E como Zurara só morreu entre 1473 e 1474 (42), poderia realmente ter sido ele a introduzir essas alterações.

•Não obstante, uma alusão à «guerra dos mouros d'Africa, na qual el-rey dom Afifonso, *que entom regnava em Portugal*, e elle (Infante D. Henrique) em seu nome, com outros seus vassallos e naturaaes, continuadamente trabalhavam» (43), já fez pensar numa alteração posterior à morte de D. Afonso V, ocorrida em 1481 — alteração essa que, evidentemente, não podia ter sido feita por Gomes Eanes.

Não me parece, porém, que tenha de ser considerada aqui qualquer alteração do texto. Narrando um episódio ocorrido talvez em 1448, isto é, quando D. Afonso V começou a reinar, o cronista quis naturalmente indicar que ele já então tinha principiado a governar o reino. Por isso se compreende perfeitamente que, ao redigir a crónica em 1450, tenha usado o pretérito.

É certo que, logo no capítulo I, também se diz que D. Afonso V «aa feitura deste livro, por graça de Deos, regna va em Portugal» — o que parece dar a entender que então já não reinava. Mas a frase continúa assim: «cujo regna d o Deos por sua mercee acrecente em vida e vertudes».

Trata-se, portanto, de uma alteração feita ainda em vida de D. Afonso V.

Mas são sobretudo de considerar as alterações que directamente se relacionam com o Infante D. Henrique. E, quanto a essas, duas ordens de reparos nos impedem de acreditar que tenham sido feitas pelo cronista.

A primeira, levanta-a a circunstância de essas alterações — sendo feitas por Zurara — implicarem a desistência da redacção do segundo volume — o que levaria certa mente o autor a eliminar as referências que lhe faz.

(42) Vide Dias Dinis, op. cit., págs. 105^106.

<(43) /Cap. (LXLIV, pag. 442.

De resto, tendo sido /essas alterações redigidas em 1460, ou ainda mais (tarde, isto é, pelo menos sete anos após a conclusão da obra, não seria admissível que Zurara se tivesse limitado a tão pouco, tanto mais que devia ter já então redigido ou ordenado notícias pelo menos de alguns dos feitos que se praticaram depois de 1448; e, nesse caso, não deixaria de as incluir na crónica.

A segunda ordem de reparos assenta na circunstância muito justamente posta em relevo pelo Prof. Costa Pimpão, de essas alterações serem por vezes tão ineptas ou precipitadas que chegam a parecer feitas por quem não compreendeu ou não atendeu ao sentido do texto.

Ora, como o cronista manteve íntegro o seu espírito até ao fim da vida, resta-nos, portanto, a hipótese de terem sido 'feitas por outrem, depois da sua morte. E, sendo assim, o códice parisiense só podia ter sido escrito entre 1474 e 1485.

—Com que fim ?

(Nenhum documento até hoje conhecido nos permite responder a esta interrogação; mas o facto de João Barros, que utilizou largamente esta crónica, se referir ao trabalho que teve «em ajuntar cousas derramadas, ie per papeis rotos e fora de ordem, que elle Gomezeanes levou no processo deste descobrimento» (44), permite-nos supor que aquele códice já então não estava na biblioteca real, levando-nos talvez até a admitir que tivesse sido debuxado e escrito para oferecer a algum príncipe estrangeiro, ou por sua ordem (45).

Estamos, portanto, em face do primeiro volume da *Crónica dos feitos do Infante D. Henrique*, ou, mais rigorosamente, da *Crónica dos feitos notáveis da conquista de Guiné por martdado do Infante D. Henrique* (46).

(44) *Década J da Ásia*, Livro UI, cap. I.

(45) Vem a propósito dizer que encontramos na Biblioteca de Grenoble, em França, um manuscrito contendo uma obra de S. Tomás de Aquino sobre a Metafísica de Aristóteles, que foi escrito em 1491 por Venceslao Crisp, originário da Boémia, para Fernando I de Aragão, rei de Nápoles, que me pareceu apresentar muitas semelhanças com o nosso códice.

(46) No capítulo XGVII, Zurara explica que, por chegar ao princípio do governo de D. Afonso V, e ainda por lhe parecer que o livro era já assás volumoso (*razoado*), deixa para outro volume o resto dos feitos do Infante — o que é confirmado no *explicit*.

•Não obstante, o próprio Zurara a designou, na Crónica de D. Duarte Menezes, *Chronica dos feitos de Guiné*. Trata-se, no entanto, de uma simplificada referência abreviada, que, embora não seja rigorosa, é perfeitamente admissível, pois, apesar de a crónica ser especialmente intitulada a D. Henrique—como diz o próprio cronista—o certo é que nela se trata sobretudo das viagens de exploração da costa da Guiné e dos feitos aí praticados (47).

Em conclusão, parece-me poder resumir assim os meus pontos de vista:

I — A crónica, que o códice parisiense copia com ligeiras alterações, foi redigida com o propósito de memorar os feitos da ordenança e mandado do Infante D. Henrique, isto é, praticados por sua iniciativa.

II—Nessa crónica, foi incorporada a história das explorações realizadas ao longo da costa da Guiné, certamente escrita por Afonso Cerqueira, e talvez também algumas notícias já redigidas pelo próprio Zurara, directamente respeitantes à personalidade do Infante, além dos capítulos que teria redigido de novo.

III — A crónica que chegou até nós constitui o primeiro volume da *Crónica dos feitos notáveis da conquista de Guiné por mandado do Infante D. Henrique* (até 1448), tendo sido escrita entre 1452 e 1453.

IV — O códice parisiense que a copia, introduzindo nela alguns aditamentos e alterações não substanciais, teria sido escrito entre 1473-74 e 1481 ou, quando muito, 1485.

V — É possível que este códice seja aquele a que se refere Fr. Luís de Sousa, na sua *História de S. Domingos*.

TORQUATO DE SOUSA SOARES

(47) Muito recentemente, os Profs. León Bourdon e Roberto Ricard deram à estampa uma tradução francesa da Crónica da Guiné, precedida de extensa Introdução e acompanhada de numerosas notas (*Chronique de Guinée*. Ifan-Dakar, 1960). Infelizmente, porém, não pudemos utilizá-la.

B I B L I O G R A F I A

JOÃO DE BARROS, *Diálogo em louvor da nossa linguagem*. Leitora critica didirezione del 1540, con una introduzione su *La questione della lingua in Portogallo*, a cura di (Luciana Stegagno Picchio— (Società Tipografica Editrice Modenese. Modena, 1959. 1 voi., in 8.º, 127 pp..

O Istituto di Filologia Romanza da Universidade de Roma publicou, na coli seção *Testi e Manuali*, mais um volume consagrado à literatura portuguesa. A Autora, Luciana Stegagno Picchio, (Professora da Universidade de Pisa, ao editar a pequena mas preciosa obra de João de Barros, o *Diálogo em louvor da nossa linguagem*, prestou um novo e valioso serviço à nossa cultura.

A edição está enriquecida com um longo e erudito lenaio sobre *la questione della lingua in Portogallo* (dividido em três partes: *Vesperienza médiévale* (págs. 5-12) ; *la «questione della lingua» nel Cinquecento portoghese* (págs. 112-142); *la «questione della lingua nel Seicento e nel Settecento* (42-5(4), uma notícia sobre João de Barros *storico e grammatico* (págs 57-04) e um *commento al testo* (págs. 911-107) O).

Pazia sentir-se a falta de uma edição, com leitura critica, do *Diálogo em louvor da nossa linguagem* visto que a 3.ª (1917; 19145), de Luciano Pereira da Silva, lamentavelmente repetiu os erros da segunda (1785). Tantos foram os defeitos da *Compilação* que inseriu o *Diálogo* a que nos referimos que J. IL de Freitas publicou em 1830, tem •Coimbra, a *Errata para servir Ide apperidix á «Compilação de várias obras do insigne João de Barros...»* «com nada menos que cento e septenta e tres erros» (²).

(¹) O texto do *Diálogo*, precedido de uma nota sobre o critério da presente edição (págs. 65/68), está publicado a págs. 69-90.

(²) No testemunho de Inocencio Francisco da Silva, *Diccionario Bibliographic Portuêz*, voi. 3.º, pág. 3211; voi. 4.º pág. 87. Inocencio atribui a

A Autora da presente lição utilizou o texto de um exemplar de 1540 existente na Biblioteca da Ajuda, de (Lisboa, e apresentou-nos, com pequenas modificações tendentes a facilitar a leitura moderna e a corrigir os primitivos erros de tipografia, o texto da edição *princeps* ortografado de acordo com as normas expostas pelo próprio autor na *Gramática da língua portuguesa* (1540).

O *Diálogo* é, a um tempo, um *louvor da nossa linguagem* e uma fonte importante para o estudo da História da Pedagogia em Portugal. Vale a pena lembrar que a edição de Luciano Pereira da Silva era «principalmente destinada aos alunos da cadeira de História da Pedagogia» (3) e que a presente, de Luciana Picchio, foi publicada numa colecção cujo objectivo precípua é oferecer «una serie di «Testi romanzi» per uso delle scuole universi tarie».

A A., com o intuito dos alunos italianos tomarem contacto com o Homem e a Obra, apresenta, em *João de Barros storico e grammatico*, alguns traços biográficos do pontífice dos nossos clássicos de Quinhentos e uma síntese da vasta actividade literária de João de Barros.

Aqueles que pretendem, ainda hoje, ver um pouco clara a biografia do autor da *Ásia* têm forçosamente de recorrer, como a A., aos trabalhos de Manuel -Severim de Faria e António Baião. 'Não admira, por isso, que se continue a afirmar que nasceu *provável - mente* tem Viseu, *por volta de 1496* e que era filho natural de

Joaquim Ignacio de Freitas a *Errata*, que não conseguimos ver, (-não existe nos catálogos da B. U. C.) e apresenta a seguinte descrição segundo um exemplar que diz possuir: «Errata para servir de appendix á «Compilação die várias obras do insigne João de Barros, reimpressas em beneficio pú'blico pelos monges da real Cartuxa die Évora» -publicada por egual motivo pelo auctor do iSupplemento e errata á «Descri-pção do reino de Portugal por O. IN. do Leão» etc., etc.. Coimbra, na R. Imp. da Universidade 1830, <8.º de 16 pág.» (vofl. 4.º, pág. 87).

iS-tegagno Picchio, não obstante, afirma que o autor da Errata é *J. J. da Costa* (pág. 65).

(3) A terceira edição, como escreveu Luciano Pereira da Silva, «conforme à 2.ª edição, feita em 1785 pelos Monges da Cartuxa de Évora da qual existe um exemplar na Biblioteca da Universidade de Coimbra, não havendo lá nenhum da edição princeps de 1540, é principalmente destinada -aos alunos da cadeira de História da Pedagogia». Em *Boletim Bibliográfico da Biblioteca da Universidade de Coimbra*, Vol. IV, 1917, pág. 122.

Lopo de Barros, corregedor de *entre Tejo e Odiana e alemo-diana* (4).

Ao aflorar a obra de João de Barros o Grande, Luciana Stegagno Picchio deixa em suspenso problemas cuja tentativa de solução ultrapassava o objectivo que se propunha. 'Com eles, alguns lugares comuns que podiam ter sido abandonados.

A A. afirma que «il primitivo disegno delle *Décadas* compren-

(4) Diz textualmente a A.: *Nato provavelmente a Viseu nel 1496* (pág. 58). Não se pode afirmar que João de Barros nasceu em 1496 (o mesmo sentido do da A., v. g., em António José Saraiva, *O Humanismo em Portugal*, pág. 63, Lisboa, 1956, separata de *História da Cultura em Portugal*, vol. II; Silvério Abranches, *João de Barros, o das Décadas, nasceu em Viseu...*, na revista *Beira Alta*, ano 1945, págs. 48-55). Continuando a seguir o cômputo de Manuel Severim de Faria — alicerçado, aliás, em meras suposições — apenas é legítimo escrever que «nasceu João de Barros *pelos anos* de mil quatrocentos e noventa e seis» (M. S. de Faria, *Vida de João de Barros*, em *Clarimundo*, vol. I, pág. 14, ed. Sá da Costa, 1953). É nossa opinião que devia ter nascido alguns anos antes como já algures indicámos.

Quanto ao local de nascimento é comum hoje afirmar-se, seguindo A. Baião, que é não só possível, mas até provável, ter nascido em Viseu (João de Barros, *Décadas*, vol. I, pág. XIII, da ed. «Sá da Costa»; e *Introdução*, pág. VIII, da *Década I*, ed. 1932, Coimbra).

João de Barros foi *tesoriere delia* «Casa da índia» (pág. 57). (Em rigor, tesoureiro *do dinheiro* da Casa da índia. Pelo Regimento de 1509 as «Casas das índias e M^{na}» passaram a ter três tesoureiros: «hum Thezoureiro da Especçaria, e outro do dinheiro da venda delia, y outro da Caza de Guiné e da Minha» (*Regimento das Cazas das Índias e Mina*, pág. 3^a da ed. do Prof. Damião Peres, Coimbra, 1947). João de Barros foi, cumulativamente, «thesoureiro do dinheiro da casa da índia», «thesoureiro da casa da Mina» e «thesoureiro moor da casa da Ceita» (A. Baião, *Documentos Inéditos...*, Parte primeira, doc. n.º 1).

Barros casou com Maria de Almeida que, na expressão da A., lhe trouxe *ên dote* la casa di campagna di Ribeira de iLitém» (pág. 58). Geria oportuno e proveitoso que Luciana Stegagno Picchio tivesse indicado o documento que autoriza a sua afirmação. Como passou o domínio útil da quinta de S. Lourenço para João de Barros?

Outros problemas respeitantes à biografia do autor da *Ásia* esperam ainda solução definitiva. Foi-nos já possível pôr em evidência o nome da última filha que faltava identificar ((Lucrecia de Almeida, freira professa no mosteiro de San t^a An a de Leiria) e fazer algumas objecções quanto à primogenitura de Jerónimo de Barros. Tenha-se em conta que é o próprio Jerónimo de Barros a declarar que «seu irmão Antonjo de Barros mais velho de todos andando em tempo dei Rej Dom João o terceiro foy a Ceita quando lá foram os morgados» (A. Baião, *Documentos Inéditos...*, doc. n.º 44, 3.^a parte, pág. 153).

deva lo studio delle tre successive fasi che avevano caratterizzato l'espansão portuguesa: conquista (articulada in quattro parti: •Europa, Africa, Asia e Brasile); navigazione; commercio» (pág. 62). Em rigor, de acordo com a obra que se conhece, as *Décadas* ⁽⁸⁾

>⁽⁵⁾ A palavra *Década* não significa—como é comum afirmar—um período de dez anos, mas o conjunto de uma dezena de livros. As quatro *Décadas* não abrangem acontecimentos decorridos em quarenta anos.

No *Prólogo* geral às quatro *Décadas da Ásia*, inserto na *Década I*, explicita Barros que a sua *escritura* trata de um período de cento e vinte anos. Na *Década I*, L. I, pág. 14, indica que a *Ásia* começa no tempo do Infante D. Henrique e termina no ano de 1539. A mesma ideia se repete no *Prólogo* da quarta *Década*: «não descansamos até a ter arvorada [a bandeira dos triunfos da Pátria] à vista de todo Mundo nestas quatro (Décadas que he o discurso de cento e vinte annos de historia)».

O próprio João de Barros ensina-nos a interpretar o conceito de *Década* ao escrever que a *Ásia* «fenece ao presente no anno de mil e quinhentos e trinta e nove, onde acabamos de cerrar numero de *quarenta livros, que compõem quatro Décadas*, que quizemos tirar à luz por mostra do nosso trabalho, té que venha outro curso de annos, que seguirá a estes na mesma ordem de Decadas» (D. I, L. I, Cap. I, pág. 14; o número da pág. refere-se nesta e noutras citações à edição de 1777⁽⁶⁾).

A ideia de que *Década* implica um conjunto de dez livros exprimiua também, por diversas vezes, Manuel de Faria e Sousa, abreviador dos *quarenta livros ó quatro Decadas* de João de Barros (*Asia Portuguesa*, tomo I, *Prologo*, n.º 6, ed. de 1666; a ed. de 1945, vol. I, pág. 33, omitiu um pormenor importante). Assim, ao citar as fontes de que se serviu para a elaboração da terceira parte do vol. III da *Ásia Portuguesa*, escreveu: «un Tomo dd Bocarro, oy Cronista que escribió un Libro a que llama Decada, sin averie hecho de diez Libros» (*Asia Portuguesa, Advertencias*, 8, ed. de 1666). A mesma ideia, naquilo que agora nos importa, se encontra de novo na tábua dos *Libros, y otros varios Papeles* [...], no título dos *Manuscritos de lo tocante al Reyno*: «Decada XIII de Antonio Bocarro Cronista de la India aunque no dividida em diez libros como pide el Título» (*Asia Portuguesa*, tomo I, n.º 8 de *Manuscritos de lo tocante a la Asia, Africa, y America*, ed. de 1666; vol. I, pág. 48, da ed. de 1945; nesta, um novo erro).

*Se estes argumentos não bastassem podíamos ainda invocar o facto de João de Barros ser um humanista e ter meditado a Obra histórica de Tito Lívio. Ora a *História de Roma*, a par de outros critérios de edição, correu pelo menos desde os fins da Antiguidade em *Décadas*, isto é, em tomos de dez livros.

O próprio continuador da obra de Barros não entendia coisa diferente ao escrever que a história do Oriente a foi «continuando por Décadas por seguir a João de Barros» e que tinha «acabadas seis Décadas, as tres cumprindo o tempo de 28 annos, e nove governadores» (Diogo do Couto, *Ásia, Década IV, Epistola*, pág. XXXV, ed. de 177⁽⁶⁾).

serão apenas subdivisões de uma das partes da *universal história de Portugal*, a *Milícia*.

João de Barros, entre os historiadores de Quinhentos, foi o único a conceber uma história de todo o mundo português. O esquema desse ambicioso projecto apresentou-o na *Década I da Ásia* (L. I, C. I, 12). A «universal historia de Portugal» que se propôs •escrever dividiu-a em três partes correspondentes aos próprios títulos régios: *Milícia*, *Geografia* e *Comércio* (6).

A *Milícia*, porque a conquista se estendeu a todas as terras, subdividiu-a em *Europa*, *África*, *Ásia* e *Santa Cruz*. A *Europa* tinha por objecto a narração dos feitos de Portugal continental «começando do tempo, que os Romanos conquistáram Hespánha [...], e dahi viremos fazendo discurso per os tempos té o Conde D. Henrique, e per EIREY D. Afonso Henriques, e seus sucessores » (7). A *África* começava com a tomada de Ceuta (8). À ter-

(7) Em face destes termos de João de Barros não parece legítimo afirmar, *Asia*, convém que saibamos como no titulo da Real Coroa destes Reynos se comprehendem tres cousas distinctas huma da outra, posto que entre si sejam correlativas, que huma não pode ser sem adjutorio da outra, comunicando-se pera sua conservação. A primeira he Conquista, a qual trata de *Milícia*; a segunda Navegação, a que responde a *Geografia*; e a terceira *Commercio*, que convém à *Mercadoria*» (D. I, L. I, C. I, 12-13). A mesma ideia na *Década IV, Apologia de João de Barros em lugar de Prólogo*: «porque as tres partes, em que consiste todo seu ser, estado e gloria, [da Coroa] ordenamos em outras tantas de escritura. A primeira (como no principio dissemos) he esta, que trata da *Milícia*; a segunda a *Geografia* do conquistado, e descuberto; e a terceira do *Commercio*, que he o fim das duas».

(8) Em face destes termos de João de Barros não parece legítimo afirmar, como anda divulgado em manuais de literatura, que a *Europa* tinha por objecto apenas a história de Portugal até à conquista do Algarve ou, segundo outros autores, até à primeira dinastia.

•(8) Tanto a *Europa* como a *África* foram principiadas. iFiz parte da livraria dos Condes de Castelo Melhor «hum livro manuscripto da letra de João de Barros o grande, que contem a *Africa Portuguesa*, que elle hia compondo, e muitos apontamentos para a mesma *Historia*, e da *índia*».

Neste manuscrito se encontrava, além de outras, a «*Ascendencia, e Genealogia do Conde Dom Enrique Pay del Rey Dom Affonso Enriques de Portugal*» {B. U. C., ms. '662, fis. 13'6-139; outra cópia no ms. 66*6, fis. 163-1'65) que devia destinar-se à *Europa*. (Conf. D. I, L. I, C. I, pág. 9, onde João de Barros, ao referir-se a Afonso Henriques, remete o leitor, num gesto que lhe é característico, para a respectiva parte da História de Portugal). Outras notas para a *Europa* talvez se pudessem colher num volume «hallado entre los papeies

ceira parte da Milícia chamou João de Barros *Ásia* «por tratar do descobrimento, e conquista das terras, e mares do Oriente». *Santa Cruz* versaria os acontecimentos do Brasil desde o seu descobrimento ⁽⁹⁾. «Huma universal Geografia de todo o descoberto», em latim, respondia à Navegação ⁽¹⁰⁾. Completava a História de Portugal um tratado sobre o com'ércio ⁽¹¹⁾.

iDestá vasta obra histórica, estruturada em pensamento ou delineada em rescunho, apenas chegou a publicar três *Décadas da Ásia*. Póstumamente, reformada por Lavanha, a *IV Década da Ásia*: mas aqui João de Barros não está presente em muitas páginas e o pensamento medular que orientou as primeiras *Décadas* foi desvirtuado.

Continua a A., dentro de uma longa tradição, a apodar João de Barros de cortesão e panegirista ⁽¹²⁾. É tempo de se estudar

de Juan de Barros», que Faria e Sousa consultou (F. e Sousa, *Ásia Portuguesa*, tomo I, *Manuscritos de lo Tocante al Rey no*, n.º 3'6, ed. de 1666). Da *África* foi conhecida uma *Década*: «viõse en la mano de D. Rodrigo de Cuña Arçobispo de Lisboa, y conocido por sus Escritos el año 1640» (*idem, idem, Manuscritos de lo tocante al Reyno*, m.º 81). À *África* se refere numa das suas m'nutas Jerónimo de Barros: «e Esta jstoria jmpresa [4.ª *Década*] tirará a luz o q seu pai deixa escrito da jstoria de africa se v. Magestade lho mandar» (A. Baião, *Documentos Inéditos...*, doc. 42, 3.ª parte). Quando publicou a *Década I* já João de Barros havia começado a *África* (Conf. D. I, L. I, Gap. UI, págs. 16-17 o Cap. XVI, pág. 133).

⁽⁹⁾ *Santa Cruz*, «porque assi chamamos em a nossa Geografia á terra do Brasil» (D. I, L. I, C. I, pág. 14). iNo esquema da sua «Universal História de Portugal» seria o último trabalho a realizar, embora tivesse o Brasil, onde era donatário, *mui vivo* na memória. i(D. I, L. VII, Gap. I, 20). Parece que não chegou a principiar as *Décadas de Santa Cruz*.

•Cerca de um século depois, conservando-se inédita a *História do Brasil* (1500-1627) de Fr. Vicente do Salvador, ainda não tinha surgido uma história de conjunto da terra de Santa Cruz. Esta insólita lacuna da historiografia portuguesa -levou os *Procuradores do Estado dos Povos*, nas Cortes de Lisboa de 1653, -a pedirem a D. João IV que mandasse escrever a história do «grãde, e dilatado, e rico Estado do Brasil».

⁽¹⁰⁾ Sobre a história do manuscrito colhem-se muitos dados nos já referidos *Documentos Inéditos...* que o editor aproveitou na *Déoadá I, Introdução*, Coimbra, 193'2.

O¹⁾ Aos «divros do nosso Commercio» se refere Barros: em: D. I, L. VI, C. IV, 41; D. III, L. II, C. I, 105 e 112-113; D. III, L. III, C. VII, 312; D.III, L. V, C. III, 53<7; D. III, L. VI, C. IV, 41.

i⁽¹²⁾ «Sebbene condizionato dalla sua posizione di cortigiano che gli impedisce robiettiva descrizione degli awenimenti e la loro valutazione in uno spirito

a obra deste *colosso della letteratura portoghese* (pág. 58) e banir as frases feitas. Barros, nas *Décadas*, não é panegirista: é um historiador. A *Ásia* é uma história, não uma série de anais, e por isso uma construção. Obedece a um plano, a um delineamento, que radica não na sua *posizione di cortigiano*, que não o foi, mas na sua atitude 'de humanista.

Ao historiarem o Império, os renascentistas portugueses retomaram as clássicas vias historiográficas. A História, na sua dimensão pragmática, continuou a ser *magistra vitae* tanto na pena de Barros ou de Góis, Castanheda ou Albuquerque, Couto ou Gaspar Correia, como mestra da vida havia já sido na obra de Fernão Lopes, de Zurara, de Fr. João Alvares, de Mateus Pisano, de Justo BaTdino ou de Rui de Pina.

Um historiador-pedagogo, mais do que qualquer outro, não pode prescindir de uma concepção do Homem e da Vida. João de Barros, por coerência e decisão metódica, postula que a História, a história-pragmática, escola de virtudes, seja mestra da vida — mas da vida justa e perfeita, daquela que apraz a Deus e aos homens. A História, nesta dimensão, é obra moral, é um exemplário e, por isso, construiu em intenção a arquétipos. Os modelos são os maiores, os sóis que tudo iluminam, os que, a um tempo, são nobres e militares. A *Ásia*, de propósito deliberado, trata apenas da *descoberta e conquista*. Colhendo em feitos de marinheiros e militares os *exemplos*, as *Dêcâdas* transformam-se, em mais de um local, numa narrativa heróica de exaltação patriótica.

Não é este o único mérito da *Ásia* e outras notas caracterizadoras implica o conceito *historiografia* na obra de Barros. A maioridade intelectual do autor das *Décadas* decorre dentro do apogeu do Renascimento em Portugal. Como humanista e burilador da língua que foi, soube, como poucos, apresentar verdades amargas — «a mais principal parte da História é a verdade dela» — nas doçuras de um estilo inconfundível. Longe iam os males do Oriente. Barros sentia-os como os outros, tanto ou mais do que os outros: o coração do Oriente, a Casa da Índia, pulsava por suas mãos. As *Décadas* chegam a apresentar violentas críticas ao próprio rei e Couto, em linguagem de *soldado prático*, mais do que uma vez exprime por

scevro da preoccupazioni panegiristiche, Barros costruiste nelle *Décadas* un monumento all'espansione portoghese...» (págs. 62-63).

outros termos os mesmos conceitos de Barros. O estudo comparado com os outros historiadores, nomeadamente os *oficiais*, um Góis ou um Couto; a análise da *Década* MU onde as incoerências nos dão ensinamentos preciosos; o exame, ñas *Décadas* ie nos documentos oficiais, das narrativas da *Ásia* e das expressões das chancelarias permite interpretações diferentes das que se encontram divulgadas e corrigir muitos erros (13).

João de Barros foi figura proeminente na República das (Letras de então: um dos seus triunviros. Tendo por supremo deleite do entendimento a especulação da verdade («principalmente ñas coisas que mais estão em opinião, que em fé»), não admira que se tenha servido, para sua formação, de algumas coordenadas do pensamento erasmiano.

O *erasmismo barrosiano* é um problema ainda em aberto. A *Ropicapneima*, com os diferentes modos de interpretação que as alegorias possibilitam, é um enigma. Do mesmo modo que sie podem justificar os argumentos do Tempo, da Vontade e do Entendimento através de citações de Erasmo, é possível fundamentá-las numa

(13) 'Só um exemplo. Escreveu Rodrigues Lapa que João de Barros, para a sua «concepção pouco inteiriça da verdade histórica, teria sido levado não só pela sua prudência de cortesão, mas ainda pelo seu instinto de humanista, que procurava dignidade nas atitudes dos seus heróis e evitava aquilo que os tomasse menos humanos. 'Assim [...] no relato dos feitos de Albuquerque e doutros, não menciona os rasgos de crueldade do vencedor, que matava mulheres e crianças e Cortava o nariz e as orelhas aos vencidos, — particularidades que o próprio filho do herói, Brás de Albuquerque, não tem dúvida em referir nos seus *Comentários*». (R. Lapa, *Historiadores Quinhentistas*, Prefácio, págs. VHII-IX. Lisboa, 1S42). Para refutar esta asserção basta abrir a *Década II* no L. III, iCap. V, pág. 158 e assistir à captura de algumas embarcações inimigas pelos que vigiavam, por ordem de Albuquerque, o abastecimento de Ormuz. Aos que nelas vinham «Cortaram os narizes, orelhas e mãos dos Mouros déliés, e postos em terra, entráram meios mortos pela cidade, que fazia um grande terror e espanto» (*D. II*, L. iII, Cap. V, 158; fis. 36 da edição de 1Ó28).

Referidas ao mesmo Albuquerque, que era *áspero na justiça*, outras narrativas semelhantes apresenta Barros. Entre elas, a da D. II, L. VII, Cap. V, pág. 207, onde nos informa, sem qualquer reбуço, que os arenegados, entregues com a condição do Governador lhes poupar a vida, «perderam as orelhas, narizes, mão direita e dedo pollegar da esquerda, que lhe Afonso de Albuquerque mandou cortar tanto que tomou para Goa». As *Décadas*, desde a primeira, estão repletas de exemplos semelhantes. Alguns deles, integrados na *política de amor e de temor*, são descritos de um modo tão realista, tão violentamente chocante, que incomodam. A sua interpretação não cabe no âmbito desta nota.

grande disparidade de documentação que regista a vida social da época.

Luciana Stegagno Picchio, que entende ser Bairros um *buon erasmista* (pág. 26), afirma que a *Ropicapneima* «sotto le spoglie di un'apologética delia fede cristiana ad uso dei *crístãos-novos*, fa tesoro *délia* lezione di Erasmo per una violenta satira sociale e religiosa» (pág. 59). Esta posição pode ser discutível num dos seus aspectos. Insustentável, porém, aquela onde afirma que «completa ideologicamente questo testo [a *Ropicapnefma*] il Panegirico di D. João III (pág. 59). Ousada nos parece também a afirmação de que o *Panegirico da Infanta D. Maria*, «ultimo barbaglio deirerasmismo barrosiano [...], suggella, già in pieno clima inquisitoriale, la fedeltà ad un'idea che con Erasmo aveva avuto la sua codificazione» (pág. 61).

As fontes dos *Panegiricos*, apoiados sobretudo na erudição da antiguidade clássica, não brotam da seiva erasmiana. A filosofia política que num se expõe pretende, de certo, educar príncipes perfeitos: mas a D. João III, «maravilhoso reformador da religião cristã», se destina. (No outro, a dissertação sobre princípios religiosos lé dirigida a uma Infanta que sabe ajoelhar-se «aos pés de um confessor, esquecida donde vem, muito lembrada para onde vai».

O *Comentário ao texto*, sobriamente traçado, apresenta por vezes notas curiosas. Conhecida a história das edições do presente *Diálogo* não admira que L. Pereira da Silva tivesse perfilhado o erro tipográfico da linha 222 (*limpa* em vez de *língua*).

Na *Bibliografia*, que não pretende ser exaustiva, deve assinalar-se um pequeno lapso: a última e completa edição da *Ásia*, feita pelo Prof. H. 'Cidade, foi publicada em quatro volumes e não em três como se declara (1945-1946 e 1948).

ARTUR SALVATO — *Alguns documentos para o estudo evolutivo da industria oleícola portuguesa. Regimentos e posturas sobre lagareiros e lagares de azeite. Separata do Boletim da Junta Nacional do Azeite.* Lisboa, 1959. 80 págs., c. il.

Desde há alguns anos, «embora não aturadamente», o A. deste opúsculo tem vindo a ocupar-se «da pesquisa e compilação de legislação e notícias históricas sobre a produção, comércio e industria do azeite em Portugal» (p. 47). Tema, sem dúvida, aliciante num velho país oleícola como o nosso, mas afinal bem pouco estudado até época recente. É certo que havia bastantes fontes impressas e podiam encontrar-se alusões e referências nos historiadores da vida económica portuguesa (*); tudo isto, porém, disperso. Até çue foi publicado o valioso livro de F.-iP. de Almeida Langhans (2), primeiro trabalho de conjunto, segundo cremos, abrangendo a história do azeite em Portugal desde a Antiguidade aos fins do século xviii e tendo em conta os aspectos técnicos, económicos e jurídicos. Obra de grande interesse, além do mais, porque é um excelente ponto de partida para novas investigações. Não faltam os documentos nem os problemas para ocuparem os estudiosos e assim o entendeu o Dr. Artur Salvado, autor de diversos trabalhos sobre a história do azeite em Portugal, incluindo o opúsculo a que temos agora de nos referir.

Reunem-se nestas páginas vários «regimentos e posturas sobre lagareiros e lagares de azeite», devidamente explicados e cimentados pelo A. Em primeiro lugar encontramos o *Regimento dos fadares de azeite* de Coimbra e seu termo (1515), seguido de posturas sobre a mesma matéria, não posteriores a 1554 —documentos «estes já conhecidos e publicados, por se encontrarem no *Livro I da Correa* do Arquivo Municipal de Coimbra (3). As mesmas circunstâncias se verificam no segundo texto, o *Regimento dos laga-*

C1) Lembremos apenas algumas páginas densas de Gama Barros, *Historia da Administração Publica em Portugal nos Séculos XII a XV*, 2.ª ed., dirig. por T. de Sousa Soares, t. IX, Lisboa, 1950, p. ■97-1-04.

* (2) *Apontamentos para a história do azeite em Portugal*, Lisboa, 1949.

(3) *Livro I da Correa (Legislação quinhentista do município de Coimbra)*, Coimbra, 1938, p. 1-16.

reiros dos lagares de aceite de Lisboa (1572), que faz parte do

Livro I de regimentos dos oficiais mecânicos da mesma cidade (4).

Em investigações na B. N. de Lisboa encontrou o A. um outro regimentó, segundo parece desconhecido, em duas copias manuscritas, uma Itálvez de fins do siée, xvii e outra do séc. xviii. Resultaram infrutíferas as buscas para descobrir o original realizadas no Arquivo Municipal de Lisboa. O novo regimento não tem data, mas o A. inclina-se a pensar que pertence ao séc. xviii (fundando-se embora no de 1572, com o qual revela afinidades) e que diz respeito à cidade e termo de Lisboa. Foi levado a estas conclusões por uma análise minuciosa do texto e seu confronto com o de 1572. Mas as razões «mais probativas» para admitir que este regimento «teria vigorado nos fins do século xviii» vai o autor buscá-las ao regimento dado pelo regente D. Pedro à Câmara de Lisboa em 5-Setembro-1671 (5), no qual se alude à difícil situação da agricultura, por falta de braços e subida de salários, verificando-se esta última também nos ofícios mecânicos, além da alta geral dos preços. Ora, o art. 10 do *Regimento* informa precisamente que os gastos -dos lagares, salárics dos mestres, moedores e acarretadores, além de outras despesas, «Item crescido o melhor da terça parte». Afigura-se portanto ao A. que o *Regimento* «é concorde coim o clima económico desta época» e que há «'flagrante analogia» entre o seu «conteúdo ideológico» e o de alguns artigos do regimento do Senado da Câmara (p. 74).

Pensamos, por nossa parte, que a argumentação do A. é de ponderar (tenha-se também em conta o facto de uma das cópias estar escrita em letra que não deve ser posterior aos fins do Século xviii), ainda que não seja, só por si, decisiva. Aliás, o próprio A. reconhece, honestamente, «a fragilidade dos argumentos apontados» (p. 78) e diz que o seu estudo, nesta parte, «foi apenas de comparação e de conjecturas» (p. 80).

Para além deste problema cronológico, está o real interesse dos regimentos e posturas estudados pelo Autor. Se deles se pode dizer, geralmente, que nos permitem «ajuizar mais do alcance social dos

i(4) Publ. por Vergilio Correia (Coimbra, 1926). O regimento foi novamente publicado, em fac-simile, por F. P. Langhans, *ob. cit.*, entre p. 94-103.

(5) Publ. por F.-P. Langhans, *A Casa dos Vinte e Quatro de Lisboa. Subsídios para a sua história*, Lisboa, 1943, p. 112-127.

preceitos municipais do que da técnica empregada na indústria oleícola» (p. 9), nem por isso deixam de nos fornecer informações de valor para o estudo dos antigos processos de fabrico do azeite. O regimento de ISI'5 e as posturas coimbrãs do mesmo século dão-nos uma ideia «do que seria um lagar de Quinhentos, que não foge muito ao tipo de lagares rústicos, ainda existentes, se bem que em reduzida escala, nalgumas regiões do País» (p. 10). Pontes deste género poderão inclusivamente fornecer elementos para aquele conjunto de estudos a que se tem chamado — numa expressão talvez um pouco ambiciosa — «história da cultura material» (6).

Quanto ao critério adoptado na publicação dos documentos, diz-nos o A.: «'Fizemos uma leitura em ortografia moderna, desfizemos abreviaturas, introduzimos pontuação e notas com vista a tornar mais clara a compreensão do texto» (p. 12). Concordamos com tudo, imienos com a modernização ortográfica. É certo que esta se pode considerar compensada pelas fotocópias do regimento de 1572 e das duas cópias (com variantes) do regimento atribuído ao séc. xvii: quem utilizar o livro estará assim em condições de fazer a sua própria leitura. Mas o mesmo não acontece com o regimento e posturas de Coimbra, dos quais nos são apresentadas apenas duas páginas em fotografia, o que aliás não admira, dada a extensão destes textos. Mas é pena que o A. não tenha feito neste caso uma leitura rigorosamente diplomática, tanto mais que o *Livro I da Correa* foi impresso com a grafia modernizada. A nova publicação nada adianta, portanto, neste aspecto, em relação à anterior (exceptuando <as notas).

Apenas mais duas observações. A págs. 70-72 dá-nos o A. alguns excertos do regimento do 'Senado da Câmara de Lisboa

(6) É principalmente na IPolónia que os historiadores se têm dedicado a estes estudos, que já levaram à criação de um Instituto de História da Cultura Material ie de uma revista especializada, o *Kwartalnik Historii Kultury Materialnej*. Cfr. A. Gieysztor, *A propos de l'histoire des conditions matérielles de la vie humaine*, in *Ergon* (suplemento de *Kwart. Hist. Kult. Mat.*), vol. I, 1958, p. 143-152; T. Wasowicz, *Uhistoire de la culture matérielle en Pologne*, in *Annales (E, S, C.)*, XVIII, 1962, n.º 1, p. 75-79. É muito discutível, porém, que deva falar-se de uma disciplina independente, de uma verdadeira «ciência nova». Ver, sobre o assunto, o debate entre investigadores franceses e polacos (*Annales*, m.º cit., p. 79-84).

de 1671 (a que já atrás nos reiferimos), transcrevendo-os de *A Casa dos Vinte e Quatro*, -de F.-P. Langhans. Acontece, porém, que essas linhas têm bastantes erros e alguns deles graves, porque transtornam o sentido do texto. Não conhecemos o manuscrito e queremos crer que a leitura de F.-P. Langhans é fiel, mas temos então de concluir que o texto do Arquivo Municipal de Lisboa ié uma péssima cópia do regimento. Na falta de outra melhor, teria sido conveniente recorrer ao impresso que foi publicado ainda na época (7), ou até mesmo à edição de J. J. de Andrade e Silva (8), que, sem ser boa, permite ao mienos entender sem dificuldade o que está escrito.

Finalmente, devemos assinalar alguns lapsos na leitura dos regimentos publicados. Assim, no de 15712, o A. leu, por exemplo, «requendos» (p. 36) onde está «requeridos»; «desde que começa a safra» (p. 36), onde nos parece que está: «des que começar a Çafra».

A primeira parte do § 4 aparece transcrita do seguinte modo: «Nienhum 'lagareiro estará em lagar onde algum parente seu andar por moedor ou acarreltador para evitar os furtos que uns e outros consintam sendo parentes, ou dúvidas (?)» (p. 36 e 38). Ora, na fotocópia do documento lemos: «nenhum lagareiro estaraa em lagar onde algum parente seu andar por moedor ou acarretador por euitar os furtos q hüs a outros consintem sendo parentes ou diuidos» — o que é um pouco diferente.

No § 6, onde está «mulher que compra azeite, e os seus donos o for(em) receber» (p. 38), deve ler-se: «rnolher que comprar azeites, ie cõ seus donos o for reçer».

Na 5.^a linha do § 9 (p. 40) estão a mais as palavras «do lagar».

No regimento atribuído ao séc. xvii há também algumas pequenas inexactidões em que não vale a pena insistir.

As deficiências apontadas, ainda que pouco importantes, mostram a necessidade de proceder sempre com o maior cuidado à leitura dos documentos e de fazer as convenientes revisões.

Não queremos terminar sem formular o voto de que o A. con-

(7) Trigo, *Legislação*, vol. IX / (1657-02), n.º 37— Bibl. da Aca.-d. das Ciências: R. 11-2/9.

(8) *Collecção chronologies da legislação portugueza*, vol. de 1057-1674, Lisboa, 1856, p. 192-201.

tinue as suas investigações neste tão interessante domínio, a fim de que possamos cconhjeocer cada vez melhor a antiga indústria oleícola portuguesa.

Luís FERRAND DE ALMEIDA

A. DE ALMEIDA FERNANDES, *Ponte de Lima na Alta Mède Média*.

1 vol. em 8.º, de 170 pp. e 3 mapas. Viana do Castelo, 1960.

Separata da revista *Alto Minho*, vol. 9.º.

O Autor tem-se consagrado apaixonadamente à corografia e toponímia portuguesas, baseando-se em abundante documentação, em parte ainda inédita. Apetrechado com este rico material, tem corrigido muitos erros que de longe se vinham repetindo nas corografias e dicionários geográficos. Oeste seu benemérito esforço dão eloquente testemunho os numerosos artigos que publicou na *Grande Enciclopédia Portuguesa e Brasileira* sobre muitas terras, o livro *Como nasceu Viana* ('1958) e o que vamos agora apreciar.

Almeida Fernandes reconheceu que a história de Ponte de Lima está baseada em fantasias e equívocos, o que o levou a concluir: «ié mister descalçar e até desfazer quase por completo o edifício da história inicial de Ponte até hoje erigido e rebocado» (p. 6).

Para conseguir tal desideratum, mostra na *Introdução* que é pura fantasia identificar Ponte de Lima ccm o *Forum Limioorum* ou com *Limia*, não merecendo classificação diferente outras invenções, devidas, scbretudo, aos *Anais Municipais de Ponte de Lima* de 'M. Lemos.

Nos seis capítulos seguintes estuda a origem e evolução da vila de Ponte de Lima e, concomitantemente, a sua feira e o Julgado de Ponte com os concelhos que lhe estiveram subordinados.

O Autor tenta demonstrar, com particular empenho, os seguintes pontos:

— 1) Até 1125, a actual vila de Ponte de Lima não passava de uma *villa* agrária de população servil dispersa: «Ponte era uma *simplies villa* C¹) agrária no período astur-leonês até à Nacionalidade

'0) Pomo em itálico as palavras que o Autor traz entre aspas, para evitar confusão com as a9pas que usamos nas citações textuais.

portuguesa, tendo o seu povoamento a feição dispersa» (pp. 22, 36 e 96); «IPonte na sua organização pre-nacional, pcpulacionalmente servil e rústica em suas actividades agrárias (...), a *villa* pre-nacional de Ponte sem uma povoação compacta, mas dispersa (...) habitada de *famílias* (servos)»; «Principiava mesmo por não haver povoação, necessariamente compacta, arruada, pequena ou grande (...). O que havia (...) era uma *villa*, entidade agrária, social e territorial muito diversa, a *villa* rústica (...) habitada de gentes servis, *famílias*, dispersivamente, em *loca* variados, segundo a bondade natural do solo e os interesses agrários dos proprietários e servos da gleba» (pp. 59, 62 e 95), e «Na margem esquerda, chão da actual vila e seus arredores, o que até D. Teresa existia era uma *villa* agrária em posse particular (monástica) e de população servil» (pp. 89 e 142).

— 2) «A vila de Ponte de Lima é uma honrosa fundação nacional»: a «*villa* de Ponte pre-na ci ornai (na qual a vila actual veio a ser fundada a partir de 1125, ou à roda desta data)» e «a vila actual (à esquerda do rio) foi fundada em 1126» (pp. 7, 22, 55 e 88). E o Autor conclui: o «foral teresiano, verdadeira carta da fundação da *pobra* municipal na *villa* que até então simplesmente vigorava», fundação esta que se deu «a partir do ano da dita carta, o de 112-5» (pp. 77 e 121).

— 3) Foi na margem direita do Lima que «assentou a Ponte inicial, um pequeno povoado compacto, cabeça da circunscrição, a Terra de S. Martinho»; «A cabeça desta circunscrição (...) estava nas margens do Lima, frente, cremos, à actual vila (Além da Ponte), e daí a transportou D. Teresa para a margem oposta, como sede do pre-existente concelho» e «A povoação de Ponte, da margem direita, antigos Arcos de Limia, era cabeça da Terra de S. Martinho (...) até à fundação da nova vila, isto é, até se constituir na margem esquerda uma nova Terra de Ponte» (pp. 17, 19, 55, 73, 89 e 98).

— 4> Até 1125, a feira realizava-se na margem direita, sede da primitiva povoação de Ponte, hoje chamada Além da Ponte, donde a transferiu D. Teresa para a nova vila, que fundara na margem esquerda — «INão resta dúvida que vinha da vila da margem direita para aqui, transferida com a sede do município» (p. 125).

Toda esta construção de Almeida Fernandas está gravemente comprometida por •assentar numa base falsa, a de que, até 1125, a

futura vila de Ponte de Lima era urna simples *villa* agrária, sem povoação compacta e «arruada, pequena ou grande», habitada por uma população servil, que vivia, dispersa por diferentes locais, entregue exclusivamente ao amanho da terra.

Faltando esta base, não há motivos para defender o que está indicado nas quatro alíneas anteriores, como veremos:

— 1) Ponte de Lima figura como freguesia no Censual de Braga, organizado pelo bispo D. Pedro entre 1085 e 109H — «*De Sancta Maria de Ponte tercia de adquisitis*» (2). A freguesia é muito mais antiga que o Censual, porque a sua igreja já vem mencionada em 986, como o Autor reconhece: «junto ao rio, a sua pequena igreja de Santa Maria» (p. 62).

'Sendo assim, Ponte de Lima era muito mais que uma simples *villa* agrária, quando D. Teresa lhe outorgou a carta de foral, em 1125.

Também não é acoitável a opinião de Almeida Fernandes de que essa *villa* rústica não tinha povoação compacta, arruada, nem pequena nem grande, porque nas freguesias minhotas das terras baixas também há aglomerados de casas, embora predomine nelas o *habitat* disperso. A própria localização da igreja na margem do rio e a passagem -obrigatória pela única ponte que então havia no rio Lima dentro do actual território português implicavam a existência ali de um aglomerado populacional, para atender os transeuntes.

¡Se a passagem numa barca originou a fundação do lugar e depois vila da Ponte da Barca, justificava-se ainda mais a existência de uma povoação arruada junto da antiga e notável ponte sobre o Lima, tanto mais que a margem esquerda oferecia condições propícias para tal fim.

Ao contrário do que supõe Almeida Fernandes, a população desta freguesia não era constituída só por gente servil, entregue às actividades agrárias, porque uma parte dela dedicava-se à vida mercantil. Devia esta ser bastante rendosa, porque, dentre as quinhentas e setenta e três freguesias do primitivo Censual de Braga, Ponte de Lima é a única que paga, como censo à catedral, um terço das portagens — «*tercia de adquisitis*».

<(?) Cfr. o nosso trabalho *O Bispo D. Pedro e a Organização da Diocese de Braga* (1959), 'I, 78, 229 e estampa 24, ie II, 140.

Este facto excepcional só pode explicar-se por a feira já então se realizar na actual freguesia de Ponte de Lima. E no'te-se que, neste oaso, o pagamento da portagem é por si elemento confirmativo da feira na margem esquerda, porque as *Inquirições* de 1258 incluem também a mesma portagem entre os antigos direitos a pagar ao Rei por Ponte de Lima: «*et pro portagine et pro todos foros, excepto pam et vino, OOC. maravedís, et isto tragem d uso*» (3).

— 2) Como se conclui da alínea anterior, Ponte de Lima não deve a sua fundação à rainha D. Teresa, nem como *villa* agrária nem mesmo como «povoação (compacta) na feição actual, própria para encabeçar um município», como defende Almeida Fernandes (p. 96), porque uma e outra existiam já antes de 1125.

Nem se objecte que as palavras da carta de foral: «*faciam villam supra nominato loco Ponte*» e «*Ego r&gina facio cautum ad ipsos homines qui ibi habitare voluerint*» supõem a fundação de um novo povoado, que só a partir de então começaria a ter habitantes — «*homines qui ibi habitare voluerint*».

Para uma conveniente interpretação dos documentos medievais deve atender-se ao c os tu mie da época e a outros documentos relativos à mesma matéria. Ora está hoje provado que os presores e repovoa d ores das terras e os reconstru tores de templos usavam, muitas vezes, uma linguagem enfática, exagerando o ermamento e as ruínas existentes, para melhor justificarem os seus direitos de propriedade ou de padroado.

•Citemos, para exemplo, a carta de doação de S. Pedro de Rates feita, em Março de 1100, pelo Conde D. Henrique e por D. Teresa. Se tomássemos à letra as palavras dos doadores, estes teriam reconstruído a igreja desde os alicerces, por estar em completa ruína e a freguesia há muito despovoada: «*in qua ecclesia (...) primitus misimus fundamentum, cum a longis retro temporibus esset heremita et derelicta. Nos vero eam fecimus populari*» (4).

Provam, contudo, outros documentos fidedignos que, pelo menos entre 1078 a 1091, o mosteiro de Rates estava a funcionar normalmente e a respectiva freguesia convenientemente habitada e organizada (5).

(3) *Inquisitiones*, p. 342.

(4) *Documentos Medievais Portugueses, Documentos Régios*, I, n.º 6.

(5) O *Bispo D. Pedro*, I, 23<-24, e II, 17 e 3'81.

(Atendendo ao que 'fica 'exposto e ao contexto da carta de foral, parece-nos que a única explicação aceitável para as palavras «*faciam villam supra nominato /000 Ponte*» é a de que D. Teresa pretendeu restaurar ⁽⁶⁾ ou antes privilegiar a preexistente vila de Ponte de Lima, para atrair a ela mais povoadores, a fim de a transformar numa «praça forte do vale limiano», como supõe Almeida Fernandes (pp. e 103).

As palavras «*homines qui ibi habitare voluerint*» tanto podem referir-se aos que, de futuro, para ali viessem residir como aos que já ali habitavam.

Usa va-se, com efeito, às vezes, o verbo no futuro para indicar o tempo passado, por ex. : «*ipse anno Petrus episcopus catédra Bracarense erectus erit archeepiscopopus*», isto é, nesse mesmo ano (1091) o bispo da 'Sé de Braga D. Pedro foi 'devado (*erectus erit* por *erectus est*) a arcebispo ⁽⁷⁾.

Mais vulgar ainda tara o emprego do futuro em vez do presente. Assim aconteceu na carta de foral dada, em 1205, por D. Sancho I aos quarenta povoadores de um reguengo dm Villa Nova de Famalicão: «*lacio cartam de foro hominibus qui populaturi sunt illiid meo regalengo de Villa Nova (...). Mando ut sint XXXX.^a divisores qui habeant casas et ortos*» ⁽⁸⁾.

Uma leitura apressada do foral levar-nos-ia a supor que a terra estava desabitada e se pretendia chamar para ela povoadores, quando, na realidade, esta terra constituía já no século xi a freguesia de Vila Nova de Famalicão ⁽⁹⁾. A carta de foral refere-se, portanto, aos habitantes já existentes, mas teve a vantagem de atrair outros, porque em 12618 já ali havia mais dez casas, segundo as Inquirições: «*Et medo sunt ibi jam tales X case jam facte*» ⁽¹⁰⁾.

Caso idêntico se deve ter dado em Ponte de Lima, após a carta de foral de 1125.

— 3) Justifica-se plenamente a existência de uma antiga povoação na margem direita do Lima, no extremo da ponte, atendendo ao

i⁽⁶⁾ Segundo o Autor (p. 121), esta hipótese já foi sugerida por Leite de Vasconcelos, *Etnografia Portuguesa*, II, 402.

i⁽⁷⁾ O *Bispo D. Pedro*, I, 246, e II, 414.

⁽⁸⁾ *Leges et Consuetudines*, p. '530, e Virgínia Rau, *Subsídios para o estudo das Feiras Portuguesas*, 44.

i⁽⁹⁾ O *Bispo D. Pedro*, I, 215 e 224, e II, 43-44.

⁽¹⁰⁾ Torre do Tombo, *Inquirições de D. Afonso III*, Livro 7, fl. 40.

intenso trânsito que por esta se fazia. Também lé possível que o lugar de Além da Ponte viesse, com o tempo, a ser a cabeça da Terra de iSão Martinho. Já o mesmo se não pode dizer quanto às Terras da margem esquerda, porque, pelo menos do séc. vi até aos princípios da Nacionalidade, o Lima servia de divisória entre as Terras de uma e outra margem.

Para a Igreja continuou a ser barreira até ao ano de 15'14, data em que a Administração Eclesiástica de Valença foi incorporada na Diocese de Braga.

No período a que nos reportamos, havia na margem esquerda a Terra ou Arcediagado de entre Lima e Neiva, que abrangia 67 freguesias, situadas entre estes dois rios, desde Lavradas até ao mar.

Devido à sua extensão, criaram-se dentro deste Arcediagado duas subdivisões—*Terra Prioris* e *Terra Abbatis*. Com as 25 freguesias da primeira formaram-se, nos séculos xii-xm, as Terras de Penda ie de Ponte, e com as 14 da segunda, a Terra de Santo Estêvão de Riba-Lima. As restantes 2'8 freguesias deste Arcediagado, que ficaram fora das duas subdivisões, passaram para as Terras de Neiva e de Aguiar de Neiva.

Os Arcediagados eram circunscrições eclesiásticas correspondentes, em geral, às Terras ou circunscrições civis dos mesmos nomes, como os de Neiva, Faria e Verimoim. Quando muito extensos, podiam subdividir-se em novas Terras, como aconteceu com o de entre Lima e Neiva, no séc. xi, e com os de Lanhoso e Bragança, no séc. xii, ficando o primeiro destes com as Terras de Sande, Pedralva, Benafiel de Soaz e Vieira, je o segundo com as de Miranda, Lampaças, Ferreira e Ledra.

Ponte de Lima pertencia no siée, xi à *Terra Prioris*, de que devia ser a sede, como continuou a sê-lo da Terra de Ponte, desmembrada daquela. Foi daqui que mais tarde irradiou a influência para a Terra de iS. IMartinho, do outro lado .do Lima.

D. Teresa não teve, portanto, necessidade de transferir da margem direita para a esquerda a sede da Terra de Ponte, porque jesta já aqui se encontrava. De facto, não há na carta de foral de 1125 uma única palavra que se refira à suposta transferência e esta, a ter-se dado, não se podia realizar sem uma ordem terminante e clara da Autoridade, porque ia lesar gravemente a povoação de Além da Ponte.

— 4) Como atrás tivemos ocasião de dizer, a feira já se reali-

zava em Ponte de Lima no século xi, não havendo, por conseguinte, (transferência «alguma para aqui jem 1125. A carta -de foral tem apenas estas palavras referentes à feira: «*Et homines qui de cunctis terris venerint ad feiram et ad illos malefecerit, tam eundo quam redeundo, pariat LX.^a solidos*» C¹¹). Deste modo procurou D. Teresa garantir a incolumidade dos frequentadores da feira, mas não tem a mínima alusão à transferência desta. O silêncio da carta de foral só pode explicar-se por a feira ter continuado no mesmo lugar da margem esquerda, onde há muito se realizava.

Almeida Fernandes procura justificar a transferência da sede do município e da feira em 1125, por então o lugar de Além da Ponte ter decaído muito, por «temor das prepotências dos filhos de-algo de altas estirpes (...), redução da propriedade régia ou pública (...) e exposição a ataques provenientes do norte» (p. 103).

É de estranhar que estas causas, que já vinham de longe, só tivessem provocado a decadência (se é que a houve) no século xn.

(Nesta altura, Ponte de Lima estaria em condições de passar a sede do município e da feira, por D. Teresa ter adquirido a respectiva «*villa agrária*» até então pertencente aos mosteiros de Guimarães e de Ante-Altaires, afirma o Autor (pp. 97-102).

Mesmo que todo o território da freguesia de Ponte de Lima pertencesse a Guimarães e a Ante-«Altaires (o que se não prova), isso não era obstáculo a que ali -estivesse, desde longa data, a sede da Terra e da feira. Para o comprovar basta atender a que Guimarães e Braga, não obstante pertencerem a entidades eclesiásticas, respectivamente o mosteiro e o arcebispo, 'foram sede das Terras dos «mesmos nomes. Mais ainda, Braga teve u-ma feira importante e aproximadamente da mesma data da de Ponte de Lima, pois remonta ao séc. xi ou princípio do xn (12).

As «entidades eclesiásticas promoviam até as feiras, porque estas

X¹¹) «Almeida Fernandes, p. 124, Virgínia Rau, *Subsídios*, 39-40; *Leges et Consuetudines*, p. 365, e *Documentos Régios*, I, n.º 69.

i⁽¹²⁾ Em 1145, o arcebispo «D. João Peculiar doou à Ordem do Templo o dízimo dos seus rendimentos das feiras, dentro e fora da cidade «*sive infra civitatem sive extra*» (iCfr. Virgínia Rau, *Feiras portuguesas do século XII*, em «Revista Portuguesa de História», III, 196-1S«8, onde admite que estas feiras existissem «talvez mesmo antes da formação do Estado Português»). Na Torre do Tombo há documentos com referências à feira velha de Braga: «*Feira antiqua*» e «*ad feriam veterem*», em 1201 e 1220.

lhes eram vantajosas economicamente. O exemplo de Ponte de Lima té bem claro, porque o prelado e cabido de Braga preferiram que ela pagasse de censo o terço das portagens e não produtos agrícolas, animais ou artefactos caseiros como pagavam todas as outras freguesias.

Isto não quer dizer que o lugar de Além da Ponte não beneficiasse um pouco da feira, porque era natural que, à semelhança do que hoje acontece, alguns produtos se vendessem ali.

Supõe ainda Almeida Fernandes que a *villa* e futuro couro de Para dela tinha duas igrejas, a do Divino Salvador e a de São João (pp. 48-S2).

De facto, a cláusula da doação do conde Telo Alvites ao mosteiro de Ante-Altar es: «*in ripa Limia villa vocitata Paratela cum ecclesia vocabulo Sancti Salvatoris (...) cum alia ecclesia Sanctum Joharmem juxta aqua Limie*»⁽¹³⁾ leva a essa conclusão.

Atendendo, porém, à maneira arbitrária como redigiam os textos em latim, parece-nos que a «*ecclesia vocabulo Sancti Salvatoris*» é a paroquial da freguesia da Feitosa, pelas razões seguintes: 1) Não há outro documento nem sequer tradição que atribua uma igreja de S. Salvador à freguesia de S. João da Ribeira; 2) A freguesia da Feitosa, que fica próxima e mudou várias vezes de topónimo, tem por orago precisamente o Divino Salvador. Além disso, o referido conde Telo era proprietário nesta freguesia e doou parte dela ao mesmo mosteiro de Ante-Altars. Este cedeu um casal à Sé de Braga em 1136: «*in villa Damez (ou Feitosa) casal de Abbatibus quod est circa ipsam ecclesiam, quod dedit comes domnus Teius cum aliis suis hereditatibus eidem Antealtarium monasterio*». É bem possível que a igreja, que ficava ao lado do casal dos Abades, estivesse incluída nos outros bens doados ao dito mosteiro «*cum aliis suis hereditatibus*».

Nesta mesma freguesia havia outros bens pertencentes à família do referido conde Telo Alvites, como consta da doação feita à Sé de Braga em 1131: «*De ipsa villa supra dieta (Domez) que fuit de Monio Nuniz filius de comite Nuno Alvitis*»⁽¹⁴⁾.

⁽¹³⁾ *Archeólogo Português*, XXVII (19*29), 149.

⁽¹⁴⁾ O *Bispo D. Pedro*, II, 141 e 423-424, e Arq. Distr. de Braga, *Liber Fidei*, does. 497 e ƒ25; Colecção ICronológica, ex. 1, doc. 11; Gav. 1.^a das Propriedades do Cabido, doc. 11, e Gav. das Rendas da Mitra, doc. 90.

Não queremos terminar estas notas sem testemunhar o nosso louvor a Almeida Fernand)es pelo trabalho sério de investigação que realizou. Supomos bem que, se tivesse aproveitado o Censual de Braga, que serviu de base a estes nossos reparos, teria de próprio dado outra orientação aos pontos do seu trabalho aqu-i discutidos.

P. AVELINO DE JESUS DA COSTA

V Á R I A

O Arquivo da Superintendência-Geral dos Contrabandos

(1771-1834)

Inventário preliminar

GENERALIDADES

Investigadores e arquivistas constituem duas forças que devem, com equilíbrio, somar-se em benefício da História. Se alguma delas for diminuída, é na História que devemos procurar o resultado do acidente.

Quando um investigador se lamenta por ter dificuldades em localizar os materiais informativos de que carece, tem por certo razões para o fazer. Ainda que outras não haja, a que o impele para atingir o conhecimento com a brevidade que as suas conveniências aconselham é de considerar. Cabe-lhe, como é evidente, por o seu caso em equação e, sem sombra de dúvida, buscar-lhe soluções.

'Cabe a outrém, ao arquivista, ao conservador dos documentos, escolher a técnica adequada e, ponderados os valores materiais e humanos de que dispõe, estabelecer os limites da acção predisponente para a investigação, pondo os olhos no serviço a prestar, não a um investigador, dominado pelo seu problema, mas a todos os investigadores possíveis, com repúdio da inoperância inibitória e, opostamente, de metas óptimas ideais mas praticamente inatingíveis. Cabe a -este, afinal, determinar e concretizar a resultante do sistema de forças de que dispõe, após ter considerado as forças da investigação interessada.

Só assim é viável a criação de um estado de ordem que se pretende geral e o conhecimento genérico, mas de tendência específica, das fontes de informação, a partir dos quais pode o investigador histórico actuar para resolver o seu problema.

Em muitos casos, na maioria, afinal, pode haver coração para maiores empresas, mas força não.

Estas considerações, que uma situação de facto toma em Portugal oportunas e que uma vivida experiência em campos da investigação e da arquivística informa, constituíram uma dominante ao enveredarmos pela publicação de inventários preliminares dos núcleos ou grupos arquivísticos do Arquivo Histórico do Ministério das Obras Públicas.

A descrição dos núcleos e grupos arquivísticos permanentemente válidos que se preservam em Arquivos Históricos é uma das principais actividades a desenvolver em estabelecimentos desta natureza.

Entre a variedade de auxiliares de busca que se podem realizar com vista à utilização dos núcleos ou grupos arquivísticos, consideramos como primeiro passo do respectivo programa de trabalhos a sua descrição em inventários preliminares. Estes inventários, preparados logo que possível após a entrada das espécies nos arquivos, têm um carácter provisório e são, em princípio, documentos para uso interno como auxiliares elementares de busca, servindo também como meio de estabelecer fiscalização administrativa sobre as peças arquivísticas. Simultaneamente, são instrumentos de trabalho de grande utilidade para o conhecimento genérico e para a utilização imediata, quando não contra-indicada, dos documentos a que respeitam.

Após as peças arquivísticas terem sido suficientemente estudadas, seleccionadas, se for caso para tal, e dispostas segundo uma ordem fixa, será oportuno rever os inventários preliminares e elaborar descrições definitivas. Entretanto, conforme as circunstâncias exijam e o tempo permita, preparar-se-ão relatórios especiais, índices, listas e outros auxiliares de busca em relação com os núcleos ou grupos arquivísticos visados.

O presente inventário preliminar tem por objecto o Arquivo da Superintendência-Geral dos Contrabandos, conservado no Arquivo Histórico do Ministério das Obras Públicas, em Lisboa. Deste estabelecimento público português, que dirigimos desde 1958, demos uma síntese histórica em *Biblioteca e Arquivo do Ministério das Obras Públicas* (Lisboa, 1968) e sobre parte do seu recheio apresentámos ao Congresso Internacional de História dos Descobrimentos (Lisboa, 1960) uma *Nota sobre alguns documentos relacionados com a expansão ultramarina portuguesa... (Actas do Congresso...*

vol. V, parte 2.^a, p. 35-40). Preparámos, entretanto, O *Arquivo do Conselho de Minas (1859-1868). Inventário Preliminar* (Lisboa, 1961).

No ano de 1962 se espera ver publicados pela Fundação Cailouste Gulbenkian, através do *Boletim Internacional de Bibliografia Luso-Brasileira*, mais os seguintes inventários preliminares:

- O Arquivo da Administração dos Reais Pinhais de Leiria (1790-1824).
- O Arquivo da Administração-Geral das Matas (1824-1886).
- O Arquivo do Conselho de Guerra (1640-1834).
- O Arquivo do Correio-Mor Manuel José da Maternidade da Mata de Sousa Coutinho, 1.^o conde de Penafiel (1790-1799).
- O Arquivo do Estribeiro-Mor D. Jaime de Melo, 3.^o duque de Cadaval (1713-1749).
- O Arquivo da Inspeção das Obras Públicas da Divisão do Centro (1806-1840).
- O Arquivo da Inspeção-Geral das Obras Públicas (1840-1852).
- O Arquivo da Intendência de Obras Públicas (a. 1821-1826).
- O Arquivo da Junta Administrativa do Cofre Comum dos Emolumentos das Secretarias de Estado (1822-1867).
- O Arquivo da Junta dos Juros dos Reais Empréstimos (1797-1834).
- O Arquivo da Junta dos Três Estados (1641-1813).
- O Arquivo da Repartição Fiscal de Obras Públicas (1826-1836 ?).
- O Arquivo da Superintendência das Lezírias da Reverenda Fábrica da Santa Igreja Patriarcal de Lisboa (1734-1834).

Ascenderão assim a quinze os inventários preliminares por nós realizados para núcleos ou grupos arquivísticos conservados no todo ou em parte no Arquivo Histórico do Ministério das Obras Públicas, onde se patenteiam à investigação.

*A SUPERINTENDÊNCIA-GERAL DOS CONTRABANDOS
E O SEU ARQUIVO*

Em alvará de 16 de Dezembro de 1771 determinou el-rei de Portugal D. José I que ficasse extinto o cargo de juiz conservador-geral do Comercio, creando em seu lugar tres magistrados distintos e de incompatibilidade declarada perpétua: o superintendente-geral dos Contrabandos, o juiz dos Falidos e o juiz conservador dos Privilegiados.

As razões que levaram a esta régia resolução concretizam-se do seguinte modo no próprio alvará.

Às numerosas causas dos livramentos dos comissários volantes proscritos pelos alvarás de 6 de Dezembro de 1765 e de 7 de Março de 1760, haviam-se acumulado não só outras causas mais numerosas vertentes sobre a legitimidade das apresentações dos mercadores falidos, para s/erem julgadas conforme as leis de 13-11-1756, 3-3-1759 e 12-3-1760, mas também muitos outros pleitos que haviam feito crescer os contrabandos e descaminhos perpetrados com transgressões das leis de 16-8-1722, 26-10 e 14-11-1757, 17-10-1769 e outras leis -e forais estabelecidos para geral benefício do Comércio, da Navegação, da Fazenda Real e dos filhos das folhas das Alfândegas, que nelas tinham os assentamentos dos respectivos ordenados, ordinárias, juros reais e tenças, de que viviam grande parte do ano.

Um só magistrado, o juiz conservador creado por alvará de 13-11-1756 e ampliado nos Estatutos da Junta do Comércio e nos Estatutos dos Mercadores de Retalho, já não podia compreender e despachar tudo o que pertencia ao seu cargo, com pleno conhecimento de causa, pronta expedição e justiça das partes.

(Importava ocorrer aos inconvenientes resultantes dessa impossibilidade, obviando ainda à devassidão em que o conhecimento dela havia precipitado muitos homens de ânimo corrupto e procedimento estragado, só tementes ao castigo iminente e transgressores frequentes pela esperança de que tantos negócios acumulados fariam, como estavam fazendo, delongas nas averiguações dos factos e nos preparativos dos seus processos, que, ou não chegariam a ser sentenciados, ou o seriam sem os neaessários exames das suas perniciosas culpas.

Por isso se extinguiu o lugar de juiz conservador-geral do Comércio e se criavam os acima referidos magistrados, entre os quais o superintendente-geral dos Contrabandos.

Tal superintendente usaria de vara igual à que usavam os dois corregedores do Crime da Corte, da Casa da Suplicação, sendo sempre desembargador dela.

Tinha por atribuições conhecer, com justiça privativa e exclusiva, de todas as fraudes concementes à introdução de géneros ou fazendas proibidas por entrada ou saída, die todos os descaminhos contra os reais direitos e de todas as denúncias respeitantes a estas matérias, conhecendo delas verbalmente, processando-as pela verdade sabida, guardados os termos do Direito Natural e Divino, e sentenciando-as na Relação, breve e sumariamente, em uma só instância. Vencia 400 000 réis de ordenado anual.

Tinha como adjuntos nas sentenças dos negócios em que superintendia, os juizes dos Privilegiados e dos Falidos, podendo ser nomeados mais adjuntos para tratar de outras causas cíveis ou das criminais.

O superintendente-geral dos contrabandos foi sub-rogado aos juizes dos Feitos da Coroa e Fazenda para os casos de contrabando e descaminho indicados (Alv. de 14-2-Ú772). Tornado supérfluo o juiz da Saca da Moeda, o superintendente passou a exercer a mesma jurisdição que ele tinha, conhecendo das fraudes e tendo devassa das travessias, extravios e descaminhos do ouro em pó e dos diamantes, do que daria conta, anualmente, ao inspector do Real Erário, como presidente da Junta da Extração dos Diamantes (Alv. de 13-11-1773).

Por alvará régio de 20 de Maio de 1774 foi largamente ampliada a jurisdição do superintendente-geral dos Contrabandos, visto a experiência ter mostrado serem animadores os resultados por ele obtidos até <à data.

Abrindo caminho a uma acção secundante, dão-se-lhe poderes sobre os officiais de todas as estações e de todas as casas fiscaes, quando previsto perigo na demora, e permite-se ao superintendente obter desbas casas fiscaes informações, bem como visitar as Casas de Despacho da Corte, à excepção das Alfândegas do Açúcar, da Casa da India e do Tabaco, ficando-lhe as restantes subordinadas.

A respeito das diligências pertencentes ao seu officio, ficavam-lhe também sujeitos os superintendentes-gerais das 'alfândegas do Reino

e todos os juizes delas, tali como o eram ao administrador-geral da Alfândega de Lisboa, como feitor-mor de todos os do Reino. O mesmo se entendia em relação às das ilhas dos Açores, Madeira, Américas e Ásia. O alvará de 1774 dispõe ainda sobre guarda, embarque de fazendas «e mais géneros em Lisboa, no Cais Novo de Santarém, no Cais Novo da Praça do Comércio e no novo Cais da Praça dos Remolares, então estabelecido, dispondo também sobre os oficiais, rendimentos, manifestos de mercadorias e tomadlas.

De 1776 a 1794 coube-lhe a jurisdição económica do emprego de contador da Fazenda da Cidade de Lisboa (Lei de 19-1-1776 e alvará de 19-7-1794), tendo conhecido ainda dos descaminhos dos direitos das Sete Casas (Aviso de 14-T2-1797).

Pdo decreto de Mousirinho da Silveira que em 16 de Maio de 183-2 organizou a Fazenda Pública foram extintos os lugares de juiz-geral dos Contrabandos e os de superintendente das Alfândegas e Tabacos, passando a caber à Directoria Geral das Alfândegas, então criada, o pôr meios para se evitarem os contrabandos e descaminhos.

Na organização das Alfândegas do Reino proposta por Silva Carvalho e datada de 17-9-1833, declarava-se caberem-lhes todos os objectos de contrabando e descaminhos cuja administração competia até aí à Real Junta do Comércio, na forma do capítulo 17 dos Estatutos, que ficava revogado bem como outras disposições em contrário do que se estipulava.

Atravessando nos últimos lustros da sua existência período de agitada política nacional, a Superintendência-Geral dos Contrabandos, a cuja designação se aditou frequentemente «e dos Descaminhos dos Direitos e da Balança Geral do Comércio», apresenta-nos hoje livros de registo escriturados até meados de 1834, denotando uma subsistência renitente.

Do arquivo da Superintendência-Geral dos 'Contrabandos apenas sabemos subsistirem peças da sua Contadoria, as quais se conservam no Arquivo Histórico do Ministério das Obras Públicas. Mesmo estas são em número reduzido, em consequência do grande incêndio ocorrido em 10 de Junho de 1821 no edifício, situado na Praça do Comércio, em Lisboa, no qual, além de outras repartições, se achava a Contadoria. Os livros, grande parte das balanças originais do Comércio do Reino e mais documentos dos diferentes ramos de

arrecadação que eram da inspecção do desembargador superintendente, foram reduzidos a cinzas com o edificio, havendo a Regência determinado a reforma, sem perda de tempo, das Balanças do Comércio pelas que se achassem em algumas repartições públicas. Igualmente foi determinada a formação de novos livres de registo, compreendendo o da saída e despacho dos navios que levassiem carga para os diferentes pertos do Brasil e Ilhas.

É em resultado destas últimas disposições que possuímos hoje os últimos livros de registo da Contadoria da Superintendência e, nalguma medida, um ou outro dos volumes da «Balança Geral do Comércio do Reino de Portugal com os seus Domínios e Nações Estrangeiras» de tanto apreço e de tão preciosa informação leconómica a respeito da época. Delas possui o Arquivo Histórico do Ministério das Obras Públicas, como se verá adiante, alguns exemplares. De outros, num total de sessenta volumes, se encontra este Arquivo Histórico diminuído devido a singular cedência feita, com parecer favorável da Inspeção Superior das Bibliotecas e Arquivos, em 1041 e 1946, ao Instituto Nacional de Estatística, em benefício de uma pequena colecção que ao tempo tinha três «Balanças», mutilando o núcleo arquivístico de que nos vimos ocupando. Porque, feitas por vezes em mais do que um exemplar, para servirem em diversas estações oficiais, que saibamos ou nos conste, existem exemplares da «Balança», para diversos anos, no Arquivo Nacional da Torre do Tombo, na Biblioteca Nacional de Lisboa, Biblioteca da Assembleia Nacional e Biblioteca Municipal de Santarém.

O núcleo que o Arquivo Histórico do Ministério das Obras Públicas possui encontra-se reduzido a 13 volumes, numa extensão de 46,8 cm., nele não figurando também as petições e bilhetes de visitas que sabemos se salvaram por ocasião do incêndio de 1821 e cujo destino se desconhece. Mesmo assim, é um núcleo de apreço que o Ministério das Obras Públicas oferece à consulta pública em seu Arquivo Histórico.

INVENTÁRIO PRELIMINAR DO ARQUIVO

- REGISTO DE ORDENS RECEBIDAS PELA CONTADORIA. 1821.06.16—
1832.03.20. 1 voi. 3 cm. 1
Transcrição, na íntegra, dos documentos recebidos.
Rotulado como livro segundo do registo das ordens da Contadoria da Superintendência-Geral dos Contrabandos.
- REGISTO DE ORDENS EXPEDIDAS PELA CONTADORIA. 1821.06.14 —
1834.07.9. 1 voi. 5,5 cm. 2
Transcrição, na íntegra, dos documentos expedidos.
Rotulado como livro terceiro do registo das ordens expedidas da Contadoria da Superintendência-Geral dos Contrabandos, com nota de se haver perdido o segundo no incêndio de 1821.
- REGISTO DE MAPAS DEMONSTRATIVOS E TABELAS. 1821.11.15 —
1831.04.31. 1 vol. 6 cm. 3
Mapas 'estatísticos de importação e exportação relativos a vinhos, sedas, lanifícios, algodões, casca de sobro e carvalho, curtumes, instrumentos de agricultura, chapéus, cremor de tártaro, urzela, aguardente, frutas, bacalhau, manteiga e queijo, arroz; e mapas gerais, por produtos, por nações ou só de 'botais, predominantemente para os anos de 1796 a 1830 e exoapcionalmente, para os vinhos, de 1678 a 1820.
Rotulado como 'livro primeiro de registo de mapas e demonstrações e tabelas.
- REGISTO DA SAÍDA DOS NAVIOS COM GUIAS DE DESPACHO.
1821.01,3 — 4
Registo de navios que levam guias de seus despachos dirigidas aos juizes das Alfândegas do Brasil, Ásia, África e Ilhas. Compreende: Portos para onde vão, data das guias, nome dos navios e nome dos mestres.
Rotulado como livro segundo do registo da saída dos navios, tendo o primeiro livro sido destruído pelo incêndio de 1821.
- BALANÇA GERAL DO COMERCIO DO REINO DE PORTUGAL COM OS
SEUS DOMÍNIOS E NAÇÕES ESTRANGEIRAS. /1776—1822.
8 vols. 25,5 cm. 5
Balanças do Comércio de 1776, 1777, 1783 (esta só entre Por-

tugal e Nações estrangeiras), 1796, 1797, 1798 (só «entre Portugal e os seus Domínios), 1808 e 1822.

Algumas vezes com relatório inicial, registam as importações e exportações entre praças ou países, enumerando em regra os produtos, sua quantidade e valores, com demonstração dos valores totais das mercadorias. O volume de 1808 apresenta-se muito condensado.

Ordem cronológica.

ALFABETO DAS IMPORTAÇÕES E EXPORTAÇÕES DO REINO DE PORTUGAL COM AS NAÇÕES ESTRANGEIRAS. 1789. 1 VOL. 1,5 Cm.

•Enumeração, por ordem alfabética, dos produtos importados e exportações entre praças ou países, enumerando em regra os produtos e o valor na totalidade. No final, dois mapas condensando os elementos.

MÁRIO ALBERTO NUNES 'COSTA

Congresso Histórico de Portugal Medieval

De 6 a 10 de Novembro de 1959, reuniu-se em Braga este Congresso, promovido pela Câmara Municipal, com a colaboração da Faculdade de Filosofia, da Associação Jurídica de Braga, da Delegação bracarense da Sociedade Histórica da Independência de Portugal e do Centro de Estudos Humanísticos da Universidade do Porto.

Os trabalhos repartiram-se por três secções: —1.ª: *Fundamentação da Ciência Histórica e Filosófica Medieval*; — 2.ª *História política, interna e externa*; — 3.ª subdividida em três : — A : *Instituições*; — B: *Civilização medieval portuguesa*; B¹: *Arte*.

Atendendo ao elevado número de comunicações (mais de uma centena, apresentada -por eruditos e por Professores e representantes das nossas Universidades e de outros estabelecimentos de ensino superior, bem como de Universidades da Alemanha, Bélgica, Espanha, França, Inglaterra, Itália e Suíça), não é possível dar ideia de todos os trabalhos nestas breves notas.

Queremos, todavia, chamar a atenção para alguns que nos despertaram maior interesse.

No colloquio sobre a batalha de Aljubarrota e problemas afins, Afonso do Paço e A. H. de Araújo Howorth apresentaram os resultados das escavações feitas no local da batalha; e Gastao de Melo e Matos estudou as posições defensivas ocupadas pelo exército português nos dias 12 e 14 de Agosto de 13'85, pondo-as em confronto com as de Maupertuis, em 13'56, sendo os três trabalhos documentados com projecções. Por sua vez, L. Suarez Fernández, examinando a crise de 1383 sob o ponto de vista castelhano, mostrou que a batalha de Aljubarrota foi a «consecuencia lógica de una política desacertada» de D. João I de Castela; e Peter E. Russell, com documentação inédita do Public Record Office, conseguiu avaliar, com relativa segurança, o efectivo das tropas inglesas que tomaram parte nesta batalha. Interessa também a este tema a comunicação do P. A. Brásio— *Influência do cisma castelhano na solução da crise de 1385*.

Notou-se grande interesse pelo estudo da influência árabe na nossa História, Cultura e Língua, «merecendo realçar-se a comunicação de Miguel Cruz Hernández — *Los Arabes al norte del Duero*. O Autor demonstrou que a própria documentação árabe desmente a tese do enriamiento do vale do Douro propugnada por diversos historiadores. Veio assim corroborar com novos dados a tese da permanência da organização paroquial defendida por Pierre David e documentada também no nosso trabalho *O Bispo D. Pedro e a Organização da Diocese de Braga*.

As comunicações de Mário Júlio de Almeida Costa — *Romanismo e Bartolismo no Direito Português* e, sobretudo, *Para a história da cultura jurídica medieval em Portugal*; e a de J. Sebastião da Silva Dias — *As bibliotecas portuguesas medievais* vieram demonstrar que a nossa cultura medieval acompanhava, embora com certo atraso, a cultura europeia, principalmente da França e Itália, donde nos vinham livros e mestres e para onde iam Portugueses estudar, alguns dos quais ficaram a leccionar no estrangeiro, como João de Deus e Pedro Julião ou Hispano, professores, respectivamente, nas Universidades de Bolonha e Sena, no século xiii C¹).

•O) Para a nossa cultura medieval interessam os fragmentos das obras então divulgadas entre nós, de que demos notícia nos *Fragmentos preciosos de Códices medievais* e nas *Geórgicas de Virgílio*.

Houve na Península Ibérica vários bispos que, além do poder eclesiástico, exerciam jurisdição civil num território mais ou menos vasto, de que eram senhores, como em Braga acontecia com o respectivo prelado. O Prof. Juan Beneyto, na sua comunicação — *La futura evolución del poder de los Obispos medievales como «Principes Terrae»*, tentou averiguar qual o fundamento de tal poder, e concluiu que, em muitos casos, aquele deriva sobretudo da vinculação do bispo com a *fraternitas* dos fiéis, havendo da parte dos monarcas mais um reconhecimento do poder já exercido de facto pelo bispo do que uma delegação do poder régio.

A comunicação do Prof. A. Palomeque Torres — *Episcopologio de las sedes portuguesas durante el siglo x* tem muito interesse para se conhecerem os prelados que governaram as nossas dioceses durante o obscuro século x, por o Autor utilizar abundante documentação espanhola. Na parte relativa a Braga está, porém, ultrapassado pelos trabalhos de Pierre David.

O estudo crítico da carta *De expugnatione Lysbonensi*, a narrar a conquista de Lisboa em 1147, levou Rui de Azevedo a defender a originalidade do texto conservado, a considerar o arcebispo de Braga D. João Peculiar como informador directo relativamente aos principais dados histórico-eruditos contidos na carta, e a sugerir a hipótese de o autor da memória ter permanecido em Portugal, depois da conquista de Lisboa.

Numa segunda comunicação, o mesmo Historiador defendeu a prioridade do foral de Santarém de 1179 sobre os de Coimbra e Lisboa de igual data, razão por que se deve manter a expressão «tipo de Santarém» criada por Herculano para classificar este foral.

As razões e conclusão do Autor foram impugnadas pelos Professores Marcelo Caetano e Torquato de Sousa Soares, dando origem a um vivo debate, que mais tarde provocou um novo estudo do segundo -em comunicação à Academia Portuguesa da História (*).

Estes dois congressistas apresentaram também valiosas comunicações, respectivamente, *Subsídios para a história das Cortes*

(!) O *Foral concedido a Coimbra, Santarém e Lisboa em 1179*, em «Anais» da Acad.-enva Port, da História, II série, vai. 10, pág. 173-188.

Rui de Azevedo voltou ao assunto em *Um problema histórico ainda mal esclarecido por insuficiência de estudo diplomático*, em «Dois Centenários», pp. 61-95.

módievais portuguesas e Factores económicos da formação da nacionalidade portuguesa. Mostra-nos a primeira a evolução e características das Cortes desde a origem até 1385, e prova a segunda que para a consolidação da independência política de Portugal foi de capital importância o desenvolvimento «das culturas de qualidade, nomeadamente a vinha». Estas proporcionaram não só o desenvolvimento do sistema de aforamentos perpétuos, que muito contribuíram para melhorar as condições de vida dos trabalhadores rurais, mas também o incremento do comércio marítimo. E daí a constituição de uma verdadeira classe de mercadores e de marinheiros, que tornou possível a execução do plano dos descobrimentos posto em prática pelo Infante D. Henrique.

Era, desde há muito, doutrina assente que a nossa primeira escola publica fora criada, em 1269, no mosteiro de Alcobaça pelo abade D. Frei Estêvão Martins. O Prof. Mário Brandão veio, porém, demonstrar com a sua comunicação *Um embuste da historiografia alcobacense — A pretensa escola pública de Alcobaça*, que tal escola nunca existiu. Foi a viciação de um documento que transformou uma escola de monges numa escola pública.

Muito instrutiva foi a comunicação de A. H. de Oliveira Marques, *A moeda portuguesa durante a Idade Média*. Estudando-a sob o ponto de vista económico-financeiro, mostrou com gráficos as suas oscilações, correspondentes às alternativas de desenvolvimento e de crises económicas, que levaram quase à inflação com D. João I. Não obstante a melhoria verificada com D. Duarte, só no tempo de D. João II foi possível entrar num regime de moeda forte, graças ao ouro da Mina e à prata alemã.

O mesmo congressista, com a colaboração de vinte e quatro alunos do Centro de Estudos Históricos da Faculdade de Letras de Lisboa, apresentou a comunicação *Para o estudo da Peste Negra em Portugal*, que mostra a grande mortandade causada entre nós pelo terrível flagelo, desde Setembro a Dezembro de 1348, e as consequências económicas e sociais que daí advieram. Uma das principais foi o abandono dos campos e o afluxo às cidades, onde escasseava a mão de obra, originando o abandono da agricultura e um conflito entre os assalariados e os proprietários, o que levou D. Fernando à publicação da chamada «lei das sesmarias».

São de grande interesse para o estudo da arte românica e gótica em Portugal e da influência artística exercida pelas Ordens de Cluny

e Cis'ter as seguintes comunicações apresentadas por Georges Gaillard — *Aspects de Y Art roman au Portugal*; por René Grozet— *Remarques sur Y Architecture cistercienne au Portugal*, e por Dom Maur Cocheril, O. C. — *Les abbayes cisterciennes portugaises au XI^e siècle*.

No aspecto histórico-filosófico merecem referência o colóquio sobre *Fundamentação do conoeito de História* entre os Professores Francis O'Farrel, da Universidade Gregoriana, e J. P. Bacelar de Oliveira, da Faculdade de Filosofia de Braga, e *Tensão dialéctica da História e pensamento cristão* por Paulo Durão, S. J., Reitor da mesma Faculdade (*).

Para o êxito deste Congresso, de que foram secretários gerais o Dr. Sérgio da Silva Pinto e o Coronel Baptista Barreiros, concorreram também outras iniciativas culturais promovidas, como uma exposição historiográfica e as visitas ao Museu Pio XII, do Seminário Conciliar, à Capela de S. Frutuoso e acs Paços dos Duques de Bragança e a outros monumentos em Guimarães.

P. AVELINO DE JESUS DA COSTA

P. Carlos da Silva Tarouca, S. J.

A 3 de Setembro de 1968, entregou a alma a Deus, em Soutelo, junto de Braga, o P.^e Carlos da Silva Tarouca, S. J., da Academia Portuguesa de História e colaborador desta revista, onde publicou *Manuscritos das Crónicas dos Reis de Portugal na Biblioteca da Casa Cetdaval* (t. 3, pp. S93-6117).

Era um homem alto, nervoso e de vasta cultura, marcado pela confluência de várias civilizações (a eslava, a germânica e a latina). Nasceu na Morávia, em Czech a 18 de Março de 1883, e teve a educação da nobreza austro-húngara do seu tempo.

Pelo pai (o conde Francisco José da Silva Tarouca) descendia

0) Para informações mais desenvolvidas sobre as comunicações deverá consultar-se o *Guia Oficial do Congresso* e a notícia que demos na *Lusitania Sacra*, IV, pp. 248-263..

do fidalgo português D. Manuel Teles da Silva, filho do 4.º conde de Tarouca que, no séc. xviii, se fixou em Viena de Áustria. Mas a mãe (a princesa Gabriela Schwarzenberg) era de sangue germânico.

(Fez os estudos secundários no colégio de Kalksburg (onde mais tarde leccionou) e deu entrada na Companhia de Jesús, na Caríntia, fazendo a profissão solene em Frascati (Roma), a 15 de Agosto de 1930, após ter cursado filosofia em Pressburg e teologia na Universidade de Innsbruck.

Entregue à investigação arquivística, trabalhou em Munique, com o historiador Hartmann Grisar, e na Biblioteca Vaticana, de colaboração com o famoso diplomata Carlos Erdmann e outros eruditos.

E em 1926, foi chamado para a cadeira de história eclesiástica da Faculdade de Teologia da Universidade Gregoriana e, ao fundar-se na mesma Universidade a faculdade de história eclesiástica foi-lhe confiada a cadeira de história da Idade Média.

(Deste período anterior à sua vinda para Portugal, em 1939, datam alguns dos seus trabalhos mais apreciados: *Fontes Historiae Ecclesiasticae Medii Aevi* (Roma, 1930); *Institutiones Historiae Ecclesiasticae. Pars secunda: Ecclesia in Imperio Romano-Byzantino (saec. iv-xv), fase. i*; várias edições críticas, sobretudo de alguns escritos de S. Leão Magno, etc..

Juntamente com Carlos Erdmann e Enrico Carusi, publicou *Pontificum Romanorum Diplomata Papyracea quae supersunt in tabulariis Hispaniae, Italiae, Germaniae, phototypice expressa* (Roma, 1929). E não falamos doutros trabalhos, feitos de colaboração com Bruno Katterbach, A. Pelzer, etc..

Uma vez em Portugal, continuou a investigar e a escrever. É obra sua o *Inventário das Cartas e dos Códices manuscritos do Arquivo do Cabido da Sé de Évora* (Évora, 1946) e foi de quem publicou a *Crónica de D. Dinis* (Universidade de Coimbra, 1947-1950), segundo o texto inédito do Cód. Cadaval 965, e as *Crónica dos sete primeiros reis de Portugal* (Lisboa, 1952).

(Porém, uma grande parte da sua obra acha-se dispersa t>or várias revistas nacionais e estrangeiras, sobretudo na *Brotéria*, donde extraímos os títulos dalguns artigos: *A conversão dum príncipe protestante alemão e os seus descendentes portugueses. Frederico Guilherme de Holstein e suas filhas* (jt. 28, pp. 520-530); *História da raça — História da família* (t. 30, pp. 47-60, 173-188); *Ante-*

passados portugueses da Rainha Dona Leonor de Gusmão (t. 30, pp. 426-443); *O Papa S. Leão Magno* (t. 31, pp. 180-194); *O alferes-mor da restauração* (t. 31, pp. 568-587); *A tragédia dum precursor português de Cristóvão Colombo* (t. 33, pp. 141-150); *A colecção Aguilar no Arquivo Tarouca* (>t. 34, pp. 295-309); *A Graça de Santarem. Fundadores e fundações* (t. 35, pp. 395-413) ; *Conselhos dum Ministro de D. Pedro II para seu filho, Reitor da Universidade de Coimbra* (t. 36, p. 482-498), etc..

Esta actividade alongou-se ainda por vários anos, por vezes com páginas de raro interesse, por exemplo: *Terão aparecido as crónicas perdidas de Fernão Lopes?* (t. 32, pp. 39-59).

QEra um professor de raça (e disso tivemos a experiência, num curso dado por de, na Faculdade de Filosofia de Braga). Nos seus lábios, os assuntos mais áridos e os factos mais distantes de nós, no tempo ie no espaço, adquiriam uma vida extraordinária e *actual*. Devia-se isto à invulgar vibratilidade do seu temperamento, à vastidão dos seus conhecimentos e ao interesse que ele tinha pda Idade Média, onde mergulhava os outros com o ar mais natural deste mundo, como se tratasse duma reportagem dos nossos dias.

Viveu sempre mais ou menos perdido no passado e, des tempos modernos, só vibrava a fundo com a recordação do império austro-húngaro, cuja destruição significava, para ele, uma das maiores desgraças da Europa de após-guerra. E quando, por demasiada velhice, pôs de lado a pena .cansada, consiervava ainda o que constituía o segredo da sua juventude interior e talvez o seu maior encanto: o amor pela música, pelas flores e pelas crianças.

(Portugal contraiu obrigações para com este homem que voltou às origens da sua raça — e as escassas linhas que aqui deixamos destinam-se a pagar, de algum modo, a nossa dívida de gratidão.

Jubilação do Prof. Doutor Datnião Peres

A jubilação do Prof. Damião Peres, antigo Director do nosso Instituto de Estudos Históricos, que tão de perto tem acompanhado a vida desta *Revista* desde a primeira hora, é acontecimento que não nos pode passar despercebido.

Por isso, apesar de a Faculdade de Letras já lhe ter prestado expressiva homenagem, de que foi feito amplo relato na revista *Biblos*, entendemos não dever deixar passar a ocasião que se nos oferece para testemunhar ao querido 'Mestre o nosso apreço e a nossa gratidão, dedicando-lhe o próximo tomo desta *Revista* (*).

Prof. Doutor João Pereira Dias

iNão foi o Prof. Pereira Dias, que tanto honrou o ensino universitário português, um historiador, embora se tivesse ocupado, com interesse e um carinho nunca assaz louvados, de alguns aspectos da História da Arte e da Arqueologia. Mas estando estas disciplinas fora do âmbito de estudos da *Revista Portuguesa de História* e do Instituto de Estudos Históricos, de que é órgão, poderá causar estranheza que recordemos aqui a sua memória.

Fazemo-ilo, no entanto, cômscios de cumprir um iniludível dever. É que Pereira Dias interessou-se sempre tanto pelas nossas iniciativas que ao sicieu estímulo e ao seu conselho amigo muito ficaram devendo algumas das nossas realizações, como já tivemos ocasião de referir no Tomo II desta *Revista* (pág. 617).

Homem bom, de uma transparente sinceridade, soube pôr a sua

(*) tA homenagem há muito igualmente devida ao nosso querido Mestre Prof. Doutor Paulo Merêa, a quem este Instituto e a *Revista Portuguesa de História* devem uma assistência e um carinho acima de toda a medida, ser-lhe-á prestada em seguida, não o tendo sido antes em virtude da lamentável irregularidade na saída desta publicação.

clara inteligência e as suas invulgares faculdades de trabalho inteiramente ao serviço da Universidade e do nosso património artístico e arqueológico, como muito bem exprimiu em três significativas palavras, o Prof. Manuel Esiparteiro: «Conimbriga, trazia-a sempre no coração».

(Por isso continuamos a sentir a sua presença — uma presença discreta, como discreta foi sempre a vida do Mestre, que sabia apagar-se para melhor se poder realizar.

T. S. S.

PUBLICAÇÕES RECEBIDAS

1960

Livros

Ofertas dos autores

- Axélfson (Eric) — *Portuguese in South-East Africa, 1600-1700*. Johannesburg, 19*610. 1 vol. 8.º, 10 págs. + 220 págs..
- Costa (Mario Júlio de Almeida) — *Origem da enfiteuse no Direito português*. (Coimbra, 1957. 1 voi. 8.º, 4 fis. in. + 396 págs. + 2 fis. in..
- Costa (Mário Júlio de Almeida) — *Para a história da cultura jurídica medieval em Portugal*. Coimbra, 1959. 1 op. 8.º, 200 págs..
- Costa (Mário Júlio de Almeida) — *Romantismo e Bartolismo no Direito português*. Coimbra, 1960. 1 op. 8.º, 34 págs..
- «Goulart (J. Alípio) — *Meios e instrumentos de transporte no interior do Brasil*. Rio de Janeiro, 1959. 1 voi. 8.º, 260 págs..
- Hanke (Lewis) — *La lucha española por la justicia en la conquista de América*. Traducción del inglés por Luís Rodríguez Aranda. Madrid, 1959. 1 voi. 8.º, 331 págs.. f
- Sánchez-Albornoz (Cláudio) — *Proceso de la romanización de España desde los Esci piones hasta Augusto*. Buenos Aires, 1949. 1 op. 8.º, 35 págs..
- Soares (Torquato de Sousa) — *D. Afonso Henriques*. Separata de *Os Grandes Portugueses*. 1. op..

Ofertas dos editores

Academia Portuguesa da História:

- (Peres (Damião) — *Uma prioridade portuguesa contestada mas incontestável: A circumnavegação da África Austral por Bartolomeu Dias*. Lisboa, 1960. *1 op. 8.º, 54 págs. + 1 fl. in..

Acta Universitatis Conimbricensis:

- Alvares (Frei João) — *Obras*. Edição crítica com introdução e notas de Adelino de Almeida Calado. Vols. I e II. Coimbra, 1959-1960. «2 vols. 8.º, 47 págs. -f 237 págs.
- Basto (A. de Magalhães) — *Cronistas e crónicas antigas. Fernão Lopes e a «Crónica de 1419»*. Coimbra, 1959. 1 vol. 8.º, 566 págs. -f 1 fl. in.
- Vasconcelos (J. Leite de) — *Romanceiro Português* coligido por.... Notícia

preliminar de R. Menéndez Pidal. Vol. II. Coimbra, 19'60. 1 vol. 8.º,
553 págs. -f- 1 fl. in.

Agenda Gérai do Ultramar:

- Dias (Gastão de Sousa) — *Os portugueses em Angola*. Lisboa, 1959.
1 vol. 8.º, 329 págs. + 2 fis. in.
- (Esparteiro (António Marques)—*O Famoso Botão de Âncora (1600-1895)*.
Lisboa, 1959. il vol. 8.º, 34*8 págs. + 1 fl. in.
- Freitas (A. Sousa) — *África e outros poemas*. Lisboa, 19'59. 1 vol. 8.º,
'64 págs. -f- 1 fl. in.
- Mascarenhas (António) — *A critique oi Sir S. Radhakrishana's. Basis for
human fellowship*. *S. d. Lisboa, Edições Paulistas. 1 vol. 8.º, 11*0 págs.
- Pattee (Richard) — *Portugal em África. Impressões e reflexões de via-
gem pela África Portuguesa*. Lisboa, 1959. 1 vol. 8.º, 163- págs.
- (Rego (António da Silva) — *Curso de Missionologia*. Centro de Estudos
Políticos e Sociais da Junta de Investigações do Ultramar. Lisboa, 1956.
1 vol. 8.º, 45 págs. + 1 fl. in. + 700 págs. + fl. in..

Faculdade de Letras da Universidade de Coimbra:

Subsídios para o estudo do Acampamento Romano de Antanol. Coim-
bra, 1958. 1 vol. 8.º, 2 fis. in. + 54 págs.

*Junta de Investigações do Ultramar. Centro de Documentação Científica
Ultramarina:*

- Instituições portuguesas de interesse ultramarino*. (Edição provisória).
(Lisboa, 1960. 1 vol. 8.º, 109 págs.
- Catálogo das cartas existentes na Junta de Investigações do Ultramar*. 1.^a
parte: *Províncias Ultramarinas Portuguesas. Cartas impressas*. Lisboa,
1960. 1 vol. 8.º, 118 págs.

Companhia de Diamantes de Angola:

Rogers (Francis M.) — *List of Editions of the Libro del Infante don Pedro
de Portugal*. Lisboa, 1959. 1 vol. 4.º, 82 págs. + 2 fis. in. -f- 14 fis.
de fac-similes.

Câmara Municipal de Aveiro:

Cristo (António) — *Mil anos de História. Efemérides Aveirenses*. Vol. I.
Aveiro, 1959. 1 vol. 4.º, 150 págs. -f- fl* in..

Milenário de Aveiro. Colectânea de Documentos Históricos. I: 959-1516.
Organização, leitura e revisão de António Gomes da Rocha Madahil.
Aveiro, 1959. 1 vol. 4.º, 17 págs. -f- 330 págs. + 1 fl. in.

Câmara Municipal de Braga:

Congresso Histórico de Portugal Medieval. Guia Oficial. Braga, 19'59.
1 vol. 8.º, 146 págs.

Congresso Histórico de Portugal Medieval. Catálogo da Exposição historiográfica no Salão Medieval Superior da Biblioteca Pública e Arquivo Distrital de Braga. Braga, 1959. 1 op. 8.º, 47 págs.

Câmara Municipal de Évora:

Exposição Bibliográfica. iIV Centenário da Fundação da Universidade de Évora. 1569-1959. Évora, 1959. 1 vol. 8.º, 452 págs. -f- 1 fl. in.

Associação Portuguesa para o Progresso das Ciências:

XXIII Congresso Luso-Espanhol celebrado na cidade de Coimbra de 1 a 5 de Junho de 1956. Tomo VI. 7.ª Secção — Ciências Históricas e Filológicas. Coimbra, 1957. 1 vol. 8.º, 691 págs. + 1 fl. in.

Consejo Superior de Investigaciones Científicas, de Madrid:

Alcina Franch (J.) — *Las «Pintaderas» Mejicanas y sus relaciones.* (Madrid, 1958. 1 vol. 8.º, 250 págs.

Fraguas Fraguas (A.) — *Los Colegiales de Fonseca.* Santiago de Compostela, 1958. 1 vol. 8.º, 404 págs. + 1 fl. in.

Konetzke (Richard) — *Colección de Documentos para la Historia de la formación social de Hispanoamérica, 1493-1810.* Volume II, tomo I '(1593-1659); tomo II >(1660-1699). Madrid, 1958. 2 vols. 8.º, 908 págs.

Milá y Fontanals (M.) — *De la poesía heroico-popular castellana.* Edición preparada por Martín de Riquer y Joaquín Molas. Barcelona, 1959. 1 vol. 8.º, 623 págs.

'Pensado (Jo9e L.)—*Mirages de Santiago.* Edición y estudio crítico. Madrid, 1958. 1 vol. 8.º, 160 págs. + 360 págs. + 3 fis. in.

Oliver Asín (J.)—*Historia del nombre «Madrid».* Madrid, 1959. 1 vol. 8.º, 412 págs. + 32 láminas + 3 fis. in.

iSchulten (Adolf) — *Geografía e Etnografía antiguas de la Península Ibérica.* Vol. I. Madrid, 1959. 1 vol. 8.º, 412 págs..

Suárez Fernández (Luis) — *Navegación y comercio en el Golfo de Viscaya. Un estudio sobre la política marinera de la Casa de Trastámara.* Madrid, 1969. 1 vol. 8.º, 253 págs.

Torre (Antonio de la) — *Documentos referentes a las relaciones com Portuosi durante el reinado de los Reyes Católicos*. Edición preparada y anotada por... y Luis Suárez Fernández. Tomo I. Valladolid, 1958. 1 vol. 8.º, 391 págs.

Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad de Valladolid:

'Suárez Fernández (Luis) — *Nobleza y Monarquía. Puntos de vista sobre la historia castellana del siglo xv*. Valladolid, 1959. 1 vol. 8.º, 173 págs. + 1 fl. in.

University of California Press:

Borah (Woodrow) — *The population of Central Mexico in 1548. An analysis of the Suma de visitas de pueblos*. 1960. 1 vol. 8.º, 4 fis. in. + 215 págs. + 4 fis. in.

Cook (Sherburne F.) and Borah (Woodrow) — *The indian population of Central Mexico. 1531-1610*. 1 vol. 8.º, 3 fis. in. + 109 págs. + 1 fl. in.

Publicações periódicas

- Anais do Instituto do Vinho do Porto*. N.º XVII (1957-1958). Porto.
- Analecta Bollandiana*. Société 'dies BollandÍtes. Tomos LXXVTI (1959); (LXXVIII (1960)). (Bruxelles).
- Analecta Sacra Tarraconensia*. Revista de Ciências Histórico-Eclesiásticas. Balm asiana (Biblioteca Balmes). Vol. XXXI (1958). Barcelona.
- Anales de História Antigua y Medieval*. Facultad de Filosofia y Letras. Universidad de Buenos Aires. Anos de 1951-1952 e 1953. Buenos Aires.
- Anthologica Annu*. Publicaciones del Instituto Español de Estudios Eclesiásticos. Tomo VII (1959). Roma.
- Anuário da Universidade de Coimbra*. 1957-1958. Coimbra.
- Arqueologia e História*. Associação dos Arqueólogos Portugueses. 8.ª Série, voi. Vili (1958). Lisboa.
- Arquivo de Beja*. Boletim da Câmara Municipal. Vol. XVI (1959). Beja.
- Biblioteconomia*. Escuela de Bibliotecarias de la Diputación Provincial de Barcelona. Año XVI, n.º 49-50 (1959). Barcelona.
- Boletim do Arquivo Distrital de Angra do Heroísmo*. Vol. II, n.º 4-5 (1952-53). Angra do Heroísmo.
- Boletim de Bibliografia Portuguesa*. Biblioteca Nacional de Lisboa. Vols. XXIII (1957); XXrV (1958); XXV (1959). Lisboa.
- Boletim Bibliográfico e Informativo*. Instituto de Estudos Portugueses. Universidade de São Paulo. Ano III, n.º 9-10 (1959). São Paulo.

- Boletim da Biblioteca da Universidade de Coimbra.* Val. XXIV (1960).
iCoimbra.
- Boletim Cultural.* Junta Distrital de Lisboa. N.º LIII-LIV (1960).
Lisboa.
- Boletim Cultural da Câmara Municipal do Porto.* Vols. XXII (1959);
XXIII (1960), Porto.
- Boletim do Instituto de Angola.* N.º 11 (1958), Luanda.
- Boletim da Sociedade de Geografia de Lisboa.* Série 7*8.^{ta} (1960). Lisboa.
- Boletín del Archivo General de la Nación.* Republica Dominicana. Val.
XX, n.º 99-102 (1959). 'Ciudad Trujillo.
- Brotéria.* Revista Contemporânea de Cultura. Vols. LXX e LXXI (1960).
Lisboa.
- Cadernos mensais de estatística e informação do Instituto do Vinho do
Porto.* N.º 241 a 252 (19-60). Porto.
- Cahiers de Civilisation Médiévale. X-XII siècles.* Centre d'Études
(Supérieures de Civilisation Médiévale. Université de Poitiers.
Anos I (195-8); II (1959); III (1960). Poitiers.
- Cuadernos de Estudios Gallegos.* Instituto Padre Sarmiento de Estudios
•Gallegos. Tomo XV (1960). Santiago de Compostela.
- Cuadernos de Historia de España.* Instituto de Historia de España. Uni-
versidad de Buenos Aires. XXIX-XXX (1959). Buenos Aires.
- Deutsches Archiv für Erforschung des Mittelalters namens Monumenta
Germaniae Historica* herausgegeben von Friedrich Baethgen und Wal-
ther Holtzmanm. Vol. XVI (1960). Böhlman Verlag. Köln-Graz.
- Estudios Americanos.* Revista de la Escuela de Estudios Hispano-Ame-
ricanos. Vols. XVIII, n.º 94-99 (1959); XIX, n.º 100-10-2 (1960).
iSevilha.
- Hispania.* Revista Española de Historia. Instituto «Jerónimo Zurita».
Tomo XX (1960). Madrid.
- Hispania Sacra.* Revista de História Eclesiástica. Instituto «Enrique
iFlorez». Vol. XII (1959), Madrid.
- Historisch-Politische Buch (Das).* Ein Wegweiser durch das Schriftum.
Herausgegeben im Auftrage der Ranke-Gesellschaft. Vereinigung für
Oesdhichte im öffentlichen Lsben. VIII, n.º 1 (1960). Berlin-
-Frankfurt.
- Historische Zeitschrift.* Herausgegeben von Theodor -Schieder und Wal-
ther Kienast. Vols. 189 (1959); 190 (1960); 191 (1960). R. Olden-
-bourg Verlag. München.
- Informação Cultural Portuguesa.* N.º 1 a 3 (1960). Lisboa.
- Instituto (O).* Revista Científica e Literaria. Instituto de Coimbra.
Val. 121 (1959). Coimbra.
- Itinerarium.* Colectânea de Estudos publicada pelos Franciscanos de Por-
-tugal. Ano VI (1960). Braga.
- Nachrichten der Akademie der Wissenschaften in Göttingen.* Philologisch-
-Historische Klasse. Anos de 1959, n.º 1-10; 1960, n.º 1-8. Göttingen.
- Pirineos.* Revista de la Estación -die Estudios Pirenaicos. Anos XII (1956);
XIII (1957); XIV (1958). Zaragoza.

- Portugal em África.** Revista de Cultura Missionária. Instituto Superior Missionário do Espírito Santo. Vol. XVII (1960).
- Príncipe de Viana.** Institución Príncipe de Viana. Consejo de Cultura Navarra. Año XXI (1960). Pamplona.
- Proceedings of the Royal Irish Academy.** Vol. 61, section C., n.º 1 a 6 (1960). Dublin.
- Razón y Fe.** Revista mensual hispano-americana publicada por Padres de la Compañía de Jesús. Tomos 161 e 162 (1960). Madrid.
- Revista Española de Derecho Canónico.** Instituto «San Raimundo de Peñafort». Vol. XV (1960). Salamanca — Madrid.
- Revista da Faculdade de Letras da Universidade de Lisboa.** III Série, n.º 3 (1959). Lisboa.
- Revista de Guimarães.** Sociedade Martins Sarmento. Vol. LXX (1960). Guimarães.
- Revista de História Canária.** Facultad de Filosofía y Letras. Universidad de La Laguna. Tomo XXV (1959). La Laguna de Tenerife.

Addenda & Corrígenda

Tomo Vili (1959)

Página	Linha	Onde se lê:	Lei a-se:
29	38	agradava	agravava
77	38	<i>Espanótaras</i>	<i>Epanáforas</i>
273	39	188	288
306	11	é objective	é o objective
352	27	Osório	Orósio
367	41	enriqueceu	enriquecem

Pág. 3'23: Na nota (I), a definição de *rezido* deve ser substituída por: «Chamavam *resíduos* as disposições testamentárias de piedade ou de beneficência, que na tomada das contas se julgavam mal cumpridas ou não cumpridas de todo» ('Gama Barros: *História da Administração Pública*, tomo III, pág. 304, nota 2 da 1.^a edição; e tomo VI, pág. 537, nota 2 da 2.^a edição).

Pág. 323, nota (II): Esclarece-se que *brancos* são os *reais brancos*, correspondentes a dez reais pretos, ou de cobre.

Pág. 323: Relativamente à nota (III), o que está em causa não é a falta de braços, mas as condições de arrendamento das terras aos lavradores, que os proprietários (vassallos del-rei) se comprometeriam a dar a cultivar de parçaria, sendo escusos da jugada, o que o concelho pede ao rei que lhe seja outorgado.

Pág. 3'23 : Na nota (IV), a definição de *jugada* deve ser substituída pela que é dada nas Ordenações do Reino: «um direito real que os reis destes reinos antigamente ordenaram que lhes fosse pago em terras em que especialmente para si o reservavam ao tempo que os moradores e povoadores delas deram seus forais, o qual direito ordenaram que somente se pagasse de trigo, milho, vinho e linho. E a quantidade que geralmente da dita jugada se há-de pagar é que qualquer lavrador de cada jugo de bois, com que em terra jugadeira lavrar, há de pagar um moio de trigo, ou de milho, de qualquer que semear. E do vinho e linho se pagará oitavo, salvo onde pelos forais for determinado que se haja pagar em outra maneira. iDeste direito, que só onera terras situadas ao sul do Douro, estavam isentos os cavaleiros-vilãos '(Vide o estudo do Prof. Paulo Merêa: *Reflexões e sugestões sobre a origem da «jugada»*, in «Novos Estudos de História do Direito», pág. 83 e segs.).

Pág. 324: Na nota (VI), deve ser corrigida a data do mais antigo tabelamento de preços, pois antes da lei de 26 de Dezembro de 1253—que como lei

geral do Reino sobre preços é efectivamente a mais antiga — há a considerar as posturas municipais, como as de «Coimbra de 1145, que, como observa Gama Barros, const ituem «o primeiro exemplo que se conhece de tabelamento de preços em Portugal» (*Hist. da Adm. Publ.*, tomo II, pág. 185 da 1.^a ed., e t. V, pág. 149 da 2.^a ed.).

Pág. 324: A nota (VII) deve ficar assim: *Sisa* é imposto que começou por ser municipal, vigorando já, em alguns concelhos «pelo menos na primeira metade do século XIV e talvez ainda no precedente, quando já reinava D. Diniz». Mas só durante o reinado de D. Fernando cornaca a ser cobrada em benefício da coroa, embora talvez não se estendesse ainda a sua aplicação a todos os concelhos, como passou a acontecer a partir do reinado de D. João I. No concelho de Santarém cobravam-se sisas de carácter extraordinário («para refazimento da muralha») pelo menos desde 1372.

Pág. 324: A nota (VIII) deve ficar assim:—*Fangas da azeitona*: medida equivalente a seis alqueires. Aplicava-se em geral aos cereais. E daí chamar-se também *tangas* o lugar onde se vendiam.

Pág. 324: A nota (IX) deve ficar assim redigida: No 'texto das cortes, porteiro («aquelle que for almotacé pequeno seja *porteiro* dante os *almotacés* mores») tem nitidamente o sentido de oficial subalterno «com competência para em alguns casos fazer as execuções e outros actos judiciais», como observa Gama Barros (op. cit., tomo I, pág. 601 da 1.^a edic. e t. III, pág. 241 da 2.^a ed.). «Mas — como observa ainda o mesmo historiador — é certo que já nas *Partidas* o vocábulo *porteiro* se usa também no sentido de «oficial que tinha o cargo de guardar a entrada na casa do rei».

Pág. 325: A nota (XIII) deve ser substituída pela seguinte: Os *mestres* ou mesterais da vila de Santarém eram os oficiais mecânicos, que constituíam o povo miúdo, que tinha representação corporativa na administração municipal — 09 procuradores do9 mesteres. (Vide Gama Barros, op. cit., tomo III, págs. 37 e segs. da 2.^a ed. e observações a págs. 378 e 3-8-2; tomo V, pág. 225 e segs.; tomo IX, pág. 299 e segs. e tomo X, págs. 3-63-365).

Pág. 326: A nota (XVIII) sobre *coimas* deve ficar assim: *Coima* é leexpressão derivada de *calumnia* '(= ofensa, crime). É a pena pecuniária que o criminoso, independentemente de qualquer *composição* com a vítima, devia pagar ao rei ou ao senhorio da terra. Pelo pagamento dessa pena eram às vezes também responsáveis os vizinhos ou o concelho do lugar onde o Crime se cometera quando o seu autor não tinha sido capturado e entregue à justiça dentro de determinado prazo de tempo (Vide Diez Canseco: *Notas para el estudio del Fuero de León*, in «Anuario de Historia del Derecho Español», I, pág. 364).

Pág. 326: Nota (XIX): Pousada corresponde a aposentadoria, ou obrigação de dar pousada. Porém a passagem em causa parece querer referir-se às próprias casas dos vassallos que o aposentador del-rei, da rainha e dos infantes, e bem assim 09 condes, não respeitavam, pousando com eles.

Pág. 326, Notas (XX) e (XXI): *Físioos* eram médicos, sem qualquer restrição.

Pág. 327-330: Segundo nos informa o Sr. Prof. C. R. Boxer, em carta de 30-Ma'o-19f>>l, há toda a probabilidade de Salvador ^Correia de 'Sá 'ter morrido em 1 de Janeiro de 1661. Esta data é indicada formalmente por Inácio Bar-

bosa Machado nos seus *Fastos Políticos e Militares da antiga e nova Lusitania* (Lisboa, 1745), p. 25, na notícia que consagra ao restaurador de Angola. Embora os *Fastos* — observa ainda o Prof. Boxer — não constituam uma fonte de toda a segurança (por isso não os citou no seu livro), os dados documentais agora revelados pela nossa Revista levam-no a aceitar a data de 1 de Janeiro de 1681, ao menos até que apareça prova irrefutável em contrário.

Tomo IX (<1960)

<i>Pág. Linha</i>	<i>Onde se lê:</i>	<i>Deve ler-se:</i>
141 1	Os Jesuítas	Os Jesuítas Espanhóis
181 11	nahe	nach
303 2-3	Leitura	Lettura

Declaração

A concessão de subsídios por parte do Instituto de Alta Cultura não envolve juízo de valor sobre a doutrina contida nas publicações subsidiadas, nem aprovação da forma por que essa doutrina é exposta.

Índice alfabético dos Autores

	Págs.
ALBUQUERQUE (LUÍS MENDONÇA DE)	
— Sobre a determinação das latitudes no hemisfério sul, na náutica portuguesa do século XVI	177-209
ALMEIDA (LUÍS FERRAND DE)	
— Artur Salvado: <i>Alguns documentos para o estudo evolutivo da indústria oleícola portuguesa</i>	312-316
COSTA (P. AVELINO DE JESUS DA)	
— 'A. de Almeida Fernandes: <i>Ponte de Lima na Alta Idade Média</i>	316-324
— Congresso Histórico de Portugal Medievo	333-337
COSTA (MÁRIO A. NUNES)	
— O Arquivo da Superintendência-Geral dos Contrabandos >(1771-1834).....	325-333
DE WITTE (CHARLES-MARTIAL)	
— Le «regimento» de la «Mesa da Consciência» du 24 novembre 155.8.....	277-284
HUTCHINS (JOHN A.)	
— A política diplomática da corte do Rio de Janeiro em relação à Banda Oriental do Uruguai (1808-1>812).	93-123
KELLENBENZ (HERMANN)	
— Os mercadores alemães de Lisboa por volta de 1530	125-140
MARTINS (MÁRIO)	
— P. Carlos da Silva Tarouca, S. J.	337-339
MAURO (FRÉDÉRIC)	
— Marchands et Marchands-Banquiers Portugais au XVII ^e siècle	63- 78
MÖRNER (MAGNUS)	
— Os Jesuítas Espanhóis, as suas Missões Guarani e a Rivalidade Luso-Espanhola pela Banda Oriental, 1715-1737.	141-175
OLIVEIRA (A.)	
— João de Barros: <i>Diálogo em louvor da nossa linguagem</i> .	303-311
REIS (ARTHUR C. FERREIRA)	
— A empresa colonial portuguesa na revelação da Amazónia	79-92
RODRIGUES (JOSÉ HONÓRIO)	
— D. Henrique e a abertura da Fronteira Mundial .	45-62
SCHURHAMMER (GEORG)	
— Cartas de Martim Afonso de Sousa (1534^1539) .	247-276

	Pags.
SILVA (JOSÉ PINHEIRO DA)	
— A Capitania da Baía	211-245
SOARES (TORQUATO DE SOUSA)	
— Acerca da chamada «Crónica dos feitos de Guiné» de 'Gomes Eanes de Zurara.....	207-302
— Jubilação do Prof. Doutor Damião Peres	340
— Prof. Doutor João Pereira Dias	340-341
SOUSA (J. M. CORDEIRO DE)	
— A data numa inscrição medieval de Coimbra	205-206
VERLINDEN f(CHARLES)	
— 'Formes féodales let domaniales de la Colonisation Portugaise dans la Zone Atlantique aux XIV ^e et XV ^e siècles et spécialement sous Henri le Navigateur.....	1-44

Índice das gravuras

	Págs.
Limites com a Banda Oriental (1750-1777-1801)	96-97
Desenho do céu austral na carta de mestre João	184
Estrelas do céu austral a que se refere a carta de mestre João (1500)	185
Rumos referidos no regimento da estrela do Sul	204
Inscrição do século XII.....	285-286

Índice das matérias

	Págs.
<i>Formes féodales et domaniales de la Colonisation Portugaise dans la Zone Atlantique aux XIV^e et XV^e siècles et spécialement sous Henri le Navigateur</i> , por Charles Verlinden	1-44
<i>D. Henrique e a abertura da Fronteira Mundial</i> , por José Honório (Rodrigues).....	45-62
<i>Marchands et Marchands-Banquiers Portugais au XVII^e siècle</i> , por Frédéric Mauro	63-78
<i>A empresa colonial portuguesa na revelação da Amazônia</i> , por Arthur Cezar Ferreira 'Reis	79-92
<i>A política diplomática da corte do Rio de Janeiro em relação à Banda Oriental do Uruguai (1808-1812)</i> , por John A. Hutchins	93-123
<i>Os mercadores alemães de Lisboa por volta de 1530</i> , por Hermann Kellenbenz.....	125-140
<i>Os Jesuítas Espanhóis, as suas Missões Guarani e a Rivalidade Luso-Espanhola pela Banda Oriental, 1715-1737</i> , por Magnus Mörner.....	141-175
<i>Sobre a determinação de latitudes no hemisfério sul, na náutica portuguesa do século XVI</i> , por Luis Mendonça de Albuquerque	177-209
<i>A Capitania da Baía</i> , por José Pinheiro da Silva	211-245

Miscelânea:

<i>Cartas de Martim Afonso de Sousa (1534-1539)</i> , por Georg Schurhammier, S. J.	247-276
<i>Le «regimento» de la «Mesa da Consciência» du 24 novembre 1558</i> , por Charles-Martial de Witte, O. S. B.....	277-284
<i>A data numa inscrição medieval de Coimbra</i> , por J. M. Cordeiro de Sousa.....	285-286
<i>Acerca da chamada «Crónica dos feitos de Guiné» de Gomes Eanes de Zurara</i> , por Torquato de Sousa Soares.....	287-302

Bibliografia:

João de (Barros, <i>Diálogo em louvor da nossa linguagem</i> . Lettura critica dell'edizione del 1540, con una introduzione [...] a cura di Luciana Stegagno Picchio, por A. Oliveira .	303-311
---	---------

	Págs.
Artur Salvado, <i>Alguns documentos para o estudo evolutivo da indústria oleícola portuguesa</i> , por Luís Ferrand de Almeida .	312-316
A. de Almeida Flamandes, <i>Ponte de Lima na Alta Idade Média</i> , por P. Avelino de Jesus da Costa	316-324

Vária:

<i>O Arquivo da Superintendência-Geral dos Contrabandos (1771-1834)</i> , por Mário Alberto Nunes Costa.....	325-333
<i>Congresso Histórico de Portugal Medieval</i> , por P. Avelino de Jesus da Costa.....	333-337
<i>P. Carlos da Silva Tarouca, S. J.</i> , por Mário Martins, S. J.	337-339
<i>Jubilação do Proi. Doutor Damião Peres</i> , por T. S. IS.	349
<i>Prol. Doutor João Pereira Dias</i> , por T. S. S. .	340-341

Publicações recebidas (1960):

Livros ...	342-345
Publicações periódicas	345-347
Addenda & Corrigenda	349-351

COMP. E IMPR. NAS OFICINAS
DA ATLÂNTIDA—R. COMBATENTES
DA G. GUERRA, 67 — COIMBRA

A colaboração é solicitada

Toda a correspondência, tanto de redacção como de administração, deverá ser dirigida a

Revista Portuguesa de História
Instituto de Estudos Históricos
Faculdade de Letras — COIMBRA

Alguns dos artigos que serão publicados no próximo tomo:

Reflexões sobre as origens e a formação de Portugal, por Torquato de Sousa Soares.

Antecedentes da expansão ultramarina portuguesa. Os diplomas pontifícios dos séculos XII a XV, por P.^o A. J. Dias Dinis.

Bibliotecas medievais portuguesas, por José S. da Silva Dias.

O *Infante D. Fernando e a restituição de Ceuta*, por Adelino de Almeida Calado.

A Junta Liquidatória dos fundos das Companhias do Grão-Pará e Maranhão, Pernambuco e Paraíba (1778-1837), por Manuel Nunes Dias.

O *Engenho do Pinhal do Rei no tempo de D. João V*, por Luís Ferrand de Almeida.

